

UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2
FACULTÉ D'ANTHROPOLOGIE ET DE SOCIOLOGIE
UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI MILANO
FACOLTÀ DI GIURISPRUDENZA

THÈSE DE DOCTORAT EN COTUTELLE POUR OBTENIR LES GRADES DE DOCTEUR EN SOCIOLOGIE ET
DE DOTTORE IN GIURISPRUDENZA MENZIONE FILOSOFIA DEL DIRITTO

CURRICULUM SOCIOLOGIA DEL DIRITTO
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT PAR
ANNE JOLIVET

LE 12 DÉCEMBRE 2012

*La participation des citoyens à la fonction de juger en
France et en Italie :
une étude socio-anthropologique du jury populaire
en cour d'assises*

Membres du jury :

Monsieur Jean-Paul Payet, professeur, Université de Genève.
Directeur de thèse

Monsieur Vincenzo Ferrari, professeur, Università degli Studi di Milano.
Directeur de thèse

Madame Edwige Rude-Antoine, professeur, Université Descartes Paris V.
Rapporteur

Monsieur Claudio Sarzotti, Università degli Studi di Torino.
Rapporteur

Monsieur Denis Salas, magistrat, docteur en droit, H. D. R.

À Giulio.

« On voit donc que c'est pour une raison très profonde, qui tient à la nature même de la discipline et au caractère distinctif de son objet que l'anthropologue a besoin de l'expérience du terrain. Pour lui, elle n'est ni un but de sa profession, ni un achèvement de sa culture, ni un apprentissage technique. Elle représente un moment crucial de son éducation, avant lequel il pourra posséder des connaissances discontinues, qui ne formeront jamais un tout, et après lequel seulement ces connaissances se « prendront » en un ensemble organique, et acquerront soudain un sens, qui lui manquait antérieurement. Cette situation présente de grandes analogies avec celle qui prévaut en psychanalyse : c'est aujourd'hui un principe universellement admis, que la pratique de la profession analytique requiert une expérience spécifique et irremplaçable, qui est celle de l'analyse elle-même ; c'est pourquoi tous les règlements imposent au futur analyste d'avoir été lui-même analysé. Pour l'anthropologue, la pratique du terrain constitue l'équivalent de cette expérience unique ; comme dans le cas de la psychanalyse, l'expérience peut réussir ou échouer, et aucun examen ou concours ne fournit le moyen de trancher dans un sens ou dans l'autre. Seul le jugement de membres expérimentés de la profession, dont l'œuvre atteste qu'ils ont eux-mêmes franchi ce cap avec succès, peut décider si, et quand, le candidat à la profession anthropologique aura réalisé sur le terrain cette révolution intérieure qui fera de lui, véritablement, un homme nouveau. »

Claude Lévi-Strauss¹

¹Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, éditions Plon, 1985 (1958), pp. 434-435.

Remerciements

Réalisée dans le cadre d'une convention de cotutelle entre l'université Lumière Lyon 2 et l'Università degli Studi di Milano, cette thèse a été codirigée par Jean-Paul Payet et Vincenzo Ferrari. J'ai trouvé auprès de Jean-Paul Payet, le soutien, l'écoute et l'ouverture d'esprit qu'il a toujours su m'offrir depuis notre rencontre, alors que je rentrais en faculté de sociologie. Malgré des thématiques de recherche différentes, il a su m'orienter sur les pistes de réflexion dont j'avais besoin et me donner de nombreux conseils extrêmement utiles durant toutes ces années. J'ai essayé très sérieusement de mériter l'honneur d'avoir comme co-directeur Vincenzo Ferrari. En Italie, il m'a permis de découvrir, au sein de l'institut, un lieu privilégié où la sociologie du droit est une discipline reconnue et considérée à sa juste valeur. Par leur rigueur et leur portée, ses ouvrages ont été des sources de stimulation intellectuelle extraordinaires. Sa bienveillance et sa disponibilité m'ont toujours été d'une grande utilité.

Cette recherche a bénéficié du soutien financier de quatre institutions : une allocation de recherche du ministère de la Recherche française ; une bourse « Univers d'études et de recherche » (Egide) franco-italienne financée par le ministère français des Affaires étrangères et le gouvernement italien ; une bourse d'accompagnement du programme « Vinci » pour les thèses en cotutelle, décernée par l'Université franco-italienne ; et enfin une bourse d'aide à la mobilité accordée par la région Rhône-Alpes.

Tous les jurés français et italiens que j'ai rencontrés ont fait preuve d'une immense générosité en acceptant de prendre le temps de répondre à mes questions et de partager leur expérience, leurs doutes et leurs convictions. Quant à Luigi Domenico Cerqua, président de la cour d'assises de Milan, et Michel Sorney, président de la cour d'assises du Rhône, ils m'ont tous deux permis de les suivre et d'accéder à la vie quotidienne des jurés lors de ma présence sur le terrain.

Les lectures de mes amies Christiane Besnier, Odile Maurice, Jeanne Mercier, Marie Depagneux, ainsi que de Madeleine Haehl, professeur d'histoire du droit à l'université Jean-Moulin Lyon III, ont été extrêmement précieuses tout au long de la préparation de cette thèse.

Hakima Gramazio a relu avec une grande acuité l'ensemble de mon texte lors de la phase finale de rédaction.

Sylvie Hostelet a repris la mise en page de mon texte avec une efficacité remarquable.

Au cours de ces années de doctorat j'ai eu la chance de croiser de nombreuses personnes qui m'ont donné l'envie de poursuivre et de persévérer dans le parcours que j'avais entrepris. Albena, Sabrina, Lucia, Antonio, Eleonora, Francesca, Denis, font partie de ceux qui ont su m'écouter, m'encourager, me conseiller, m'aider.

Sans le soutien de mes parents et de ma famille il ne m'aurait pas été possible d'entreprendre cette thèse et de réaliser le vaste projet migratoire qui l'a accompagnée, de Lyon à Pavie, en passant par Locarno jusqu'à Nyon.

Enfin il n'existe pas de mots justes, que ce soit en français ou en italien, pour m'adresser à Matteo qui représente indéniablement le fil d'Ariane amoureux qui a guidé cette recherche.

Que toutes ces personnes et institutions soient ici très chaleureusement remerciées.

PLAN

Introduction

Construction de l'objet de recherche

Première partie : Le jury populaire en France et en Italie, l'exploration d'une comparaison

Chapitre 1 : Une même institution, deux pays, deux contextes

Chapitre 2 : D'une salle d'audience à l'autre. Retour sur les terrains et la méthodologie de la recherche

Deuxième partie : Une immersion concrète dans l'expérience profane de l'acte de juger

Chapitre 1 : Le « monde social » de la justice

Chapitre 2 : Ethnographie d'une session de cour d'assises

Troisième partie : Le jury populaire aujourd'hui : une institution « moderne » capable de créer du lien social en démocratie ?

Chapitre 1 : La dimension socialisante du jury populaire

Chapitre 2 : Le jury populaire, une institution démocratique « utile » ?

Conclusion

Bibliographie

Table des matières

Annexes

Introduction

« Règle, loi, légalité sont les mots les plus fréquemment utilisés lorsque l'on se retrouve face aux faits, drames et contradictions touchant aux rapports humains. Ce sont des termes neutres, dont la signification peut varier indéfiniment en fonction du contenu qu'on leur attribue. »

Gherardo Colombo¹

Le 23 avril 2002, alors que je préparais mon mémoire de maîtrise² sur la profession d'avocat, j'eus la chance, d'assister aux réquisitions du ministère public dans le procès en appel de la révision de l'affaire Patrick Dils³. Une des avocats que je suivais à l'époque m'avait permis de rentrer dans la salle d'audience de la cour d'assises du Rhône par la porte qui leur était réservée. Je réussis à me faufiler dans la salle d'audience, archicomble pour l'occasion, afin de trouver une place dans les premiers rangs des bancs du public. C'était pour moi la première fois que je franchissais le seuil de la cour d'assises, l'ambiance électrique et terriblement tendue ce jour-là me laissa une impression étrange, faite à la fois de curiosité et de mystère. J'avais jusqu'à ce jour réalisé des observations au tribunal de police et au tribunal correctionnel, mais la cour d'assises restait pour moi une juridiction méconnue.

Aujourd'hui encore, je me souviens de l'impression que produisit sur moi la plaidoirie de l'avocat général. Je fus impressionnée par l'aisance oratoire de ce dernier mais surtout par la force des émotions qui se dégageait de cette scène si théâtrale. Ce magistrat, dont la carrière

¹ G. Colombo, *Sulle regole*, edizione Feltrinelli, Milano, 2008, p.19.

² Avant l'entrée en vigueur du système européen des universités (Licence, Maîtrise, Doctorat), la licence constituait la troisième année universitaire et le diplôme obtenu sanctionnait uniquement cette troisième année, la maîtrise sanctionnait quant à elle la quatrième année d'étude. J'ai réalisé deux mémoires de recherche sur la profession d'avocat sous la direction de Jean-Paul Payet. Le premier en licence, le second en maîtrise, respectivement intitulés *Personne et personnage, le cas de l'avocat* et *Dilemmes moraux et contradictions de rôles de la profession d'avocat*.

³ Patrick Dils fut accusé du meurtre de deux enfants à Montigny-lès-Metz le 30 septembre 1987. Au total, on dénombre trois procès. Le premier procès date du 27 janvier 1989, date à laquelle la cour d'assises des mineurs de la Moselle le condamne à la réclusion criminelle à perpétuité. Le deuxième procès, considéré comme la révision du premier, s'ouvre le 21 avril 2001 à la cour d'assises des mineurs de la Marne. Patrick Dils fut condamné à 25 ans de réclusion criminelle. Enfin, après l'entrée en vigueur de l'appel mis en place par la loi du 15 juin 2000, le 15 avril 2002, s'ouvre le troisième procès de Patrick Dils à la cour d'assises des mineurs du Rhône. Il est acquitté.

s'achevait avec ce procès et dont on m'avait fait l'éloge, tint en haleine l'auditoire pendant près de deux heures. Son réquisitoire fut particulièrement éclairant. Il retraça minutieusement les faits reprochés à l'accusé mais également les rebondissements judiciaires de cette affaire singulière qui avait déjà connu deux procès ayant toujours abouti à la condamnation de Patrick Dils. La découverte de la présence du tueur en série Francis Heaulme sur les lieux du crime ainsi que des erreurs patentes dans la réalisation et surtout dans la conservation des preuves rendaient toujours la recherche de la vérité très incertaine. « Lorsqu'il faut juger 16 ans après le crime, après une première condamnation, après une procédure de révision, après une nouvelle condamnation, on a, moins que jamais, le droit à l'erreur. Il faut donc tout repasser au peigne fin, tout dire, tout montrer, tout expliquer et, si nécessaire, combler les lacunes du dossier. Il faut lever toute équivoque pour que tout le monde puisse comprendre. (...) Un crime abominable a bien été commis. Des « aveux » immondes ont été proférés. Ils transpercent le cœur des parents à chaque fois qu'on les lit ; sur la tête des enfants ils tombent comme un crachat. Si donc le doute doit l'emporter et si un autre que lui s'avère être l'auteur du crime, que Patrick Dils s'en souviennne, ses aveux auront permis au meurtrier d'échapper à la justice. Sans doute il n'est pas encore trop tard pour le rattraper, la prescription n'est pas acquise. Mais le temps perdu, le temps gâché, c'est pour les parents d'Alexandre et de Cyril comme pour la Société, le temps pendant lequel l'injustice aura triomphé. Alors, si Patrick Dils bénéficie du doute, que la pudeur le retienne. S'il a pris, un jour, la place du meurtrier, qu'il sache au moins respecter celle des victimes sans prétendre la leur disputer. Qu'il se souviennne que, par ses aveux, il se sera fait le complice du temps de l'injustice. »¹

Le hasard et le bouche-à-oreille voulurent que l'année suivante, alors que je commençais ma première recherche sur le jury populaire, j'eus la chance de rencontrer un certain nombre des jurés ayant participé à cette affaire extrêmement médiatisée et emblématique des procès criminels de ces dernières années.

L'émotion que j'avais perçue ce jour-là dans l'enceinte de la cour d'assises fut en quelque sorte un fil conducteur prometteur pour poser les fondements d'une recherche sociologique ayant pour cadre la cour d'assises. Le choix du jury populaire comme objet d'étude² vint tout naturellement au fil des premières observations, tant la présence de profanes

¹ F.-L. Coste, *Réquisitoire de l'avocat général de l'affaire Patrick Dils*, Lyon, 23 avril 2002.

² A. Jolivet, *Juré en cours d'assises : expérience de sociabilité au sein d'un « groupe restreint »*, mémoire de DEA, sous la direction du professeur Jean-Paul Payet, Université Lumière Lyon 2, 2003.

au sein de cette juridiction apparaissait comme singulière¹. Quant au projet de réaliser une comparaison entre les jurys populaires français et italien, il apparut pertinent d'une part, concernant la proximité géographique des deux pays et les liens juridiques et historiques les unissant, d'autre part, concernant l'indéniable attrait d'ouverture et de complexité que représentait une approche comparative internationale.

En effet, le jury populaire marque les jugements des cours d'assises du sceau de la cour, mélange de juges professionnels et de citoyens. Étudier et mettre à l'épreuve de la comparaison internationale l'institution du jury populaire, c'est chercher à comprendre les conceptions qu'ont d'une même institution juridique deux cultures et deux systèmes de droit différents. Notre recherche a pour but de mettre en perspective, dans les espaces nationaux français et italien, la place d'une institution juridictionnelle au sein de l'institution judiciaire et d'en étudier les logiques internes de fonctionnement. Mais l'étude des relations que nous proposons ne se limite pas au seul jury populaire, il est nécessaire de l'inscrire dans une prise en compte de la juridiction qui l'abrite : la cour d'assises. C'est l'intuition que le jury populaire peut « nous en dire long » tant sur les mécanismes de fonctionnement de la cour d'assises et plus généralement de l'institution judiciaire que sur l'état du lien social et de la démocratie qui sont aux fondements de cette recherche. Autrement dit, nous portons un intérêt tout particulier à la fois à l'étude des interactions entre les différents acteurs sociaux présents dans l'enceinte de la cour d'assises, à leur perception et conception de l'institution du jury populaire et du fonctionnement de la justice criminelle dans son ensemble, à la dimension socio-subjective de l'expérience vécue par les jurés lors de leur passage à la cour d'assises, mais également à la mise en forme juridique des conditions de fonctionnement du jury populaire en cour d'assises, à travers l'étude de la procédure pénale et des contextes particuliers qui modèlent la mise en forme théorique et pratique de cette même institution. Cette comparaison internationale est réalisée à partir de deux enquêtes de terrain, *fieldwork*², qui ont l'avantage de permettre la compréhension des phénomènes sociaux étudiés du point de vue de ce que vivent et ressentent quotidiennement les acteurs. Dans une telle démarche, le chercheur évite le risque de traiter de façon isolée des phénomènes sociaux hors de leur contexte. Ainsi, l'étude minutieuse du « droit en mouvement » restituée dans son contexte nous permet de créer les conditions d'un lien indéfectible entre les regards sociologiques et juridiques. Précisons également qu'il s'agit

¹ En France, il existe d'autres exemples du mélange des juges profanes aux juges professionnels, notamment aux Tribunal de Commerce et aux Prud'hommes, ce qui n'est pas le cas en Italie.

² B. Glaser, A. Strauss, *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Hawthorne, Aldine de Gruyter, 1967.

de la première recherche s'attachant expressément au jury populaire dans une approche comparative détaillée entre la France et l'Italie.

L'histoire de la participation des citoyens au jugement des crimes a de lointaines origines¹. Dans l'Antiquité, on retrouvait chez les Hébreux la loi de Moïse qui organisait des audiences où le peuple siégeait aux portes de la ville. Chez les Grecs, différentes assemblées de citoyens rendaient la justice. Le jugement des accusations politiques les plus graves était confié à « l'Assemblée du peuple », les crimes de sang étaient quant à eux jugés par « l'Aréopage » (ou « Tribunal des Ephètes »), tandis que le reste des affaires pénales était de la compétence du « Tribunal de l'Héliée », sorte de juridiction de droit commun. Ce tribunal était composé des « Héliastes », environ six mille citoyens, sous-divisés en dix sections de six cents membres, les « Dicastères ». Ces hommes, âgés au minimum de trente ans, sans aucune formation juridique, ayant acquitté leurs impôts et jouissant d'une bonne réputation, étaient tirés au sort au sein de la population. Le nombre de juges était amené à varier d'une affaire à l'autre en fonction de la gravité de cette dernière.

À Rome, pour les citoyens romains, le jugement des magistrats devait être approuvé par une assemblée populaire. Par la suite, des citoyens, les « judices jurati », tirés au sort le jour même de l'audience furent impliqués dans les décisions de justice.

En France, aux époques mérovingienne et carolingienne, le « Mallum » et ses « boni homines » ainsi que les « Rachimbours » siégeaient et représentaient la justice seigneuriale dans laquelle le jugement par les pairs était la règle. En Angleterre, l'apparition de premiers jurys remonte au XII^e siècle mais ils sont le fruit d'une longue évolution. Les jurés étaient initialement des témoins qui dénonçaient aux juges ceux qui transgressaient la loi puis, à leur tour, ils devinrent progressivement des juges.

Mais c'est entre le Moyen Âge et l'apparition des États modernes, aux XVII^e et XVIII^e siècles, que le jury populaire va se diffuser en Europe et se répandre comme constitutif du symbole des États démocratiques qui souhaitent opposer à la toute puissance des magistrats professionnels le regard novice et éclairé du peuple ou des citoyens. Plus qu'une vocation juridique, c'est avant tout une vocation politique du jury populaire qui semble alors prévaloir. Le jury représente non seulement la participation effective des citoyens à la fonction de juger

¹ Pour une histoire détaillée de la participation citoyenne au jugement des crimes et du jury populaire français, se référer à B. Schnapper, « Le jury français au XIX^e et au XX^e siècles » in « Voies nouvelles en Histoire du droit : la justice, la famille », *La répression pénale*, PUF, Paris, 1991 ; L. Gruel, *Pardons et châtiments*, série sciences sociales, éditions Nathan, Paris, 1991 ; A. Eismein, *Cours élémentaire d'histoire du droit*, éditions Sirey, Paris, 1919, p. 82-87, ou encore J.-P. Royer, *Histoire de la justice en France*, éditions PUF, Paris, 2001.

mais également l'existence d'un contre-pouvoir émanant directement de la société civile. L'Angleterre fera figure de modèle et de précurseur (*Magna Carta*, 1215) puis la France (1791), l'Italie (1848) et l'Allemagne (1877) suivront cet exemple¹. Aujourd'hui, le jury populaire demeure une institution dont on débat fréquemment de l'utilité et des différentes alternatives d'organisation. Certains pays tels que l'Espagne et le Japon l'ont adopté plus récemment, respectivement en 1995 et 2009.

Le présent travail de sociologie du droit s'inscrit dans une approche de type socio-anthropologique, interdisciplinaire et comparatiste. Cette recherche mobilise une sociologie compréhensive qui s'attache à prendre en compte les dynamiques du social qui, à travers l'étude des marges d'action des acteurs, tente de comprendre les liens et les relations qui les unissent. Les acteurs sociaux que sont les jurés restent au centre de notre analyse mais c'est bien l'ensemble du cadre de leur expérience que nous souhaitons prendre en compte.

Notre recherche se propose de montrer, à travers une étude comparative entre la France et l'Italie, comment le jury populaire en cour d'assises est devenu à la fois une institution moderne capable de créer du lien social et capable de transmettre des valeurs démocratiques utiles au vivre ensemble pour ceux qui y participent. Sans sous-estimer l'importance des dimensions politique et juridique qui façonnent le passé et le présent du jury populaire dans chacun des pays, l'originalité de notre recherche provient du fait qu'elle met l'accent sur un aspect souvent négligé de la participation au jury populaire, qui plus est dans deux contextes nationaux différents, à savoir la dimension socialisante du jury populaire. Cette dimension socialisante s'inscrit dans un déplacement effectué par la modernité qui place l'individu au centre des relations sociales. Selon Danilo Martuccelli, à la suite d'une certaine dissolution du collectif, l'individu moderne doit désormais « se constituer en tant qu'être indépendant, et donc contraint à la fois de se donner personnellement sa propre loi, de légitimer par son accord l'ordre collectif, de se singulariser en faisant face à tous les autres grâce à la maîtrise de soi »². L'autonomie, l'indépendance, l'autocontrôle et l'expression de soi sont devenus les caractéristiques que les individus modernes se doivent de respecter. Dès lors, en France comme en Italie, l'institution du jury populaire serait en mesure de contrecarrer, le temps d'une expérience éphémère, cette difficulté à trouver dans les institutions classiques, souvent considérées comme en déclin ou en crise, un espace permettant à tous les acteurs sociaux de

¹ J. Pradel (dir.), « Quelle participation des citoyens aux jugements des crimes ? À propos de la réforme de la cour d'assises », *Travaux de l'Institut de sciences criminelles de Poitiers*, éditions Cujas, 17, 1997.

² D. Martuccelli, *Grammaire de l'individu*, éditions Folio essais, 2002, p.45.

jouir d'une plénitude de sens grâce à un engagement réciproque et au partage « sensible » de l'expérience concrète de l'acte de juger.

L'évolution politique du jury populaire en France et en Italie a porté les discours institutionnels à se modifier au fil du temps pour aboutir aujourd'hui à privilégier la valorisation de l'expérience personnelle au détriment d'une fonction qui se voudrait « citoyenne », c'est-à-dire un engagement fondé sur des valeurs et des devoirs, symboles de l'appartenance de l'individu à la collectivité qui ont donné leur sens premier au jury populaire.

Consubstantiellement au rôle de juge éphémère qu'endossent les jurés, se développe une expérience faite de liens interpersonnels forts qui vont donner une perspective nouvelle au passage des jurés à la cour d'assises. La plus ou moins grande reconnaissance des acteurs institutionnels, fondée sur la valorisation de cette expérience individuelle, crée une dynamique qui favorise le bon fonctionnement du jury populaire en incitant les jurés à s'engager et à s'impliquer dans leur nouveau rôle de juré. C'est dans une logique inspirée du « paradigme du don »¹ que nous souhaitons envisager la nature des liens interpersonnels se nouant dans la pratique des cours d'assises française et italienne. Bien que nous ne soyons pas dans le domaine marchand, le don de reconnaissance de l'institution envers les jurés appelle en contrepartie une obligation d'adhésion et une participation active au rôle de juré.

Malgré des différences nationales, les mécanismes observés sur le terrain nous révèlent que le jury populaire n'est pas seulement une institution juridique et politique, il est également un espace de socialisation d'une extrême richesse dans lequel tous les acteurs en présence contribuent à la mise en scène du procès, au maintien du rituel judiciaire, à travers de nombreuses interactions où la négociation est omniprésente. Selon les modalités différentes d'un pays à l'autre, l'expérience vécue par les jurés leur demande de mobiliser des compétences sensibles, intellectuelles et relationnelles.

L'ultime question que pose ce travail de recherche est la suivante : que peut apporter le jury populaire au fonctionnement de notre justice, de notre démocratie et finalement aux individus qui y participent, et par leur biais, « au vivre ensemble » dans nos sociétés ? Poser une telle question revient à reconnaître le moment singulier que traverse la justice ces dernières années. En France, mais également en Italie, c'est la même chape de plomb qui, depuis une dizaine d'années, pèse sur l'institution judiciaire². Les pressions du pouvoir politique, les

¹ M. Mauss, « Essai sur le don » in *Sociologie et anthropologie*, éditions PUF/Quadrige, Paris, 1997 (1950).

² D. Salas, *La justice dévoyée, critique des utopies sécuritaires*, éditions Les Arènes, Paris, 2012.

critiques lapidaires à l'encontre des magistrats et enfin les requêtes toujours plus insistantes de l'opinion publique en matière sécuritaire, dessinent les contours du malaise qui s'est installé.

Nous exposerons tout d'abord le cheminement intellectuel ayant permis la construction de l'objet de recherche, en revenant tour à tour sur les fondements théoriques et disciplinaires à la base de cette recherche, sur le choix de la comparaison internationale et ses modalités de mise en œuvre et enfin sur la problématique et les hypothèses que nous avons élaborées.

Dans une première partie, nous traiterons des contextes de la recherche ainsi que de l'importance du choix de l'approche socio-anthropologique et des méthodes d'enquête qui l'accompagnent. Il s'agit pour nous de rendre compte des caractéristiques générales relatives aux systèmes juridiques dans lesquels s'inscrit notre recherche ainsi que du fonctionnement passé et présent du jury populaire de part et d'autre des Alpes. En revenant également sur les recherches réalisées jusqu'à ce jour sur la thématique du jury populaire, nous tenterons de situer notre travail par rapport à la littérature existante et d'en faire valoir la singularité et l'intérêt. L'approche méthodologique que nous avons choisie d'adopter nous a amenés à poursuivre une réflexion féconde sur les liens entre choix d'une méthode de recherche, production des données et analyse sociologique.

Dans une deuxième partie, nous entrerons au cœur de l'expérience vécue par les jurés français et italiens lors de leur passage à la cour d'assises par le biais de la découverte du « monde social » de la justice et de la description ethnographique d'une session de cour d'assises dans chacun des pays étudiés. Le poids du décor, du rituel judiciaire et de la mise en scène jouent un rôle décisif dans la compréhension du point de vue des acteurs. L'ethnographie de la session de cour d'assises que nous livrons, permet d'accéder, à travers la voix des jurés et des magistrats, aux interactions et à leur contenu lors des différentes étapes du déroulement de l'audience. L'expérience de l'acte de juger mérite d'être approchée et comprise telle qu'elle se déroule dans les coulisses des salles d'audience. De la révision de la liste de session, aux délibérations en passant par les méandres de l'audience, les jurés observent, comprennent, apprécient, critiquent le spectacle qui se déroule sous leurs yeux. En décrivant avec minutie les relations interpersonnelles se jouant durant leurs journées passées dans l'enceinte de la cour d'assises, il nous est possible d'obtenir une meilleure connaissance de ce que vivent les jurés et par ce biais, de ce qu'implique et représente aujourd'hui sur le plan humain une telle expérience de participation citoyenne. Notre objectif est de comprendre, d'appréhender, de pénétrer par une interprétation la plus rationnelle possible, le sens intentionnel que les acteurs sociaux prêtent à l'institution du jury populaire et aux conduites de chacun d'entre eux.

Enfin, dans une troisième et dernière partie, nous nous proposons d'étudier les conséquences de l'expérience vécue par les jurés et les acteurs institutionnels. Que nous apprend le fonctionnement actuel du jury populaire en cour d'assises en France et en Italie? Quel intérêt peuvent en retirer nos sociétés démocratiques ? Premièrement, nous tenterons de montrer en quoi la participation au jury populaire peut être qualifiée d'expérience socialisante. À travers la formation du groupe restreint, nous décrirons l'autre versant de l'expérience des jurés qui se déroule essentiellement dans les coulisses de la salle d'audience et en dehors de l'enceinte du palais de justice. L'apport du groupe en termes de sociabilité est fondamental pour comprendre la complexité et la richesse de l'expérience que vivent les jurés à travers le procès mais également par la socialisation issue des liens interpersonnels noués au sein du groupe. En France comme en Italie, il s'agit donc de faire valoir les caractéristiques qui font de la participation au jury populaire une expérience singulière, vantée comme telle par l'institution judiciaire et ses acteurs, et qui ont des répercussions d'ordre personnel collectif, sans compter les enseignements sur le droit et le fonctionnement de la justice qu'en retirent les jurés. Deuxièmement, il s'agira de tenter d'articuler nos résultats avec les questions centrales qui touchent aux destinées du jury populaire. Si le jury populaire représente par excellence l'introduction d'un regard de « sens commun »¹ au sein de l'institution judiciaire, la participation à l'acte de juger doit être entendue comme un apprentissage contextualisé qui a pour conséquences l'appropriation personnelle de compétences et de connaissances fondamentales de premier ordre pour la formation du citoyen. Au-delà des différences et ressemblances entre les modèles français et italien, il s'agit de comprendre les logiques de reconnaissance ainsi que de déceler le sens de la participation aux yeux des acteurs. En interrogeant les enjeux démocratiques de cette participation citoyenne au travers du prisme de la dimension socialisante de cette expérience, nous souhaitons considérer la notion de démocratie comme un « état social » plus que comme un régime politique. Dès lors, la participation des citoyens se révèle être une possibilité, voire une chance pour nos sociétés de vaincre la défiance envers l'autorité et la politique, et le discrédit subi par la démocratie. Dans les limites qui sont les siennes, le jury populaire se présente comme une « merveilleuse opportunité » de « ré-enchanter » le monde. Cette expérience décrite par beaucoup comme un « instant fugitif où la société prend »², nous rappelle que l'alchimie du social est encore observable au sein d'institutions étatiques.

¹ R. Boudon, *Renouveler la démocratie. Éloge du sens commun*, éditions Odile Jacob, Paris, 2006.

² P. Chanial, « L'instant fugitif où la société prend. Le don, la partie et le tout », *Revue du Mauss*, 36, 2010.

Construction de l'objet de recherche

« Dans la Mondialité (...), nous n'appartenons pas en exclusivité à des « patries », à des « nations », et pas du tout à des « territoires », mais désormais à des « Lieux », des intempéries linguistiques, des dieux libres qui ne réclament pas d'être adorés, des terres natales que nous aurons décidées, des langues que nous aurons désirées, ces géographies tissées de terres et de visions que nous aurons forgées. »¹

Patrick Chamoiseau, Édouard Glissant

L'objectif de ce chapitre introductif est de présenter la genèse, le développement et les fondements théoriques de notre recherche, afin de montrer en quoi elle peut être considérée comme innovante et utile à la compréhension de l'institution du jury populaire en cour d'assises en France et en Italie. Au fil des pages, il s'agit de mettre en lumière les aspects théoriques clefs de notre recherche qui constituent un cadre d'analyse que le lecteur devra toujours garder à l'esprit.

Nous traiterons de la construction de l'objet dans sa globalité en abordant dans un premier temps la question des fondements théoriques et disciplinaires, dans un second temps celle de la comparaison internationale et des difficultés qui l'accompagnent, puis dans un troisième temps, nous présenterons la problématique et les hypothèses de recherche. Précisons que depuis la rédaction du projet de recherche, la complexité de notre objet d'étude n'a cessé d'augmenter notamment grâce à la richesse de nos terrains français et italien ainsi qu'au temps que nous avons eu la chance de pouvoir passer en Italie.

La présentation de la construction de l'objet de recherche et des fondements théoriques sont souvent faits de longs développements descriptifs qui ont pour objectif de justifier et clarifier les multiples choix, orientations et questions qui se sont imposés au chercheur. Les pages suivantes répondent à ces exigences mais il s'agit dans notre cas d'en faire avant tout une

¹ P. Chamoiseau, E. Glissant, *Quand les murs tombent. L'identité nationale hors la loi*, éditions Galaade, Paris, 2007, pp. 16-17.

synthèse capable d'exposer au lecteur le cheminement et la cohérence de notre démarche scientifique. Nous souhaitons également faire de cette partie introductive une discussion vivante et dynamique qui soulève des problèmes d'ordre théorique, épistémologique et également pratique qui se posent à tout chercheur en sciences sociales. C'est avec une bonne dose de modestie que nous tenterons dans ces premières pages « (...) d'ouvrir des passages, de tenter de confronter des langages qui s'ignorent, des champs de la connaissance qui ne se fréquentent pas, tout en tâchant de rendre compte des espaces interstitiels et des différences entre les protagonistes en présence, qui peuvent aussi être considérés comme des parties de nous-mêmes qui ne s'étaient pas vraiment rencontrées. »¹

1 - Fondements théoriques et disciplinaires

La question des fondements théoriques et disciplinaires ne s'est pas immédiatement imposée de façon claire et univoque. C'est au fil du temps et de la découverte des terrains de recherche que nous avons pu élaborer une réflexion propre à notre objet, mais également propre à notre parcours académique et intellectuel. Si notre première formation est sociologique, nous avons également suivi celle des juristes et des comparatistes en droit, et c'est dans l'articulation entre une base sociologique et ces autres enseignements que nous souhaitons présenter les fondements théoriques et disciplinaires de notre recherche.

Depuis nos premières recherches menées en sociologie, l'usage de méthodes qualitatives, à travers la réalisation d'observations sur le terrain ainsi que d'entretiens, s'est révélé correspondre à une posture théorique où la démarche ethnographique est centrale. C'est la découverte et l'entrée sur le deuxième terrain qui constituent le moment clef de notre parcours de recherche. Moment clef parce que la découverte du terrain italien rime avec surprise, dépaysement, incertitude et bouleversement... au sein même des questionnements centraux de la recherche. Beaucoup de nos acquis et présupposés théoriques ont perdu de leur pertinence et du même coup de leur efficacité aux fins de l'analyse. Les enrichissements de l'expérience comparatiste doublée de l'expérience ethnographique ont scellé en nous, de manière irréversible et définitive, un immense intérêt pour ce type de stratégie de recherche, dont l'importante stimulation intellectuelle et personnelle n'a pas d'égal à nos yeux. En débutant par l'apprentissage d'une sociologie de terrain, nous avons concentré nos perspectives de recherche

¹ F. Laplantine, *Le social et le sensible, introduction à une anthropologie modale*, éditions Tétraèdre, Paris, 2005, p. 60.

sur la méthode ethnographique. À partir de là, nous nous sommes penchés à la fois sur l'ethnologie juridique et l'anthropologie juridique, qui nous ont apporté des éléments fondamentaux pour l'analyse. Quant à l'interdisciplinarité, elle s'est révélée comme étant une étape nécessaire dans notre processus de travail et de recherche.

À partir de nos travaux menés en D.E.A.¹ sur le jury populaire², nous avons souhaité élargir les possibilités et horizons qui s'offraient à nous. Si cette première approche du jury populaire était essentiellement d'ordre microsociologique – compte tenu de la brièveté du temps imparti pour sa réalisation – nous avons voulu élargir notre recherche initiale, d'une part en nous ouvrant à la comparaison avec un pays européen voisin, l'Italie, d'autre part, en agrandissant nos perspectives théoriques. Nous avons donc souhaité développer une recherche englobant les dimensions macrosociologiques et microsociologiques de notre objet d'étude.

Nous revendiquons une interdisciplinarité aux confins du droit et de la sociologie appartenant à la sociologie du droit. Cette discipline, dont nous présenterons les tenants et les aboutissants, mérite d'être pleinement considérée et valorisée comme n'importe quelle autre branche de la sociologie. Mais notre base théorique se réfère également à une sociologie interactionniste, où la relation et l'acteur ainsi que les contextes sociaux occupent une place centrale. En effet, il s'agit d'étudier une institution juridictionnelle – le jury populaire – en prenant en considération l'environnement juridique qui la caractérise – la cour d'assises, ainsi que les espaces géographiques dans lesquels elle s'inscrit, c'est-à-dire la France et l'Italie.

Mais avant même de poursuivre et de développer ce que nous entendons par interdisciplinarité, il nous faut apporter une précision au lecteur quant aux pages qui vont suivre sur la présentation théorique que nous allons faire de la sociologie du droit et ensuite de la sociologie compréhensive. En effet, selon que le lecteur sera juriste ou sociologue, il aura probablement l'impression d'une présentation trop exhaustive et surtout inutilement et excessivement pédagogique concernant sa propre discipline. Si ce type de présentation du corpus théorique ne correspond pas aux standards normalement requis, il faut y voir la singularité de la double appartenance disciplinaire ainsi que notre volonté personnelle de rétablir dans notre recherche un équilibre trop souvent négligé entre le droit et la sociologie.

¹ Diplôme d'Études Approfondies correspondant aujourd'hui à un master 2 recherche.

² A. Jolivet, *op. cit.*, et A. Jolivet, « Juré en cour d'assises : découverte d'un monde social et expérience de sociabilité au sein d'un groupe restreint », *Droit et Société*, 62, 2006.

L'interdisciplinarité

En plus de la dimension comparative de la recherche, déjà propice aux penchants interdisciplinaires, toute recherche qui appartient à la sociologie du droit pose le problème de l'appartenance disciplinaire. Le droit et la sociologie ont de nombreux points d'attache bien qu'ils appartiennent chacun à des champs de recherche différents. Mais quelles relations entretiennent entre eux le droit et la sociologie ? « La sociologie du droit est une tâche interdisciplinaire où les frontières entre sociologie, psychologie sociale, ethnologie, anthropologie, sciences économiques doivent être dans certains cas abolies. »¹ Edwige Rude-Antoine nous rappelle les définitions des termes « pluridisciplinarité », « interdisciplinarité » et « transdisciplinarité », qui sont, à tort, trop souvent amalgamés. La pluridisciplinarité « est le fait que chaque discipline porte un regard, l'une après l'autre, sur le même objet. Il n'y a pas d'articulation mais seulement une addition pure et simple des différentes analyses »². L'interdisciplinarité, quant à elle, peut être définie comme « une articulation de savoirs, qui entraînent par approches successives, comme un dialogue, des réorganisations partielles des champs théoriques en présence »³. Il s'agit donc d'opérer la recherche à partir d'un des champs théoriques, mais qui recoupe l'autre en ce qui concerne les problématiques et les hypothèses. Enfin, la transdisciplinarité est une posture dans laquelle le chercheur « tente d'abandonner les points de vue particuliers de chaque discipline pour produire un savoir autonome d'où résultent de nouveaux objets et de nouvelles méthodes »⁴. Notre recherche comparative sur le jury populaire revendique une approche interdisciplinaire⁵. Il s'agit pour nous de mêler les regards et les sensibilités sociologiques et juridiques afin de développer une analyse sensée et respectueuse des questions et problématiques tant sociologiques que juridiques qui entourent notre objet d'étude. L'idée d'un dialogue entre sociologie et droit revient à adopter une posture d'entre-deux où le métissage théorique est considéré plus comme un atout que comme une entrave aux fins de l'analyse. « L'interdisciplinarité traduit ainsi un conflit entre deux exigences ressenties comme contradictoires et d'inégale influence : d'une part, l'exigence de spécialisation au risque de l'enfermement dans des champs de recherche consacrés et de

¹ J. Commaille, J.-F. Perrin, « Le modèle de Janus de la sociologie du droit », *Droit et Société*, 2, 1985, p. 131.

² E. Rude-Antoine, « Vers un dépassement de la frontière sur l'objet « droit » entre le juriste et le sociologue », in E. Rude-Antoine et J. Zaganiaris (dir.), *Croisée des champs disciplinaires et recherches en sciences sociales*, PUF, Paris, 2005, p. 13.

³ F. Ost, M. Van de Kerchove, « De la scène au balcon. D'où vient la science du droit ? », in F. Chazel, J. Commaille, *Normes juridiques et régulation sociale*, Paris, 1991, p. 77.

⁴ F. Ost, M. Van de Kerchove, *ibid.*, p. 78.

⁵ Ajoutons que pour Renato Treves, les recherches en sociologie du droit sont des recherches typiquement interdisciplinaires. Voir R. Treves, « Insegnamento interdisciplinare, diritto e sociologia del diritto », *Sociologia del diritto*, IV, 1977, pp. 305-314.

l'installation dans une certaine routine, et d'autre part, l'exigence d'ouverture des frontières disciplinaires et de la circulation des concepts et méthodes, au risque cette fois de la dilution des savoirs. »¹

Avec Edwige Rude-Antoine, nous partageons le postulat selon lequel les meilleurs résultats de recherche viennent de la combinaison de plusieurs champs disciplinaires. Mais, à la différence des va-et-vient permanents qu'elle décrit entre la dogmatique juridique et la sociologie dans le cadre de ses propres recherches, il s'agit plutôt pour nous d'effectuer un aller-retour entre d'un côté le contexte juridique dans lequel s'inscrit le jury populaire au sein de la cour d'assises, et de l'autre côté, les théories sociologiques. L'objet « droit », qui pour nous constitue une composante centrale de notre recherche mais n'est pas l'objet de recherche en lui-même², nécessite une approche particulière.

Il s'agit donc de mener de front le dedans et le dehors du droit, c'est-à-dire aussi bien les aspects relatifs aux normes juridiques mais également ceux relatifs aux actions sociales liées aux normes juridiques. Car « c'est cette ligne de crête entre deux impératifs apparemment contradictoires – « prendre le droit au sérieux » sans jamais cesser de considérer « qu'il n'y a pas que du droit dans le droit » (Latour, 2005) »³ – que nous souhaitons adopter dans notre recherche.

Finalement nous cherchons à développer un regard neuf sur la thématique du jury populaire, en apportant des éléments nouveaux puisés dans une démarche plus sociologique que juridique bien qu'interdisciplinaire puisque inscrite dans la sociologie du droit⁴, mais également tournée vers l'anthropologie juridique⁵, la comparaison internationale et le droit comparé. Avec Horatia Muir Watt, nous pensons que « la comparaison s'engage ainsi contre le dogmatisme, contre les stéréotypes, contre l'ethnocentrisme, c'est-à-dire contre la conviction répandue (quel que soit le pays) selon laquelle les catégories et concepts nationaux sont les seuls envisageables ». Le précepte est simple : « regardons ailleurs, comparons, interrogeons-

¹ E. Rude-Antoine, *op. cit.*, p. 14.

² Le jury populaire est une institution juridictionnelle à part entière, cependant, le jury n'appartient pas à l'objet « droit », comme cela pourrait être le cas pour l'étude d'un mécanisme juridique ou encore d'une recherche qui a pour fondement des textes de loi.

³ L. Israël, G. Sacriste, A. Vauchez, L. Willemez, « Introduction », in *Sur la portée sociale du droit*, éditions PUF, Paris, 2005, p. 7.

⁴ E. Rude-Antoine, *op. cit.*, pp. 11-30.

⁵ L'anthropologie juridique, plus récente que l'ethnologie juridique, consiste en une comparaison des sociétés entre elles ne se limitant pas à l'étude des sociétés exotiques. Cependant les limites entre anthropologie juridique et sociologie juridique sont parfois incertaines et dépendent de l'évolution historique de ces disciplines. En effet, Henri Lévy-Bruhl, considéré comme le fondateur français de l'anthropologie juridique, qualifiait lui-même ses recherches comme appartenant à la sociologie juridique. Dans son ouvrage intitulé *Anthropologie juridique* éditions « Que Sais-Je ? », publié en 1978, il aborde des thématiques qui seront par la suite reprises par Norbert Rouland sous le qualificatif d'« anthropologie juridique ». N. Rouland, *Anthropologie juridique*, PUF, Paris, 1988.

nous sur les alternatives – pour élargir la perspective traditionnelle, enrichir le discours juridique et lutter contre les habitudes de pensée sclérosantes. Ce n'est qu'au prix de cet enrichissement que l'on peut apprendre à comprendre l'autre, et, à terme, se comprendre soi-même »¹.

La sociologie du droit²

Inscrire notre recherche dans la sociologie du droit représente une étape fondamentale de notre travail étroitement liée à la démarche interdisciplinaire décrite précédemment. Entre le droit et la sociologie, les liens peuvent être nombreux et c'est parfois de nets contours qui distinguent les disciplines qui peuvent venir à manquer. En effet, c'est en partant de notre objet d'étude, le jury populaire, que nous nous sommes dirigés vers la sociologie du droit. Le choix d'un terrain juridique associé à un regard analytique sociologique constitue notre point de départ. Ainsi, dès le début de la recherche, nous avons souhaité développer une approche unissant les disciplines « sociologie » et « droit » dans un mouvement dynamique où elles interagissent et se nourrissent mutuellement l'une de l'autre. Nous envisageons la sociologie du droit comme une posture théorique qui se situe dans une zone intermédiaire, ni tout à fait en « dehors », ni tout à fait en « dedans » du droit et liée à la sociologie par une proximité dans l'approche théorique et méthodologique. L'objectif étant de « rompre avec une forme de répartition paresseuse des tâches qui fait des découpages disciplinaires autant de frontières de la recherche elle-même : aux juristes, l'analyse de la doctrine et des débats proprement juridiques considérés, dès lors, extérieurs à toute réflexion sociologique ; aux politistes et sociologues, l'analyse des usages sociaux en dehors de toute considération pour ce que tel ou tel usage recouvre dans l'univers (lui aussi bien réel) des significations juridiques. »³ Ne serait-ce que le temps d'une recherche, notre ambition est de réconcilier sociologie et droit en faisant

¹ H. Muir Watt, « La fonction subversive du droit comparé », *Revue Internationale de Droit Comparé*, 3, 2000, p. 504.

² On retrouve généralement deux expressions pour un même objet : sociologie du droit et sociologie juridique. Sur ce point, Jean Carbonnier nous donne son interprétation: « On prête quelquefois au concept de « sociologie juridique » une signification plus large que celle de « sociologie du droit ». La sociologie du droit se limiterait à ce qui constitue le droit lui-même, les règles et les institutions, tandis que la sociologie juridique engloberait tous les phénomènes plus ou moins teintés de droit, tous les phénomènes dont le droit peut être cause, effet ou occasion, y compris des phénomènes de violation, d'ineffectivité, de déviance. Quant à nous, il nous apparaît scientifiquement utile de retenir le champ d'étude le plus étendu, car il n'est pas de miroitements, même lointains, même déformants, du droit qui ne puissent contribuer à sa connaissance. Mais à ce champ d'étude nous appliquerons, par convention faite une fois pour toutes, l'une ou l'autre des deux expressions indifféremment : sociologie du droit ou sociologie juridique. », J. Carbonnier, *Sociologie juridique*, éditions PUF/Quadrige, Paris, 1994, p. 13. Fort de ces considérations, nous utiliserons nous aussi indifféremment les deux expressions.

³ L. Israël, G. Sacriste, A. Vauchez, L. Willemez, *op. cit.*, p. 6.

la promotion d'une analyse complète de l'objet socio-juridique que représente le jury populaire. Car « il est possible de considérer le droit comme un objet banal et ordinaire, à la portée des sciences sociales, et ce, à la fois contre le désintérêt d'une partie des chercheurs envers ce champ souvent considéré comme « ésotérique » et le refus d'une partie des juristes de voir des « mécréants » empiéter sur leur domaine réservé. »¹ Nous ne négligerons ni les aspects purement juridiques, ni ceux purement sociologiques. Dès lors, notre projet nous a logiquement amenés à nous pencher sur la sociologie du droit, discipline qui nous était jusque-là inconnue puisqu'elle ne nous a pas été enseignée à l'université, que ce soit en faculté de sociologie ou en faculté de droit². Notre intuition personnelle nous a poussés vers cette discipline, non sans nous exposer à la suspicion des sociologues et des juristes français. Et c'est avec un immense intérêt doublé d'un certain soulagement que nous avons découvert qu'en Italie la sociologie du droit est bien implantée à l'université et constitue une discipline à part entière dans les facultés de droit. « Les recherches en sociologie du droit étant des recherches typiquement interdisciplinaires, on peut se demander s'il est préférable que les recherches soient menées par des spécialistes dotés d'une double formation sociologique et juridique, ou bien par l'association de deux types de chercheurs différents : des sociologues et des juristes. »³ Face aux mots de Renato Treves, et dans notre cas personnel, il semble que la double formation, sociologique et juridique, ait été la plus appropriée afin de mener à bien notre projet de recherche.

Dans les pages qui suivent nous souhaitons réaliser une présentation générale de la sociologie du droit, qui ne prétend pas à l'exhaustivité mais qui répond essentiellement aux questions et besoins qui ont été les nôtres durant le développement de la recherche. Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler de l'objet de notre recherche doctorale, cette dissection de la sociologie du droit est cohérente avec notre approche globale et s'explique par des choix personnels liés à des raisons d'ordre institutionnel sur lesquelles nous reviendrons. La pertinence de cette présentation de la sociologie du droit provient de la difficile autonomie de cette discipline et de sa méconnaissance au sein des Universités françaises.

¹ L. Israël, G. Sacriste, A. Vauchez, L. Willemez, *op. cit.*, p. 8.

² Dans la préface de la traduction française de la *Sociologie du droit* de Renato Treves, Jean Carbonnier évoque la nécessité et l'importance de la parution de manuels de sociologie du droit compte tenu de la place qu'occupe la discipline : « Cette « sociologie du droit » rendra les plus grands services comme instrument d'étude pour une discipline particulière. Plus que d'autres disciplines, parce qu'elle est quelque peu marginalisée, donc négligée, dans les facultés de droit autant que dans les facultés de sciences sociales, la sociologie du droit manque d'instrument de cette sorte », J. Carbonnier, « Préface » in R. Treves, *Sociologie du droit*, éditions PUF, Paris, 1995, p. 9.

³ R. Treves, *Sociologia del diritto. Origini, ricerca, problem*, edizione Einaudi, Torino, 2002 (1987), édition française, *Sociologie du droit*, éditions PUF, Paris, 1995, p. 183. Par la suite, bien que nous ayons été amenés à travailler sur les deux éditions, nous nous référons uniquement à la version française pour plus de lisibilité.

Dans un premier temps, nous tenterons de définir la nature et les enjeux de cette discipline, puis, dans un deuxième temps, nous réaliserons un retour sur son histoire à travers quelques-uns des grands auteurs qui ont marqué durablement la sociologie du droit. Enfin, nous aborderons sa méthodologie, ses champs de recherche actuels, ses perspectives et la question de sa validité en tant que science ainsi que ses limites. Mais avant cela, nous évoquerons rapidement la place qu'occupe la sociologie du droit en France puis en Italie, étant donné que sa réception a été, et demeure encore aujourd'hui, très différente d'un contexte national à l'autre.

En France¹, il est de notoriété publique que la sociologie du droit est victime des conflits institutionnels entre chercheurs et disciplines. Les avis² convergent sur le fait que « les sciences sociales et juridiques, ainsi que les juristes et les chercheurs en sciences sociales sont des partenaires malaisés en sociologie du droit »³, bien que l'histoire même de la sociologie classique et de ses grands auteurs nous rappelle combien droit et sociologie sont proches, et l'ont toujours été. Son enseignement est quasi inexistant tant dans les facultés de droit que dans celles de sociologie. À croire que les luttes intestines entre juristes et sociologues ont mené à un anéantissement total des espaces que pourrait occuper la sociologie du droit à l'université. Mais on ne peut pourtant pas dire que la sociologie du droit est inexistante en France. Elle est institutionnellement peu présente⁴ mais des recherches voient pourtant le jour. La sociologie du droit est donc victime « d'une certaine balkanisation institutionnelle et, plus encore, d'une grande diversité épistémologique conduisant le plus souvent ces différentes recherches à s'ignorer mutuellement »⁵. Selon nous, cette situation est directement liée à l'histoire conflictuelle des rapports entre la sociologie et le droit. Par essence, le droit peut être considéré comme une discipline dominante qui véhicule les intérêts du pouvoir et lui sert de support. Quant à la sociologie, elle est et demeure une discipline subversive qui a toujours eu pour rôle

¹ Si nous évoquons ici les difficultés institutionnelles françaises qui entravent le développement de l'enseignement de la sociologie du droit à l'université, il semblerait que cette problématique soit présente dans de nombreux pays. Voir R. Banakar, M. Travers, *An introduction to law and social theory*, Hart publishing, Oxford and Portland, 2002, p. 1.

² « Aujourd'hui encore, la fracture entre les disciplines reste importante au sein de chacune des cultures. Si l'on compare en leur point d'arrivée les sociologues du droit sous dominante sociologique et juridique, on ne peut qu'être frappé de l'opposition entre leurs hypothèses, leurs méthodes et leurs terrains. (...) Ces divergences portent essentiellement sur la conception des tâches de la sociologie du droit. », E. Serverin, *Sociologie du droit*, éditions La Découverte, Paris, 2000, p. 103.

³ R. J. Simon, J. P. Lynch, "The sociology of law : where we have been, and where we might be going", *Law and society review*, vol. 23, 5, 1989, p. 832, cité par E. Serverin, *op. cit.*, p. 3.

⁴ Les laboratoires de recherche incluant des thématiques de sociologie du droit dans leur programme de recherche sont l'ISP-Cachan (Institut de Sciences sociales du Politique) ; le CERSES (Centre de Recherche Sens, Éthique, Société), Paris V ; le Laboratoire de Sociologie Juridique (Paris II-Assas) et enfin le CURAPP (Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique), Université de Poitiers.

⁵ L. Israël, G. Sacriste, A. Vauchez, L. Willemez, *op. cit.*, p. 5.

de contester les différentes formes de pouvoirs à l'œuvre à tous les niveaux de la société. Dès lors, la forte présence des deux disciplines dans les universités françaises n'a pas facilité l'existence d'une discipline qui peut apparaître comme une sorte de « paradoxe conceptuel ».

La figure centrale de la sociologie du droit française de ces dernières décennies est incarnée par le juriste Jean Carbonnier, dont la première édition de « sociologie juridique » date de 1978. Aujourd'hui, la sociologie du droit est représentée par des auteurs comme André-Jean Arnaud¹, Edwige Rude-Antoine², Évelyne Serverin³, Benoît Bastard⁴ ou encore Jacques Commaille⁵. Les deux premiers sont des juristes, les deux derniers sont des sociologues. Comme dans le passé, ce sont toujours les juristes qui sont majoritairement présents et qui participent au développement de la discipline. Quant aux sociologues, outre les imprécisions de langage et les erreurs qu'ils commettent fréquemment lorsqu'ils s'aventurent dans des thématiques de recherche à caractère juridique, ils ne manifestent qu'un intérêt secondaire pour la sociologie du droit. Comme nous l'avons dit précédemment, si le manque de légitimité de la sociologie du droit est confirmé par la faiblesse de son enseignement à l'université⁶, cette faiblesse n'en est pas moins confirmée par la faiblesse de référence faite à la sociologie du droit dans les manuels français de sociologie. Dans *La sociologie française contemporaine*⁷, sous la direction de Jean-Michel Berthelot, la sociologie du droit est absente des grands domaines de recherche de la discipline et ce constat est valable pour un certain nombre de manuels et dictionnaires⁸.

En Italie, la place de la sociologie du droit est différente. Les premiers cours de sociologie du droit donnés dans les facultés de droit datent de 1968 et 1969, respectivement menés par Vittorio Frosini à Catane et par Renato Treves à Milan. Aujourd'hui encore, la sociologie du droit est un enseignement à part entière des facultés de droit et il existe des

¹ André-Jean Arnaud est Directeur de Recherche Émérite du CNRS Centre de Théorie et Analyse du Droit, Université de Paris X-Nanterre.

² Edwige Rude-Antoine est chargée de recherche au CNRS et directrice du CERSES (université Paris V), ses principales thématiques de recherche sont les effets du droit sur les rapports sociaux ainsi que la diversité du rapport au droit.

³ Évelyne Serverin est directrice de recherche au CNRS, rattachée à l'IRERP/Université Paris X-Nanterre. Ses derniers travaux portent sur les juridictions du travail mais plus généralement ses approches relèvent d'une sociologie du droit inspirée des travaux de Max Weber.

⁴ Benoît Bastard, directeur de recherche au CNRS, ses thématiques de recherche vont de l'étude des pratiques judiciaires à l'analyse des régulations publiques dans la famille et dans le domaine de la santé.

⁵ Jacques Commaille développe ses recherches dans la sociologie politique du droit et de la justice. C'est autour de lui et du laboratoire du GAPP à l'ENS-Cachan que gravite le foyer le plus développé de sociologie du droit en France.

⁶ L'unique diplôme portant dans son titre le terme de « sociologie du droit » est le Master 2 (DEA) de l'université Panthéon-Assas à Paris. Il semblerait qu'un enseignement de sociologie du droit soit parfois dispensé dans certaines facultés de droit, mais cela reste exceptionnel.

⁷ J.-M. Berthelot (dir.), *La sociologie française contemporaine*, éditions Quadrige/PUF, Paris, 2003.

⁸ R. Boudon, F. Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, éditions PUF, Paris, 2006 (1982) ; G. Ferréol (dir.), *Dictionnaire de sociologie*, éditions Armand Colin, Paris, 2011 ; F. De Singly, *Nouveau manuel de sociologie*, éditions Armand Colin, Paris, 2010.

chaires de sociologie du droit dans la grande majorité des universités. En Italie, on enseigne donc la sociologie du droit au même titre que le droit constitutionnel, le droit civil ou encore le droit pénal. Remarquons à ce sujet que la philosophie du droit bénéficie elle aussi d'un enseignement semblable et n'est pas marginalisée comme elle l'est en France. Loin des difficultés françaises à trouver un espace d'enseignement autonome à la sociologie du droit, les facultés de droit italiennes proposent une ouverture sur d'autres approches et conceptions du juridique, en marge d'une seule et unique vision d'un droit qui serait dogmatique et positiviste. Mais comme en France, la sociologie du droit italienne est presque exclusivement l'affaire des juristes. D'ailleurs, comme l'explique Renato Treves, les rapports entre sociologues et juristes ne sont pas moins conflictuels en Italie¹. Selon ses mots, ce sont bien « l'ignorance » et « l'aversion » des uns pour les recherches juridiques et des autres pour les recherches sociologiques qui sont la cause de ces difficultés. Pourtant « cette ignorance et cette aversion n'existe pas chez les auteurs classiques de la sociologie (Durkheim, Tönnies, Weber). » Nous partageons pleinement son point de vue lorsqu'il prône leur dépassement de la part des sociologues du droit afin de permettre la promotion d'un réel travail interdisciplinaire.

À ce propos, il est important d'effectuer ici une digression au sujet de la place de la sociologie générale en France et en Italie. Car la place de cette dernière dans le champ académique national n'est pas sans lien avec celle de la sociologie du droit. Encore une fois, les situations française et italienne diffèrent profondément. Si désormais en France la sociologie est une matière indépendante de la philosophie – la licence de sociologie date de 1958 – elle a connu un essor remarquable et on dénombre aujourd'hui une trentaine de facultés de sociologie sur le territoire. En Italie, la réalité de l'enseignement de la sociologie est bien différente : on dénombre seulement six facultés délivrant un diplôme ayant pour intitulé « sociologie »². La sociologie est généralement enseignée au sein du cursus de « sciences politiques » et accompagne d'autres matières appartenant aux sciences humaines et sociales. Ainsi l'on peut affirmer qu'en Italie la sociologie demeure une matière peu présente au sein de l'université et finalement peu valorisée. Renato Treves affirme en effet que la sociologie en Italie ne s'est pas développée « dans le champ de la culture officielle »³, c'est-à-dire à l'université et parmi « les intellectuels ». La réalité confirme ces observations. Dans un tel contexte, il est plus aisément compréhensible que la sociologie du droit ait sa place au sein des facultés de droit et non de sociologie. Grâce à son lien avec le droit, matière légitimée et valorisée au sein de l'université,

¹ R. Treves, *op. cit.*, p. 185.

² Les universités en question sont : l'Université « la Sapienza » (Rome), l'Université « Federico II » (Naples), l'Université catholique (Milan), l'Université Bicocca (Milan), l'Université Carlo Bo (Urbino) et l'Université de Trento.

³ R. Treves, *ibid.*, p. 168.

la sociologie du droit italienne représente une branche « forte » et indépendante face à la sociologie générale.

Qu'est-ce que la sociologie du droit ?

À cette question d'apparence simple, l'idéal serait de pouvoir donner une définition claire. Or, il nous faut garder à l'esprit que l'objet même de la discipline, à savoir le droit, est d'une complexité sans commune mesure. Nous présenterons donc ici le point de vue de différents auteurs afin de clarifier au mieux l'objet de cette discipline.

La première définition, la plus évidente, est la suivante : la sociologie du droit est l'étude des rapports entre le droit et la société. Évelyne Serverin en donne une version étoffée en ajoutant qu'il s'agit d'étudier « la manière dont le « droit », conçu comme un ensemble plus ou moins structuré de règles, principes et décisions, entre en relation avec le « corps social », saisi comme agencement d'individus, de groupes et d'institutions, situés dans la sphère d'influence de ce droit. »¹

Mais une fois posée cette première conception, il nous est impossible d'ignorer ce qui fait la singularité de cette discipline : sa place entre les deux disciplines bien implantées que sont la sociologie et le droit. Comme le remarque Jean Carbonnier, « par sa pluridisciplinarité de nature, la sociologie juridique est à même de susciter des vocations à la fois chez les sociologues et chez les juristes, et des chercheurs qu'elle réunira. Le hasard voudra que la première, la plus intime formation ait été, suivant les individus, soit sociologique, soit juridique, avec d'éventuels compléments puisés à l'autre source. Cela pourrait bien faire, au fond, deux espèces de sociologie juridique. C'est ce que qu'écrivait, dans ses « ultima verba », Renato Treves : il y a deux sociologies du droit, celle des sociologues et celle des juristes. Et l'on peut résumer ainsi le contraste qu'il voyait en elles : l'une explique comment le droit jaillit de la société, l'autre comment la société va vivre le droit. »² Il y a donc une même discipline et deux conceptions, deux définitions distinctes selon que les recherches sont menées dans une optique juridique ou sociologique ou selon que la sensibilité du chercheur penche d'un côté ou de l'autre. Mais la difficulté réside bien dans la multitude des conceptions existantes de la discipline et Renato Treves va jusqu'à en dénombrer trois différentes³. Les mots de Jean

¹ E. Serverin, *op. cit.*, p. 3.

² J. Carbonnier, *op. cit.*, p. 151.

³ Renato Treves définit trois conceptions distinctes de la sociologie du droit : la première appartenant à la sociologie générale, la seconde appartenant au droit, et la troisième étant une sociologie spécialisée indépendante. En fonction du domaine d'appartenance, la sociologie du droit poursuit des objectifs différents. Dans le premier

Carbonnier précédemment cités illustrent bien l'ambiguïté, ou plus exactement l'ambivalence qui est à l'origine même de la discipline. L'on retrouve toujours présent un clivage symbolique et institutionnel qui dépend des appartenances du chercheur qui entreprend une recherche en sociologie du droit. Pour Jean-François Perrin et Jacques Commaille, il s'agit plutôt d'une « dualité nécessaire », qui apparaît comme une singularité qui fait en quelque sorte la force et la faiblesse de la discipline. « Cette dualité appartient à l'objet, aux méthodes et aux « utilités » des travaux produits. Elle doit être assumée complètement et non pas dépassée. La sociologie du droit ne peut pas être ni tout à fait à l'extérieur ni tout à fait à l'intérieur du droit. Notre thèse est que cette dualité doit être « normalisée ». Il faudrait (ou il faudra) à la fois prendre le droit pour ce qu'il est, le prendre au sérieux, admettre sa spécificité sans nier pour autant les rapports nécessaires qu'il entretient avec les structures sociales. Les modalités de cette interaction sont susceptibles d'être mises en évidence dans le respect de l'identité des savoirs impliqués. C'est ce difficile équilibre qui constitue l'horizon de la discipline. »¹ Finalement Jean-François Perrin et Jacques Commaille posent un problème central lorsqu'il s'agit d'étudier l'objet droit : le chercheur doit parvenir à distinguer d'un côté l'existence d'une vérité « de » droit qui correspond à la dogmatique juridique et au droit positif, et de l'autre celle d'une vérité « sur » le droit à laquelle la recherche en sociologie du droit peut contribuer à l'élaboration tout en respectant et en reconnaissant l'existence de la première. En ce sens, la définition d'André-Jean Arnaud, selon laquelle « le droit doit être considéré comme étant à la fois un ensemble systématique de règles normatives, un discours idéologisé, un système d'interactions juridiques d'un type particulier » et selon lequel il est « objet d'étude au titre aussi bien de la réalité, de l'expérience et de l'imaginaire », et qu'il est « un sujet d'analyse autant dans une perspective statique qu'en fonction des relations qui peuvent y être observées et de sa dynamique propre, sa genèse et ses transformations »² constitue un appui théorique.

« Face à un objet aussi complexe que le droit, la sociologie du droit est effectivement exposée fortement à des travers. Bien entendu, on ne saurait prétendre vouloir fonder la sociologie du droit sur une définition unique. Le problème est bien plutôt que sa pluralité,

cas, elle vise à étudier la naissance et le développement du droit dans la société et conformément au développement de la société ; dans le deuxième, elle cherche à distinguer le droit des autres éléments de la vie sociale et les règles juridiques des autres règles sociales en s'attachant au problème du concept de droit ; enfin dans le troisième et dernier cas, elle s'intéresse au fonctionnement de points précis de l'ordre juridique au travers d'études empiriques sur les comportements de groupes d'individus face aux normes juridiques et aux institutions juridiques. Bien que différentes, ces trois conceptions de la sociologie du droit impliquent le développement d'un regard extérieur au droit et c'est en cela qu'elles portent un regard objectif sur le droit sans en subir la contrainte. R. Treves, « Tre concezioni e una proposta », *Sociologia del diritto*, 1, 1974, pp. 1-3. Cité par V. Ferrari, *Lineamenti di sociologia del diritto*, edizione Laterza, 2004 (1997), Roma, p. 67.

¹ J. Commaille, J.-F. Perrin, *op. cit.*, p. 119.

² A.-J. Arnaud, *Critique de la raison juridique. Ou va la sociologie du droit ?*, LGDJ, Paris, 1981, cité par E. Rude-Antoine, *op. cit.*, p. 20.

fondée finalement sur des incertitudes, paraît moins tenir à des raisons de connaissance qu'à des raisons de pouvoir entre disciplines et entre groupes professionnels. »¹ Pour Jacques Commaille et Jean-François Perrin, la pluralité de la sociologie du droit permet d'identifier deux tendances contradictoires observables qui, logiquement, véhiculent des cadres conceptuels et une méthodologie particulière adaptée à chacune de ces tendances. D'un côté, ce qu'ils nomment une conception « fonctionnelle-instrumentale », autrement dit la sociologie du droit apparaît comme une discipline au service du droit et de son amélioration. Une telle conception de la discipline a pour effet de « renforcer le droit dans son être » et finalement « la sociologie juridique ne sert qu'à conforter les positions antérieures en les chargeant d'une autorité supplémentaire »². De l'autre côté, on trouve une sociologie juridique beaucoup plus « sociologique » que la précédente. Le droit est alors envisagé comme un objet ordinaire, semblable à n'importe quel autre. Il s'agit donc d'une sociologie spécialisée, au même titre que les autres, qui étudie le droit comme objet social. Dans ce type d'analyse, ce sont les logiques sociales qui prévalent sur toutes les autres à travers l'étude des stratégies des acteurs, des contextes dans lesquels ils se meuvent et celles de processus sociaux en général. Ainsi, l'étude du droit et de la justice permet d'aboutir à une analyse sociologique plus globale. Pour nos auteurs, la limite d'une telle sociologie juridique provient du fait qu'elle réduit l'étude du droit à celle des institutions étatiques et l'interprétation a pour objectif des rapports politiques ou des luttes de pouvoirs entre groupes sociaux.

La conception de la sociologie du droit que Jacques Commaille et Jean-François Perrin proposent nous semble être une des plus adaptées à la réalisation de notre recherche. Ils prônent « à partir de la recherche en acte », une nouvelle organisation du champ des savoirs concernés par une quête des complémentarités plutôt que des oppositions ». Il serait alors possible de « substituer à cette division de la sociologie du droit, fondée principalement sur des enjeux de pouvoir entre disciplines, une double perspective assumée, fondée sur des enjeux de connaissance. »³ Il divise cette double perspective, appelée « le modèle de Janus », entre d'une part une sociologie de la dogmatique juridique et d'autre part une sociologie des régulations sociales.

La sociologie de la dogmatique juridique est entendue par nos auteurs comme une sociologie du droit qui « respecte » le point de vue des juristes. Cependant, si l'on part du fait

¹ J. Commaille, J.-F. Perrin, *op. cit.*, p. 120.

² M. Miaille, « Le droit constitutionnel et les sciences sociales », *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2, 1984 ; cité par J. Commaille, J.-F. Perrin, *op. cit.*, p. 121.

³ J. Commaille, J.-F. Perrin, *ibid.*, p. 122.

que le droit est toujours le fruit d'une « construction », qu'il n'existe pas de vérité juridique absolue, le sociologue du droit a la possibilité de prendre comme point de départ les modèles juridiques que les professionnels du droit considèrent le plus généralement comme valides. Mais étant extérieur au champ juridique et aux querelles qui peuvent être liées à telles ou telles questions de dogmatique pure, le sociologue n'a pas à se positionner par rapport à ces questions de droit. Il lui convient simplement d'examiner les différentes positions dogmatiques défendues par les juristes, sans pour autant entrer dans le débat de savoir si une solution est préférable à une autre. Dès lors, le sociologue du droit est en mesure d'exposer d'une part le contenu des logiques juridiques, et d'autre part de les traduire en termes de logiques sociales afin de les rendre intelligibles et d'en dévoiler les rationalités internes ou encore les mécanismes de fonctionnement.

La sociologie des régulations sociales a pour objectif d'étudier les « façons dont le droit s'inscrit et est inscrit » dans le social. Plus précisément, il s'agit de se concentrer sur les interactions existant entre les logiques juridiques et les logiques sociales au sein de la société (ou d'un système social). Selon Jacques Commaille et Jean-François Perrin, c'est essentiellement à trois niveaux que cet enchevêtrement peut être appréhendé : au niveau de la production du droit lui-même, au niveau de la coexistence d'orientations juridiques différentes¹, et enfin au niveau du rapport du droit avec les autres logiques normatives telles que celles émanant du politique, de l'économique ou en encore du social. L'ensemble de ces logiques normatives participe avec le droit du système de régulations sociales.

Jacques Commaille et Jean-François Perrin préconisent donc une rupture de la sociologie du droit des carcans institutionnels qui l'enserrent et qui sont généralement plus en lien avec des dynamiques de pouvoir que pour des raisons liées à des questions scientifiques elles-mêmes. S'il faut éviter de réaliser une sociologie du droit trop proche de ce dernier, sans aucun sens critique et qui utilise uniquement son langage, il ne faut pas non plus tomber dans une sociologie du droit qui se place dans une position surplombante à l'égard du droit et qui pratique cet éloignement au nom de l'exigence d'une perspective scientifique.

Malgré les nombreuses définitions existantes de la sociologie du droit, Vincenzo Ferrari propose une synthèse des deux grandes tendances théoriques afin d'aboutir à une définition claire². Il présente deux conceptions clefs de la sociologie du droit qui correspondent à deux définitions irréductibles du droit et de la société. La première, qui est aussi la plus classique,

¹ Selon les auteurs, un exemple de coexistence entre orientations juridiques différentes est donné par la cohabitation forcée qui crée des problèmes en droit privé entre le droit de la consommation et le droit des obligations classiques ou encore en droit administratif avec l'existence de nombreuses spécialisations juridiques (droit de l'urbanisme, droit public économique, droit public économique...).

² V. Ferrari, *op. cit.*, p. 55-105.

veut que la sociologie du droit étudie les rapports entre la société et le droit. Cette conception implique que l'on conçoive tant la société que le droit comme des entités indépendantes l'une de l'autre mais ayant des influences réciproques. La seconde, fait de la sociologie du droit la science qui s'occupe de l'étude du sous-système juridique appartenant au système plus vaste que constitue le système social. Le système juridique est donc inclus dans le système social. Cette deuxième conception est directement empruntée à la théorie de système développée par Niklas Luhmann¹. Selon Vincenzo Ferrari, ces deux conceptions de la sociologie du droit renvoient à deux visions différentes tant de la sociologie que du droit. Dans le premier cas, la société est perçue comme un agrégat d'individus qui interagissent mutuellement. Dans cette conception anthropomorphique, le droit influence les comportements sociaux et est lui-même influencé par ces derniers. L'action du droit est une entité qui se distingue conceptuellement de l'entité que représente la société. Dans le second cas, la société est envisagée comme un tout symbolique où il n'est plus question d'évoquer le rôle des individus mais bien plutôt celui des systèmes d'action et de communication et l'influence qu'ils ont sur ces derniers en donnant du sens à leur action et en les transformant en faits sociaux. Le droit représente un de ces systèmes d'action et de communication qui opère sans que les individus puissent agir sur le droit et son action.

Selon Vincenzo Ferrari, au-delà des distinctions précédemment établies, « la sociologie du droit – ou sociologie juridique – peut être définie comme la science qui étudie le droit comme modalité d'action sociale »². Étudier le droit comme modalité d'action sociale signifie « enquêter sur les actions humaines qui s'en inspirent, en comprendre le sens et vérifier jusqu'à quel point elles s'en inspirent et si elles sont socialement partagées, les décrire dans leur évolution temporelle, en identifier les effets concrets en reliant de telles enquêtes à une vision théorique générale qui rende compte des positions qui, dans le cadre de relations sociales, inclues le droit, considéré dans son ensemble et dans ses détails ». L'adoption d'une telle définition de la sociologie du droit sous-entend une prise en compte centrale de l'acteur et implique inévitablement une conception des rapports entre droit et société qui passe essentiellement par la prise en compte des contextes mais également de différents niveaux d'analyse. Vincenzo Ferrari précise par la suite que la sociologie du droit se subdivise entre une partie générale et une partie spécialisée. Cette distinction s'opère essentiellement en fonction de la façon dont est pris en compte l'objet juridique, c'est-à-dire soit comme « mécanisme général d'action sociale », soit comme « mécanisme spécifique d'action

¹ N. Luhmann, *Das recht der Gesellschaft*, Suhrkamp, Frankfurt, 1983, cité par V. Ferrari, *op. cit.*, p. 56.

² Les manuels de Vincenzo Ferrari n'ont pas été traduits en français et les traductions qui suivent sont réalisées par nos soins.

sociale », respectivement indépendant ou dépendant d'objectifs sociaux poursuivis par les acteurs. Cette définition, plus précise que les précédentes, nous permet de donner en quelque sorte un programme à suivre dans le cadre de notre recherche sur l'étude comparative des jurys populaires français et italien. En effet, la place qu'occupent les acteurs, que constituent les jurés, est centrale dans notre analyse (nous étudions un groupe d'acteurs), la prise en compte des contextes l'est tout autant (deux contextes nationaux distincts) et nous développerons également plusieurs niveaux d'analyse à travers l'étude des dimensions macrosociologiques et microsociologiques.

Ajoutons que Vincenzo Ferrari précise que la sociologie du droit constitue une branche spécialisée de la sociologie générale et non du droit ou de la science politique ; cependant elle détient une forte autonomie par rapport à la discipline mère. Il fonde cette affirmation sur un consensus général entre les chercheurs, quelles que soient leurs disciplines d'appartenance et leurs nationalités. Pour Jean Van Houtte, il n'y a aucun doute sur le fait que « la sociologie du droit fait partie intégrante de la sociologie (générale) tout court »¹. Mais, compte tenu de l'isolement de fait de la sociologie du droit, Renato Treves rappelle que bien que la discipline soit indépendante, les chercheurs en sociologie du droit devront toujours être capables d'insérer leurs recherches tantôt dans une théorie générale du droit tantôt dans une théorie générale de la sociologie². L'autonomie théorique de la discipline demeure plus compliquée à mettre en œuvre dans la pratique. Selon Renato Treves, la sociologie du droit est avant tout une discipline fondée sur la recherche empirique et c'est ainsi qu'elle peut se démarquer des autres disciplines dont elle est proche jusqu'à obtenir une réelle indépendance.

Mais en quoi la sociologie du droit se distingue-t-elle des disciplines qui lui sont proches, telles que l'ethnologie juridique, l'anthropologie juridique, le droit comparé, le droit entendu comme science juridique, l'histoire du droit ou encore la philosophie juridique? Distinguer la sociologie juridique de ces autres disciplines semble constituer un préalable nécessaire, bien que notre recherche connaisse des influences décisives de la part de ces dernières. Ainsi nous nous attarderons uniquement à définir les quatre premières.

- L'ethnologie juridique peut être définie comme l'étude des systèmes et des phénomènes juridiques des sociétés traditionnelles. « Elle prend naissance aux côtés de l'ethnologie générale, avec l'influence du colonialisme qui décrit les traditions et pratiques juridiques des sociétés exotiques. (...) L'ethnologie juridique s'intéresse au

¹ J. Van Houtte, « La sociologie du droit ou les limites d'une science », *Droit et société*, 3, 1986, p. 217.

² R. Treves, « Tre concezioni e una proposta », p. 8.

rapport d'identité établi entre le droit, l'autorité publique et l'ordre social. Elle met en évidence la façon dont un peuple sans État et sans normes écrites respecte les lois coutumières de son groupe »¹.

- L'anthropologie juridique a pour objet « d'étudier les discours, les représentations et les pratiques que chaque société considère comme essentiels à son fonctionnement et à sa reproduction. Elle s'efforce d'atteindre à un ordonnancement de la culture humaine dans sa généralité par rapport au domaine du droit, et par comparaison entre les systèmes juridiques de toutes les sociétés observables. »² Cette discipline vise à étudier tant les sociétés exotiques qu'occidentales et son but ultime consiste en la comparaison des modèles étudiés. Cependant, comme le précise Vincenzo Ferrari³, il s'agit probablement de la matière avec laquelle la sociologie du droit a le plus d'accointances. Selon lui, c'est essentiellement la tradition existant entre les deux disciplines qui permet de les distinguer. Louis Assier-Andrieu⁴, anthropologue du droit, s'est interrogé sur l'autonomie de l'anthropologie juridique face au droit et dénonce les risques « d'ethnocentrisme disciplinaire » qui pèsent sur le droit dans son rapport avec l'anthropologie juridique. En effet, il prône l'affranchissement de cette dernière « de l'emprise exercée sur son objet par les catégories constituées dans un savoir juridique qui est, au fond, une théorie partielle de la société, non pas une science des rapports sociaux »⁵. Louis Assier-Andrieu défend l'idée selon laquelle la science juridique représente une conception de la réalité qui a pour but de la réglementer ; et c'est en cela qu'il faut maintenir une distance avec le droit, afin d'entreprendre des recherches exemptes des méfaits de l'ethnocentrisme juridique et capables d'être le plus objectives possibles. Malheureusement, bien souvent, cet ethnocentrisme juridique demeure la norme en anthropologie du droit. Bien que nous revendiquions une appartenance à la sociologie du droit, notre positionnement au sein de cette dernière n'exclut pas notre proximité avec les objectifs poursuivis par ceux de l'anthropologie juridique des sociétés contemporaines. Notre projet de départ s'inscrit clairement dans la sociologie juridique par ses objectifs et ses méthodes. Mais l'usage de la méthode ethnographique ainsi que notre souhait de réaliser une

¹ C. Besnier, *Une ethnographie de la cour d'assises, la construction de l'intime conviction*, thèse de doctorat, Université Paris V, soutenue le 23 novembre 2005, p. 48.

² N. Rouland, *op. cit.*, p. 122.

³ V. Ferrari, *op. cit.*, p. 75.

⁴ L. Assier-Andrieu, « Le juridique des anthropologues », *Droit et société*, 5, 1987, pp. 91-110.

⁵ L. Assier-Andrieu, *ibid.*, p. 94.

recherche comparative en prenant en compte les cultures et les contextes nous rapprochent très fortement de l'anthropologie juridique¹.

- Comme le rappellent René David et Camille Jauffret-Spinosi, il existe entre le droit comparé et la sociologie du droit « de nombreux points de contacts et certains domaines communs »². Cependant, comme le remarque Jean Carbonnier³, l'histoire du droit comparé a été marquée par une certaine proximité – voire un rôle d'auxiliaire – avec le droit positif. L'objectif était d'améliorer le fonctionnement du droit positif en cherchant à introduire des éléments de droit issus directement d'autres ordres juridiques. Mais peut-être que ce qui distingue le plus nettement la sociologie du droit du droit comparé ce sont les méthodes de recherche employées. Si les sociologues du droit privilégient une méthode empirique, les comparatistes utilisent plus fréquemment une approche fondée sur l'étude de la jurisprudence, des décisions de justice et des textes de loi.
- Selon Vincenzo Ferrari⁴, la sociologie du droit et le droit (science juridique) entretiennent des rapports très étroits car ces deux disciplines ont un objet commun : le droit lui-même. Eugène Ehrlich⁵, premier auteur ayant écrit un ouvrage intitulé *Fondements de la sociologie du droit* en 1913, conçoit la sociologie juridique comme une science juridique alternative au droit du fait de sa nature sociologique qui s'oppose à la nature conceptuelle et purement formaliste du droit positif⁶. Ainsi, la sociologie du droit naît comme une alternative au droit positif classique. L'ambition d'Eugène Ehrlich est alors immense. Il souhaite purement et simplement démolir les dogmes fondateurs du droit positif et les remplacer par les principes de la sociologie du droit. C'est contre l'abstraction des normes juridiques qu'il prétend imposer la sociologie du droit. En partant de l'observation de la réalité concrète, il en extrait le

¹ « Ethnographie, ethnologie, anthropologie, ces trois mots apparaissent autour des années 1800 et définissent la constitution en sciences de la connaissance de l'homme. Ils désignent à présent trois étapes dans un processus de connaissance, que l'on applique au droit sous le vocable d'ethnographie, d'ethnologie et d'anthropologie juridiques. L'ethnographie juridique consiste dans la collecte et la description des données qualifiées de juridiques au niveau des discours, des pratiques et des représentations au sein d'une société donnée. L'ethnologie juridique s'attache à interpréter les articulations qui unissent chacun de ces niveaux aux deux autres, et l'ensemble de ces trois niveaux au fonctionnement général de la même société donnée. L'anthropologie juridique tente, dans une démarche ultime, d'atteindre à un ordonnancement de la culture humaine dans sa généralité par rapport aux domaines du droit, par la voie de la comparaison entre les systèmes juridiques de toutes les sociétés qu'il est possible d'observer », N. Rouland, *op. cit.*, p. 122.

² R. David, C. Jauffret-Spinosi, *Les grands systèmes juridiques contemporains*, 11^e édition, Dalloz, Paris, 2002, p. 9.

³ J. Carbonnier, *op. cit.*, p. 20.

⁴ V. Ferrari, *op. cit.*, pp. 60-71.

⁵ E. Erlich, *Fondements de la sociologie du droit*, 1913.

⁶ Le droit positif peut être défini comme « l'ensemble des règles de Droit effectivement en vigueur par opposition au Droit idéal ou Droit naturel », G. Cornu, *Vocabulaire juridique*, éditions PUF, Paris, 4^e édition, 2003 (1987), p. 323.

« droit vivant » qui, bien que n'étant pas formulé dans les termes du droit positif, participe à la régulation de la vie sociale. Fort de ces considérations, Hans Kelsen répond à Eugène Ehrlich en affirmant qu'il est impossible d'envisager ainsi la sociologie du droit. Selon lui, elle n'a de place que dans la compréhension des effets des normes juridiques sur les faits psychosociaux, en lien avec la sociologie morale. Au-delà de ces considérations, Vincenzo Ferrari affirme que la sociologie du droit représente une alternative réaliste au droit positif, en ce sens qu'elle cherche à récolter des données que ni un juriste, ni un sociologue ne pourraient obtenir. La sociologie du droit examine le droit comme une variable parmi tant d'autres. Finalement les distinctions entre sociologie du droit et sciences juridiques dépendent essentiellement du choix des objets de recherche, des méthodes employées et de la finalité poursuivie. Il ajoute que la grande force de la sociologie du droit est d'être capable de jouer une fonction critique et désacralisante de l'objet droit. Ce qui ne va pas sans causer des difficultés liées à tout conflit de légitimité du discours des sociologies du droit qui opèrent une sorte « d'ingérence » aux yeux des juristes. « Fournissant, depuis l'extérieur du droit, l'explication de celui-ci, la sociologie du droit entre en rivalité directe avec le droit dont elle devient la science. Le conflit est inévitable avec les juristes qui, bien qu'insensibles, pour eux-mêmes, à la distinction entre droit et science du droit, ont toujours prétendu être les possesseurs légitimes d'un savoir exhaustif qu'ils appellent encore volontiers « scientifique ». Il y a donc un conflit inévitable avec le droit et/ou sa science.»¹ Malgré ces considérations, François Perrin et Jacques Commaille affirment que cela n'entrave en rien la réalisation d'une sociologie juridique qui respecte le point de vue des juristes.

Histoire de la sociologie du droit

Il est impossible de réaliser un historique exhaustif de la discipline. Comme par jeu de miroir avec nos deux terrains de recherche et parce que le conditionnement national du point de vue théorique demeure toujours une donnée importante en sciences humaines², nous nous

¹ J. Commaille, J.-F. Perrin, *op. cit.*, p. 118.

² « (...) on peut légitimement penser que, du point de vue de la construction de la connaissance, des schèmes d'analyse et des modèles explicatifs, le poids du contexte national ne constitue qu'un phénomène contingent, en tout cas secondaire, dans l'élaboration du savoir sociologique », J.-M. Berthelot, *op. cit.*, éditions PUF, Paris, 2003, p. 12. Nous partageons partiellement cette affirmation dans la mesure où nous avons personnellement

concentrerons essentiellement sur les productions de manuels réalisés dans ces deux pays¹. Il ne s'agit pas ici de retracer une chronologie étape par étape de l'évolution de la sociologie du droit, mais bien plutôt de réaliser un rapide aperçu des auteurs clefs qui ont profondément marqué la discipline. Peu ou prou, tous les auteurs s'accordent pour distinguer les auteurs précurseurs à l'existence de la sociologie du droit de ceux qui en sont plus clairement les fondateurs. Évidemment la classification des auteurs selon ces critères varie sensiblement². Ajoutons que réaliser une histoire de la sociologie du droit nous amène inévitablement à parcourir l'histoire de la sociologie classique.

La sociologie du droit naît officiellement en 1913 sous la plume du juriste autrichien Eugène Ehrlich. Cependant, ses intentions et son domaine de recherche ne semblent pas nouveaux lorsque l'on s'intéresse aux recherches sociologiques et juridiques ayant pour objet les relations entre le droit et la société. En effet, la sociologie, le droit, la philosophie, l'histoire ou l'anthropologie ont traité ces problématiques. Si l'on se penche sur les thématiques de recherche des grands auteurs de la sociologie classique, d'Émile Durkheim à Max Weber, en passant par Karl Marx, le droit est très fortement présent. Mais la difficulté à délimiter le moment et les auteurs au fondement de la discipline est immédiate lorsque l'on confronte différents auteurs. Encore une fois, et dans une perspective comparatiste des sociologies du droit française et italienne, nous remarquons que les approches de Renato Treves et de Jean Carbonnier sont très différentes. Le premier fait preuve d'une importante ouverture géographique et cite des auteurs de très nombreux pays. Le second, bien qu'il cite des auteurs étrangers semble résolument plus proche des auteurs français et ce, même à travers les époques. Cette distinction est encore visible aujourd'hui, qu'il s'agisse de la sociologie du droit ou de la sociologie générale. En Italie, les auteurs, les professeurs, et par là même les étudiants, sont plus enclins à se référer à la littérature scientifique étrangère (non traduite) ; en France, cela est bien plus rare.

Pour Renato Treves, les trois fondateurs de la discipline sont Max Weber, Georges Gurvitch et Theodor Geiger. Au préalable, et dans des chapitres différents, il distingue l'apport

expérimenté que le poids du contexte national influe directement sur le choix des lectures théoriques et que des phénomènes de mode, différents d'un pays à l'autre, sont indéniables. Pour l'anecdote, nous avons eu l'occasion de rencontrer des étudiants ayant accomplis des études de sociologie en Italie, n'ayant jamais entendu parler de Pierre Bourdieu, situation plus qu'improbable en France.

¹ Nous nous référons essentiellement aux ouvrages de Jean Carbonnier, Évelyne Serverin, Renato Treves et Vincenzo Ferrari. Cependant ce sont les manuels de Jean Carbonnier et Renato Treves qui sont les plus fournis en la matière.

² Pour Jean Carbonnier, il faut distinguer la sociologie du droit d'avant le XX^e siècle de celle du XX^e siècle. Pour Renato Treves, il y a tout d'abord les précurseurs, puis les apports des théories sociologiques, politiques et juridiques et enfin les fondateurs de la sociologie du droit.

des précurseurs et des auteurs appartenant aux théories sociologiques¹, politiques² et juridiques³, à la sociologie du droit. Selon lui, c'est à partir de ces trois courants de pensée qu'a émergé la sociologie du droit. Quant à Jean Carbonnier, il effectue une étude chronologique et remonte jusqu'à l'Antiquité pour rendre compte de l'histoire de la sociologie juridique au fil du temps. Il réalise ensuite une présentation très complète des grands penseurs qui ont influencé de manière décisive la pensée sociologique, politique et juridique occidentale aux XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècle. Enfin, il décrit les classiques européens et américains du XX^e siècle ainsi que les courants de pensée les plus récents.

Bien sûr il nous fallait faire un choix parmi ceux qui ont de près ou de loin participé au développement de la sociologie du droit, et notre sélection se fonde essentiellement sur l'usage que nous pouvons faire de ces théories dans le cadre de notre recherche. Nous avons sélectionné quatre auteurs en particulier. Parmi les précurseurs, nous porterons exclusivement notre attention sur Montesquieu. Puis nous nous attarderons sur Max Weber, Émile Durkheim et enfin Georges Gurvitch. Remarquons que Max Weber et Emile Durkheim, font également partie des grands auteurs classiques de la sociologie générale.

- La force de Montesquieu (1689-1755) est de poser les fondations d'une « science empirique de la société »⁴ et *L'Esprit des lois* (1748) est, selon Jean Carbonnier⁵ et Renato Treves⁶, un ouvrage fondateur pour la sociologie du droit. Montesquieu décrit avec une grande précision les lois et les mœurs des nombreux pays qu'il a parcourus et plus exactement le rapport existant entre les lois et la réalité sociale concrète⁷. « Montesquieu se sert de méthodes propres à la recherche empirique utilisant tout le matériel dont pouvaient disposer les chercheurs à cette époque : notes historiques, récits de voyageurs, observations sur le terrain, données statistiques, etc. »⁸ En effet, « *L'Esprit des lois* c'est déjà la sociologie juridique conçue comme science »⁹. Montesquieu dégage deux traits fondamentaux qui intéressent plus particulièrement la

¹ Saint-Simon, Comte, Spencer, Tönnies, Durkheim, Gumpłowicz, Oppenheimer.

² Marx, Engels, Lassalle, Menger, Renner, Lénine, Mondolfo.

³ Jhering, Kirchmann, Kantorowicz, Erlich, Geny, Duguit, Hauriou, Croce, Ascarelli, Ascoli, Holmes, Pound.

⁴ S. Cotta, *Montesquieu e la scienza della società*, edizione Ramella, Torino, 1953, p. 7. Cité par Renato Treves, *Sociologie du droit*.

⁵ J. Carbonnier, *op. cit.*, p. 68.

⁶ R. Treves, *op. cit.*, p. 29.

⁷ « J'ai d'abord examiné les hommes ; et j'ai cru que, dans cette infinie variété de lois et de mœurs, ils n'étaient pas uniquement conduits par leurs fantaisies. », Montesquieu, « Préface », in *L'Esprit des lois*, éditions Folio, tome I, Paris, 1995, p. 115.

⁸ R. Treves, *op. cit.*, p. 30.

⁹ J. Carbonnier, *op. cit.*, p. 70.

sociologie du droit : le relativisme et le déterminisme¹. Le relativisme signifie qu'il postule, à partir de ses observations, la variabilité du droit en fonction de l'espace et du temps. Il y a déterminisme dans le droit puisqu'il démontre que les lois sont issues de causes objectives telles que les phénomènes sociaux, des causes démographiques ou purement physiques. Ajoutons que l'« esprit général d'une nation » qui « donne à chaque nation sa physionomie propre, et se manifeste dans les manières extérieures aussi bien que dans le caractère profond d'un peuple »² évoqué par Montesquieu, est proche des notions de « culture »³ et de « culture juridique », notions auxquelles nous ferons référence ultérieurement.

- Max Weber (1864-1920), historien et juriste de formation, est avant tout reconnu comme sociologue bien que ses écrits aient eu une portée qui a dépassé le simple cadre de la sociologie. Comme pour Émile Durkheim, Max Weber s'est intéressé au droit comme à un domaine dont on ne peut faire l'économie lorsque l'on s'interroge sur la société. Mais pour Renato Treves, Max Weber fait bel et bien partie des fondateurs de la sociologie du droit parce qu'il s'est attaché tout autant à ses aspects macrosociologiques que microsociologiques, « au droit dans la société et à la société dans le droit »⁴. Bien qu'écrite entre 1911 et 1913, c'est en 1922, après sa mort, que sera publiée sa « sociologie du droit »⁵. Mais « en ce qui concerne la France, le sort réservé aux travaux de Max Weber en général, et à sa sociologie juridique en particulier, est un bon indicateur des luttes d'influence entre écoles rivales »⁶. En effet, les durkheimiens ont toujours été réticents quant aux approches wébériennes de l'action sociale ainsi qu'à sa conception souple du système juridique⁷. Henri Levy-Bruhl ne le mentionne même pas dans sa « sociologie du droit » et Georges Gurvitch est probablement le premier à le disqualifier disant dès 1960 que l'apport théorique de Max Weber n'est « pas d'un grand secours pour la science du droit »⁸. Mais la mauvaise réception de sa sociologie juridique en France s'explique en partie par le fait qu'elle est particulièrement originale par rapport à la tradition juridique

¹ J. Carbonnier, *ibid.*, p. 70.

² A. Pons, « Montesquieu », in *Gradus Philosophique*, édition GF-Flammarion, Paris, 4^e édition, 1996, p. 555.

³ R. Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, éditions Gallimard, Paris, 1976.

⁴ R. Treves, *ibid.*, p. 130.

⁵ M. Weber, *Sociologie du droit*, éditions PUF, Paris, 2007 (1986).

⁶ P. Lascoumes ; E. Serverin, « Le droit comme activité sociale : pour une approche wébérienne des activités juridiques », *Droit et Société*, 8, 1985, p. 171.

⁷ Michel Pollak, « La place de Max Weber dans le champ intellectuel français », *Droit et société*, 9, 1988, pp. 195-210.

⁸ G. Gurvitch, *Éléments de sociologie juridique*, éditions Aubier, Paris, 1940, cité par P. Lascoumes et E. Serverin, *op. cit.*, p. 171.

positiviste. En effet, « pour Max Weber, la sociologie du droit doit divorcer principalement de la vision que les juristes se font de leur univers »¹. Selon Évelyne Serverin, « c'est toute l'œuvre de Weber qui met en place les conditions d'une sociologie du droit axée sur le sens des règles »². Pour Jean Carbonnier, « personne, néanmoins, n'a plus fortement que lui marqué l'autonomie de la discipline nouvelle, en s'efforçant de découvrir l'essence du juridique, par opposition aux mœurs ou à la morale. »³ La sociologie du droit de Max Weber est indissociable de sa sociologie générale et est fondée sur ses concepts centraux. La démarche de Max Weber est celle d'une sociologie avant tout compréhensive⁴ – acte premier de la recherche – puis vient l'explication causale⁵. Il définit la sociologie comme « (...) une science qui se propose de comprendre par interprétation l'activité sociale, et par là d'expliquer causalement son déroulement et ses effets »⁶. Dès lors, Max Weber va introduire le droit comme étant un élément explicatif parmi tant d'autres au sein de son programme de sociologie compréhensive. Il propose l'élaboration d'une sociologie du droit qui rend compte de la conduite humaine découlant de l'application des normes juridiques. Il ne s'agit en aucun cas de déterminer le contenu exact des lois ou de prouver si elles sont objectivement valables. En suivant cette perspective, la recherche en sociologie du droit s'oriente vers l'étude de la compréhension pratique que les acteurs ont des règles juridiques qu'on leur impose. « En somme, grâce à ses généralisations, comparaisons et idéaltypes, Weber apporte la preuve du caractère contingent et variable des relations sociales que le droit est appelé à régir. Le droit, on l'oublie trop souvent, est œuvre humaine, l'essentiel est de retrouver les intentions des inventeurs. (...) Ce faisant, Weber amène le juriste à plus de modestie en l'invitant à réfléchir à la législation de son temps. »⁷ Max Weber affirme donc que les conceptions juridique et sociologique du droit ont des objets et des points de vue différents. La première s'intéresse essentiellement aux normes et à leur contenu, alors que la seconde vise principalement à comprendre ce qui se passe réellement au sein d'une communauté

¹ Y. Sintomer, « Weber, Habermas et la sociologie du droit », in J.-P. Heurtin, N. Molfessis, *La sociologie du droit de Max Weber*, éditions Dalloz, Paris, 2006, p. 61.

² E. Serverin, *op. cit.*, p. 42.

³ J. Carbonnier, *op. cit.*, p. 121.

⁴ « Premier objectif donc de la sociologie, comprendre, et ce que Max Weber veut comprendre c'est le sens visé d'une activité par rapport à une situation, une circonstance. L'intéressent l'attitude mentale envers les choses, le sens, intentionnel conçu par les hommes, les significations prêtées aux conduites et institutions. », J. Grosclaude, « Introduction », in M. Weber, *Sociologie du droit*, éditions PUF, Paris, 2007 (1986), p. 15.

⁵ « Deuxième objectif de la sociologie weberienne : « expliquer causalement ». Pour répondre à cette deuxième exigence elle se forge un instrument spécifique, l'idéaltype. », J. Grosclaude, *op.cit.*, p. 15.

⁶ M. Weber, *Économie et Société*, éditions Plon, Paris, 1995 (1922), tome 1, p. 28.

⁷ J. Grosclaude, *op. cit.*, p. 23.

dans laquelle des individus appliquent des normes juridiques (les considérant subjectivement comme valides). De manière plus concrète, il aborde dans sa sociologie du droit des thématiques telles que les rapports entre le droit et la coutume, entre le droit et l'économie, le processus de rationalisation du droit ou encore les rapports existant entre droit public et droit privé. Cependant, c'est bien son étude des professions juridiques qui est en mesure de nous intéresser directement. Il évoque l'existence de « l'état-major »¹, c'est-à-dire le personnel du droit – juges, juristes, avocats – qui a le devoir de faire respecter la règle de droit.

- Émile Durkheim (1858-1917) a, lui aussi, porté un très grand intérêt à l'étude des rapports entre droit et société. Dans son œuvre, le droit apparaît dans les questionnements centraux qu'il développe à l'égard des problèmes liant l'individu à la société et c'est pour cette raison que « sa sociologie mérite pleinement l'appellation, jamais revendiquée par lui, de sociologie juridique »². Bien que contemporain de Max Weber, ces deux auteurs se sont mutuellement ignorés tout au long de leurs œuvres, puisque ni l'un ni l'autre ne se citent. Pourtant ils partagent tous les deux l'idée selon laquelle « le droit est une condition constitutive de la vie sociale et qu'il faut analyser dans le cadre d'une théorie sociale générale »³. Mais ce qui distingue Émile Durkheim de Max Weber, c'est que pour le premier, le droit représente « la » condition constitutive de la vie sociale, alors que pour le second, elle n'en représente qu'une parmi tant d'autres. Pour Évelyne Serverin, Émile Durkheim est allé plus loin que Max Weber dans la place donnée au droit dans l'appréhension des phénomènes sociaux⁴. « En effet, la vie sociale, partout où elle existe d'une manière durable, tend inévitablement à prendre une forme définie et à s'organiser, et le droit n'est autre chose que cette organisation même dans ce qu'elle a de plus stable et de plus précis. La vie générale de la société ne peut s'étendre sur un point sans que la vie juridique s'y étende en même temps et dans le même rapport. »⁵ Il est alors possible de réaliser une lecture de l'œuvre d'Émile Durkheim en l'abordant comme une suite d'études socio-juridiques. Comme le rappelle Jean Carbonnier, l'outillage conceptuel qu'Émile Durkheim a légué à la sociologie du droit est fait des paradigmes

¹ Nous faisons ici référence au chapitre IV intitulé « Les types de pensée juridique et les notables de la robe », in M. Weber, *Sociologie du droit*.

² E. Serverin, *op. cit.*, p. 36.

³ W. Schluchter, « La sociologie du droit comme théorie empirique de la validité », in J.-P. Heurтин, N. Molfessis, *op. cit.*, p. 4.

⁴ E. Serverin, *op. cit.*, p. 36.

⁵ E. Durkheim, « Préface », *De la division du travail social*, éditions PUF, Paris, 1997 (1893).

de « contrainte sociale », « conscience (juridique) collective », « institution juridique » et « système (juridique) »¹. Mais la dette des sociologues du droit envers Émile Durkheim provient également de l'apport fourni par ses études sur le droit et de l'ouverture qu'il lui offrit au sein du champ de la sociologie française. Toujours selon Jean Carbonnier, dans *La division du travail social*², Émile Durkheim offre un apport direct à la sociologie juridique du droit pénal. Il soutient avec audace que « le crime n'est rien d'autre que ce que la société définit comme tel ». Émile Durkheim ajoute que « la peine ne sert pas ou ne sert que très secondairement à corriger le coupable ou à intimider ses imitateurs : sa vraie fonction est de maintenir intacte la cohésion sociale en maintenant toute sa vitalité à la conscience commune »³. En ce sens, Émile Durkheim peut être considéré comme le véritable fondateur de la sociologie du droit pénal.

- Georges Gurvitch (1894-1965) représente lui aussi une figure centrale de la discipline. Juriste de formation, il est venu à la sociologie du droit et plus généralement à la sociologie dans la seconde partie de son œuvre, au début des années 1930. À partir de cette période il a amorcé un rapprochement avec la sociologie en général. En effet, pour lui « la vie du droit se trouve liée à la vie sociale par des rapports encore plus étroits et intimes que ceux qui unissent à cette dernière la vie morale et même la vie religieuse. C'est ici que cette liaison est la plus palpable, la mieux mise en relief, le plus aisément déchiffrable. Le droit (...), quels que soient ses genres et ses formes, est toujours fondé sur une reconnaissance collective, sans laquelle ne peut s'établir cette correspondance, ou cette fusion partielle, entre les obligations des uns et les prétentions des autres, qui constitue son domaine. »⁴ Georges Gurvitch est ouvertement en désaccord avec les courants de pensée tel que le positivisme juridique d'Hans Kelsen, les théories plus sociologiques comme celle de Max Weber qui, selon lui, sont allées « trop loin dans les concessions faites aux sciences dogmatique-normatives »⁵, et celles qui ont reconnu les systèmes de droit conçus comme des constructions abstraites n'ayant aucun lien avec la réalité. Selon lui, la sociologie juridique se révèle indispensable au travail pratique des juristes. Il revendique une primauté de la sociologie juridique sur les techniques issues du droit

¹ J. Carbonnier, *op. cit.*, pp. 102 et suivantes.

² E. Durkheim, *op. cit.*

³ J. Carbonnier, *op. cit.*, p. 103.

⁴ G. Gurvitch, « Problème de sociologie du droit », *Traité de sociologie*, éditions PUF, Paris, 2007, p. 1029.

⁵ G. Gurvitch, *Éléments de sociologie juridique* ; cité par Renato Treves, *op. cit.*, p. 143.

positif et prétend également que les juristes ignorent l'existence de ce qu'il nomme le « droit social » (qu'il oppose au « droit individuel »), c'est-à-dire l'ensemble du droit non étatique engendré « par chaque Nous, chaque groupe, chaque classe, tantôt d'une façon spontanée, tantôt par les précédents, coutumes, pratiques, etc. »¹. Pour Georges Gurvitch, ce droit détient « une force propulsive et explosive particulière »² mais qui ne représente pas une menace pour le droit (positif). En affirmant que la vocation de la sociologie juridique est précisément de rechercher les « symboles juridiques », autrement dit les significations juridiques telles qu'elles apparaissent à un groupe social à une certaine époque en particulier, Gurvitch rappelle que « loin de menacer l'existence de la science systématique du droit, la sociologie juridique lui donne de la consistance et de l'efficacité en se révélant comme une de ses bases indispensables »³. Finalement, et comme le rappelle Jean Carbonnier⁴, à travers la thèse du « pluralisme juridique »⁵ et celle des « faits normatifs »⁶, Georges Gurvitch tente de créer un espace viable pour la sociologie du droit, mais il est indéniable que sa vision de la société et de l'histoire est hautement politique.

Méthodologie, champs de recherches actuelles et perspectives

Qu'il s'agisse de la méthodologie ou des champs de recherche de la sociologie du droit, il est récurrent et presque obsédant de constater que presque tous les auteurs cherchent inlassablement à définir – ou à redéfinir – ces deux thématiques à l'aune de la question de la légitimité du champ de recherche propre à la sociologie du droit. Mais existe-t-il vraiment une méthodologie singulière et un champ de recherche autonome en sociologie du droit ? Il est

¹ G. Gurvitch, « Mon itinéraire intellectuel ou l'exclu de la horde », in *Les lettres nouvelles*, Paris, 1958, p. 8; cité par R. Cramer, « Éléments biographiques et bibliographiques pour une étude de l'apport de Georges Gurvitch à la théorie et à la sociologie du droit », *Droit et Société*, 4, 1986, pp. 457-467.

² G. Gurvitch, *ibid.*, p. 8.

³ G. Gurvitch, « Éléments de sociologie juridique (extraits) », *Droit et société*, 4, 1986, p. 425.

⁴ J. Carbonnier, *op. cit.*, p. 112.

⁵ Renato Treves définit le « pluralisme juridique » de Georges Gurvitch comme « la tendance de pensée qui s'oppose à l'étatisme juridique, c'est-à-dire à la conception affirmée par les philosophes des Lumières qui attribuaient à l'État le monopole du pouvoir politique. Le pluralisme juridique qui s'est affirmé à l'âge du romantisme et de l'historicisme soutient que le pouvoir juridique ne réside pas seulement dans l'État, mais aussi dans de nombreuses entités indépendantes de lui. Le droit de l'État n'est pas l'unique droit existant. La loi de l'État n'est ni l'unique ni la principale source du droit. », R. Treves, *op. cit.*, p. 145.

⁶ La théorie des faits normatifs permet à Georges Gurvitch de justifier et de fonder le principe du pluralisme juridique. Comme l'explique Renato Treves, les faits normatifs peuvent être de deux types : d'une part par les faits de la « relation avec les autres », et d'autre part les faits de l'union et de la « sociabilité par communication et interprétation » qui correspondent respectivement aux valeurs personnelles et transpersonnelles qui elles-mêmes correspondent à deux types de droit, le droit individuel et le droit social. R. Treves, *ibid.*, p. 145.

certainement symptomatique de constater que la très grande majorité des textes ou ouvrages qui réalisent un bilan ou une synthèse de l'activité passée et présente de la discipline en viennent toujours à le faire dans l'optique de proclamer l'autonomie à l'égard des disciplines mères que sont la sociologie et le droit. Cette attitude est compréhensible. Elle est le fruit de la « crise d'identité » perpétuelle de la sociologie du droit que nous avons déjà évoquée. En effet, les thématiques de la méthodologie et des champs de recherche apparaissent comme les plus fragiles lorsque l'on souhaite marquer la singularité de la sociologie du droit. Quel est alors le bilan des premières décennies de recherche de cette jeune discipline ? Quelles en sont les perspectives pour le futur ?

Méthodologie

« Il n'y a pas à attendre ici de la sociologie du droit une originalité éclatante. N'est-elle pas quelquefois définie comme l'application de la « méthode sociologique » au droit ? »¹ Comme le font remarquer Vincenzo Ferrari, Renato Treves et Jean Carbonnier, en tant que branche de la sociologie générale, la sociologie du droit, en plus de partager avec cette dernière les paradigmes théoriques, en partage également les méthodes de recherche². Dès lors, les caractéristiques requises pour l'application de la méthode scientifique de recherche en sociologie du droit sont semblables à celles de la sociologie générale : l'objectivité et l'impartialité³. D'un point de vue pratique, le chercheur détient à sa disposition tant les méthodes qualitatives que quantitatives et construit une problématique et des hypothèses à partir d'un aller-retour constant entre une ou plusieurs théories et les données dont il dispose. Ainsi, les hypothèses et la problématique seront amenées à être réélaborées tout au long de la collecte des données. Quant au choix de l'usage des méthodes quantitatives et/ou qualitatives, il dépend étroitement de l'objet de recherche mais également de l'orientation personnelle et culturelle du chercheur. Les techniques de collecte des données se divisent entre les recherches documentaires (exploitation de documents) et celles de terrain (exploration des faits)⁴. Comme le rappelle Jean Carbonnier, cet emprunt aux techniques de recherche de la sociologie générale ne va pas sans une adaptation préalable car le droit dispose de documents comme de terrains de recherche qui lui sont propres⁵. Selon Vincenzo Ferrari⁶, dans la perspective d'une recherche

¹ J. Carbonnier, *op. cit.*, p. 153.

² V. Ferrari, *op. cit.*, p. 99 ; R. Treves, *op. cit.*, pp. 172-188. ; J. Carbonnier, *ibid.*, pp. 153-167.

³ Sur ce point, se référer aux pages de Jean Carbonnier dans sa *Sociologie juridique* (pp. 153-159), ainsi qu'aux *Règles de la méthode sociologique* d'Émile Durkheim, éditions PUF/Quadrige, Paris, 1997 (1895).

⁴ R. Treves, *op. cit.*, p. 172.

⁵ J. Carbonnier, *op. cit.*, p. 167.

⁶ V. Ferrari, *Diritto e società. Elementi di sociologia del diritto*, edizione Laterza, Roma, 2004, p. 31.

fondée sur un terrain, une hypothèse qui ne s'y vérifie pas devient le point de départ d'autres observations qui permettront à leur tour d'avancer d'autres hypothèses, et ainsi de suite. Ce parcours sans fin, défini par Karl Popper, permet de rendre compte de la plus grande efficacité des sciences à effacer des doutes plus qu'à apporter des certitudes. Cependant, Jean Carbonnier précise, dans les pages qu'il consacre aux méthodes de recherche en sociologie juridique, que l'usage de la méthode comparative est également une ressource non négligeable pour les sociologues du droit. Selon lui, « l'emploi de la méthode comparative est subordonné à un préalable logique, qui est la comparabilité des termes, des phénomènes juridiques à comparer. La comparaison serait un non-sens entre deux phénomènes radicalement hétérogènes. À l'inverse, entre deux phénomènes absolument identiques, elle n'aurait pas d'utilité (...). »¹ Il précise toutefois que l'usage de la méthode comparative en sociologie du droit représente un procédé parmi d'autres, à la différence de l'usage qui en est fait en droit comparé.

Finalement la question centrale qui se pose est de savoir comment s'appliquent ces méthodes à l'objet « droit ». Il s'agit en effet de s'approprier le droit comme objet de recherche, pour ainsi dire de « faire avec le droit »² et comprendre la « fécondité méthodologique » qu'il porte en lui. Comme pour la sociologie générale, le choix de telles ou telles méthodes en sociologie du droit a pu susciter des affrontements. Bien que moins présentes actuellement, on retrouve les oppositions classiques entre les tenants d'une sociologie du droit théorico-empirique, fondée sur la prépondérance du terrain et capable de transformer profondément la théorie, et ceux d'une sociologie du droit purement théorique et pour laquelle l'observation et le terrain ont peu de valeur scientifique ; ou encore entre les tenants des méthodes quantitatives opposés à ceux des méthodes qualitatives. Sur ce sujet, Renato Treves prône délibérément l'usage d'une méthode de recherche empirique (liée aux méthodes qualitatives), qui est d'une très grande importance pour la sociologie du droit. Selon lui, la recherche empirique permet de différencier très nettement la sociologie du droit de la théorie juridique et de la philosophie du droit. Plus que toutes autres branches de la sociologie, la sociologie du droit puise dans les recherches empiriques la singularité de son raisonnement et sa raison d'être. Si cher à Renato Treves, le développement de la recherche empirique en sociologie du droit fait l'objet d'un chapitre entier de sa *Sociologie du droit*. Pour ce dernier, « notre discipline ne pouvait pas ne pas donner l'impression d'être une discipline essentiellement empirique »³. Il se positionne donc fermement pour un usage dominant des

¹ J. Carbonnier, *op. cit.*, p. 163.

² E. Bethoux, A. Mias, « Faire avec le droit » (avant propos), *Terrains & travaux*, 6 : les terrains du droit, cahiers du département de sciences sociales École Normale Supérieure, 2004, p. 3-12.

³ R. Treves, *op. cit.*, p. 169.

méthodes de recherche qualitatives en sociologie du droit. Là où Jean Carbonnier énumère l'ensemble des méthodes de recherche en sociologie, Renato Treves présente l'attitude que doit avoir le sociologue du droit dans ses démarches. Par exemple, dans l'étude de documents juridiques, « le sociologue du droit considère le document non seulement à la lumière des normes du droit positif mais aussi par rapport au contexte social dans lequel a lieu le phénomène juridique apparaissant dans le document »¹. Selon Vincenzo Ferrari, il en découle que l'interprétation sociologico-juridique d'un texte de droit par un sociologue du droit diverge nettement de l'interprétation dogmatico-juridique que peut en faire un juriste. Cette différence illustre en quelque sorte les objectifs poursuivis par l'une et l'autre des approches : la première s'intéressant au « devenir réel » des formulations juridiques et la seconde s'intéressant au « devoir être idéal »² de ces dernières. Sans se référer uniquement aux recherches documentaires, Renato Treves remarque que le chercheur en sociologie du droit rencontre des difficultés pratiques et structurelles. Il est alors primordial pour ce dernier de disposer d'une culture juridique suffisamment complète afin de pouvoir réaliser un travail de qualité évitant tout écueil lié à une mauvaise connaissance de son objet juridique de recherche.

Les champs de recherche de la sociologie du droit

La sociologie du droit s'intéresse à des domaines divers et variés du champ juridique. Cependant nous partageons le point de vue de Lawrence M. Friedman selon lequel « il n'y a pas, et ne peut probablement pas y avoir, une sociologie du droit en général ». Selon lui, « il peut y avoir d'intéressantes études des juridictions formelles en Europe ; ou des arrangements juridiques à l'intérieur de l'État-Providence ; ou du comportement de la police en Amérique du Nord ; ou des solutions des conflits parmi les indigènes du Pacifique Sud, etc. Ce qui peut être véritablement scientifique, c'est l'étude isolément de certaines parties du système juridique, de certaines communautés, aussi longtemps que l'objet de l'étude est délimité et défini en termes de temps et d'espace.(...) Ce que j'exclus, alors, c'est une sorte de macrosociologie du droit, une tentative de grande théorie, qui essaie de prendre chaque morceau de matière juridique dans son filet ».³

Une fois posée l'idée qu'il est difficile de réaliser une sociologie du droit macro-sociale, nous pouvons nous interroger sur les thématiques de recherche qui la constituent. Quelles sont-

¹ R. Treves, *ibid.*, p. 173.

² M. Weber, *Economia e società*, edizione Comunità, Milano, 1974 (1922), pp. 309-10, cité par V. Ferrari, *Lineamenti di sociologie del diritto*, pp. 69-70.

³ L. M. Friedman, « La sociologie du droit est-elle vraiment une science ? », *Droit et Société*, 2, 1986, pp. 119-120.

elles ? À cette question centrale, Vincenzo Ferrari rappelle que la sociologie juridique aborde le droit tant dans sa globalité que dans ses détails. Autrement dit, un ordonnancement juridique dans son ensemble, ses juridictions, sa législation sont susceptibles de devenir des objets de recherche tout comme des éléments constitutifs de ces derniers tels que le mariage, la propriété, le contrat, une juridiction particulière, une profession juridique particulière... Comme nous l'avons vu précédemment, les deux problèmes fondamentaux de la sociologie correspondent d'une part à l'étude de la société dans le droit, et d'autre part à celle du droit dans la société. Le premier problème correspond à l'étude de la réalité juridique effective, c'est-à-dire « des comportements socialement conformes ou non au regard des normes »¹ ; le second à l'étude « de la position, de la fonction et des fins du droit dans la société »¹. Cependant, il est possible d'aller au-delà de cette première division de la sociologie du droit. En référence à l'expression de Norberto Bobbio² selon laquelle la sociologie du droit suit le droit comme son ombre, Vincenzo Ferrari rappelle qu'elle en observe les processus de formation et d'application à travers le regard sociologique et les méthodes de recherche et d'analyses qui lui sont liées. Mais, comme pour la grande majorité des disciplines, et pas seulement la sociologie et le droit, il est possible de subdiviser la sociologie juridique en sous-disciplines, autrement dit de briser son « unité monolithique ». Sur ce point, les auteurs auxquels nous avons fait référence jusqu'ici opèrent des classifications légèrement différentes. En réalisant une synthèse de ces classifications, on peut diviser les champs de recherche de la sociologie du droit de la façon suivante :

- La production, l'application et la non application des normes
- Les professionnels de la justice, autres acteurs connexes et leurs problématiques
- La rencontre entre systèmes juridiques différents
- Les modes de règlement des conflits et les institutions juridiques
- L'opinion publique et le droit

La sociologie juridique des normes peut porter sur la production des normes, c'est-à-dire sur la production législative concernant le droit positif mais également au niveau social concernant la production de normes au sein d'un groupe social donné. La sociologie législative

¹ R. Treves, *Op. cit.*, p. 15.

² Pour Norberto Bobbio, chaque branche traditionnelle du droit a provoqué l'apparition d'une discipline du comportement humain qui la suit de très près. Parmi les exemples qu'il donne, on peut citer l'existence de la science politique qui suit le droit constitutionnel ou encore celle de la sociologie de la déviance qui suit le droit pénal. N. Bobbio, « Il diritto » in A. Babolin (a cura di), *Le scienze umane in Italia, oggi*, edizione Il Mulino, 1971, p. 273, cité par V. Ferrari, *Diritto e società*.

est généralement en lien direct avec les institutions étatiques et elle en est un outil. La sociologie juridique qui aborde la question des normes au sein d'un groupe d'individu donné est beaucoup plus détachée du droit et est finalement un type de recherche plus fréquemment mené en sociologie générale.

Le deuxième champ de recherche portant sur les professionnels de la justice et plus généralement sur les acteurs jouant de près ou de loin un rôle dans le déroulement de la justice nous intéresse tout particulièrement puisque c'est en partie dans cette catégorie que notre recherche s'inscrit¹. Il s'agit en quelque sorte d'une sociologie du droit des professions juridiques ou des acteurs qui évoluent dans la sphère juridique. D'innombrables publications ont vu le jour, essentiellement au sujet des avocats et des magistrats, qui ont notamment suscité l'intérêt d'auteurs classiques tels que Max Weber et Herbert Spencer. L'étude des processus de décision des juges est une thématique centrale qui a été étudiée par l'école réaliste américaine dès les années 1930². On dénombre également de nombreuses recherches qui ont tenté d'élucider la question des rapports entre différents acteurs du procès. Un exemple est donné par les travaux d'André-Jean Arnaud sur la relation entre le juge et celui qui doit être jugé³. En ce qui concerne les avocats, on dénombre des études portant tout autant sur les origines sociales de ces derniers, que concernant leurs relations avec les clients et plus généralement la question de l'éthique professionnelle. En ce qui concerne les autres opérateurs du droit, on peut évoquer les études portant sur les fonctionnaires de police, les greffiers, les jurés, les experts, les témoins, les médiateurs... Renato Treves⁴ évoque à ce sujet la première étude réalisée en 1966 aux États-Unis portant sur les divergences entre les jugements émis par les jurys et ceux émis par les juges lors du procès pénal. Bien sûr, toutes ces recherches ont été menées dans de très nombreux pays et sur plusieurs décennies.

La troisième thématique de recherche, l'étude de la rencontre entre des systèmes juridiques différents, constitue une autre grande thématique de recherche en sociologie du droit. Ce sont sur ces thématiques de recherche que la proximité avec des disciplines comme l'anthropologie juridique et le droit comparé se font le plus sentir. Dans la classification de Vincenzo Ferrari⁵, cette catégorie est élargie à l'étude des origines, structures et fonctionnement de chaque système juridique. Selon Renato Treves, l'étude de la rencontre des systèmes juridiques oriente le chercheur sur les deux thématiques principales que sont les

¹ Notre recherche s'inscrit également dans l'étude des modes de règlement des conflits et des institutions juridiques, c'est-à-dire l'étude du procès et de son déroulement, et dans une moindre mesure à la rencontre entre systèmes juridiques différents.

² R. Treves, *op. cit.*, p. 202.

³ A.-J. Arnaud, *La justice*, éditions Seghers, Paris, 1977 ; cité par R. Treves, *ibid.*, p. 202.

⁴ R. Treves, *ibid.*, p. 220.

⁵ V. Ferrari, *op. cit.*, p. 25.

phénomènes d'acculturation et de modernisation. Il reprend la définition de Luciano Gallino pour qui la notion d'acculturation peut être envisagée comme un « processus d'interaction entre deux groupes ou plus qui ont des cultures différentes, au cours duquel une des parties ou les deux reçoivent différents traits de l'autre ou des autres cultures »¹. La notion d'« acculturation juridique » découle de la précédente puisque la rencontre entre deux cultures différentes génère automatiquement la rencontre entre les deux systèmes juridiques de chacun des deux peuples. Dès lors, on peut s'attendre à des interactions de diverses natures pouvant mener, entre autres, à l'acculturation juridique. Quant à la modernisation, elle peut être définie comme « une mutation sociale à grande échelle impliquant les principales structures économiques, politiques, administratives, familiales, religieuses d'une société qui souhaitent se rapprocher d'un modèle de société moderne fondé sur les caractéristiques acquises graduellement par les sociétés occidentales après la révolution industrielle et la Révolution française »². La modernisation est une notion clef lorsque l'on remarque par exemple ses effets à l'échelle du système judiciaire. Elle est omniprésente dans les problématiques liées à la réforme de la justice et à celles de l'institution judiciaire en général. Face à ces deux définitions, et comme le rappelle Renato Treves, de très nombreuses pistes de réflexion s'ouvrent au chercheur.

Les modes de règlement des conflits et les institutions représentent un champ d'étude qui regroupe deux types de recherches bien distinctes. La première, a pour objectif d'étudier les procédures de justice formelles et informelles qui peuvent coexister dans un même ordre juridique, et la seconde porte sur la multitude des institutions juridiques prises dans leur contexte singulier, tant culturel que relatif aux exigences, mouvements et interactions qui ont un impact sur elles. Dans les études portant sur les modes de règlement des conflits figurent en première ligne celles consacrées au procès. Si la thématique des modes de règlement des conflits occupe une place de choix parmi les champs de recherche, elle est pertinente pour notre recherche uniquement en ce qui concerne l'étude du procès. Le procès en cour d'assises est un cadre dans lequel se déroule l'action et évolue le jury populaire. De plus, concernant la seconde thématique de recherche, l'étude des institutions judiciaires devient pour nous celle de la cour d'assises et de ses mécanismes de fonctionnement à travers l'étude de ce qui en fait une juridiction unique : le jury populaire.

Enfin, la dernière thématique regroupe les recherches portant sur l'opinion publique et le rapport qu'elle entretient avec les normes juridiques et leur contenu. Comme le rappelle Renato

¹ L. Gallino, *Dizionario di sociologia*, edizione UTET, Torino, 1978 ; cité par R. Treves, *op. cit.*, p. 223.

² L. Gallino, *ibid.*, cité par R. Treves, *ibid.*, p. 223.

Treves, il s'agit surtout d'interroger le rapport des individus « au droit qui se manifeste dans les faits », c'est-à-dire à l'expression d'un « droit vivant » lors d'interactions qui mettent les individus en contact avec ce dernier. Il s'agit de porter un intérêt tout particulier à la compréhension d'une éventuelle « conscience juridique populaire » chez les individus. On peut affirmer que notre objet d'étude, le jury populaire, s'inscrit de façon indirecte dans cette thématique. En effet, l'opinion des jurés sur le droit pénal, le déroulement du procès auquel ils participent, ou encore la pratique professionnelle des autres acteurs sont autant d'éléments qui participent à l'élaboration d'une conscience juridique populaire. Comme le fait remarquer Renato Treves, s'intéresser à cette thématique de recherche renferme un présupposé que nous partageons : le droit n'est pas seulement l'affaire des spécialistes, et le point de vue des « profanes » a sa valeur et son importance. Pour reprendre l'expression de Laurence M. Friedman, il s'agit alors de s'intéresser tout autant à la culture juridique externe qu'interne, autrement dit à celle qui émane tout autant des professionnels que des profanes. Renato Treves insiste sur le fait qu'à travers ce type de recherche, les sociologues du droit se rapprochent de la pensée de Friedrich Hegel¹ pour qui la connaissance que les juristes ont du droit ne peut jamais être une connaissance exhaustive sans la prise en compte de celle des profanes. Le regard novice de ces derniers est susceptible d'apporter une expérience du droit dans la pratique, en le confrontant à l'action et à la pratique de la vie quotidienne. Finalement, et pour reprendre les mots de Giuseppe Capograssi² que nous partageons, c'est en adoptant le point de vue de l'homme commun et de sa conscience commune que l'on peut prétendre parvenir à approcher le droit « comme idée humaine vivante et énergie vivante ».

Selon Vincenzo Ferrari³, à partir de ces différents champs de recherche, qu'ils soient d'ordre macrosociologique ou microsociologique, le sociologue du droit est amené à développer une analyse qui le pousse inévitablement à s'interroger sur le lien existant entre d'un côté, le système juridique d'un pays et de l'autre, la culture et les valeurs de sa population. Y a-t-il convergence ou divergence entre ces entités ? Le droit apparaît-il comme un outil au service des intérêts d'un groupe donné ou bien permet-il de contrôler les intérêts de ce groupe au profit de l'intérêt général ? Le droit est-il synonyme de paix ou de conflit ? Permet-il d'atténuer les inégalités sociales ou bien de les renforcer ? Comment le droit intègre-t-il ou repousse-t-il d'autres normes et valeurs appartenant à des groupes constitutifs de la société ?

¹ F. Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, éditions Gallimard, collection Tel, Paris, 1999 ; cité par R. Treves, *op. cit.*, p. 230.

² G. Capograssi, *Studi sull'esperienza giuridica*, edizione Giuffrè, Roma, 1923 ; cité par R. Treves, *ibid.*, p. 230.

³ V. Ferrari, *op. cit.*, p. 26.

L'ultime questionnement porte alors sur l'existence même du droit et de ses rapports avec l'économie et la politique pour enfin s'interroger sur son influence sur les comportements humains. Dès lors, et pour reformuler la pensée de Vincenzo Ferrari, il est indéniable que la sociologie du droit contribue de façon particulière, de par sa méthode et ses objets de recherche, à une réflexion scientifique qui appartient généralement à d'autres disciplines¹.

Quel bilan et quel avenir pour la sociologie du droit ?

Cette ultime question est finalement devenue centrale en sociologie du droit, tant les articles et les chapitres d'ouvrages sur ce thème se sont révélés être nombreux. La seule existence de cette production scientifique centrée sur cette thématique révèle l'ampleur de la fragilité de la discipline à s'imposer face aux deux disciplines mères que sont la sociologie et le droit². On retrouve généralement deux types de discours traitant du bilan présent et de l'avenir de la sociologie du droit ainsi que de ses perspectives de recherche : d'un côté, les discours où il est fait un état des lieux des recherches qui permet d'affirmer que la sociologie du droit, bien que demeurant une discipline jeune, connaît un essor non négligeable et toujours en expansion aux États-Unis, en Europe et dans le reste du monde ; de l'autre, ceux où il est mis l'accent sur les difficultés rencontrées par la discipline : problème d'autonomisation face au droit, problème d'en faire une discipline scientifique à part entière. Nous ne ferons ici que donner des pistes de réflexion sur ce thème à travers le point de vue de certains auteurs, sans pour autant chercher à apporter des réponses complètes et exhaustives.

Renato Treves, dans son article intitulé *Bilan actuel de la sociologie du droit*, dresse « un bilan des problèmes et des recherches de la sociologie du droit dans l'actualité, afin qu'on puisse se rendre compte du degré de développement de cette discipline dans les différents pays et qu'on puisse également se faire une idée des sujets étudiés, des méthodes utilisées, des difficultés rencontrées et, enfin, des résultats atteints »³. Cet article datant de 1966 est emblématique du besoin de synthèse et d'unification qui pèse sur la sociologie du droit. On y voit combien cette dernière a toujours eu besoin d'être légitimée, tant par la production scientifique qu'elle engendre que par l'engouement intellectuel qu'elle suscite chez les juristes et chez les sociologues. Après avoir énuméré les différences de développement des recherches

¹ Il s'agit des disciplines précédemment citées: histoire du droit, anthropologie juridique, philosophie du droit et droit comparé.

² Selon Jacques Commaille et Jean-François Perrin, « il conviendrait peut être de s'interroger sur les raisons du caractère récurrent de cette discussion, sur les causes de son caractère indépassable, voire sur les motifs pour lesquels tant les sociologues du droit que leurs détracteurs ne se mettent d'accord que sur le constat d'incertitude », J. Commaille, J.-F. Perrin, *op. cit.*, p. 118.

³ R. Treves, « Bilan actuel de la sociologie du droit », *Sociologia del diritto*, vol. XLI, 1966, pp. 15-31.

en sociologie du droit dans différents pays, Renato Treves dégage les principaux thèmes de recherche, puis la méthodologie utilisée pour leur réalisation. Il en vient enfin à présenter les « objectifs pratiques et théoriques »¹ de la discipline qui, selon lui, font de la sociologie du droit une science autonome et indépendante de la sociologie et de la science juridique. Il insiste particulièrement sur les objectifs pratiques et suggère que les études de sociologie juridique peuvent immédiatement être utilisées pour des réformes législatives ou dans l'application pratique du droit au sein de l'institution judiciaire. Mais s'agit-il là de la vraie vocation de la sociologie du droit ? Sur ce point, les avis divergent. Pour Jean Carbonnier, il est évident que la sociologie du droit est obligée, dans un certain sens, de répondre à certaines attentes que lui formulent les sciences juridiques. L'attente principale est celle de son utilité et de son apport au droit. Cependant, cette perspective est contestable pour qui envisage la sociologie juridique comme une discipline en tout point autonome des sciences juridiques. En effet, la question de l'utilité de la sociologie du droit, pour Jacques Commaille et Jean-François Perrin, se présente finalement comme la question clef concernant le futur de la discipline. Ils voient la sociologie du droit comme une discipline capable de « montrer les enjeux des décisions, dévoiler le droit et contribuer ainsi indirectement à sa transformation en respectant sa nature et son identité »², autrement dit une sociologie soucieuse de « la spécificité du phénomène juridique ». En défendant le modèle de Janus de la sociologie du droit, il s'agit pour nos auteurs d'envisager une réelle émancipation de la discipline. Quant à Jean Van Houtte, il est un de ceux qui refusent d'envisager la sociologie du droit comme une discipline subordonnée au droit. Pour lui, « la sociologie du droit peut donc être considérée plutôt comme une sociologie « sur » le droit (« *sociology of law* ») par opposition à une sociologie « dans » le droit (« *sociology in law* ») au seul service de la discipline du droit, de l'amélioration du droit, de sa production, de son application, en vue d'une meilleure application »³. Cette opposition d'ordre ontologique touchant aux éventuelles fonctions de la sociologie du droit correspond généralement aux positions divergentes des juristes et des sociologues. Pour les juristes, le but pratique de la sociologie juridique est presque acquis, alors que pour les sociologues, il s'agit d'une position plus discutable et donc moins évidente.

Évelyne Serverin nous livre un autre point de vue concernant l'avenir de la sociologie du droit. Selon elle, la question centrale est celle de la « recomposition des territoires de la sociologie du droit ». En effet, il est légitime de s'interroger sur la diversité des productions de sociologie du droit en fonction des pays mais également entre les disciplines puisque des

¹ R. Treves, *ibid.*, p. 28.

² J. Commaille, J. -F. Perrin, *op. cit.*, p. 133.

³ J. Van Houtte, *op. cit.*, p. 220.

divergences demeurent sur les différentes façons d'aborder la question des rapports entre droit et société. Elle dénombre deux grands types de différence, la première d'ordre culturel concernant l'intérêt porté à l'étude des tribunaux et de leurs pratiques, la seconde relative aux divergences disciplinaires quant au rôle de la sociologie du droit. Pour elle, « le temps de la sociologie du droit comme discipline unifiée n'est donc pas encore venu »¹.

La sociologie compréhensive

Les paradigmes de la société et de l'individu

Dans le foisonnement des approches sociologiques existantes pour donner un sens à l'action humaine et à la dynamique du social, aucune théorie n'est encore parvenue à elle seule à rendre compte de la totalité de la complexité du réel. Face à cette diversité des modes de pensée et donc des théories, il est compréhensible que tout sociologue, tout chercheur en général, quels que soient son âge et son avancée dans le « métier »², connaît des penchants et des aversions – ou du moins des mésententes – pour telle ou telle approche. Nous partageons le point de vue de David Le Breton pour qui « chaque point de vue suggère sa lecture du social, sans être nécessairement contradictoire avec un autre, chacun privilégiant des données singulières, insistant sur le rôle de l'acteur ou du système »³. Il est donc important de garder à l'esprit qu'une analyse sociologique est et demeure une interprétation possible du social, et n'est en aucun cas la seule.

Schématiquement, on peut distinguer deux grandes orientations théoriques dans l'histoire de la sociologie. Les deux perspectives principales ont mis l'accent soit sur l'individu soit sur le social comme fondement de leur raisonnement. « Partage entre l'acteur et le système, entre la signification et la structure, entre la subjectivité et l'objectivité, la liberté et le déterminisme. Entre sociologie compréhensive et sociologie explicative la tension est toujours à l'œuvre selon le choix méthodologique et épistémologique du sociologue, selon les valeurs qui sous-tendent sa perception de la vie en société. »⁴ L'opposition théorique entre les pensées de Max Weber et d'Émile Durkheim symbolise en quelque sorte les deux directions antithétiques de la sociologie classique. D'un côté, la pensée durkheimienne affirme que les faits sociaux sont des choses en mettant délibérément de côté la question du sens de ces derniers et en subordonnant

¹ E. Serverin, *op. cit.*, p. 104.

² P. Bourdieu, J.-C. Chamboredon, J.-C. Passeron, *Le métier de sociologue*, éditions Mouton & Co, Paris, 1983.

³ D. Le Breton, *L'interactionnisme symbolique*, éditions PUF, Paris, 2004, p. 1.

⁴ D. Le Breton, *op. cit.*, p. 2.

les individus, les « agents », à une série de causalité qui les dépassent. De l'autre côté, la pensée d'inspiration wébérienne s'attache à recueillir les situations vécues, le point de vue situé des acteurs ainsi que le sens des relations interindividuelles. Mais quel type de sociologie contemporaine a émergé de l'une et l'autre de ces pensées ?

Dans la lignée de la pensée durkheimienne, la société est pensée comme une entité contraignante qui ignore les raisons qui meuvent l'action individuelle et le sujet est relégué au second plan. Il ne s'agit pas de nier totalement la possibilité des individus de s'adapter ou d'ajuster leur action face aux règles et normes. L'éducation et la connaissance se révèlent être les principaux moyens pour parvenir à contrecarrer le poids des normes et des habitus¹ qu'impose la société. En France, la sociologie de Pierre Bourdieu est la sociologie contemporaine la plus emblématique de ce type de pensée. Sa sociologie a pour objectif de dégager des lois qui échappent aux agents afin de montrer que ce qui les anime leur est le plus souvent caché. Ce type de sociologie a pour objectif de révéler au grand jour les mécanismes cachés de la domination et du pouvoir qui traversent nos sociétés. De plus, la conception épistémologique d'une telle sociologie veut que le savoir scientifique soit obtenu à partir d'une « rupture épistémologique »², c'est-à-dire d'une scientificité qui se distingue en tout point des savoirs obtenus dans la vie quotidienne et qui se distingue très nettement des savoirs communs. « Les hommes s'effacent au profit de logiques sociales qui les dépassent, de lois de l'histoire ou d'habitus inéluctables les enfermant dans une ignorance ontologique d'eux-mêmes que le sociologue, par une tournure d'esprit qui n'est jamais précisée, se propose de leur révéler. Le social explique le social mais sans les individus transformés en ombres. »³

Dans une logique diamétralement opposée, la sociologie compréhensive, dans la lignée de Max Weber et Georg Simmel, prend en compte la réflexivité et la compétence des acteurs. Épistémologiquement, le savoir sociologique n'est pas considéré comme une production qui rompt totalement avec la connaissance familière mise en œuvre dans la vie courante. L'objectif de la sociologie compréhensive est de mettre en évidence les logiques qui sous-tendent l'agir des acteurs ainsi que le sens que ces derniers lui attribuent. Et c'est précisément sur ce point que le conflit avec les tenants de la sociologie positive précédemment décrite est criante : « une telle démarche est entachée d'un péché originel de subjectivité car la signification est, selon

¹ P. Bourdieu, *La distinction, critique sociale du jugement*, éditions de Minuit, Paris, 1996.

² Le concept de « rupture épistémologique » développé par Pierre Bourdieu (P. Bourdieu, J.-C. Chamboredon, J.-C. Passeron, *op. cit.*) peut être défini comme une rupture entre la connaissance scientifique des sociologues et « la sociologie spontanée » des acteurs sociaux. Cette notion trouve une de ses sources dans l'impératif sociologique de rupture avec « les prénotions » des acteurs avancé par Émile Durkheim dans *Les règles de la méthode sociologique*.

³ D. Le Breton, *op. cit.*, pp. 2-3.

eux, toujours présumée, elle ne peut jamais être prouvée »¹. La sociologie compréhensive émet l'hypothèse selon laquelle la compréhension des raisons des actions et des interactions est à la base de la vie sociale et qu'il est donc nécessaire de parvenir à s'en approcher. Le sociologue, en tant que membre de la société, cherche à comprendre le monde auquel il appartient au même titre que les autres acteurs, en utilisant des procédés de connaissance communs, mais en cherchant à saisir avec acuité certains aspects de la réalité sociale. Il s'agit donc d'approfondir une connaissance qui n'est pas nécessairement étrangère aux acteurs. Le choix de la méthodologie n'en est pas pour autant le fruit du hasard. C'est la mise en place de recherches empiriques qui permet de recueillir de manière précise et étayée la parole et le vécu des acteurs. C'est précisément dans la filiation de cette approche que nous inscrivons notre recherche.

Bien que notre approche théorique privilégie la pluralité et que nous refusons de nous cantonner à l'usage restreint d'un seul courant de pensée, la sociologie compréhensive, et tout particulièrement l'interactionnisme symbolique et la microsociologie, constituent le point de départ théorique de notre recherche doctorale.

En quoi cette approche théorique nous permet-elle de réaliser un travail novateur sur le jury populaire ? En préambule aux développements théoriques qui vont suivre, nous souhaitons immédiatement faire valoir l'intérêt de la sociologie compréhensive pour notre recherche.

Tout d'abord, elle nous permet de nous positionner dans une perspective nouvelle face aux recherches françaises déjà réalisées sur le jury populaire. En prenant comme point de départ les interactions entre les acteurs, nous sommes portés vers une plus grande attention à l'ensemble des relations, interactions et échanges des jurés avec leur environnement. Ce sont justement ces interactions qui deviennent le centre de notre attention sur le terrain. L'analyse sociologique se focalise sur des éléments microsociologiques (relations interpersonnelles, expérience individuelle, expérience de groupe, paroles des acteurs...) tout en prenant en compte les aspects structurels qui agissent sur la dynamique du procès et sur le jury populaire. Cette approche permet d'éviter la réalisation d'une recherche qui oppose souvent de manière simpliste les acteurs profanes, que sont les jurés, aux membres de l'institution judiciaire, dans un schéma dominants/ dominés qui revient fréquemment dans les études sur le jury populaire. L'usage de la sociologie compréhensive nous donne les outils nécessaires à la réalisation d'une recherche comparative qui tente de prendre en compte la complexité du réel et d'en tenir compte dans l'analyse puis dans les résultats.

¹ D. Le Breton, *ibid.*, p. 3.

La métaphore théâtrale proposée par Erving Goffman pour aborder le social se prête particulièrement bien à l'étude du procès et du monde social de la justice. Cette approche permet de prendre en compte de nombreux aspects contextuels tels que le déroulement du procès, le rituel judiciaire, ou encore la dimension humaine du procès que les études classiques sur le jury populaire laissent généralement de côté. Il y a, d'une part, ce qui se déroule sur la *scène* du procès, qui occupe la plus grande partie du temps que les jurés passent à la cour d'assises lorsqu'ils sont appelés à siéger ; et d'autre part, ce que nous pouvons observer dans les *coulisses*, où l'on découvre l'envers du décor puisque l'espace y est investi d'une autre fonction : magistrats et jurés échangent, discutent, mais ce n'est pas tout. Les *coulisses* sont aussi le lieu de l'absence de retenue, le lieu des échanges informels et plus spontanés. L'on y parle comme on y rit. C'est lors de ces moments, loin de la rigueur qu'impose la salle d'audience, que jurés et magistrats ont la possibilité de dévoiler au sociologue les relations qu'ils vont tisser jour après jour, relations de travail et parfois relations amicales. Aucune recherche française réalisée à ce jour n'a tenté d'intégrer une étude sur l'expérience et le rôle des jurés populaires à une observation directe et prolongée du chercheur sur le terrain que constitue la cour d'assises.

Enfin, dans la lignée de la pensée de Georg Simmel, il nous est apparu important d'aborder l'institution du jury populaire dans ce qu'elle a de dynamique, complexe et varié. En insistant sur l'ensemble des aspects observables caractérisant le fonctionnement du jury populaire, tant sur le plan microsociologique que macrosociologique, nous pensons qu'il est possible de donner corps à une autre approche de notre objet d'étude. Ainsi, en nous démarquant des comparaisons à grande échelle qui jalonnent la littérature sur le jury populaire, nous avons souhaité restituer au lecteur le fruit d'une observation du jury populaire « en mouvement ».

Il s'agit maintenant de présenter ces théories sociologiques en mettant en avant l'« esprit » et la philosophie qui les animent sans pour autant présenter l'ensemble des outils conceptuels que nous utiliserons aux fins de l'analyse dans les pages suivantes. Parmi la variété des sociologies compréhensives, nous porterons un intérêt tout particulier à l'interactionnisme et à la microsociologie qui ont su nous apporter des outils pertinents pour l'analyse de notre objet de recherche. Nous aborderons ensuite les sociologies de l'acteur, la sociologie relationnelle et enfin nous montrerons en quoi la prise en compte des contextes constitue un point essentiel dans notre démarche scientifique. Cependant, nous réitérons notre souhait d'éviter la réalisation d'une recherche où seule la dimension microsociologique serait prise en

compte. Une approche d'ordre macrosociologique est nécessaire et elle constitue pour nous une conséquence logique liée au besoin de contextualiser toute recherche.

L'interactionnisme et la microsociologie

Si l'on s'interroge sur ce qui fait l'attrait d'une théorie à l'égard des recherches entreprises par le chercheur et de ses conceptions ontologiques de la société, on accède à un ensemble de valeurs et de convictions généralement alimentées par une vision du monde social et de son organisation qui lui sont en partie personnelles. « Toute théorie implique une vision du monde, une morale implicite qui la nourrit. »¹ La sociologie d'Erving Goffman représente un modèle d'éclectisme conceptuel. Sa poursuite d'une anthropologie des relations en public et du quotidien, sa singularité méthodologique et son humilité scientifique font de lui un auteur d'une grande pertinence.

De plus, il nous semble nécessaire de resituer la théorie interactionniste dans l'histoire qui fut la sienne et d'en tirer les conséquences au regard de l'état de crise actuelle de la sociologie. En effet, comme le rappelle David Le Breton, « l'émergence de l'interactionnisme coïncide avec une période de crise de la sociologie américaine, de lassitude face à des méthodologies fondées sur le sondage, indifférentes aux acteurs et à leur singularité »². S'ajoute à cela le moment politique qu'accompagne l'interactionnisme : celui des contestations universitaires de la fin des années soixante, et la fin de la toute puissance d'une sociologie fonctionnaliste représentative du conservatisme incarnée par celle de Parsons. De la même manière, nous pouvons justifier de la pertinence de l'interactionnisme dans le champ actuel des sociologies françaises et internationales de par la singularité du moment historique et politique que nous sommes en train de vivre et d'observer. S'il s'agit de réinventer la sociologie ou, à la manière de Bruno Latour, de *Changer de société. Refaire de la sociologie*³, peut-être que les apports de la sociologie compréhensive en général et de l'interactionnisme en particulier seront à même de nous guider dans cette nouvelle quête. À l'heure où la crise du politique et de la représentativité dans les démocraties européennes atteint des sommets, nous pensons qu'une analyse fondée sur les liens unissant les acteurs, leur subjectivité, la mouvance et le dynamisme

¹ D. Le Breton, *ibid.*, p. 1.

² D. Le Breton, *ibid.*, p. 46.

³ B. Latour, *Changer de société. Refaire de la sociologie*, éditions La Découverte, Paris, 2006.

de ces liens est à même de pouvoir envisager une nouvelle voie dans l'interprétation de la réalité qui nous entoure.

Bien que souvent marginalisée dans les ouvrages¹ français retraçant les grands courants de la pensée sociologique, cette sociologie d'origine américaine trouve ses fondements dans la pensée de Georg Simmel. Ce dernier a fortement influencé les théoriciens de l'école de Chicago tels que Robert E. Park, William C. Thomas, Herbert Blumer ou encore Everett C. Hughes. Cependant d'autres auteurs tels que George. H. Mead, John Dewey et Charles H. Cooley, défendant une vision pragmatique de la réalité sociale ont également fortement influencé l'interactionnisme. Erving Goffman, Anselm Strauss, Howard Becker, quant à eux, constituent les théoriciens de la deuxième génération de l'école de Chicago.

Georg Simmel

Il s'agit d'un auteur singulier qui a longtemps été ignoré par la sociologie française. La pensée simmelienne, plus philosophique que sociologique, est à l'image de celui qui l'a élaborée : éclectique, anti-systémique et abstraite. Les trois domaines d'intérêts principaux de Georg Simmel ont été l'épistémologie, la sociologie et la philosophie de la culture. Cependant, appréhender son œuvre dans son ensemble permet de mieux comprendre chacun des domaines particuliers qu'il a explorés.

À la grande question qui lui est si chère, « comment la société est-elle possible ? », Georg Simmel répond par une multitude d'essais variés allant des thématiques de la domination et de la subordination à la philosophie de l'argent, en passant par l'étude du conflit et des sociétés secrètes². Pourtant ne perdons pas de vue qu'il conçoit les interactions entre les individus comme le fondement principal de la vie, et plus généralement de la vie en société. Sa sociologie peut être divisée en trois sous-branches : la sociologie générale, la sociologie formelle ou pure, et la sociologie philosophique. On peut définir la sociologie générale de Georg Simmel comme une sorte de « *macrosociologie historique* »³ se concentrant sur les conditions de fonctionnement de la vie sociale et ses variations historiques. Quant à sa

¹ Nous faisons ici référence à deux ouvrages : J.-M. Berthelot, *op. cit.*, et P. Ansart, *Les sociologies contemporaines*, éditions Points, Paris, 1990. Dans le premier ouvrage, les approches compréhensives sont regroupées sous l'appellation de « sociologie interprétative » et il n'est fait aucune référence à l'interactionnisme. Quant à Pierre Ansart, il divise la sociologie contemporaine en quatre courants. S'il développe parmi ces quatre courants ceux de « la sociologie dynamique » de « l'individualisme méthodologique », il n'y a pas de références relatives à l'interactionnisme, à la microsociologie ou à l'ethnométhodologie.

² G. Simmel, *Sociologie*, éditions PUF, Paris, 1999.

³ F. Vandenberghe, *La sociologie de Georg Simmel*, éditions La Découverte, Paris, 2001, p. 37.

sociologie formelle, elle peut être définie comme une « microsociologie ahistorique »¹ qui étudie les formes d'association structurant les interactions entre les individus. La sociologie philosophique, elle, représente une partie de la réflexion de Georg Simmel qui se détache des contingences du réel, et se situe justement dans une réflexion plus abstraite à partir des problèmes qui se posent au sein de la société. De ce point de vue, Georg Simmel se démarque notamment de Max Weber qui rejette le raisonnement philosophique hors de la sociologie. Il inclut au contraire les questionnements philosophiques qui apparaissent aux limites de certains questionnements sociologiques. Nous partageons entièrement le point de vue de Georg Simmel selon lequel en amont de la sociologie pure se trouve une épistémologie des sciences et en aval de celle-ci se trouve une vision métaphysique de la vie sociale². Réaliser une recherche en sociologie en étant conscient des limites intrinsèques à la discipline nous semble être une voie raisonnée et raisonnable dans la réalisation de toute recherche.

La sociologie de Georg Simmel est une sociologie que l'on peut qualifier de « vitaliste », fortement marquée par l'influence des pensées de Friedrich Nietzsche et d'Henri Bergson. Pour Georg Simmel la réalité qui nous entoure est infinie et seule l'expérience immédiate de cette réalité peut nous faire prendre la mesure de son dynamisme, de sa complexité et de sa variété, tant dans l'espace que dans le temps. Dès lors, le principe vitaliste anime l'ensemble de sa pensée et constitue la clef permettant d'accéder à la compréhension de son œuvre. Selon l'expression de Frédérique Vandenberghe, « ce principe métaphysique cosmique qui régit l'univers »³ se matérialise à travers l'opposition dualiste entre d'un côté le contenu, le fond, et de l'autre la forme de toute action humaine. En reprenant cette thèse de la dualité à Emmanuel Kant, Georg Simmel met en place une théorie de la « double dualité » où les couples contenu/forme et interactions/réciprocités font de sa sociologie une sociologie avant tout relationnelle. En somme, « si l'opposition des formes et des contenus constitue le versant kantien du principe de la dualité, l'interaction en constitue le versant vitaliste »⁴. Plus que tout autre auteur, Georg Simmel a su mettre l'accent sur l'importance des « actions réciproques » et la maîtrise que l'acteur est susceptible d'en faire afin d'agir sur le monde qui l'entoure. Enfin, pour lui, le réel est d'une richesse inépuisable. Penser pouvoir en figer dans un système les innombrables facettes semble bien illusoire. Il est alors seulement possible de donner une

¹ F. Vandenberghe, *ibid.*, p. 37.

² « Comme toute autre science exacte, la science sociale est elle aussi limitée par deux domaines philosophiques. Le premier comprend les conditions, les concepts fondamentaux, les présuppositions de la recherche particulière qui ne sauraient trouver de solution dans cette recherche même, parce qu'ils lui servent déjà de fondement ; le second porte cette recherche particulière à terme et vers une synthèse, mise en rapport avec d'autres questions et concepts qui n'ont pas leur place dans l'expérience et le savoir immédiatement objectif. », G. Simmel, *Sociologie et épistémologie*, éditions PUF, Paris, 1981, p. 103 ; cité par F. Vandenberghe, *ibid.*, p. 37.

³ F. Vandenberghe, *ibid.*, p. 23.

⁴ F. Vandenberghe, *ibid.*, p. 29.

interprétation à l'aide d'une construction intellectuelle qui ne peut rendre qu'une approche lacunaire d'un réel toujours en mouvement et donc susceptible de transfiguration de toutes sortes. Plus les angles d'approche d'un même fait seront nombreux, plus il sera alors possible de s'approcher avec précision de ce qui constitue l'essence d'un aspect de la réalité sociale. Dès lors, de très nombreux concepts ont été empruntés à Georg Simmel par les auteurs interactionnistes, affichant clairement l'héritage de la pensée simmélienne et témoignant du gisement foisonnant qu'elle constitue. Sans passer en revue l'ensemble des auteurs qui ont marqué l'interactionnisme, nous souhaitons revenir essentiellement sur la pensée d'Erving Goffman et sa conception de la microsociologie. Mais les apports de la théorie interactionniste ne se limitent pas aux travaux d'Erving Goffman. Everett C. Hughes et Anselm Strauss sont également des auteurs dont les écrits nous ont fourni de nombreux outils d'analyse, et nous aurons l'occasion de faire appel à leurs théories.

Erving Goffman et l'ordre de l'interaction

La perspective interactionniste est avant tout celle d'une théorie sociologique où le dynamisme et le mouvement sont des éléments clefs qui lui permettent de se distinguer d'autres sociologies. Au cœur de ce dynamisme, on retrouve les interactions et leurs multiples facettes qui permettent au sociologue d'étudier la réalité sociale comme un livre ouvert dont les pages ne cessent de se renouveler. Georg Simmel voit dans le social une « mise en forme » commune alors qu'Anselm Strauss y voit un « ordre négocié ». « Le monde social n'est pas préexistant à la manière d'une structure dont il faudrait s'accommoder, il est constamment créé et recréé par les interactions à travers des interprétations mutuelles suscitant un ajustement des acteurs les uns par rapport aux autres. L'interactionnisme traduit le souci d'identifier les processus à l'œuvre dans une société en train de se faire, il s'intéresse moins à l'institué qu'à l'instituant. Les normes et les règles sont l'objet d'une relecture constante, d'une négociation sociale, elle ne s'impose pas de l'extérieur, les acteurs en sont les maîtres d'œuvre. C'est leur action mutuelle qui les rend effectives. »¹ Comme le précise Erving Goffman dans la préface des *Rites d'interaction*, ce qui l'intéresse ce n'est pas « *les hommes et leurs moments* » mais bien plutôt « *les moments et leurs hommes* »². À partir de ces moments que sont les interactions, c'est finalement le lien social et les identités personnelles qu'il est possible d'aborder. L'analyse se concentre sur le lien de sens et d'action que s'échangent les acteurs en

¹ D. Le Breton, *op. cit.*, p. 6.

² E. Goffman, *Les rites d'interactions*, éditions de Minuit, Paris, 1993 (1963), p. 7.

présence. La force de l'interactionnisme réside notamment dans le fait que cette théorie « évite l'écueil de percevoir l'individu sous les auspices d'une stricte détermination de ses comportements par des éléments extérieurs sans pour autant le voir comme une monade détachée de toute influence »¹.

Quelles sont les principales thématiques de recherches de l'interactionnisme ? Pour résumer de manière très succincte, on peut pointer un nombre restreint de thématiques clefs à l'ensemble des interactionnistes, telles que la place du sujet comme acteur, la dimension symbolique, l'interaction, le soi et le remaniement identitaire, et enfin le statut et le rôle. Toutes ces thématiques ont permis de relier un réseau de chercheurs ayant réalisé des travaux de recherche divers et variés mais unis autour d'un même fil directeur symbolisé par le concept d'interaction leur permettant de réaliser des recherches fondées sur une analyse microsociologique.

Pour reprendre Isaac Joseph dans son ouvrage intitulé *Erving Goffman et la microsociologie*², il y a deux manières d'étudier un fait social donné. Isaac Joseph part de l'exemple d'un licenciement. On peut réaliser une analyse sociologique en prenant en compte des facteurs et des éléments d'ordre macrosociologique : âge, sexe, répartition géographique des demandeurs d'emploi par exemple. On peut également choisir d'étudier des éléments d'ordre microsociologique, c'est-à-dire s'intéresser aux modalités de mise en œuvre du licenciement, aux épreuves auxquelles les employés sont confrontés ou encore l'expérience singulière que chacun fait du chômage. Entre ces deux conceptions, ce sont bien deux modes de « faire » de la sociologie qui sont à l'œuvre. Ces deux conceptions ne sont en rien antagonistes, mais le choix d'utiliser l'une ou l'autre comme point de départ de la recherche aura des conséquences déterminantes pour son déroulement. Contre cette idée que le microsociologique et le macrosociologique s'opposent, Erving Goffman, pose la distinction fondamentale entre ces deux dimensions. D'après lui, « l'ordre de l'interaction » est un « domaine d'activité », un « genre particulier d'activité » qui détient une réelle autonomie face aux structures sociales³. Ce dernier est réglé par un ensemble de codes qu'Erving Goffman nomme « présupposés cognitifs partagés »⁴, « contraintes auto-entretenues » et « présuppositions normatives ». L'« ordre de l'interaction » se fonde sur deux notions

¹ D. Le Breton, *op. cit.*, p. 7.

² I. Joseph, *Erving Goffman et la microsociologie*, éditions PUF, Paris, 1998.

³ « Ma préoccupation pendant des années a été de promouvoir l'acceptation de ce domaine face-à-face comme un domaine analytiquement viable – un domaine qui pourrait être dénommé, à défaut d'un nom plus heureux, l'ordre de l'interaction – un domaine dont la méthode analytique préférée est la microanalyse. », E. Goffman, « L'ordre de l'interaction » in Yves Winkin, *Des moments et leurs hommes*, éditions du Seuil, Paris, 1988, p. 191.

⁴ E. Goffman, *ibid.*, p. 198.

explicatives : d'abord sur le « contrat social », sorte de dogme qui existe entre les participants de l'interaction et qui implique une petite partie d'eux-mêmes tout en leur permettant d'en retirer un grand profit ; ensuite sur le « consensus social » qui représente un accord tacite entre les interactants permettant d'obtenir un consensus normatif sur les conduites à adopter ou non lors de n'importe quelle interaction. Les raisons qui justifient l'existence d'un accord entre les individus ne sont pas directement explicitées par Erving Goffman dans ce texte, mais il y répond dans un de ses ouvrages majeurs : *Les rites d'interaction*. La question centrale qu'il aborde ici est celle de « l'interface entre l'ordre de l'interaction et les éléments de l'organisation sociale dans leur aspect le plus traditionnel »¹. Selon lui, l'influence de certains facteurs de l'interaction sur les « mondes macroscopiques » est indéniable. Pour cela, il donne trois exemples de situation où l'on peut constater « l'impact direct des effets d'une situation sur les structures sociales »². Il s'agit pour lui de démontrer ici l'existence d'influences mutuelles et réciproques des points de vue micro et macro sociologiques et non pas d'affirmer une quelconque supériorité des analyses microsociologiques sur celles macrosociologiques comme on a bien souvent tenté de lui reprocher. Erving Goffman évoque à ce sujet des « effets d'interface » entre les structures sociales et l'ordre de l'interaction qui, d'une part influent sur la macro structure de la société, et d'autre part, révèlent des aspects de la réalité sociale qui seraient difficilement visibles et perceptibles à nos sens sans ces effets. Il définit la notion de « couplage flou »³ comme étant le lien existant entre les pratiques interactionnelles et les structures sociales. Mais ce qui importe le plus à Erving Goffman, c'est d'affirmer l'existence de plein droit et l'autonomie de l'ordre de l'interaction à travers les usages sociaux, thème qui constitue finalement le cœur de son œuvre tout entière. Il voit l'interaction comme le seul moyen de donner du sens à certaines situations de la vie sociale, à des situations qui appartiennent justement à cet ordre social connaissant ses propres règles.

Contrairement à ce que l'on a souvent reproché à Erving Goffman, il serait faux de penser que l'ordre de l'interaction reviendrait à une étude de la régularité de l'action sociale à travers celle des interactions. Dans ce cas, l'étude des interactions n'aurait d'autre intérêt que celui de nous montrer l'organisation sociale des rapports interpersonnels dans leur régularité et leur répétitivité. Cette préoccupation goffmanienne à l'endroit de l'infiniment petit serait alors dénuée de tout lien avec les grandes questions du « vivre ensemble » et de la « faisabilité » de la société. Comme le démontre Céline Bonicco, « si l'ordre de l'interaction est incontestablement l'un des ressorts de la stabilité et de la cohésion sociale, il constitue

¹ E. Goffman, *ibid.*, p. 205.

² E. Goffman, *ibid.*, p. 206.

³ E. Goffman, *ibid.*, p. 214.

également l'un des moteurs possibles du changement institutionnel qui s'actualise et ne peut s'actualiser qu'à travers l'action des participants »¹. C'est très probablement cet aspect de la théorie d'Erving Goffman, de son seul et unique objet de recherche, l'ordre de l'interaction, qui a trop souvent été écarté ou qui à tout simplement échappé à bon nombre de ses détracteurs étant donné le caractère atypique de sa sociologie. En effet, pour Céline Bonicco, « la rigidité de la syntaxe de l'ordre de l'interaction est la condition de sa paradoxale souplesse, de telle sorte que le social peut s'altérer depuis « l'ordre même de l'interaction », en modifiant sa représentation par le jeu des participants »². Le point de vue de David Le Breton rejoint celui de Céline Bonicco lorsqu'il affirme que « le comportement individuel n'est ni tout à fait déterminé, ni tout à fait libre, il s'inscrit dans un débat permanent qui autorise justement l'innovation »³. Si Erving Goffman n'a donné que des réponses partielles concernant le « couplage flou » entre d'un côté ce qui appartient en propre à l'interaction et d'un autre côté ce qui relève du domaine des structures macro-sociales, la métaphore théâtrale – que l'on retrouve dans toute sa sociologie – constitue un outil de premier ordre pour décortiquer l'interaction et ses mécanismes. Selon Céline Bonicco, lors de la représentation théâtrale, il est possible de distinguer entre d'une part, les contraintes intangibles qui constituent les règles de la représentation correspondant aux règles macrosociologiques, et d'autre part, le texte qui constitue la syntaxe pure de l'interaction. « Lors d'une représentation, le texte est couplé, engrené, corrélé à ces règles syntaxiques de base, de la même manière que les règles macro-sociales sont mises en situation dans une interaction. Ainsi la métaphore théâtrale permet-elle de distinguer trois niveaux de règles : la syntaxe pure du « face-work », les règles macro-sociales et l'interface entre les deux, l'interaction située »⁴. Si la syntaxe demeure une contrainte structurelle immuable, il n'en va pas de même en ce qui concerne les possibilités de l'acteur de « sauver la face » dans le cadre de l'interaction située, c'est-à-dire de modaliser la structure de cette dernière en fonction des règles macro-sociales extérieures. L'interaction située se présente comme un espace qui n'est pas déterminé de manière mécanique par le niveau macro-social et par le contenu qui en découle (la syntaxe), contrairement à la syntaxe qui elle est fortement conditionnée par l'engrenage des structures sociales. Dans la mise en scène du texte par l'acteur, Céline Bonicco distingue trois données capables de générer une interprétation : la compréhension du texte et l'intention que l'acteur veut exprimer dans son interprétation, le caractère physique de son jeu, et enfin les relations qu'il entretient avec les

¹ C. Bonicco, « Rigidité et souplesse de l'ordre de l'interaction chez Erving Goffman », *Klesis-revue Philosophique*, 2, 2008, p. 28.

² C. Bonicco, *ibid.*, p. 29.

³ D. Le Breton, *op. cit.*, p. 47.

⁴ C. Bonicco, *op. cit.*, pp. 30-31.

partenaires et le public. Dès lors, des variations sont possibles dans la représentation d'une même pièce et l'existence d'une interprétation rend à la fois fragiles, vivantes et surprenantes les interactions. Ainsi l'intérêt de la métaphore théâtrale de la vie sociale est de nous permettre « de rompre avec une conception de la norme déterminant de manière uniforme et extérieure les membres de la société »¹. L'interprétation est à la fois une tâche physique et mentale puisqu'il s'agit de réaliser une « interprétation des exigences de la situation » correspondant aux attentes des autres interactants et « d'incarner dans son propre comportement ces attentes ». L'activité interprétative est un élément clef de l'ordre de l'interaction, « au cœur de cette institution sociale constituée par le flux des croyances incarnées dans le jeu des interactants »². Elle permet clairement d'affirmer qu'entre la syntaxe et les structures macro-sociales, existe une interface – la quantification de la face – où les variations sont possibles grâce à l'interprétation des participants. Mais à quoi mène l'interprétation au sein de l'interaction ? Bien que l'activité d'interprétation puisse se décliner de trois manières différentes, c'est l'« interprétation subversive »³ qui est la seule en mesure de donner à l'interaction un cours différent de ce qui était prévu. L'interaction rompue peut, dans certains cas et si elle est acceptée par les autres acteurs, aboutir à des changements. On retrouve dans les ouvrages d'Erving Goffman des exemples historiques d'interprétations subversives. Mais certaines situations, bien qu'elles aient un impact réel, ne parviennent pas à agir de manière durable⁴. Seuls les cas où les structures sociales sont modifiées représentent de réelles interprétations subversives. Autrement dit, la variation du caractère quantitatif de la face d'un individu est telle que la place de celui qui la porte est modifiée dans les structures macro-sociales. Le changement qui intervient par l'interaction dépasse son cadre pour rejallir sur les structures sociales extérieures. Céline Bonicco cite deux exemples dans l'œuvre d'Erving Goffman : les mutineries dans les écoles, les prisons et les ghettos, et le mouvement des suffragettes. « L'individu qui déçoit certaines attentes peut l'emporter et amener les autres à accepter les nouveaux termes qu'il pose et la nouvelle définition de la situation qu'ils impliquent. »⁵ Les interprétations subversives sont en fin de compte des interactions créatives

¹ C. Bonicco, *ibid.*, p. 34.

² C. Bonicco, *ibid.*, p. 34.

³ Selon Céline Bonicco, l'interprétation définit l'interprétation subversive comme étant « celle où l'acteur choisit une modalité autre que celle attendue en toute connaissance de cause ». Il s'agit d'« une modalité qui est une ressource de la situation mais en interface avec des structures autres que celles attendues », C. Bonicco, *ibid.*, p. 36.

⁴ Céline Bonicco cite un passage des *Rites d'interaction* d'Erving Goffman qui fait référence aux mouvements des droits civiques menés par les noirs et les féministes qui bien qu'ils aient connu un fort retentissement, n'ont pas réussi à changer de manière durable et profonde les structures macro-sociales.

⁵ E. Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, tome 2, éditions de Minuit, Paris, 2000 (1973), p. 325. ; cité par C. Bonicco, *op. cit.*, p. 37.

et audacieuses qui rompent clairement avec la définition de la situation imposée par les structures sociales.

De quelle logique sociale relève l'interprétation subversive ? L'hypothèse de Céline Bonicco en la matière semble convaincante. Pour cette dernière, l'interprétation subversive au sein de l'interaction aurait pour fonction de réguler des inégalités qui mettraient en péril l'équilibre de l'ordre de l'interaction. En effet, la structure réciproque de l'interaction reflète l'importance du statut formellement égalitaire de l'ordre de l'interaction. Mais cela ne reflète en rien une opposition de l'individuel au social, il s'agit bien d'une réaction du social envers le social. Ainsi, dans cette optique, la position qu'adopte Erving Goffman se révèle être celle d'une réactivité du social à certains de ses aspects afin d'éviter tout conservatisme puisque le social doit se modifier pour se maintenir. « Seule une invention interactionnelle « socialement fondée », c'est-à-dire remettant en cause les règles macro-sociales à partir de la syntaxe elle-même sociale de l'ordre de l'interaction, peut être acceptée et s'imposer »¹. Dans certaines situations, des structures macro-sociales contredisent l'égalité de l'ordre de l'interaction et sa structure réciproque. L'interprétation subversive, quelque soit sa forme, constitue « le lieu où le social tente de surmonter ses contradictions internes ». Erving Goffman, dans *Asiles*², développe le concept d'« adaptation secondaire » qui représente une des stratégies adoptées par les reclus pour faire face aux mortifications que l'« institution totale » que représente l'asile leur inflige. Les « adaptations secondaires » apparaissent comme des formes d'interprétation subversive qui permettent aux reclus, dans le cadre de l'ordre de l'interaction, de revaloriser leur face qui a été dégradée. Le « caractère doublement sclérosant » de l'institution totale, comme le nomme Céline Bonicco, relève du fait qu'il atteint simultanément le moi et la société, et dès lors la réparation opérée par les adaptations secondaires s'effectue à ces deux niveaux. Or, Erving Goffman défend clairement l'idée selon laquelle une institution de ce type est vouée à l'échec. La fonction socialement vitalisante de l'interaction est indéniable et nécessaire au bon fonctionnement des institutions et de la société en général. L'« adaptation secondaire » est en quelque sorte un rite qui permet au sein même de la relation de resacraliser le moi profané par l'institution. « Goffman retrouve ici une pierre angulaire de sa sociologie : le moi n'est pas une propriété individuelle toujours déjà donnée mais un résultat élaboré en commun dans l'entre-deux de la relation. »³ Les « adaptations secondaires » permettent de créer du social là où tout a été fait pour limiter les interactions et le dynamisme qui le

¹ C. Bonicco, *ibid.*, p. 38.

² E. Goffman, *Asiles, Étude sur la condition sociale des malades mentaux*, éditions de Minuit, Paris, 1993, (1968).

³ C. Bonicco, *op. cit.*, p. 42.

constituent. « Ce faisant, elles revivifient la vie sociale de l'institution totale par l'invention d'authentiques relations entre faces porteuses de croyances et de désirs. »¹

Dès lors, le rôle de l'ordre de l'interaction peut être résumé de la manière suivante : il s'agit d'« une forme d'ordre social autonome », c'est-à-dire « une strate du monde social régie par ses propres règles, ayant une consistance propre, ce qui signifie qu'elle n'est réductible ni par le bas aux motivations psycho-individuelles, ni par le haut aux forces macro-sociales, qu'elle n'est explicable ni par des désirs individuels, ni par des notions comme celles de classe ou encore d'appareils de pouvoirs. Elle n'est explicable que par elle-même. »²

L'interactionnisme « considère que l'individu est en relation avec les autres »³. En partant de cette approche sociologique, nous en arrivons naturellement à l'importance de la relation et de l'acteur en tant que tels dans la compréhension de la réalité sociale. Comme l'écrit Céline Bonicco, dans l'approche goffmanienne, « le sujet et la structure, loin d'être des entités antagonistes, sont intrinsèquement liés au cœur de l'unité qu'est la relation. Ce ne sont ni les structures qui déterminent les acteurs, ni les acteurs qui engendrent les structures, mais une relation cognitive qui constitue le moteur d'un processus de subjectivation et de socialisation. L'ordre de l'interaction apparaît comme un ordre structurel où les structures n'existent que pour autant qu'elles sont mises en œuvre à chaque instant par les acteurs, mais les acteurs ne peuvent eux-mêmes les mettre en œuvre que sur la base d'un sens commun guidant leur conduite. »⁴ Dès lors, les liens entre la sociologie interactionniste et la sociologie relationnelle semblent plus compréhensibles au sein de la sociologie compréhensive.

¹ C. Bonicco, *ibid.*, p. 43.

² C. Bonicco, « Goffman et l'ordre de l'interaction. Un exemple de sociologie compréhensive », *Philonsorbonne*, 1, 2006-2007, p. 34.

³ D. Le Breton, *op. cit.*, p. 7.

⁴ C. Bonicco, *ibid.*, pp. 31-32.

2 - La comparaison internationale : pourquoi comparer ? Comment comparer ? Quelle méthodologie choisir ?

« La comparaison n'est pas, il est vrai, une technique à proprement parler. Elle s'apparente bien davantage à une posture intellectuelle qu'à une méthode au sens strict du terme. Elle ne souffre pas, par ailleurs, d'une forme exclusive disciplinaire. Mobilisée en économie, en gestion, en histoire, en science politique, en sociologie..., la comparaison internationale est une stratégie de recherche qui transcende les clivages et les territoires constitués. »¹ Bien que les comparaisons en sociologie soient aussi anciennes que l'existence de la discipline – on pense ici évidemment au célèbre « on n'explique qu'en comparant » d'Émile Durkheim² – la réalisation de comparaisons internationales connaît une institutionnalisation³ plus récente. Si certaines disciplines comme les sciences politiques ont été plus sensibles que d'autres au développement de recherches comparatives, l'ensemble des sciences humaines se tourne aujourd'hui vers la comparaison internationale. Il existe désormais une impulsion politique forte à l'endroit des comparaisons internationales, tant au niveau national qu'au niveau européen et mondial. Si, en Europe, les comparaisons traditionnelles ont eu pour cadre de référence les États-nations, il est vrai que ces derniers, « qui forment le noyau dur de l'Union européenne (...), se défont petit à petit, au rythme de la construction européenne. Dans ce cadre, on comprend l'intérêt plus qu'actuel d'une stratégie qui doit permettre de cerner les particularités et les similitudes des différents États-nations qui devraient « fusionner » ou se conjuguer pour faire émerger la structure politique de l'Europe de demain. (...) À ce titre, la comparaison internationale peut flirter avec l'expertise. (...) Le risque majeur est alors que la comparaison se limite au « fact finding », c'est-à-dire au constat d'objectivations que l'on assemble et rassemble. (...) Pour éviter les travers précédents, la recherche doit également respecter l'épaisseur historique et sociale du phénomène en question. »⁴ Selon Jan Spurk, à l'heure où émerge une nouvelle Europe, les comparaisons internationales portent en elles une stratégie propre de recherche et un enjeu politique de

¹ M. Dupré, A. Jacob, M. Lallement, G. Lefèbvre, J. Spurk, *Les comparaisons internationales : intérêt et actualité d'une stratégie de recherche*, introduction, in M. Lallement et J. Spurk (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*, CNRS Éditions, Paris, 2003, p. 7.

² E. Durkheim, *Le suicide. Étude de sociologie*, éditions PUF, Paris, 1986 (1897).

³ M. Wieworka dans un article du *Monde* évoque la nécessité d'ouvrir les recherches en sciences sociales sur l'international, La sociologie doit penser « global » in *Le Monde*, 12 mai 2006.

⁴ J. Spurk, « Épistémologie et politique de la comparaison internationale : quelques réflexions dans une perspective européenne » in M. Lallement et J. Spurk (dir.), *op. cit.*, p. 73 et 75.

première importance. Toute recherche touche de près ou de loin les fondements politiques et idéologiques des nations étudiées. La perspective souhaitable, loin de l'expertise, « consiste à se pencher sur les possibilités qui s'ouvrent à l'occasion des ruptures actuelles »¹. L'objectif est donc de réaliser un travail dans une perspective « ouverte », c'est-à-dire mêlant les analyses diachroniques et synchroniques² « afin de comprendre les spécificités nationales qui se sont constituées dans le passé et qui sont en voie d'être dépassées à l'heure de la construction européenne ».

Conditions préalables

Pour envisager une comparaison internationale, il faut au préalable satisfaire un certain nombre de conditions. En effet, « (...) les comparaisons internationales (sup)posent, entre autres : l'existence de nations, cultures nationales et d'autres systèmes symboliques propres aussi bien à la nation dont le chercheur fait partie qu'à la nation qui fait l'objet de ses recherches ; pour que l'on puisse constituer une comparaison raisonnable, on doit poser comme a priori que les phénomènes que l'on compare ont quelque chose d'essentiel en commun, sinon, la comparaison perdrait son sens (...). Et c'est dans cette tension entre, d'une part, la distinction stricte de moi et d'autrui et, d'autre part, dans l'a priori qu'il existe quelque chose d'essentiel qui nous lie, que se crée la comparaison internationale »³. Jean Carbonnier voit dans la comparabilité des objets un « préalable logique »⁴ qui impose qu'ils ne soient ni tout à fait identiques ni complètement hétérogènes.

Mais la comparaison n'est pas seulement une méthode, elle peut être envisagée à la fois comme une posture méthodologique, épistémologique et éthique⁵, c'est-à-dire une « stratégie de recherche » à part entière. La méthode comparative regroupe une très vaste « variété de « bricolages » »⁶ qui vont du recours aux données quantitatives ou qualitatives, aux confrontations de monographie, en passant par l'historicisation de l'objet de recherche ou encore une comparaison simple entre deux pays ou un échantillon de plusieurs pays. Du point

¹ M. Lallement et J. Spurk (dir.), *ibid.*, p. 82.

² L'analyse diachronique peut être définie comme l'étude qui envisage les changements historiques du phénomène étudié, quant à l'analyse synchronique, elle peut être définie comme l'étude d'un phénomène à un moment précis dans le temps.

³ J. Spurk, *op. cit.*, pp. 73 et 75.

⁴ J. Carbonnier, *Sociologie juridique*, p. 163.

⁵ G. Jucquois, « Le comparatisme, éléments pour une théorie », in G. Jucquois, C. Vieille (dir.), *Le comparatisme dans les sciences de l'homme. Approches pluridisciplinaires*, éditions De Boeck université, Bruxelles, 2000.

⁶ M. Dupré, A. Jacob, M. Lallement, G. Lefèbre, J. Spurk, *op. cit.*, p. 9.

de vue épistémologique, la réalisation d'une comparaison internationale nous amène inévitablement à nous interroger sur le sens de ce que nous entreprenons et sur le choix de « faire de l'altérité un opérateur de connaissance, consacrer le détour comme mode privilégié d'investigation... »¹. Il s'agit « d'une épistémologie fondamentalement dialectique en vertu de laquelle la négation de Soi par confrontation à l'Autre reste un moyen privilégié de la connaissance du Même »². Comment le chercheur venant d'ailleurs s'arme-t-il pour comprendre la réalité d'une société étrangère ? Quelle posture adopte-t-il entre le « proche » et le « lointain » ? Complémentarité ou dissemblance ? Il s'agit probablement d'essayer de garder une position d'entre-deux, au sens de François Laplantine. « S'il est possible, et même nécessaire, de distinguer celui qui observe et celui qui est observé, il me paraît en revanche exclu (a fortiori si l'on prétend faire de l'œuvre scientifique) de les dissocier. Nous ne sommes jamais des témoins objectifs observant des objets, mais des sujets observant d'autres sujets au sein d'une expérience dans laquelle l'observateur est lui-même observé. Si être, c'est percevoir, c'est aussi, comme l'a dit Berkeley, « être perçu »... »³. Enfin, sur le plan éthique, il semblerait que le risque majeur soit la tendance à l'extrême relativisme qui guette toutes les recherches comparatistes. « Notre conviction reste cependant qu'en pratiquant la comparaison internationale il s'agit moins de montrer, à la façon des libertins d'hier, que « tout se vaut », mais bien plutôt que l'on gagne à éclairer les faits sociaux à la lumière de leur singularité et déterminants multiples pour pouvoir, le cas échéant, peser sur leur transformation. »⁴ L'ouverture du champ des possibles est donc une des grandes forces de la comparaison internationale.

Avant de développer les différents modèles de comparaison internationale existants en sciences humaines, nous souhaitons reprendre à notre compte les constats tirés par Léa Lima et Monika Steffen⁵.

- Malgré la littérature toujours plus abondante sur la question, la réalisation d'une comparaison internationale est et sera toujours « la première fois », la première recherche sur des terrains généralement vierges. Il revient donc à celui qui l'entreprend de construire son objet de recherche même si le champ dans lequel il s'inscrit ou les thématiques ont déjà été investis.

¹ M. Dupré, A. Jacob, M. Lallement, G. Lefèbvre, J. Spurk, *op. cit.*, p. 9.

² M. Dupré, A. Jacob, M. Lallement, G. Lefèbvre, J. Spurk, *ibid.*, p. 9.

³ F. Laplantine, *La description ethnographique*, collection 128, éditions Nathan université, Paris, 1996, p. 21.

⁴ M. Dupré, A. Jacob, M. Lallement, G. Lefèbvre, J. Spurk, *op. cit.*, p. 9.

⁵ L. Lima et M. Steffen, « Comparaisons internationales en politiques publiques : stratégies de recherche, méthodes et interprétation », *Revue internationale de politique comparée*, 3, 2004.

- « Quelles idées, concepts et outils le chercheur retient-il dans l'acquis qu'offre la littérature ? Comment un chercheur construit-il sa grille d'analyse ? »¹ Si l'intérêt de la comparaison internationale réside en partie dans le fait que cette dernière permet au chercheur de décentrer son regard et donc de découvrir l'étrangeté dans le familier, de dénaturiser les phénomènes trop bien connus, les critères sur lesquels il pourra le faire ne lui sont pas donnés au préalable. Il doit donc réaliser un travail plus créatif qu'à l'habitude et est amené à formuler des hypothèses neuves. Cela constitue le principal intérêt intellectuel de la comparaison internationale.
- Comment identifier et hiérarchiser les facteurs à retenir ? Une fois l'objet déterminé, le principal problème réside dans la question de la contextualisation. Une même caractéristique ou variable peut ne pas avoir le même sens, la même définition, les mêmes effets dans deux contextes nationaux différents. Une telle complexité s'impose au chercheur et l'oblige à prendre en compte l'interaction permanente existant entre l'objet, son environnement immédiat et le contexte national de la recherche. Si le but premier de toute comparaison internationale est de réduire la complexité observée de la réalité sociale de deux terrains nationaux, les difficultés méthodologiques qui s'imposent ne peuvent être résolues qu'au cas par cas.

Ces trois constats sont d'une grande pertinence et nous avons pu expérimenter personnellement ces problèmes et limites au cours de notre recherche.

En premier lieu, il n'existe aucune recherche ayant pour objet le jury populaire proposant une approche comparative entre la France et l'Italie. Généralement une étude réalisée par un seul chercheur se limite à un seul pays². Le terrain s'est avéré être le fil conducteur dans les orientations conceptuelles et théoriques choisies. Une première grille d'analyse a émergé lors de la réalisation du terrain français – réalisé entre octobre 2002 et mars 2004 – puis la découverte du terrain italien a inévitablement modifié en profondeur les acquis de la première période de recherche. Une refonte des éléments d'analyse s'est donc imposée une fois les deux terrains achevés.

¹ L. Lima et M. Steffen, *ibid.*, p. 340.

² Nous faisons ici référence aux quelques ouvrages français ayant traité du jury populaire. F. Lombard, *Les jurés : justice représentative et représentations de la justice*, Paris, l'Harmattan, 1993, qui privilégie une approche historique doublée d'une recherche quantitative sur la représentativité et la diversité sociale des jurés ; L. Gruel, *op. cit.*, qui réalise un travail historique sur deux cent ans d'histoire du jury populaire au fil des différents régimes politiques ; W. Roumier, *L'avenir du jury criminel*, Paris, LGDJ, 2003, recherche réalisée dans le cadre d'une thèse de droit, il s'agit donc d'un travail juridique (et non sociologique) ; D. Vernier, *Jury et démocratie : une liaison fructueuse ? L'exemple de la cour d'Assises française*, thèse de doctorat soutenue le 3 octobre 2007, École Normale Supérieure de Cachan (ISP-Cachan).

En second lieu, l'ouverture que nous a offert la comparaison internationale se ressent dans les phases de synthèse que le chercheur réalise au fil de la recherche afin de réajuster ses questions et de se concentrer sur les facteurs pertinents qui lui seront ensuite utiles pour l'analyse. Bien que nous ne rendions compte que de l'aboutissement et des conclusions concernant le choix de la méthode comparative, il est important de rappeler que le chercheur réalise un cheminement complexe et incertain durant le processus d'exploration et de réalisation du terrain. Dans le cadre d'une recherche comparative internationale, se pose de manière récurrente la question de l'ajustement nécessaire entre la construction de la problématique, et le travail de terrain. Ainsi les problématiques classiques concernant le jury populaire et la cour d'assises ont pu être à la fois élargies et dépassées. Les facteurs que nous avons retenus pour notre analyse sont ceux qui se sont révélés pertinents au regard des deux terrains et pas simplement ceux qui étaient considérés comme valables parce que pertinents dans un seul des deux terrains¹.

En troisième lieu, la question des contextes de recherche s'est imposée avec l'entrée et la découverte du second terrain. Certains concepts, variables ou facteurs, n'ont pas le même sens ou la même pertinence dans l'un ou l'autre des contextes. C'est dans un aller-retour permanent entre notre objet de recherche, le jury populaire, l'environnement immédiat qui l'entoure, la cour d'assises, et les contextes français et italien que nous avons dû nous situer. Dans de telles circonstances, se pose alors la question de savoir si nous sommes condamnés à ne produire que des fragments de connaissance ? Bien que l'on puisse penser que cette difficulté ne soit pas propre aux recherches comparatives internationales, il semblerait qu'elle s'impose avec plus de force et de visibilité dans ce cas précis. Comment pourrions-nous alors trouver le moyen de « délocaliser » les outils et concepts, pour ensuite pouvoir les « recontextualiser », c'est-à-dire les appliquer à la réalité sociale de l'autre contexte national de la recherche ? Une telle pratique met à l'épreuve les théories que nous mobilisons, et permet d'identifier leur caractère « local » ou non. C'est en cela que nous pouvons parler d'un aller-retour permanent entre le travail de terrain et la théorisation, puisque les faits sociaux nous sont apparus non pas comme des choses, mais bien plutôt comme des « processus »². Ainsi la comparaison internationale exige une remise en question perpétuelle du travail de recherche ainsi qu'un décentrement - recentrement du regard qui aboutit à la mobilisation des différents paradigmes au travers de zones d'hybridation conceptuelle.

¹ Par exemple, l'étude du système des récusations du jury populaire français peut constituer un facteur intéressant dans le cadre d'une étude française du jury, cependant il perd de sa pertinence au regard de la comparaison avec le système italien où la récusation n'existe pas.

² F. Laplantine, *op. cit.*, p. 118.

Le choix d'un cadre théorique et d'une méthode de comparaison

La première étape de la recherche comparée entre deux pays différents passe par la délimitation d'un cadre théorique qui va ensuite, en grande partie, déterminer les choix méthodologiques. « En effet, le choix d'un cadre théorique oriente la comparaison en elle-même vers l'un ou l'autre de ses usages principaux en sciences sociales. En premier lieu, la comparaison, peut être centrée sur des cas nationaux – ou des modèles – et donne alors avant tout à comprendre la logique de constitution interne des différents cas. La mise en perspective comparative nécessite le plus souvent un travail de restitution en profondeur des cas et se trouve de fait le plus souvent limitée à un petit nombre de cas. En revanche, la comparaison peut être orientée sur des problèmes, c'est-à-dire sur les mécanismes sociaux qui permettent la résolution des problèmes. Souvent les approches centrées sur les problèmes se concentrent sur l'analyse d'un mécanisme principal, implicitement ou explicitement identifié comme la cause principale du problème étudié (...) et n'accordent véritablement d'attention ni à la situation du problème, ni à celle du ou des mécanismes pointés comme cruciaux dans la logique interne du cas national. La logique comparative centrée sur les problèmes permet la prise en compte d'un nombre très variable de cas. »¹ Il est donc nécessaire dans un premier temps de distinguer la « stratégie comparative centrée sur les cas » de la « stratégie comparative centrée sur les variables »². Dans notre recherche, nous avons choisi de réaliser une comparaison centrée sur les cas. Notre point de départ a été la restitution minutieuse des caractéristiques et des modalités de fonctionnement du jury populaire au sein des cours d'assises des deux pays étudiés. Le choix d'une étude limitée à la France et à l'Italie s'est imposé du fait de contingences pratiques. Souhaitant embrasser la question du jury populaire dans ses dimensions macrosociologiques et microsociologiques, seule une approche limitée à deux pays nous est apparue réalisable à l'échelle d'une recherche doctorale. L'entreprise d'« un travail de restitution en profondeur », pour reprendre les termes d'Olivier Giraud, correspondait bien à notre sensibilité sociologique, ainsi qu'à nos ambitions de recherche.

Pour le chercheur qui choisit une telle démarche, il s'agit d'adopter une posture singulière. En effet, « s'engager dans une recherche internationale exige de la part du chercheur

¹ O. Giraud, « La comparaison comme opération de réduction de la complexité. Le cas de la formation professionnelle », *Revue internationale de politique comparée*, n°3, 2004, pp. 349-368.

² C. Ragin, *The comparative method – Moving Beyond Qualitative and Quantitative Strategies*, University of California, Berkeley, 1987.

une posture particulière qui appelle explication. L'approche internationale et comparative est le résultat, et non pas le point de départ, d'une réflexion méthodologique, d'un travail intellectuel et d'un choix théorique (...). »¹ Jan Spurk insiste sur l'idée selon laquelle c'est bien le chercheur qui constitue son objet de recherche au travers du regard qu'il lui porte, et non l'inverse. Il distingue trois attitudes idéales typiques que le chercheur peut adopter.

- La première attitude peut être qualifiée de « tête de pont », c'est-à-dire que le chercheur se concentre essentiellement sur les différences entre les objets de recherche. Il se positionne comme appartenant à un groupe et, en tant que membre de ce groupe, il distingue de façon claire le groupe qu'il étudie.
- La deuxième attitude est celle du « rapporteur ». Il s'intéresse essentiellement aux éléments d'objectivation qui fixent le cadre des acteurs dans un espace donné. Cette attitude consiste à ignorer ces derniers et à consacrer la recherche aux aspects structurels observables.
- La troisième et dernière attitude est celle du « touriste ». Il se concentre sur les impressions globales qui se dégagent de ces observations, sans pour autant s'intéresser particulièrement aux acteurs ou aux structures du pays étudié. Il s'intéresse à des aspects culturels qui font la spécificité du pays qu'il découvre.

Notre position en tant que chercheur s'est révélée être une combinaison de postures. Il est certain que c'est en partie avec les lunettes du « touriste », position faite de premières impressions et parfois même d'a priori, que nous avons abordé le terrain italien lors des premiers moments. Puis nous avons traversé une période où nous adoptions plus volontiers la position de la « tête de pont » en donnant une importance majeure aux différences entre les deux terrains. Sans avoir jamais adopté la position du « rapporteur », il semblerait que par la suite, notre posture ait été plus tournée vers un « entre-deux » visant d'une part à faire coexister notre appartenance « française d'origine » à une appartenance « italienne adoptive ». Bien que nous n'ayons aucun lien biographique et personnel (dans les premiers temps) avec l'Italie, nous avons choisi d'y faire un long séjour (plus de quatre années). Cela nous a permis de mieux comprendre les dimensions politiques, économiques, historiques et sociales de la vie italienne. Ainsi notre regard novice et ébahi des premiers temps, a peu à peu laissé place à un regard plus affûté sur la réalité sociale observable. L'apport incontestablement positif d'une immersion longue sur le terrain s'est révélé décisif dans la réalisation pratique de la recherche, mais

¹ J. Spurk, *op. cit.*, p. 74.

également dans l'élaboration de notre rapport à la comparaison et aux objectifs que nous nous étions fixés.

Selon les auteurs et les disciplines¹, on dénombre deux, trois ou quatre méthodes comparatives en sciences sociales. Michel Lallement évoque les distinctions de Jacqueline O'Reilly entre deux grandes familles de méthodes comparatives : les théories de la contingence universelle et les approches culturelles². Olivier Giraud, politologue, distingue quatre grandes méthodes comparatives internationales : l'approche de l'institutionnalisme des choix rationnels, l'approche dualiste, l'approche sociétale et l'approche socio-historique. Ces quatre méthodes sont finalement plus proprement indiquées à certains domaines précis de la science politique et ne sont pas toutes aisément transposables à d'autres disciplines des sciences sociales. Nous préférons donc nous en tenir à la distinction opérée par Marc Maurice qui propose de distinguer entre trois méthodes³ : fonctionnaliste, culturaliste et sociétale.

- La méthode fonctionnaliste (*cross-national*), élaborée dans les années 1950-1960, peut être définie comme une approche fondée sur le postulat de la similitude et de la continuité des structures étudiées entre les pays sujets de la comparaison. Ce choix théorique et méthodologique a pour objectif de restituer les similitudes existantes pour un même fait social dans des pays différents. Cette approche considère alors qu'il y a peu de lien entre les niveaux macrosociologique et microsociologique et s'intéresse plus au premier. Les dangers de l'approche fonctionnaliste proviennent essentiellement du fait qu'elle ne s'intéresse pas aux acteurs sociaux et ignore leur action sur la réalité sociale en abordant un seul pan de cette dernière.
- Quant à la méthode culturaliste (*cross-cultural*), elle s'oppose à la méthode fonctionnaliste. Pour les culturalistes, l'intérêt de la comparaison réside dans la découverte des éléments distinctifs entre les sociétés étudiées et la mise en valeur de leur cohésion culturelle. Ainsi, un phénomène social est compréhensible seulement si

¹ Nous faisons ici référence aux diverses contributions présentes dans l'ouvrage de M. Lallement et J. Spurk (dir.), *op. cit.*, ainsi qu'à d'autres articles cités précédemment de O. Giraud et L. Lima et M. Steffen. Cet ouvrage se propose de faire un bilan des méthodes comparatives en sciences sociales en rendant compte des principales avancées conceptuelles en la matière et de la pratique concrète des chercheurs réalisant des comparaisons internationales. De plus, la référence en matière de comparaison internationales reste les ouvrages de M. Dogan et D. Pelassy, *La comparaison en sociologie politique ; une sélection des textes sur la démarche du comparatiste*, éditions Litec, Paris, 1980, et M. Dogan et D. Pelassy, *Sociologie politique comparative : problèmes et perspectives*, éditions Economica, Paris, 1982.

² M. Lallement, « Raison ou trahison ? Éléments de réflexion sur les usages de la comparaison en sociologie », in M. Lallement et J. Spurk (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS Éditions, 2003, p. 113.

³ M. Maurice, « Méthode comparative et analyse sociétale. Les implications théoriques des comparaisons internationales », *Sociologie du travail*, vol. XXI, 2, 1989.

l'on tient compte des cadres sociaux et culturels dans lesquels il s'inscrit. Cependant, le piège inhérent à la méthode culturaliste est la place souveraine faite aux cultures, considérées comme ultime explication, à la fois immuable et fixe.

- L'effet sociétal (*inter national*), théorisé par Marc Maurice dans les années 1980 dans le domaine de la sociologie du travail¹, a pour hypothèse centrale « qu'il ne fait guère de sens de comparer des institutions terme à terme d'un pays à l'autre. La méthode pertinente consiste à resituer chaque institution dans le cadre d'une configuration sociétale. Mais les acteurs ne sont pas éliminés de l'analyse : pour reprendre les termes de M. Maurice, F. Sellier et J. J. Silvestre (1982), ces derniers entrent dans la construction du général sans perdre aucune de leur spécificité. (...) Au total, l'avantage de cette approche pour la recherche comparative est de mettre en lumière les différents types de contraintes ou d'incitations que rencontre un ensemble particulier d'acteurs au sein de systèmes sociétaux différents. »² Dans le monde francophone, cette approche est et demeure la référence dominante. Elle permet de dépasser les impasses posées par les deux autres types d'approches tout en se confrontant directement au paradoxe de l'incomparable dans la comparaison. Loin du fatalisme de l'approche fonctionnaliste et du trop grand naturalisme induit par l'approche culturaliste, l'approche sociétale permet de distinguer des « cohérences » nationales et d'en expliquer le sens et l'existence. Il ne s'agit pas de comparer des institutions constitutives de sociétés différentes mais bien de les resituer dans leur contexte sociétal. « Les catégories et les dimensions d'analyse entrent en cohérence entre elles dans la mesure où elles sont conceptualisées comme éléments d'une société. C'est là la signification première de l'effet sociétal. »³ Bien qu'elle ait connu de nombreuses critiques, l'approche sociétale a le sérieux avantage de prendre en compte les niveaux microsociologique et macrosociologique permettant ainsi de faire état des possibilités et des contraintes qui se présentent aux acteurs selon les contextes sociétaux étudiés. Autrement dit, l'approche sociétale permet de comprendre comment un ensemble de structures sociales, mises en évidence à l'aune de la comparaison, influence les conduites des acteurs et comment les acteurs contribuent à modifier ces structures.

¹ Les travaux comparatifs engagés par les chercheurs du LEST à cette période concernaient l'étude des inégalités salariales entre la France et l'Allemagne.

² J. O'Reilly, « Les comparaisons internationales des systèmes d'emploi : méthodes, controverses et renouvelaux », in M. Lallement et J. Spurk (dir.), *op. cit.*, p. 178.

³ M. Maurice, *op. cit.*, p. 186

Notre recherche s'est donné comme postulat de départ de comparer les mécanismes et fonctionnements du jury criminel en cour d'assises, dans deux pays européens frontaliers, la France et l'Italie. Il s'agissait donc de questionner le fonctionnement d'une institution juridictionnelle au cœur de l'institution judiciaire, elle-même circonscrite par l'existence d'un droit national. Le choix de l'Italie comme terrain comparatif s'explique en premier lieu, par la proximité entre les systèmes de droit français et italien issus d'une même tradition juridique, et en second lieu, par la vigueur de la sociologie du droit en Italie par rapport à sa place en France. L'approche comparative la plus adaptée nous a semblé être l'approche sociétale qui, comme nous l'avons mentionnée précédemment, semble cumuler le moins de « défauts » et nous permet de combiner avec le plus de facilité différents niveaux d'analyse. La recherche des différences et des points communs entre les jurys français et italien ne constitue pas notre objectif principal. Bien que nous les prenions en compte, nous souhaitons éviter la réalisation d'un tel travail qui remplirait les conditions d'une expertise. Nous ne souhaitons pas non plus unifier de façon trop schématique les deux modèles de jurys en négligeant les particularismes de chacun d'entre eux. Nous tenterons de mettre en lumière les logiques internes de fonctionnement du jury populaire au sein de chaque cour d'assises, elle-même incluse dans le système judiciaire. Sans pour autant expliquer l'ensemble des divergences entre les jurys par une vision culturaliste, qui verrait dans les caractéristiques nationales l'explication des divergences, nous n'entendons pas négliger l'apport constitué par ces éléments appartenant aux contextes. Il nous faut également prendre en compte les contraintes d'ordre structurel et conjoncturel, qui, dans notre étude, sont principalement constituées par le droit et la procédure pénale. C'est en combinant « analyse relationnelle » et « historicisme », comme nous le propose Michel Lallement, que nous souhaitons dépasser les antagonismes classiques en matière de comparaison internationale. En effet, l'analyse relationnelle permet de rompre avec une comparaison de type minimaliste où l'on se borne à énumérer ressemblances et dissemblances entre des objets d'étude similaires. « Or s'il est un acquis de l'analyse relationnelle, c'est bien celui en vertu duquel ce sont des ensembles, des systèmes, des configurations (...) – appelons-les comme on voudra – qu'il est intéressant d'observer, sachant que l'essentiel n'est pas la nature d'un élément mais sa présence ou son absence et, plus encore, son positionnement relatif dans un espace d'interactions. En matière de comparaisons internationales, un tel impératif n'aura jamais été aussi pertinent : l'étude des relations entre acteurs, institutions, répertoires rhétoriques, registres d'action collective (...) prévaut sur l'attention accordée à une entité singulière qui, considérée isolément, n'apprend guère à

l'observateur. »¹ L'étude des relations et non des acteurs sera au centre de notre recherche² afin de repérer les influences « sociétales » à l'œuvre. Quant à l'historicisme, il nous contraint à tenir compte des dimensions diachroniques dans l'analyse. Il serait trop simple de développer une analyse ne s'arrêtant que sur le temps présent. La prise en compte de la trame historique s'avère fondamentale dans toute analyse qui se veut un tant soit peu exhaustive. Ainsi il est possible de déceler des éléments d'ordre culturel en évitant le risque de réification de ces derniers et le risque d'universalisation qui en constitue le pendant.

Nous pouvons donc résumer notre posture comparative : 1) analyser les phénomènes comparés « comme autant d'ensembles constitués par des acteurs concrets et situés au sein de leurs contingences » ; 2) s'assurer « que les deux « pôles » de la comparaison – moi et autrui – soient construits de la même manière afin que les deux entités soient bien l'objet de l'analyse comparative » ; 3) traiter « de la constitution de ces phénomènes comme un processus de rupture, de continuité et d'émergence » ; 4) conjuguer les analyses diachronique et synchronique, c'est-à-dire aborder les phénomènes comparés « ni comme d'uniques reconstructions historiques d'un phénomène, ni comme la seule démonstration de l'existence de ressemblances et de différences entre les sociétés étudiées »³.

Limites et difficultés de la comparaison

Cependant, la comparaison internationale n'est pas sans difficultés. Il existe une tendance commune à développer un regard ethnocentrique lorsqu'il s'agit d'étudier une société autre que la sienne. Le meilleur exemple est la difficulté qui a été la nôtre à « entrer » dans la logique et la dynamique de fonctionnement de la procédure pénale ainsi que du rituel judiciaire du procès pénal italien. Lors de notre arrivée sur le terrain italien, le schéma du procès criminel français que nous connaissions, tant d'un point de vue théorique que pratique, nous a empêchés de parvenir à une compréhension rapide et claire du procès italien. Au fil du temps, nous sommes parvenus à surmonter cette difficulté mais il nous a fallu « sortir » mentalement du schéma du procès criminel français et tenter d'adopter un regard vierge sur le procès pénal italien. En effet, il existe une réelle difficulté à déplacer le regard et à le détacher de ses attaches

¹ M. Lallement, « Pragmatique de la comparaison », in M. Lallement et J. Spurk (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS Éditions, 2003, p. 298.

² Comme le rappelle Erving Goffman dans l'introduction de son ouvrage *Les rites d'interaction*, il s'agit d'étudier non pas les hommes et leurs moments mais plutôt les moments et leurs hommes. *Op. cit.*

³ J. Spurk, *op. cit.*, p. 72 et p. 76.

originelles. Il nous a parfois paru plus simple d'élaborer une analyse concernant ce que nous pouvions observer en Italie qu'en France. L'activité constante d'un regard autoréflexif appliqué à notre recherche de terrain semble avoir été un moyen de prendre du recul et de limiter le poids d'un inéluctable ethnocentrisme.

Le paradoxe d'un travail comparatif entre le « proche » et le « lointain » est qu'il crée des difficultés selon que le chercheur se trouve sur l'un ou l'autre des terrains. « S'il faut à l'ethnographe, là-bas, tant de sueur pour comprendre ce que les gens font, il lui faut au contraire, ici, se donner un mal de chien pour oublier les raisons trop raisonnables que les agents donnent de leur comportement ; pour aller chercher dans les balbutiements de l'explication, dans les hésitations de la parole, dans les atermoiements de la décision, la raison des liens ténus créés par toutes ces activités mêlées les unes aux autres et dont la séparation en sphères séparées, pures et propres, ne rend aucunement compte. »¹ Ajoutons que l'utilité d'un double point de vue permet de percevoir des aspects de la réalité sociale « d'ici » que seule la découverte des aspects de celle de « là-bas » nous a permis de réaliser.

De plus, s'ajoute l'angoisse éprouvée par le chercheur de réaliser un travail « très relatif » et « très fragile », où l'analyse est particulièrement complexe car elle rencontre des réalités sociales en perpétuel mouvement. Nous sommes alors amenés à nous interroger sur la limite et la fragilité des résultats scientifiques de notre recherche. En effet, les restrictions de l'accès au terrain et du déroulement de celui-ci créent les limites de la production de la connaissance dans le cadre de la comparaison. Nous distinguons celles que nous pourrions qualifier de « structurelles », émanant des contextes de la recherche, de celles plus « subjectives » émanant de la posture du chercheur.

Pour conclure, rappelons que le souhait de réaliser un travail de recherche comparatif à l'échelle internationale semble, d'une part, nous avoir ouvert un espace de recherche plus vaste et plus riche, et d'autre part, nous avoir fait prendre conscience de la fragilité, de la relativité de notre entreprise et de ce type de recherche en sociologie. La stratégie adoptée dans la comparaison internationale impose « distanciation, inventivité, variété, renoncement aux explications globales et, enfin, réflexivité »². La complexité des éléments qui entrent en compte dans la réalisation de telles recherches nous contraint à adopter une approche théorique et méthodologique « multisituée » qui vise à approcher de façon la plus vraisemblable possible les réalités sociales étudiées. « (...) Le travail scientifique reste toujours situé, effectué dans des espaces, des temps et des lieux particuliers (...). Rien n'est jamais prédéterminé, le travail

¹ B. Latour, *La fabrique du droit, une ethnographie du conseil d'Etat*, éditions La découverte, Paris, 2002, p. 205.

² M. Lallement, *op. cit.*, p. 297.

scientifique reste de l'artisanat, du bricolage qui signifie « tirer les ficelles du métier » (Becker, 2002), chercher des arrangements entre différentes formes de savoirs, entre des savoirs tacites et des savoirs plus communs, entre des savoirs « scientifiques » et des savoirs liés à des cultures spécifiques (Knorr-Cetina, 1981) »¹.

3 - Problématique et hypothèses

Bien que nous présentions, dans les pages suivantes, une version aboutie de la problématique et des hypothèses de recherche, il est nécessaire de rappeler au lecteur que celles que nous proposons aujourd'hui ne sont pas les mêmes que celles que nous avons élaborées lors de la réalisation du projet de recherche. L'élaboration d'hypothèses a priori, que la recherche aurait pour but de valider, est souvent le modèle enseigné en sociologie, indépendamment des stratégies de recherche adoptées. « Mais elle n'est pas vraiment adaptée à la démarche de terrain socio-anthropologique, où la compréhension des logiques sociales s'élabore progressivement, où les questionnements évoluent et la problématique « bouge » au fur et à mesure de la progression de l'enquête, où le chercheur suit des « pistes » plutôt qu'il ne s'enferme dans une quête de confirmations, falsifications, vérifications. »².

Les premiers questionnements et hypothèses ont été provisoires et c'est au fil du temps et au rythme de la découverte des terrains qu'il a été possible de les modifier. Tout l'intérêt d'une telle posture réside dans la possibilité de théoriser à partir des données et de se laisser surprendre par les terrains. Nous partageons le point de vue de Jean-Pierre Olivier de Sardan pour qui la démarche socio-anthropologique demeure avant tout descriptive plus qu'explicative. « Sur le terrain, la question du « comment ? » est plus de notre ressort que celle du « pourquoi ? ». Nous mettons en évidence des processus, des logiques, des normes (officielles ou pratiques), des stratégies, des représentations, mais nous nous risquons peu à proposer des explications, moins encore à formuler des lois du type « si A, donc B ». (...) La socio-anthropologie ne doit pas éviter de se confronter parfois à cette question, qui peut avoir des effets de stimulation intellectuelle positifs. Mais nos méthodes qualitatives sont généralement peu adaptées à la mise en évidence de causalités, en particulier sous la forme de

¹ L. Roulleau-Berger, « Voir, « savoir-être avec », rendre public : pour une ethnographie de la reconnaissance », *Cahiers internationaux de Sociologie*, Vol. CXVII (261-283), 2004, p. 264.

² J.-P. Olivier de Sardan, *La rigueur du qualitatif, les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, éditions Bruylant, Louvain-la-Neuve, 2008, p. 77.

la détermination de variables indépendantes et dépendantes. »¹ On peut dès lors opérer une distinction légitime entre d'un côté le « projet explicatif » des sciences sociales qui correspond à la recherche des causalités, et de l'autre le « projet descriptif » qui se rattache aux recherches socio-anthropologiques. Gare à ceux qui voudraient voir dans cette distinction un moyen d'accorder une légitimité supérieure aux recherches de nature explicative et quantitative. Pour prendre pleinement la mesure de la scientificité des recherches de terrain, il est indispensable de les aborder avec les outils intellectuels qui sont les siens et qui diffèrent de la grande majorité des recherches en sciences sociales actuelles.

Problématique

Revenons à présent à notre objet d'étude. On ne peut s'intéresser au jury criminel sans porter son regard sur la juridiction qui l'abrite, la cour d'assises, et plus largement au rituel dans lequel le jury prend place, à savoir le procès. Aborder l'institution du jury populaire, et plus largement l'inclure dans le contexte de la cour d'assises, comme l'écrit Denis Salas, « c'est toucher à la sociologie judiciaire et à la procédure criminelle mais aussi à notre conception de la République, aux rapports entre juges et politiques, aux alternances violentes de césarisme et de parlementarisme qui en jalonnent l'histoire. C'est explorer le travail de la démocratie dans le fonctionnement même de la justice. C'est suivre, en somme, l'idéal démocratique à l'épreuve des faits. »² Bien que l'histoire de la cour d'assises italienne diffère de celle de la cour d'assises française, n'oublions pas qu'il faut « mettre en tension son identité paradoxale qui en fait une institution politique et une institution de jugement. »³

Au XVIII^e siècle, Alexis de Tocqueville se fit le défenseur de ce modèle d'expression de la démocratie directe. Et ses arguments de l'époque, bien que soutenus par une fervente adhésion politique à ce modèle, n'en sont pas moins des prémices des conclusions récemment tirées des études historiques et juridiques sur ce que nous révèle le jury populaire. Pour lui, « ce serait singulièrement rétrécir sa pensée que de se borner à envisager le jury comme une institution judiciaire : car, s'il exerce une grande influence sur le sort du procès, il en exerce une bien plus grande encore sur les destinées mêmes de la société. »⁴ En effet, selon Louis

¹ J.-P. Olivier de Sardan, *ibid.*, p. 78.

² D. Salas, « Juger en démocratie », in Association française pour l'histoire de la justice (éd.), *La cour d'assises. Bilan d'un héritage démocratique*, Paris, La Documentation française, 2001, p. 7.

³ D. Salas, *ibid.*, p. 8.

⁴ A. de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éditions Gallimard, Paris, 2011, tome I (1835), p. 404.

Assier-Andrieu, les arguments politiques avancés par Alexis de Tocqueville « n'en dessinent pas moins une piste de recherche très ferme pour la sociologie empirique : par-delà les préjugés bien connus sur l'incompétence des jurés populaires ou leur manipulabilité par les juges professionnels, sur leur propension à réprimer ou sur leur permissivité, c'est bien une doctrine du peuple en position de jugement qu'il s'agit d'explorer. »¹

Indéniablement, le jury populaire peut être envisagé comme une institution. Dans le contexte actuel où l'on évoque volontiers l'idée d'une « crise des valeurs » généralisée à l'ensemble des institutions publiques², il apparaît intéressant de dépasser la conception de crise des institutions et de réfléchir en termes de processus de décomposition et recomposition de l'institution du jury populaire, dans une vision dynamique. Il s'agit d'envisager l'histoire et les réformes du jury populaire en France et en Italie en termes de processus, et de moments de transformations, et non de crise et de rupture. Il devient alors possible d'interroger sous un autre angle d'approche l'histoire des jurys français et italiens et leurs conséquences sur le présent.

La première question qui se pose est alors la suivante : quelle définition l'Italie et la France donnent-elles de la « participation citoyenne » au travers de l'institution du jury populaire ? Autrement dit, ce qu'il importe de mettre au jour et de comprendre, ce sont les principes qui régissent l'institution du jury populaire et les processus de fonctionnement de cette forme de participation citoyenne dans deux contextes nationaux différents. En quoi sont-ils identiques ou différents ? Quelles conceptions et idéologies s'en dégagent-elles ? Quels en sont les effets et les conséquences sur le plan pratique ? Ces premières questions constituent la base de notre recherche, étant donné la complexité de l'objet d'étude et de la comparaison internationale. Cependant, il serait hasardeux de se limiter à des questions de premier degré qui ne permettent pas de prendre en compte l'ampleur des problématiques que soulève la comparaison « empirique » entre deux systèmes de jury populaire distincts.

La deuxième série de questions porte sur des problèmes d'ordre microsociologique et macrosociologique qui vont nous permettre de développer une explication détaillée des dynamiques d'organisation et de fonctionnement du jury populaire en France et en Italie. Sur le plan microsociologique, il s'agit de comprendre les logiques pratiques du fonctionnement de l'institution du jury populaire à travers l'étude minutieuse des interactions entre les différents acteurs en présence, essentiellement entre les magistrats et les jurés. Plus précisément, nous

¹ L. Assier-Andrieu, *Le droit dans les sociétés humaines*, éditions Nathan, Paris, 1996, p. 248.

² F. Dubet, *Le déclin de l'institution*, éditions du Seuil, Paris, 2002.

nous focalisons sur l'expérience vécue par les jurés et par le récit que ces derniers en font ainsi que sur les rapports au sein du « groupe restreint »¹ qui est amené à se former. **Quel sens l'institution, ses acteurs ainsi que les personnes appelées à participer au jury, donne-t-elle à l'existence du jury populaire ? Quels phénomènes et mécanismes sont mis à jour dans les relations entre les différents acteurs ?** Sur le plan macrosociologique, il s'agit d'interroger la nature des liens existant entre le jury populaire et l'ensemble de l'institution judiciaire. L'objectif est de mettre en évidence les caractéristiques propres de fonctionnement du jury dans chacun des contextes de recherche et dans chacune des cultures juridiques et nationales. Ces caractéristiques sont constituées des modalités de recrutement des jurés, des prérogatives décisionnelles que leur attribue la loi, des marges d'action concrètes dont les jurés disposent durant leur mandat, de la place qu'ils occupent au sein de l'audience, ou encore de la façon dont ils sont considérés par l'institution judiciaire et ses membres. **En quoi les cultures juridiques de chacun des deux pays sont à même de nous aider à comprendre les modalités de fonctionnement du jury populaire en France et en Italie ?**

La dernière série de questions, correspondant à un troisième niveau d'analyse, a pour objectif d'insérer le questionnement sur le jury populaire dans une problématique actuelle et contemporaine des rapports entre individu et société. Notre objectif est de renouer avec une sociologie sensible aux questions centrales de la discipline. **En quoi le jury populaire peut-il être considéré comme une institution singulière capable de créer du lien social entre les individus et la société ? Face à la période que traversent aujourd'hui nos sociétés où le rapport entre l'individuel et le collectif s'articule de façon toujours plus incertaine et complexe, peut-on envisager le jury populaire comme un espace, une expérience où tous les acteurs en présence renouent avec l'alchimie du social ?**

Le jury se situe précisément au point de rencontre entre la société civile et la justice : il s'agit d'une institution placée au cœur de la régulation sociale. La question de son existence et de son maintien pose plus généralement le problème de sa « contemporanéité » et de sa « modernité ». L'étude du jury, en tant qu'il constitue un terrain d'observation de l'état du « lien social » et de sa régénération à travers l'analyse des forces en présence et du jeu interactionnel, s'inscrit dans cette problématique plus générale qui prétend saisir les effets d'une situation sociale sur les individus qui y participent. Soulever les questions du « vivre ensemble » dans les démocraties contemporaines à travers l'étude sociologique du fonctionnement du jury populaire en cour d'assises dans deux contextes nationaux différents, c'est chercher à comprendre le sens fondamental de cette institution pour la société.

¹ D. Anzieu, J.- Y. Martin, *La dynamique des groupes restreints*, éditions PUF, 10^{ème} éd., 2000.

Hypothèses

Première série d'hypothèses

Pour la première série de questions, nous émettons l'hypothèse selon laquelle la France et l'Italie ont des modèles de jury populaire qui, du point de vue des textes législatifs, sont très proches, mais lorsque l'on étudie le « droit en mouvement », à travers la pratique observable dans les cours d'assises, ces deux modèles ne sont pas aussi semblables que l'on pourrait le penser. Chacun des deux pays définit et organise le jury populaire en fonction de paramètres à la fois historiques, sociaux, politiques et juridiques. À partir de l'observation des audiences, du rituel judiciaire et de l'étude de la pratique des cours d'assises, nous tenterons de mettre en évidence les points communs et les différences du jury populaire en France en Italie.

Deuxième série d'hypothèses

En ce qui concerne la deuxième série de questions, nous posons une double hypothèse qui permet de distinguer, d'un côté, les réponses aux problématiques d'ordre microsociologique et, de l'autre, celles d'ordre macrosociologique.

La première hypothèse est la suivante : l'enjeu propre au jury criminel se serait déplacé au fil de l'histoire en France comme en Italie. D'une reconnaissance politique et d'un poids symbolique, fortement liés et présents dans le cadre de l'affirmation de la démocratie dans chacun des deux pays, nous sommes passés à une reconnaissance du jury fondée sur l'individu et les liens interpersonnels se jouant dans la pratique des cours d'assises. En d'autres termes, le jury populaire apparaît comme une institution qui « offre » de la reconnaissance¹ aux individus (responsabilité, découverte de l'institution, connaissance du droit...), au-delà du fait qu'il s'agit d'un « devoir citoyen », au même titre que le droit de vote. L'institution du jury populaire offre

de la reconnaissance en valorisant la personne (au sens de l'individu moderne), son épanouissement, dans une logique de don/contre-don² afin d'obtenir une participation active et

¹ A. Honneth, « Intégrité et mépris : principes d'une morale de la reconnaissance », *Recherches sociologiques*, 2, 1999.

² Concernant l'idée selon laquelle il y aurait une forme d'échange prenant la forme d'un don et d'un contre-don, Marcel Mauss écrivait : « ... Nous voulons ici ne considérer qu'un des traits, profond mais isolé : le caractère volontaire, pour ainsi dire, apparemment libre et gratuit, et cependant contraint et intéressé de ces prestations. Elles ont revêtu presque toujours la forme du présent, du cadeau offert généreusement même quand, dans ce geste qui accompagne la transaction, il n'y a que fiction, formalisme et mensonge social, et quand il y a, au fond, obligation et intérêt économique. (...) On verra aussi à quels problèmes nouveaux nous sommes amenés : les uns

une meilleure efficacité des individus appelés à être jurés. C'est l'idée selon laquelle les jurés apportent leur vécu et en échange ils reçoivent une « plus value de vécu ». Les manifestations de reconnaissance peuvent s'observer à deux niveaux : en premier lieu, il s'agit de celles émanant directement de l'institution judiciaire (voie officielle, reconnaissance légale) ; en second lieu, celles produites par les acteurs de l'institution (magistrats et personnels de justice). C'est dans la combinaison de ces deux formes de reconnaissance que l'expérience de juré s'élabore. Le jury populaire détient une fonction « socialisante » dans la mesure où l'expérience vécue à la cour d'assises est décrite par les jurés comme une expérience intense et unique.

La deuxième hypothèse concerne les cultures juridiques et leur impact sur le fonctionnement du jury populaire. C'est de la comparaison elle-même que jaillit le questionnement relatif aux cultures juridiques et aux cultures nationales. Il nous permet de mieux comprendre les divergences et les similitudes dans la mise en œuvre des modalités de fonctionnement du jury. En son sens large, « la culture, c'est ce qui est donné, le « déjà là », le sens déposé dans l'esprit des membres d'un même peuple, le plus souvent à leur insu. La culture travaille toujours inconsciemment ; il faut la comprendre comme un instituant. (...) C'est précisément parce que la culture agit inconsciemment qu'elle est difficile à cerner. Ceux qui la partagent n'éprouvent pas le besoin de le dire, et les autres ne la voient pas. »¹ Chacune des cultures nationales influe sur la culture juridique qui peut être définie comme « un ensemble de présupposés partagés qui orientent le raisonnement, les valeurs et les perceptions d'un groupe social »². **Nous posons l'hypothèse selon laquelle la compréhension des cultures juridiques des deux pays étudiés se révèle être précieuse afin de comprendre le fonctionnement des jurys populaires français et italien.** De plus, l'étude des cultures juridiques nous permet d'esquisser les caractéristiques sociologiques des mœurs démocratiques de chacun des pays étudiés. Si le jury populaire a toujours été considéré comme une « institution démocratique », notre objectif est d'en démontrer les fondements sociologiques dans nos sociétés actuelles.

concernant une forme permanente de la morale contractuelle, à savoir la façon dont le droit réel reste encore de nos jours attaché au droit personnel ; les autres concernant les formes et les idées qui ont toujours présidé, au moins en partie, à l'échange et qui, encore maintenant, suppléent en partie la notion d'intérêt individuel. Ainsi, (...) nous arriverons à des conclusions en quelque sorte archéologiques sur la nature des transactions humaines dans les sociétés qui nous entourent ou nous ont immédiatement précédés. (...) Nous verrons la morale et l'économie qui agissent dans ces transactions. » M. Mauss, *op. cit.*, pp. 147-148.

¹ A. Garapon, I. Papadopoulos, *Juger en Amérique et en France, culture juridique française et common law*, éditions Odile Jacob, Paris, 2003, pp. 20-21.

² A. Garapon, *Bien juger, essai sur le rituel judiciaire*, éditions Odile Jacob, Paris, 1997, p. 149.

Troisième série d'hypothèses

En référence au troisième et dernier niveau d'analyse, l'hypothèse centrale que nous posons est la suivante : le jury populaire détient une fonction socialisante pour qui y participe. Au-delà des dimensions juridique et politique inhérentes au fonctionnement et à l'histoire du jury populaire, l'approche socio-anthropologique nous permet de démontrer l'existence d'une dimension socialisante, fondamentale pour la compréhension des enjeux liés à cette institution. Elle est issue de la double expérience, à la fois individuelle et de groupe, que les jurés décrivent lors de leur passage à la cour d'assises, et que les magistrats perçoivent également. La participation au jury populaire se révèle être une expérience complexe, singulière et subjective où l'individu reçoit de la part de l'institution judiciaire, en contrepartie de son investissement personnel, de la reconnaissance qui donne du sens à son engagement et à sa présence en cour d'assises.

Il s'agit de faire valoir le versant éminemment sociologique du jury populaire qui a pour conséquences le « réenchâtement »¹ de l'institution à travers le vécu, l'expérience et le travail des acteurs. Autrement dit, outre l'apport positif de la présence des profanes dans la participation à l'« acte de juger », la relation qui va se nouer entre jurés et magistrats serait au cœur d'un processus relationnel capable de redonner du sens au travail institutionnel des magistrats, au rôle de l'institution judiciaire et plus largement à nos démocraties, en suscitant chez ceux qui participent à cette expérience des émotions capables de donner corps à l'idée de « vivre ensemble ». La participation des citoyens au jury populaire se révèle être une illustration forte de la reconnaissance de l'autre à travers l'expérience des « émotions démocratiques »².

Le questionnement de la modernité de l'institution du jury populaire se pose alors en d'autres termes puisqu'il faut repenser les débats actuels concernant l'avenir du jury populaire en France comme en Italie à l'aune de cette dimension socialisante. Si un déplacement des enjeux concernant cette institution a eu lieu au fil de son histoire, se pose à présent la question de l'articulation des exigences politiques et juridiques avec les requêtes actuelles posées par la société civile en matière de participation citoyenne et de démocratie.

¹ Cette expression se réfère explicitement au concept de « désenchantement du monde » développé par Max Weber. Pour Catherine Colliot-Thélène, le désenchantement du monde revêt expressément une « vacance du sens » pour Max Weber. C. Colliot-Thélène, *Max Weber et l'histoire*, PUF, 1990, p. 66.

² M. Nussbaum, *Les émotions démocratiques, comment former le citoyen du XXIème siècle ?*, éditions Climat, Paris, 2011.

Synthèse

Sur quels fondements avons-nous construit notre objet de recherche ? Les principes clefs qui se sont dégagés au fur et à mesure de l'avancement théorique et de la découverte du terrain sont l'interdisciplinarité, la sociologie du droit, la sociologie compréhensive et l'approche comparative internationale. Ces choix découlent tout à la fois de notre sensibilité personnelle, des contraintes méthodologiques imposées par la pratique du terrain mais également des objectifs intrinsèques à la réalisation d'une comparaison internationale. L'anthropologie, la sociologie et le droit se sont entremêlés au fil de l'avancement de la recherche au point de lui apporter une singularité et une complexité caractéristique des recherches interdisciplinaires.

Notre recherche a pour objectif d'interroger les modalités de fonctionnement de la participation de non professionnels de la justice à travers le cas particulier de l'institution du jury populaire en cour d'assises dans deux pays différents, la France et l'Italie. À partir d'une analyse sociologique minutieuse fondée sur une approche socio-anthropologique prenant en compte toutes les dimensions du phénomène étudié (historique, politique et sociale), nous visons à réinsérer le jury populaire dans une problématique plus vaste, ne se limitant pas à des considérations et des résultats d'ordres politique et juridique. Tout en s'interrogeant sur les singularités des contextes nationaux, des cultures juridiques, des cadres juridiques (déroulement de l'audience pénale, rituel judiciaire, procédure et droit pénal), dans lesquels notre objet d'étude s'inscrit, ainsi que sur le sens que les acteurs donnent au jury populaire à travers l'étude des interactions se jouant dans l'enceinte du palais de justice, il s'agit de rendre compte de la réalité complexe de l'institution du jury populaire.

Nous nous proposons de montrer comment le jury populaire en cour d'assises peut être envisagé comme une institution moderne capable de créer du lien social au travers de l'expérience des « émotions démocratiques » que suscite l'« acte de juger ».

Première partie : Le jury populaire en France et en Italie, l'exploration d'une comparaison

«L'objet de la sociologie ne peut être indiqué par une définition, mais plutôt par l'action critique et par le refus de croire toutes les interprétations, depuis la rationalisation dont un acteur couvre ses actes jusqu'au sens incarné dans les catégories administratives qui semblent les plus éloignées d'être chargé d'intentions. »

Alain Touraine¹

Après avoir posé les fondements théoriques ainsi que la problématique et les hypothèses de recherche, il nous faut à présent rentrer dans le vif du sujet et aborder la question des contextes de la recherche ainsi que celle de la méthodologie choisie.

Nous exposerons donc dans cette première partie les différents éléments de contexte – juridique, politique, économique et social – qui permettront au lecteur de s'immiscer dans les arcanes et méandres de la comparaison. Puis nous aborderons en détail la posture méthodologique adoptée dans la réalisation du terrain en France et en Italie. L'approche socio-anthropologique émane d'une certaine conception de la recherche empirique qui est à la fois point de départ et aboutissement d'une réflexion qui privilégie les méthodes qualitatives.

¹ A. Touraine, *Pour la sociologie*, éditions du Seuil, 1974, p. 26.

Chapitre 1 : Une même institution, deux pays, deux contextes

Bien que la prise en compte des contextes n'appartienne pas à proprement parler à une courant théorique, il s'agit d'un élément clef de notre réflexion que nous nous devons de présenter et d'expliciter. « L'acteur (...) doté d'une capacité réflexive est libre de ses décisions dans un contexte qui n'est pas sans l'influencer. »¹ Ce contexte, ce cadre qui, dans le cas du jury populaire, peut être envisagé à différents niveaux selon qu'on l'inscrit dans la réalité du droit en général, du procès pénal ou encore de la cour d'assises, demeure un élément incontournable qui préexiste à toute interaction susceptible d'être étudiée par le sociologue.

Afin de pouvoir procéder à la comparaison à proprement parler, il est nécessaire de rendre compte du contexte structurel dans lequel s'inscrit notre objet d'étude, en distinguant, d'une part, les rapports entre l'État, la justice et la société dans chacun des pays étudiés et, d'autre part, les principes et les règles de la procédure pénale qui constitue le cadre objectif du procès de cour d'assises. De plus, nous exposerons les fondements historiques de l'institution du jury populaire en France comme en Italie ainsi que les modalités actuelles de son fonctionnement. Enfin, nous reviendrons sur les nombreux travaux réalisés à ce jour sur le jury populaire et nous montrerons en quoi notre recherche a sa place au sein des productions déjà existantes sur le sujet et en quoi elle s'en démarque.

1 - Les contextes de la recherche

Étudier le droit en action et en contexte : tel est notre objectif. Il nous faut pour cela avoir un contact direct avec les modes d'application du droit tout en tenant compte des contextes et de leur influence sur la réalité sociale. La place faite aux contextes de la recherche dans cette sous-partie a pour objectif de circonscrire de façon claire le cadre juridique qui préside au fonctionnement de la cour d'assises et du jury populaire, ainsi que d'apporter une définition précise de notre objet d'étude. Ajoutons que notre entreprise interdisciplinaire de recherche entend considérer la question des contextes et plus précisément de la procédure pénale, du

¹ D. Le Breton, *op. cit.*, p. 47.

procès et des caractéristiques du jury populaire sous un angle résolument ouvert. Ni les définitions purement juridiques ou purement sociologiques apparaissent comme dominantes dans notre propos. En effet, nous partons du principe que les éléments contextuels sont nécessaires à une bonne compréhension de l'objet de recherche et permettent de développer par la suite une meilleure analyse de la réalité sociale observée.

Après une présentation générale des rapports unissant État, justice et société en France et en Italie, nous exposerons les différences de principes existant entre les modèles de procédures pénales accusatoire et inquisitoire ainsi que les caractéristiques propres aux procès criminels et à la procédure pénale dans chacun des pays étudiés. Enfin, nous reviendrons sur l'historique du jury populaire ainsi que sur ses modalités actuelles de recrutement et de fonctionnement, tant en France qu'en Italie. Afin de ne pas réaliser une présentation qui pourrait ressembler à une énumération superflue et rébarbative pour le lecteur, nous procéderons à une « description analyse » des éléments constitutifs des contextes, bien que certaines thématiques s'y prêtent mieux que d'autres.

L'État, la justice et la société

Il s'agit à présent de rendre compte des points essentiels concernant les relations actuelles au sein du triptyque État, justice et société. En effet, étudier une institution telle que le jury populaire en cour d'assises nécessite au préalable de connaître certains éléments de contexte capables de permettre ensuite une meilleure compréhension de l'objet d'étude. Dans un premier temps, nous tenterons de clarifier les rapports qu'entretiennent les deux États avec leur institution judiciaire à travers quelques données chiffrées¹ et des considérations d'ordre juridique concernant chacun des deux pays ; puis, dans un second temps, nous amorcerons un début de comparaison des sociétés italienne et française afin de mieux comprendre le rapport qu'elles entretiennent avec l'État et la justice.

¹ Une partie des données chiffrées sont issues des chiffres des ministères de la Justice française et italienne, respectivement consultables en ligne aux adresses suivantes : <http://www.justice.gouv.fr/index.php?rubrique=10054> et http://www.giustizia.it/giustizia/it/mg_114.wp

Les rapports entre État et justice

En France, le budget annuel alloué à l'ensemble des tribunaux pour l'année 2011 est de 7,18 milliards d'euros ; budget en constante hausse depuis 2007. Cela représente 3,6 % du budget national pour cette même année. Malgré cette augmentation, le budget de la justice en France reste parmi les plus bas d'Europe et il représente 0,19 % du PIB par habitant¹. Le budget italien est de 7,37 milliards d'euros pour l'année 2011, soit 1,4% du budget national total. Comme en France, on note une constante hausse de ce budget sur les dix dernières années. Le budget de la justice représente 0,26 % du PIB par habitant².

S'il est difficile d'établir avec netteté une comparaison entre le volume des affaires relevées par les services de police d'un pays à l'autre³, l'on constate que les chiffres français et italien se situent dans des ordres de grandeur proches. Cependant, sur des sujets tels que le volume d'affaires pendantes devant les juridictions pénales ou encore le nombre d'affaires tombant en prescription⁴, les chiffres établissent que la situation italienne dépasse amplement la situation française. En France, pour l'année 2008, en ce qui concerne la cour d'assises à proprement parler, 2 695 décisions ont été rendues : cela est infime face aux 1 233 272 décisions pénales rendues par l'ensemble des juridictions. En Italie, il n'y a pas de données annuelles pour l'ensemble des cours d'assises du territoire, mais chacune d'elles effectue ses propres statistiques. En ce qui concerne la première cour d'assises de Milan, nous avons pu consulter directement le registre qui comptabilise le nombre de sentences rendues chaque année. Ce qui ressort immédiatement de ces chiffres c'est que depuis 1993, l'activité de la première cour d'assises de Milan n'a fait que diminuer. En 1993, la Cour a rendu trente-sept sentences, en 1999 elle en a rendu trente-huit mais depuis 2002, ces chiffres ne cessent de diminuer et pour les années 2003, 2004, 2005 et 2006, le nombre de sentences rendues est respectivement de dix-huit, quinze, quatorze et treize. Il est donc indéniable que de plus en plus d'affaires échappent à la cour d'assises et donc au jury populaire au profit de jugements rendus par des professionnels.

¹ Ces chiffres sont issus du rapport réalisé par Jean-Paul Jean pour le Conseil de l'Europe, CEPEJ rapport 2010 (données 2008), *Systèmes judiciaires européens et efficacité de la justice*, consultable en ligne : http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/evaluation/2010/2010_pays_comparables.pdf.

² Chiffres consultables en ligne à l'adresse suivante : http://www.rgs.mef.gov.it/_Documenti/VERSIONE-I/e-GOVERNME1/Contabilit/Pubblicazioni/BudgetLB2011/Budget_LB_2011_sito.pdf.

³ Les statistiques judiciaires enregistrent tantôt les infractions dénoncées par les forces de police à l'autorité judiciaire, tantôt la somme totale des procès-verbaux comptabilisés par les forces de police, tantôt encore la somme des affaires poursuivables... Dans une telle situation, il est préférable de se méfier des données statistiques et de ne les utiliser que pour indiquer des tendances générales.

⁴ Pour la France consulter le dossier des chiffres clefs de la justice, consultables en ligne : http://www.justice.gouv.fr/art_pix/1_stat_chiffrescles09_20091116.pdf Pour l'Italie, on trouve des chiffres similaires sur le site <http://giustiziaincifre.istat.it>.

Dans les deux pays, au-delà de ces chiffres, les observateurs sont nombreux, et presque unanimes, pour affirmer que l'institution judiciaire subit une crise profonde depuis de nombreuses années. Mais il est légitime de s'interroger sur le sens et la pertinence de ce qui est perçu comme une crise de l'institution.

Toute recherche qui s'inscrit de près ou de loin dans des thématiques proches de l'activité juridictionnelle des cours d'assises et du droit pénal en général, ne peut faire l'économie d'un rapide retour sur l'état des politiques pénales actuelles. En France comme en Italie, le climat politique de ces dernières années est très fortement marqué par un affolement des politiques pénales et des réformes visant l'institution judiciaire dans son ensemble. « Populisme pénal »¹, « politique sécuritaire », ou encore « tolérance zéro » sont autant d'expressions qui font immédiatement référence aux tendances contemporaines de gestion du crime et de la délinquance. « Depuis une décennie, la justice pénale connaît une mutation qui va s'accroissant. (...) La justice pénale répond ou tente de répondre aux multiples attentes qui l'assaillent émanant des victimes, de l'État, de la société. Les débats sur ses évolutions ne sont plus réservés à un petit milieu judiciaire, mais ils sont tenus sur la place publique et parfois illustrés, relancés ou mis au jour dans toute leur ampleur par des affaires qui se présentent comme des naufrages de l'institution. »². Jean Danet, qui développe un propos centré sur la France, évoque entre autres le scandale de l'affaire dite d'« Outreau »³. Notons la contradiction existant entre d'un côté, une affirmation toujours plus forte d'une assise libérale de la démocratie, et de l'autre, un développement du mouvement de criminalisation teinté de moralisme, avec en son centre la figure de la victime⁴. Le tourbillon actuel dans lequel est prise l'institution judiciaire se matérialise par de multiples réformes prises par les différents gouvernements qui se sont succédé, toutes orientations politiques confondues. Étant donné que la justice pénale relève d'« un enjeu qui dépasse de très loin la seule sphère de l'institution judiciaire »⁵, le risque que les réformes de l'ordre judiciaire ne soient jamais que des compromis incomplets et insatisfaisants demeure très présent. Selon Jean Danet, l'avenir de la

¹ D. Salas, *La volonté de punir*, essai sur le populisme pénal, éditions Hachette, Paris, 2005.

² J. Danet, *Justice pénale, le tournant*, éditions Folio, Paris, 2006, pp. 11-12.

³ Dans cette affaire, dix-sept personnes sont mises en examen pour viols et agressions sexuelles en réunion sur mineurs de quinze ans. Quatre d'entre elles sont condamnées par la cour d'assises en première instance et ne feront pas appel. Une personne est décédée en détention. Douze autres sont acquittées en première instance par la cour d'assises de Saint-Omer le 2 juillet 2004 et en appel par la cour d'assises de Paris le 1^{er} décembre 2005 après avoir été placées en détention provisoire pendant deux à trois ans. Formidable erreur judiciaire, l'affaire d'Outreau a suscité une vive émotion dans l'opinion publique et pour la première fois en France, une commission d'enquête parlementaire retransmise intégralement sur la chaîne parlementaire a été mise en place. Un rapport sous la direction des députés André Vallini et Philippe Houillon intitulé *Au nom du peuple français. Juger après Outreau* (n°3125, Commission d'enquête, Assemblée nationale, Paris, juin 2006) a ensuite été publié. Pour un approfondissement des problématiques posées par l'affaire d'Outreau, se référer à C. Besnier (dir.) « Parole(s) : l'affaire d'Outreau. Approche pluridisciplinaire d'une construction judiciaire », *Droit et Cultures*, n°55, 2008.

⁴ D. Salas, A. Garapon, *Les nouvelles sorcières de Salem, leçon d'Outreau*, éditions du Seuil, Paris, 2006.

⁵ J. Danet, *op. cit.*, p. 16.

justice pénale française s'oriente autour de trois thématiques principales¹, non exclusives les unes des autres. Premièrement, la justice pénale peut devenir une « machine imprévisible et illisible », c'est-à-dire tiraillée entre les politiques pénales initiées par les lois internes, les textes internationaux et la nécessité de gérer son propre fonctionnement tout en répondant aux exigences de rentabilité et d'efficacité qu'on lui impose. Pour Jean Danet, il serait important de réaliser une réforme cohérente de la justice, avec des moyens matériels et intellectuels pouvant réellement améliorer son fonctionnement et sa qualité. Deuxièmement, la justice pénale risque de devenir un instrument privilégié, sinon le seul, de l'application du « droit à la sécurité ». Depuis 1995, c'est bien cette direction qu'elle a prise. La notion de « droit à la sécurité », posée à cette date par le législateur français comme un droit fondamental et une condition de l'exercice des libertés, témoigne de la volonté politique de faire de la répression le moyen privilégié de réponse aux infractions aux biens et aux personnes. Les motifs d'une pénalisation toujours en augmentation sont innombrables. Le risque de cette direction prise par la justice pénale peut aboutir à une pénalisation excessive de la société. Le contre-exemple par excellence qui vient à l'esprit est celui de la société américaine². Cependant, pour Jean Danet, la justice pénale détient encore la possibilité de réagir face à cette menace en alliant répression, prévention et justice sociale dans la lutte contre la délinquance. Enfin, troisièmement, la justice pénale peut, plus hypothétiquement, annoncer l'avènement d'une « société de contrôle », notion directement empruntée à Michel Foucault³, qui permet de mener une réflexion plus vaste sur ce que ce dernier nomme « la gouvernementalité ». La montée en puissance de la « société de contrôle » peut être envisagée comme provenant du changement de l'économie de pouvoir qui était fondée sur la souveraineté et qui est désormais fondée sur la technologie avec pour objectif le contrôle et la sécurité. L'usage des technologies de contrôle, telles que la biométrie ou la surveillance électronique, confirme cette direction prise par la justice pénale déjà repérée par Michel Foucault en 1977. L'évolution récente du droit pénal montre que ces techniques sont devenues un outil parmi d'autres afin de « réguler, limiter, freiner telle ou telle réalité jugée nocive ou indésirable »⁴. L'objectif de la justice pénale serait donc de chercher à réguler certaines populations par le biais de dispositifs de nature pénale afin de réaliser une normalisation sociale entre les différents groupes constitutifs de la société. Cette politique pénale serait alors associée à des dispositifs policier, urbanistique, technique ou social, pour parvenir à agir directement sur un comportement incriminé dont le coût social le rend

¹ J. Danet, *op. cit.*, pp. 296 et suivantes.

² L. Wacquant, *Les prisons de la misère*, éditions Raison d'agir, Paris, 1999.

³ M. Foucault, *Sécurité, territoire, population*, éditions Gallimard-Seuil, Paris, 2004 (1977), cité par J. Danet, *op. cit.*, p. 313.

⁴ J. Danet, *op. cit.*, p. 319.

répréhensible. Elle devient un outil capable de réguler les populations dans leur ensemble et non plus seulement d'exclure ou de discipliner ceux qui auraient enfreint la règle. Se pose la question de savoir si la justice pénale est en mesure d'intervenir durablement dans l'obtention d'un équilibre entre les libertés et les technologies de contrôle.

Dès lors, la mise en garde d'Antoine Vauchez et de Laurent Willemenez contre « l'impératif réformateur »¹ qui sévit actuellement, confirme les craintes et les risques évoqués précédemment. Bien que les projets de lois permettant la mise en place de réformes n'aient pas toujours abouti et que de nombreuses résistances se soient fréquemment fait sentir, ils expliquent comment la rationalisation administrative et les standards du procès équitable, où la figure du juge professionnel est dominante, se sont imposés. Concernant la cour d'assises, la réforme de 15 juin 2000 sur la présomption d'innocence a introduit l'appel en contournant tout débat sur les fondements politiques et juridiques de cette décision. Sans avoir à son tour été précédée par un débat politique, la réforme du 10 août 2011, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012, introduit la motivation des verdicts de cours d'assises ainsi que la présence des citoyens assesseurs au tribunal correctionnel dans le jugement de certaines infractions pour une période d'essai de deux ans. Le nouveau gouvernement de gauche a cependant annoncé la suppression prochaine des citoyens assesseurs au tribunal correctionnel. Ces dernières réformes et tentatives de réformes s'inscrivent dans le sens des idées appartenant au mouvement réformateur décrit précédemment.

Mais la situation italienne, bien que différente de celle de la française, n'est pas étrangère à ces problématiques. En effet, qu'il s'agisse de la procédure pénale ou du droit pénal, on constate le même engouement et la même passion des gouvernants pour les réformes touchant tantôt à la rationalisation et à l'efficacité de la machine judiciaire, tantôt à la lutte contre la délinquance et la criminalité sous toutes ses formes. Cependant, comme le rappelle Antoine Vauchez, « l'institution judiciaire italienne est volontiers présentée comme un cas à part en Europe »², compte tenu de l'indépendance du parquet à l'égard du garde des Sceaux (*Guardasigilli*)³ ainsi que de l'étendue des compétences du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM, *Consiglio Superiore della Magistratura*) au sein duquel les magistrats sont élus par leurs pairs.

¹ A. Vauchez et L. Willemenez, *La justice face à ses réformateurs (1980-2006)*, éditions PUF, Paris, 2007.

² A. Vauchez, *L'institution judiciaire remotivée. Le processus d'institutionnalisation d'une « nouvelle justice » en Italie (1960-2000)*, éditions L.G.D.J., Paris, 2004, p. 25.

³ L'article 104 de la Constitution consacre la magistrature comme ordre autonome et indépendant de tout autre pouvoir.

De plus, en Italie, le paysage judiciaire est profondément marqué par le poids de la criminalité organisée et de sa répression, ainsi que par l'opposition quasi constante entre l'institution judiciaire et le pouvoir politique dont l'épisode le plus extrême n'est autre que la vague d'enquêtes en matière de corruption politique¹ « mains propres » (*mani pulite*) de 1992. Cette « révolution judiciaire » sans précédent a provoqué une onde de choc dans tous les pays européens laissant présager l'avènement d'une nouvelle ère, celle du « tiers pouvoir »². À travers cette histoire récente du système judiciaire italien, il est souhaitable de s'interroger non pas seulement sur les singularités italiennes qui sont à l'origine de ce séisme politique, mais bien plutôt sur les enseignements qui s'en dégagent concernant la nature des liens unissant justice et politique en Italie et dans d'autres pays européens.

La montée au pouvoir de Silvio Berlusconi en 1994, grand vainqueur de l'anéantissement de la vieille classe politique, représente une rupture et marque officiellement l'avènement de la II^e République. Pour Marc Lazar, « il est à la fois le produit de la crise de la démocratie italienne marquée par l'explosion, sans équivalent dans aucun autre pays de l'Union européenne, des partis politiques traditionnels, et l'un de ses responsables, puisqu'il a contribué à achever la destruction du système partisan pour exister et promouvoir sa propre personne »³. En effet, la « révolution Berlusconi » est d'ordre politique mais également anthropologique. Elle va profondément transformer le jeu politique et introduire des règles inédites. Sans rentrer dans le détail des méandres politiques des seize dernières années, marquées par la présence discontinue de Silvio Berlusconi⁴ à la tête de l'État italien, l'interventionnisme massif et sans concession de ce dernier dans le fonctionnement de la justice nous intéresse tout particulièrement.

Le *Cavaliere* a toujours tenté d'effectuer des pressions directes ou indirectes sur les nombreux procès dans lesquels il était impliqué. Le projet politique de Silvio Berlusconi à l'égard de l'institution judiciaire peut se résumer ainsi : volonté d'une forte emprise politique sur les juges et sur le parquet, doublée du souhait de morceler le pouvoir judiciaire en séparant les carrières du parquet et du siège et en diminuant les prérogatives du Conseil Supérieur de la Magistrature. Cela sans compter les différentes lois *ad personam*⁵ que ce dernier est parvenu à faire voter par le Parlement afin de mettre un terme à tous ses procès. Mais au-delà du moment

¹ Sur ce sujet, se référer à l'article de J.-L. Briquet, « Italie, un système de pouvoir en procès », *Critique Internationale*, 3, 1999.

² D. Salas, *Le tiers pouvoir, vers une autre justice*, éditions Hachette, Paris, 1998.

³ M. Lazar, *L'Italie à la dérive, le moment Berlusconi*, éditions Perrin, Paris, 2006, p. 31.

⁴ Berlusconi a été trois fois chef du gouvernement. Ces législatures se sont déroulées de 1994 à 1995, de 2001 à 2006 et enfin de 2008 à 2011.

⁵ Parmi les lois *ad personam* on peut citer la dépénalisation partielle de la falsification des bilans comptables (*falso in bilancio*), la suppression de l'impôt sur les successions, la diminution de l'impôt sur les sociétés ou encore l'autorisation du rapatriement des capitaux.

Silvio Berlusconi, et des événements pouvant sembler anecdotiques quant à son parcours, ces dernières années témoignent avant tout d'une rupture historique en Italie entre, d'un côté, la société civile et, de l'autre, les palais du pouvoir politique. De cette rupture, que Silvio Berlusconi a exploité sans relâche, il faut retenir que les attaques constantes, tant symboliques que réelles, à l'égard du pouvoir judiciaire et de ses représentants, les magistrats, n'ont fait qu'exacerber le malaise qui caractérise aujourd'hui l'opinion publique italienne.

Dans un tel contexte, Antoine Vauchez défend la thèse selon laquelle l'institution judiciaire italienne serait « remotivée », c'est-à-dire « objet de représentations et croyances nouvelles »¹ capables de donner une autre légitimité à l'institution et à ses membres. Selon cette thèse, à travers un processus historique complexe, on assiste à « l'imposition d'un nouveau modèle d'excellence professionnel qui se fonde sur l'expérience des « grandes enquêtes » dans le domaine de la corruption politique, du terrorisme et de la mafia »². Par extension, il est possible de créditer la magistrature italienne d'une capacité particulière à faire apparaître les trames secrètes de la vie politique et de l'État italien et à se poser en garant de l'intégrité de l'État italien face aux menaces que la classe politique fait peser sur lui, ce qui explique la notoriété que les magistrats ont acquise dans l'espace public. Cette force de l'institution judiciaire et de la magistrature semble se confirmer encore actuellement au regard d'une affaire³ qui a opposé les magistrats aux pouvoirs politiques.

« Si les systèmes français et italiens d'organisation judiciaire sont issus de la conception napoléonienne de la magistrature organisée hiérarchiquement, depuis cette époque, les choses ont bien changé. En France, le parquet reste soumis à l'exécutif, les procureurs généraux sont nommés en Conseil des ministres comme les préfets. En Italie, les magistrats du ministère public bénéficient de garanties d'indépendance identiques à celles qui protègent les magistrats du siège. »⁴ Comme nous l'avons mentionné précédemment, cette différence majeure au sujet de l'indépendance des magistrats du parquet⁵ constitue une des plus importantes différences entre les systèmes judiciaires français et italien. En effet, « depuis deux siècles, en France, le pouvoir politique conjugue sans états d'âme l'indépendance des juges et la soumission de la

¹ A. Vauchez, *op. cit.*, p. 16.

² A. Vauchez, *ibid.*, p. 18.

³ Nous pensons, par exemple, au scandale de la fin de l'année 2009 concernant le *Lodo Alfano* qui devait permettre de donner une immunité aux quatre charges les plus élevées de l'État (président de la République, premier ministre et les deux présidents des chambres) durant leur mandat politique. Cette loi a été déclarée anticonstitutionnelle par la *Corte costituzionale* dans un arrêt rendu le 7 octobre 2009.

⁴ I. Boucobza, « Italie : indépendance du parquet. Le cas de l'opération *Mani Pulite* », *Mouvements*, 29, 2004, p. 36.

⁵ On distingue les magistrats du « siège » ou magistrature assises – qui prononcent des jugements – des magistrats du « parquet » ou magistrature debout – qui représente l'intérêt public dans les procès.

magistrature »¹. Ce paradoxe français que dénonce Denis Salas est aujourd'hui sur le point de changer puisque les juges ont montré à plusieurs reprises qu'ils étaient capables de s'attaquer à la politique et au pouvoir lorsque cela était nécessaire. En France, la tradition républicaine s'est révélée méfiante à l'égard de la société civile et hostile au droit en plaçant le pouvoir judiciaire sous sa tutelle. Aujourd'hui, il semblerait que la place de l'institution judiciaire soit celle d'un « tiers pouvoir » capable d'affirmer son indépendance à l'égard de l'exécutif et de se positionner comme un arbitre entre la politique et la société civile. Ainsi, le cas italien se présente comme précurseur concernant la grande marge d'action que détiennent les juges. Selon Denis Salas, cette émergence du rôle de la justice est à chercher dans un mouvement d'émancipation de la société démocratique associé à une recomposition interne de l'État. Face à ces nouvelles attentes, se pose la question de savoir comment les rapports entre État et justice seront amenés à évoluer dans le futur et quelle sera la place réservée à la société démocratique dans cette relation.

La société et la politique

Il nous faut à présent rendre compte sous l'angle d'une première comparaison générale des sociétés française et italienne.

Sur le plan politique, la première remarque pertinente concerne la différence relativement importante existant entre d'un côté l'État français, centralisé, historiquement fort, et la situation italienne où l'unité récente² du pays fragilise un État peu estimé et envers lequel une certaine méfiance est toujours de mise. La fragilité de la démocratie italienne est d'autant plus remarquable qu'elle a fut instaurée après avoir connu le fascisme. L'État italien « est omniprésent et critiqué, faible mais incontournable, dénigré et pourtant sans cesse sollicité par les syndicats, les groupes d'intérêts, les entreprises, les associations »³. Aujourd'hui, lorsque l'on s'intéresse au fonctionnement de la démocratie italienne, on ne peut faire l'économie des tensions politiques de ces vingt dernières années. Après le séisme de l'affaire *mani pulite* en 1992, la montée au pouvoir de Silvio Berlusconi et l'état de la démocratie sont des sujets très largement étudiés en l'Italie et à l'étranger.

Les nombreuses réflexions touchant au « phénomène Berlusconi » sont susceptibles d'être posées dans l'ensemble des démocraties modernes, et cet épisode est souvent interprété

¹ D. Salas, *op. cit.*, p. 42.

² L'unification de l'Italie date de 1861.

³ M. Lazar, « Introduction », in M. Lazar (dir.), *L'Italie contemporaine, de 1945 à nos jours*, éditions Fayard, Paris, 2009, p. 15.

comme un moment dangereux pour la démocratie. Si la montée au pouvoir de Silvio Berlusconi et son maintien dans le temps peuvent être considérés comme émanant d'« une sorte d'asthénie collective engendrée par le décervelage médiatique »¹, où l'indifférence et la méfiance à l'endroit des institutions et du politique sont la règle, cela expliquerait pourquoi la population s'est tournée vers une figure démagogique et antidémocratique pour diriger le pays. Cependant, pour Marc Lazar, ce type d'interprétation ne permet pas de dépasser deux idées : la première qui pose l'Italie comme un pays où la démocratie est incapable de fonctionner, et la seconde qui néglige le poids des périodes politiques qui ont précédé les gouvernements Berlusconi. Selon lui, l'Italie échapperait à tout cliché. Car, loin de privilégier les analyses simplistes qui décriraient une réalité toute négative (nouveau fascisme, télécratie, incivisme, dégoût de la politique...) ou à l'inverse toute positive (invention de nouvelles formes de participation citoyenne², volontariat, mouvements altermondialistes), il s'agit d'appréhender l'Italie comme une démocratie qui se cherche, à la fois en crise et dans l'innovation. Nous partageons partiellement ce point de vue car l'actualité récente ne cesse de malmenier la démocratie italienne et peut faire douter de sa capacité à affronter de nouveaux obstacles. Marc Lazar tire son bilan de l'Italie en 2005, or depuis cette date, la coalition de centre gauche, dirigée par Romano Prodi, a gagné les élections en avril 2006 mais le gouvernement est tombé en 2008, suite à un vote de confiance qui ne lui a pas été renouvelé. Silvio Berlusconi a été élu à nouveau lors d'élections anticipées en avril 2008 jusqu'à sa chute le 12 novembre 2011. Évincé dans un contexte où les marchés économiques dictent au quotidien aux gouvernants européens leurs marges d'action, la fragilité de la démocratie italienne doit affronter une épreuve supplémentaire : un gouvernement technique dirigé par Mario Monti, économiste, ex-commissaire européen jouissant d'une excellente réputation tant en Italie qu'en Europe, est actuellement à la tête du pays et devrait le rester jusqu'à la prochaine échéance législative prévue pour mai 2013. Il est indéniable que le climat politique et social est actuellement extrêmement tendu, la crise économique n'ayant en rien amélioré la situation générale. Se clôture ainsi près de vingt ans où le modèle politique berlusconien a tenu le devant de la scène. Il a su imposer l'antipolitique en politique, la déloyauté face à ses adversaires, et sa puissance soutenue par l'usage des médias sous toutes leurs formes (il possède à travers son groupe télévisions, journaux, maison d'édition, cinémas...) fait de lui un personnage politique au profil hors norme.

¹ M. Lazar, *L'Italie à la dérive*, p. 45.

² À ce sujet, se référer à l'ouvrage de P. Ginsborg, *Il tempo di cambiare, politica e potere della vita quotidiana*, edizione Einaudi, Torino, 2004.

De plus, la redondance des commentaires et critiques à l'endroit de la personne de Silvio Berlusconi et de ses années passées à la tête du pays ne doit pas pour autant nous faire oublier que ce dernier n'est pas la cause des maux que peut rencontrer aujourd'hui l'Italie, au même titre que n'importe quel autre pays européen. Ce personnage, adulé par les uns, détesté par les autres, doit être considéré comme une figure clef permettant la compréhension d'un mouvement social qui a transfiguré l'Italie. « Observer et interpréter l'aventure politique et personnelle de ce personnage nous permet de relire de façon extraordinaire l'histoire italienne de ces dernières décennies et ses anomalies. »¹ Si l'on peut évoquer un réel processus de personnalisation de la vie politique italienne de ces dernières années, il ne faut pas perdre de vue que « Berlusconi a comblé un vide laissé par les classes dirigeantes précédentes, il a « embrassé » une grande partie des Italiens désormais déçus et détachés des terrains de la politique et de la culture, il l'a séduite sous l'apparence d'une télé-vedette, d'un dieu de la cité de l'homme et d'un *primus inter pares*. »²

Que dire en parallèle de la situation française ? Si le cas italien représente un modèle avant-gardiste de ce qu'on pourrait appeler la « démocratie médiatique », l'actualité politique française de ces dernières années semble elle aussi s'orienter vers ce modèle dans lequel la politique se rend toujours plus visible à travers les médias, sans oublier le phénomène de « personnalisation » du politique avec l'avènement au pouvoir de Nicolas Sarkozy. Cette idée renvoie en partie à la notion de « contre-démocratie » définie par Pierre Rosanvallon³ qui s'apparente à ce que l'on peut aussi nommer la « démocratie d'opinion ». La « démocratie d'opinion »⁴ a pour caractéristique d'être particulièrement réceptive et sensible aux souffrances individuelles et elle se focalise sur les problématiques sécuritaires. Il semblerait que ce modèle de démocratie soit désormais bien implanté dans notre pays.

Vu de l'extérieur, la vie politique italienne semble beaucoup plus complexe que ce qu'il est possible de voir en France. En effet, une certaine profusion d'informations est perceptible tant dans la presse écrite que dans les journaux télévisés. Il est surprenant de voir le nombre de leaders et de partis politiques existants, bien que la dernière loi électorale ait permis de bloquer bon nombre d'entre eux aux portes du parlement. Rappelons que la démocratie italienne a été fondée sur des partis politiques centralisés qui avaient un fort enracinement dans la société. Dans les années 1960 et 1970, les partis politiques ont obtenu une emprise forte sur la société à

¹ V. Susca, « Phénoménologie de Silvio Berlusconi », *Sociétés*, 84, 2004, p. 41.

² V. Susca, *ibid.*, p. 42.

³ P. Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, éditions du Seuil, Paris, 2006.

⁴ D. Salas, A. Garapon, *op. cit.*, p. 58.

travers un système de clientélisme présent sur tout le territoire. Encore aujourd'hui, malgré de nombreux changements, la politique est toujours suivie avec beaucoup d'assiduité. En revanche, en France, le débat public semble beaucoup plus terne et la politique n'enflamme pas les foules comme en Italie. Il faut dire que dans chacun des deux pays ce rapport à la politique est en partie le reflet de la société, que nous allons à présent tenter de décrire brièvement.

Que pouvons-nous dire des sociétés française et italienne ? Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'histoire de ces deux sociétés nous rappelle que l'accélération des mutations économiques et sociales a été exceptionnelle durant cette période. Ces deux sociétés connaissent la même évolution que les autres pays européens, à savoir vieillissement de la population, baisse de la natalité, flux d'immigration importants, difficultés économiques et sociales... Mais encore une fois, lorsque l'on tente de réaliser une comparaison entre la France et l'Italie, le cas de l'Italie apparaît comme toujours plus bigarré et contrasté que celui de la France. Mais qu'on ne s'y méprenne pas : il ne s'agit pourtant pas de dépeindre et critiquer une société italienne qui aurait tous les torts et de survoler la situation de la société française pour laisser planer le doute sur les difficultés qui sont les siennes. Autrement dit, les « avancées » de ces deux sociétés se sont faites selon un parcours propre à chacune d'elle et il ne s'agit en aucun cas pour nous d'effectuer une quelconque classification ou d'émettre des jugements de valeur sur leur situation actuelle. Ces deux sociétés ont de nombreux points communs que nous ne prendrons pas la peine de détailler. Il est préférable de développer plus amplement le cas de la société italienne puisqu'il représente un bon exemple des sociétés européennes, mais en accentue certains traits¹.

En Italie², le « miracle économique » a permis aux italiens de jouir de meilleures conditions de vie et de suivre la direction prise à l'époque par l'ensemble des pays européens. En termes de développement économique et social, l'Italie a réalisé depuis l'après-guerre ce que l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ont réalisé en près d'un siècle. Elle est passée d'une société essentiellement agricole à une société industrielle développée en « brûlant les étapes »³. Dès lors, cette croissance économique s'est accompagnée de bouleversements profonds concernant les cadres sociaux, les mœurs, sa démographie, ses références imaginaires, son espace, son environnement... L'importance de la prise en compte de la complexité de cette trajectoire dans la compréhension de l'Italie contemporaine est

¹ F. Attal, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, éditions Armand Colin, Paris, 2004, p. 298.

² P. Ginsborg, *L'Italia del tempo presente. Famiglia, società civile, Stato, 1980-1996*, edizione Einaudi, Torino, 1998.

³ M. Lazar, « Introduction », *op. cit.*, p. 9.

fondamentale. « Complexe, la modernisation italienne l'est parce que son intensité et sa rapidité se sont accompagnées de multiples ambivalences qui prohibent toute interprétation unilatérale. »¹ À l'image de ses divisions politiques, la société italienne semble divisée en deux grandes tendances, qui se retrouvent dans une binarité récurrente à différents niveaux de la société : le Nord riche et industriel ; le Sud pauvre et agricole. L'« Italie de Dante ou de Pétrarque pour les classes cultivées ; la voiture et le football pour les classes populaires ». ² Ces tensions générées par l'opposition Nord/Sud sont palpables dans les tensions sociales du pays. Même si l'on ne peut résumer ainsi l'ensemble de la situation sociale et économique du pays, on remarque la persistance de caractéristiques propres à l'Italie telles que de très fortes inégalités sociales, une faible mobilité sociale, le poids de l'Église catholique dans le débat public, le faible niveau d'instruction général, l'importance des liens familiaux... Par bien des aspects, la société italienne demeure encore aujourd'hui une société traditionnelle, ou plus exactement une société vivant une modernité que l'on peut qualifier de traditionnelle.

Ajoutons que c'est justement parce que les contrastes et les paradoxes y sont forts, plus forts que dans d'autres pays européens, que l'Italie demeure un pays passionnant à étudier. Mais si ce pays a longtemps pu être considéré comme un pays « à part », il ressemble désormais de plus en plus à ses voisins européens. On peut même parler d'anticipation sur d'autres sociétés concernant certaines dynamiques à l'œuvre telles que l'importance accrue des médias en politique ou encore la personnalisation de la vie publique. Comme le rappelle Marc Lazar, la singularité de l'Italie provient du fait que le pays avance sans avoir réglé « un certain nombre de ces problèmes les plus classiques, tels, parmi tant d'autres, ceux liés aux disparités territoriales, à la criminalité organisée, aux rapports tendus entre élites et masses, à la légitimité de l'État, à la construction tourmentée d'une nation, à la formation problématique d'une culture civique »³.

Procès criminel et procédure pénale

Étape obligée de la recherche, il nous faut à présent nous interroger sur les mécanismes procéduraux qui régissent le procès pénal. La procédure pénale représente ce qu'Erving

¹ M. Lazar, *ibid.*, p. 10.

² C. Brice, « La difficile citoyenneté italienne », in H. Bellenger (dir.), *Le civisme*, éditions Autrement, Paris, 2002, p. 75.

³ M. Lazar, *op. cit.*, p. 11.

Goffman nomme un « cadre primaire »¹ puisqu'elle structure de manière décisive l'ensemble du procès et influe sur ses acteurs et leurs actions.

De plus, il s'agit également d'éviter le type d'écueil qu'évoque Vincenzo Ferrari² et qui consisterait en une « mise de côté » des éléments juridiques, et donc normatifs, qui structurent la réalité que nous nous donnons comme mission d'étudier au sein de la cour d'assises. Ils sont absolument décisifs pour comprendre les enjeux propres à chacun des deux jurys étudiés ainsi qu'à la réalisation de la comparaison. « Les règles impliquées dans les situations sociales doivent être mises en évidence par le chercheur. Cette mise en évidence du cadre juridique des interactions est une opération déterminante, un préalable indispensable à l'analyse des modalités sociales de mobilisation des règles. »³ En partant de ce précepte, qui s'impose comme antérieur à toute analyse sociologique, nous allons à présent exposer les cadres juridiques dans lesquels s'est déroulée la recherche.

Modèle inquisitoire contre modèle accusatoire

Avant de détailler les caractéristiques de chacune des procédures pénales – française et italienne – ainsi que le fonctionnement du procès criminel, il nous faut revenir sur la distinction existant entre les modèles de procédure pénale dits « inquisitoire » et « accusatoire »⁴. Après les avoir définis, nous reviendrons sur l'actualité de cette distinction et sur sa pertinence dans le cadre de notre recherche.

Si les procès en cour d'assises français et italien sont si différents pour l'observateur, les explications de ces différences sont à rechercher dans les divergences existantes entre les procédures pénales. Plus précisément, c'est la distinction entre les systèmes accusatoire et

¹ Erving Goffman définit la notion de *cadre* comme étant « des principes d'organisation qui structurent les événements et notre propre engagement subjectif » permettant de « définir la situation ». Un « cadre primaire », schème interprétatif qu'on ne reporte à aucune interprétation préalable, peut, selon son degré de structuration, être soit un cadre naturel, soit un « cadre social ». La mise en scène du procès agencée par la procédure pénale rentre dans la catégorie des « cadres sociaux ». Cf. E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, éditions de Minuit, Paris, 1991, p. 19.

² « Dans chaque discours spécialisé sur le droit, l'information sur les normes constitue un noyau autour duquel s'articule chaque description (...), sur les processus de formation et d'application des normes elles-mêmes, sur leurs fondements éthiques, sur leurs conséquences politiques et ainsi de suite. Le sociologue du droit – mais aussi l'historien, l'anthropologue, le politologue, l'économiste – qui chercherait à construire sa propre vision du droit laissant de côté ce matériel normatif s'exposerait au risque grave de s'éloigner du champ de ses observations et de rendre plus ardue la communication surtout avec les sujets dont l'action représente le cœur de sa réflexion » in V. Ferrari, *Diritto e società*, p. 38-39.

³ P. Lascoumes, E. Serverin, *op. cit.*, p. 182.

⁴ Sur ce sujet voir entre autres, concernant la France : F. Casorla, « Inquisitoire-accusatoire : un effacement des dogmes en procédure pénale ? Le cas français. L'approche du magistrat », *Revue internationale de droit pénal*, 68^e année, 1997 ; J. Pradel, « Défense du système inquisitoire », *Regards sur l'actualité*, 300, 2004 ; D. Soulèze-Larivière, « Les nécessités de l'accusatoire », *Pouvoirs*, 55, 1990.

inquisitoire que le chercheur observe dans l'étude du « droit en mouvement »¹. Mais, comme pour n'importe quel modèle théorique, s'interroger sur les fondements de ces deux modèles antithétiques revient à reconnaître la dimension philosophique et politique qui se cache derrière chacun d'eux. L'objectif principal du droit pénal² est la défense de l'ordre social tout en cherchant à protéger les libertés individuelles, or ces thématiques sont essentiellement de nature politique. « Le code pénal définit les infractions et trace la limite entre le permis et l'interdit. »³ Dès lors, l'on comprend l'importance que la justice pénale doit assumer aujourd'hui dans nos sociétés⁴.

Théoriquement, le modèle inquisitoire pur correspond à un système de procédure pénale secret, écrit et non contradictoire. La figure du juge, représentant de l'intérêt général, y est centrale puisque c'est à lui que reviennent les fonctions d'enquête à charge et à décharge et de jugement. Les parties (ministère public, défense et partie civile) sont reléguées au second plan. Le juge présente à travers le dossier une version de la vérité et les parties tentent de confirmer ou de contester son point de vue. Dans ce type de procédure, la quête de vérité est avant tout celle d'une vérité absolue, une vérité que le juge doit faire triompher. Le modèle inquisitoire propage donc une vision totalisante de la justice ayant un impact sur l'ensemble de la société et se référant à un idéal qui place le juge comme tiers afin de faire éclater la vérité.

Le modèle accusatoire pur correspond à un système de procédure pénale publique, orale et contradictoire. Dans cette configuration, les parties et le juge sont situés sur un même plan. La figure du juge représente celle d'un arbitre impartial qui veille au respect des règles de procédure par les parties et départager les plaideurs en fonction de leurs prétentions, arguments et preuves. Ce sont les parties qui dirigent le procès. Les preuves à charge sont fournies par l'accusation et les preuves à décharge par la défense. Le modèle accusatoire propose une vision procédurale de la justice, où le pragmatisme et l'équilibre dictent l'issue du procès.

Cependant, cette distinction théorique entre inquisitoire et accusatoire peut sembler désuète, car « ces deux types de procédure pénale sont, en réalité, les produits respectifs de deux systèmes culturels et politiques qui font reposer la responsabilité de la vie sociale sur deux entités différentes : sur l'individu pour les uns (essentiellement les Anglo-Saxons), sur l'État pour les autres (la France, par exemple) »⁵. Aujourd'hui, dans la pratique, la distinction

¹ Ce courant de recherche est bien connu sous l'expression anglaise *law in action*.

² G. Stefani, G. Levasseur, B. Boulloc, *Procédure pénale*, 19^e édition, éditions Dalloz, Paris, 2004, p. 45.

³ J.-P. Jean, « Dix ans de réformes pénales : une recomposition du système judiciaire », *Regard sur l'actualité*, 300, 2004, p. 33.

⁴ J.-F. Burgelin, « Un faux problème : accusatoire contre inquisitoire », *Regard sur l'actualité*, 300, 2004, p. 49.

⁵ J.-F. Burgelin, *ibid.*, p. 49.

se fait entre des modèles de procédure à tendance accusatoire et inquisitoire. À travers leurs différences, ces deux modèles de procédure fondent deux conceptions opposées du rôle de la justice répressive. Rappelons que le choix entre le compromis inquisitoire ou accusatoire est intimement lié à des modèles politiques différents. Dans le modèle inquisitoire, la recherche de la preuve et de la vérité est au cœur du procès, on privilégie l'enquête et la figure du juge d'instruction joue un rôle de premier ordre. Dans le modèle accusatoire, c'est l'audience qui est au centre du procès et les droits de la défense sont très protégés. Cependant, l'équilibre parfait n'existe pas.

Historiquement, l'Italie et la France appartiennent à la famille de droit dite « romano-germanique », ou de *civil law* par contraste avec les pays anglo-saxons de *common law*¹. Ainsi, les traditions juridiques françaises et italiennes sont a priori très proches. Ces pays ont une origine commune : celle du droit romain². C'est généralement dans les pays de *civil law* que la procédure pénale est à tendance inquisitoire, alors que dans les pays de *common law*, la tendance accusatoire domine. Mais il est indéniable que le modèle accusatoire bénéficie aujourd'hui d'un engouement généralisé, car il correspond bien à la tendance actuelle faite de libéralisme, d'individualisme et d'anti-autoritarisme³.

En France

Le Code de procédure pénale⁴ de 1957 entré en vigueur en 1959 se substitue au code d'instruction criminelle de 1808. C'est dans le titre premier intitulé *De la cour d'assises* du livre deuxième *Des juridictions de jugement* de la première partie du code, que l'on retrouve les normes concernant le procès criminel, des articles 231 à 380-15.

La cour d'assises française se distingue des autres juridictions pénales par l'oralité de ses débats, la présence d'un jury populaire associé aux magistrats professionnels et enfin le principe de l'intime conviction (ou preuve morale). Ces caractéristiques forment l'essence de cette juridiction, sa singularité, son ontologie. En effet, bien que qualifié d'inquisitoire et

¹ R. David, C. Jauffret-Spinosi, *op. cit.*, pp. 16-19.

² Les caractéristiques de cette famille de droit sont les suivantes : les règles de droit sont conçues comme étant des « règles de conduite, étroitement liées à des préoccupations de justice et de morale » ; « un rôle prépondérant est attribué, dans la famille romano-germanique, à la loi, les divers pays appartenant à cette famille s'étant dotés de « codes » » ; « ... Ces droits ont été élaborés avant tout, pour des raisons historiques, en vue de régler des rapports entre les citoyens ; les autres branches du droit n'ont été que plus tardivement et moins parfaitement développées en partant des principes du « droit civil », qui est demeuré pendant longtemps le siège de la science du droit. » , René David et Camille Jauffret-Spinosi, *ibid.*, pp. 16-17.

³ R. Roth, « Le « nouveau procès pénal italien » et son évolution : un système accusatoire à la recherche de son équilibre », *Revue pénale suisse*, CIXIV, 1996, p. 153.

⁴ *Code de procédure pénale*, éditions Dalloz, Paris, 2003.

relevant d'une philosophie marquée par la culture juridique de *civil law*, le procès pénal français laisse cependant une place importante à l'intervention des parties dans le cadre de l'instruction et l'audience de jugement est intégralement orale, publique, contradictoire.

L'oralité signifie que seul le président prend connaissance du dossier d'instruction lors de l'ouverture des débats. Ses deux assesseurs et les jurés n'y ont pas accès ni avant, ni pendant le procès. Si le président souhaite utiliser une pièce écrite lors de l'audience, il doit la soumettre au débat contradictoire de l'audience. Lors des délibérations, la Cour ne pourra se prévaloir que des pièces qui ont été expressément discutées lors de l'audience.

La présence de juges non professionnels dans les cours d'assises a toujours participé de la singularité de cette juridiction. Quant au principe de l'intime conviction, il est énoncé dans le serment des jurés à l'article 304¹ du Code de procédure pénale et par le président, faisant référence à l'article 353², juste avant la suspension des débats lorsque la Cour et le jury se retirent pour délibérer. Cependant la notion d'intime conviction n'est à aucun moment clairement définie dans le Code de procédure pénale. Historiquement, le choix d'un système de preuves fondées sur l'intime conviction s'oppose au système des preuves légales qui était en vigueur sous l'Ancien Régime. Il faut se référer au Code de Brumaire an IV pour retrouver l'esprit des Lumières qui anime la rédaction de ces lignes. Mais finalement le choix du principe de l'intime conviction provient d'une constatation simple : l'introduction du jury populaire dans les jugements des cours d'assises nécessitait la mise en place d'un système où la preuve morale prend le dessus sur la preuve légale. De plus, le choix de l'instauration du jury populaire et de la décision par intime conviction sans motivation a été longtemps considéré comme la seule possibilité de concilier la présence des profanes au sein d'une juridiction de jugement.

La cour d'assises a pour attribution les infractions les plus graves, c'est-à-dire que toute infraction qui ne relève pas du tribunal de police (contravention) ou du tribunal correctionnel (délit) relève de la cour d'assises (crime). Selon l'article 231 du Code de procédure pénale, la

¹ « Vous jurez et promettez d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges qui seront portées contre l'accusé, de ne trahir ni les intérêts de l'accusé ni ceux de la société qui l'accuse ; de ne communiquer avec personne jusqu'après notre déclaration ; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection ; de vous décider d'après les charges et les moyens de défense suivant votre intime conviction avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre, et de conserver le secret des délibérations même après la cessation de vos fonctions. », *ibid.*, éditions Dalloz, Paris, 2003.

² « La loi ne demande pas compte aux juges des moyens par lesquels ils se sont convaincus, elle ne leur prescrit pas de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve : elle leur prescrit de s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement et de chercher, dans la sincérité de leur conscience, quelle impression ont faite, sur leur raison, les preuves rapportées contre l'accusé, et les moyens de sa défense. La loi ne leur fait que cette seule question, qui renferme toute la mesure de leurs devoirs : avez-vous une intime conviction ? », *ibid.*

cour d'assises, à la différence des autres juridictions, est apte à juger toutes les infractions dont elle est régulièrement saisie¹ à travers le dispositif de la décision de mise en accusation (plénitude de juridiction), qu'elle statue en premier ressort ou en appel. Sont donc de la compétence de la cour d'assises toutes les infractions qualifiées par la loi de crime de droit commun, mais également pour complicité et tentative de crime². Selon le Code pénal, les crimes de droit commun sont les infractions faisant encourir une peine d'emprisonnement de plus de dix ans tels que l'assassinat, le meurtre, l'empoisonnement, le viol et le vol avec arme.

Au sein de l'organisation judiciaire, bien que la cour d'assises ne puisse pas être qualifiée de juridiction d'exception, au sens juridique du terme³, elle est une juridiction « à part » et ce pour différentes raisons. On parle d'unicité de la cour d'assises, car on en dénombre une seule dans chaque département. La cour d'assises n'est pas une juridiction permanente, elle siège par sessions, c'est-à-dire de manière intermittente et selon une durée variable. Les sessions dites ordinaires ont lieu une fois par trimestre, mais il est également possible de fixer des sessions supplémentaires si cela est nécessaire en fonction du nombre d'affaires à juger. Jusqu'au 31 décembre 2011, la formation de jugement était composée de trois magistrats professionnels (le président et deux assesseurs) et de neuf jurés en première instance, et de trois magistrats professionnels et de douze jurés en appel. À partir du 1^{er} janvier 2012, la formation de jugement est composée de trois magistrats professionnels et six jurés en première instance, et de trois magistrats professionnels et de neuf jurés en appel.

Sans rentrer dans les détails des caractéristiques, principes et règles de base qui régissent le droit pénal et la procédure pénale française⁴ dans leur ensemble, il nous faut expliciter la chronologie et le fonctionnement concret du procès criminel afin de comprendre pleinement son déroulement. Entre le moment où une infraction est commise et la condamnation de l'accusé, il faut distinguer trois étapes : le déclenchement des poursuites, l'instruction

¹ Article 231 du Code de procédure pénale. Pour plus de détails concernant le fonctionnement de la cour d'assises, se référer à H. Angevin, *La pratique de la cour d'assises*, éditions Litec, 3^e édition, Paris, 2002, p. 135.

² Article 214 du Code de procédure pénale.

³ Les singularités de la cour d'assises sont bien réelles dans le champ des juridictions existantes, cependant la cour d'assises fait partie des juridictions de droit commun par opposition aux juridictions d'exception tels que le tribunal de commerce ou encore le conseil de prud'hommes. Voir J.-P. Scarano, *Institutions juridictionnelles*, 10^e édition, édition Ellipses, Paris, 2007.

⁴ Pour une étude détaillée de la procédure pénale française, je renvoie le lecteur à l'ouvrage de G. Stefani, G. Levasseur, B. Bouloc, *op. cit.*

préparatoire et enfin le jugement qui acquiert la qualité d'« autorité de la chose jugée » si les voies de recours ne sont pas utilisées¹.

Le déclenchement des poursuites par le ministère public survient suite à la constatation d'une infraction ou à la dénonciation d'une infraction par la victime.

Le juge d'instruction va être chargé de diriger l'enquête avec l'aide de la police judiciaire. Dans le cadre de l'instruction, le juge procède à l'audition des témoins, à l'interrogatoire du prévenu et demande des expertises. Le juge d'instruction instruit à charge et à décharge, et détient de grands pouvoirs concernant l'administration de la preuve. Une fois l'instruction close, le juge d'instruction transmet le dossier à la chambre de l'instruction². Cette dernière va rendre une décision de mise en accusation³ si elle décide de renvoyer l'accusé devant la cour d'assises, ou bien un arrêt de non-lieu si elle estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention ou si l'auteur est resté inconnu ou encore s'il n'existe pas de charges suffisantes contre la personne mise en examen.

Vient alors le moment de l'audience publique se tenant devant la cour d'assises. Après la constitution du jury populaire, le président ouvre les débats. Survient ensuite la lecture de l'ordonnance de mise en accusation par le greffier. Puis le président effectuera, dans l'ordre qu'il souhaite, l'étude de la personnalité de l'accusé et l'étude des faits pour lesquels ce dernier est jugé. Durant ces deux grands moments qui constituent le procès, le président procède à l'audition de l'ensemble des protagonistes appelés à la barre (témoins, experts). Puis, aux plaidoiries des parties civiles succède le réquisitoire de l'avocat général suivi de la plaidoirie de la défense. Après avoir donné le dernier mot à l'accusé, la Cour et le jury se retirent en salle des délibérations afin de répondre aux questions qui leur sont posées, tant sur la culpabilité que sur la peine. Depuis la loi du 10 août 2011, la motivation des décisions de cour d'assises a été introduite par le biais d'une feuille de motivation qui justifie des preuves retenues par la Cour pour répondre aux différentes questions. Une fois la décision prise, le verdict est rendu en salle d'audience.

¹ En France, l'appel en matière criminelle a été introduit par la loi du 15 juin 2000. Il s'agit d'un « appel circulaire » dans la mesure où il s'agit d'une deuxième chance puisque le procès est rejugé dans son intégralité. Avant cette date, il n'existait pas la possibilité de faire appel. Le verdict étant rendu par le jury populaire, ce dernier lui conférait une sorte d'immunité et d'inafaillibilité liées à sa composante populaire. Plus largement, cela était soutenu par le mythe du jury en tant qu'expression de la volonté générale. Pour une étude détaillée des débats relatifs à l'introduction de l'appel en matière criminelle, voir le chapitre 1 du titre 2 de l'ouvrage de William Roumier, *op. cit.*

² Depuis la loi du 15 juin 2000, la chambre de d'accusation s'appelle chambre de l'instruction.

³ Depuis la loi du 15 juin 2000, l'« arrêt de mise en accusation » a été renommé « décision de mise en accusation ».

En Italie

Dans le droit pénal italien, la classification des infractions n'est pas tripartite comme en France (contravention, délit et crime), mais bipartite. On distingue les contraventions (*contravvenzione*) des délits (*delitti*). La catégorie italienne de délit englobe ce qui est qualifié en France de délit et de crime. A la différence de la cour d'assises française qui possède une procédure pénale adaptée à ses particularités, la cour d'assises italienne est soumise aux mêmes règles de procédure que l'ensemble des juridictions pénales. Seules la composition et la compétence de la cour d'assises se distinguent des autres juridictions.

C'est l'article 5 du code pénal qui définit la compétence de la cour d'assises. Sont de la compétence de la cour d'assises, les délits constitués ou simplement tentés, pour lesquels la loi a prévu une peine de réclusion criminelle qui n'est pas inférieure au maximum de vingt-quatre années. Les délits jugés par la cour d'assises sont les homicides et toutes les atteintes à la personne lorsqu'elles entraînent la mort, les atteintes à la dignité humaine et toutes les infractions d'ordre politique et contre la sûreté de l'État et des États voisins¹. Les procès de terrorisme en constituent un bon exemple. Remarquons qu'il y a donc peu d'infractions communes entre la France et l'Italie qui relèvent de la compétence de la cour d'assises, excepté la grande variété des homicides et certaines formes d'atteintes à la personne. En Italie, les viols sont de la compétence du tribunal (*tribunale*), juridiction pénale de droit commun, et les affaires de terrorisme relèvent de la cour d'assises, alors qu'en France les viols sont de la compétence de la cour d'assises et les affaires de terrorisme sont de la compétence d'une cour d'assises spéciale qui siège sans jury criminel. Ajoutons que les braquages sont également de la compétence de la cour d'assises française et non de la cour d'assises italienne. La procédure pénale du tribunal (*tribunale*) et de la cour d'assises sont les mêmes, il n'y a pas de normes spécifiques pour le déroulement de l'audience devant les assises, contrairement à la France. La cour d'assises siège par session d'une durée de trois mois (quatre sessions par an), cependant il n'est pas rare que les procès se prolongent au-delà de cette durée². Le ressort³ de la cour d'assises correspond généralement à la région, mais plusieurs cours d'assises peuvent siéger dans une même région si cela est nécessaire⁴. La formation de jugement se compose d'un

¹ Se référer aux articles 241 à 275, 276 à 293, 294, 295 à 300, 301 à 313, 579, 580, 584, 586, 593, 601, 602, 630 et suivants du code pénal italien. *Codice penale e di procedura penale e leggi complementari*, edizione Simone, Napoli, 2006.

² En pratique, à la cour d'assises de Milan, la quasi-totalité des procès auxquels nous avons assisté avaient une durée bien supérieure à quatre mois.

³ Le ressort peut être défini comme l'étendue de la compétence géographique d'une juridiction.

⁴ À Milan, durant les années 1990, on dénombrait jusqu'à quatre cours d'assises.

président choisi parmi les magistrats de la cour d'appel, d'un magistrat du tribunal (*giudice a latere*), et de six jurés populaires (*giudici popolari*). La composition de la cour d'assises est dérogatoire par rapport à la structure habituelle des autres juridictions qui sont toutes composées d'un nombre impair de juges. L'objectif est que toute décision défavorable à l'accusé soit prise avec la majorité qualifiée. Mais l'innovation de la loi de 1951 est la création d'un double degré de juridiction en matière criminelle. Il s'agit d'un « appel hiérarchique »¹ où seuls les points de droit contestés par les parties sont à nouveau étudiés par la cour d'assises d'appel qui est composée du même nombre de jurés et de magistrats. Le président a un grade de conseiller de la cour de cassation et l'assesseur celui de conseiller de la cour d'appel. Tous deux sont tenus de quitter la cour d'assises après une période de dix ans d'exercice. Les décisions de la cour d'assises et de la cour d'assises d'appel sont toutes motivées en droit².

Jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure pénale en 1989, le système judiciaire italien était organisé sur un modèle très proche du système judiciaire français³ (ils partagent le même héritage napoléonien). Avant cette réforme, la procédure se déroulait de la façon suivante : un réquisitoire introductif permettait au parquet de poursuivre et c'est ensuite le juge d'instruction qui avait la direction de l'enquête et disposait de très larges pouvoirs pour l'administration de la preuve. C'est à lui que revenait le soin d'ordonner toutes les mesures d'instruction nécessaires (perquisitions, auditions, expertises...). À la fin de l'enquête, s'il y avait lieu, il émettait une ordonnance de renvoi en jugement.

En 1989⁴, l'Italie a adopté un nouveau Code de procédure pénale qui modifie radicalement l'ensemble du système pénal en choisissant de s'orienter vers le « compromis accusatoire »⁵. Pour Claudio Sarzotti, « on peut affirmer que la réforme italienne de 1989 a représenté un essai exemplaire, et d'une certaine façon paradigmatique, en greffant les formes du procès accusatoire sur un tronc constitué d'une culture juridique typique du modèle inquisitoire, qu'il s'agisse des opérateurs du droit ou de l'organisation du pouvoir judiciaire »⁶. Le mouvement de réforme qui aboutit au nouveau code a vu le jour dès le début des années 1960. Mais cette réforme de première importance ne constitue pas la simple entrée en vigueur

¹ L'appel hiérarchique signifie qu'on ne rejuge que les points de droit qui ont été contestés. L'appel hiérarchique s'oppose à l'appel circulaire dans lequel on juge une nouvelle fois l'intégralité de l'affaire. En France, l'appel des décisions rendues par la cour d'assises est un appel circulaire.

² La motivation des décisions de justice en Italie est une règle constitutionnelle énoncée à l'article 111 de la Constitution italienne de 1948.

³ M. Delmas-Marty, *Procédures pénales d'Europe*, éditions Thémis, PUF, Paris, 1995.

⁴ Le texte voit définitivement le jour le 22 septembre 1988 et entre en vigueur le 24 octobre 1989.

⁵ Cette expression est celle de D. Salas et A. Garapon dans *Les nouvelles sorcières de Salem, leçon d'Outreau*, p. 10. Les auteurs distinguent le « compromis inquisitoire » du « compromis accusatoire », selon que l'enquête ou l'audience représentent le moment privilégié du procès.

⁶ C. Sarzotti, « Égalité et modèles de procès pénal », *Déviance et société*, 20, 3, 1996, p. 216.

d'un nouveau code, car son objectif était la mise en place d'un véritable modèle accusatoire à l'italienne qui ne négligerait pas l'importance de la culture juridique¹. « Le nouveau procès italien ne s'est pas voulu une pâle imitation des modèles anglais ou américain dont il reconnaît s'inspirer. (...) Au-delà des traits et principes communs à tout système accusatoire – et du fait que le nouveau procès pénal italien est confronté à des problèmes classiques dans les régimes anglo-saxons, l'importance des différences institutionnelles entre l'Italie d'une part, le Royaume-Uni et les États-Unis d'autre part, interdit la pure transposition, même en termes tout à fait généraux : que l'on pense, pour citer les exemples les plus frappants, au statut de la police judiciaire et surtout à celui du ministère public, soumis de par l'article 112 de la Constitution italienne, au principe de la légalité des poursuites (...) »². Toute une réflexion philosophique et politique a donc accompagné son avènement. Les deux axes principaux autour desquels s'articule le nouveau système sont les suivants : d'une part une séparation stricte des deux phases du procès avec des principes et des règles distinctes ; et d'autre part, une redéfinition du rôle des acteurs de la phase préparatoire avec la suppression du juge d'instruction et la redistribution de ses prérogatives à deux acteurs distincts, le ministère public et le juge de l'enquête préliminaire.

Ainsi, depuis cette date, l'Italie peut être envisagée comme une sorte de « projection » des possibles réformes préconisées en France et apparaît comme un « laboratoire à ciel ouvert » pour l'observateur français. Selon Robert Roth, « l'objectif déclaré du législateur de 1988 est ainsi de se rapprocher autant que possible, dans le respect des traditions nationales, d'un système accusatoire « pur » »³. Par « accusatoire pur » il faut entendre une séparation absolue entre les rôles de juge et d'accusateur d'une part, et l'affirmation du principe selon lequel la preuve est uniquement apportée au cours des débats d'autre part. Cependant, si l'on peut aujourd'hui classer l'Italie parmi les pays ayant une procédure pénale accusatoire, le système adopté n'en est pas moins un système hybride, où par certains aspects la procédure inquisitoire a laissé des traces⁴. Mais l'esprit du nouveau Code de procédure pénale italien est avant tout accusatoire, et ce n'est qu'après son entrée en vigueur qu'il sera retouché dans un sens parfois antagoniste à l'esprit que lui avaient conféré ses créateurs. Le mouvement de la

¹ « Changer de culture a un coût, qu'il n'est pas certain que la société française soit prête à payer. Pas seulement un coût financier, mais aussi un coût politique. Et puis, comment s'y prendre ? On ne change pas une culture à coup de décrets. C'est en effet tout un art de réformer. Art dont n'ont pas fait preuve nos gouvernements jusqu'ici : les réformes de la procédure pénale se sont accumulées sans parvenir à toucher les fondamentaux de la culture inquisitoire. » in D. Salas, A. Garapon, *op. cit.*, p. 130.

² R. Roth, *op. cit.*, p. 150.

³ R. Roth, *ibid.*, p. 153.

⁴ F. Izzo, *Compendio di diritto processuale penale*, 17^e édition, edizione Simone, Napoli, 2006, p. 8 ; R. Roth, *ibid.* ; R. Roth, « Nouvelle procédure pénale italienne : l'esprit de système et l'esprit du système » in *Procédure pénale, Droit pénal international. Entraide pénale, Études en l'honneur de Dominique Poncet*, éditions, Genève, 1997.

contre-réforme s'est très rapidement imposé et dès 1992 une révision législative fut mise en œuvre compte tenu du contexte politico-juridique de l'époque et de certains problèmes juridiques de fond¹ tel que sur la formation de la preuve.

Quoiqu'il en soit, la réforme du Code de procédure pénale a été effectuée, comme en France, dans une problématique d'amélioration du fonctionnement du système judiciaire. La volonté politique fut d'améliorer le respect des droits et des libertés de chacun en donnant plus d'espace aux parties, et de permettre une plus grande transparence au déroulement du procès. Le courant réformateur qui s'est emparé de l'institution judiciaire en France depuis une vingtaine d'années², dans des proportions et modalités différentes, semble ne pas épargner l'institution judiciaire italienne. Si aujourd'hui la crise de l'institution judiciaire est un thème récurrent dans les deux pays, la France est en quête d'un nouveau modèle alors que l'Italie en a déjà adopté un. En Italie, les dysfonctionnements n'ont pas disparu et le nouveau Code de procédure pénale semble avoir permis la suppression de certains d'entre eux, sans pour autant parvenir aux résultats escomptés. Les grandes difficultés rencontrées dans la réforme de 1989 peuvent s'expliquer en partie par « la compatibilité problématique d'un modèle de procès substantiellement emprunté au modèle accusatoire avec, d'une part, une organisation du pouvoir judiciaire de type hiérarchico-bureaucratique et, d'autre part, une culture juridique des opérateurs du droit fondée essentiellement sur l'idéologie de l'Etat actif »³.

Les grands traits de la procédure pénale italienne sont les suivants : le procès est considéré comme « chose des parties », la preuve est orale, l'activité du ministère public est contrôlée et enfin, il s'agit d'un système dit garantiste. Le juge d'instruction a été supprimé et le procès prend la forme d'un face à face entre les parties – ministère public et défense – qui se déroule durant toute la procédure. Cette dernière se divise en trois phases :

- L'enquête préliminaire : le ministère public mène l'enquête avec l'aide de la police pour une durée maximum de six mois, sous le contrôle du juge des enquêtes préliminaires (*Giudice del Indagine Preliminare* dit *gip*) qui évalue la légalité des actes du parquet, notamment en ce qui concerne les libertés individuelles : détention provisoire, écoutes téléphoniques...

¹ R. Roth, « Le « nouveau procès pénale italien » et son évolution : un système accusatoire à la recherche de son équilibre », pp. 158 et suivantes.

² L'ouvrage d'A. Vauchez et L. Willemez, *op. cit.*, donne une vision très détaillée de l'ampleur de cette problématique de la réforme, présente dans de nombreuses institutions et particulièrement puissante dans sa mise en œuvre au sein de l'institution judiciaire française.

³ C. Sarzotti, *op. cit.*, p. 216.

- L'audience préliminaire : il s'agit d'une seconde phase dans laquelle le ministère public formule ses demandes, c'est-à-dire classement sans suite ou renvoi devant la juridiction de jugement, devant le juge des enquêtes préliminaires durant une audience à huis clos comportant un débat contradictoire.

- L'audience demeure le moment central de la procédure. Elle est elle-même divisée en deux temps : d'abord les questions préliminaires et l'admission des preuves au dossier qui sera celui débattu durant l'audience, ensuite vient le débat à proprement parler. L'audience est semblable à celle qui se déroule dans le procès anglo-saxon, c'est-à-dire que le président fait figure d'arbitre des débats, et n'intervient que pour en assurer la loyauté ; ce sont les parties qui se chargent des interrogatoires à travers la pratique de *cross-examination* (contre-interrogatoire).

Sur le plan pratique, la distinction de ces trois phases implique la constitution d'un « double dossier ». La loi prévoit la distinction entre les actes d'instruction qui seront dans le dossier transmis au juge du débat, autrement dit les actes relatifs à l'action civile, les procès-verbaux des actes non susceptibles d'être réitérés accomplis par le ministère public ou la police judiciaire, les procès-verbaux des actes accomplis pendant les « incidents probatoires »¹, les casiers judiciaires et scellés², d'autres actes qui figurent au dossier du ministère public, lequel est à la disposition des parties qui peuvent en demander une copie³.

Il est également important de préciser qu'avant l'audience, magistrats et jurés n'ont aucune connaissance du dossier. Les magistrats italiens, à la différence du président français, n'ont pas accès aux enquêtes et aux procès-verbaux contenus dans le dossier du ministère public. Seule l'ordonnance de renvoi constitue une source d'informations mais son contenu reste superficiel quant aux preuves auxquelles elle se réfère. Mais les difficultés rencontrées dans la pratique ont poussé la Cour constitutionnelle à modifier le rôle du juge (jurés et magistrats) afin de sauvegarder le but premier de recherche de la vérité qui souffrait des règles imposées par le principe de l'oralité des débats. La Cour constitutionnelle a écarté certains articles du Code de procédure pénale afin de pouvoir rendre au juge un rôle de premier ordre dans l'administration de la preuve. De sa passivité initialement prévue, le procès étant chose des parties, le juge est devenu un intervenant à l'audience, au même titre que les parties, et

¹ L'incident probatoire est régi par les articles 392 et suivants du Code de procédure pénale. Il permet au ministère public ou à la défense de demander l'acquisition anticipée d'éléments de preuve au moment de l'enquête préliminaire ou de l'audience préliminaire, c'est-à-dire avant l'audience. Les preuves susceptibles de bénéficier de l'incident probatoire sont regroupées en quatre catégories. Cf. F. Izzo, *op.cit.*, pp. 257 et suivantes.

² Article 431, Code de procédure pénale.

³ Article 433, Code de procédure pénale.

disposant d'un pouvoir propre d'instruction en matière de formation de la preuve. Ainsi, par exemple, le procès-verbal d'audition d'un témoin recueilli durant la phase préparatoire peut être admis comme élément de preuve dans la mesure où il a été discuté par les parties à l'audience.

Ces modifications de la procédure pénale concernant le rôle de la formation de jugement sont importantes pour comprendre le rôle précis des jurés italiens qui participent donc à la prise de décision en matière de formation de la preuve.

Enfin, dernière remarque, le système procédural de 1989 a eu une autre conséquence importante sur le jugement des infractions relevant de la cour d'assises. Le législateur a introduit cinq cas de « procédures particulières »¹ qui permettent de contourner les trois phases que nous avons précédemment exposées et qui, par la suppression de certaines étapes, permettent de simplifier et d'accélérer les procédures. Il est donc possible que des faits relevant de la compétence de la cour d'assises soient jugés en premier ressort non pas durant une audience publique par une cour mêlant magistrats et jurés et respectant les principes de l'oralité des débats et du contradictoire, mais par un seul magistrat professionnel statuant à partir du dossier constitué par les enquêtes dirigées par le ministère public. Cette alternative propre aux systèmes de *common law* est caractérisée par Stefano Mogini de « contradiction logique » puisque d'un côté on retrouve « un débat contradictoire élevé au rang d'unique voie permettant d'atteindre la vérité judiciaire alors que dans le même temps est encouragé le recours à diverses formes de procès »².

¹ Livre VI du Code de procédure pénale.

² S. Mogini, « Brèves remarque critiques sur l'expérience italienne de la cour d'assises », in J. Pradel (dir.), « Quelle participation des citoyens au jugement des crimes ? À propos de la réforme de la cour d'assises », *op. cit.*, p.77.

2 - Le jury populaire en France et en Italie

Les fondements historiques

En France

Le jury français, qui a aujourd'hui plus de deux siècles d'existence, fut établi par la loi des 16-29 septembre 1791, (décret concernant la police de sûreté, la justice criminelle et l'établissement des jurés) « au plus vif de la période révolutionnaire, dans le cadre d'un projet de société où les citoyens seraient enfin prémunis contre une répression arbitraire : des peines clairement définies dans leur mesure et leur motif, une audience contradictoire et publique, des juges du fait indépendants du pouvoir puisque choisis au cœur de la société civile »¹. Cependant, la mise en place du jury ne fut pas sans difficulté et sans dysfonctionnement. Comme l'écrit Gabriel Tarde dans le courant du XIX^e siècle, « l'ignorance, la peur, la naïveté, la versatilité, l'inconséquence, la partialité tour à tour servile ou frondeuse, des jurés, sont prouvées surabondamment »². Et en effet, à cette période, la littérature juridique s'évertue à prouver à l'aide de nombreux travaux la singularité des votes des jurés, mais aussi le peu de lien entre l'idéal d'une justice populaire et les pratiques réelles dans les cours d'assises. Ces griefs sont constants à l'égard des jurés sur la période allant de la fin du XVIII^e siècle à la Seconde Guerre mondiale, mécontentant une frange de l'intelligentsia et la majeure partie de la magistrature. Mais ce que l'on reproche véritablement aux jurés, c'est d'être réguliers dans l'inapplication de la loi, non parce qu'ils condamnent des innocents, mais bien plutôt parce qu'ils acquittent des coupables³. Dès lors, comme Louis Gruel le rappelle, « les acquittements « scandaleux » ont été suffisamment nombreux pour être à la source des bouleversements successifs de la procédure pénale »⁴. Plusieurs réformes successives tentèrent d'abolir le détournement de procédure, la « prise de contrôle illégitime de la sentence par le jury à travers la négation de tout ou partie des faits »⁵. L'objectif fut de ramener le taux d'acquiescement à un

¹ L. Gruel, *op. cit.*, p. 5.

² Dans un texte intitulé *Le jugement*, Gabriel Tarde revient en détail sur le décalage entre ce que sont les idéaux qui ont instauré l'institution du jury populaire et les innombrables problèmes qui contribuent à alimenter les dysfonctionnements du système. Il dénonce, entre autres, les problèmes de corruption des jurés et la reproduction d'une justice de lynchage. G. Tarde, *Philosophie pénale*, éditions Cujas, Paris, 1972.

³ Un exemple fréquent où les jurés préféreraient acquitter plutôt que de condamner est celui de l'infanticide : la peine de mort leur semblait disproportionnée. On modifia la procédure pénale dans le sens de la modération des peines pour prévenir l'acquiescement. Les stratégies d'adaptation et de contournement adoptées par les acteurs ont contraint l'institution judiciaire à « recomposer », réajuster la norme pénale.

⁴ L. Gruel, *op. cit.*, p. 12.

⁵ L. Gruel, *ibid.*, p. 20.

seuil « raisonnable » ; objectif atteint grâce à la loi de 1943 qui le ramena à 8%, taux encore actuel. Sans refaire un historique complet des réformes, il est nécessaire de se remémorer celles qui ont été décisives à l'élaboration du jury populaire que nous connaissons aujourd'hui.

De sa création en 1792 jusqu'en 1932, l'essentiel des réformes et des lois qui concernèrent le jury populaire, comme nous venons de le préciser, avait pour objectif de pallier les détournements de procédure, causes des acquittements scandaleux. Napoléon et son entourage s'efforcent de limiter les compétences du jury populaire, et cette orientation est entérinée par le code d'instruction criminelle de 1808, ainsi que par les réformes des lois de 1824 et 1832. La première loi vise à donner aux magistrats le droit d'accorder des circonstances atténuantes pour modérer la déclaration de culpabilité prononcée par les jurés, la seconde autorise les jurés à accorder eux-mêmes les circonstances atténuantes. La loi de 1832 vise donc à lutter contre l'indulgence obstinée des *juges profanes*. Parallèlement, c'est à partir de 1808, qu'apparaît le phénomène de correctionnalisation¹ (plusieurs réformes étalées sur le siècle), qui consiste à dessaisir nombre d'affaires criminelles de l'emprise des jurés pour leur préférer un jugement par les tribunaux correctionnels. Toutes ces mesures sont autant de preuves des relations conflictuelles qui existent entre les magistrats et les jurés durant cette période. Autre réforme importante durant cette période, en 1848, l'instauration du suffrage universel (masculin), qui est explicitement associé à l'ouverture à chaque citoyen du droit d'être juré et à la suspension des condamnations à la décision d'une nette majorité des *juges laïcs*. Quelques années plus tard (1863 et 1872), d'autres réformes ont également lieu concernant le mode de recrutement des jurés et le déroulement du délibéré en 1908. En 1932, on octroie enfin aux jurés, associés aux magistrats, le droit d'être à la fois juges des faits et juges du droit, prérogatives jusque-là respectivement réparties entre les jurés pour la première et les magistrats pour la seconde. Le mode de recrutement des jurés a été plusieurs fois modifié, ainsi que le nombre d'individus appelés. Le mode de recrutement actuel date de la loi du 1^{er} janvier 1980, et le nombre de jurés et la procédure de vote dans le délibéré datent de la loi de 1958. La loi du 15 juin 2001 a instauré l'appel en matière criminelle. L'ultime réforme du 10 Août 2011 a réduit de neuf à six en première instance et de douze à neuf en appel le nombre de jurés qui siègent aux côtés des magistrats dans la formation de jugement.

¹ Il existe deux types de correctionnalisation : la correctionnalisation légale et la correctionnalisation judiciaire. On peut définir la correctionnalisation légale comme « le fait du législateur qui, dans une loi nouvelle, transforme une infraction jusqu'alors criminelle en un simple délit » ; et la correctionnalisation judiciaire comme la « pratique qui consiste, pour les autorités de poursuite ou d'instruction, à déférer à la juridiction correctionnelle ce qui est constitutif d'un crime en négligeant l'existence des circonstances aggravantes ». P. Nicoleau, *Dicojuris*, éditions Ellipses, Paris, p. 87.

En Italie

Le jury populaire italien (*giuria popolare*) connaît une histoire plus récente que celle du jury français, mais non moins mouvementée. Actuellement régie par la loi du 10 avril 1951, son apparition remonte aux prémices de l'unification italienne et son acte fondateur est celui de l'*Editto* du 26 mars 1848. Sont alors institués les jurés comme juges du fait en matière de procès de délits de presse (*reati di stampa*). Symboliquement, la proximité de la création de cette loi avec celle de la proclamation du Statuto Albertino (première Constitution de l'Italie unifiée) et le choix de la compétence du jury populaire en matière de délit de presse, une liberté fondamentale, lui donne, selon Ennio Amodio¹, une certaine « valeur » constitutionnelle. Et selon lui, c'est cette « valeur » qui va permettre au jury de perdurer au fil de l'histoire italienne. Le caractère « constitutionnel » du jury populaire italien, apparu dans un premier temps dans le royaume de Piémont-Sardaigne, puis dans l'Italie unifiée à partir de 1861², est confirmé par les motivations de fond liées à l'engouement européen (Angleterre, France) pour la participation des citoyens dans les décisions de justice. Ainsi le jury populaire est perçu comme « une institution de méfiance politique », dans la mesure où la participation des citoyens vise à « ôter au gouvernement un pouvoir duquel il pourrait abuser ». Donner la possibilité de juger à des personnes étrangères à la magistrature était un choix institutionnel pouvant garantir au citoyen d'avoir un juge « non suspect » dans des affaires où la tentation d'agir sur les libertés pouvait être plus forte que dans d'autres. Le poids politique et symbolique du jury est donc central dans les premières années suivant sa mise en place. Pour l'auteur, il est important de garder à l'esprit que l'idéologie de la participation populaire qui a mené à la mise en place du jury en Italie est profondément différente de celle élaborée plus récemment, fondée sur des normes constitutionnelles. On conçoit à cette époque le jury comme un moyen de limiter les abus des magistrats professionnels, et il s'agit pour le citoyen d'un devoir et non d'un droit.

Comme en France, toute la problématique du jury durant cette période s'oriente sur des questions plus politiques que judiciaires. Le jury populaire est porteur de l'idéal de l'État libéral garant des libertés civiles. « La nature politique de l'institution du jury qui fixe qu'à « un électeur correspond un juré » constitue la base du recrutement à partir des listes électorales ». Le jury italien apparaît comme une conquête de la bourgeoisie mise à son propre service. Mais, comme en France à la même période, on accuse les jurés d'inconstance et

¹ E. Amodio, « Giustizia popolare, garantismo e partecipazione », in E. Amodio (a cura di), *I giudici senza toga*, Giuffrè editore, Milano, 1989.

² L'auteur précise qu'en 1859, le royaume de Piémont-Sardaigne annexe certaines provinces italiennes extérieures au royaume, et en vertu de ses pouvoirs extraordinaires le gouvernement introduisit le jury populaire.

d'irrégularité à l'égard des peines qu'ils attribuent. Les opposants au jury s'attaquent au mode de recrutement de ce dernier. Toutes ces réformes ont un seul et même objectif : mieux maîtriser le mode de recrutement des jurés en le modifiant, afin de mieux contrôler leur action sur les jugements en cour d'assises, jugements considérés comme déviants. On ne cesse de modifier les critères de recrutement pour constituer les listes de jurés. En 1874, le critère de « l'électorat » est abandonné au profit du critère de la « capacité ». Si l'on estime que toute personne a droit à être jugée par un jury, en revanche, tout le monde n'est pas considéré comme apte à juger. Cette réforme marque le passage des enjeux du jury de la sphère politique à celle purement juridique. L'objectif est d'empêcher l'accès du jury aux personnes considérées comme « ignorantes », soi-disant responsables des verdicts scandaleux. Évidemment cette réforme cherchait à rendre le jury plus élitiste. Autre action de la réforme de 1874, dans la perspective d'une plus grande mainmise sur le mode de recrutement du jury populaire, la loi donne aux magistrats un pouvoir de tutelle plus grand sur les jurés. On constate l'intensification de l'intervention directe du pouvoir politique sur les présidents des cours d'assises. Le président, grâce à son pouvoir discrétionnaire, sélectionne uniquement les pièces du dossier qu'il souhaite montrer aux jurés et est autorisé à faire un résumé des débats qui lui permet d'avoir une plus grande influence sur l'opinion des jurés. S'ajoute à cela l'interdiction faite aux jurés de discuter entre eux au sujet des questions et des preuves avant de voter. La loi de 1874 restera en vigueur jusqu'en 1931, date de la réforme fasciste. Parallèlement à ces réformes sur la constitution des listes des jurés, d'autres manœuvres sont entreprises pour retirer certaines infractions de la compétence du jury (loi du 19 juillet 1894 et loi du 25 novembre 1926). En 1931, le régime fasciste supprime l'intervention des laïcs dans le jugement des crimes et le remplace par le cabinet (*scabinato*), c'est-à-dire par un échevinage entre magistrats professionnels et assesseurs issus de la société civile. Évidemment, ces assesseurs sont très rigoureusement sélectionnés sur la base de leur statut social et de leur conviction politique.

La loi suivante sera celle de 1951 qui accompagnera la nouvelle République italienne adoptée en 1948. Depuis cette constitution, la participation des citoyens à la fonction de juger dispose de fondements constitutionnels. L'article 102-3 de la Constitution italienne pose que la participation à l'administration de la justice est un corollaire de la « souveraineté populaire ». Selon Ennio Amodio, cette investiture du peuple par les normes constitutionnelles témoigne de l'émergence d'une vision nouvelle qui vise à reproduire à l'intérieur de la salle des délibérations la même dialectique que celle présente dans la société civile, avec le pluralisme des idéologies appelées à se confronter aux fins de l'individuation des lignes de la politique

criminelle, répondant mieux aux attentes et aux besoins de la société. Autre article de la Constitution qui a son importance : l'article 111-1 qui pose l'obligation de motiver toute décision de justice. Une des différences majeures entre le jury français et le jury italien est que ce dernier est dans l'obligation de motiver sa décision.

Depuis la loi de 1951, toujours en vigueur, les relations entre les magistrats professionnels et les jurés se sont pacifiées, et on reconnaît désormais l'intérêt du regard profane au sein des cours d'assises.

Les modalités actuelles de fonctionnement

En France

En France, la procédure actuelle est le fruit du long processus historique que nous venons de décrire. Quelle est aujourd'hui la conception institutionnelle, organisationnelle du jury populaire en France ? Les conflits entre magistrats et jury n'ont plus cours, et l'ensemble des questions ayant trait au recrutement, au rôle, aux droits et aux devoirs des jurés, est parvenu à un équilibre et à un niveau de fonctionnement qui a su tenir compte des enseignements du passé. Qui peut être juré ? Comment sont-ils choisis ? Quel est le rôle qu'on attribue aux jurés ? Quels sont leurs droits et leurs devoirs ?¹

Il est dit que : « Tout citoyen français, âgé de plus de 23 ans et inscrit sur les listes électorales, est susceptible d'être juré d'assises. »² Cependant, on ne peut pas être juré si l'on a été condamné à une peine de prison supérieure à six mois pour un crime ou un délit. Certaines fonctions, professions ou situations personnelles interdisent à des citoyens d'être jurés (membres de certaines institutions étatiques et plus généralement certains hauts fonctionnaires). L'existence de liens de parenté avec l'« accusé », la partie civile, les magistrats ou les avocats ou encore le fait d'être lié à l'affaire en tant que témoin est incompatible avec la fonction de juré. On ne peut pas refuser d'être juré mais l'on peut être dispensé sous certaines conditions : lorsque l'on a plus de 70 ans et que l'on habite plus le département. Un « motif

¹ Pour exposer avec précisions ces questions de procédure, nous avons utilisé les ouvrages de F. Chapar, *Petit guide à l'usage des jurés de cours d'assises*, éditions LGDJ, 1979 ; M. Animat, M.-F. Deschamps, F. Drevon, *Les jurés*, éditions Que sais-je ?, Paris, 1980 ; ainsi que le petit livret que le ministère de la Justice distribue aux jurés lors de la révision de la liste de session, intitulé *Citoyen juré, guide à l'usage des jurés*.

² Articles 255 à 258-2 et articles 259 à 267 du Code de procédure pénale.

grave » est également une dispense. Toute absence injustifiée entraîne des sanctions pécuniaires.

Comment sont choisis les jurés ? La procédure du choix des jurés est composée de tirages au sort successifs. La sélection des cinquante jurés (titulaires et suppléants) de chaque session d'assises se fait en trois phases. Une première liste, la *liste préparatoire annuelle*, est établie publiquement dans chaque commune par un tirage au sort effectué sur les listes électorales sous l'autorité du maire. La *liste annuelle* des jurés peut alors être dressée au siège de chaque cour d'assises, autrement dit dans chaque département. Trente jours au moins avant l'ouverture de la session de la cour d'assises, lors d'une audience ouverte au public, le président du siège de la cour d'assises, ou son délégué, tire au sort les noms des quarante jurés figurant sur la *liste annuelle*, qui constituent la liste de session, ainsi que de douze jurés suppléants à partir de la liste spéciale. Vingt-trois¹ ou vingt-six, c'est le nombre minimum de jurés requis pour que puissent être valablement tirés au sort, pour chaque affaire, les neuf jurés de la cour d'assises statuant en premier ressort ou les douze jurés de la cour d'assises statuant en appel. À l'ouverture de la session, lors de la révision de la liste de service du jury, le greffier procède à l'appel des jurés, réunis dans la salle d'audience. La liste de service du jury de session est définitivement arrêtée. En audience publique, avant l'ouverture des débats et au début de chaque affaire, le greffier fait l'appel des jurés portés sur la liste de service, en présence de l'accusé. Le nom de neuf d'entre eux est tiré au sort, ainsi que celui des jurés supplémentaires qui assisteront aux débats et pourront remplacer les jurés défaillants.

Quel est le rôle des jurés ? Pour chaque procès, la cour d'assises est composée de la Cour à proprement dite, formée de juges professionnels – le président et ses deux assesseurs – et du jury constitué de neuf ou douze citoyens². Ensemble ils forment la cour. La contribution des jurés est double. On leur demande, dans un premier temps, d'analyser les faits et dans un second temps, de comprendre la personnalité de l'accusé, pour ensuite pouvoir juger de sa culpabilité. Ils statuent sur les faits et sur le droit, c'est-à-dire sur la culpabilité et la peine. On demande aux jurés d'apporter leur connaissance personnelle des « diverses situations de la vie pour que soit mieux défini ce qui peut être prouvé avec certitude contre l'accusé, sachant

¹ Bien que les chiffres aient changé compte tenu de la réforme du 10 août 2011, nous avons choisi de maintenir ceux qui correspondent à la période de réalisation de notre recherche, antérieure à la réforme.

² Depuis la loi du 10 août 2011, le nombre de jurés est de six en première instance et de huit en appel.

que le doute doit toujours lui profiter »¹. Dans un second temps, on demande aux jurés de comprendre la personnalité de l'accusé lorsqu'il est déclaré coupable. Il est dit que les jurés doivent apporter leur « connaissance des hommes et des femmes dans leur variété et leur complexité, pour que la peine tienne compte à la fois de la gravité du crime et des conséquences sur la victime, des raisons qui ont pu amener l'accusé à le commettre et des chances qu'il a de se réinsérer une fois la peine accomplie »². Cette décision est prise « au nom du peuple français ».

Quels sont les devoirs des jurés ? Au début de chaque procès, les jurés doivent prêter serment. On exige des jurés tout d'abord un « devoir d'attention » aux débats durant tout le procès. L'inattention d'un juré, si elle est évidente, peut conduire la Cour à le remplacer par un juré supplémentaire. On leur demande également un « devoir d'impartialité et l'interdiction de manifester leur opinion ». Les jurés ont également un « devoir d'interdiction de communiquer ». Ils ne doivent pas communiquer avec les parties au procès ou les journalistes. Enfin les jurés doivent « garder le secret sur les délibérations ». L'objectif étant de garantir et de préserver l'impartialité des jurés, ainsi que de les mettre à l'abri de toute pression et des risques de mesures de rétorsion extérieures. Toute violation de ce secret est constitutive d'un délit puni d'une peine d'emprisonnement et d'une amende. Même après la décision, le secret doit être tenu.

Quels sont les droits des jurés ? Les jurés disposent du « droit à l'information » concernant leurs droits et devoirs (circulaire du garde des Sceaux de 1981), du « droit de poser des questions » directement à l'accusé, aux témoins et aux experts, à la condition d'avoir demandé la parole au président et enfin du « droit de prendre des notes », qui est fortement recommandé. En vertu du Code de procédure pénale, les jurés sont indemnisés pour leur présence à la cour d'assises. On dénombre quatre sortes d'indemnités : une indemnité journalière de session, une indemnité journalière de séjour, une indemnité de transport et une indemnité pour perte de revenu professionnel. Il faut noter qu'un employeur ne peut pas s'opposer à ce qu'un employé se rende à la convocation de la cour d'assises.

¹Extrait de *Citoyen juré, guide à l'usage des jurés*, disponible à l'adresse suivante : http://www.cdad-moselle.justice.fr/article.php3?id_article=243.

² *Ibid.*

En Italie

C'est la loi n° 287 du 10 avril 1951, qui organise les modalités d'accès à la fonction de juré, la procédure de recrutement de ces derniers et l'ensemble de la procédure de jugement devant la cour d'assises (*corte d'assise*) et la cour d'assises d'appel (*corte d'assise d'appello*). Cette loi a subi diverses réformes au fil des années, mais elle reste le texte de référence en la matière.

Ces deux cours sont composées de deux magistrats professionnels (*i magistrati togati*) et de six jurés populaires (*i laici*). Le premier magistrat est un conseiller d'appel et exerce la fonction de président ; le second est un magistrat du tribunal (*tribunale*). Les modalités pour pouvoir participer au jury sont les suivantes : il faut avoir entre 30 et 65 ans et être inscrit au préalable sur les listes électorales. Il faut également répondre à quatre critères : avoir la nationalité italienne, avoir une « bonne conduite » morale, disposer de ses droits civiques et politiques, et enfin être diplômé. Pour la cour d'assises, il faut être en possession d'un certificat d'étude équivalent à notre brevet de fin de troisième (*titolo di studi di scuola media di primo grado*), et pour la cour d'assises d'appel, il faut être en possession de l'équivalent de notre baccalauréat (*titolo di studi di scuola media di secondo grado*). Participer au jury populaire est une charge obligatoire. Comme en droit en français, il existe des incompatibilités entre la charge de juré et certaines fonctions (article 12).

Comment sont choisis les jurés ?¹ La formation des listes s'effectue dans un premier temps au niveau communal. Une commission, composée du maire ou d'un de ses représentants et de deux conseillers municipaux, forme deux listes distinctes de citoyens (une pour chacune des deux cours) correspondant aux qualités demandées et résidant sur le territoire de la commune. La loi spécifie que le maire « invite » par affichage les personnes correspondant aux critères précédents à s'inscrire sur les listes dans les soixante jours suivant l'annonce. Cependant, dans la pratique, les listes de noms des futurs jurés sont constituées par tirage au sort sur les listes électorales et non sur la base d'un volontariat comme l'article 13 le précise. Dans un délai ne dépassant pas trente jours après la fin des soixante jours, l'ensemble des listes est constitué. Les listes complétées sont envoyées par le maire au président de la cour d'appel (*presidente della corte d'appello*) de la circonscription de la commune, dans les dix premiers jours du mois suivant leur constitution. Précisons qu'il peut exister une ou plusieurs cours d'assises dans chaque district de la cour d'appel. Durant la période préalable à l'envoi au

¹ Titre II, *Procedimenti per la scelta dei giudici popolari*, articles 13 à 24, loi du 10 avril 1951.

président de la cour d'appel, la commission vérifie que les personnes inscrites remplissent bien les conditions nécessaires et établit des modifications si besoin (article 15). Dans la seconde moitié du mois qui suit la réception des listes, le président de la cour d'appel convoque, dans le chef-lieu du ressort de la cour d'appel, tous les maires (ou leurs remplaçants) afin de former la commission qui procède à la vérification des conditions à remplir pour chaque personne inscrite sur les listes. Dans les trente jours suivants la convocation de la commission, cette dernière rédige deux listes distinctes correspondant à celle des personnes susceptibles de participer à la constitution du jury de la cour d'assises et celle des personnes susceptibles de constituer le jury de la cour d'assises d'appel (article 16). Les listes sont communiquées au président de la cour d'assises d'appel le quinze du mois suivant et sont affichées dans chacune des communes pour une durée de dix jours. Les citoyens peuvent à ce moment-là présenter des réclamations concernant des omissions ou annulations dans les quinze jours suivants l'affichage (article 17). À ce stade, les listes sont envoyées au président de la cour d'assises et au président de la cour d'assises d'appel. Ils reçoivent également les réclamations et, à l'aide du procureur de la République (*procuratore della Repubblica*), du bâtonnier de l'ordre des avocats (*consiglio dell'ordine degli avvocati*) et avec la participation de deux juges, dans un délai d'un mois, ils réalisent les opérations suivantes : vérification des listes, prise de décision par rapport aux réclamations, formation définitive des listes du jury pour la cour d'assises et la cour d'assises d'appel, et enfin approbation des listes en rendant un arrêt (article 18). Une fois la constitution définitive des listes, elles sont affichées dans les communes afin d'informer les citoyens. Les listes définitives sont considérées comme permanentes et valables pour deux ans. Elles sont remises à jour au mois d'avril tous les deux ans selon les modalités énoncées précédemment. Quinze jours avant la publication des listes définitives, le président de la cour d'assises d'appel du chef-lieu du département (*provincia*) forme la liste générale des jurés populaires titulaires (*giudici popolari ordinari*) et la liste des jurés populaires suppléants (*giudici popolari supplenti*) pour la cour d'assise d'appel. Puis la liste est communiquée au président de la cour d'appel du siège de la cour d'assises afin d'établir également les deux listes de jurés titulaires et suppléants. Une autre subdivision est effectuée pour les cours d'assises comme pour les cours d'assises d'appel : on établit une liste d'hommes et une liste de femmes. Tous les inscrits sur les listes générales sont destinés à participer au jury pour les deux années à venir. Quinze jours avant le début de chaque session, durant une audience publique, on tire au sort, sur les listes précédemment constituées, les jurés qui participeront à la session qui débute et on leur fait prêter serment. Ce serment ne sera pas renouvelé à chaque nouvelle affaire comme en France mais est valable pour l'ensemble de la session. Le serment que les

jurés prononcent est le suivant : « Conscient de l'extrême importance morale et civile du devoir que la loi m'attribue et avec la volonté de réaliser mon devoir avec honneur, je jure d'écouter avec précision et d'examiner avec sérénité les preuves et les motifs de l'accusation et de la défense, de former mon intime conviction en jugeant avec exactitude et impartialité et d'éloigner de moi tout sentiment d'aversion ou de clémence afin que la sentence soit ce que la société en attend : une affirmation de vérité et de justice. Je jure également de garder le secret. »¹

Quel est le rôle des jurés ? Il est demandé aux jurés populaires d'apprécier uniquement les faits et les preuves recueillis avec le bon sens commun à tous les individus. Ils jugent en « fait » et en « droit » sur l'affaire qui leur est soumise. Jurés et magistrats représentent chacun une voix lors du vote sur la culpabilité et s'il y a lieu, sur la peine. Le chiffre pair du collège (huit personnes) permet d'obtenir une majorité qualifiée. S'il y a égalité dans le vote, c'est le vote favorable à l'accusé qui l'emporte.

Quels sont les devoirs des jurés ? Les jurés doivent prêter serment préalablement à leur prise de fonction (article 30). Ils ont le devoir de ne pas manifester leur opinion lors des débats sous peine d'amende (article 32). Ils doivent garder le secret sur les délibérations.

Quels sont les droits des jurés ? Les jurés reçoivent des indemnités pour leur participation au jury (article 36). Ils reçoivent 25 euros par jour de présence effective (c'est-à-dire lorsqu'ils siègent). Pour les travailleurs indépendants et les employés qui ne sont pas payés par leur employeur lorsqu'ils siègent à la cour d'assises, un supplément est prévu.

3 - Études antérieures sur le jury populaire

Les études sur le jury populaire sont très inégalement représentées d'un continent à l'autre. Aux États-Unis, elles sont extrêmement nombreuses alors qu'en Europe, elles le sont beaucoup moins. Cependant il faut établir une distinction entre certains pays. En Angleterre, comme aux États-Unis, le jury a un rôle majeur au sein de l'institution judiciaire puisqu'il

¹ Voir l'annexe 3 Italie.

existe tant en matière civile qu'en matière pénale. Il ne s'agit donc pas d'une « anomalie », mais bien d'une pratique qui appartient à la culture juridique de *common law* des pays anglo-saxons. Dès lors, le jury populaire est et demeure une thématique de recherche pertinente pour les sciences humaines mais également pour les sciences juridiques.

En France et en Italie, malgré une forte valeur symbolique, le jury populaire demeure une exception qui n'a en aucun cas le poids et l'importance qu'il peut avoir dans les pays anglo-saxons. Pourtant, en France, le jury est une thématique d'actualité qui reste débattue – sur le plan politique, juridique et philosophique – et des recherches juridiques, historiques, psychologiques ou sociologiques voient périodiquement le jour. En Italie, en revanche, on ne retrouve aucune recherche complète réalisée sur le sujet depuis le début des années 1980. Il existe bien quelques articles ou quelques textes traitant du jury populaire, mais l'on comprend clairement que l'engouement français pour ce sujet n'est pas suivi de l'autre côté des Alpes.

Pour respecter, d'une part, l'intérêt tout particulier que nous portons aux cas de la France et de l'Italie et, d'autre part, la distinction entre les traditions juridiques de *civil law* et de *common law*, nous présenterons dans un premier temps les études françaises et italiennes portant sur le jury populaire puis, dans un second temps, celles anglaises et américaines.

Études françaises et italiennes

Le jury populaire français

Dans ses *Souvenirs de la cour d'assises*, André Gide témoigne avec force et intérêt de sa participation au jury en 1912¹. Souvent universitaires et majoritairement juridiques, le reste des écrits étudient, au fil de l'histoire du jury et des réformes qu'il a subies, le fonctionnement, le bien-fondé et l'intérêt du maintien d'une telle institution. Sans reprendre l'intégralité de ce qui a été produit par le passé, nous nous intéresserons essentiellement aux productions récentes. On notera que les ouvrages consacrés à la thématique du jury populaire sont peu nombreux et il y a finalement plus d'articles et d'actes de colloques² sur la question.

¹ A. Gide, *Souvenirs de la cour d'assises*, éditions Gallimard, Paris, 1914.

² Actes de colloques sur la thématique du jury populaire : « Le jury face au droit pénal moderne », Travaux de la III^e journée d'études juridiques, J. Dabin (19-20 mai 1967), Bibliothèque de la Faculté de droit de l'université catholique de Louvain, éditions Bruylant, Bruxelles, 1967 ; J. Pradel, « Quelle participation des citoyens au jugement des crimes ? A propos de la réforme de la cour d'assises », *op. cit.* ; « Le jury dans le procès pénal au XXI^e siècle », *Revue Internationale de Droit Pénal*, Conférence internationale, Syracuse, 26-29 mai 1999, éditions Erès, Paris, 2001.

Parmi les travaux les plus importants réalisés sur le jury populaire, nous pouvons citer les ouvrages de Françoise Lombard, Louis Gruel, William Roumier, Dominique Vernier et enfin Pengpeng Shi. Sur ces cinq principales recherches, trois sont sociologiques et deux sont juridiques. Ajoutons que quatre d'entre elles sont issues de recherches doctorales. On remarque également l'existence d'articles de témoignages d'anciens jurés dans des revues scientifiques¹.

L'ouvrage de William Roumier issu d'une thèse de droit, a le mérite d'interroger la question centrale liée au jury, à savoir la validité du principe de la souveraineté populaire, en abordant tout autant ses aspects historique, politique que juridique. En affirmant que cette notion n'a pas la valeur qu'on a toujours souhaité lui donner, William Roumier défend l'idée selon laquelle « un jury représentatif du peuple peut utilement contrebalancer, dans l'administration de la justice criminelle, le poids de magistrats parfois coupés du sentiment commun par l'habitude et le corporatisme (...) »². De plus, il insert sa réflexion sur le jury populaire dans un raisonnement plus large portant sur la question de l'appel et de la motivation des décisions en matière criminelle. Pour William Roumier, l'instauration de l'appel constitue un progrès notable du fonctionnement des cours d'assises françaises, cependant il estime que la motivation des décisions rendues par la Cour et le jury serait également nécessaire. En fin de compte l'auteur prend position et défend l'existence du jury criminel. Il montre en quoi il constitue « un excellent moyen de prendre le pouls de la société » ainsi qu'un bon moyen indépendant et impartial pour contrebalancer les conclusions de l'instruction dans le cadre de l'oralité des débats.

L'ouvrage de Louis Gruel est, quant à lui, un ouvrage essentiellement historique puisqu'il retrace l'évolution de l'influence des jurés sur les jugements de cour d'assises sous la Troisième République. Dès les premières pages il précise qu'« il faut abandonner l'image des jurés passivement « manipulés » par les magistrats et celle, plus fréquente encore, de jurés se distinguant surtout par leur inconstance et leur incompetence, cédant tantôt aux préjugés, tantôt à l'impact émotionnel des aléas d'audience ».³ En effet, il démontre et défend l'idée selon laquelle « dans un jury d'assises, les membres d'un groupe particulier sont plus incités à se détacher de leur appartenance qu'à la représenter : un ouvrier n'y est pas, ou du moins pas principalement, un ouvrier »⁴. Il conclut en expliquant comment les jurés jugent. Selon lui,

¹ Se référer aux articles présentés par Jacques Commaille, « Dossier la justice d'en bas », *Droit et Société*, 51-52, 2002 ; André-Marcel D'Ans, « La cour d'assises en examen. Réflexion-témoignage d'un juré sociologue », *Droit et Société*, 54, 2003.

² A. Decoq, « Préface », W. Roumier, *L'avenir du jury criminel*, éditions LGDJ, Paris, 2003, p. V.

³ L. Gruel, *op. cit.*, p. 5.

⁴ L. Gruel, *ibid.*, p. 111.

c'est essentiellement dans la distinction qu'ils établissent entre les rôles sociaux qu'un individu peut recouvrer, c'est-à-dire selon qu'il se révèle « personne », authentique dans son rôle, ou « personnage » qui trahit son rôle social principal. Ses conclusions aboutissent à comprendre la spécificité des liens qui existent entre les jurés ainsi qu'à leur rapport au procès et à ses acteurs. Elles apparaissent pertinentes pour comprendre le raisonnement qui se cache derrière l'« intime conviction ». Pour Louis Gruel, cette découverte touche à ce qui est « l'essentiel des liens entre l'homme et la société, à la conception même de ce qu'est, socialement, un « homme » »¹.

L'ouvrage de Françoise Lombard pose la question suivante : le jury est-il un outil de représentation ? L'ouvrage se divise en deux parties : la première traite de l'expérience des jurés et de leur place au sein du procès d'assises à travers l'analyse sociologique d'entretiens réalisés avec d'anciens jurés ; la seconde est consacrée à une étude minutieuse de l'histoire des textes et des débats juridiques qui ont jalonné l'épopée du jury criminel en France de 1791 à nos jours. Françoise Lombard s'intéresse donc aux dimensions juridique, historique et sociale du jury populaire. En partant de l'importance de la notion de représentation politique en droit français et des questionnements juridiques qui l'entourent, l'auteur aborde l'institution du jury populaire comme étant à la fois une « institution de représentation » dans « le système social global » et une « institution représentative » dans « le système de justice criminelle ». Elle cherche à démontrer que le jury populaire ne constitue pas, contrairement à ce qui est généralement perçu, une application pratique du principe de la souveraineté nationale. Cette recherche constitue une étude historique minutieuse et approfondie de l'esprit juridique des lois, qui permet de saisir les tensions politiques qui ont marqué l'histoire du jury populaire.

Dominique Vernier questionne les fondements démocratiques du jury populaire et sa dimension politique dans la lignée des travaux d'Alexis de Tocqueville. Elle part de l'expérience française du jury mais évoque également son fonctionnement dans la grande majorité des pays où il existe. L'auteur présente dans un premier temps le jury dans ses modalités théoriques et dans sa dimension internationale, puis dans un second temps, oriente sa recherche sur des aspects plus microsociologiques concernant exclusivement le jury français. Les apports de cette recherche sont essentiellement issus de la comparaison à grande échelle réalisée par l'auteur ainsi que du questionnement à caractère politique des liens unissant le jury populaire et la démocratie.

Enfin, la recherche de Pengpeng Shi s'inscrit dans les recherches classiques de droit comparé qui ont pour objectif de confronter des modèles juridiques différents afin d'en faire ressortir les convergences et les points forts. Il s'agit d'un travail qui explore les grands

¹ L. Gruel, *ibid.*, p. 5.

principes théoriques du jury criminel des trois pays que sont l'Angleterre, la France et la Chine. Selon l'expression de l'auteur, « les raisons d'être du jury, à savoir les valeurs politiques et juridiques, sont toujours similaires et surmontent l'écart des traditions judiciaires »¹. Face à ces valeurs communes qui, selon l'auteur, se retrouvent parmi la grande majorité des systèmes de jury criminel, la recherche entend à répondre à la question suivante : « Quelles pratiques permettraient de mieux réaliser les valeurs inhérentes au jury, notamment en Chine ? » Selon Pengpeng Shi, le jury doit être un organe représentatif, indépendant et puissant au sein d'une procédure criminelle contradictoire.

Le jury populaire italien

En Italie, le nombre d'études consacrées à notre objet de recherche est plus faible qu'en France². Les seuls ouvrages récents³ sur cette thématique sont ceux de Lucia Corso⁴ et l'ouvrage collectif dirigé par Ennio Amodio⁵.

À travers une approche de type philosophico-juridique, Lucia Corso réalise dans son ouvrage une apologie de la participation des juges profanes à la justice. En puisant dans la richesse des études et références anglo-saxonnes vantant les nombreux mérites du jury populaire, elle propose de considérer la participation des profanes à la justice comme une institution étant encore aujourd'hui digne d'intérêt pour nos sociétés. Selon elle, la pertinence du jury populaire est visible à plusieurs niveaux. Le jury mélange, le temps du jugement d'un procès, des individus d'une même communauté nationale mais d'horizons sociaux et culturels différents. Selon elle, la démocratie en retire un intérêt positif. D'une part, le jugement des jurés permet d'apporter un regard neuf sur les questions qui leur sont soumises, à la différence des magistrats professionnels ; d'autre part, leur jugement s'élabore dans le cadre d'un dialogue intense entre des individus qui, le plus souvent, bien qu'ayant des positions de départ opposées, parviennent à prendre une décision commune. Selon l'auteur, le jugement des jurés

¹ P. Shi, *Le jury criminel, l'étude comparée en Angleterre, France et Chine*, éditions Universitaires Européennes, Sarrebruck, 2010.

² Se référer également aux articles suivants : M. Cacciani, « Lo stereotipo del giudice popolare in una ricerca francese », *Sociologia del diritto*, anno IV, 2, 1977 ; S. Siena, « Hans Zeisel e la sociologia del diritto », *Sociologia del diritto*, anno IV, 2, 1977 ; L. Corso, « Giuria senza toga. Giuria, democrazia e senso comune », *Criminologia*, 2008 ; M. Pisani, « La corte d'assise e il giudizio d'appello », *Rivista italiano di diritto e procedura penale*, 1, 2010.

³ Nous avons trouvé des ouvrages relatifs à notre objet d'étude datant de la fin du 19^e siècle et du début du 20^e que nous avons laissé de côté compte tenu qu'ils ne traitaient pas du jury populaire tel qu'il a été introduit par la loi de 1951.

⁴ L. Corso, *Giustizia senza toga. La giuria e il senso comune*, edizione Giappichelli, Torino, 2008.

⁵ E. Amodio, *op. cit.*

représente l'expression du « sens commun » dans son acception la plus noble, caractérisé par des qualités d'écoute, de réflexion et d'attention.

L'ouvrage sous la direction d'Ennio Amodio regroupe des textes théoriques réalisés par différents auteurs sur la thématique du jury mais avec des angles d'approche différents¹. Ce recueil de textes a été publié au moment même où une réflexion plus vaste sur l'ensemble de la procédure pénale intervient en Italie. Selon Ennio Amodio, il est impossible de réaliser une réflexion sur le fonctionnement général du procès pénal sans s'intéresser au rôle joué par le jury populaire et sur l'adaptation de sa place au sein du procès dans la réforme mise en œuvre. Il ajoute que l'efficacité et la crédibilité du procès pénal ne dépend pas seulement de la structure technique du procès mais également de la place des acteurs qui détiennent les clefs du fonctionnement de l'audience. Il propose d'interroger la place précise du jury populaire dans le procès pénal en cour d'assises. Dès les premières lignes il rappelle que le jury est « une sorte de fossile judiciaire » considéré plus comme un élément encombrant que comme un atout aux yeux des professionnels de la justice. Mais la singularité italienne provient du fait que la Constitution italienne est là pour freiner toute tentative de liquidation du jury populaire. Pour Ennio Amodio², l'objectif est clair : une nouvelle réflexion sur le rôle et la place du jury est nécessaire afin de permettre une « revitalisation » de cette institution contre les tentatives de « démolition » qui lui ont clairement été portées afin de l'atteindre en profondeur. Il s'engage clairement dans la défense du jury populaire et organise sa réflexion en trois temps. En premier lieu, cet attachement au jury est intimement lié à une forme de respect de la Constitution. Caractéristique exceptionnelle, la participation citoyenne à la justice est un principe constitutionnel au même titre que le droit de vote (article 48) ou que la liberté d'aller et de venir (article 16). En deuxième lieu, parce qu'il estime que le jury est un moyen d'unir la société civile à l'État, il s'agit d'un excellent moyen de combler l'écart toujours plus grand qui se creuse entre ces deux entités. Il évoque à ce sujet de « programme de solidarité » envers les institutions, puisque la participation des citoyens au procès pénal permet de soutenir efficacement la crédibilité de l'institution judiciaire. Enfin, en troisième lieu, il évoque l'importance d'une « responsabilité partagée » entre les citoyens et les juges professionnels dans les jugements. Cela permet aux premiers de prendre conscience de l'importance de ne pas déléguer l'intégralité de la tâche à l'institution judiciaire.

Loin de poursuivre et de reprendre les nombreux thèmes et débats mais également les controverses – improductives à ses yeux – sur le jury populaire que la littérature passée a

¹ L'ensemble des contributions sont issues de réflexions réalisées à partir de recherches empiriques menées sur le jury populaire en Italie et dans d'autres systèmes juridiques.

² E. Amodio, « Prefazione », *op. cit.*, pp. III-VIII.

amplement développés et discutés, les contributions de l'ouvrage ont pour objectif d'apporter des éléments nouveaux de compréhension concernant le jury populaire italien. Pour lui, il ne fait aucun doute que la législation italienne a accumulé un certain retard en ce qui concerne le fonctionnement du jury dans le procès de cour d'assises et un des objectifs de cet ouvrage est de mettre en lumière ce qui pourrait être amélioré.

Comment expliquer la faible production scientifique sur le jury populaire côté italien ?

Tout d'abord, il faut rappeler qu'en Italie, le jury populaire connaît une existence et un futur stable grâce à l'article 102¹ alinéa 3 de la Constitution de 1948. Cette particularité peut constituer une explication possible du délaissement du jury populaire par les chercheurs italiens. De plus, si la justice italienne est très souvent sujette à débats et discussions dans les médias, il n'est généralement pas question du jury populaire. La magistrature demeure la catégorie d'acteurs la plus présente sur le devant de la scène médiatique concernant les questions de lutte contre la mafia², les conflits opposant l'institution judiciaire à la politique³, ou encore à propos de la dénonciation constante du manque de moyens dans lequel se trouve l'institution judiciaire⁴. Enfin, il existe une opposition traditionnelle et conflictuelle entre les notions de « profane » et de « professionnel ». On sait à quel point les éléments profanes sont rares, en dehors de la présence du jury populaire en cour d'assises, et contestés dans un « monde social »⁵ spécialisé comme celui de la justice. « Un métier existe lorsqu'un groupe de gens s'est fait reconnaître la « licence » exclusive d'exercer certaines activités en échange d'argent, de biens ou de services »⁶. Everett C. Hughes précise alors que les personnes disposant d'une *licence*, s'ils ont le sens de la solidarité, « revendiqueront un « mandat » pour définir le comportement que devraient adopter les autres personnes à l'égard de tout ce qui touche à leur travail »⁷. Ces deux concepts nous permettent de comprendre la prééminence logique d'un intérêt supérieur que les juristes peuvent porter aux magistrats au détriment des jurés. Du point de vue des chercheurs en droit, la valeur et l'intérêt des recherches portant sur les éléments « nobles » – autrement dit « non profanes » – de l'institution judiciaire sont supérieurs à ceux des éléments « profanes » comme le jury populaire. Pour conforter cette

¹ À l'alinéa 3 de l'article 102 de la Constitution de 1947 (entrée en vigueur en 1948) il est dit que : « La loi organise les cas et les modalités de la participation directe des citoyens à l'administration de la justice », (traduit pas nos soins), *Costituzione della Repubblica Italiana (1947)*, edizione UTET, Torino, 2006, p. 35.

² Sur ce point voir l'article de Jean-Louis Briquet, *op. cit.*

³ Sur ce point voir l'article de Jean-Louis Briquet intitulé « « Juges rouges » ou « mains propres » ? », *Critique Internationale*, 2002, 15, pp. 45-53.

⁴ Sur ces thématiques se référer au récent ouvrage de Bruno Tinti, *Toghe rotte*, edizione Chiarelettere, Torino, 2007.

⁵ Voir la définition p. 176.

⁶ E. C. Hughes, *Le regard sociologique*, éditions de l'EHESS, Paris, 1996 (1961), p. 99.

⁷ E. C. Hughes, *ibid.*, p.99.

explication, sur le terrain, nous avons remarqué que les magistrats italiens semblaient porter un intérêt plus faible à notre recherche que leurs homologues français.

Études anglo-saxonnes

On ne peut faire l'impasse sur les études anglaises, américaines et plus généralement anglophones réalisées sur le jury populaire, car elles sont d'une part très nombreuses, et d'autre part, demeurent la référence majeure lorsque l'on aborde les thématiques de la participation citoyenne. Cependant les fonctions et prérogatives du jury populaire dans les procédures pénales anglo-saxonnes (*common law*) diffèrent profondément de celles de la France (*civil law*) et, dans une moindre mesure, de l'Italie¹. En effet, les comparaisons sont plus aisées et même plus sensées au sein d'une même famille de droit, et c'est généralement une distinction qui est respectée dans les études sur le jury populaire.

C'est aux États-Unis que les études portant sur le jury populaire (*criminal jury*) sont les plus nombreuses. Dans les années 1960, la première grande recherche interdisciplinaire de sociologie juridique menée à l'université de Chicago est consacrée au fonctionnement de cette institution². Dans cette recherche de référence, Harry Kalven et Hans Zeisel³ proposèrent à cinq cent soixante magistrats un questionnaire relatif à environ quatre mille affaires célèbres qui avaient été soumises à des jurés. L'idée était de demander aux magistrats quel avait été le vote des jurés, quel aurait été le leur s'ils avaient dû juger l'affaire, et enfin en quoi, selon eux, résidait la différence entre le jugement des jurés et celui des juges professionnels. S'ajoutèrent également à ces questionnaires des entretiens avec des jurés et des enregistrements sur ce qui se passait derrière les portes de la salle des délibérations. La conclusion principale de cette recherche est que les jurés sont, d'une manière générale, plus indulgents que les juges professionnels. Les auteurs ont développé une série d'hypothèses afin d'expliquer les désaccords entre magistrats et jurés concernant les faits qui leur sont soumis et les valeurs qui animent leur jugement. Cette recherche est la première à mettre en lumière les mécanismes et

¹ Nous avons développé précédemment la situation « hybride » de l'Italie en matière de procédure pénale. Rappelons que l'Italie a, depuis 1991, adopté une procédure pénale de type accusatoire (bien qu'elle ait été modifiée par la suite), proche par de nombreux aspects de celle des pays anglo-saxons. Cependant, le fonctionnement de son jury populaire n'a pas été modifié et ce dernier est très semblable à celui du jury français.

² A. Vauchez, « Entre droit et sciences sociales. Retour sur l'histoire du mouvement « Law and society » », *Genèses*, 44, 2001.

³ H. Kalven, H. Zeisel, *The American jury*, University of Chicago Press, Chicago, 1966.

raisonnements qu'appliquent les jurés lors des délibérations ainsi que ce qui les distingue des magistrats dans ce domaine.

Encore aujourd'hui, on dénombre de très nombreuses recherches sur ce thème¹. Pour n'en citer que quelques-unes, nous pouvons évoquer les ouvrages de Valérie P. Hans² et de Neil Vidmar. Ce dernier a dirigé un ouvrage de référence sur la question du jury populaire intitulé *World Jury systems*³. Il s'agit de la première étude comparative internationale sur l'institution du jury populaire entre d'une part, les pays appartenant au système de *common law*, et d'autre part, ceux qui ont décidé de le réintroduire comme le Japon, ou qui l'on introduit depuis peu, tels que l'Espagne et la Russie. Comme il est indiqué dans la préface, cet ouvrage a pour but d'élever à un niveau supérieur, et jamais égalé, le débat sur le jury populaire. À un premier chapitre très dense qui aborde la grande majorité des problématiques centrales que pose le jury populaire, succède l'étude du jury à travers le monde. Au fil des chapitres, les systèmes américain, anglais, australien, néo-zélandais, canadien, écossais, irlandais, sont minutieusement décortiqués et mis en perspective, alors que le lecteur européen non anglophone sera surpris de voir qu'une seule sous-partie de chapitre de deux pages – à la fin de l'ouvrage – s'intéresse au reste de l'Europe. Mais ni le cas de la France, ni celui de l'Italie ne sont mentionnés.

À la différence de ce que l'on peut observer en France et en Italie, l'objet de recherche que constitue le jury populaire ne perd pas de son intérêt et demeure un thème pertinent et actuel dans les « law school » des universités de droit. Nous dénombrons deux explications face à une telle différence. La première émane de l'importance et de la valeur symbolique de l'institution du jury populaire, et la seconde provient de la grande diffusion dans la pratique des procès où les jurés sont présents dans les pays de *common law*. Les jurés sont présents dans les causes pénales mais également dans les causes civiles. Finalement, l'idée même d'une participation citoyenne est très fortement ancrée et liée à la culture juridique anglo-saxonne. Rappelons d'ailleurs que l'Angleterre représente le premier pays à avoir historiquement instauré la participation citoyenne sous la forme du jury populaire⁴.

¹ Voici quelques ouvrages de référence : L. W. Levy, *The Palladium of Justice, Origins of Trial by Jury*, Ivan R. Dee Publisher, Chicago, 1999 ; J. Abramson, *We, the jury, the jury system and the ideal of democracy*, Harvard University Press, New York, 1994 ; R. N. Jonakait, *The American jury system*, Yale University Press, New Haven, 2003.

² Les ouvrages les plus récents de Valérie P. Hans sont entre autres : *Business on trial : the civil jury and corporate responsibility*, Yale University Press, New Haven, 2000 ; *The jury system : Contemporary scholarship*, Ashgate publishing, Hampshire, 2006 ; Valérie P. Hans, N. Vidmar, *American juries, the verdict*, Prometheus Book, New York, 2007.

³ N. Vidmar, *World jury systems*, Oxford University Press, New York, 2000.

⁴ Nous faisons ici référence aux ouvrages suivants : W. Cornish, *The jury*, Pigin books, London, 1968 ; P. Delvin, *Trial by jury*, The Hamelyn lectures, London, 1966 ; M. Findlay, P. Duff, *The jury under attack*, Sidney Butterworths, London, 1988 ; D. G. Burnett, *A trial by jury*, Bloomsbury, London, 2001 ; R. Munday, *Le jury*

Synthèse

La connaissance des contextes de la recherche se présente comme une étape incontournable pour la réalisation d'une comparaison internationale raisonnée et éclairée. Ajoutons qu'il était également nécessaire de connaître et de comprendre le fonctionnement de la justice pénale française et italienne afin de pouvoir situer notre objet d'étude. C'est en partant des textes de lois relatifs à l'organisation du jury populaire et à la procédure pénale qu'il est ensuite possible d'étudier leur mise en pratique et de réaliser une comparaison des jurys populaires français et italien.

En France comme en Italie, le jury populaire, pilier symbolique de la démocratie, a été longuement critiqué et soumis au pouvoir politique cherchant à réduire sa compétence. Il a aujourd'hui trouvé une place stable dans les cours d'assises françaises et italiennes.

Chapitre 2 : D'une salle d'audience à l'autre. Retour sur les terrains et la méthodologie de la recherche

Avant d'aborder en détail la méthodologie de la recherche, étape essentielle de ce travail, au risque de surprendre le lecteur, le « je » prendra la place du « nous » dans cette sous-partie où la parole du chercheur doit s'assumer dans toute sa subjectivité.

C'est en partie parce que la subjectivité du chercheur n'est plus considérée comme honteuse et n'est plus confinée dans le hors-texte que l'on dénombre aujourd'hui de nombreuses théories et interprétations concernant l'usage du « je » dans les sciences sociales. En prenant garde de ne pas tomber dans l'excès, l'usage du « je » apparaît comme le meilleur moyen de rendre compte de la méthodologie de la recherche tout en parvenant à en exprimer les aspects les plus intimes utiles aux fins de l'analyse. Il ne s'agit pas de faire de cet espace de subjectivité et d'auto-analyse un fourre-tout des angoisses et des états d'âmes du chercheur. Jean-Pierre Olivier de Sardan¹ distingue quatre registres dans lesquels l'usage du « je » est possible : les registres d'ordre narratif, épistémologique, moral et méthodologique. Pour ma part, c'est essentiellement dans le registre méthodologique que je mobilise l'usage du « je » et c'est d'ailleurs pour cette raison que son usage sera limité à ce chapitre. « De toutes les sciences sociales, l'anthropologie (ou la sociologie de terrain) est celle où « le rôle méthodologique de la personne même du chercheur » (son observation, son écoute, ses relations personnelles, son intuition, etc.), est le plus important, au niveau particulier de la production des données. La subjectivité de l'anthropologue est un point de passage obligé du travail anthropologique de terrain, c'est une caractéristique en quelque sorte professionnelle, fondamentale, incontournable. Cette subjectivité s'ancre d'ailleurs dans une intersubjectivité, dans la mesure où c'est par le dialogue avec d'autres subjectivités que la recherche procède. »² En effet, l'usage du « je » crée un espace où la subjectivité du chercheur et ses expériences personnelles de terrain peuvent transparaître de manière plus évidente afin d'apporter des éléments de compréhension importants, au même titre que n'importe quelle information qui émerge du terrain. « La modernité de l'écriture du texte ethnographique réside précisément

¹ J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, pp. 165 et suivantes.

² J.-P. Olivier de Sardan, *ibid.*, pp. 178-179.

dans cette trace que l'anthropologue laisse de son expérience. »¹ C'est précisément à cette modernité de l'écriture que j'aspire en utilisant la première personne du singulier.

Comme dans une sorte d'invitation au voyage, l'usage du « nous » désigne le lecteur et moi-même et le « je » évoque uniquement ce qui concerne le travail de terrain à proprement parler. Dès lors, son usage doit être entendu comme la description d'une expérience n'appartenant qu'au chercheur et permettant au lecteur de bien distinguer les moments d'analyse des éléments factuels proprement liés au déroulement de la recherche.

Il est à présent nécessaire de revenir sur les conditions d'élaboration de la méthodologie de la recherche en rappelant son déroulement, ses intérêts et ses limites. Avec Bruno Milly, je pense que « la place centrale de cette réflexion méthodologique symbolise ma conviction que l'analyse doit être éclairée par le choix des terrains, par les méthodes d'enquête et par le statut de l'analyse des entretiens et de l'écriture dans cette recherche »². La méthodologie de la recherche, tout comme la comparaison internationale et le rattachement à la sociologie juridique, représente un point crucial dans mon travail. Ma stratégie de recherche étant centrée sur une comparaison internationale à petite échelle, où il s'agit d'étudier de manière approfondie deux cas nationaux, mes choix méthodologiques se sont orientés vers l'usage des méthodes qualitatives. Pour reprendre les propos de Vincenzo Ferrari³, on peut décrire le parcours du chercheur qui choisit d'utiliser une méthode qualitative de la façon suivante : le chercheur s'intègre à la réalité étudiée, il en observe de l'intérieur tous les éléments, jusqu'au moindre détail, en participant à la vie de ceux qu'il observe et en fournit une interprétation, une description et une explication sans forcément recourir à l'usage de données chiffrées. Selon lui, le choix entre l'usage des techniques qualitatives ou quantitatives dépend tout autant de l'objet de la recherche que de la sensibilité culturelle du chercheur.

On peut donc qualifier la méthode d'enquête choisie de méthode socio-anthropologique. Ce type d'enquête « se veut au plus près des « situations naturelles » des sujets – vie quotidienne, conversations, routines –, dans une situation d'interaction prolongée entre le chercheur en personne et les populations locales, afin de produire des connaissances « in situ », contextualisées, transversales, visant à rendre compte du « point de vue de l'acteur », des représentations ordinaires, des pratiques usuelles et de leurs significations autochtones »⁴.

¹ M. Kilani, *L'invention de l'autre, essai sur le discours anthropologique*, éditions Payot, Paris, 1994, p. 34.

² B. Milly, *Soigner en prison*, éditions PUF, 2001, p. 41.

³ V. Ferrari, *Diritto e società*, p. 32.

⁴ J.-P. Oliver de Sardan, *op. cit.*, p. 41.

Comme le rappelle Jean Peneff¹, le choix d'une telle méthode de recherche comporte l'inconvénient de nécessiter des « temps longs », car seul le respect de cette temporalité est en mesure de donner au travail du chercheur la profondeur et la crédibilité escomptée.

En France, j'ai passé près de trois années universitaires (de 2002 à 2004 inclus) à me consacrer à l'étude du jury populaire (année de D.E.A. et les deux premières années de doctorat). J'ai quitté la France pour l'Italie au mois de février 2005 pour rester sur le terrain jusqu'au mois de juin 2007. À la manière des ethnologues, le terrain est devenu dans ma manière de « faire de la recherche » un moment clef, et ce, dès les années de licence (2000) et de maîtrise (2001). « On peut considérer le « cerveau » du chercheur comme une « boîte noire », et faire l'impasse sur son fonctionnement. Mais ce qu'il observe, voit, entend, durant un séjour sur le terrain, comme ses propres expériences dans les rapports avec autrui, tout cela va « entrer » dans cette boîte noire, produire des effets au sein de sa machine à conceptualiser, analyser, estimer, évaluer, interpréter, et donc pour une part va ensuite « sortir » de ladite boîte noire pour structurer en partie ses interprétations, à une étape ou l'autre du processus de recherche, que ce soit pendant le travail de terrain, lors du dépouillement des corpus ou quand vient l'heure de rédiger. »² Le choix de la comparaison internationale et de la primauté du terrain m'a imposé des orientations strictes quant aux méthodes d'enquête choisies. Il m'a fallu respecter une certaine symétrie dans l'accès au terrain et concernant la réalisation des observations et des entretiens. C'est d'ailleurs ce parti pris méthodologique qui confère à ma recherche sa singularité, à travers un suivi des jurés dans la quasi-totalité de leur expérience à la cour d'assises. Toute l'écriture de ce chapitre sera rythmée par un va-et-vient continu entre les terrains français et italien afin de pouvoir donner au lecteur une vision claire de l'expérience de terrain dans laquelle je me suis engagée.

En premier lieu, je reviendrai sur le rôle que l'approche socio-anthropologique a joué dans ma recherche. Durant toute la réalisation du terrain, j'ai délibérément choisi d'adopter un regard d'« ethnologue ». Avec ses avantages et ses inconvénients, cette approche m'a permis de mesurer la difficulté de la réalisation d'une comparaison internationale. Les apports théoriques et pratiques dont cette approche m'a fait bénéficier, constitue un point crucial de ma recherche doctorale. En second lieu, je procéderai à un éclaircissement du choix et de l'accès aux terrains. Enfin, je reviendrai sur la méthodologie de la recherche, à travers la réalisation des observations et des entretiens.

¹ J. Peneff, « Note sur E. C. Hughes et la pédagogie du fieldwork dans la sociologie américaine », *Sociologie du travail*, 1984, 2, pp. 228-230.

² J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, p. 53.

1 - L'approche socio-anthropologique

Si l'anthropologie et la sociologie se distinguent historiquement et heuristiquement, ces deux disciplines convergent sur la question de l'usage de la comparaison. Karl Marx, Max Weber et Émile Durkheim, pères fondateurs de la sociologie, mais également de la sociologie du droit, ont toujours prôné l'ouverture et l'universalisme de cette dernière. En effet, la mise en perspective des terrains français et italien m'a permis de développer un regard neuf sur l'intérêt de la démarche ethnographique, et plus généralement sur celui d'une approche socio-anthropologique. Dans un mouvement naturel, dans une forme d'aboutissement de mon parcours universitaire, je me suis peu à peu orientée vers ce type d'approche.

En effet, la découverte d'un deuxième terrain de recherche juxtaposé au premier marque un vrai tournant dans mon apprentissage de la mise en œuvre des méthodes de recherche empirique. Durant tout le parcours de la recherche, ma réflexion sociologique a été fortement influencée par un certain nombre de préceptes de l'anthropologie. Cette expérience de vie et de découverte d'un « ailleurs » ainsi que l'immersion dans la complexité du réel d'une autre société, m'ont apparu indispensables afin de réaliser une comparaison internationale. J'ai découvert la force du lien, pourtant si évident lorsqu'il s'agit d'une recherche réalisée « chez soi », entre d'un côté l'objet de recherche et les contextes sociaux et culturels, et de l'autre, entre la perception du réel que développe le chercheur et son rapport direct au terrain en fonction du temps qu'il va pouvoir y passer. Si de nombreux sociologues effectuent leurs recherches à l'aide des méthodes quantitatives (terrain, observations, entretiens), les conditions de la réalisation de ce terrain sont rarement celles – quelque peu radicales – que prônent les ethnologues, inspirées, entre autres, par les écrits de Malinowski¹. Vivre pendant près de trois années dans la société italienne m'a permis d'inscrire ma recherche comparative dans des problématiques proches de celles d'une anthropologie des sociétés contemporaines. Claude Lévi-Strauss² définit trois expressions sémantiques différentes qui correspondent à trois étapes formant un tout cohérent : l'ethnographie, l'ethnologie et l'anthropologie. L'ethnographie est le premier stade du travail où l'observation directe permet de récolter les données sur le terrain ;

¹ *Les argonautes du pacifique occidental* (1922), Paris, Gallimard, 1963, est l'œuvre majeure et de référence en anthropologie de Bronislaw Malinowski. Il est le premier anthropologue à avoir proposé une vision dite « totalisante » de la méthodologie en anthropologie où la notion de « fait social total », théorisée par la suite par Marcel Mauss, devient un précepte dans la réalisation même du terrain. En effet, il est l'un des premiers à avoir effectué de longs séjours d'immersion, entre 1914 et 1918, dans plusieurs îles de Nouvelle Guinée et notamment dans l'archipel des Trobriand. D'autres ethnologues tel que Boas, Radcliffe-Brown ou encore Hocart ont séjourné longuement sur le terrain mais Malinowski prône la nécessité d'explorer de manière systématique, directe et durable, les sociétés sujet de l'ethnologie. C'est donc bien à lui que l'on doit l'image aujourd'hui répandue de l'ethnologue comme homme de terrain.

² C. Lévi-Strauss, *op. cit.*

puis vient l'ethnologie qui correspond à une première mise en forme des données précédemment collectées afin d'obtenir une synthèse ; enfin, l'anthropologie, qui constitue la dernière étape du processus, se fonde sur les conclusions issues de l'ethnographie et de l'ethnologie. « Ethnographie, ethnologie et anthropologie ne constituent pas trois disciplines différentes, ou trois conceptions différentes des mêmes études. Ce sont en fait trois étapes ou trois moments d'une même recherche, et la préférence pour tel ou tel de ces termes exprime une attention dominante tournée vers un type de recherche, qui ne saurait être exclusif des deux autres. »¹

« C'est par la médiation du « vécu », et plus précisément de « l'expérience vécue » sur le terrain, que tout anthropologue se trouve confronté au dynamisme de la vie sociale. Il n'est pas engagé dans une « expérimentation » (...) mais dans une « expérience » (proprement ethnographique). En d'autres termes, si l'expérience ethnographique est une forme d'expérimentation, il s'agit d'une expérimentation « in vivo » et non pas « in vitro »². Le terrain est véritablement cette « expérience » que décrit François Laplantine : expérience ethnographique mais également expérience humaine où les moindres détails liés aux différents contextes nous aident dans notre recherche tout entière.

Le regard de l'ethnologue

Il s'agit à présent d'évoquer ce qui touche à la subjectivité inhérente à tout travail de recherche, subjectivité amplifiée lorsque le chercheur est amené à travailler sur un terrain étranger. À la manière de François Laplantine, ces lignes ont pour objectif d'aborder « le sensible, la vie des émotions, le corps, ainsi que le caractère physique de la pensée en train de se faire »³. Ce dernier en propose une théorie, en voici une illustration. Pourtant, cette partie du travail de recherche reste difficile à exprimer, à mettre en mots. Elle constitue l'arrière-fond, le décor dans lequel va s'inscrire la recherche tout entière, et revêt une grande importance. Chercher à décrire l'indicible d'une expérience comme celle-ci, c'est tenter de comprendre ce qui fait la singularité de la confrontation de cultures, de mondes sociaux, de pays différents avec les « paysages intérieurs » du chercheur, ses doutes, ses croyances et ce qu'il est tout entier. Trois questions doivent alors être posées concernant le terrain italien :

¹ C. Lévi-Strauss, *ibid.*, p. 412.

² F. Laplantine, *op. cit.*, p. 118.

³ F. Laplantine, *ibid.*, p. 9.

- Quelle a été ma place sur le terrain ?
- Quelles ont été les implications affectives dans le cadre du terrain ?
- Quelles en sont les conséquences sur mon point de vue à l'égard de l'Italie?

Le chercheur, cet « étranger »

La présence prolongée du chercheur sur le terrain s'apparente en tout point à celle de l'étranger. Le chercheur est semblable au migrant qui s'installe durablement dans un pays qui n'est pas le sien. Selon les mots d'Alfred Schütz, l'étranger « devient essentiellement l'homme qui doit remettre en question à peu près tout ce qui semble aller de soi aux membres du groupe qu'il aborde »¹. Face au nouveau système de valeurs que représente la culture du pays d'accueil, le chercheur, tout comme l'étranger, continue d'interpréter son nouvel environnement social à l'aide de son modèle culturel natal et donc selon les termes de sa manière de penser habituelle. Généralement, dans les premiers temps, le fait d'être « étranger » génère des interactions qui s'articulent autour de l'extériorité et de l'opposition au groupe culturel principal.

Mais très rapidement, l'étranger s'aperçoit que son modèle culturel ne peut plus lui servir de schéma d'orientation dans le nouvel environnement social où il vit. Survient alors une réelle dislocation de « ses domaines de pertinence »². Dès lors, c'est entre le « proche » et le « lointain » que vont se jouer l'ensemble de ses interactions, c'est-à-dire en adaptant tant bien que mal le système de valeurs issu de sa propre culture et les connaissances récemment acquises au nouveau pays dans lequel il vit. Alfred Schütz précise bien que ce mécanisme entraîne une transformation de celui qui vit cette expérience. De « spectateur non concerné », il devient un « membre possible du nouveau groupe ». À ce stade, « (...) la distance à l'intérieur de la relation signifie que le proche est lointain, mais le fait même de l'altérité signifie que le lointain est proche. »³ L'étranger passe lentement du stade de spectateur à celui d'acteur dans les relations sociales et commence à se familiariser avec le modèle culturel de la nouvelle société dans laquelle il vit. En conséquence, l'insertion dans la vie pratique et quotidienne implique nécessairement une remise en question profonde des schémas de pensée initiaux que l'étranger portait à l'encontre de la société d'accueil. Alfred Schütz résume bien cette situation

¹ A. Schütz, *L'étranger, un essai de psychologie sociale*, éditions Allia, Paris, 2003, p. 19.

² A. Schütz, *ibid.*, p. 26.

³ G. Simmel, « Digressions sur l'étranger », in Y. Grafmeyer, I. Joseph, *L'Ecole de Chicago – Naissance de l'écologie urbaine*, éditions Aubier, Paris, 1979, p. 54.

en affirmant que « le modèle culturel du nouveau groupe n'est pas un refuge mais un pays aventureux, non quelque chose d'entendu mais un sujet d'investigation à questionner, non un outil pour débrouiller les situations problématiques mais une situation elle-même problématique et difficile à dominer »¹.

Sur le terrain italien, avant même d'endosser le rôle du chercheur, j'étais une étrangère. Cette expérience singulière a eu un impact décisif sur l'ensemble de ma recherche. Il s'en dégage deux remarques.

La première est liée à la difficulté majeure qui consiste à traduire symboliquement chaque interaction d'une culture à l'autre, d'un système de pertinence à l'autre. Cette problématique de la traduction a été au cœur de mes préoccupations lors de mon arrivée en Italie. L'exemple le plus évident et le plus immédiat qui peut être donné concernant la vie quotidienne, relève de la façon dont on se salut entre les deux pays. Faut-il procéder en Italie de la même manière qu'en France, c'est-à-dire en effectuant une traduction littérale ? Comment manier les subtilités de la langue italienne qui propose l'usage de trois expressions différentes : « ciao », « buon giorno » et « salve » ? En français la distinction entre l'usage de « bonjour » et de « salut » est pour le moins évidente. Comme le rappelle Schütz², cette distinction est d'autant plus compliquée qu'il est toujours difficile pour l'étranger de trouver la bonne distance envers les autres, entre intimité et réserve. C'est au fil du temps et dans le cadre de la vie quotidienne, que je suis parvenue à classifier et identifier l'usage socialement correct de ces trois expressions qui ne vont absolument pas de soi³, sans pour autant effectuer une traduction ni en me référant aux modes de salutation français.

Mais la problématique de la traduction des systèmes de pertinence s'applique également à celle des concepts d'analyse. « En passant de l'un à l'autre, tout concept de départ devient nécessairement inadéquat, si on l'applique à la nouvelle situation sans l'avoir renouvelé. »⁴ Sans entrer dans les détails de l'analyse, j'ai été amenée à reconsidérer le jury populaire, à la lumière du terrain italien. Par exemple, l'expérience vécue par les individus diffère

¹ A. Schütz, *op. cit.*, pp. 35-36.

² A. Schütz, *ibid.*, p. 35.

³ Il existe une subtilité de la langue italienne et de l'usage des salutations qui est terriblement déstabilisant pour l'étranger. Les formes de salutation les plus correctes sont tout autant « buon giorno » que « salve ». L'usage de « ciao » reste cantonné à des rapports de proximité ou informels. Cependant, il est important de parvenir à distinguer en situation s'il est préférable d'utiliser l'une ou l'autre de ces formules étant donné que le choix de la bonne expression selon le contexte garantit un bon déroulement de l'interaction. En effet, dans la pratique, il est communément reconnu que l'usage de l'une ou de l'autre des formules de salutation doit être la même entre les interactants. Il n'est pas rare que l'usage de « ciao » à la place de « buon giorno » ou « salve » puisse être connoté négativement, en créant un déséquilibre volontaire dans l'interaction, pouvant aller jusqu'à malmenager la *face* de l'acteur à qui il s'adresse.

⁴ A. Schütz, *ibid.*, p. 22.

profondément en fonction du type d'affaire jugée. Or, seul l'homicide et certaines atteintes aux personnes constituent le type d'affaire que les cours d'assises française et italienne ont en commun. Dès lors, il m'a fallu tenir compte de cette singularité dans l'analyse.

Autrement dit, il m'a fallu interroger et remettre en question non seulement mes habitudes et automatismes de la vie quotidienne, mais également la validité de mes concepts théoriques élaborés en France afin de parvenir à appréhender de façon adéquate la réalité sociale italienne. Par le biais de la « connaissance directe »¹, j'ai pu me trouver dans les meilleures conditions possibles pour obtenir un savoir toujours plus complet de la société italienne et de son système culturel qui est devenu chaque jour plus cohérent et limpide à mes yeux.

La seconde remarque concerne la particularité de la situation de l'étranger. Pour Georg Simmel comme pour Alfred Schütz, cette situation, partagée entre le « proche » et le « lointain », confère à l'étranger une position entre proximité et distance qui lui vaut une certaine « objectivité » sur la société qui l'entoure. Regard critique qui pour Alfred Schütz n'est pas tant dû aux différences entre les deux modèles culturels qu'au besoin de l'étranger d'obtenir une connaissance complète du nouveau modèle culturel. Une vive conscience de ce qui pourrait sembler de l'incohérence et parfois de l'inconsistance du nouveau modèle culturel est en effet propice à engendrer la critique. « La raison la plus profonde de cette objectivité tient à son expérience amère des limites de sa « manière de penser habituelle ». »² Cette « manière de faire » évoquée par Alfred Schütz apprend à l'étranger, et par là même au chercheur, que toute conception du monde, dans ses principes, son organisation et ses valeurs, est extrêmement relative d'une société à l'autre et donc extrêmement fragile. À la manière de Renato Treves, qui qualifie sa sociologie de « relativiste et perspectiviste », car « aucune science – même pas, surtout pas la sociologie – n'est capable d'atteindre à la vérité absolue, parce que la vérité se dissout dès que change le point de vue, la perspective de l'observateur »³, le chercheur qui endosse les points de vue de l'étranger est indéniablement amené à repenser l'ensemble des vérités qu'il tenait jusque-là pour certaines. Débute alors pour lui une remise en cause massive de ses certitudes. La méthode comparative internationale est donc incroyablement efficace pour développer l'acuité du regard et lutter contre l'ethnocentrisme sociologique qui menace toute entreprise de recherche.

¹ A. Schütz, *ibid.*, p. 33.

² A. Schütz, *ibid.*, p. 36.

³ J. Carbonnier, « Préface » in R. Treves, *Sociologie du droit*, pp. 11-12.

Mais au-delà de l'ethnocentrisme sociologique, le « chercheur-étranger » dispose de la possibilité de développer un double point de vue sur l'une et l'autre des deux sociétés qu'il étudie. Seule la découverte d'aspects différents de la réalité italienne, m'ont permis de percevoir des aspects de la réalité française. Plus précisément, l'attention que le chercheur peut porter à certains détails sur le terrain étranger, le rappelle à l'ordre pour considérer ces mêmes détails qu'il a toujours ignoré sur le terrain national. En effet, « (...) la situation de l'ethnographe est inverse selon qu'il étudie le lointain ou le proche. Là-bas, c'est le pullulement de la pratique complexe et contradictoire qui le frappe, et il n'a de cesse d'en trouver, par de puissantes constructions intellectuelles, la structure cachée. Mais ici, chez lui, c'est au contraire la puissance des constructions intellectuelles déjà proposées par les acteurs eux-mêmes pour définir leur activité (...) qui fait écran à la compréhension des pratiques multiples, hétérogènes, le plus souvent contradictoires. »¹ Si ma propre expérience confirme la validité des mots de Bruno Latour, il est cependant beaucoup plus aisé, surtout dans les premiers temps, de développer un regard critique sur le terrain étranger que sur son propre terrain national. Par effet de miroir, et grâce à ce processus qu'il décrit, tout voir, et même trop voir « là-bas », permet de revenir et développer un regard critique sur les analyses classiques que le chercheur lui-même réalise chez lui. Le regard sur le premier terrain change avec l'avènement du second. C'est alors que suit un va-et-vient continu dans l'esprit du chercheur entre les deux contextes de recherche. Ce va-et-vient constant entre le « proche » et le « lointain » peut également être envisagé comme une excellente méthode permettant de déjouer « les puissantes constructions intellectuelles déjà proposées par les acteurs », évoquées par Bruno Latour, qui interfèrent généralement dans la compréhension de la réalité sociale des terrains nationaux.

Subjectivité et sensibilité du chercheur face au terrain étranger

Quelques soient les terrains qu'il décide d'investir, le sociologue se retrouve immergé dans un tourbillon d'interactions intersubjectives. L'importance de ces interactions et l'influence qu'elles peuvent avoir sur l'identité du chercheur et sur le travail de recherche à proprement parler méritent d'être brièvement mentionnées. Il s'agit ici de rendre compte des différentes phases traversées durant ma présence sur le terrain italien. Ces lignes ont pour objectif de rappeler qu'il m'a été nécessaire, comme tout chercheur impliqué dans ce type de

¹ B. Latour, *La fabrique du droit. Une ethnographie du Conseil d'Etat*, p. 205.

situation, d'effectuer un « travail de décentrage-recentrage »¹ des émotions générées par la présence sur le terrain afin de parvenir à une analyse la plus précise possible.

Durant les trois années que j'ai passées en l'Italie, j'ai pu découvrir le pays et en faire un état des lieux social, politique, culturel, et économique. Sans la grille de lecture acquise par une vie prolongée dans un pays, il est certain que de nombreux détails risquent d'échapper au chercheur. Cette immersion prolongée est venue contrebalancer les deux premières années de terrain passées en France. Pour reprendre les mots de François Laplantine, « il nous paraît indispensable de commencer avec la description ethnographique, qui est la méthode de l'infiniment petit, l'attention aux minuscules délais et aux détails du détail, aux infimes variations par exemple des manières par lesquelles on prépare un repas, on se rencontre, on se touche, on s'évite – ce qui demande non seulement une acuité du regard, mais une mise en éveil de tous les sens. »² En effet, c'est en s'attachant à des « petits bouts » de la vie quotidienne, que j'ai collecté, lentement et non sans peine, des éléments de compréhension et de réponse à de nombreuses interrogations. Il m'a fallu du temps pour aborder la réalité de la société italienne, réalité qui m'était étrangère ou plus précisément, je l'avoue, très floue et stéréotypée. Des idées, des préjugés, hantent inévitablement le chercheur lorsque ce dernier connaît un pays à travers sa culture, ses mythes ou encore sa langue.

Aux premiers jours de vie hors de ses propres frontières, en écho aux lignes précédentes au sujet de la figure de l'étranger, l'on pourrait associer une sorte d'état d'inconscience, de subjectivité totale où l'on ne perçoit qu'une infime partie de la réalité sociale. L'observateur extérieur est bien souvent incapable de comprendre la richesse et la complexité de ce qui s'offre à ses yeux. En effet, la vie quotidienne et ses habitudes n'ont absolument rien d'évident. Paradoxalement, la situation tend à créer un climat propice à une extrême sensibilité, une extrême attention au moindre détail, à la moindre différence ou particularité. Bien souvent le jeu des comparaisons – chez nous, chez vous – ne prend du relief que si une explication tangible peut être donnée. La rencontre avec l'Autre – autre parce que capable de comprendre tout ce que je ne comprenais pas et surtout de l'inscrire dans un contexte national général qui est fondamental pour « voir » le monde et la réalité sociale – apparaît alors capitale et seule

¹ « Un travail de décentrage - recentrage mental, psychologique et corporel s'impose au sociologue qui veille à faire en sorte que les émotions vécues et partagées (...) perturbent le moins possible ses terrains et ses relations pour les canaliser et les stabiliser. Mais bien sûr il y a toujours des débordements et le sociologue n'est pas toujours armé pour y faire face (...). Plus les charges émotionnelles sont fortes sur les terrains de recherche, plus le sociologue doit réélaborer, complexifier sans cesse son dispositif méthodologique pour éviter les débordements et ne pas perdre son rôle sans cesse fragilisé. », L. Roulleau-Berger, *op. cit.*, p. 270.

² F. Laplantine, *La description ethnographique*, collection 128, éditions Nathan Université, Paris, 1996, p. 90.

capable d'ouvrir l'accès à la compréhension de cette partie de la réalité qui est difficilement accessible seul. Les confrontations, discussions et échanges avec des Italiens, mais également la lecture de la presse italienne m'ont permis, au fil du temps, d'élaborer un regard neuf et de me forger une opinion personnelle sur de nombreux aspects de la vie sociale, politique et économique, mais également d'améliorer ma compréhension générale du pays.

La découverte d'une autre culture

Que dire de l'Italie que j'ai découverte ? Comment mon regard a-t-il évolué au fil du temps ? Schématiquement, je peux résumer mon expérience en Italie entre deux tendances : l'une d'enthousiasme qui correspond aux premiers moments de mon séjour, et l'autre, de rejet qui correspond à une difficile adaptation à la vie italienne.

Dans un premier temps, ce sont des sensations de dépaysement et de fascination qui ont prédominé. Cette période, d'une durée d'environ six mois, a également constitué une phase d'acclimatation au cours de laquelle j'ai pris contact avec la société italienne. Découverte des rythmes sociaux, premières interactions et échanges, découverte de la ville... Dans un second temps, après une plus ample découverte de la réalité italienne, j'ai éprouvé du rejet à l'égard d'une société dont je comprenais mal les règles, les interdits et les habitudes. Cette attitude correspond à ce qu'Alfred Schütz nomme la « loyauté ambiguë »¹ de l'étranger envers la nouvelle culture du pays d'accueil. La loyauté ambiguë est présente lorsque « l'étranger s'avère réticent ou incapable de substituer intégralement au modèle culturel de son groupe d'origine le nouveau modèle culturel »². Il s'agit précisément de l'attitude qui a été la mienne durant mon séjour en Italie : il m'était parfois difficile et pénible d'adopter certaines pratiques sociales. En guise d'exemple, je peux évoquer l'usage des titres dans la vie courante. Il est d'usage, après avoir étudié cinq années à l'université, de porter le titre de « dottore ». Bien que les titres soient moins utilisés que dans le passé, ils demeurent très présents³. Lors des démarches pour mon inscription en doctorat, j'ai été moi-même affublée de ce titre. Sur le terrain enfin, le magistrat assesseur à la cour d'assises a toujours utilisé « buon giorno dottoressa » pour me saluer. La logique voulait que je réponde tout naturellement « buon giorno dottore ». Or, cela a toujours été très difficile pour moi car je ne suis jamais parvenue à

¹ A. Schütz, *op. cit.*, p. 37.

² A. Schütz, *ibid.*, p. 37.

³ Nous faisons ici explicitement référence à l'ouvrage de Dominique Schnapper, *Sociologie de l'Italie*, éditions « Que sais-je ? », Paris, 1975. L'auteur consacre une partie de cet ouvrage à l'importance des titres dans la société italienne.

adhérer personnellement à cet usage des titres qui m'apparaît comme désuet, anachronique et tragiquement éloigné des habitudes françaises et de l'usage de « Monsieur » et « Madame »¹.

Avec le temps, je suis parvenue à pacifier mon rapport à ces pratiques sociales tout en cherchant à « dépassionner » mon point de vue. Il est apparu que plus ma connaissance de la situation globale de l'Italie s'améliorait, plus ma perception objective devenait cohérente et se confirmait dans différents domaines de la société pour s'accompagner d'un éclaircissement général sur la situation du pays. Loin des clichés classiques sur l'Italie et les Italiens, c'est en observant de l'intérieur et à chaque instant la vie de ce pays, que j'ai pu en tirer une série de constats, qui, bien qu'indirectement liés à mon objet de recherche, se révèlent capitaux dans la perspective d'une approche anthropologique.

Les biais inhérents à cette approche

C'est en partant du présupposé réaliste que toute approche méthodologique connaît des limites, et après avoir présenté de façon détaillée le sens qu'a pris cette approche dans le déroulement de ma recherche, qu'il me faut à présent aborder la question des biais inhérents à la mise en œuvre de l'approche socio-anthropologique.

Si il est possible de relever des biais dans certains aspects de la recherche, il me semble important de préciser qu'en sociologie juridique, plus encore qu'en sociologie générale, les faits sont complexes, enchevêtrés, capricieux. En souhaitant approcher la réalité sociale au plus près, en choisissant un « regard de proximité », c'est-à-dire en rejetant « le regard hautain au sens étymologique du terme, qui procède à des jugements de loin ou de haut, le regard surplombant, dans lequel tout doit avoir du sens »², le chercheur s'expose à de plus grands risques de réaliser des biais.

¹ Partant de ces constatations, je me suis interrogée sur la raison de l'usage de ces titres (ajoutons que l'avocat se fait appeler « avvocato », le professeur « professore », l'ingénieur « ingegnere »...). Il semblerait que la valeur du titre apporte à celui qui le porte une « valeur ajoutée » quant à sa place sur l'échelle sociale. Bien que la réalité ne soit pas si tranchée, cela permet de distinguer les individus ayant étudié des autres. En guise d'explication, des chiffres publiés sur le quotidien *La Repubblica* (« Istat, la metà degli italiani è ferma alla licenza media », 14 avril 2008), rappellent qu'en Italie, en 2006, 48 % d'une classe d'âge est titulaire de baccalauréat (*maturità*), et que 11% d'une classe d'âge possède une *laurea*, autrement dit, détient un diplôme de l'université (seul diplôme post bac existant jusqu'à l'introduction de la réforme européenne qui a introduit la *laurea breve*, diplôme sanctionnant les trois premières années d'université) témoignant de cinq années d'étude. Posséder une *laurea* est donc le fait d'une minorité, et fonctionne comme le marqueur de l'appartenance à une classe sociale dominante, détentrice du savoir. Cet usage des titres dans la vie sociale courante, rappelle à chacun des membres de la société italienne son statut et par là même les rôles qu'il est autorisé ou non à remplir au sein de cette société. Par l'usage des titres, on vous rappelle continuellement qui vous êtes (statut) et ce que le groupe/la société vous autorise à être (rôle).

² F. Laplantine, *op. cit.*, p. 53.

Il est possible de distinguer deux grands domaines qui caractérisent leur avènement : d'une part, celui lié à la subjectivité du chercheur que j'ai précédemment décrit comme une des forces de l'approche socio-anthropologique, et d'autre part, celui se rattachant aux problèmes concrets de traduction d'une langue à l'autre.

Les risques de la subjectivité du chercheur

La subjectivité du chercheur permet d'obtenir des informations d'une grande richesse capables d'éclairer de manière décisive la recherche. Mais la qualité et à la nature de l'information récoltée sur le terrain peut également être source de controverses. Il est possible de voir dans les conditions d'existence mêmes de la méthode socio-anthropologique, les conditions de production d'un certain nombre de biais. « Autrement dit, si le texte anthropologique ne peut jamais « refléter » la réalité, et ne peut donc « parler en son nom », il « parle de la réalité » et s'efforce de la décrire et de la comprendre de la façon la moins infidèle possible. En anthropologie, les « effets de réel » sont à la base de notre rhétorique, le « je vous garantis que là-bas cela se passe bien ainsi » est notre fond de commerce. D'une certaine façon, l'anthropologue scelle avec son lecteur ce que l'on pourrait appeler un « pacte ethnographique » qui assure de notre sérieux et de notre professionnalisme : ce que je vous décris est réellement arrivé, les propos que je vous rapporte ont réellement été tenus, le réel dont je vous parle n'est pas un réel de fiction, ni le produit de mes fantasmes. Ce pacte ethnographique est une conséquence du fait que les données ethnographiques sont pour une grande partie produites par les interactions du chercheur avec les sujets de son enquête : seul son témoignage personnel en garantit la véracité. »¹ Ces lignes de Jean-Pierre Olivier de Sardan donnent toute la mesure de l'enjeu que renferme la subjectivité du chercheur. Paradoxalement, s'il est nécessaire à l'anthropologue d'affirmer que les faits qu'il rapporte sont vrais ainsi que d'entériner l'honnêteté de sa démarche, c'est bien justement parce que cette dernière est très souvent contestée. La notion de « pacte ethnographique », qui lie l'anthropologue à son lecteur, est une notion clef qui permet de comprendre le sens profond de l'équilibre que le chercheur doit parvenir à atteindre lorsqu'il recueille des données sur le terrain. Les deux éléments clef de ce « pacte ethnographique » dans la production écrite de la recherche sont la « description » et la « transcription ». Ces deux dimensions de la production des données sont les plus proches de la dimension empirique du travail ethnographique

¹ J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, p. 28.

puisqu'elles permettent de restituer au lecteur les détails et les méandres du terrain. Bien qu'elles constituent une des meilleures garanties que le chercheur puisse donner afin de consolider ce fameux « pacte ethnographique », la « description » et la « transcription » sont en même temps sujettes à l'expression de la subjectivité du chercheur.

Dès lors, si la subjectivité du chercheur constitue l'un des aspects problématiques de l'approche socio-anthropologique, mieux vaut lui accorder la place qu'elle mérite et accepter de rendre compte de l'importance de la personnalité du chercheur dans le déroulement de la recherche. Qu'on le veuille ou non, et sans pour autant discréditer une possible quête de rigueur dans la démarche socio-anthropologique, cette dernière implique, plus que tout autre approche en sciences sociales, la personnalité du chercheur et la nature de ses relations avec la réalité qui l'entoure et qu'il étudie. Il est alors certain que les tenants d'une impartiale et nécessaire objectivité des méthodes de recherche en sciences sociales ne pourront jamais pardonner à l'approche socio-anthropologique la richesse du sensible qu'elle seule permet d'aborder, et qui à leurs yeux, en constitue aussi la plus grande faiblesse.

Pour revenir à ma recherche à proprement parler, il est certainement possible de critiquer, au sein même de l'approche socio-anthropologique adoptée, certains de mes choix pratiques lors de l'entrée sur le terrain, mais également certains de mes choix personnels dans la démarche que j'ai adoptée tout au long de ma présence sur les terrains français et italien. Je suis consciente de ces biais indissociablement liés au choix de l'approche socio-anthropologique, car « toute description ethnographique incorpore inéluctablement un certain nombre de postures interprétatives, avec leurs inévitables risques de biais interprétatifs »¹.

Suite à ces réflexions, se pose la question de la neutralité. En effet, cette question est consubstantielle à l'avènement de la sociologie comme discipline autonome de la philosophie et constitue la règle depuis Emile Durkheim². Sans pour autant remettre en cause le bien-fondé des approches classiques, je me positionne dans une autre perspective face à cette problématique. Selon Raymond Aron, il est illusoire de penser que le sociologue parvienne à se détacher de la réalité et à adopter une posture totalement neutre. La seule posture possible serait alors une posture dite d'« équité ». Elle diffère de la neutralité sur trois points analytiques précis. La première condition de l'objectivité de l'interprétation sociologique dépend du fait qu'elle soit « compréhensive » ou non. Deuxième condition, il ne peut y avoir de sociologie « compréhensive » qu'à la condition qu'il y ait prise en compte des contextes et de l'ensemble

¹ J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, p. 30.

² E. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, éditions PUF, Paris, 1981, (1895).

de l'ordre social dans son originalité. Dernière et troisième condition : cette compréhension de la réalité sociale n'est pas complètement neutre et peut être proche de certaines idéologies politiques, bien qu'elle s'en distingue.

Dès lors, « la sociologie loue et blâme même quand elle affecte de ne pas le faire, parce que l'étudiant ou le lecteur interprète les faits ou les relations par rapport à ses valeurs à lui et à celles de la collectivité, donc autant de marques d'approbation ou de dépréciation. Les hommes jugent spontanément les phénomènes sociaux, ils ont un sentiment, vague mais fort, du juste et de l'injuste. Ce sentiment fait partie de la réalité elle-même. En présentant les faits ou les explications causales en style neutre, comme s'il s'abstenait de les apprécier, le sociologue affecte de ne pas être un homme comme les autres, d'ignorer le sens profond des ses interprétations, comme si la réalité sociale pouvait authentiquement être comprise, abstraction faite des exigences que les citoyens formulent à l'égard de leur cité. »¹ Considérer le chercheur comme un homme sensible et réceptif au monde qui l'entoure peut consister en une forme d'honnêteté intellectuelle. Les biais, quels qu'ils soient, sont inévitables. Il est alors préférable de repenser et d'interroger le travail scientifique en en tenant compte plutôt que de chercher à s'en cacher et à les éluder. L'approche proposée par Raymond Aron s'inscrit dans cette démarche et fournit les outils pour penser la problématique de la neutralité du chercheur face à son objet de recherche et sa production scientifique.

Les difficultés de langage et de traduction

La question du langage m'a posé une réelle difficulté dans le travail de recherche et, dans les premiers temps, sur le terrain. Comme le rappellent Peter Berger et Thomas Luckmann, la production humaine de signes représente un des cas d'objectivation particulier de la réalité qui revêt une importance cruciale. Les auteurs visent plus précisément la question du langage. En effet, « le langage constitue (...) le plus important système de signes de la société humaine »². Et par conséquent, « une compréhension exacte du langage est donc essentielle à toute compréhension de la réalité de la vie quotidienne ». Le langage détient cette capacité à « transcender le « ici et maintenant » » puisqu'il permet de créer un tout signifiant et de relier différentes zones de la vie quotidienne, il rend également « ma subjectivité « plus réelle » aux

¹ R. Aron, *Les sociétés modernes*, éditions PUF, Paris, 2006 (1972), pp. 67-68.

² P. Berger, T. Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, éditions Armand Colin, Paris, 1996 (1966), p. 55.

yeux de mon partenaire mais aussi à mes propres yeux »¹. Le langage devient « langage symbolique » lorsqu'en transcendant la vie quotidienne il parvient à créer « d'immenses édifices de représentations symboliques »².

Lors des premiers moments du terrain, l'usage de la langue italienne, appris dans un cadre scolaire et surtout lors de ma venue dans le pays, a été marqué par une difficulté de compréhension non sans conséquences sur celle de la réalité sociale. J'ai été submergée par l'angoisse de me trouver incapable de faire face à une telle situation qui est peu propice à la réalisation du travail de recherche. Mais au bout de quelques mois, les progrès que j'ai réalisés dans la maîtrise de la langue m'ont permis d'accéder à des « pans de réalité » qui ont indéniablement amélioré ma compréhension du terrain. Dans ces conditions, la place du chercheur sur le terrain évolue au fil des progrès qu'il réalise. En effet, une meilleure maîtrise du langage donne immédiatement une plus grande crédibilité (et par conséquent légitimité) à ses ambitions de recherche, tant à l'égard des acteurs institutionnels que des jurés. Ceci explique également la durée de ma présence en Italie. Il m'a fallu détenir une bonne maîtrise de la langue avant de pouvoir réaliser des entretiens de qualité, qui, selon moi, s'approchaient de ceux réalisés en France.

Quant à la question de la traduction, elle est centrale pour la conduite des entretiens et la prise de notes qui constituent une part importante des matériaux recueillis. La traduction, prise au sens stricte entre langues distinctes, peut être définie comme « l'opération selon laquelle des propos, récits et discours des acteurs recueillis par le chercheur dans la langue de ces acteurs sont traduits vers la langue du chercheur et de ses lecteurs »³. Jean-Pierre Olivier de Sardan compare la complexité de la traduction à celle de la description. « La traduction pose le même problème que la description : c'est un compromis complexe et instable entre une visée empirique impérative et des projections interprétatives inéluctables (...). Même entre langues « proches », associées à des cultures voisines ou similaires, une « traduction » ne peut jamais être complètement « fidèle » ou « vraie », car les champs sémantiques ne se recouvrent jamais exactement. Mais toute traduction entend se mettre au service des propos tenus et en respecter autant que possible le sens. Autrement dit, l'entreprise traductrice en anthropologie se fonde aussi sur le « pacte ethnographique » : le traducteur s'engage « par définition » à restituer le mieux possible au lecteur le « dit des autres ». »⁴ Même si le français et l'italien sont des

¹ P. Berger, T. Luckmann, *ibid.*, p. 57.

² P. Berger, T. Luckmann, *ibid.*, p. 57.

³ J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, p. 31.

⁴ J.-P. Olivier de Sardan, *ibid.*, p. 31.

langues proches de par leur origine latine, aucune traduction n'est parfaite et ce processus s'apparente toujours à une forme de « bricolage »¹.

2 - Les terrains de la recherche

Le choix des villes de Lyon et de Milan, et de leur cour d'assises respective, dans la réalisation des terrains français et italien s'est imposé comme étant les plus faciles d'accès et les plus logiques compte tenu de mes appartenances universitaires. Bien que j'aie eu l'occasion d'assister à des procès criminels dans d'autres cours d'assises, il a très rapidement été évident qu'il était préférable d'investir une seule cour d'assises dans chacun des deux pays étudiés et d'y créer des liens forts, tant avec les membres de l'institution qu'avec les jurés. Dans une perspective ethnographique, l'objectif était de ne pas multiplier les terrains afin de pouvoir réaliser une description minutieuse des lieux, des acteurs et des ambiances.

J'ai également assisté à de nombreuses révisions de la liste de service du jury de session en France et en Italie, dans les cours d'assises de Lyon et de Milan. En France, j'ai également eu la possibilité d'assister à une semaine de formation continue des présidents de cour d'assises à l'E.N.M.² à Paris, en mars 2006.

L'accès et l'entrée sur le terrain

En France

J'ai réalisé l'ensemble de ma recherche empirique à la cour d'assises du Rhône à Lyon. Cette cour d'assises figure parmi les plus importantes au niveau national, Lyon étant l'une des plus grandes agglomérations françaises. L'accès au terrain n'a pas posé de difficultés particulières, étant donné que la plupart des audiences de cour d'assises sont publiques. Avant même d'entrer en contact avec les membres de l'institution, j'ai donc pu assister à des audiences en tant que membre du public. La première année, correspondant à la période du D.E.A., je me suis rendue à la cour d'assises du Rhône d'octobre 2002 à février 2003. C'est là

¹ « L'opération devrait cependant ne pas trahir l'original quoiqu'un adage italien bien connu en traductologie (discipline désormais accueillie parmi les sciences humaines) répète à satiété « traduttore traditore » (traduire, c'est trahir) », F. Laplantine, A. Nouss, *Le métissage*, éditions Flammarion, Paris, 1997, p. 39.

² Ecole Nationale de la Magistrature.

que j'ai découvert pour la première fois l'ambiance particulière qui règne à la cour d'assises. Ces premières observations m'ont rapidement fait prendre conscience de l'importance des cadres de l'action, des jeux de rôle des acteurs et du respect de la place et des prérogatives de chacun. Cependant, l'observation des jurés en salle d'audience s'est avérée limitée. Après le tirage au sort et les récusations, les jurés s'installent au fond de la salle aux côtés du président et des deux assesseurs. Ils ne participent à aucune interaction verbale, et comme il leur est demandé de ne témoigner d'aucun sentiment ou expression, ils demeurent impassibles.

Les observations d'audience se sont révélées d'une double utilité. En premier lieu, elles m'ont permis de développer une connaissance précise du déroulement des audiences, au même titre qu'un membre du jury ou que n'importe quelle personne présente dans le public. Vivre et ressentir l'ambiance d'un procès, installée sur les bancs réservés au public, permet de mieux comprendre les difficultés qu'un juré peut éprouver à tenir son rôle. En second lieu, j'ai pu acquérir une connaissance précise des affaires facilitant ainsi le déroulement des entretiens dans la mesure où j'étais au courant du contenu des affaires et des problèmes juridiques et humains qui se posaient à la cour. Rapidement, il est vrai que « l'observateur se trouve pris, à un degré ou un autre, dans le réseau d'interaction sociale qu'il étudie, qu'il analyse, et dont il rend compte »¹.

Après les premières observations incognito, au mois de décembre 2002, j'ai envoyé un courrier au président de la cour d'assises du Rhône afin de le rencontrer. Son engouement pour ma recherche m'a permis dès le 16 février 2003 d'assister à l'accueil des jurés, c'est-à-dire à la révision de la liste de service du jury de session. Parallèlement aux premières observations menées à la cour d'assises, je suis entrée en contact avec l'association des Anciens Jurés de la cour d'assises du Rhône. Cependant l'organisation de l'association s'est révélée plutôt inefficace et les rapports difficiles voire conflictuels qu'entretenaient les dirigeants de l'association avec les membres de l'institution m'ont rapidement fait abandonner cette voie d'accès au jury populaire.

Après la réalisation de mon mémoire de D.E.A. sur le jury populaire, j'ai repris le terrain à l'automne 2004 afin de compléter les données recueillies lors des observations et des entretiens réalisés entre 2002 et 2003. En lien avec les informations obtenues jusque-là sur le fonctionnement du jury populaire italien et dans un souci d'élaborer une méthodologie comparative, j'ai décidé de concentrer mon attention sur un seul groupe de jurés le temps d'une session, regroupant temporellement les observations de terrain et les entretiens. En mars 2004,

¹ E. C. Hughes, *op. cit.*, p. 278.

j'ai donc assisté à 5 des 6 affaires de la session puisqu'une de ces affaires était à huis clos. J'ai enfin pu assister à la vie informelle d'un groupe de jurés en le suivant durant la quasi-totalité de la session. Je me suis intégrée à la vie du groupe, me retrouvant à suivre pendant près de quatre semaines une vie semblable à la leur, en passant le plus de temps possible avec eux (pauses-café, déjeuner...) au rythme des audiences et des verdicts. L'expérience s'est révélée brève au regard de ce que j'ai ensuite vécu sur le terrain italien mais extrêmement intense et riche sur le plan humain et sociologique. Sans pour autant effectuer une véritable observation participante, j'ai pu avoir une place privilégiée sur le terrain qui se distingue clairement des approches juridiques, psychologiques et sociologiques jusque-là menées sur le jury populaire qui, si elles privilégient la réalisation d'entretiens, laissent généralement de côté l'expérience de terrain « in situ » et les observations directes. À la manière des préceptes de William Foot White « l'observateur doit se fondre dans l'organisation du milieu observé, s'adapter aux relations qui y règnent et dégager des conditions mêmes de l'observation l'orientation de la recherche »¹.

En Italie

L'arrivée sur le terrain italien était pour moi un moment à la fois redouté et très attendu. Après avoir réalisé l'intégralité du terrain français, le besoin de découvrir l'autre versant de la comparaison était devenu un « besoin » presque viscéral pour donner du sens au premier terrain mais également pour enfin mettre à l'épreuve les premières hypothèses du projet de recherche. La réalité de la comparaison, sa faisabilité, ne commence à exister que lorsque le deuxième terrain prend forme. C'est à ce moment-là que la richesse de deux terrains émerge aux yeux du chercheur. La découverte du second terrain joue un rôle de « révélateur » permettant d'appréhender sous un nouvel angle de nombreuses caractéristiques et faits ignorés, minimisés du premier terrain.

L'accès au terrain s'est déroulé de la même façon qu'en France, sans intermédiaire. Je me suis rendue spontanément au palais de justice de Milan au printemps 2005 dans le but de rencontrer des présidents de cour d'assises ainsi que pour assister à des audiences. Tout comme en France, ces dernières sont publiques, et j'ai pu immédiatement me joindre au public. Dans un premier temps, j'ai pris contact avec les greffières des trois cours d'assises existantes. J'ai

¹H. Peretz, « Préface », in *Street corner Society*, White, éditions la Découverte, Paris 1995, p. 27. Dans son ouvrage, White met l'accent sur le travail de terrain et l'observation directe et participante. La démarche qu'il suit est celle-ci : le choix du terrain, l'entrée dans le milieu, les rôles qu'il occupe, les conditions d'observations et le travail d'équipe, la prise de notes et la découverte du schème principal.

appris par leur biais que seule une des trois cours d'assises resterait en fonction dans les prochains mois. Puis j'ai cherché à rencontrer le président de la cour d'assises qui resterait en fonction. Forte de mon expérience française, je me suis présentée de manière informelle. L'accueil très favorable qui m'a été accordé a facilité les premières présences sur le terrain ainsi que mes débuts difficiles compte tenu de la forte barrière linguistique. Le président de la cour d'assises de Milan ainsi que son assesseur se sont immédiatement montrés très disponibles et intéressés par ma recherche. Après ces premiers moments de découverte du terrain au printemps 2005, c'est à l'automne 2005 que j'ai réellement commencé à suivre de manière plus régulière les audiences à la cour d'assises de Milan pour enfin réaliser mes premiers entretiens durant les mois suivants. Il a été nécessaire de laisser passer du temps dans la mesure où ma maîtrise de la langue était insuffisante dans les premiers temps.

Sur le terrain italien, j'ai cherché à reproduire au plus près la méthodologie que j'avais mis en place sur le terrain français, en créant une proximité avec les membres du jury et une continuité dans le suivi d'un groupe en particulier. Mais si en France j'étais parvenue à avoir une certaine continuité en suivant durant plusieurs semaines un même groupe de jurés, je n'avais pas cette possibilité en Italie. La temporalité du procès criminel italien me l'empêchait. Bien qu'il me fût impossible de suivre une seule affaire dans sa totalité tant les audiences étaient espacées dans le temps, j'ai cependant réussi à suivre un groupe de jurés en particulier, avec qui j'ai essayé de passer des moments semblables à ceux que j'avais vécu en France. A contrario, je pouvais suivre de manière plus linéaire, et donc plus approfondie, les magistrats en Italie puisqu'à la différence de la France, le président et son assesseur sont toujours les mêmes d'une session à l'autre. Cependant mes observations et entretiens ne se sont pas cantonnés à ces seules affaires et à ces seuls jurés, mon objectif étant d'effectuer un nombre équivalent entre les deux terrains.

Le rapport au terrain

Le drame de la cour d'assises

En France comme en Italie, malgré le côté spectaculaire et sordide de ce qui est jugé en cour d'assises, les moments de terrain ont toujours été très intenses, et je les considère comme les plus passionnants de la recherche.

La cour d'assises représente un lieu chargé d'émotions qui en font un terrain d'enquête difficile et pénible pour le chercheur. En France plus qu'en Italie, la longueur des audiences se déroulant toujours sur des journées consécutives, a participé à accroître ce sentiment, les journées d'observation pouvant durer jusqu'à douze heures.

Il n'est pas toujours simple d'assister aux procès criminels. Malgré l'instauration d'une routine à l'écoute des parcours de vie qui résonnent comme des « chroniques d'un drame annoncé », chaque affaire n'en est pas moins terriblement touchante. Il n'est pas simple de s'accommoder de la souffrance et de la misère humaine. Sortir indemne d'une telle expérience est impossible¹. En France, je me revois, après ces longues journées d'audience à la cour d'assises du Rhône, sortir littéralement « vidée » du palais de justice. Je ressentais alors le besoin de marcher, presque sans but, retardant toujours un peu plus le moment où je devais descendre dans la bouche de métro pour rentrer chez moi. Un besoin viscéral de respirer, de « changer d'air », s'imposait. D'autres fois, il m'arrivait d'essayer de parler à des proches de ce que je vivais à la cour d'assises, mais je me rendais compte que l'expérience était difficilement communicable. Le temps d'une session d'assises, j'étais comme immergée dans une bulle que je quittais le soir et que je retrouvais le lendemain matin. En Italie, le déroulement morcelé du terrain atténuait cette sensation d'extrême sensibilité et les fortes émotions générées par les souffrances des uns et des autres étaient plus ponctuelles et moins évidentes compte tenu du cadre procédurale et de la technicité des débats. Cependant, les faits étaient tout aussi tragiques qu'en France et assister à la condamnation d'un homme à seize ans de prison n'en est pas moins glaçant. Sur nos deux terrains, la mort, la violence, l'enfermement ont toujours été présents.

Ces diverses émotions, que j'ai souvent tenté de refouler et d'évacuer hors de la recherche, sont pourtant fondatrices dans la démarche de production et d'analyse des données, puis dans la mise en forme de l'écriture. Très vite, je me suis également aperçu que le poids des drames vécus dans la salle d'audience des cours d'assises représentait un « fardeau » que je pouvais partager uniquement avec ceux qui assistaient à l'audience. Lors des entretiens avec les jurés, la mise en valeur de leur expérience était spontanément enrichie par la mise en commun des émotions relatives à la souffrance, aux parcours de vie « cabossés » et au « gâchis humain » rencontrés dans les affaires. Le poids des émotions me permettait de développer une proximité singulière avec les jurés que je rencontrais, encore plus sur le terrain français,

¹ C. Rostaing, « On ne sort pas indemne de prison. Le malaise du chercheur en milieu carcéral », in J.-P. Payet, C. Rostaing, F. Giuliani, *La relation d'enquête. La sociologie au défi des acteurs faibles*, éditions PUR, Rennes, 2010.

puisque le jugement des infractions les plus graves passe par l'étude minutieuse des parcours de vie de chacune des parties au procès.

Mais en cherchant à comprendre l'impact de la prise en compte des émotions présentes lors de la réalisation du terrain, le chercheur adopte une posture qui le place au cœur d'un processus d'auto-analyse. Comme l'évoque Corinne Rostaing, loin de tout ethnocentrisme, cette posture « doit permettre une meilleure compréhension de soi dans l'enquête mais aussi celle des enquêtés et de la situation du terrain afin d'être en capacité d'explicitier la manière de produire les résultats de recherche »¹.

Savoir négocier sa place

Comme je l'ai précisé précédemment, le président de la cour d'assises du Rhône a démontré un très grand intérêt pour ma recherche dont l'orientation sociologique constituait un point positif à ses yeux.

En Italie, bien que ma recherche ait immédiatement suscité de l'intérêt aux yeux des deux magistrats de la cour d'assises de Milan et que ma présence n'ait jamais été remise en cause au cours des nombreux mois d'observation sur le terrain, je me suis rendu compte, probablement trop tardivement, qu'il aurait été préférable d'apporter des documents écrits tel que mon projet de thèse ou mes articles publiés afin d'éviter toute ambiguïté quant à la nature de ma recherche. Si en France, je suis passée par une demande écrite pour contacter le président de la cour d'assises du Rhône, cela n'a pas été nécessaire pour entrer sur le terrain italien. Cependant, les magistrats italiens n'étaient ni familiers des méthodes de recherche en sciences sociales, ni de l'objectif qu'une recherche en sociologie du droit peut poursuivre. À de nombreuses reprises, j'ai dû préciser et expliquer que ma recherche n'était pas une thèse en droit comparé, et encore moins une thèse en procédure pénale comparée.

J'ai commis l'erreur de ne pas proposer de présentation écrite des objectifs de ma recherche aux magistrats italiens. Un support écrit aurait permis de couper court à toute ambiguïté concernant mon objet d'étude. De plus, ma double formation universitaire, sociologique et juridique, a certainement amplifié confusion de départ. La prise de conscience de cette erreur a eu lieu à différentes reprises lorsque que, déambulant dans les couloirs du palais de justice de Milan aux côtés du président de la cour d'assises, ce dernier me présentait

¹ C. Rostaing, *ibid.*, p. 36.

en précisant que je faisais tantôt une thèse en procédure pénale, tantôt une thèse « sur la cour d'assises ».

En France, selon les dires des magistrats, le choix de ce poste n'est pas particulièrement prestigieux. En revanche, la présence des jurés apparaît comme un argument central dans le choix de ce poste. En Italie, contrairement à la situation française, le poste de président de la cour d'assises, et, à un degré supérieur, de président de la cour d'assises d'appel, sont parmi les postes les plus élevés et les plus prestigieux dans la carrière d'un magistrat. La présence du jury populaire ne semble pas déterminante dans l'orientation d'un magistrat vers cette fonction. En Italie, j'ai compris qu'une recherche centrée sur les jurés apparaissait suspecte pour les magistrats.

Le statut du chercheur sur le terrain

J'aimerais à présent revenir sur mon statut d'enquêtrice étudiante, jeune, femme, française.

En France, mon statut d'étudiante a toujours été favorable et m'a été utile afin d'obtenir l'accord d'anciens jurés pour réaliser des entretiens. Sur le terrain, la thématique des études a souvent constitué un sujet de discussion afin d'engager la conversation. Ma présence sur le terrain n'a pas été directement affectée par mon statut de femme et, à part certaines allusions pouvant être interprétées dans un registre de séduction, je n'ai pas rencontré de difficultés particulières. Dans les deux pays, la mixité de représentation au sein des jurys et parmi les acteurs institutionnels était favorable à une indifférence à l'égard du sexe du chercheur.

Mon âge s'est révélé être plus problématique. En Italie, compte tenu d'une certaine ignorance culturelle de ma part lors des premières périodes passées sur le terrain, j'ai rapidement été confrontée à un problème de crédibilité ayant vingt-quatre ans la première année. Je n'avais pas rencontré ce problème en France. À cet âge, en Italie, un étudiant réalise généralement son mémoire de fin d'étude (*tesi di laurea*) et il était évident pour mes interlocuteurs que j'étais en train de réaliser ce type de travail (correspondant à une recherche de D.E.A./Master 2), de moindre ampleur par rapport à une thèse de doctorat. À chaque fois que je précisais que ma recherche était une recherche doctorale, mes paroles suscitaient des réactions allant de la surprise à l'admiration. Il est important de remarquer à ce sujet que la question de l'âge était d'autant plus problématique sur le terrain italien que le jury italien connaît une limite d'âge inférieure de trente ans, alors qu'en France cette limite est de vingt-

trois ans. Au sein du groupe des jurés italiens, j'étais toujours la plus jeune. Le tutoiement systématique de la part de certains magistrats et d'une grande majorité des jurés était également une autre conséquence liée à mon âge. Le tutoiement, que j'ai parfois eu du mal à tolérer, met en confiance celui qui l'utilise. En France, il témoigne d'une certaine proximité, d'un rapport familial.

Face à l'atout d'être étrangère, jeune, de ne pas maîtriser parfaitement la langue, ne pas répondre parfaitement à l'image que l'on pouvait se faire de moi m'a donc posé des difficultés. Si ma crédibilité de chercheur a été mise en doute à plusieurs reprises pour ces raisons, il est indéniable qu'il m'a fallu constamment « négocier » ma place en expliquant continuellement l'objet de mon travail. À chaque fois que je rencontrais un nouveau groupe de jurés, je devais « faire mes preuves » et révéler rapidement mes intentions¹.

Cependant, je ne pense pas que mes observations et mes entretiens en aient subi un quelconque effet néfaste du point de vue du contenu des informations recueillies. En revanche, cela va sans dire que ma présence sur le terrain italien s'est révélée plus compliquée à gérer que celle sur le terrain français et donc beaucoup plus « formative » sur la façon de mener une enquête de terrain.

3 - Les méthodes d'enquête

Le choix de recourir à une méthodologie résolument socio-anthropologique est consubstantiel à celui de mener une « politique de terrain », qui va de pair avec l'usage de méthodes de recherche empirique. Il semblerait que certains caractères essentiels des sociétés humaines « s'observent mieux par des contacts directs avec les personnes vivantes »². C'est pour cette raison qu'il s'agit plutôt d'essayer de garder une position d'entre-deux, au sens de François Laplantine. Parmi les six types³ de production de données sur lesquels repose schématiquement l'enquête ethnographique, j'ai utilisé quatre d'entre eux :

- l'insertion dans le milieu social des enquêtés
- les entretiens
- les observations

¹ C. Rostaing, *ibid.*, p. 33.

² E. C. Hughes, *op. cit.*, p. 281.

³ J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, pp. 46-47.

- les sources écrites

L'insertion dans le milieu social correspond à la réalisation d'« observation non participante ». J'ai tenté d'approcher au plus près de l'expérience vécue par les jurés tout en étant logiquement exclue de la salle des délibérations. Les entretiens ont été menés avec des magistrats et des anciens jurés sur les deux terrains. Temporellement, la réalisation des entretiens s'est généralement déroulée après avoir pu réaliser de longues périodes d'observation en salle d'audience et dans les lieux adjacents à cette dernière. J'ai choisi de réaliser essentiellement des observations prolongées et directes dans l'ensemble des lieux où les jurés sont amenés à évoluer durant leur présence à la cour d'assises. En plus des observations en salle d'audience qui représentent approximativement les trois-quarts du temps passé sur le terrain, j'ai été amenée à observer les jurés dans d'autres lieux tels que la salle des délibérations où ils se retrouvent avant chaque début d'audience et à chaque interruption d'audience, les abords du palais de justice, les bars et restaurants alentours, les couloirs du palais de justice... Quant aux sources écrites, il s'agit pour l'essentiel des « rôles »¹ de la cour d'assises dans les deux pays et des documents relatifs à la fonction de juré.

Les informations et connaissances acquises sur le terrain sont essentiellement de deux ordres : celles inscrites dans les cahiers de terrain, les données ethnographiques, celles informelles, latentes, qui participent de manière inconsciente à la progression de la réflexion. Les premières caractérisent la démarche ethnographique ritualisée au travers de la prise de notes ; les secondes, plus abstraites mais tout aussi réelles, jouent un rôle déterminant dans l'enquête de terrain. L'ethnologue reçoit, en effet sans y prêter attention et à l'occasion d'échanges informels, des informations qui structurent son inconscient. Certains moments féconds se jouent dans des situations participatives qui supposent l'abandon de tous les formalismes d'une recherche : pas question d'enregistrer, de prendre des notes ou de questionner pour se faire expliquer. Il faut laborieusement, et après coup, reconstituer des souvenirs, admettre que des fragments de ce qui s'est passé sont immédiatement perdus, reconnaître le caractère approximatif de ceux qui sont conservés. Ce sont pourtant ces matériaux imprécis qui apportent souvent le plus d'informations. À l'occasion d'une suspension d'audience, d'un déjeuner ou d'une pause-café, ces échanges informels livrent de

¹ Les « rôles » sont les programmes des affaires. En France, un rôle recouvre la période d'une session alors qu'en Italie les rôles fixent les prochaines audiences relatives aux affaires en cours. Voir France, annexe 3 et Italie, annexe 3.

riches informations. Les entretiens complètent les notes prises au cours de l'observation. Comme le résume François Laplantine, « s'il est possible, et même nécessaire, de distinguer celui qui observe et celui qui est observé, il me paraît en revanche exclu (a fortiori si l'on prétend faire de l'œuvre scientifique) de les dissocier. Nous ne sommes jamais des témoins objectifs observant des objets, mais des sujets observant d'autres sujets au sein d'une expérience dans laquelle l'observateur est lui-même observé. (...) Nous n'observons jamais les comportements d'un groupe tels qu'ils auraient lieu si nous n'étions pas là ou si les sujets de l'observation étaient d'autres que nous »¹.

En France, d'octobre 2002 à février 2003, j'ai assisté à une dizaine d'affaires à la cour d'assises du Rhône. En mars 2004, j'ai suivi cinq des six affaires qui constituaient la session puisqu'une de ces affaires était à huis clos. Treize entretiens ont été réalisés avec des anciens jurés durant l'année 2003 dans le cadre du mémoire de D.E.A. et douze autres réalisés en 2004 dans le cadre du doctorat en cours. Ces entretiens ont une durée moyenne d'une heure et trente minutes. J'ai réalisé un entretien lors de mon entrée sur le terrain avec le président de la cour d'assises du Rhône et je me suis longuement entretenue avec lui durant toute cette période. J'ai également assisté en mars 2006 à une semaine de formation continue des présidents de cour d'assises à l'E.N.M., à Paris, qui m'a permis de recueillir le point de vue de quatorze magistrats. En Italie, j'ai été présente sur le terrain de manière discontinue de juin 2005 à juin 2007. Compte tenu de l'étalement dans le temps des audiences pour l'ensemble des procès, j'ai assisté à une douzaine d'affaires. J'ai réalisé vingt-et-un entretiens avec des anciens jurés et cinq entretiens avec des magistrats présidents de cour d'assises ou cour d'assises d'appel et assesseurs.

¹ F. Laplantine, *La description ethnographique*, pp. 21-23.

Les observations¹

La révision de la liste de service du jury session

En France, lors des deux années de terrain passées à la cour d'assises du Rhône, j'ai assisté à plusieurs reprises à la révision de la liste de service du jury de session. Dans le Rhône, elle a lieu le premier jour, toujours un lundi, et dure généralement une journée entière. Il s'agit du premier contact des futurs jurés avec la cour d'assises et l'institution judiciaire. Elle consiste en une vérification administrative des identités des jurés qui seront amenés à siéger durant toute la session et permet d'établir la liste exacte des jurés titulaires et des jurés suppléants. Une fois la révision de la liste de session faite, débute l'audience d'ouverture de la session, qui officialise les présences, absences et excuses des jurés. Étant donné que cette audience ne concerne que l'organisation du jury, elle a lieu en l'absence des parties aux affaires inscrites au rôle de la cour d'assises. À l'issue de la révision de la liste de session, la cour d'assises rend un arrêt qui fixe définitivement, en audience publique, toutes les décisions prises concernant le jury populaire.

En Italie, j'ai également assisté à de nombreuses révisions de la liste de service du jury de session. L'objectif est semblable, puisque, dans un premier temps, il s'agit de contrôler les identités des individus convoqués et dans un second temps, a lieu une audience où les jurés sont désignés et prêtent serment. À la différence des membres du jury populaire français qui prêtent serment à chaque début d'affaire, le jury populaire italien est désigné une seule fois pour l'intégralité de la session. Les jurés prêtent serment une seule fois, à ce moment là.

Lors de ce type d'observation, généralement plus inconfortable que celles menées en salle d'audience, je me retrouvais pour une période pouvant aller de cinq minutes à une demi-heure, dans situation proche d'une « observation participante ». En effet, j'arrivais en salle des délibérations en France, en salle d'audience en Italie, comme n'importe quel autre individu ayant reçu une convocation. Les motifs de ma présence étaient logiquement semblables à celles des autres individus. Dans l'un et l'autre des pays, les futurs jurés étaient généralement laissés seuls pendant de longues minutes avant qu'un magistrat ou un greffier ne vienne à leur

¹ « C'est en ce sens que l'on peut tenir l'observation de terrain pour spécifiquement sociologique. Si l'on conçoit la sociologie comme la science des interactions sociales et de leurs conséquences culturelles et institutionnelles (...), alors l'observation de terrain et la sociologie appliquée ne font qu'un. Dans la mesure où celui qui pratique l'observation de terrain se comporte en observateur conscient capable de s'analyser lui-même dans ce rôle, il devient alors un authentique sociologue. Car les concepts auxquels il devra faire appel pour s'observer dans son rôle d'observateur sont précisément les concepts qui sont indispensables à l'analyse de n'importe quelle interaction sociale. Les difficultés rencontrées pendant l'observation de terrain – la résistance des sujets, le risque, pour l'observateur, que sa réussite comme participant ne lui interdise plus tard de faire un compte-rendu complet de ses observations, ou même le risque d'être expulsé de la ville – sont autant de faits qui doivent être analysés d'un point de vue sociologique. », E. C. Hughes, *op. cit.*, p. 279.

rencontre. Ces moments d'observation étaient d'une extrême richesse pour connaître les premières opinions des personnes présentes. La difficulté majeure était de parvenir à prendre des notes sans pour autant avoir une attitude suspecte. En France, dans l'espace réduit de la salle des délibérations, il était souvent plus aisé d'entamer une conversation avec celui ou celle qui se trouvait près de moi. Je devais souvent abandonner la prise de notes au profit de discussions informelle. En Italie, l'attente des magistrats se faisait généralement dans le couloir et l'absence d'un espace clos facilitait la prise de notes mais rendait difficile le contact direct pour engager une discussion. Je me contentais généralement de recueillir des propos éparses, çà et là, autour de moi, tout en cherchant à prendre le plus de notes possibles. Ma présence était néanmoins plus crédible en France qu'en Italie compte tenu de mon âge. En France, le nombre de personnes convoquées à la révision de la liste de session avoisinait généralement une trentaine de personnes, étant donné que le nombre minimum légal de jurés devant être disponibles pour le tirage au sort au début de chaque affaire est de vingt-trois¹, alors qu'en Italie, le nombre de personnes approchait généralement la cinquantaine.

Une fois les membres de l'institution arrivés, je bénéficiais, ou non, d'une présentation publique de mon identité et du motif de ma présence. En France, le président entrait dans la salle des délibérations et n'oubliait jamais de me présenter, après avoir prononcé quelques mots d'accueil aux nouveaux venus. Mon observation clandestine des moments précédents se transformait immédiatement en une observation légitime à visage découvert. À ce stade des présentations, je pouvais poursuivre ma collecte d'informations dans une situation plus confortable. Dans la seconde partie de la matinée, j'entrais aux côtés des jurés en salle d'audience, et m'installais avec eux dans les bancs du public. J'assistais à l'ensemble de l'audience de révision de la liste du jury de session durant laquelle le ministère public avait l'occasion de présenter son rôle au sein de la cour d'assises. En fin de matinée, et après l'arrêt de révision de la liste du jury de session rendu par la Cour², le président libérait les jurés qui avaient été excusés et ceux qui, pour d'autres motifs, ne feraient pas partie de la liste des jurés titulaires ou suppléants. L'après-midi était toujours consacré à la projection d'une vidéo réalisée par le ministère de la Justice afin de présenter la cour d'assises, son fonctionnement et le rôle de chacun des acteurs du procès. Le président commentait cette courte vidéo que j'ai pu visionner de nombreuses fois.

¹ Il faut vingt-trois jurés en premier ressort et vingt-six jurés pour la cour d'assises d'appel. Voir H. Angevin, *op. cit.*, p. 87.

² « La cour proprement dite » selon l'article 243 du Code de procédure pénale correspond aux trois magistrats professionnels c'est-à-dire au président et aux deux assesseurs. Elle s'écrit « Cour » et se distingue de la « cour », dans le sens de cour d'assises qui comprend les magistrats professionnels et le jury.

En Italie, la révision de la liste du jury de session ne dure généralement pas plus de quelques heures. J'ai assisté à plusieurs d'entre elles, dirigées soit par le président de la cour d'assises, soit par son assesseur ou encore par le président d'une des cours d'assises d'appel. J'ai eu la possibilité de mener mes observations depuis les bancs du public aux côtés des futurs jurés, mais également à plusieurs reprises, assise aux côtés du président et de la greffière, précisément à l'une des places qu'occuperaient ensuite les jurés lors des audiences. J'ai apprécié de pouvoir jouir de deux points de vue différents pour observer les réactions et attitudes des futurs jurés, possibilité que je n'avais pas eu en France. Mais à chaque fois, je continuais à réaliser une observation incognito. Les magistrats ne me présentaient pas aux futurs jurés et n'expliquaient ma présence à leurs côtés. Face à certains regards interrogatifs, j'ai parfois ressenti une certaine gêne que j'aurais souhaité pouvoir dissiper en expliquant les raisons de ma présence. J'ai, dans ces moments là, éprouvé l'étrange sensation d'être symboliquement du côté de l'institution. Ma prise de notes, qui, dans une telle situation, était menée ouvertement, n'en fut que facilitée.

En salle d'audience

Mes toutes premières observations ont été réalisées en salle d'audience. Assise sur les bancs du public, parfois seule, parfois mêlée à la foule des curieux, j'ai commencé à m'imprégner de l'ambiance des lieux et à me familiariser avec le déroulement du procès criminel. À Milan, dans les premiers temps, j'assistais aux débats mais ma compréhension était minime. S'ajoutait à la difficulté linguistique une autre difficulté : celle de comprendre l'enchaînement et la logique des débats. Ma connaissance de la procédure pénale française faisait écran à ma compréhension de la procédure pénale italienne. Si l'« espace judiciaire »¹ est sensiblement le même d'une cour d'assises à l'autre, la grande différence entre le déroulement des procès criminels français et italien réside dans le découpage du « temps judiciaire »² et dans le « rythme judiciaire »³ des audiences.

En France, bien qu'autorisée, la prise de notes durant les audiences ne passe généralement pas inaperçue. Je procédais parfois à une retranscription fidèle des échanges verbaux entre les acteurs du procès. Je prenais également des notes d'observation. La prise de

¹ A. Garapon, *Bien juger*, pp. 23-49 ; voir également C. Besnier, « La notion spatio-temporelle dans le processus judiciaire : l'exemple du procès criminel » in E. Rude-Antoine (dir.), *op. cit.*

² A. Garapon, *ibid.*, pp. 51-70.

³ J.-F. Burgelin, *op. cit.*, p. 52.

notes a été beaucoup moins systématique en Italie, dans la mesure où les débats sont entièrement retranscrits et qu'il m'était permis de les consulter.

Les bancs du public offrent une perspective visuelle complète des acteurs du procès. La présence du chercheur en salle d'audience est indispensable si l'on souhaite ensuite interroger les acteurs sur leur expérience de l'acte de juger. Assister aux audiences pour pouvoir ensuite en discuter avec les jurés m'est donc apparu comme nécessaire. Cette présence peut être qualifiée d'« imprégnation ». « C'est là toute la différence, particulièrement sensible dans des travaux descriptifs, entre un chercheur de terrain, qui a de ce dont il parle une connaissance sensible (par imprégnation), et un chercheur de cabinet travaillant sur des données recueillies par d'autres. »¹

En France, aux côtés du groupe que j'ai suivi durant l'intégralité de la session, j'ai eu l'opportunité de partager la tension, l'excitation et les craintes que les jurés éprouvent. L'année précédente, il n'y avait aucun lien entre les affaires que j'avais observées et les anciens jurés avec qui j'avais réalisé des entretiens. En m'attachant à suivre un groupe précis de jurés, j'ai amélioré mon observation *in situ*². Une fois le tirage au sort établi, je restais sur les bancs du public avec les quelques jurés qui n'avaient pas été tirés au sort et souhaitaient également suivre les débats. Au fil des affaires, je menais mes observations d'audience en compagnie de jurés qui n'avaient pas été tirés au sort.

En Italie, j'ai cherché à reproduire le même type de schéma que celui mis en place en France. J'ai d'abord assisté à des audiences sans logique particulière. Mon objectif était de comprendre le mécanisme du procès et de recueillir le maximum d'informations. J'ai ensuite laissé passer du temps avant de choisir de me focaliser sur un groupe de jurés et sur les affaires qu'ils devaient juger. Après les premiers moments de découverte du terrain, j'ai donc cherché à me rapprocher au maximum de ce groupe de jurés que j'ai choisi d'observer, en me focalisant sur les affaires qu'ils étaient amenés à juger.

La difficulté majeure que j'évoquais précédemment concernant la particularité du « temps judiciaire » propre à l'audience criminelle en Italie, constitue un des biais majeurs de mes observations. Malgré tous mes efforts, je ne suis pas parvenue à suivre les affaires dans leur totalité. Les procès s'étalent sur plusieurs mois à raison de plusieurs audiences par mois.

¹ J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, pp. 53-54.

² « Le travail de terrain sera envisagé ici comme l'observation des gens « in situ » : il s'agit de les rencontrer là où ils se trouvent, de rester en leur compagnie en jouant un rôle qui, acceptable pour eux, permette d'observer de près certains de leurs comportements et d'en donner une description qui soit utile pour les sciences sociales tout en ne faisant pas de tort à ceux que l'on observe. », J.-P. Olivier de Sardan, *ibid.*, p. 269.

Le calendrier des audiences est très fréquemment modifié et il est sans cesse modifié d'une audience à l'autre.

En salle des délibérations et dans d'autres lieux épars

En France, en plus des observations réalisées lors de la première année de terrain, dans la mesure de ce qui m'a été autorisé, j'ai pu me joindre au groupe formé par les jurés du début à la fin de la session. En étant constamment sur place, en créant des liens avec le groupe dont j'ai partagé le quotidien pendant trois semaines complètes et sans interruption (déjeuners, cafés, discussions sur les marches du palais...), j'ai été amenée à observer et à enregistrer de nombreuses informations et impressions. Ces interactions quotidiennes sont capitales pour la recherche. Elles participent à la familiarisation avec le milieu de recherche et interviennent ensuite dans la capacité du chercheur à décoder les faits et gestes des acteurs ainsi que les situations qu'il observe.

Sur mes deux terrains, excepté le moment des délibérations, « boîte noire » inaccessible de mon terrain de recherche, compte tenu du secret de la délibération¹, j'ai pu accéder aux « coulisses » constitués de la salle des délibérations et des couloirs menant à la salle d'audience. Dans cette salle qui fait office d'espace réservé aux jurés, bien que les greffiers et les magistrats y soient parfois présents, mes observations ont été particulièrement riches. Ils s'y retrouvent à chaque interruption d'audience ainsi qu'au début et à la fin de chaque audience. La salle des délibérations est le lieu de vie commune du groupe des jurés durant toute la session.

En France, la longueur des pauses déjeuner m'a permis de profiter de ce moment propice à la discussion et à l'échange avec les jurés. En Italie, elles étaient irrégulières et brèves et fluctuaient en fonction du programme de l'audience du jour. Cependant, malgré la brièveté de ces pauses déjeuner, les pauses-café de quelques minutes pouvaient se répéter plusieurs fois dans la journée, et j'ai souvent eu l'occasion d'accompagner l'ensemble du groupe des jurés, parfois simplement un de ses membres, ou encore les magistrats, seuls ou avec l'ensemble des jurés. En France, j'ai également eu l'occasion de passer du temps avec les jurés hors des murs

¹ En France, c'est l'article 304 du Code de procédure pénale qui renferme officiellement l'obligation de garder le secret sur les délibérations. « Le secret de la délibération exige que personne, autre que les trois magistrats composant la Cour et les neuf jurés de jugement, n'assiste à la délibération. La présence constatée d'une autre personne sera cause de nullité, qu'il s'agisse du ministère public ou du greffier. Par exception à cette règle, les auditeurs de justice (futurs magistrats) et magistrats ou greffiers en chef, participant à une session de formation, peuvent être autorisés par le président à assister au délibéré de la cour d'assises, sans, bien entendu, y participer. » in H. Angevin, *op. cit.*, p. 422. Voir aussi G. Stefani, G. Levasseur, B. Boulloc, *op. cit.*, p. 834. En Italie, c'est l'alinéa 2 de l'article 525 du Code de procédure pénale qui précise que « sous peine de nullité, ce sont les mêmes juges qui ont participé aux débats qui participent aux délibérations ». Traduit par nos soins, in *Codice penale e di procedura penale e leggi complementari*.

du palais de justice. En Italie, cela ne s'est pas produit car j'ai eu la possibilité de réaliser tous les entretiens dans la salle des délibérations et je n'ai donc pas eu besoin de contacter les jurés après leur passage à la cour d'assises.

En France, le point culminant des observations informelles que j'ai pu mener a eu lieu le 24 avril 2004, trois semaines après la fin de la session, lorsque j'ai personnellement organisé un dîner avec dix des anciens jurés que j'ai suivi et le président de la cour d'assises du Rhône. Cette rencontre avec le « noyau » du groupe des jurés formé lors de cette session se situe exactement à mi-chemin entre le début de la session et le début de la réalisation des entretiens. À ce moment-là, les liens qui unissaient les membres de jury étaient encore forts. Cette soirée fut l'occasion de recueillir des informations supplémentaires et d'aborder certaines des thématiques développées plus tard lors des entretiens.

Les entretiens

Nécessité et difficultés de l'entretien

L'entretien s'est rapidement révélé être un complément nécessaire aux observations dans la collecte des données. Recourir aux savoirs et aux souvenirs des acteurs à travers leur discours est fondamental. J'ai réalisé uniquement des entretiens avec les jurés et les magistrats¹. Par conséquent, j'ai laissé de côté les autres acteurs qui participent au procès. Hormis pour les présidents de chacune des cours d'assises, la réalisation des entretiens a toujours eu lieu après une présence prolongée sur le terrain.

Accéder à la subjectivité des acteurs constitue un des objectifs majeurs de mon approche méthodologique. L'action sociale peut être comprise uniquement si le sociologue accède au sens subjectif et intersubjectif que l'acteur lui donne. Pour reprendre les mots de Jean-Pierre Olivier de Sardan, l'entretien relève plus d'un « savoir-faire »² que de « techniques » à proprement parler. D'ailleurs « l'entretien compréhensif »³, s'inscrit lui aussi dans cette perspective où l'entretien relève plus des compétences sensibles du chercheur que de pures techniques qu'il suffit d'appliquer. Plus qu'un « guide d'entretien », le chercheur mobilise

¹ En France j'ai réalisé un seul entretien avec le président de la cour d'assises du Rhône et j'ai recueilli la parole de douze magistrats lors d'une semaine de formation continue des présidents de cours d'assises à laquelle j'ai assisté à l'ENM à Paris en mars 2006. En Italie, j'ai réalisé cinq entretiens avec des magistrats : trois présidents de cour d'assises et deux « guidici a latere », équivalent des assesseurs français.

² J.-P. Olivier De Sardan, *op. cit.*, p. 55.

³ J.-C. Kauffmann, *L'entretien compréhensif*, éditions 128, Paris, 1996.

alors un « canevas d'entretien »¹, c'est-à-dire une trame souple qui permet de rapprocher le plus possible l'entretien du registre de la conversation². Considérer l'entretien comme une conversation est une stratégie récurrente des méthodes socio-anthropologiques qui visent à réduire au maximum l'artificialité de la situation de recueil des données. En effet, en considérant l'entretien comme une interaction comme les autres, le chercheur doit tenter de réduire l'empreinte directive et souvent perturbatrice que peut générer une posture plus classique. Dès lors, le dialogue qui s'instaure entre le chercheur et son interlocuteur est soumis aux mêmes règles que n'importe quelle interaction sociale. Sur le plan pratique, il s'agit pour le chercheur de s'ouvrir à ce qui fait le propre d'une discussion : hésitations, improvisations, digressions, anecdotes... Le bon déroulement de l'entretien « dépend évidemment aussi bien des stratégies des deux (ou plus) partenaires de l'interaction, et de leurs ressources cognitives, que du contexte dans lequel celle-ci se situe »³. Ainsi tout entretien est en mesure de livrer trois types distincts d'informations : des informations sur le réel de référence, des informations sur le point de vue de l'interlocuteur sur ce réel de référence et enfin des informations sur la structure communicationnelle de l'entretien. De plus, l'entretien demeure un espace de « négociation invisible » puisque le chercheur tente généralement d'obtenir des informations précises tout en laissant le plus de liberté possible à son interlocuteur afin que ce dernier s'exprime comme il l'entend.

Avant de revenir sur la réalisation pratique des entretiens en France et en Italie, deux questions majeures se posent. Peut-on faire confiance aux acteurs ?⁴ Le discours de l'acteur permet-il d'accéder à la « réalité »⁵ et peut-on accéder à la totalité de cette parole ?

La confiance dans la parole des acteurs

« Au moins en ce qui concerne les entretiens effectués dans le cadre de recherches (...), on suppose généralement que l'information est d'autant plus valide qu'elle est fournie plus librement »⁶. Ce présupposé est aux fondements de la validité de la parole des acteurs. Si le chercheur sollicite la parole des individus, on peut supposer que plus les acteurs sont disponibles et acceptent l'entretien, plus son contenu sera sincère. Mais les entretiens réalisés avec les jurés et ceux réalisés avec les magistrats répondent à des logiques distinctes. La

¹ J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, p. 59.

² Voir annexe 2 France et annexe 2 Italie.

³ J.-P. Olivier de Sardan, *ibid.*, p. 56.

⁴ B. Milly, *op. cit.*, p. 62.

⁵ B. Milly, *ibid.*, p. 63.

⁶ E. C. Hughes, *op. cit.*, p. 285.

difficulté de la réalisation des entretiens réside dans le maintien d'une posture où l'empathie face aux paroles de l'interlocuteur demeure la règle. L'objectif du chercheur sur le terrain est de parvenir à comprendre le plus finement possible les logiques de représentation, de perception et d'action de ses interlocuteurs. « Prendre au sérieux » ce qui lui est dit lors des entretiens apparaît comme une condition *sine qua non* et l'un des seuls moyens d'accéder à « l'univers de sens des acteurs locaux »¹. Mais il s'agit d'une injonction contradictoire, puisque que le chercheur ne doit pas pour autant perdre la juste distance et son regard critique.

Selon Jean-Pierre Olivier de Sardan, les entretiens oscillent généralement entre deux pôles : « la consultation » et « l'expérience ». Pour ce dernier, la distinction entre ces deux types de registres renvoie au rôle de notre interlocuteur, « tantôt un consultant sollicité sur ces connaissances, tantôt un narrateur parlant de son propre vécu, et souvent les deux »². Schématiquement, les entretiens réalisés avec les magistrats se sont situés plus amplement du côté de la consultation, tandis que ceux réalisés avec les jurés plus du côté de l'expérience, bien que chaque type d'entretien oscille entre ces deux pôles.

Les entretiens réalisés avec les jurés se sont révélés être un espace de discussion permettant de mettre en mots leur expérience à la cour d'assises. Dès lors, il m'était aisé d'inciter mes interlocuteurs à « mettre en récit » ce qu'ils avaient vu et vécu durant les audiences. La confiance que je pouvais accorder à la parole des jurés était d'autant plus grande que l'entretien était vécu comme un moment privilégié pour pouvoir enfin parler d'une expérience souvent qualifiée d'« intense ». Cette situation d'entretien illustre bien les mots d'Everett C. Hughes : « l'entretien est gratifiant en tant que moyen de communication en raison des contrastes qu'il offre avec des conversations se déroulant dans des situations moins standardisées : dans l'entretien, en effet, l'expression personnelle est facilitée à un degré exceptionnel, ce qui est en soi gratifiant, parce qu'on propose des sujets de discussion, et qu'on donne l'assurance que l'information offerte ne sera pas contredite ou repoussée »³. Cette gratification, souvent rencontrée dans la réalisation des entretiens, apparaît fiable et sincère. Bien sûr, mensonges et dissimulations ne sont pas exclus, mais c'est avant tout le climat dans lequel les entretiens ont été réalisés qui l'importe de mettre en lumière. Il est vrai que les limites de l'entretien « dépendent à la fois de ce que les sujets veulent bien nous dire (biais 'auto-présentation) et de ce qu'ils peuvent nous dire (limites des capacités introspectives) »⁴.

¹ J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, p. 62.

² J.-P. Olivier de Sardan, *ibid.*, p. 55.

³ E. C. Hughes, *op. cit.*, p. 285.

⁴ C. Blaison, D. Chassar, J.-L. Kop, K. Gana, « L'IAT (*Implicit Association Test*) ou la mesure des cognitions sociales implicites : revue critique de la validité et des fondements théoriques des scores qu'il produit », *L'année psychologique*, 106, 2006, p. 306.

Quant à la réalisation des entretiens avec les magistrats, elle a probablement été plus exposée à ce qu'Erving Goffman nomme des « représentations frauduleuses »¹, bien qu'elles puissent être également présentes lors d'entretiens menés avec des jurés. À la différence des jurés, et à cause de leur statut de « professionnels », les magistrats ont plus de possibilités pour promouvoir une image idéalisée de leur personnage et pour détourner le chercheur de certaines de leurs caractéristiques et attributions. Il est évident que les magistrats, surtout les présidents de cour d'assises, se présentent généralement comme très favorables à la présence du jury populaire en cour d'assises et leur discours s'oriente vers une nette valorisation et promotion de la présence des jurés en cour d'assises.

Quoiqu'il en soit, il appartient au chercheur de savoir s'interroger sur les différentes formes de présentation et d'exposition de soi qui génèrent des différences entre les actions telles qu'elles ont eu lieu et telles qu'elles sont ensuite narrées par les acteurs. L'analyse des entretiens poursuit à nos yeux un double objectif : d'une part rendre compte des actions et des représentations des acteurs, et d'autre part, développer un regard critique sur la mise en discours de ces informations par les acteurs rencontrés.

La « réalité » de la parole des acteurs : comment y accéder ?

Consciente de la fragilité de tout discours, qu'il soit sociologique ou profane, j'inscris ma recherche dans une perspective qui considère que la seule objectivité possible du regard sociologique doit être comprise « comme la possibilité d'utiliser sa position d'extériorité pour poser un regard décentré, différent sur son objet d'étude, et surtout comme la possibilité de croiser et confronter les discours, de se mettre en situation de comprendre les sens subjectifs qui les sous-tendent »². Dès lors, la « réalité » de la parole des acteurs, obtenue à l'aide des entretiens, s'inscrit dans une reconnaissance plus vaste des méthodes de recherche qualitatives en sciences sociales. Bien qu'il soit indéniable que la parole des acteurs est une parole subjective, et donc relative, « tout interlocuteur doit être considéré comme détenteur de connaissances intéressantes sur son groupe, sa profession, sa société. »³

Au-delà de la question de la « réalité » de la parole de l'acteur, se pose le problème de l'obtention de certaines informations dans la réalisation des entretiens. C'est essentiellement la thématique du secret des délibérations qui était susceptible de poser problème. Sous peine de

¹ E. Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, tome 1, éditions de Minuit, Paris, 1996 (1973).

² B. Milly, *op. cit.*, p. 64.

³ J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, p. 55.

sanctions pénales, il est strictement interdit aux jurés de révéler à une tierce personne la nature de leur vote ainsi que le contenu des délibérations. Je suis parvenue à contourner ce problème en précisant dès le début de chaque entretien que je connaissais cette interdiction et que la nature de leur vote ne m'intéressait pas. Il m'était alors possible d'évoquer le moment des délibérations en m'intéressant aux mécanismes de fonctionnement de la prise de décisions sans jamais aborder directement la question du vote.

La question de la mémoire et de sa mise en récit s'est posée différemment d'un terrain à l'autre et selon que l'expérience des jurés remontait à plusieurs jours, mois ou années. « L'éventualité même du souvenir admet le réajustement. Ceci peut être tout à fait inconscient, car les événements qui reviennent en mémoire ont été triés et recomposés implicitement ; certaines facettes se trouvent oblitérées ou estompées, d'autres mises en lumière. »¹ Le tri sélectif opéré par la mémoire de chacun transforme la perception du réel dont certains traits peuvent être exacerbés et d'autres atténués. Par exemple, pour ce qui est des émotions éprouvées lors des débats, elles sont mieux explicitées et plus présentes dans les entretiens de ceux qui viennent à peine d'être jurés. Mais pour ceux dont l'expérience remonte à plus de deux années (situation rencontrée lors des entretiens français de la première année), les propos sont beaucoup plus flous. « Enfin, il est clair que les descriptions rétrospectives d'un « même » événement ou d'une « même » circonstance sociale peuvent diverger considérablement et que les rôles de chacun dans une activité le conduit à se faire sa propre idée de ce type d'activité »². C'est en grande partie pour cette raison que j'ai décidé de modifier le mode de sélection des jurés lors de la seconde année d'observation en France.

La réalisation des entretiens en France

En France les entretiens ont été réalisés sur deux années (en 2003 et 2004), la première étant celle du D.E.A., la seconde celle de la première année de doctorat. Au total, j'ai rencontré vingt-trois jurés. À ces entretiens s'ajoute la parole du président de la cour d'assises du Rhône que j'ai régulièrement recueillie en plus d'un entretien que j'ai réalisé avec lui la première année. De plus, j'ai suivi l'intégralité d'une formation continue des présidents de cour d'assises du 13 au 17 mars 2006 à l'E.N.M. à Paris, intitulée « Présidence de cour d'assises : conduite des débats, animation du délibéré et réflexions sur la prise de décisions ». Qu'il s'agisse des entretiens de la première ou de la seconde année, ils ont tous été menés en dehors du palais de

¹ A. Strauss, *Miroirs et masques, une introduction à l'interactionnisme*, éditions Métailié, Paris, 1992, p. 35.

² E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, p. 19.

justice, le plus souvent au domicile des personnes contactées ou encore, mais plus rarement, dans des lieux publics tels que des bars. Le « canevas » qui a guidé les entretiens s'organisait de la façon suivante :

- la découverte de la cour d'assises et du procès criminel
- les relations avec les professionnels et entre les jurés
- le déroulement des débats
- le déroulement des délibérations
- regards sur la justice et son fonctionnement
- l'expérience humaine et personnelle
- l'expérience « citoyenne »

J'ai employé deux méthodes différentes dans le choix de l'échantillonnage des jurés. La première année, pour rencontrer d'anciens jurés, j'ai entamé des recherches dans mon entourage. Parmi les jurés rencontrés lors de cette première année, je distingue quatre groupes. Le premier groupe est constitué par les anciens jurés qui ont siégé dans des affaires qui me sont inconnues et peuvent avoir eu lieu dans différentes cours d'assises. Le deuxième groupe comprend les jurés qui ont participé à la session de mars et avril 2002 dont l'affaire centrale fut le procès de Patrick Dils. Le troisième groupe comprend des individus rencontrés par le biais de l'association des anciens jurés du département du Rhône. Enfin le dernier groupe de jurés est constitué de personnes ayant siégé à la session de janvier 2003 à laquelle j'ai pu partiellement assister. Même si les biais dans l'échantillonnage étaient patents – problèmes liés à la mémoire de l'expérience, affaires jugées différentes, présidents de cours d'assises différents, durée des sessions variables – ces premiers entretiens m'ont permis de recueillir des informations valides concernant essentiellement l'expérience individuelle et de groupe au sein du jury populaire.

L'année suivante, la deuxième série d'entretiens devait bénéficier de mon expérience de l'année précédente pour permettre l'élaboration d'une autre méthodologie. Si l'on évoque la « récursivité » de l'entretien de terrain, dans la mesure où « il s'agit de s'appuyer sur ce qui a été dit pour produire de nouvelles questions »¹ essentiellement théoriques, il semble également pertinent de mobiliser cette « récursivité » concernant la mise en place de nouvelles méthodes d'enquête. Les contraintes et les biais rencontrés lors des premiers entretiens m'ont permis de

¹ J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, p. 61.

me tourner vers une autre approche, un autre « savoir-faire » concernant la réalisation conjointe des observations et des entretiens. La dimension comparative de la recherche a joué un rôle majeur dans le choix d'une approche méthodologique ouvertement socio-anthropologique permettant de distinguer ma méthode de celles des recherches jusque-là effectuées sur le jury populaire. J'ai donc choisi d'élaborer des entretiens uniquement avec le groupe de jurés dont j'ai suivi le passage à la cour d'assises : de leur accueil à la cour d'assises à leur sortie définitive du dernier délibéré. Lors des trois semaines de session passées en compagnie des jurés en mars 2004, j'ai pu tisser, avec certains d'entre eux, une relation de proximité que je n'aurais jamais pu obtenir lors de la réalisation classique d'entretiens. En les voyant chaque jour, en déjeunant ensemble, en discutant des affaires, j'ai pu prendre part à la vie du groupe. J'ai même passé de « bons moments » avec le groupe des jurés.

Dès lors les entretiens avec les jurés sont apparus comme l'ultime étape venant clore le parcours des observations, permettant aux jurés de porter un regard réflexif sur leur passage à la cour d'assises. Chaque entretien était également un moment de « retrouvailles », effectué en dehors de l'enceinte de la cour d'assises, plus ou moins intense selon la proximité qui s'était créée durant la session. Avec la proximité temporelle de l'expérience il a alors été possible de maintenir une certaine « fraîcheur » des souvenirs.

Ce parti pris méthodologique déjà exposé concernant le déroulement des observations m'a également guidée dans la réalisation du terrain italien et donc dans le déroulement des entretiens sur le second terrain. Cependant, l'on peut considérer comme un biais de terrain mon choix de privilégier la réalisation d'entretiens avec des jurés qui étaient volontaires. Il n'était pas question pour moi d'insister lorsqu'une personne semblait réticente à la réalisation d'un entretien. J'ai donc préféré réaliser moins d'entretiens mais avec des personnes qui étaient ouvertes à la discussion et réflexives sur leur expérience. L'échantillonnage est centré sur les personnes qui ont formé le noyau du groupe des jurés ainsi que sur ceux qui, bien qu'en retrait, souhaitaient parler, témoigner de leur passage à la cour d'assises. L'objectif était d'obtenir une « parole parlante ». L'entretien était souvent un moment attendu car il permettait de réaliser un bilan personnel et de discuter en détail du parcours des jurés.

La réalisation des entretiens en Italie

Comme en France, les entretiens ont été réalisés après avoir obtenu une bonne connaissance du terrain, mais également une bonne maîtrise de la langue italienne. J'ai attendu

presque une année avant de réaliser un premier entretien avec le président de la cour d'assises de Milan. Ce fut pour moi une étape décisive. J'ai limité la réalisation des entretiens aux jurés de la cour d'assises et je n'ai rencontré aucun juré de la cour d'assises d'appel, bien que j'y aie réalisé des observations à plusieurs reprises. Il était plus simple pour moi de rester sur le terrain pour une longue durée auprès d'un président de cour d'assises avec qui j'étais en bons termes, qui m'autorisait à investir aussi bien la salle d'audience que la salle des délibérations, et qui tolérait ma présence à chaque instant.

Le déroulement des entretiens italiens, tout comme celui des observations, diffère de ceux menés en France compte tenu des difficultés structurelles rencontrées sur le terrain. La temporalité du procès est telle qu'il m'aurait fallu attendre plusieurs mois, voire parfois plus d'une année, pour pouvoir réaliser les entretiens si j'avais souhaité appliquer de manière symétrique la méthodologie menée en France, c'est-à-dire attendre la fin d'une session pour débiter les entretiens.

Après avoir commencé à réaliser des entretiens avec des jurés d'autres sessions que j'ai rencontrés au fil des observations, et après plusieurs mois de présence sur le terrain, j'ai choisi de suivre la session d'un groupe de jurés en particulier (neuf jurés dont six titulaires et trois supplémentaires). Le jury italien est tiré au sort une fois pour toutes au début de la session et seule une absence d'un de ses membres entraîne la venue d'un des jurés supplémentaires qui prend la place du titulaire dans l'affaire en question. Le nombre de neuf jurés titulaires reste toujours le même au cours d'une session qui peut s'étaler sur de nombreux mois. Suivre un seul groupe n'était pas suffisant pour réaliser une vingtaine d'entretiens. J'ai donc réalisé des entretiens avec des jurés issus de sessions diverses et avec des jurés issus d'un groupe en particulier que j'ai suivi plus assidûment. Mon objectif m'imposait d'être présente à chacune des audiences des affaires auxquelles participait ce groupe. Mais la grande difficulté était justement de ne manquer aucune audience compte tenu des modifications continues du calendrier des audiences.

La relation que j'ai pu nouer avec les membres du groupe que j'ai suivi s'est révélée assez semblable à celle obtenue en France. Bien que les rythmes et habitudes soient différents de ceux observés sur le terrain français, j'ai pu m'insérer dans le groupe et être présente lors des pauses-café, déjeuner, et à tous les moments où les jurés ne siégeaient pas. Comme en France, j'ai préféré réaliser des entretiens avec les personnes qui manifestaient le souhait de s'exprimer et qui comprenaient le sens de mon travail.

J'ai donc commencé à réaliser des entretiens avec des jurés alors qu'ils siégeaient encore à la cour d'assises. D'un point de vue pratique, il était plus simple pour moi de réaliser les

entretiens au fur et à mesure de mes journées d'observation, à la fin de l'audience du jour, plutôt que d'attendre la fin de la session. Avec l'accord des magistrats, une fois l'audience achevée, presque toujours en fin de matinée ou en début d'après-midi, la salle des délibérations de la première salle d'audience de la cour d'assises était mise à ma disposition.

Concernant les entretiens menés avec les jurés, le canevas d'entretien était semblable à celui exposé précédemment concernant les entretiens réalisés en France. À deux reprises, et sur demande de mes interlocuteurs, j'ai été amenée à réaliser des entretiens avec deux personnes en même temps. « La principale forme de l'entretien de groupe, il faut le rappeler, est impromptue, involontaire, non sollicitée par le chercheur. Elle est liée au fait que le socio - anthropologue travaille en « situation naturelle » (naturalistic setting). »¹ J'ai accepté car des jurés me l'avait demandé. L'entretien de groupe offre les avantages d'une interaction multiple sans renoncer pour autant aux bénéfices d'un entretien privé.

Enfin, dernière différence avec le terrain français, j'ai mené des entretiens avec six magistrats, présidents de cour d'assises et assesseurs. Compte tenu de ma difficulté de compréhension du fonctionnement du procès pénal italien, la réalisation d'entretiens avec les acteurs professionnels m'a semblé indispensable.

¹ J.-P. Olivier de Sardan, *ibid.*, p. 64.

Synthèse

Nous avons choisi d'adopter pour notre recherche une approche socio-anthropologique où la vie prolongée et une attention toute particulière aux spécificités culturelles de chacune des sociétés étudiées font figure de principes clefs.

Cette posture socio-anthropologique constitue le fil conducteur de la méthodologie de la recherche fondée sur le principe de la « politique de terrain »¹. Cette stratégie scientifique nous a orientée tout autant dans nos choix théoriques que dans ceux concernant le déroulement des observations et des entretiens. En effet, la problématique de la recherche ne s'est véritablement dessinée qu'après de longs moments passés sur le terrain. C'est bien la primauté de ce dernier qui confère à notre recherche sa singularité par rapport à des approches de type quantitatif. Les entretiens réalisés dans ce type de recherche se font généralement sans procéder à une immersion de type ethnographique. Malgré des biais inévitables dus aux choix personnels du chercheur ou encore aux problèmes posés par la traduction, il nous a semblé important de rendre compte de façon minutieuse du déroulement et des étapes de la mise en œuvre de cette méthodologie, à la fois très riche et très longue à mener pour le chercheur. Rendre compte de nos avancées, difficultés, mais également de nos tâtonnements, et ne pas faire du « cerveau » du chercheur une « boîte noire »², sont pour nous des conditions de crédibilité et d'honnêteté de première importance pour maintenir intact le « pacte ethnographique » avec le lecteur.

¹ J.-P. Olivier de Sardan, *ibid.*, p. 76.

² J.-P. Olivier de Sardan, *ibid.*, p. 53.

Conclusion partie

Le préalable à la réalisation de toute recherche comparative réside dans la possibilité d'avoir devant soi des objets d'étude ayant suffisamment de similitudes et de proximité permettant de poser les fondements de la comparaison. Entre nos deux terrains, il nous a fallu patiemment interroger les différentes sphères sociales, politiques, juridiques, pour parvenir à une connaissance acceptable des deux sociétés, dans lesquelles s'inscrit notre recherche.

L'objectif de cette première partie était, d'une part de parvenir à exposer avec justesse les différents contextes dans lesquels notre recherche comparative s'inscrit, d'autre part de rendre compte au lecteur de nos choix méthodologiques ainsi que du parcours que représente le choix de l'approche socio-anthropologique. Nous pensons que « les travaux sur des matériaux de seconde main, les analyses comparatives plus vastes, les synthèses érudites, les recherches qui portent sur l'histoire ou l'épistémologie de la discipline, ont leur nécessité »¹. Mais « l'exigence ultime de validité empirique » représente le fondement de la légitimité de l'anthropologie. Bien que les imperfections et les biais soient nombreux dans notre recherche, nous avons tenté de lui donner une validité anthropologique réelle afin de pouvoir nous démarquer des productions scientifiques réalisées jusqu'à ce jour sur le jury populaire.

À l'origine de notre souhait de partir et de réaliser un travail comparatif se trouvait l'intuition selon laquelle, sans savoir ce qui nous attendait, tout serait guidé par les rythmes tumultueux du terrain. L'expérience positive des premières années passées en France nous a encouragés dans cette direction. Ajoutons qu'il apparaissait indispensable de nous confronter directement et sans détours à la vie du pays dans lequel l'autre versant de la recherche s'inscrit, afin de réaliser un travail de sociologie cohérent, renfermant une double difficulté : la réalisation du travail de recherche à proprement parler, mais également une immersion complète en Italie, le temps du doctorat étant parfaitement propice pour une telle réalisation.

¹ J.-P. Olivier de Sardan, *ibid.*, p. 19.

Deuxième partie : Une immersion concrète dans l'expérience profane de l'acte de juger

« Il est effrayant de penser que cette chose qu'on a en soi, le jugement, n'est pas la justice. Le jugement, c'est le relatif. La justice, c'est l'absolu. »¹

Victor Hugo.

L'objectif de cette deuxième partie est d'exposer et de décrire de façon minutieuse et approfondie les cadres dans lesquels se déroulent l'expérience des jurés en cour d'assises, ainsi que les dynamiques microsociologiques observables sur le terrain afin de comprendre, tant par le biais des comptes-rendus d'observation que par la parole des acteurs, le fonctionnement du jury populaire en France et en Italie. Il s'agira également de confronter les principes théoriques du fonctionnement du jury populaire posés par la procédure pénale que nous avons exposés précédemment à la pratique des faits. Ainsi, nous nous appliquerons à rendre compte des éléments que seule une présence prolongée sur le terrain, décrite précédemment, nous a permis d'acquérir.

Pour y parvenir, il nous faut nous interroger sur la forme sensible, vivante et donc mouvante que représente le procès criminel. « Le procès est l'enracinement premier du droit dans la vie, il est l'expérience esthétique de la justice, ce moment essentiel où le juste n'est pas encore séparé du vivant et où le texte du droit est encore plus proche de la poésie que la compilation juridique. »² L'expérience de l'acte de juger vécue par les jurés est une expérience tant sociale, personnelle, politique que juridique. S'il existe une dimension morale du

¹ V. Hugo, *L'homme qui rit*, éditions Gallimard, 2002.

² A. Garapon, *op. cit.*, p. 19.

jugement, il s'agit ici de s'intéresser à l'acte de juger en tant qu'il constitue une action humaine intelligible. C'est donc la réalité pratique de cet acte que nous allons nous ingénier à étudier.

Si l'objet central de cette deuxième partie se concentre sur les interactions et l'expérience vécues par les jurés, il est également nécessaire de rendre compte de ce qui constitue le contexte de ces interactions et de cette expérience, car toutes deux s'inscrivent dans une réalité spatio-temporelle bien définie que constitue le « monde social » de la justice. C'est entre *scène* et *coulisses*¹ que le rituel s'organise, se prépare ; et c'est entre ces deux espaces que la théâtralité du procès va se mettre en place. C'est tout d'abord pour le juré la découverte d'un lieu, d'un espace dont le centre est la salle d'audience, *la scène*, et dont *les coulisses* sont constituées par les salles l'entourant. Après les premiers contacts et conseils donnés par les membres de l'institution judiciaire lors de la révision de la liste de service du jury de session qui ouvre officiellement la session, la première sonnerie retentit et les *acteurs* entrent en scène. Une nouvelle étape commence.

Plus précisément, nous traiterons dans un premier temps de la découverte par les jurés de la cour d'assises à travers la description des lieux principaux, de la dimension théâtrale du procès et de son rituel. En effet, l'acte de juger, pour les jurés comme pour les magistrats, est toujours médiatisé par le cadre rituel. Dans un second temps, nous tenterons de rendre compte de façon détaillée des interactions observées à toutes les étapes de la présence des jurés dans l'enceinte du palais de justice. L'acte de juger n'est pas abstrait et « pour rendre justice, il faut parler, témoigner, argumenter, prouver, écouter et décider »². Les jurés nous livrent leur point de vue sur l'audience, son contenu, les relations et interactions entre les différents acteurs qu'ils observent et auxquelles ils participent.

¹ E. Goffman, *Les rites d'interaction*.

² A. Garapon, *op. cit.*, p. 19.

Chapitre 1 : Le « monde social » de la justice

Le début de l'expérience des jurés est marqué par la découverte d'un nouveau « monde social » : le « monde social » de la justice qu'ils découvrent souvent pour la première fois. Anselm Strauss cite la définition du « monde social » donnée par Thomas Shibutani : il s'agit d'« un univers de réponses réciproques régularisées. Chacun est une arène dans laquelle existe une sorte d'organisation. Chacun est, également, une « aire culturelle » dont les frontières ne sont délimitées ni par un territoire, ni par une appartenance formelle mais par les limites d'une communication efficace. »¹ Dans le cas du « monde social » de la justice, le territoire est clairement délimité et l'appartenance formelle existe, mais les limites formées par une communication efficace sont de loin les plus importantes.

L'approche ethnographique est ici pensée comme un moyen de s'attacher à décrire et à comprendre les mécanismes qui organisent cette « arène », par le biais de « l'observation directe de comportements sociaux particuliers à partir d'une relation humaine »². De plus, la description de ces lieux nous semble fondamentale pour ensuite aborder les attitudes et les formes de liens qui se créent entre les jurés et les autres acteurs. Les « cadres » dans lesquels se déroule l'action sont les premiers éléments à percevoir pour comprendre la façon dont une personne peut, par la suite, réagir face au monde qui l'entoure. Après la description détaillée des deux palais de justice ainsi que des salles d'audience, nous présenterons les caractéristiques interactionnelles et théâtrales transversales aux deux terrains et qui aboutissent à la description du rituel judiciaire français et italien. L'étude du contexte, du rituel judiciaire et des éléments qui le composent sont aux fondements de l'expérience sensible vécue par les jurés.

¹ A. Strauss, *La trame de la négociation*, éditions L'Harmattan, Paris, 1996, p. 269.

² F. Laplantine, *La description ethnographique*, p. 7.

1 - Description des lieux¹

En France

Le palais de justice de Lyon : les 24 colonnes de Baltard

À Lyon, le centre névralgique de l'activité juridictionnelle se déroule au « Nouveau palais de justice », bâtiment situé dans le quartier de la Part-Dieu, construit en 1995. Il abrite le tribunal d'instance² (TI), le tribunal de grande instance³ (TGI), ainsi que le tribunal de commerce de Lyon. Seuls les locaux de la cour d'assises et de la cour d'appel sont restés dans le palais de justice historique, qui se trouve dans le quartier Saint-Jean, quai Romain-Rolland, au bord de la Saône. Ce bâtiment, qui auparavant abritait l'ensemble des juridictions, a été construit en 1847, sous la monarchie de Juillet. Son emplacement était déjà celui d'autres bâtiments représentant le siège de la justice lyonnaise depuis de nombreuses années. C'est l'architecte Louis-Pierre Baltard qui en fut le maître d'œuvre. On l'appelle communément « Palais des vingt-quatre colonnes », en raison de sa façade massive ornée de vingt-quatre colonnes corinthiennes.

Les procès les plus célèbres que connut la salle de la cour d'assises de Lyon furent le procès de l'anarchiste italien Santo Caserio, le 2 août 1884, accusé de l'assassinat du président de la République Sadi Carnot survenu le 24 juin de la même année ; le procès de Charles Maurras à partir du 24 janvier 1945 qui fut condamné à la prison à perpétuité et à la dégradation nationale pour « intelligence avec une puissance ennemie et participation à une entreprise de démoralisation de la Nation » ; et enfin, du 11 mai au 4 juillet 1987, dans la grande salle des pas perdus spécialement aménagée à cet effet, eut lieu le procès de Klaus Altmann dit Barbie, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour crimes contre l'humanité commis pendant la seconde guerre mondiale entre 1943 et 1944 à Lyon.

Après avoir monté les nombreuses marches en pierre de l'escalier extérieur, on accède à la salle « des pas perdus ». Dès l'entrée dans cet espace, l'immensité des lieux impose une attitude de déférence et de retenue au visiteur. Seuls de grands bancs en bois sont disposés le

¹ Se référer aux photographies aux annexes 4 France et Italie.

² Dans le domaine pénal, le tribunal d'instance comprend une ou plusieurs sections du tribunal de police chargé de juger les contraventions, c'est-à-dire les infractions que la loi punit d'une peine ayant pour maximum 3000 euros d'amende.

³ Dans le domaine pénal, le tribunal de grande instance comprend une ou plusieurs chambres correctionnelles qui sont en charge de juger les délits, c'est-à-dire les infractions pouvant aller jusqu'à dix ans d'emprisonnement et une amende comprise entre 3 750 et 500 000 euros.

long de chaque mur et deux sculptures en pierre, érigées à la mémoire d'un avocat et d'un juge d'instruction assassinés, ornent les parois nues de cette salle. Le long des murs de la « salle des pas perdus », à droite et à gauche de l'entrée, se trouvent les portes des salles d'audience de la cour d'appel ; au fond et au sommet d'une quinzaine de marches, se trouve l'entrée de la salle d'audience de la cour d'assises qui est reconnaissable à l'inscription en lettres d'or sculptées dans la pierre au-dessus de la porte. Pour y accéder, il faut gravir les marches qui mènent à la grande porte principale, entourée de chaque côté d'une porte secondaire plus petite que l'on emprunte généralement pour rentrer dans la salle d'audience. À gauche de cet escalier se trouve la porte d'accès au greffe de la cour d'assises (secrétariat de la cour d'assises) qui mène également à toutes les salles situées derrière la salle d'audience (salle de délibérations, salle d'attente des témoins, salle d'attente des accusés, différents bureaux réservés aux magistrats), ainsi qu'à l'entrée des avocats, de la presse et des services d'ordre. De toute évidence l'espace et l'architecture ont été minutieusement pensés et aménagés afin de créer une ambiance solennelle et imposante, qui rappelle les caractéristiques des lieux de culte.

La salle d'audience et la salle des délibérations

En entrant dans la salle d'audience, les premières impressions décrites précédemment sont amplifiées. Le décor et les ornements rappellent au visiteur qu'il entre dans un lieu dédié à la grandeur de la justice. Comme le précise Antoine Garapon, « la justice est une scène. Le procès, aussi loin que l'on voyage dans l'espace, est associé à un ordonnancement rituel. »¹ L'espace aménagé en fonction des emplacements réservés à chacun des acteurs en accord avec le rituel judiciaire et la procédure pénale. Les dimensions de la salle d'audience sont d'environ une trentaine de mètres pour la longueur de la salle, une douzaine pour la largeur, et une quinzaine de mètres pour la hauteur du plafond. L'inauguration de la salle, comme la construction du bâtiment, date de 1847. Cette salle, classée monument historique, rappelle les décors et le travail artistique de lieux comme l'hôtel de ville ou la préfecture de Lyon, extrêmement travaillés, et richement décorés à l'aide d'une très grande variété de matériaux, et ornés de nombreuses dorures.

La salle se divise en trois parties : la première, à l'entrée, faisant office de déambulatoire pour les personnes souhaitant assister au procès debout ; la deuxième occupée par les bancs réservés au public (trois rangées de six bancs séparées par deux allées) ; et enfin la troisième

¹ A. Garapon, « Les fonctions rituelles de la justice » in *La société et les Relations sociales*, volume 12, Université de tous les savoirs, éditions Odile Jacob, Paris, 2002, p. 23.

réservée au déroulement du procès et à ses acteurs. La moitié de l'espace est occupée par le public et l'autre moitié par la *scène*, c'est-à-dire l'espace réservé au rituel judiciaire.

Au sol, on découvre un parquet d'époque. Sur une hauteur d'environ deux à trois mètres, les murs sont recouverts par des boiseries, puis par des tentures rose pâle, patinées par le temps. Au-dessus de ces tentures se trouve une frise en pierre finement sculptée d'environ cinquante centimètres de largeur. De la frise en pierre au plafond, on remarque des peintures trompe-l'œil imitation marbre. Sur chaque paroi latérale, cinq hautes fenêtres en verre dépoli apportent de la lumière. Ces fenêtres occupent tout l'espace depuis la frise en pierre jusqu'au plafond. Chacune de ces cinq fenêtres est séparée de l'autre par des applications de marbre blanc cerclées de marbre rouge. Le plafond est à caissons en bois ciselé et doré. Au centre, on trouve un caisson rond et de chaque côté de celui-ci, des caissons rectangulaires. On retrouve des motifs de fleurs, de frises s'inspirant de la nature. Dans le fond de la salle, on remarque la même succession de panneaux de bois, de tentures et de peintures trompe-l'œil imitation marbre. Un arc de cercle en bois sculpté et doré surplombe l'estrade où siègent les magistrats et les jurés.

Au centre de l'espace central se trouve la barre, légèrement surélevée par une marche, formant une petite estrade. Le box des accusés est à sa droite, surélevé et séparé de l'autre partie de la salle par une vitre. Juste en dessous de lui se trouve le banc des avocats de la défense. À gauche de la barre, et plus surélevée encore que le box des accusés, la place du ministère public surplombe l'ensemble de la salle. À la droite du ministère public, on remarque le banc des journalistes, séparé du public, et devant lui, le banc des avocats de la partie civile. À la gauche du ministère public se trouve le greffier et en dessous de ce dernier, l'huissier appariteur. Enfin au fond, c'est-à-dire face à la barre, se trouve la place du président, des deux assesseurs et des neuf jurés. Il s'agit de l'estrade la plus élevée de la salle d'audience. La place du président est la plus haute, il surplombe toute la salle, tandis que les assesseurs sont également plus élevés par rapport aux jurés.

On remarque que dans l'espace constitutif de la *scène*, quatre entrées sont réparties de la façon suivante : deux de chaque côté de la salle où les espaces du public et de la *scène* se rejoignent, et deux de chaque côté et au fond de la salle, surélevées par rapport aux autres. De part et d'autre de ces portes, sont disposées des demi-colonnes en pierre sculptée.

Il est important de spécifier qu'en France, l'époque de construction des cours d'assises influence de manière décisive la disposition de l'espace qui influe sur la signification de la place des acteurs au sein du rituel judiciaire. Les salles d'audience modernes sont généralement

divisées en deux espaces distincts. L'espace prévu pour assister au procès debout est caractéristique des anciennes salles d'audience. Autre exemple, dans les salles d'audience modernes, la place du ministère public n'est pas surélevée, il se trouve au même niveau que la Cour.

Derrière la salle d'audience, un véritable labyrinthe se déroule au fil de longs couloirs sinueux. L'architecture a été réalisée afin que toutes les pièces qui encadrent la salle d'audience lui soient rattachées par le biais de ces couloirs menant tous aux diverses entrées existantes. La salle des délibérés se situe à gauche de la salle d'audience. Cette salle dispose d'une porte permettant un accès direct à la salle d'audience passant par un large couloir latéral, mais il existe une seconde porte qui mène sur une petite salle, elle-même reliée aux bureaux des secrétaires du greffe. La salle des délibérés est rectangulaire, longue d'environ une dizaine de mètres et large d'environ cinq mètres. En son centre, une immense table en bois occupe une grande partie de l'espace. Tout autour, sont disposées douze chaises. Au sol, on remarque un parquet ancien. Les murs sont de couleur claire. Sur ces murs, treize photographies en noir et blanc représentent des éléments de détail de la salle d'audience. Entre les deux fenêtres situées à droite de la porte menant à la salle d'audience, l'article 353 du Code de procédure pénale est encadré. Dans un des coins de la pièce se trouve une petite table, dans le coin opposé, est disposée une machine à café. Sur un des murs, une glace surmonte une cheminée en pierre sur laquelle se trouvent les stylos qui serviront lors du délibéré.

En Italie

Le palais de justice de Milan : une architecture imposante

Le palais de justice de Milan se situe dans le quartier central de Porta Vittoria. L'entrée principale se situe Corso di Porta Vittoria, à environ une quinzaine de minutes de marche de la cathédrale de Milan. Il s'agit d'un bâtiment extrêmement imposant, style années 1930, à la forme trapézoïdale composé de huit cours intérieures de dimensions inégales et d'une tour haute de soixante-et-un mètres qui s'élève à l'un de ses quatre angles. Projeté par l'architecte Marcello Piacentini, il a été construit entre 1929 et 1947. Sa superficie totale est d'environ trente mille mètres carrés. On dénombre autant d'entrées que de côtés au bâtiment, soit un total de quatre.

Au début des années 1990, c'est dans ces lieux que les magistrats milanais ont lancé une série d'enquêtes aboutissant au scandale politique *mani pulite*. De plus, durant ces années, de nombreux « maxi-procès » contre la criminalité organisée ont eu lieu devant les différentes cours d'assises de Milan.

Le palais de justice est divisé en trois sections : la cour d'appel dont l'entrée correspond à l'entrée principale, le tribunal dont les deux entrées sont via Manara et via Freguglia et enfin l'ex-préture dont l'entrée est via San Barnaba. En plus des nombreuses salles d'audience, le palais de justice abrite une bibliothèque, des bars, et d'autres services tels qu'une antenne de l'ordre des avocats.

Si les trois entrées secondaires donnent directement sur la rue, l'entrée principale, quant à elle, bénéficie d'une esplanade composée d'une grande montée d'escalier qui donne sur grande artère à double sens. On distingue quatre entrées sur cette façade principale. Seule celle du milieu semble utilisable puisque des barreaux sont disposés devant les deux autres. Chacune de ces entrées est composée de plusieurs portes. De grandes baies vitrées prolongent en hauteur chacune des différentes portes. Ces baies vitrées sont formées de petits carrés de verre séparés par des bandes métalliques en laiton. Au-dessus de l'entrée, écrit en grosses lettres de marbre, on peut lire *IUSTITIA*. En dessous, et en lettres bien plus petites, on peut lire :

*IVRIS PRAECEPTA SVNT HAEC HONESTE VIVERES
ALTERVM NON LAEDERE SVVM CVIQVE TRIBVERE¹*

L'immensité, la froideur et le gigantisme de cette construction saisissent le visiteur qui découvre pour la première fois le palais de justice de Milan. Une fois passé la première porte extérieure, on est tout d'abord saisi par la froideur des lieux. Cette impression déjà perceptible à l'extérieur est encore plus forte à l'intérieur. Plusieurs policiers (*carabinieri*) sont postés à chaque entrée pour vérifier les entrées dans le palais de justice. Dans l'immense hall d'entrée, on remarque que tout l'intérieur est réalisé en marbre : sol, murs, plafond... De part et d'autre du hall, on remarque deux grands escaliers en pierre. À droite se trouve un guichet où l'on peut lire *informazioni*.

Près des escaliers de gauche, de petits écriteaux indiquent la cour d'assises (*Corte d'assise*) et la cour d'assises d'appel (*Corte d'assise d'appello*). En haut des marches, l'on débouche sur un long couloir au plafond immense. Il est baigné de lumière par de grandes baies vitrées situées sur les parois de droite de ce couloir qui donnent sur une immense cour

¹ Voici les principes du droit : vivre honnêtement, ne pas offenser autrui, attribuer à chacun ce qui lui revient.

intérieure. Au centre de cette cour, trône une des nombreuses allégories de la justice présente dans l'enceinte du palais de justice : une gigantesque statue de femme tenant une balance dans sa main. L'impression des débuts est toujours la même : tout a été pensé et mis en œuvre pour exalter la grandeur de la justice et chaque partie du palais de justice le rappelle au visiteur. Au fond de ce couloir, long de plusieurs dizaines de mètres, on aperçoit de grandes portes vitrées qui marquent symboliquement un changement d'espace. Ce sont toujours des portes identiques qui marquent le changement de section dans l'ensemble de la construction. Sur la gauche du couloir, en face des baies vitrées, on remarque de nombreuses portes en bois. Des pancartes fixées au mur indiquent qu'il s'agit d'une salle d'audience.

Au bout du couloir on accède à un grand hall de forme carrée, à gauche se trouve une grande porte imposante à double battant et au-dessus de cette porte on peut lire écrit en grosses lettres dorées *corte d'assise d'appello*. À gauche de l'entrée se trouve un tableau d'affichage en bois où est exposé le rôle des affaires à juger. Le couloir se poursuit et débouche sur un autre hall, beaucoup plus grand, qui, à droite, est directement relié à des escaliers qui mènent à une des entrées secondaires. De part et d'autre de cet escalier se trouvent deux autres grands escaliers qui mènent au premier étage. L'accès le plus rapide à la cour d'assises, au département de la justice pénale du palais de justice, se fait par cette entrée. Au centre du hall et à sa gauche, on remarque une série d'autres couloirs, tous délimités par de grandes portes vitrées semblables les unes aux autres. Avant de rentrer dans ce hall, sur la porte vitrée qui marque l'entrée dans cet espace, il est écrit en grosses lettres *corte d'assise*. On entre dans l'espace de la cour d'assises qui s'inscrit dans l'aile du palais destinée au droit pénal. Ce grand hall est également de forme carrée et rappelle la salle des pas perdus de la cour d'assises du Rhône, bien qu'elle soit plus petite. Le plafond est très haut, il est blanc et sa hauteur est d'environ une dizaine de mètres. L'atmosphère glaciale de l'extérieur est toujours présente, l'uniformité et le gigantisme de la construction sont saisissants. La lumière entre par les baies vitrées qui donnent sur la cour centrale. Au sol se trouve du marbre blanc. Aux quatre coins de cet immense espace, à environ cinq mètres de chacun des murs, afin de permettre un large passage, de grands piliers en marbre clair quadrillent l'espace. Au pied de chacune de ces colonnes se trouvent des bancs en marbre vert foncé formant un carré. Sur chacune de ces colonnes se trouvent de longues appliques en verre mesurant environ un mètre. Sur chacune des colonnes, il est écrit en grosses lettres noires et proéminentes : *corte penale* (cour pénale).

Toutes les portes des salles d'audience qui donnent sur ce hall sont celles des salles de la cour d'assises. Les salles d'audience de la cour d'assises sont au nombre de cinq. Toutes ont

leur entrée principale qui donne sur le grand hall décrit précédemment. Au-dessus de chacune des portes de ces salles d'audience se trouvent des panneaux sculptés d'environ deux mètres de hauteur, tous différents. Mais chaque salle a également une entrée secondaire, une simple porte en bois se trouvant le long des couloirs qui prolongent le grand hall. Dans les couloirs, le long de chaque mur, de part et d'autre des ces portes, sont disposés des bancs en bois.

La salle d'audience et la salle des délibérations

En entrant dans l'une des salles d'audience de la cour d'assises, l'on remarque tout d'abord la petite taille de cette salle, qui semble deux fois plus petite que la salle d'audience de la cour d'assises du Rhône. Bien qu'elles soient sensiblement différentes les unes des autres, les salles d'audience sont toutes agencées sur le même modèle. Seules les salles d'audience de la cour d'assises d'appel sont bien plus grandes, d'une dimension semblable, si ce n'est supérieur, à la salle d'audience de la cour d'assises du Rhône. À l'image de l'architecture du reste du bâtiment, ces salles sont austères et le marbre demeure la composante principale. Les murs sont en marbre gris jusqu'à environ trois mètres du sol, puis ils sont recouverts d'une peinture blanche, tandis que le sol est recouvert de marbre rose. Le plafond, haut d'environ une vingtaine de mètres est peint en blanc. La partie supérieure du mur gauche de la salle d'audience est constituée d'une grande baie vitrée composée de petits rectangles en verre dépoli de deux tailles différentes qui apportent beaucoup de lumière directe.

La salle d'audience est divisée en deux parties : l'espace central de l'audience, la *scène*, et le reste qui comprend l'espace réservé au public et aux parties (avocat, accusé, partie civile, ministère public). Notons que la distinction entre ces deux espaces n'est pas aussi claire qu'elle peut l'être dans les salles d'audience françaises et que la répartition spatiale des acteurs n'est pas la même entre ces espaces en France et en Italie.

La première partie va du fond de la salle jusqu'à l'estrade qui surélève le bureau du président, le magistrat assesseur, le jury, ainsi que le greffier. L'estrade marque une ligne de démarcation nette entre les deux espaces. Au fond de la salle, au-dessus de la porte centrale, un grand crucifix est accroché. Près de l'entrée principale composée de trois portes, une centrale et deux latérales, on aperçoit à droite de l'allée qui permet d'accéder à l'autre partie de la salle, des bancs en bois sombre et à gauche des bancs et des bureaux réalisés dans le même matériau. L'espace pour le public est réduit puisque seuls les bancs de droite lui sont réservés. Les bancs

et les bureaux de gauche sont réservés aux avocats de la défense et de la partie civile et à leurs clients (lorsque les accusés comparaissent libres et lorsque les parties civiles sont présentes). On remarque plusieurs microphones disposés sur les bureaux ainsi que plusieurs combinés téléphoniques. À gauche, entre le mur et cet espace réservé principalement aux avocats, une cage en métal rectangulaire faite de barreaux constitue l'espace réservé aux accusés. À l'intérieur de cette cage, se trouve un banc en bois semblable aux autres. En face de cette cage, à droite des bancs et bureaux des avocats, un petit bureau derrière lequel se trouve une chaise avec un haut dossier correspond à la place du ministère public. Ce bureau se situe donc au même niveau que celui des avocats et à la limite de l'estrade qui marque l'espace de la *scène*.

La seconde partie de la salle commence à partir de l'estrade. Un grand bureau arrondi, représente le point culminant de cet espace. Derrière ce bureau, six fauteuils sont destinés aux jurés et aux magistrats. Au centre, un fauteuil avec un haut dossier marque la place du président. Sur le côté gauche de ce grand bureau se trouve un bureau semblable en taille à celui du ministère public, il s'agit de celui du greffier. Le fauteuil du greffier est identique à celui du président. Des microphones sont disposés en face de la place du président et du greffier. Derrière ces bureaux, on remarque la présence de beaucoup de matériel électronique : appareil d'enregistrement, télévision, magnétoscope... Au mur, derrière le bureau, est inscrit en grosses lettres d'or :

*LA LEGGE E EGUALE PER TUTTI*¹

Au-dessus de cette inscription, une sculpture stylisée d'environ trois mètres par trois mètres représentant une allégorie de la justice est moulée dans la paroi. Elle dépeint en son centre une femme assise entourée de deux hommes veillant sur elle. Ce sont les seuls éléments décoratifs de la salle d'audience.

Quant à la salle des délibérations, il est possible d'y accéder directement de la salle d'audience par une porte qui se situe derrière le bureau circulaire des magistrats et des jurés. On peut également longer le couloir extérieur de l'entrée latérale de la salle d'audience pour y accéder par une autre porte. Que l'on emprunte la première ou la seconde entrée, on entre toujours dans un sas de quelques mètres carrés qui, passé une autre porte, mène à la salle des délibérations.

Cette salle est rectangulaire, haute de plafond, au fond, deux grandes fenêtres laissent pénétrer la lumière du jour. En son centre est disposée une grande table en bois entourée de

¹ La loi est la même pour tous.

nombreuses chaises. Des armoires et des étagères sont disposées de part et d'autre de la table. L'observateur est marqué par l'espace réduit de cette salle. Il n'y a pas de décoration particulière aux murs, seuls quelques recueils de jurisprudence et des codes sont rangés sur des étagères près de la porte d'entrée et le long d'un des murs. Lorsque les jurés et les deux magistrats sont réunis dans cette pièce, l'espace réduit semble créer une atmosphère propice à la discussion et la proximité physique favorise les interactions.

2 - Interactions et éléments constitutifs du cadre théâtral

Plus que tout autre, le procès en cour d'assises est théâtral. Des acteurs costumés ou non « jouent », selon un rituel précis et minuté. Il y a des coups de théâtre, des imprévus, des surprises, du dramatique, du tragique, du grotesque parfois... Nous traiterons ultérieurement du rituel judiciaire et de ses particularités telles que nous avons pu l'observer en France et en Italie. Il nous faut à présent rendre compte des « cadres » dans lesquels se déroulent les interactions du rituel judiciaire. Pour cela, nous reviendrons sur l'analyse goffmanienne de la représentation¹ théâtrale qui permet d'analyser les interactions qui se jouent lors du procès. Il nous faut également développer une analyse des différents éléments de contexte communs aux deux procès étudiés : la dimension spatio-temporelle dans le procès, le geste et la parole judiciaire, et enfin les acteurs et leur costume. Tous ces éléments sont incontournables dans la compréhension du « monde social » de la justice. « Chaque symbole tel que la robe ou le serment, est surdéterminé par l'ensemble du rituel. Cette surcharge de sens qu'attribue le rituel à chaque élément permettra à ceux-ci de s'éclairer mutuellement »².

Organisation et fonctionnement du jeu interactionnel

Erving Goffman définit la notion de « représentation » comme « tout arrangement qui transforme un individu en un acteur »³. Pour qu'il y ait « représentation », il faut

¹ « J'utiliserai le terme de « représentation » pour désigner tout arrangement qui transforme un individu en acteur. », E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, p. 132.

² A. Garapon, *op. cit.*, p. 17.

³ E. Goffman, *op. cit.*, p. 132.

nécessairement qu'un public soit présent et qu'il existe un espace scénique appartenant aux acteurs. Erving Goffman classe selon leur degré de pureté les différents types de représentation. S'il ne mentionne pas la place qu'il attribue au procès dans sa classification, on peut penser qu'il se situe parmi les représentations d'une pureté intermédiaire, voire presque totale, dans la mesure où le procès n'est pas à proprement parler une représentation théâtrale ou un spectacle, bien qu'il détienne de nombreuses caractéristiques. Le procès, à travers le rituel judiciaire, constitue une « représentation » singulière puisqu'il s'agit d'une mise en scène d'un moment précis de la réalité semblable à n'importe quel autre rituel social (mariage, enterrement...).

Mais la notion de « représentation » n'est pas suffisante pour engager une réflexion approfondie sur celle de « cadre ». Erving Goffman définit les « cadres » comme étant « des principes d'organisation qui structurent les événements et notre propre engagement subjectif » permettant de définir la situation¹.

Un cadre primaire, schème interprétatif qu'on ne reporte à aucune interprétation préalable, peut, selon son degré de structuration, être soit un cadre naturel², soit un cadre social. La mise en scène du procès correspond à la catégorie des cadres sociaux. Les cadres sociaux permettent de comprendre un événement « animé par une volonté ou un objectif et qui requiert la maîtrise d'une intelligence ; ils impliquent des agencements vivants, et le premier d'entre eux, l'agent humain. »³ Les individus, par ces agencements, produisent des actions pilotées. « Celles-ci soumettent l'événement à des « normes » et l'action à une évaluation sociale fondée sur les valeurs d'honnêteté, d'efficacité, d'économie, de sûreté, d'élégance, de tact, de bon goût, etc. »⁴ Au-delà des exigences de la « vie sociale normale » et de son jeu interactionnel, s'ajoutent les normes du cadre social du procès, autrement dit le rituel judiciaire structuré par la procédure pénale. Elles se superposent aux premières règles appartenant à la vie sociale tout en en modifiant profondément la logique. Chaque interaction verbalement en jeu est modifiée dans sa nature, et la définition qu'en donne Erving Goffman, à savoir des événements faits « des regards, des gestes, des postures et des énoncés verbaux »⁵ que les participants de

¹ E. Goffman, *ibid.*, p. 19.

² « Les cadres naturels nous permettent d'identifier des occurrences qui ne sont pas ordonnées ou orientées, qui ne sont pas pilotées ou animées, qui sont « purement physiques ». Face à un événement non piloté, nous avons le sentiment de quelque chose qui est produit d'un bout à l'autre par des déterminants « naturels », qu'aucune conscience n'est intervenue comme cause ou intention. », E. Goffman, *ibid.*, p. 31.

³ E. Goffman, *ibid.*, p. 31.

⁴ E. Goffman, *ibid.*, p. 31.

⁵ E. Goffman, *Les rites d'interaction*, p. 7.

l'interaction (les interactants) introduisent de manière volontaire ou non dans les situations où ils se trouvent, n'est plus totalement valable¹.

Le « cadre théâtral »² constitue un ensemble de pratiques qui permettent de séparer une interaction ordinaire en face à face, d'une interaction sur la *scène*. Pour pouvoir expressément se référer au « cadre théâtral » il faut, selon Erving Goffman, remplir huit conditions. Si parmi ces conditions certaines sont présentes dans le « cadre social » du procès, il serait inexact d'affirmer que le procès est un « cadre théâtral » au sens goffmanien du terme. Dès lors, nous pouvons simplement préciser que le procès constitue un cadre social primaire singulier puisque certaines de ces caractéristiques ne se retrouvent pas dans d'autre cadre.

Chaque interactant doit alors trouver sa place afin de maintenir un équilibre qui lui permettra de « garder la face » pendant toute la durée de l'interaction. « Le code rituel lui-même, demande un équilibre délicat que peut aisément détruire quiconque le soutient avec trop ou insuffisamment d'ardeur, par rapport aux idéaux et aux attentes du groupe duquel il fait partie. »³. Les interactions qui se déroulent lors du procès sont réglementées et contrôlées selon des principes précis. Les rôles de chacun sont assignés dès le début du procès et sont doublés d'une disposition spatiale particulière qui légitimise la place de certains acteurs et de leur costume, les mettant dans une position où leur face est valorisée et peut difficilement être menacée. Par « face »⁴ il faut entendre « la valeur sociale positive qu'une personne revendique effectivement à travers la ligne d'action que les autres supposent qu'elle a adoptée au cours d'un contact particulier »⁵. En règle générale, participer à l'interaction, c'est courir le risque de ne pas pouvoir maintenir la ligne de conduite⁶ que l'on s'est engagé à maintenir pour des raisons inhérentes aux aléas des interactions sociales. Comme le précise Erving Goffman, « l'attachement à une certaine face, ainsi que le risque de se trahir ou d'être démasqué, expliquent en partie pourquoi tout contact avec les autres est ressenti comme un engagement »⁷. Dans le procès criminel, la donne est différente. Le jeu des interactions sociales est faussé, puisque les règles qu'impose la procédure pénale délimitent l'ensemble des marges d'action des acteurs en fonction de leur rôle au sein du procès. Ainsi les acteurs professionnels

¹ Il s'agit d'« un système de pratiques, de conventions et de règles de procédure qui sert à orienter et à organiser le flux des messages émis. On s'accorde sur le lieu et le moment de la conversation, sur les thèmes d'ouverture et sur l'identité des interlocuteurs admis. Les participants se servent d'un ensemble de gestes significatifs, afin de marquer la période de communication qui commence et de s'accréditer mutuellement. ». E. Goffman, *ibid.*, pp. 32-33.

² E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, p. 145.

³ E. Goffman, *Les rites d'interaction*, p. 38.

⁴ E. Goffman, *ibid.*, p. 9.

⁵ E. Goffman, *ibid.*, p. 9.

⁶ Pour Goffman, « la ligne d'action d'une personne pour d'autres personnes est généralement de nature légitime et institutionnalisée », *ibid.*, p. 10.

⁷ E. Goffman, *ibid.*, p. 10.

se trouvent dans une position bien plus favorable que les acteurs profanes quant à la protection de leur face.

Les interactants ne sont pas, dès le départ, dans une situation d'égalité ; ils ne sont pas libres de prendre la parole quand ils le souhaitent. « Les rites de présentation » qui comprennent « tous les actes spécifiques par lesquels l'individu fait savoir au bénéficiaire comment il le considère et comment il le traitera au cours de l'interaction à venir »¹, sont d'une importance capitale et donnent des indices utiles concernant le déroulement des débats. Ces actes spécifiques comprennent aussi bien les robes des magistrats et des avocats, la disposition spatiale, que le titre de chaque acteur.

En France, la face de l'accusé est délibérément mise en danger à travers la reconstruction minutieuse de sa biographie. Lors des interrogatoires, des plaidoiries et des réquisitions, l'accusé est au centre d'un échange de points de vue contradictoires. Il est dans une situation d'exposition maximale de sa face. Cependant, selon l'attitude qu'il adopte, de retrait, ou au contraire d'affirmation de soi, il peut donner l'impression d'être absent du procès où de chercher à affirmer son rôle au sein des débats. L'accusé est l'acteur le plus exposé à la violence symbolique du jeu interactionnel dans le procès criminel français. Le risque de « faire mauvaise figure » (c'est-à-dire que l'image que l'on renvoie de soi ne soit pas acceptée) ou de « faire piètre figure »² (c'est-à-dire de suivre une ligne d'action que l'on n'attendait pas dans telle situation) est omniprésent. Si l'accusé se trouve dans une situation où sa face est mal acceptée, voire totalement rejetée, son avocat mettra tout en œuvre pour convaincre les autres interactants de la validité de la face de son client. L'accusé « perd la face », au sens fort du terme, quand, malgré la plaidoirie de son avocat, qui s'oppose généralement à celle de l'avocat général, il est condamné. Sa face est alors « détruite ».

La face des autres acteurs, exceptées les « victimes » lorsqu'elles sont présentes, n'est jamais exposée de façon semblable. Réussir à garder la face³ donne à l'acteur confiance et assurance car il sait que sa ligne d'action est recevable dans la situation présente. Le concept de « figuration »⁴ qu'Erving Goffman définit comme « tout ce qu'entreprend une personne pour que ses actions ne fassent perdre la face à personne (y compris elle-même) » n'est pas, sur la scène du procès, un principe reconnu, car rien n'a ici pour but de préserver l'équilibre interactionnel entre les acteurs. Le procès se présente comme un enchaînement d'interactions qui visent à obtenir un résultat précis : le verdict.

¹ E. Goffman, *ibid.*, p. 10.

² E. Goffman, *ibid.*, p. 9.

³ E. Goffman, *ibid.*, p. 10.

⁴ E. Goffman, *ibid.*, p. 15.

Lors du déroulement de l'audience criminelle, en France comme en Italie, les enjeux interactionnels sont de première importance. Si le procès adopte certaines caractéristiques de la représentation théâtrale, ce qui va se jouer n'est jamais déterminé à l'avance. Comme le rappelle Antoine Garapon¹, le procès d'assises a une structure hybride puisqu'il tient à la fois de la représentation théâtrale et du drame social. « Si théâtre et procès sont si proches, c'est qu'ils représentent la même chose : la confrontation d'un homme et d'une situation. »² Confrontation qui passe par le maintien de règles qui structurent l'audience criminelle et qui s'inscrivent dans un cadre théâtral aux caractéristiques précises.

L'espace et le temps

La dimension spatio-temporelle est une des premières composantes constitutive du cadre théâtral du procès. Le temps et l'espace judiciaire rappellent l'unité de temps et de lieu si chère au théâtre classique.

Christiane Besnier³, à partir d'une analyse du procès criminel français, rappelle qu'à travers l'enchaînement de processus engendrés par la procédure pénale, le procès s'inscrit dans un ensemble spatio-temporel cohérent. Le point de départ temporel du procès criminel est la constatation des faits constitutifs d'une infraction, et son aboutissement est représenté par l'annonce du verdict. Quant aux lieux de la justice criminelle, ils s'organisent autour de la localisation des faits constitutifs de l'infraction qui déterminent ensuite les juridictions compétentes.

La procédure pénale pose des règles précises concernant les lieux où se déroule l'action de la justice ainsi que concernant les temps que les acteurs doivent respecter pour le bon déroulement du procès. Dans les deux phases principales que constituent l'instruction préparatoire et l'audience, le rapport à la dimension spatio-temporelle n'est pas le même. Si lors de l'instruction on remarque un éclatement spatio-temporel, lors du jugement, temps et lieu sont intimement liés. Pour l'auteur, cette distinction émane directement du fait que l'instruction préparatoire est écrite, secrète, non contradictoire et inquisitoriale alors que l'audience est publique, orale, contradictoire et majoritairement accusatoire. Le moment final

¹ A. Garapon, *Bien juger*, p. 182.

² A. Garapon, *ibid.*, p. 186.

³ C. Besnier, « La notion spatio-temporelle dans le processus judiciaire : l'exemple du procès criminel », *op. cit.*, pp. 41-55.

du procès concentre tous les éléments de l'affaire dans un espace et un temps réduit. Ainsi, les notions d'espace et de temps participent de la légitimité pénale du procès dans la mesure où « le cours de la justice est rythmé par des étapes qui donnent une dynamique au processus global »¹. « Le jugement tire sa légitimité de cet « ici et maintenant » lié à l'aboutissement du processus judiciaire »² et la dimension spatio-temporelle imposée par les règles de la procédure pénale permet de construire la décision finale en lui donnant de la crédibilité.

Forte des ces considérations, il nous faut à présent porter notre regard sur l'espace et le temps judiciaire tels qu'ils sont perçus par l'observateur qui découvre le procès criminel.

La sacralité des lieux commence indéniablement par l'architecture générale des palais de justice, fait de hauts plafonds, d'innombrables colonnes, et d'imposantes façades. « L'architecture judiciaire offre le spectacle d'une fastueuse dépense d'espace »³. De plus, de part sa taille et son emplacement géographique, l'espace du palais de justice représente souvent un point de référence central dans la cité. La force des symboles rappelle qu'il est le lieu de l'expression du pouvoir, le sacré en constitue un vecteur. La puissance de la justice, sa grandeur, s'expriment essentiellement grâce aux symboles. La force du symbole est de montrer et de rendre sensible ce qui ne l'est pas. La symbolique des décors architecturaux, des palais de justice et des salles d'audience ne s'adresse pas à la raison. La force de la symbolique de l'espace judiciaire est de pouvoir imposer à quiconque franchit la porte de son temple le respect de la puissance et de la grandeur de la justice.

Face à l'infraction qui a été commise, le groupe social réorganise le monde et permet la réparation de l'irréparable s'opposant ainsi à la fatalité de la faute commise par un des membres de la communauté. Le rituel judiciaire permet donc d'harmoniser le déséquilibre créé par la faute commise. De l'entrée dans le palais de justice aux longs couloirs, en passant par la salle des pas perdus, tous les espaces ont un rôle déterminant et le passage de l'un à l'autre influence indéniablement celui qui les franchit.

Selon Antoine Garapon, l'espace judiciaire est un espace maîtrisé et hiérarchisé. Lorsque l'on s'intéresse aux origines de la fonction judiciaire, on remarque que la justice a toujours été rendue dans un premier temps dans des lieux précis (sous un arbre ou à côté d'un puits), dans un second temps, dans des espaces prévus à cet effet. Historiquement, la construction de

¹ C. Besnier, *ibid.*, p. 54.

² C. Besnier, *ibid.*, p. 54.

³ A. Garapon, *op. cit.*, p. 39.

l'espace judiciaire est marquée par l'évolution en plusieurs étapes de la symbolique judiciaire¹. C'est à partir du XVII^e siècle que les premiers palais de justice faisant figure de « temple » font leur apparition. La dimension sacrée des palais de justice devient alors autonome et constitue son propre fondement. Cette architecture du palais de justice se fonde sur les principes de « la distance », qui émane de la hauteur des bâtiments, sur l'effet de rupture avec le reste des constructions avoisinantes, et de « la monumentalité » qui demeure encore aujourd'hui la caractéristique majeure des palais de justice, même pour les constructions modernes. Mais la symbolique judiciaire va connaître un processus d'abstraction croissant, allant dans le sens d'une raréfaction des représentations symboliques jusqu'à leur quasi-disparition concernant les palais de justice modernes.

Les palais de justice sont des espaces séparés du reste du monde. La porte d'entrée du palais de justice délimite l'espace profane de la rue de l'espace « sacré » du palais de justice. La porte résume toute la sacralité de l'édifice. Les portes d'entrée des palais de justice de Lyon et de Milan sont surélevées par rapport à la rue. Dans les deux palais de justice, comme nous l'avons décrit précédemment, il faut gravir deux séries d'escaliers, d'abord à l'extérieur puis à l'intérieur, afin de parvenir aux salles d'audience.

Quant aux salles d'audience française et italienne, elles possèdent des caractéristiques semblables qui encadrent le rituel judiciaire. La disposition des espaces internes de la salle d'audience respecte des normes dévolues à la représentation symbolique du pouvoir judiciaire. Des décalages de hauteur sont présents entre les différents espaces constitutifs de la salle, mais ils ne sont pas identiques dans les deux pays. Cette hiérarchisation de l'espace est une caractéristique majeure de l'espace judiciaire. La place attribuée à chacun des acteurs est le plus souvent délimitée par une barrière ou un portillon. Cette hiérarchisation de l'espace est plus marquée dans les constructions anciennes et par conséquent plus visible au palais de justice de Lyon (espace réservé au public) que celui de Milan.

En référence au vocabulaire religieux, Antoine Garapon nomme *cancella* l'espace de la scène, le plus symbolique de l'espace judiciaire. Il s'agit de l'espace le plus sacré, métaphoriquement le plus éloigné du monde profane. C'est dans cet espace que l'on retrouve le bureau surélevé de la cour et du ministère public, les plus à même d'entrer en contact avec le sacré. En France, le box de l'accusé se situe du même côté de la *cancella* que les acteurs professionnels portant la robe judiciaire. Déjà isolé dans cet espace, l'accusé se retrouve

¹ « La symbolique judiciaire a tout d'abord tiré sa puissance de la nature à une époque où les religions païennes étaient en concurrence avec le christianisme. Puis il s'est christianisé au fur et à mesure que l'Église affirmait sa puissance. Enfin, il s'est émancipé de l'emprise du religieux pour se poser comme l'expression d'une vertu et d'une institution autonome. » A. Garapon, *ibid.*, p. 25.

comme un dissident au milieu des initiés, dans un espace où il n'a pas sa place. Pour Mary Douglas¹, à la manière de l'élément impure qui n'est pas à sa place, l'accusé se retrouve à une place qui le discrédite d'emblée.

Dans les salles d'audience françaises, et à la différence des salles italiennes², la barre occupe une place de première importance sur la *scène*. Il s'agit d'une section coupée de barrières au centre de l'espace judiciaire, qui constitue le lieu central d'expression où les témoins vont prêter serment et déposer leurs témoignages. La barre marque une limite symbolique forte. En Italie, une chaise et un microphone sont toujours installés devant le bureau circulaire des juges. Cet espace non délimité correspond à celui de la barre des salles d'audiences françaises. Cependant, l'absence de formalité et de rigueur dans la hiérarchie des espaces fait écho à une théâtralité moindre dans la mise en scène du rituel judiciaire italien.

Le temps du procès complète l'œuvre symbolique de l'espace judiciaire. D'une part, on constate une maîtrise du temps particulière dans le procès, d'autre part, cette maîtrise du temps participe d'une forme de régénération de l'ordre, tant social que juridique.

Le temps du procès se distingue du temps ordinaire par plusieurs caractéristiques. En France comme en Italie, si l'espace judiciaire répond au besoin d'une mise en scène de l'ordre absolu, le temps judiciaire, quant à lui, marque une rupture avec l'écoulement du temps quotidien qui est un temps linéaire. Le coup de sonnette qui retentit au début de chaque audience, imposant à l'auditoire de se lever dans le silence le plus absolu, témoigne de la modification du temps ordinaire et de son influence sur les corps présents dans la salle. L'entrée de la cour marque généralement une rupture forte puisqu'elle symbolise le début de la mise en scène ou bien sa reprise. Pour clarifier cette distinction entre temps profane et temps du procès, le président ouvre l'audience en déclarant « l'audience est ouverte », et il ajoutera à chaque fois que la cour entre ou sort de la salle « l'audience est suspendue », « l'audience est reprise » ou encore « l'audience est levée ». Toutes ces expressions marquent temporellement les limites internes et externes du rituel judiciaire.

Le temps du procès est à la fois un temps « séparé » et un temps « uni » dans la mesure où l'isolement du temps linéaire et quotidien va de paire avec l'unité de temps qui demeure la

¹ M. Douglas, *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, éditions Maspero, Paris, 1981, p. 5, citée par A. Garapon, *ibid.*, p. 110.

² Nous nous référons toujours aux salles d'audience que nous avons visitées et non à toutes les salles d'audience existantes dans chacun des pays.

règle dans le cadre du procès criminel français. Cependant, cette singularité de la temporalité du procès qui caractérise les procès criminels à dominante inquisitoire, n'est pas la règle concernant le procès à dominante accusatoire. En Italie, la procédure fractionne les audiences. Leur étalement, généralement sur plusieurs mois, rompt le principe de l'unité de temps. Certes, durant les audiences, le temps du procès apparaît comme « séparé » du temps extérieur, mais la brièveté et la fréquence des audiences influent de manière décisive sur l'action que le temps judiciaire peut avoir sur le rituel. Si l'unité de temps donne une intensité et une force particulière au procès criminel français, en Italie son absence entraîne inévitablement une différence d'intensité de ce qui se joue sur la *scène*. Le sentiment d'assister à un événement unique, immédiat et continu n'existe pas vraiment dans le procès italien.

Dernière caractéristique du temps judiciaire, ce dernier peut être considéré comme un temps « ordonné » puisque la procédure impose une chronologie précise dans le déroulement des différentes étapes du procès. Cet ordre est protégé par la loi et est donc immuable, tant en France qu'en Italie. Comme nous l'avons déjà mentionné précédemment, en France, les débats se déroulent selon un découpage précis¹ qui revêt presque toujours la même forme, bien que les deux grands temps forts, que constituent l'étude de la personnalité de l'accusé et celle des faits, peuvent être abordés dans l'ordre qui convient le mieux au président. En Italie, l'enchaînement des audiences est également régi par le cadre qu'offre la procédure pénale et un procès pénal suit toujours le même schéma.

Mais si le temps judiciaire se remarque avant tout par la structuration qu'il apporte au rituel judiciaire, son rôle principal est un rôle de régénération de l'ordre social et juridique. Précisons que le temps du procès détient cette capacité à inverser le cours du temps, c'est-à-dire à transformer le temps profane en un temps originel, suspendu, qui peut être considéré comme « un temps hors du temps ». Il est une répétition sans cesse renouvelée de l'ordre contre le désordre, du crime qui représente le mal et qui vient menacer l'équilibre de la société. Le procès criminel offre une réponse qui passe par l'annulation du crime mit en scène dans le rituel judiciaire, et par une régénération de l'ordre social à partir du désordre qui lui est soumis.

¹ Appel des témoins (ils se retirent de la salle jusqu'à leur appel) ; lecture de l'arrêt de renvoi qui contient un résumé de l'affaire à juger ; interrogatoire de l'accusé ; écoute des témoins et des experts (psychiatre, expert en armes...) ; plaidoirie de l'avocat de la partie civile ; plaidoirie du ministère public ; plaidoirie de l'avocat de la défense ; parole donnée à l'accusé ; clôture des débats et lecture des questions auxquelles la Cour et le jury devront répondre à l'issue des délibérations ; lecture de l'article 353 du Code de procédure pénale sur la règle de l'intime conviction ; verdict.

Le geste et la parole judiciaires

Geste et parole sont des composantes de la mise en scène du procès qui sont inséparables l'un de l'autre, au même titre que l'espace et le temps. Il s'agit de l'ensemble des mouvements et interactions qui donnent corps au rituel judiciaire. La forme est de première importance dans le rituel judiciaire. Pour Antoine Garapon, « le geste rituel accomplit l'esthétique du procès »¹.

L'architecture de l'espace judiciaire impose la première limite aux corps des acteurs au sein de la salle d'audience. Chacun, dans la mesure de la place qui est la sienne, dispose d'une marge de mouvement plus ou moins grande. Les professionnels de la justice sont autorisés à beaucoup plus de gestes et de déplacements que l'accusé et les membres du public. Ceci entérine leur différence de statut. En Italie, les avocats sont les acteurs qui se permettent le plus de mouvements, ils vont et viennent librement dans la salle d'audience. En France, l'accusé installé dans le box est systématiquement encadré par des policiers. En Italie, l'accusé est installé dans une cage en métal dont il ne peut sortir sans être menotté à un policier. En Italie, l'observation des audiences montre qu'en pratique, il règne une plus grande liberté qu'en France dans la manière dont les acteurs évoluent dans l'espace et concernant la gestuelle qu'ils adoptent.

Les acteurs se lèvent et s'assoient fréquemment lors du procès criminel. Que ce soit lorsque la cour entre dans la salle d'audience, ou bien lorsque les acteurs souhaitent prendre la parole. Elle est intimement liée aux mouvements corporels et seule la posture debout autorise un acteur à s'exprimer. Le rituel impose que les magistrats requiert debout et juge assis. Cette situation est en lien direct avec la distinction traditionnelle entre « magistrature debout » et « magistrature assise ». Quant aux jeux de manches des avocats, mouvements qui impliquent l'ensemble du corps et qui entérinent l'action et le pouvoir de la parole, ils sont présents dans l'un et l'autre des pays. La prise de parole des avocats et du ministère public est souvent l'occasion de joutes orales où les mouvements se font plus emphatiques, plus démonstratifs qu'à l'habitude.

Le serment apparaît à lui seul un élément fondamental de la gestuelle judiciaire. Il constitue autant un geste qu'une formule. Le serment est un des rites les plus anciens et les plus répandus de l'humanité. Le défaut ou le vice du serment pour les personnes qui doivent le prononcer devant la cour d'assises fait partie des motifs qui entraînent avec certitude une cassation de la décision. Symboliquement, celui qui prête serment donne sa personne « en

¹ A. Garapon, *ibid.*, p. 115.

otage » contre la reconnaissance de la vérité de ses paroles. Cette pratique, typiquement rattachée à des situations de rituel, n'a de poids réel que dans le domaine du symbolique. Le serment repose alors sur une sorte de foi mutuelle que partagent les membres du groupe, une foi qui est justement célébrée lors du rituel en cours. Bien qu'aujourd'hui le serment soit devenu une formalité et une étape de la procédure presque semblable aux autres, il a longtemps été un des symboles clefs du rituel judiciaire et son importance en tant que preuve était majeure.

En France, après le tirage au sort de leur nom, les jurés prêtent serment les uns après les autres selon la formule consacrée par l'article 304 du Code de procédure pénale. Il revient au président de lire la formule du serment auquel la personne concernée répond « je le jure », debout en levant la main droite. En Italie, les jurés prêtent serment une fois pour toutes lors de l'audience publique de constitution du jury qui marque leur prise de fonction pour toute la durée de la session. Bien que différent, le contenu du serment des jurés entre la France et l'Italie poursuit le même objectif : un engagement moral des citoyens envers la communauté.

La notion de parole judiciaire fait référence au principe de l'oralité des débats qui est un des principes clefs de la procédure pénale dans les deux pays qui nous intéressent. « Avec l'oralité des débats érigée comme principe, la cour d'assises se présente comme une juridiction entièrement tournée vers la parole et donc comme éminemment rhétorique. »¹ Ainsi, la parole judiciaire recouvre une importance particulière au sein du rituel judiciaire. En France, les débats sont indépendants de l'instruction écrite et seuls les éléments de l'instruction qui auront été débattus publiquement lors de l'audience pourront être pris en compte. En Italie, l'oralité des débats signifie que seules les preuves acquises au dossier lors de l'audience publique et contradictoire seront retenues pour la délibération. Mais l'idée directrice qui régit les procès français et italiens est la même : l'audience fait figure de moment central et privilégié dans le déroulement du procès et la parole a valeur de « monument ».

Mais avant de parler de la parole en tant que telle, nous ne pouvons faire l'économie de l'alternance de parole et de silence qui rythme les audiences. Le silence est un protagoniste à part entière de la mise en scène du rituel. Dans les deux pays, le silence du public est constamment réclamé par le président. Il fait office de « vide préparatoire » qui, entre chaque étape de la procédure, annonce l'importance de ce qui va suivre. En Italie, le silence est d'autant plus perceptible qu'il entre en contraste avec l'usage fréquent qui est fait des

¹ E. Seignobos, *La parole judiciaire, mise en scène rhétoriques et représentations télévisuelles*, éditions Ina, Paris, 2011, p. 37.

microphones dans la salle d'audience qui donnent aux voix des acteurs, selon leur rôle et leur capacité à s'exprimer, une plus ou moins grande portée. Le silence dans le procès peut aussi être l'expression d'un malaise de la part de l'accusé, d'un temps mort délibérément souhaité par le président pour insister sur une question posée par l'une des parties ou encore une gêne qui se manifeste face à une interaction qui vient juste de révéler un point fondamental pour le reste de l'affaire. Enfin, il y a également le silence de l'indicible douleur des parties civiles ou de la victime qui, lorsqu'elle retentit entre les murs de la salle d'audience, paralyse et suspend le souffle de toutes les personnes présentes. Les interactions durant les audiences sont extrêmement fragiles et se situent toujours sur un fil imaginaire, entre maintien et rupture.

Le rôle de la parole dans le procès dépend de l'acteur dont elle provient. Plus que la parole, il s'agit d'évoquer l'importance de la « voix » des acteurs, car il y a autant de voix différentes que d'acteurs dans le procès. Il est aisément compréhensible que la voix de l'huissier ou d'un avocat n'aura pas le même impact que celle d'un témoin ou d'une partie civile. La voix des acteurs du procès peut être forte, violente, persuasive, émouvante, agaçante... Une chose est certaine, la voix des acteurs est là pour représenter leur point de vue et elle a pour objectif ultime de convaincre. Le président tente d'avoir une voix qui soit la plus neutre possible, alors que celles des avocats de la défense ainsi que du ministère public sont délibérément orientées et affirmatives. Quant à la voix de l'accusé, bien souvent hésitante et maladroite, elle rappelle que le rituel judiciaire le met dans une situation où il lui est difficile de s'exprimer. Lorsque l'on assiste à l'ensemble des interactions d'un procès, il est remarquable de voir à quel point les rapports de force et de domination s'exercent à travers la parole. Le rituel judiciaire valorise certaines paroles et en dévalorise volontairement d'autres car la force du langage dépend de la position, tant spatiale que symbolique, de celui qui la détient. Dès lors, il est évident que le rituel ne favorise pas la communication, bien au contraire. Comme nous l'avons vu précédemment, la salle d'audience est un espace hautement ritualisé, encadré par une temporalité précise, connaissant des règles de mouvement et d'organisation. Plus la mise en scène est présente et maintenue, plus la communication entre les acteurs sera difficile, en particulier pour qui n'est pas un « initié » du monde social de la justice.

Nos observations italiennes nous ont permis de confirmer cette affirmation dans la mesure où l'ambiance générale qui se dégage du procès d'assises est généralement plus informelle, plus « décontractée », par rapport à ce que nous avons observé en France. Les acteurs profanes présents dans la salle d'audience sont, en principe, moins mal à l'aise qu'en France. La figure de l'accusé est emblématique de cette situation. À plusieurs reprises nous

avons eu l'occasion d'observer des accusés sourire, discuter et même rire librement entre eux durant les débats. Bien que cela puisse sembler surprenant dans un premier temps, cette situation doit être interprétée et comprise dans le contexte particulier du procès criminel italien où tous les acteurs évoluent librement dans la salle d'audience, sans que l'espace judiciaire exerce sur eux une forte contrainte rituelle.

Si la parole judiciaire s'exprime par des voix, elle est également constituée de mots qui permettent aux acteurs de communiquer et d'interagir. Les mots du langage juridique sont spécialisés, comme le sont les mots de n'importe quel langage technique. Le langage juridique, parfois agrémenté d'expressions latines, participe de la discrimination des profanes au sein du rituel judiciaire. Pour les professionnels, le vocabulaire juridique est un outil à part entière. Mais c'est la valeur symbolique de ce vocabulaire qui nous intéresse plus particulièrement car il constitue au même titre que la robe judiciaire et l'occupation de l'espace scénique de la salle d'audience, un privilège réservé aux initiés. Il accentue encore la distance entre les acteurs que nous avons déjà eu l'occasion de décrire précédemment. Ceci est d'autant plus vrai en Italie, car les débats apparaissent plus techniques que ceux observables en France. Il n'est pas rare que des incidents probatoires, demandes de renvoi de l'audience, ou autres questions techniques, viennent interrompre les débats et laissent place à des échanges extrêmement pointus entre magistrats et avocats, laissant les profanes dans la plus complète ignorance de ce qui se déroule sous leurs yeux.

Il est indéniable que le langage juridique participe pleinement de cette structuration du procès en un « monde social » singulier. Le langage détient cette capacité à structurer « la perception que les agents sociaux ont du monde social »¹, et cela est d'autant plus marqué que cette perception « est plus largement reconnue, c'est-à-dire autorisée »². Contrairement aux relations sociales normales, où chaque langage pourrait trouver sa légitimité dans un monde social, lors du procès criminel, le langage juridique domine, même si le langage ordinaire des témoignages des acteurs profanes est également présent.

Pour les jurés, le langage juridique est un obstacle majeur à la compréhension des faits et du déroulement du procès. Les interactions qui se déroulent durant les débats peuvent être rapprochées des interactions interculturelles décrites par John Gumperz³ puisque différents niveaux et registres de langage sont présents. Face au langage, les compétences des interactants ne sont pas les mêmes. Concernant le langage juridique et sa capacité intrinsèque à créer des

¹ P. Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, éditions Fayard, Paris, 1982, p. 99.

² P. Bourdieu, *ibid.*, p. 99.

³ J. Gumperz, *Engager la conversation*, éditions de Minuit, Paris, 1991, p. 8.

gouffres entre les individus, il semblerait qu'il soit ressenti par les jurés mais également par les autres profanes présents au procès¹, partie civile et accusé, comme une barrière. L'existence de différents niveaux de langage pose entre eux une barrière fictive qui ne peut être dépassée que par l'apprentissage du niveau de langage dont l'individu ne dispose pas. Or, lors du procès, les manières de parler sont très significativement liées à l'appartenance des acteurs à des mondes sociaux différents. Isaac Joseph insiste sur le fait que « l'argumentation de Gumperz, liant clairement communication et identité sociale, renforce la perspective d'une sociologie de l'interaction. »². La coopération entre les acteurs est nécessaire au bon déroulement de la mise en scène, surtout entre jurés et magistrats mais pas seulement.

Au-delà des mots, il n'est d'ailleurs pas rare que certaines formules juridiques connaissent un rythme particulier, semblables à des incantations contenant une certaine musicalité. Selon Antoine Garapon, il s'agit le plus souvent d'un rythme binaire qui vient rappeler la symétrie de la salle d'audience, qui se situe entre la scène et l'espace réservé au public, qui évoque le va-et-vient de la pensée lié à la notion de formule juridique et à l'impératif de mémoire. Plus généralement, la notion de formule pose l'idée d'un impératif : on ne demande pas une adhésion aux mots de la loi mais plutôt on demande un acte de l'ordre de la foi.

Le contenu des débats, bien qu'ayant la même finalité, n'est pas le même entre la France et l'Italie. Dans les deux pays, les jurés suivent l'intégralité des débats. La particularité de chacune des procédures en vigueur en modifie sensiblement le contenu. En France, les débats sont constitués de deux grands moments : le rappel des faits et l'interrogatoire de personnalité. En Italie, les deux moments centraux sont les questions préliminaires et l'admission des preuves, puis le débat de ces preuves qui constituent les éléments acquis dans le dossier. Dans les deux pays, il importe de s'attarder tout à tour sur la forme, le contenu et la signification du débat judiciaire.

Quelle est la forme du débat judiciaire ? À cette première question, l'on peut répondre que les débats³ consistent en un continuel échange de points de vue contradictoires. L'échange et l'affrontement d'opinions à travers un style proche de la joute oratoire rythme l'ensemble des audiences pour atteindre le point culminant dans l'expression de la parole judiciaire qui se

¹ A. Jolivet, mémoire de maîtrise, *op. cit.* « Entre l'avocat et son client, le langage est une barrière. (...) En plus du travail d'explication qui pourrait être fait, lorsque l'avocat s'adresse au client, il est systématiquement contraint de reformuler dans des termes simples procédures et faits juridiques. Il est admis que les clients ne comprennent pas le droit et ses méandres. Il est fréquent d'entendre les magistrats dire à un client « Vous verrez cela avec votre avocat. » »

² I. Joseph, *op. cit.*, p. 96.

³ Les débats constituent l'ensemble de l'audience exception faite du jugement.

traduit par les plaidoiries et le réquisitoire. Il s'agit de discours ininterrompus, longs, massifs voire lourds, ayant pour objectif d'emporter la conviction des juges. Plus qu'à la raison, plaidoirie et réquisitoire s'adressent généralement à la sensibilité de l'auditoire. Il s'agit de faire de sa démonstration la « bonne démonstration » tout en cherchant à anéantir celle de son adversaire. L'emphase et le ton particulier que les acteurs professionnels emploient pour l'occasion montrent à quel point la tonalité donnée au discours est importante et peut influencer la décision finale. La différence majeure que nous avons pu relever dans la forme du débat judiciaire entre la pratique des cours d'assises françaises et italiennes tient essentiellement à la durée des réquisitions et des plaidoiries. En Italie, elles peuvent durer jusqu'à huit heures pour une affaire commune. En France, pour une affaire semblable, la durée des réquisitions et des plaidoiries n'excède en principe pas une à deux heures.

Le contenu du débat judiciaire peut être défini comme un discours logique et organisé dont l'objectif premier est la limpidité d'exposition. Ce qui importe n'est pas sa conformité à la réalité mais plutôt sa cohérence et sa logique interne. Le discours final, que représentent la plaidoirie et le réquisitoire, donne une ultime chance aux acteurs de répondre aux questions centrales qui se sont posées durant l'ensemble des débats. Schématiquement, le réquisitoire tente d'accabler de manière franche et directe l'accusé. Quant à la plaidoirie de la défense, elle joue généralement sur l'humanité de celui que l'on juge, cherchant à faire apparaître ses faiblesses, ses erreurs de parcours, mais également ses caractéristiques d'homme commun, semblable à n'importe quel autre et donc pouvant permettre aux jurés de s'identifier à lui. Si le contenu des plaidoiries et des réquisitoires est similaire en France et en Italie, plaidoiries et réquisitoires sont moins synthétiques en Italie qu'en France.

Enfin, au-delà de la forme et du contenu, se pose la question de la signification du débat judiciaire. Le fait que tout doit être discuté constitue l'explication la plus évidente et la plus immédiate du sens des débats. Le procès est le lieu où la vérité du crime doit être révélée au grand jour. Tout doit être discuté et pour cela il est nécessaire que toute parole échangée dans le prétoire puisse être contredite et débattue publiquement. Mais le débat judiciaire doit-il obligatoirement passer par la forme symbolique du rituel judiciaire ? À cette question il est plus difficile de répondre, car nous verrons dans les pages suivantes que le rituel judiciaire, ainsi que les éléments qui le constituent, demeure une mise en scène de la réalité ayant une véritable fonction et portant en lui l'héritage de la culture juridique du pays où il se déroule. Mais il est également possible d'interpréter la signification du débat judiciaire comme un échange d'opinions radicalement opposées se rapprochant de ce qu'Erving Goffman appelle des *fabrications*. Les *fabrications* sont « des efforts délibérés, individuels ou collectifs, destinés à

désorienter l'activité d'un individu ou d'un ensemble d'individus et qui vont jusqu'à fausser leurs convictions sur le cours des choses »¹. Les *fabrications* ont pour but de « dénaturer partiellement l'ordre du monde »² et elles « sont fondées sur les différences de points de vue »³. Les jurés sont parfois pris au piège par les versions de la réalité proposées par les avocats de la défense ou l'avocat général qui sont des *fabrications* très habiles. Il s'agit de « fabrications purement stratégiques », avec « un aspect moral et un aspect stratégique : moral parce que le manipulateur a sa réputation à défendre, stratégique parce qu'il fourvoie sa victime et lui suggère de mauvaises réponses aux questions qu'elle se pose »⁴. Le double aspect moral et stratégique des *fabrications* s'applique très précisément à la situation du procès. Symboliquement, et pour reprendre les mots d'Anselm Strauss, il s'agit de *transactions*⁵ que tentent d'insuffler les *initiés* sur les perspectives que peuvent adopter les jurés et qui par la suite influenceront leur choix, leur « intime conviction ».

3 - Le rituel judiciaire

Les acteurs

Dans cette pièce hautement ritualisée, « alors que tout le monde parle et s'agite, les jurés semblent, pendant l'audience, frappés de mutisme »⁶. Le chercheur qui observe l'audience criminelle se situe lui aussi dans une situation de retrait qui lui permet d'avoir une vision d'ensemble de ce qui se joue sous ses yeux. Ainsi il est légitime de penser que la place du chercheur observateur est en quelque sorte proche de celle du juré, lui-même observateur attentif des débats. En effet, « le tapage de l'audience », observable durant toute l'audience, représente l'aspect dynamique et vivant de ce que l'observateur perçoit des bancs du public.

Pour reprendre la division effectuée par Antoine Garapon, les acteurs du procès se divisent en trois groupes : « les officiants » composés de tous les acteurs qui portent la toge judiciaire, « le public », et enfin « l'accusé ».

¹ E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, p. 93.

² E. Goffman, *ibid.*, p. 93.

³ E. Goffman, *ibid.*, p. 94.

⁴ E. Goffman, *ibid.*, p. 111.

⁵ A. Strauss, *La trame de la négociation*, p. 110.

⁶ F. Lombard, *op. cit.*, p. 70.

Les professionnels : les officiants

Les trois rôles principaux sont les rôles antagonistes que recouvrent le procureur qui accuse, l'avocat qui défend et le juge qui tranche le litige. Ces trois groupes d'acteurs professionnels rendent possible l'existence d'un espace social au sein duquel le procès peut se dérouler tout en respectant l'impartialité des rôles et des acteurs. L'importance de la présence d'un tiers impartial apte à trancher le litige évite une simple confrontation en face à face. Cet aspect est absolument fondamental dans le procès, car une confrontation entre deux parties, le juge et l'accusé, les placerait tous les deux dans une relation d'égal à égal. Ainsi, il y a droit parce qu'il y a la présence d'un tiers désintéressé.

De manière un peu caricaturale, le rituel judiciaire définit le rôle du procureur comme celui d'une figure forte, autoritaire, responsable de l'action publique et donc de l'ouverture des poursuites qui ont mené au procès. Quant au président, juge du siège, il bénéficie d'une image plus sereine et plus modérée. Il est à ce titre la figure qui doit trancher le conflit à l'aide du ou des assesseurs et des jurés. Il n'utilise pas, en principe, le ton agressif et souvent dur qui caractérise les discours du procureur. Bien qu'il s'agisse de deux figures complémentaires, juge et procureur se situent dans des positions antagonistes qui sont aisément perceptibles durant l'observation des débats. La figure de l'avocat connaît elle aussi une certaine tension à l'intérieur de son rôle. Il faut distinguer l'avocat de la défense de l'avocat de la partie civile. L'avocat de la défense représente souvent une figure de pont entre son client et les codes linguistiques et spatiaux qu'impose le rituel judiciaire. Il représente la voix du contradictoire. L'avocat de la partie civile a généralement un rôle plus discret et cherche à se démarquer du procureur à qui revient le rôle d'accusateur. Il tente de faire entendre la voix de ceux qu'il représente à travers une attitude discrète afin de faire valoir la souffrance de son client. Malgré les différences procédurales qui façonnent les rituels judiciaires français et italien, le rôle de ces acteurs est sensiblement le même.

La caractéristique première de ce groupe est le port de la robe qui témoigne de leur appartenance au groupe des professionnels de la justice. Les origines de la robe judiciaire sont anciennes et remontent en France au XIII^e siècle. Entre nos deux terrains, les robes judiciaires françaises et italiennes sont de composition et de style différents. Les robes sont en soie noire, amples, avec de larges manches. La robe, de part son ampleur, confère à celui qui la porte une certaine majesté. Bien que pouvant sembler inconmode, la largeur des manches est un signe supplémentaire de l'aspect aristocratique de ce vêtement. La robe des avocats français, comme

celle des greffiers et des huissiers, est un manteau de drap noir fermé sur le devant, ornée sur l'épaule de deux pans de tissu de deux longueurs différentes se terminant par une application de fourrure de lapin blanc. En Italie, la robe est identique mais ce sont des cordelettes argentées, savamment nouées, avec à leur extrémité deux pompons qui retombent sur les deux épaules des avocats. En Italie, la robe des magistrats se différencie de celle des avocats par le port d'un col en coton blanc, semblable à la simarre des magistrats français mais qui se noue autour du cou sous la robe. De plus, sur les épaules de la robe on remarque les mêmes cordelettes se terminant par des pompons que celles des robes des avocats mais de couleur dorée. La robe des magistrats français est réalisée dans un drap de coton noire qui laisse entrevoir la simarre. Les revers de la robe, qui contrastent avec le reste de l'étoffe, sont en soie. La robe des magistrats est un vêtement qui donne l'impression d'avoir une chemise et un manteau qui la recouvre. Elles sont inchangées depuis la Révolution française. Il faut distinguer les robes rouges, signe de supériorité d'origine royale, des robes noires, d'origine cléricale. Le costume judiciaire est hiérarchisé pour les magistrats, puisqu'au fur et à mesure de l'avancé dans la carrière, ils changent de robe.

L'analyse des détails de la robe judiciaire permet de rendre compte de l'identité et de l'autorité juridique de celui qui la porte. Pour les avocats comme pour les magistrats, la robe est un costume de pouvoir qui magnifie l'autorité de celui qui la revêt. Selon Antoine Garapon, elle revêt une double fonction : elle couvre à la fois le corps de la personne physique qui la porte et « le corps invisible du social »¹.

En premier lieu, la robe joue symboliquement le rôle d'une couche protectrice pour celui qui la porte face à la souillure que représente le crime commis. Simultanément, elle rappelle à celui qui la porte son devoir et sa fonction en l'officialisant comme représentant de l'État et de ses pouvoirs. Les magistrats, associés aux jurés, sont clairement autorisés par le rituel à disposer de la violence légitime. La robe est la mise en œuvre visuelle et concrète de ce pouvoir qui leur est attribué et participe pleinement de la mise en scène du rituel judiciaire, à la manière d'un masque que les professionnels endossent le temps du procès. Avocats et magistrats deviennent autres et ce, grâce à la robe qu'ils arborent. Comme l'espace et la parole judiciaire, la robe représente l'emphase et le faste de la justice à son apothéose.

En second lieu, au-delà de l'effet sur la personne, la robe joue indéniablement une autre fonction : celle de représentation de l'ordre social. En effet, le costume judiciaire n'est pas seulement porté par les magistrats puisque les avocats, qui représentent des intérêts privés, ainsi que les greffiers et les huissiers, portent eux aussi la robe et qu'elles sont sensiblement

¹ A. Garapon, *op. cit.*, p. 83.

identiques. Pour chacun de ces acteurs, la robe rappelle que la place qu'ils occupent dans le rituel judiciaire est intimement liée à la finalité du procès, à savoir la sauvegarde de l'ordre social, et aux intérêts que chacun d'entre eux représente. Même si les acteurs professionnels font usage à certains moments du procès d'une réelle violence symbolique à l'égard de l'accusé ou des témoins, ils le font sous couvert de cet habit qui transforme leurs paroles, toutes violentes soient-elles, en des mots émanant indirectement de l'institution qu'ils personnifient. À cet égard, la robe unie tous les acteurs professionnels dans un même corps, celui de l'institution judiciaire. « Le rituel judiciaire s'organise autour de ce jeu subtil de l'identité et de la différence. »¹ Tous les professionnels du procès n'ont plus « qu'un seul corps, la robe, qu'un seul langage, le droit, et qu'une seule âme, la justice : le corps social s'est enfin réalisé, en contre-point de l'association du crime et du conflit »². En somme, la robe accentue la différence entre d'un côté les professionnels et de l'autre les profanes. Elle prolonge la séparation que l'espace de la salle d'audience organise déjà avec la distinction entre la *cancella* et l'espace réservé au public.

Dès lors, le statut des officiants est, d'une part déterminé par l'idée de « corps » – que le port de la robe entérine – qui leur donne légitimité à représenter le pouvoir de l'institution judiciaire, et d'autre part, grâce à l'immunité symbolique que procure le costume judiciaire. Face au poids des décisions et aux enjeux majeurs qui se jouent lors des procès en cour d'assises, le titre et la robe protègent l'individu allant jusqu'à le soulager dans l'angoisse et la culpabilité que pourrait générer sa fonction.

Mais l'observation des acteurs professionnels lors des audiences impose de s'interroger sur le port de la robe judiciaire. Deux tendances principales s'opposent : un port de la robe très strict et un port de la robe négligé, notamment pour les avocats. La première tendance correspond aux habitudes françaises, la seconde correspond à celles observées en Italie. En France, il est impensable de voir lors d'une audience criminelle, un magistrat ou un avocat porter sa robe ouverte ou simplement mal ajustée. En revanche, cela est fréquent en Italie. Il s'agit d'un indice supplémentaire dans la différence des rituels judiciaires français et italien.

¹ A. Garapon, *ibid.*, p. 86.

² A. Garapon, *ibid.*, p. 86.

Les profanes : l'accusé et le public

« L'accusé est le personnage central du drame judiciaire. Même si son rôle à l'audience n'est pas le plus important, c'est à lui en définitif que tout se ramène, c'est lui que l'on verra disparaître, passer de l'autre côté, dans l'univers pénitentiaire (...). »¹ Durant le procès criminel, la place et le rôle de l'accusé sont contradictoires. Il est au centre de tous les échanges et en même temps il est souvent réifié par les paroles qui évoquent sa vie, son parcours et ses actes. Le rituel judiciaire l'oppose aux professionnels puisqu'il est isolé, ignore le droit et catalyse pourtant toutes les attentions. L'objectif du rituel judiciaire est justement de le laisser dans cette situation peu enviable. La solitude de l'accusé est d'autant plus frappante qu'il est le seul acteur isolé et que sa position contraste avec d'un côté le groupe des professionnels et de l'autre la masse indistincte du public. Le box de l'accusé, dans les cours d'assises françaises, est généralement un espace affublé d'un banc, disposé d'un côté de la salle d'audience, surélevé, et protégé par un verre pare-balle. Il est visible par tous dans la salle. Il est le seul acteur côté *scène* qui ne porte pas de costume judiciaire. En France, à la solitude de l'accusé s'ajoute sa mise à nu symbolique, puisque lors de l'interrogatoire de personnalité, sa biographie est étudiée en détails. L'inégalité que génère le rituel judiciaire à l'égard de l'accusé est d'autant plus nette qu'elle est accentuée par le décalage évident qui existe entre d'un côté le cérémonial et l'enchaînement des étapes de la procédure, et de l'autre côté l'extériorité de l'accusé au rituel judiciaire, à ses règles et codes ainsi qu'à l'ensemble du monde social de la justice. Antoine Garapon va jusqu'à parler de « soumission de l'accusé » puisque ce dernier est dans une situation telle qu'il est à la merci des acteurs professionnels qui ont la maîtrise totale des règles rituelles. Les règles situationnelles que nous avons décrites précédemment, liées à l'espace, au temps et au langage, participent pleinement de cette soumission de l'accusé. Elles participent de la contrainte symbolique qui s'impose à l'accusé et qui donne de lui une image peu gratifiante. Or, l'on sait combien le comportement de l'accusé à l'audience aura de l'importance pour l'issue du jugement.

Dans les salles d'audience des cours d'assises italiennes que nous avons visitées, le box des accusés est une cage en fer avec des barreaux dans laquelle le ou les accusés entrent seuls. On y trouve le plus souvent un ou plusieurs bancs. Il n'y a pas de microphones installés dans la cage. Dans certaines salles de la cour d'assises d'appel de Milan, la cage des accusés est

¹ R. Badinter, *L'exécution*, éditions Le Livre de Poche, Paris, 2002 (1973), p. 84.

immense et peut contenir plusieurs dizaines de personnes. Ces cages étaient souvent comblées lors des « maxi-procès » menés contre la mafia dans les années 1990.

La présence du public donne une raison d'être supplémentaire à ce qui se joue sur la scène. Pour Robert Grenier¹, il joue le rôle d'une « conscience collective » qui accentue la pression affective déjà présente dans la salle d'audience. La présence du public est fondamentale puisque c'est grâce à lui que le procès criminel peut être considéré comme « public » au sens où l'entend la procédure pénale. Lorsqu'une affaire concerne des mineurs ou bien si l'une des parties en fait expressément la demande, généralement en cas d'affaire de mœurs (en France), l'audience se tient à huis clos² et le public n'est pas autorisé à être présent dans la salle. Le public recouvre sa fonction politique première puisqu'il permet de confirmer que le procès et le rituel judiciaire se déroulent conformément à la loi. Selon que les bancs du public seront pleins ou vides, l'ambiance ne sera pas la même. Chaque spectateur en lui-même n'a aucune importance, car c'est l'effet de masse qui compte dans ce que représente le public face aux officiants présents sur la scène. « Le public du procès est suspendu pendant quelques heures, voire quelques jours, à une action commune qui se déroulera devant lui ; pendant ce temps, il va penser et agir collectivement. »³

Notre expérience d'observateur placé sur les bancs du public en France et en Italie nous a permis de ressentir les émotions et les tensions qui traversent ce corps anonyme et muet qui vibre et réagit au spectacle qui se joue sous ses yeux. Mais compte tenu du temps judiciaire (compact en France et discontinu en Italie) ainsi que du contenu des audiences (plus accessibles au grand public en France et plus techniques en Italie), l'expérience d'appartenance au public a été différente d'un terrain à l'autre.

¹ R. Grenier, *Le rôle de l'accusé*, éditions Gallimard, Paris, 1949, p. 54.

² L'article 306 du Code de procédure pénale pose le principe que « les débats sont publics » et énonce l'exception « à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs ». Dans ce cas, c'est la Cour qui délibère pour ensuite ordonner ou non le huis clos. H. Angevin, *op. cit.*, p. 209.

³ A. Garapon, *op. cit.*, p. 111.

Ce que le rituel judiciaire nous apprend

Une approche sensible de la justice

Le rituel judiciaire, c'est « la forme sensible de la justice »¹, par opposition à sa forme procédurale. Cependant, pour comprendre et s'imprégner de ce que peut être l'expérience complexe des jurés, de ce qui va devenir leur quotidien pendant quelques jours, quelques semaines ou quelques mois, il nous faut porter un intérêt tout particulier au rituel judiciaire.

Comme les jurés, nous nous sommes trouvée en situation de découverte du rituel judiciaire. « Le rituel judiciaire procure à chacun – accusé, public, acteurs – l'expérience unique d'un espace social et d'un temps social purs, c'est-à-dire entièrement représenté et maîtrisé, altéré ni par la distance, ni par la durée. »² Se confronter à la mise en scène du procès, au rituel judiciaire, permet de prendre la mesure de ce qu'ils provoquent au niveau sensible et ce qu'ils induisent sur la symbolique profonde du procès criminel. « Pour comprendre l'action du rituel judiciaire, il faut rapporter ses effets au sujet destiné à en faire l'expérience. Cette expérience ne peut être rationnelle. Elle est d'ordre émotionnel ou esthétique. »³

Ainsi, interroger la forme sensible du rituel, c'est tenter de mettre en avant la dimension humaine et sociologique du procès au détriment de sa dimension proprement juridique. L'intérêt d'une telle approche réside essentiellement dans les clefs de compréhension du procès qu'elle nous livre. En considérant le procès criminel comme un espace social comme les autres, il est possible de développer une analyse sociologique classique qui donne un regard nouveau sur cet objet juridique.

Gardant toujours à l'esprit les différences et points communs dégagés dans la première partie de la recherche concernant exclusivement la procédure pénale, nous en présenterons dans les pages suivantes le prolongement à travers un examen comparatif du rituel judiciaire en cour d'assises, c'est-à-dire des éléments symboliques du procès. « Étymologiquement, le symbole désigne un objet partagé en deux, dont la possession de l'une des parties permet de se reconnaître. Le symbole « montre » : il rend sensible ce qui par nature ne l'est pas, une valeur morale, un pouvoir, une communauté. Objet amputé, il a la faculté de représenter l'ensemble. Le symbole « réunit » : il inclut ceux qui se reconnaissent dedans et exclut les autres, il

¹ A. Garapon, *L'âne portant des reliques, essai sur le rituel judiciaire*, éditions Le Centurion, 1988, p. 11.

² A. Garapon, *ibid.*, p. 97.

³ A. Garapon, *Bien juger*, p. 40.

délimite une communauté. Enfin, le symbole « prescrit » : les insignes du pouvoir ne se bornent pas à signaler la présence de l'autorité, ils commandent en eux-mêmes le respect. »¹

Il existe des variations quantitatives et qualitatives du rituel judiciaire. Les variations quantitatives évoluent en fonction de l'intensité du rituel judiciaire, de l'objet du conflit (pénal ou civil), de l'enjeu du procès, et de l'attention portée au rite. Antoine Garapon considère l'enjeu qui se dégage du procès comme étant avant tout un « enjeu social » et que « le rituel est d'autant plus important et d'autant plus minutieusement observé que les intérêts moraux de la société sont directement menacés ». Ainsi le rituel est plus intense, là où la cohésion même de la société est « atteinte dans ses principes. »²Lorsque le rite est exécuté de façon médiocre, il en devient vite ridicule et « le rire y est plus présent que les larmes ! »³. Des situations comiques ou peu graves sont propices à créer une ambiance grotesque naissant du décalage entre le cadre du procès, la salle d'audience et l'objet de l'affaire. Le rite perd alors toute son efficacité. Le bon fonctionnement de la mise en scène du procès est suspendu à un fil et le maintien de la représentation théâtrale est fragile.

Les variations qualitatives se distinguent selon que le rite a une fonction externe (publique), c'est le cas en droit pénal, ou interne, c'est le cas en droit civil. Entre ces deux pôles, le rituel judiciaire oscille. Antoine Garapon rapproche ces deux pôles de la distinction faite dans la Grèce antique entre la *thémis* et la *diké*. D'un côté, il s'agit du sacrilège en général, qui touche tout autant l'offense des valeurs religieuses que la trahison ou le meurtre. De l'autre, dans le cas de la *diké*, il s'agit d'un droit humain qui s'oppose par définition au droit divin et familial. De cette distinction ressort l'importance de l'égalité des parties qui existe dans le premier et non dans le second. Pour reprendre la distinction entre le procès civil et le procès pénal, dans le premier, le rituel permet de maintenir l'égalité entre les parties, alors que dans le second, le rituel est là pour rappeler à l'accusé qu'il a commis une faute grave qui touche la société tout entière.

Enfin, l'étude du rituel judiciaire permet d'aborder la notion de culture juridique. Pour Antoine Garapon, « les formes cérémonielles du procès doivent cesser d'être considérées comme du folklore tout juste bon à illustrer les mémoires de magistrats ou d'avocats évoquant leurs carrières et leur « affaires ». Il faut prendre ces coutumes en apparences anodines au

¹ A. Garapon, *L'âne portant des reliques*, p. 15.

² A. Garapon, *ibid.*, p. 21.

³ A. Garapon, *ibid.*, p. 22.

sérieux »¹. Le rituel judiciaire est visible, existe, et il serait erroné de le considérer dès lors comme un élément donné qui ne pourrait en aucun cas être questionné par le chercheur. Analyser le rituel judiciaire constitue une étape fondamentale et incontournable pour accéder à la culture juridique qui anime les systèmes juridiques français et italien. « Se limiter à comparer les procédures n'apporte (...) pas grand-chose en soi si l'on ne s'en sert pas comme d'une entrée pour accéder à une culture juridique. La voie royale pour saisir une culture juridique reste sans conteste ses rituels tant à travers eux, elle se donne à voir presque en clair. »² Mais qu'entendons-nous par culture juridique ? En reprenant la définition qu'en donne Antoine Garapon, la culture juridique peut être définie comme « un ensemble de présupposés partagés qui orientent le raisonnement, les valeurs et les perceptions d'un groupe social. Si une culture se laisse plus facilement approcher dans les symboles que dans les textes de loi, c'est parce qu'elle agit inconsciemment. Chaque système juridique énonce avec force détails certains points de droit tandis qu'il laisse certains autres dans l'implicite. Saisir une culture revient ainsi à s'efforcer de formuler ce qui est si évident pour ses membres que « cela va sans dire »³. Nous reviendrons sur cette question dans le dernier chapitre de la recherche.

Regards sociologiques sur le procès

Deux types d'approches sociologiques peuvent être envisagés à propos du procès criminel.

En premier lieu, en poursuivant une lecture du procès en termes interactionnistes, où les rites de présentation constituent une entrée pertinente pour comprendre les relations entre les acteurs du procès criminel, l'hypothèse goffmanienne qui place l'individu au centre « d'une espèce de sacralité qui se manifeste et se confirme au travers d'actes symboliques »⁴ nous intéresse particulièrement. Cette idée, déjà présentée par Émile Durkheim⁵, s'appuie sur les concepts de *tenue* et de *déférence*. La personnalité individuelle serait considérée comme « une parcelle de la mana collective », et les rites établis pour la société seraient en réalité faits à l'intention de l'individu. Erving Goffman avance l'idée selon laquelle nous avons une tendance à « nous révéler les uns les autres comme des petits dieux ». La notion de *self*, qu'il définit comme la part sacrée présente en chacun de nous qui doit être respectée, démontre la nécessité

¹ A. Garapon, *ibid.*, p. 12.

² A. Garapon, *ibid.*, p. 149.

³ A. Garapon, *ibid.*, p. 149.

⁴ E. Goffman, *Les rites d'interactions*, p. 43.

⁵ E. Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, éditions PUF, Paris, 1968 (1912).

du respect entre les individus. Il définit la déférence comme « une composante symbolique de l'activité humaine dont la fonction est d'exprimer dans les règles à un bénéficiaire l'appréciation portée sur lui, ou sur quelque chose dont il est le symbole, l'extension ou l'argent. »¹ À l'observation des rituels français et italien, cette hypothèse se vérifie mieux dans le contexte français, car il est indéniable qu'un plus grand respect du rituel et de son jeu confère une accentuation des rites de présentation et d'interactions dans leur ensemble.

En second lieu, pour reprendre une idée développée par Harold Garfinkel, le procès peut également être envisagé comme un lieu d'expression de la domination sociale. Le rituel contemporain de la justice serait alors une « cérémonie dégradante »². Pour Antoine Garapon « la permanence du rite dans la justice révélerait sa parenté profonde avec le sacrifice »³. Il développe la thèse selon laquelle le rituel judiciaire serait porteur des rituels sacrificiels religieux existant autrefois et en perpétuerait la même fonction tout en le rendant méconnaissable. Cependant, lui-même nuance cette approche. Cette impression est en effet forte lorsqu'on assiste à certains moments du procès, tel que l'interrogatoire de l'accusé sur les faits en France. En Italie, cette idée de rite sacrificiel est présente mais par un autre biais. Si la dimension juridique domine sur la dimension émotionnelle et le procès s'apparente plus à un échange de points de vue qu'à une recherche frénétique de la vérité judiciaire telle qu'elle peut être observée en France, l'enfermement de l'accusé dans une cage, tel un animal, concentre toute la violence du rituel judiciaire. Sa réification extrême rappelle à la société que, quelque soit l'issue du jugement, la dégradation de sa condition d'homme est déjà acquise.

Rituel français, rituel italien⁴

La description du rituel judiciaire est nécessaire pour dépasser une analyse qui serait exclusivement fondée sur les normes du Code de procédure pénale, et qui par essence exclut tout intérêt pour la mise en pratique de ces normes. L'étude du rituel nous permet de concentrer notre attention sur les symboles qui envahissent le procès.

L'espace dans lequel se déroule le procès est la salle d'audience. En Italie comme en France elle permet l'existence d'une unité de lieu. Dans les deux pays, chaque acteur a une

¹ E. Goffman, *op. cit.*, p. 50.

² H. Garfinkel, « Conditions of successful degradation ceremonies », *American journal of sociology*, 6, 1956, pp. 420-424.

³ A. Garapon, *op. cit.*, p. 23.

⁴ Nous faisons ici explicitement référence au chapitre VII « Rituel français, rituel américain » de l'ouvrage d'Antoine Garapon *Bien juger*, pp. 149-177.

place clairement attribuée. Cependant, l'usage que les acteurs font de l'espace est différent d'un pays à l'autre. Par contraste avec la France, il semble beaucoup plus « libre » et « ouvert » en Italie où il n'est pas rare d'assister à un va-et-vient continu de la part des avocats, des forces de l'ordre, ainsi que du public et des journalistes, quand ils sont présents. La tonalité générale et l'ambiance du procès italien est sérieuse mais peu solennelle. Le temps du procès italien diffère profondément de celui du procès français. Les audiences se déroulent sur des jours non consécutifs et peuvent s'étaler sur plusieurs mois. En pratique, l'unité de temps n'existe pas à la cour d'assises italienne. Le calendrier des audiences est mis à jour au fur et à mesure des audiences et dépend de leur bon déroulement.

Concernant les acteurs du procès, nous évoquerons uniquement ceux qui ont un rôle très différent entre les procès français et italien. Le président, figure centrale du procès français, est relayé à un rôle de second plan en Italie. Le principe de la « cross-examination » lui confère le rôle d'arbitre entre les parties et il n'intervient que pour donner la parole aux autres acteurs. Par conséquent, les parties au procès, constituées par la défense et le ministère public, ont un rôle majeur et sont beaucoup plus actives en Italie qu'en France. Quant aux plaignants et à l'accusé, ils ont un rôle mineur dans le procès italien, tant du point de vue du contenu des débats que de leur place dans l'espace. L'accusé, enfermé dans sa cage, ne prend que très rarement la parole et sa personnalité n'est pas étudiée : en assistant à l'audience, on ne sait presque rien de la personne qui sera jugée. Les plaignants n'ont pas d'espace attribué, et s'installent le plus souvent sur les bancs des avocats aux côtés de leur conseil. Leurs témoignages ne ressemblent en rien à ceux auxquels on peut assister dans les cours d'assises françaises où l'émotion est souvent débordante et généralement tolérée dans la mise en scène du rituel.

Au premier regard, les costumes italiens et français peuvent sembler identiques : de longues robes noires aux amples manches qui se boutonnent sur le devant. Cependant, des détails, tels que les cordelettes dorées ou argentées en Italie et les applications de fourrure blanche ou tacheté en France, en font des costumes différents. Mais c'est la manière dont les acteurs portent leur robe qui marque clairement la ligne de démarcation entre les professionnels français et italiens. En Italie, il est rare de fermer la robe, même si les magistrats le font plus fréquemment que les avocats. De la même manière que les avocats déambulent sans contrainte dans la salle d'audience, sortent, entrent, le port de la robe semble presque superflu et parfois même gênant.

En Italie comme en France, l'oralité des débats est la règle, mais sa mise en pratique se distingue d'un pays à l'autre. En Italie, d'une part, les temps de parole sont beaucoup plus longs qu'en France et les échanges sont de nature beaucoup plus technique. Le procès italien

est par conséquent beaucoup plus difficile à suivre pour les profanes. D'autre part, l'émotion très forte qui caractérise la parole dans les procès français est moins importante en Italie. Selon le type d'affaire et la nature de certains témoignages, il est possible d'assister à des moments de forte émotion, mais il est rare qu'on atteigne ce qu'il est possible d'observer en France. Si l'étude de la personnalité de l'accusé est souvent un moment particulièrement propice à l'expression de sentiments et d'émotions, son absence dans le procès italien atténue les possibilités d'expression du sensible. La technicité des échanges semble entrer en conflit avec l'expression d'un trop-plein d'émotion.

Ces éléments du rituel judiciaire montrent en quoi le procès italien a adopté certaines caractéristiques propres à une culture juridique accusatoire semblable à celle des pays anglo-saxons. Le rituel judiciaire italien, contrairement au rituel français, ressemble davantage à une séance de travail qu'à une cérémonie, il y a moins d'éléments symboliques. L'observation des audiences permet d'affirmer que l'on y célèbre le respect et la garantie des droits des parties et que le procès se développe de façon non linéaire puisqu'au début de l'audience le dossier doit encore être constitué à partir des différents éléments de preuve qu'apportent les parties. Contrairement au procès français, où la vérité judiciaire doit être confirmée ou infirmée à partir du dossier réalisé par le juge d'instruction, en Italie, la vérité judiciaire doit être élaborée à partir de données fournies par les parties. La fonction du procès français qui est de réparer la faute commise envers la société et de réaffirmer la supériorité du droit par la mise en scène du procès à travers un rituel minutieux, semble atténuée dans le procès italien. Schématiquement, le procès français met en scène la recherche d'une « vérité absolue », le procès italien organise la recherche de la vérité la plus probable parmi les versions proposées.

Si le rituel judiciaire italien reflète la nouvelle direction prise par la procédure pénale italienne et tend à modeler une nouvelle forme de culture juridique, le fonctionnement du jury populaire, quant à lui, entre en contradiction avec cette orientation et il est possible d'y voir un rappel, une réminiscence de la culture juridique inquisitoire. Cette contradiction est visible sur le plan théorique et sur le plan pratique. Le fonctionnement et l'organisation du jury populaire n'a pas été modifiée avec l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure pénale et nous allons voir à présent comment la place des juges laïques italiens est loin de correspondre au jury populaire tel qu'il est conçu dans les systèmes de culture juridique accusatoire.

Synthèse

À travers une approche essentiellement descriptive, nous avons tenté de rendre compte du cadre dans lequel se déroulent les audiences criminelles en France et en Italie. L'étude détaillée du « monde social » de la justice permet d'appréhender la richesse des interactions qui s'y jouent ainsi que des symboles qui façonnent l'ambiance de chacun des procès criminels observés.

Les éléments symboliques constitutifs des procès français et italiens ainsi que l'étude des rituels judiciaires apportent une vision plus précise de ce qu'une analyse sociologique parvient à apporter à l'étude de l'audience criminelle. Cette approche sensible du procès est de première importance pour comprendre par la suite l'expérience complexe que vivent les jurés.

Chapitre 2 : Ethnographie d'une session de cour d'assises

Il s'agit à présent de rendre compte en détail des interactions que nous avons pu observer sur nos deux terrains lors des différentes étapes du procès : de l'accueil des jurés lors de la révision de la liste de service du jury de session, jusqu'à la fin de leur expérience dans l'enceinte du palais de justice.

Pour comprendre la complexité de l'expérience qu'ils vivent à la cour d'assises, il est nécessaire de revenir sur la nature des relations et interactions que nous avons pu observer à chaque étape du procès, doublé de leur parole récoltée lors des entretiens réalisés postérieurement à leur expérience. La « métamorphose »¹ du juré est un parcours long.

Lors de la première participation à un procès d'assises, se succèdent une découverte du « monde social » de la justice, une découverte du déroulement de l'audience criminelle et enfin une découverte du mécanisme de prise de décision durant le délibéré qui aboutit au verdict final. Afin de mener à bien la comparaison entre nos deux terrains, nous avons choisi d'adopter une présentation qui distingue nettement le cas français du cas italien afin d'offrir au lecteur une bonne lisibilité des informations et des données recueillies.

1 - La révision de la liste de service du jury de session

L'accueil des jurés lors de la révision de la liste des sessions constitue la première rencontre entre les individus appelés à siéger à la cour d'assises et l'institution judiciaire. Il s'agit souvent du premier contact avec le *monde social* de la justice. Dès la révision de la liste du jury de session, beaucoup ressentent une attitude à la fois rassurante et de mise en confiance à leur égard de la part du personnel de justice et des magistrats. Tout est orchestré de façon à minimiser les risques de non adhésion à la fonction proposée. La règle est simple : celui qui refuse de jouer le jeu se verra immédiatement exclu. Pour garder la face, il est nécessaire

¹ D. Schaffhauser, « L'échevinage en cour d'assises : la démocratie à l'épreuve », *Les cahiers de la justice*, 1, 2012, p. 17.

d'endosser le *rôle* qui sera le plus adapté au *statut* de juré. Pour les magistrats, l'objectif premier est d'obtenir le quorum nécessaire indispensable pour pouvoir constituer la formation de jugement dont ils ont besoin. Si l'objectif de cet accueil est sensiblement le même en France comme en Italie, la pratique française attache une importance particulière à l'apport d'informations dans un cadre informel¹ après la étape officielle de la révision de la liste du jury de session.

Nous rendrons compte du déroulement des interactions lors de ce moment clef pour les futurs jurés ainsi que leurs réactions. Bien que nous ayons assisté à plusieurs révisions de la liste de session dans les deux pays, nous avons fait le choix de présenter une observation en particulier tout en la complétant par des éléments issus d'autres observations.

En France

Déroulement et interactions

À la cour d'assises du Rhône, la journée d'accueil des jurés se divise en deux temps : la matinée est consacrée à l'aspect formel et juridique de la révision de la liste de révision du jury de session, et, pour les personnes qui seront retenues pour siéger en tant que jurés, l'après-midi est consacré à la projection d'une vidéo² réalisée par le ministère de la Justice.

Après la réception des courriers de convocation, les jurés sont invités à se présenter le lundi matin à 9 h au greffe de la cour d'assises du Rhône. À ce moment-là, ils n'ont encore reçu aucune information précise sur ce qui les attend et c'est un sentiment de forte incertitude qui se lit sur les visages des futurs jurés qui arrivent les uns après les autres dans la salle des délibérations où les secrétaires du greffe leur ont indiqué d'attendre la venue du président.

Les chaises manquent, certaines personnes restent debout. La proximité incite à échanger quelques mots, certains petits groupes se forment et des discussions s'engagent alors que d'autres personnes restent en silence. On sent un certain embarras général. Soudain, le président entre dans la salle, se présente et annonce immédiatement :

¹ Depuis les années 1980, suite à une révolte de jurés se plaignant d'informations omises, les présidents de cour d'assises instaurèrent une rencontre informelle entre les professionnels et les jurés après la révision de la liste de session.

² Cette vidéo est disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.vos-droits.justice.gouv.fr/index.php?rubrique>.

« Bienvenue à la cour d’assises. Vous êtes ici dans la salle des délibérations qui est aussi la salle des jurés. Le rendez-vous a lieu dans cette salle tous les matins. On vous remettra un badge pour pouvoir y accéder. Dans la pièce à côté se trouvent les toilettes, une fontaine à eau et une machine à café. Il est interdit de fumer et un de nos collègues souffre d’asthme. »

La tonalité de son discours est volontairement détendue et laisse transparaître sa volonté de mettre à l’aise l’assemblée qu’il a devant lui. Il poursuit en expliquant que la matinée sera consacrée aux tâches administratives et d’informations générales ainsi qu’à la révision de la liste du jury de session en audience publique. L’après-midi sera consacré à une explication plus approfondie du rôle de la cour d’assises, du fonctionnement du procès pénal et de la fonction de juré. Lors d’autres observations, c’est le greffier qui intervenait au cours de cette première partie de la matinée. Il ajoute :

« La session aura une durée de trois semaines. Vous serez rémunérés et toucherez différentes indemnités. »

Dans la salle les visages sont crispés et l’on sent une grande attention de la part des personnes présentes. Beaucoup prennent des notes, on remarque des regards inquiets. Le président poursuit ses explications sur le déroulement du tirage au sort qui a lieu à chaque nouvelle affaire et qui nécessite la présence de tous, même si seuls neuf jurés seront désignés jurés titulaires dans chaque affaire. Un homme pose une première question :

— Ensuite on est libre toute la journée ? Combien de temps dure une affaire ?

— Vous pouvez assister au procès ou partir jusqu’à la prochaine affaire. Donc vous n’êtes pas obligé de venir tous les jours si vous n’êtes pas tiré au sort.

Les questions fusent :

« Est-ce que ces journées de présence pour le tirage au sort sont prises en compte dans mes pertes de salaire ? Est-ce seulement pour les jurés titulaires ? »

« Quelle est la différence entre un juré titulaire et un juré suppléant ? »

« Est-il possible de s’arranger entre jurés pour siéger ? »

« Quand doit-on revenir si on n’est pas tiré au sort ? »

« Peut-on aller travailler si l’on est pas tiré au sort ? »

« Est-ce que les jurés peuvent être menacés ? »

« À quelle heure commencent et finissent les journées ? »

Le président explique la différence existant entre les jurés titulaires et les jurés supplémentaires.

« L'important c'est qu'il y ait toujours 23 jurés titulaires au début de chaque audience. Les jurés supplémentaires sont appelés exceptionnellement. »

Un homme qui ne cache pas son mécontentement, demande s'il faut être présent toute la journée de ce lundi si on a demandé une dispense. Le président répond que la Cour va décider des dispenses qui seront accordées et que les personnes dispensées pourront ne pas revenir l'après-midi. Les questions s'enchaînent. À ce stade de la journée, les futurs jurés sont essentiellement préoccupés par des questions d'ordre pratique touchant à la durée des audiences, à l'heure de fin de ces dernières, aux indemnités, etc. On arrive à distinguer ceux qui semblent avertis de ce qui les attend et ceux qui sont victimes d'un effet de surprise. On constate également qu'un grand nombre de personnes sont venues en espérant pouvoir réussir à se faire excuser. La disparité des points de vue est réelle : certains semblent accepter, se résigner à ce qu'on leur propose, d'autres ont l'air plus méfiants et mécontents. Certains sont silencieux, d'autres ne cessent de poser des questions, d'autres encore passent leur temps à se plaindre à leurs voisins, tout cela dans une étrange proximité où l'on sent que tout ne va pourtant pas de soi.

Le président explique qu'on ne peut jamais prévoir l'heure précise à laquelle s'achève une audience. Concernant les indemnités, il rend compte en détail de chacune d'entre elles. Au fur et à mesure que les informations sont données, on remarque que les langues se délient. L'ambiance est plus détendue que lors des premiers instants et certaines personnes commentent les informations fraîchement obtenues et quelques rires s'échappent de ci de là. Mais le regard de certaines personnes restées en silence témoigne de la persistance d'inquiétudes. Les personnalités des uns et des autres commencent à se distinguer, certains commencent à prendre fréquemment la parole alors que d'autres restent plus discrets. Quelques personnes prennent des notes.

Il est 9 h 35, la secrétaire du greffe s'installe autour de la grande table de la salle des délibérations et commence l'appel suivant le numéro d'ordre de citation présent sur la convocation. Le président quitte la salle et précise que dans quelques instants il sera à l'écoute de ceux qui souhaitent demander des dispenses. Chacun doit présenter une pièce d'identité et un relevé d'identité bancaire. Beaucoup de personnes sont absentes. Une fois l'appel des jurés titulaires achevé, la secrétaire appelle les jurés suppléants, à qui l'on demande simplement de laisser leurs coordonnées au cas où on aurait besoin d'eux. Au fur et à mesure que l'appel se poursuit, d'autres questions sont posées à la secrétaire.

— Est-ce que l'on peut être à nouveau tiré au sort pour une autre session ?

- Non, vous êtes tranquille pour les cinq prochaines années.
- Quels sont les critères de récusation ? Est-ce que c'est vrai que pour les viols les femmes sont récusées ?
- On vous expliquera les stratégies des avocats, les récusations sont toujours difficiles à vivre pour les jurés.
- Quand touche-t-on les indemnités ?
- En principe à la fin des trois semaines de session.
- Comment s'organisent les journées d'audience ?
- C'est le président qui décide.

À 10 h, une fois l'appel terminé, la secrétaire du greffe annonce que le président va maintenant recevoir dans l'antichambre qui se trouve dans la pièce adjacente, les personnes qui doivent lui soumettre une demande de dispense. Elle précise bien que ces demandes de dispense peuvent être faites pour la totalité de la session ou simplement pour quelques jours. Les jurés se retrouvent à nouveau seuls pour une trentaine de minutes environ. Les conciliabules reprennent, une personne sort un livre, une autre commence à faire des mots croisés, un homme, trois places plus loin garde toujours le silence, tandis que certains groupes de discussions s'activent. D'autres commencent à se mettre à leur aise et n'hésitent pas à utiliser la machine à café. Les lieux semblent désormais plus familiers. Dans une pièce adjacente à la salle des délibérations, un petit groupe s'est formé. Il s'agit des personnes qui ont formulé une demande de dispense et qui, après avoir vu le président, ne sont pas retourné s'asseoir à leur place. Tous sont d'accord pour dire qu'il est certainement intéressant de participer à l'aventure, que cela est « bien », mais que trois semaines, « c'est trop long » et très gênant sur le plan professionnel. Un psychologue dit qu'il ne peut pas laisser ses patients pendant trois semaines, un autre homme affirme qu'il ne pourra pas être remplacé et que le travail ne sera pas fait. La conversation continue, et d'autres personnes se joignent à elles. Il est à présent question des différentes tâches qui incombent aux jurés, des procès médiatiques récents, des moyens de la justice, du déroulement de la session, etc. Dans la salle des délibérations beaucoup commencent à s'impatienter et regardent leur montre avec insistance.

À 10 h 30, la secrétaire indique au groupe qu'il est temps de se diriger vers la salle d'audience. Les futurs jurés s'installent sur les bancs du public. Le président et ses deux assesseurs ainsi que l'avocat général ont revêtu leur robe judiciaire. Le président déclare officiellement l'ouverture de la deuxième session de l'année 2004 de la cour d'assises du Rhône. Il présente les magistrats présents à ses côtés et remercie l'assemblée d'avoir répondu à la convocation. Il continue en lisant les textes et les articles qui régissent la procédure de la

révision de la liste du jury de session ainsi que ceux qui définissent les incompatibilités et les conditions pour être juré. Puis il appelle le greffier qui débute l'appel en déclinant les noms et prénoms des personnes présentes ainsi que leur date de naissance, leur domicile, et leur profession.

À 11 h, l'appel est terminé et l'avocat général prend la parole pour effectuer ses réquisitions quant aux demandes de dispenses formulées et les accepte. Le président reprend la parole pour annoncer que la Cour va se retirer pour délibérer et que pendant ce temps, l'avocat général va présenter le rôle du parquet dans les affaires criminelles. Selon ses propres termes, « l'avocat général va vous donner les clefs pour décoder le monde de la justice ». Un grand silence règne dans la salle d'audience. L'avocat général ôte sa robe et s'avance vers les bancs du public. Il est visiblement très détendu et arbore un grand sourire. Immédiatement il évoque l'histoire des lieux, la construction du palais de justice au XIX^e siècle, son architecte, etc. Il poursuit sur sa profession en expliquant la distinction entre un avocat général et un substitut du procureur. Il explique également quels sont les différents grades dans la magistrature : la robe noire, la robe rouge et la robe avec hermine.

— Je suis prêt à répondre à toutes vos questions concernant le rôle du parquet en général et surtout aux Assises, par rapport à ce que vous aurez à juger.

— Quel est le rôle d'un magistrat du parquet ?

Pour répondre à cette question il prend un exemple.

— Vendredi dernier, un meurtre a eu lieu à la Croix-Rousse. Un élève de 17 ans a donné des coups de couteau mortels à un autre élève. Les services de police sont intervenus pour rattraper le garçon. À ce moment-là, une enquête criminelle commence. La police prend les initiatives mais elle est placée sous la direction du procureur de la République qui est le responsable des poursuites contre les auteurs d'infraction. Le jeune homme a été arrêté et mis en garde à vue. Ensuite, il a fallu retrouver l'arme du crime, chercher les témoins et rendre compte au parquet de l'état de l'enquête. Seul le magistrat du parquet, pour plusieurs motifs, peut mettre fin à la garde à vue. Dans ce fait-divers, après 48 h de garde à vue, on a confronté la version du meurtrier avec celle des témoins. Le parquet a décidé de le poursuivre et de saisir un juge d'instruction en choisissant une qualification des faits. La qualification des faits, c'est quelque chose que vous allez rencontrer. Au moment de la mise en examen il y a qualification des faits, mais l'on pourra toujours, après l'instruction, requalifier les faits. C'est finalement à vous que reviendra la décision de retenir une qualification des faits.

L'avocat général poursuit son exposé que l'auditoire écoute avec beaucoup d'intérêt :

« En cour d'assises, à la différence des autres infractions, le parquet donne souvent suite aux poursuites et en fin d'instruction il donne son avis bien que le juge d'instruction choisisse en toute liberté s'il faut renvoyer ou non une personne devant la cour d'assises. Les juges d'instruction sont

comme vous, ils ne reçoivent d'ordre de personne. Au sein de la cour, il n'y a pas de hiérarchie entre les trois magistrats qui jugent avec vous. Alors que le parquet n'est pas indépendant. Le procureur général est le chef régional du parquet et dans certaines affaires, bien que de manière modérée, l'avocat général peut recevoir des instructions écrites. Mais à l'audience, lorsque nous prenons la parole, nous sommes libres de dire ce que nous voulons. À présent, avez-vous des questions ? »

Quelques questions sont alors posées au sujet des liens entre le juge d'instruction et le parquet, sur le choix du juge d'instruction ou encore sur le rôle de l'avocat général. L'avocat général explique en quelques mots la fonction d'accusateur public qui est la sienne.

« Aux assises, un avocat général est désigné puis il reçoit le dossier. À ce moment-là on commence à se faire une opinion. On essaie de faire ce que vous ferez par la suite, c'est-à-dire de comprendre pourquoi une personne a agi comme ça, qu'est-ce qui naît dans la tête de celui qui a commis le crime. On peut parfois avoir de sérieux doutes et demander de ne pas condamner. Mais c'est assez exceptionnel. Nous ne sommes pas là pour demander le maximum mais pour demander aux jurés et à la Cour la peine qu'on estime la plus juste. Tout en proposant une peine avec la plus grande distance, sans trop d'indulgence, il s'agit de demander ce qu'on estime le plus adapté. On n'est pas là pour avoir le plus beau tableau de chasse, ce n'est pas un jeu. Mais nous aussi nous évoluons au cours du procès, il y a des éléments nouveaux, les circonstances... »

Les premières questions au sujet de la fourchette dont l'avocat général dispose pour demander une peine ainsi que sur le motif des récusations sont alors posées. Puis d'autres questions sont posées sur la place de chacun des acteurs dans la salle d'audience, sur la présence du public, sur la possibilité de poser directement des questions à l'accusé, sur le déroulement du délibéré... L'avocat général répond à toutes ces questions avec une pointe d'humour et beaucoup d'aisance debout en déambulant de long en large devant les bancs où sont installés les jurés. La dimension pédagogique de ces premiers échanges est très forte et l'on sent d'ailleurs qu'elle suscite un intérêt particulièrement marqué chez les personnes présentes ce matin-là. L'angoisse des premiers instants a laissé place à la curiosité doublée d'un réel intérêt de comprendre et de découvrir toutes les spécificités et les moindres détails qui régissent le procès criminel. L'avocat général ajoute :

« Vous verrez que tout le procès est très ritualisé. Vous avez certainement de l'appréhension mais l'expérience prouve que les personnes qui participent au jury sont très intéressées par leur mission. Petit à petit on rentre dans les affaires et on arrive à se faire une opinion et puis vous en discuterez entre vous avant le délibéré. Vous allez devenir des juges indépendants, et dans le cadre d'un procès loyal et équitable pour l'accusé et la partie civile, vous n'avez pas à discuter avec l'avocat général et l'avocat de la défense. »

Après cette introduction faite pour capter l'attention de chacun, il revient sur le thème principal : le rôle et la fonction du juré. Il lance immédiatement :

« C'est un devoir d'être juré, pas un droit. »

Des questions semblables à celles posées au président et à la secrétaire peu de temps avant sont soulevées à nouveau.

« Non les jurés n'ont pas à craindre d'être menacés. »

Il attise la curiosité de son public en évoquant deux affaires particulières qui vont se dérouler lors de cette session et qu'il qualifie de « curieuses ». Il évoque les récusations¹, leur fonctionnement, et connaissant bien les réactions des jurés en la matière, il les anticipe en évoquant les tactiques des avocats qui ne doivent pas être prises comme des atteintes personnelles. Lui-même explique pourquoi il utilise les récusations. Puis il indique l'endroit où chacun sera placé lors de l'audience. Il donne également la marche à suivre lorsqu'on est appelé sans être récusé. Il explique la mise en scène du procès, les rôles de chacun, ce qu'ils représentent, la particularité que constitue l'oralité des débats, quelques règles importantes de procédure. Certaines de ces phrases semblent avoir pour objectif de façonner les esprits :

« C'est une lourde responsabilité que d'être juré, mais c'est votre responsabilité de citoyen votant. »

Il évoque également la marche à suivre, les bonnes attitudes pour être juré : être attentif, prendre des notes, poser des questions par l'intermédiaire du président. Il revient sur son métier, l'attitude qu'il adopte lors des débats, et sur d'autres détails. Il passe en revue toutes les étapes du procès et raconte des anecdotes. Beaucoup écoutent avec attention même si certains semblent trouver le temps long.

Soudain le président réapparaît et annonce la reprise de l'audience pour 11 h 45. Les résultats des demandes de dispenses sont donnés. Elles sont quasiment toutes accordées et pour certains jurés, ce sont des dispenses partielles. L'audience est levée et le président donne rendez-vous aux jurés qui n'ont pas été dispensés à 14 h 30 pour la projection de la vidéo. Son contenu est proche des informations que l'on peut trouver dans le livret distribué le matin même à chaque juré.

¹ « La loi ne s'en remet pas exclusivement et aveuglément au sort pour désigner les jurés de jugement. Elle laisse aux parties en présence, l'accusé et le ministère public, la possibilité, sinon de choisir les jurés, du moins dans une certaine mesure, d'écarter du jury en les « récusant » des personnes qu'elles ont des raisons de présumer défavorable à leur cause. » H. Angevin, *op. cit.*, pp. 97-98.

Les jurés se retrouvent dans la salle d'audience, installés les uns à côté des autres comme lors de la matinée. Le président, qui a ôté sa robe, est debout dans la salle à côté d'un téléviseur, disposé sur une étagère, qui a été installé pour la circonstance. Il explique que la vidéo qui va être projetée dure trente-cinq minutes mais qu'il souhaite la commenter en détail car elle est un support pour discuter de ce qu'ils vont découvrir et vivre à la cour d'assises. Il précise que toutes les questions doivent être posées et que cet après-midi est fait pour cela. On sent sa volonté d'instaurer un climat propice à la discussion et il apparaît aimable et disponible. La première question que pose la vidéo est : « *pourquoi le jury populaire existe-t-il en cour d'assises ?* »

Le discours enregistré dans la vidéo est assez proche de ce qui a été dit le matin par les acteurs professionnels. La responsabilité accordée aux « citoyens-jurés » est définie comme une « expérience humaine riche ». Après un bref rappel historique, il est dit que « la mission du citoyen-juré est d'apporter à l'œuvre de justice une double contribution : tout d'abord comprendre les faits. Or, les circonstances d'un crime sont parfois difficiles à élucider. Puis, comprendre la personnalité de l'accusé. » Il est précisé que pour ces deux missions, « votre connaissance des hommes et des femmes dans leur variété et leur complexité est particulièrement utile ». « Être juré, c'est une responsabilité citoyenne unique et une expérience humaine exceptionnelle ». Suivent à ce moment-là des témoignages d'anciens jurés qui entérinent ce qui a été dit précédemment dans la vidéo. Ces témoignages insistent sur le caractère unique et exceptionnel de leur passage à la cour d'assises et sur les changements profonds que cela induit chez eux. La vidéo se poursuit avec un résumé du parcours de l'accusé, de son arrestation jusqu'à sa comparution devant la cour d'assises. Le président interrompt pour la première fois la vidéo et demande si jusque-là tout est clair. Tous suivent très attentivement et acquiescent à sa demande. Il alterne commentaires d'ordre pratique et point de vue personnel sur ce qui est dit dans la vidéo :

« Rien est neutre à la cour d'assises, c'est un théâtre, tout est très codé, très balisé et si quelqu'un sort des balises, c'est très dangereux. Mais les codes ne sont pas évidents à décrypter. »

Les interventions des jurés amènent le président à répondre à des questions et à faire des remarques portant sur le rôle des assesseurs, la distinction entre l'appel et la cassation, le droit des jurés de poser directement des questions à l'accusé, l'importance de maîtriser ses émotions durant les audiences pour éviter les incidents de procédure, l'importance de la prise de note, l'absolu secret concernant les délibérations.

Le président est spontané dans son discours et dans ses remarques, il emploie même parfois un vocabulaire trivial. Il cherche à créer une relation de complicité avec les jurés. En évoquant le rôle de chacun des acteurs professionnels, il humanise ces figures abstraites que sont l'huissier, le greffier ou encore les assesseurs.

« Notre huissier n'a pas du tout le look que vous voyez dans la vidéo, c'est quelqu'un de très sympa, n'hésitez pas à lui parler, c'est un type qui a de la bouteille et du bon sens. C'est idem pour le greffier. »

Le président tente de familiariser les futurs jurés avec les codes du monde social de la justice, et il les incite à se sentir légitimement du côté des professionnels et non des profanes.

« Vous avez la qualité de juge pour la totalité de la session, vous faites partie de la famille judiciaire pendant trois semaines. »

La vidéo se poursuit en abordant la répartition spatiale des protagonistes dans la salle d'audience ainsi que leur rôle. Par la suite, il est question des récusations et de leur fonctionnement. Il interrompt à nouveau la vidéo et commente immédiatement par ces mots :

« C'est très frustrant ! »

Bien que les récusations n'aient pas un grand impact sur le procès au regard de l'ensemble de la procédure, il sait à quel point elles sont mal vécues par les jurés. Il ajoute :

« Concrètement, les récusations, comment cela se passe ? Quand on est bien avancé, c'est parfois difficile à vivre et quand cela arrive plusieurs fois de suite, certains se demandent s'ils ont une sale gueule. Mais l'expérience nous prouve qu'il y a des récusations classiques : l'employé de banque et de poste lors d'un braquage, traditionnelle récusation des femmes dans les affaires de viol, qui selon moi est une grosse erreur compte tenu de mon expérience car les femmes ne sont pas plus sévères que les hommes, parfois c'est même le contraire. Certains avocats récusent systématiquement le premier juré tiré au sort comme ça les suivants sont encore plus contents de siéger. Les récusations sont parfois difficiles à accepter mais c'est un droit qui appartient à la défense et à l'accusation. Pour l'accusé et son défenseur cela représente une marge de manœuvre qu'il a pour être jugé. C'est un système démocratique, souvent du côté de l'avocat. Il s'agit de rééquilibrer la parité homme femme. »

La vidéo reprend son cours. Elle aborde à présent la formation de jugement, la distinction entre jurés titulaires et jurés suppléants, le serment des jurés contenu dans l'article 304¹ du Code de procédure pénale et les principes de l'oralité des débats et du contradictoire. Le président arrête la vidéo et reprend immédiatement la parole.

¹ « Vous jurez et promettez d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges qui seront portées contre l'accusé, de ne trahir ni les intérêts de l'accusé ni ceux de la société qui l'accuse ; de ne communiquer avec personne jusqu'après notre déclaration ; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection ; de vous décider d'après les charges et les moyens de défense suivant votre intime conviction avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre, et de conserver le secret des délibérations même après la cessation de vos fonctions. », *Code de procédure pénale*.

« Ça c'est très important. C'est le point clef. Pour le délibéré, il n'y aucune pièce écrite du dossier, d'où l'importance des notes que vous prenez. (...) Sur le procès-verbal du procès il y a seulement ce qui se passe sur un plan matériel, c'est-à-dire uniquement le déroulement procédural. »

Il donne de nombreuses précisions et parfois des anecdotes sur le contenu du serment et sur l'importance des principes du contradictoire et de l'oralité des débats dans la pratique. Il est 15 h passées et la vidéo aborde à présent le déroulement de l'audience. Le président interrompt à nouveau l'enregistrement. Il a été dit que le dernier mot revient toujours à l'accusé. Il précise :

« Il s'agit de quelque chose d'extrêmement difficile pour la défense ; car soit il s'excuse, soit il ne dit rien. Il y a généralement un silence de mort, tout le monde a les yeux rivés sur l'accusé, il ne faut pas lui en vouloir, c'est extrêmement difficile. Parfois c'est un vrai moment d'échange avec la victime, certains arrivent à faire passer leurs sentiments, d'autres pas. En général, c'est un moment très intense. »

La vidéo en vient au déroulement du délibéré. Le président anticipe sur la session en se référant aux affaires à venir et à sa manière de poser les questions sur la culpabilité. Il précise qu'il les décompose toujours en trois temps¹, afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté et qu'il n'y ait pas de risques de condamner quelqu'un pour des faits qui n'auraient pas été commis. Le président insiste sur le fait que sans cela le vote ressemble à un chantage intellectuel où l'on demande aux jurés de condamner ou d'acquitter sans chercher à faire un travail précis et sérieux. Un juré interroge le président sur la distinction existant entre délit et crime. Ce dernier formule une réponse engagée dans la mesure où il en profite pour dénoncer l'« abattage » réalisé en correctionnel où il précise qu'on ne prend pas du tout le même temps qu'à la cour d'assises pour juger, il ajoute :

« Vous comprenez pourquoi je suis ici ! »

Mais il nuance ses propos et rappelle qu'il faut tout de même parvenir à juger, quelques soient les conditions. Il explique que la cour d'assises représente environ 1 % des affaires pénales et à ce titre elle est considérée comme une justice de « luxe » puisque qu'on prend le temps nécessaire pour juger à la différence des rythmes frénétiques du tribunal correctionnel où l'on enchaîne plusieurs affaires par audience. Le président fait des remarques qui s'opposent clairement à la politique pénale actuelle qui impose une gestion quasi managériale des tribunaux². Selon lui, il est nécessaire de prendre du temps à la cour d'assises en raison de la présence des jurés.

¹ Dans le cadre d'un meurtre, la première question serait : y a-t-il eu violence sur la victime ? La deuxième question serait : la violence a-t-elle entraîné la mort ? Enfin la troisième serait : y a-t-il eu intention de donner la mort ?

² Concernant cette thématique, se référer aux ouvrages de J. Danet, *op. cit.* ; et A. Vauchez et L. Willemez, *op. cit.*

Avant de rentrer en salle des délibérations, la vidéo rappelle que le président fait lecture aux jurés de l'article 353¹ du Code de procédure pénale. Le président ajoute :

« Cette formule date de 1791, elle n'a pas bougé et elle est totalement valable : chaque mot est pesé, elle est superbe ! C'est toute l'essence de notre boulot qui est là. J'ai les mêmes critères que vous pour juger même si je connais le dossier. Il est important de se rappeler que le doute doit profiter à l'accusé. Vous verrez, au cours des débats, on prend beaucoup de temps pour discuter, car au moment du vote, il faut que tout le monde n'ait plus de question à se poser. »

Le président ajoute qu'il est là pour donner des informations sur l'affaire mais que cela peut être considéré comme de la manipulation. Il estime que le fait d'expliquer la façon dont il travaille et comment il élabore sa propre conviction peut apparaître à certains comme une forme de manipulation mais que c'est aux jurés eux-mêmes de savoir le « remettre à sa place ». Il précise que malgré les informations qu'il peut donner, chacun doit prendre sa décision en son âme et conscience.

La vidéo traite à présent du délibéré. Le président commente amplement les modalités de vote qui mènent à la décision sur la peine. Il interrompt la vidéo pour entamer un discours sur les peines d'emprisonnement et le poids de l'acte de juger. Pour lui, il s'agit du sujet crucial qu'il faut aborder en détail. Il faut qu'il ait au moins sept voix sur une même peine pour que cette dernière soit retenue. S'il y a moins de sept voix, on recommence à voter jusqu'à ce qu'on obtienne ces sept voix. Pour éviter que cela puisse durer trop longtemps, à partir du troisième tour, on interdit de voter la peine la plus haute issue du tour précédent. Le président précise qu'il est contre le vote blanc et qu'il est préférable que chacun assume ses choix. Pour lui, le vote blanc signifie qu'il y a un problème et qu'il faut donc recommencer à discuter. Il précise qu'il n'y a pas de questions bêtes, car il s'agit de la vie d'un homme et il y a aussi les victimes qui attendent le verdict. La décision ne doit pas être prise n'importe comment. Il est ensuite précisé dans la vidéo qu'une fois l'audience pénale achevée, lui succède l'audience civile qui a lieu sans les jurés. Sur la question des dommages et intérêts, le président précise que les victimes sont généralement extrêmement dignes et ont du mal à accepter de l'argent en compensation. Il poursuit son discours en rappelant que le but du procès n'est pas d'apporter une réparation à la victime, mais bien plutôt de condamner l'accusé. Pour lui, cela signifie que

¹ « La loi ne demande pas compte aux juges des moyens par lesquels ils se sont convaincus, elle ne leur prescrit pas de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve : elle leur prescrit de s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement et de chercher, dans la sincérité de leur conscience, quelle impression ont faite, sur leur raison, les preuves rapportées contre l'accusé, et les moyens de sa défense. La loi ne leur fait que cette seule question, qui renferme toute la mesure de leurs devoirs : avez-vous une intime conviction ? », *Code de procédure pénale*.

si l'on peut aider les victimes c'est un plus, mais ce n'est en aucun cas l'objectif premier. Il ajoute :

« Le prononcé du verdict, c'est un moment dont j'ai horreur. Il y a souvent un silence très lourd, l'accusé ne bouge pas, parfois il y a des réactions des familles dans la salle. Il faut que vous ne laissiez rien paraître, c'est la règle du jeu. Cela fait partie de notre déontologie de ne pas exprimer d'opinion. »

Le dernier point traité dans la vidéo est la question de l'incarcération et de l'exécution de la peine. Le président s'arrête sur la question de l'aménagement des peines. Il précise bien que par définition un détenu ne purge jamais la totalité de la peine pour laquelle il a été condamné. D'après lui, ceci est lié au fonctionnement même du système carcéral qui veut que les surveillants ne sont pas armés et les détenus jouent le jeu : en se comportant bien ils savent qu'ils auront droit à une remise de peine. En pratique, un an de peine de prison devient neuf mois pour quelqu'un qui ne pose pas de problème de comportement, ce qui signifie que quatre ans d'emprisonnement se transforment en réalité en trois années. Il précise que c'est le juge de l'application des peines qui décide d'accorder ou non ces remises de peine et que c'est un magistrat qui a la même légitimité que les juges de la cour d'assises. Le président rappelle que les prisons françaises ne sont pas inhumaines mais ne sont pas non plus des lieux très agréables. Il ajoute qu'en plus de ces remises de peines automatiques pour qui se comporte bien, il existe des remises de peines exceptionnelles quand un prisonnier donne des gages exceptionnels de réinsertion et cela peut aller jusqu'à un ou deux mois par an. Il explique également aux jurés que des permissions de sorties sont accordées aux détenus quelques mois avant le terme de leur peine. C'est un moyen de faciliter la réinsertion et de préparer la sortie finale. À ce sujet, le président affirme qu'il est normal qu'on pense à « l'après » pour les détenus et que ce n'est absolument pas facile pour eux. Puis il ajoute :

« Je vous dis tout ça pour que vous n'en teniez pas compte lorsque vous choisirez la peine. Même s'il existe des réductions de peines, ce n'est pas à vous d'effectuer des calculs. Je vous en parle pour que vous sachiez comment cela fonctionne mais je vous conjure de ne pas rentrer dans ces calculs lors du vote sur la peine. »

La vidéo se clôt comme elle a débuté avec des extraits d'entretiens d'anciens jurés. Il se dégage de ces extraits deux idées principales : d'une part que l'expérience de juré est exceptionnelle et très enrichissante sur un plan personnel, d'autre part, qu'elle permet aux individus de mieux comprendre la justice et de se familiariser avec cette dernière. Le président reprend la parole et termine par les mots suivants :

« Il faut encore que je vous dise une chose, qui va vous surprendre sans doute mais je le dis avec sincérité. Quand on ressort de là, on n'est plus comme avant. C'est valable pour nous aussi et puis quand on reprend le boulot on a du mal à se remettre dans le bain, on vit hors du temps pendant trois semaines. On a comme un temps de « dépression », on est en apesanteur. Ça passe mais si cela vous arrive ne vous inquiétez pas, c'est normal. »

Il aborde encore deux questions : celle des pressions pendant les affaires et celle des représailles de la part des accusés. Selon lui, il n'y a aucun risque et cela ne se produit jamais. Sur ces paroles, la journée s'achève et le président donne rendez-vous aux jurés dès le lendemain matin pour la première affaire.

Ce qu'en pensent les acteurs

D'une observation à l'autre, nous avons pu constater des réactions proches de la part de jurés. La matinée est toujours marquée par une certaine appréhension générale, doublée d'un intérêt quasi exclusif pour les questions d'ordres pratique et matériel. Le président, qui doit absolument obtenir un nombre minimum de vingt jurés en première instance et de vingt-trois jurés en appel, use d'arguments tels que le devoir civique ou encore la nécessité d'obtenir une représentation la plus large possible de la société qui permet de sensibiliser les jurés sur l'importance de leur mission. Par la suite, et avec la constitution d'un groupe réduit aux individus qui formeront le quorum, le président exclut les personnes qui seraient vraiment opposées à une participation aux jurys ou les fauteurs de trouble. L'après-midi constitue à chaque reprise un moment intense d'échanges sur les enjeux et thématiques principales que soulèvent le procès en cour d'assises, l'acte de juger en général et le rôle de juré.

En résumé, cette journée apparaît décisive dans l'expérience des jurés. Il s'agit du premier contact avec l'institution et ses acteurs, mais c'est également un moment important car de nombreuses informations et réponses aux questions des futurs jurés vont être données. Ces informations sont d'autant plus importantes que la première affaire commence dès le lendemain. La vidéo constitue un prétexte à la mise en place d'une formation au rôle de juré et l'impact positif de cette démarche se retrouve tant dans le discours des magistrats que des jurés. Il y a une volonté manifeste de la part du président de transformer cette journée d'accueil en une journée de formation où une présentation pédagogique de la cour d'assises et de la fonction de juré permet par la suite un meilleur déroulement des audiences et des délibérés.

Concernant le contenu de la vidéo élaborée par le ministère de la Justice, on remarque que l'accent est mis sur les dimensions humaine et citoyenne de la fonction de juré. C'est entre ces deux pôles que le discours institutionnel oscille et que le président oriente son discours. On remarque une réflexion aboutie de la part de l'institution qui sait user d'un registre « sensible » afin de créer chez les jurés une attention particulière à ce qu'ils retireront personnellement de cette expérience. Au lieu de présenter uniquement cette tâche comme un devoir citoyen, l'institution récupère le discours individuel sur la fonction de juré. Les deux versants de l'expérience sont mis en avant, mais le fait de présenter des témoignages d'anciens jurés en début en fin de vidéo, montre bien en quoi l'aspect individuel semble primer. De plus, le contenu du fascicule distribué aux jurés lors de cette journée témoigne de la volonté de transparence dans l'information donnée de la part du ministère de la Justice. On dénombre cinq questions auxquelles il est apporté une réponse : « qui peut être juré ? », « comment être juré ? », « comment se déroulent les débats ? », « comment se déroulent les délibérations ? » et « comment se déroule le vote ? ».

Ce premier contact avec la salle d'audience, les rituels, les costumes et le langage est pour beaucoup de jurés le moment de la découverte, de la prise de conscience de l'expérience qu'ils vont vivre. Cette journée suscite des réactions très positives et ce premier contact est perçu comme bénéfique. Pour Léopold, cette demi-journée de formation :

« C'est le plus important, c'est vraiment le moment où on réalise ce qui va arriver. Ce qui est intéressant, c'est que je trouvais bien de me trouver dans la situation réelle. On nous a fait rentrer comme les jurés, comme ça se passe habituellement dans la salle. La présidente est rentrée, il n'y avait pas les avocats parce qu'ils n'étaient pas encore là, mais on a fait comme si c'était le procès. Donc on est rentré, on s'est installé, toutes les personnalités étaient à leur place et donc on nous a expliqué comment ça fonctionnait. On a eu une petite vidéo. Et on nous a demandé de nous avancer à la barre si on avait quelque chose à dire, et si on ne voulait pas participer de nous expliquer. C'était pas mal, assez rigolo en même temps. Après, ils délibèrent, la présidente et les deux assesseurs, ils délibèrent sur les cas posés, s'ils sont valables ou pas. »

« C'était super car quand tu arrives, tu ne connais rien, tu ne sais rien et on te donne toutes les informations ! » (Florence)

« C'était bien. Ça met dans l'ambiance, ça explique un peu les choses. Je me souviens que j'avais trouvé ça bien sur le moment. Le président rassure beaucoup les gens, il avait un très bon contact, très sympathique. On a été bien accueilli, tout était fait pour que ça se passe bien. » (Isabelle)

« Déjà c'est le lieu... rentrer dans ce lieu interdit. On sent qu'on rentre dans un truc vraiment exceptionnel. Donc en fait, on sent qu'on commence un truc exceptionnel ; après il y a la personnalité du président qui joue quand même beaucoup... Et puis la curiosité qui est quand même piquée. Mais c'est vrai que ce n'est pas une matinée qui est particulièrement sympa. C'est long... Et puis il y avait cette dame qui voulait absolument être dispensée qui était assez infernale. Euh, ce n'était pas une femme qui était méchante ni rien mais qui rajoutait du stress au stress de chacun, et c'est vrai que ce n'était pas super... Et puis... et puis l'après-midi j'étais dedans à 100 %. Être dans la salle, la salle d'audience, vraiment on bascule. » (Nelly)

« C'est particulier, on a vraiment l'impression d'entrer dans un autre monde. » (Michel)

Mais sans pour autant les informer de tous les événements à venir et les honorer de la présence de tous les *acteurs* sur la *scène*, on choisit de les introduire dans ce nouveau *monde social* à l'aide d'une répétition générale. On cherche à atténuer, par les événements et le contenu de cette matinée, ce qui aura lieu dès le lendemain. Les professionnels de la justice cherchent, dès ces premiers instants, à introduire les futurs jurés dans une situation où ils seraient des acteurs semi *initiés* et semi *profanes* à la fois. C'est dans cette même perspective que les magistrats se présentent aux jurés tantôt avec leur robe, tantôt sans. Il y a alternance entre les moments du rituel et d'autres moments, que l'on peut qualifier de « moments profanes », où l'on quitte le rituel et sa dramaturgie. Ce sont eux qui disposent du droit de *définir la situation*. Il leur est autorisé de connaître l'*acteur* (ou le *personnage*) d'un côté, et l'individu (ou la *personne*) de l'autre. Cette *arène* est définie à la fois par un espace mais essentiellement par les limites « d'une communication efficace »¹.

En Italie

Déroulement et interactions

L'accueil des jurés est fixé à 9 h 30 ce 26 mars 2007. Les jurés sont généralement accueillis dans la salle qui est disponible ce jour-là. Ils s'installent sur les bancs du public en attendant l'arrivée du magistrat chargé de les recevoir. Ces premiers moments d'attente sont toujours semblables : le silence est vite remplacé par les premiers échanges qui s'étendent à une grande partie des personnes présentes.

¹ A. Strauss, *op. cit.*, p.269.

On dénombre une cinquantaine de personnes dans la salle. La majorité des personnes présentes ont entre quarante et cinquante ans. La greffière de la première cour d'assises entre dans la salle d'audience et s'installe à l'une des places normalement réservée aux jurés, juste à la gauche de la place du président.

C'est avec quelques minutes de retard, vers 9 h 40, que le président de la cour d'assises, vêtu de sa robe, arrive dans la salle d'audience. Il s'installe à la place qui est la sienne, au centre du bureau des juges, place qu'il occupera lors de chaque audience. Il pose immédiatement une première question qui s'adresse à l'ensemble de la salle :

— Pourquoi êtes-vous présents aujourd'hui ? Le savez-vous ?

Plusieurs voix s'élèvent de la salle :

— Non !

Le président répond immédiatement :

— Pour être juré populaire pour les mois d'avril, mai et juin 2007.

Ce dernier poursuit son discours en expliquant que la loi prévoit que la composition de la cour d'assises soit faite de deux magistrats et de six jurés populaires pour les procès fixés du 1^{er} avril au 30 juin 2007. Il précise que l'office de juré est une obligation légale, au même titre que le service militaire bien qu'il soit possible d'obtenir des dispenses qu'il donne lui-même au cas par cas. Il ajoute que c'est sur la base d'un tirage au sort qui a été effectué au préalable que les listes ont été constituées. Il ajoute qu'il va maintenant appeler chacun d'entre eux pour vérifier les identités et les convocations. Il précise qu'il faut environ un total de dix à douze jurés maximum entre les jurés titulaires et les jurés suppléants pour l'ensemble de la session, c'est-à-dire pour six procès. Il s'empresse d'ajouter qu'il est probable que certains procès se poursuivent durant et après l'été à raison de deux audiences par semaine.

Après ces quelques commentaires, de nombreux visages s'obscurcissent à l'idée de devoir être présents à la cour d'assises même durant l'été. Face à ces réactions, le président précise immédiatement :

« Il n'y a pas d'audience du 22 juillet au 15 septembre. Le matin, les audiences commencent à 9 h 30 et finissent généralement autour de 14 h, mais ce n'est jamais certain. Je crois vous avoir à peu près tout dit. Vous verrez, il y a des procès très intéressants, des homicides et un procès pour « réduction en esclavage », cela vous intéressera sur le plan juridique et humain. À présent, je commence à faire l'appel. »

À l'appel de son nom, une femme se lève et s'approche du président. Ce dernier lui lance avec un sourire furtif :

— Contente ?

— Pas vraiment...

Le président poursuit l'appel. Les jurés numéro 2 et 3 sont absents, la greffière dit à haute voix :

— Le juré numéro 2 est à l'étranger pour une période prolongée, le juré numéro 3 ne réside plus dans le département.

À l'appel du juré numéro 4, le président demande à la femme qui se présente à lui quelle est sa profession et si elle habite à Milan. Cette dernière lui répond qu'elle souhaiterait demander une dispense car elle souffre de crises d'angoisses et de dépression. Soudain, un juré interpelle le président et lui pose la question suivante :

— Comment faisons-nous pour le travail ?

— Vous êtes rétribué et vous aurez un justificatif. Je signe tous les documents nécessaires. Votre employeur ne peut pas s'opposer à votre venue à la cour d'assises, c'est comme le service militaire.

— Mais cela peut continuer après ce trimestre ?

— Oui, c'est très probable...

Pendant ce temps, des retardataires entrent encore dans la salle. Le président donne à cette femme un formulaire à remplir et ajoute :

« Je n'ai pas dit que j'accepterai votre demande de dispense, simplement je vais l'examiner. »

Toujours devant le bureau, debout, la femme ayant demandé la dispense insiste sur la question de la durée de la session et demande si on ne peut pas le savoir précisément. Le président ne lui répond pas et elle retourne à sa place. Il poursuit l'appel. Certaines personnes sont absentes. Le juré numéro 5 demande lui aussi un formulaire pour une demande de dispense. Enfin, le juré numéro 6 se présente et dit au président :

« Je suis absolument d'accord pour participer. »

Le président voit bien qu'à part ce dernier individu, il y a une grande hésitation des uns et des autres, et il insiste à plusieurs reprises, voyant bien que pour la majorité des personnes qui demande une dispense il n'y a pas de réel empêchement. Le juré numéro 7 dit que cela lui convient bien, il évoque un peu d'angoisse à l'idée de participer. Le président insiste et ce dernier accepte. Les numéros 8 et 9 ont envoyé des certificats médicaux. Le numéro 10 est absent. Le numéro suivant évoque des difficultés professionnelles auxquelles le président répond qu'il est possible de trouver des solutions, notamment en le nommant juré suppléant. Le président continue l'appel. Peu sont ceux qui acceptent sans compromis. Face aux obligations professionnelles, le président alterne une attitude tolérante – notamment dans le cas de cette femme qui lui explique qu'elle doit commencer une nouvelle activité professionnelle en avril et ne peut donc pas être régulièrement absente – à une certaine fermeté face à ceux dont il pense

qu'ils pourraient faire un effort. Cependant, au fil des personnes, on sent également une certaine exaspération monter en lui. Certaines personnes tentent d'obtenir une dispense en argumentant sur la thématique récurrente de l'anxiété, de l'angoisse, qui est en fin de compte peu crédible. D'autres n'ont pas d'excuse valable et se présentent devant le président en disant simplement qu'ils ne souhaiteraient pas participer. Dans ces cas-là, le président fait preuve d'humour et joue de sa position d'autorité pour lancer avec un grand sourire aux lèvres :

« Vous verrez, cela vous plaira ! »

À plusieurs reprises le président et la greffière s'envoient des sourires complices en réaction aux différentes excuses qui leur sont soumises. On perçoit une connivence forte entre le président et sa greffière. Ils ont tous les deux une longue expérience au sein de la cour d'assises et connaissent bien les stratégies que les futurs jurés tentent d'adopter afin d'échapper à cette obligation contraignante. À la fin de l'appel, le président me dira en aparté que selon lui « ils disent beaucoup de bêtises pour ne pas participer ».

Les motifs de dispense invoqués touchent essentiellement aux répercussions sur l'activité professionnelle et sur la rémunération. Le nombre d'absents sur le total des cinquante personnes convoquées est d'une dizaine. Une dizaine ont envoyé des certificats médicaux sans se présenter.

Parallèlement et au fur et à mesure que l'appel se poursuit, un brouhaha montant vient remplacer le silence des premiers instants. Si seules quelques personnes avaient osé jusque-là prendre la parole, la venue des informations principales ainsi que le passage devant le président alimentent les sujets de discussion. Une fois l'appel terminé, le président annonce :

« Nous partons délibérer en chambre du conseil. »

Pendant ce temps, la greffière va chercher un représentant du ministère public dont la présence est nécessaire pour que les jurés puissent prêter serment.

Lors du retour du président dans la salle, le silence s'installe. Cependant, on constate que l'ambiance est plus détendue, on entend quelques rires épars, et les visages semblent plus sereins. Le président reprend la parole :

« Je vais à présent vous donner la liste des jurés qui vont assurer des fonctions de jugement pour la prochaine session, toutes les autres personnes peuvent s'en aller. Je vais donner quinze noms mais vous ne serez pas tous appelés à siéger. »

Seules quinze personnes restent dans la salle : six sont jurés titulaires et neuf sont jurés suppléants. Pendant ce temps, les autres s'en vont et certaines personnes s'avancent en

direction du président et de la greffière afin de demander des justificatifs d'absence à présenter à leur employeur pour la journée d'aujourd'hui. Le président précise à l'attention de ceux qui ont été appelés :

« Maintenant vous devez lire la formule du serment, debout en levant la main droite. »

La greffière distribue le texte du serment que chacun lit en silence. Pendant ce temps, le président, le ministère public et la greffière discutent d'affaires en cours, affaires qui n'ont aucun lien avec celles que les jurés de la prochaine session auront à juger. On sent dès à présent un certain détachement de la part des acteurs professionnels à l'égard des jurés. En effet, on remarque un certain empressement de la part du président et de la greffière pour clore cette révision de la liste de session.

Quelques instants plus tard, le président appelle les jurés un par un afin de prêter serment. En décalage avec les instants précédents, une soudaine solennité s'empare de la salle d'audience. Debout, dans le silence, chaque juré lit à l'appel de son nom le serment de prise de fonctions. Puis chacun signe en bas de la page qui leur a été distribuée, dans l'espace réservé à cet effet, et rend le document à la greffière (voir annexe 3 Italie). À la fin du serment, le président reprend la parole.

« Je vais maintenant vous communiquer quelques informations. »

Le ministère public, qui ne s'est pas présenté aux jurés, a enfilé sa robe et signe toutes les prestations de serment. Le président fait de même. Il remercie le ministère public qui quitte la salle d'audience. À ce moment-là, cette dernière lance à la salle :

« Au revoir et bon travail. »

Le président reprend la parole :

« Je vous convoque tous le 11 avril. C'est un procès très intéressant. Puis nous fixerons les autres dates des audiences de mai et juin. Pour le mois d'avril il n'y en aura pas d'autres, mais pour le mois de mai, rien n'est sûr. Pour le mois de juillet je n'ai pas encore d'informations mais par la suite nous déciderons ensemble car vous être juges comme moi ! Après je vous donnerai des formulaires où il est indiqué les consignes à respecter en tant que jurés, comme ne pas faire de signe, ne pas mâcher de chewing-gums... Quoiqu'il en soit, on se voit le 11 avril pour un beau procès ! »

La révision de la liste de session se clôt sur ces paroles. Moins de deux heures se sont écoulées. Les jurés qui ont prêté serment ainsi que le président et la greffière quittent la salle.

Ce qu'en pensent les acteurs

Pour les jurés italiens, l'arrivée à la cour d'assises semble se dérouler dans des conditions plus abruptes que pour leurs homologues français. Par rapport à ce que nous avons pu observer en France, la révision de la liste de session est moins organisée par l'institution judiciaire. C'est en fonction du magistrat qui la dirige que l'ambiance sera plus ou moins formelle et son contenu plus moins informatif à l'égard des jurés. Il n'existe pas de support fourni par le ministère de la Justice, que ce soit sous forme de vidéo ou de dépliant papier, à fournir aux futurs jurés. Il revient aux magistrats l'entière responsabilité de donner des informations, de formuler des recommandations et de rassurer les jurés sur leur futur rôle. Le déroulement des autres révisions de la liste du jury de session auxquelles nous avons pu assister était semblable, seule la tonalité et l'ambiance change en fonction du magistrat qui la réalise. Du côté des jurés, on remarque toujours la même « angoisse » des débuts, faite d'incertitude et de crainte, fortement marquée par l'absence de connaissance du fonctionnement de la justice criminelle ainsi que du jury populaire.

« Lorsque l'on arrive à la cour d'assises le premier jour, on est complètement perdu. Je parle pour moi mais cela est valable pour toutes les personnes qui étaient présentes ce jour-là. Je me souviens que lorsqu'on attendait dans le couloir, devant la salle d'audience, des personnes racontaient les difficultés qu'elles avaient rencontrées pour pouvoir se libérer au travail, d'autres craignaient que cela dure toute la journée... Mais personne ne semblait vraiment savoir comment cela allait se dérouler. » (Marco)

« Le premier jour, ce sont les premières minutes qui sont interminables. Et puis on se rend bien compte que très peu de personnes ont envie de participer et sont contentes d'être là. On s'imagine beaucoup de choses sur le fonctionnement de la justice, la cour d'assises... Finalement, de voir que les autres sont dans la même situation que nous... c'est un peu rassurant. » (Matteo)

Lors d'une de nos observations d'une révision de la liste de session du jury à la cour d'assises d'appel, le président s'est présenté sans s'excuser avec environ vingt minutes de retard en laissant les jurés attendre dans le couloir sans aucune information. Une telle attitude témoigne d'un certain rapport de pouvoir des professionnels à l'égard des profanes. Cette impression s'est révélée d'autant plus forte que la position hiérarchique des magistrats était élevée. Pour reprendre l'analyse d'Everett C. Hughes, les professions établies disposent d'une « licence », c'est-à-dire de la possibilité d'imposer aux profanes qu'ils côtoient une série d'attitudes – et de vérités – que leur profession leur autorise à adopter – et à imposer. Il est

communément toléré, et c'est un fait que nous avons observé dans la pratique, qu'un magistrat haut placé dans la hiérarchie traite sans grand ménagement les futurs jurés.

Cette première journée est finalement l'occasion d'une première prise de contact avec le monde social de la justice et constitue un moment de découverte d'une autre nature que la révision de la liste du jury de session telle qu'elle se déroule en France. La dimension formatrice en est absente et l'objectif de cette demi-journée d'accueil est essentiellement pratique puisqu'il s'agit de composer le jury populaire de la session en sélectionnant uniquement les individus qui semblent aptes et volontaires. Pour les jurés, le bilan de cette première journée n'est pas aussi enthousiaste que pour les jurés français, même si cette première prise de contact est considérée comme bénéfique et nécessaire.

« Une fois que la matinée est terminée, on se trouve dans de meilleures conditions que lors de notre arrivée. On a répondu à nos questions, on a rencontré les magistrats, on est déjà plus rassuré et on a déjà suffisamment d'informations pour pouvoir patienter jusqu'aux premières audiences. » (Laura)

« On parvient à avoir les idées claires sur ce qui va se passer par la suite. Mais cela reste une idée parce que ce n'est que lorsque l'on débute vraiment les procès que l'on comprend vraiment ce qu'on nous demande de juger et de quoi sont faits les procès. » (Oreste)

Pour les magistrats, cette journée est envisagée comme une étape nécessaire au bon déroulement de la future session qui permet de constituer le jury populaire. D'après les mots du président de la cour d'assises de Milan :

« Il est important de ne pas s'encombrer des personnes qui ne veulent absolument pas participer. C'est vrai qu'être juré est une charge obligatoire mais entre ceux qui ne se présentent même pas, ceux qui envoient un certificat médical pour dépression et ceux qui s'inventent des obligations auxquelles ils ne peuvent renoncer, il n'est pas toujours dans notre intérêt de trop insister. Ce qui compte vraiment pour nous c'est que nous parvenions à obtenir le nombre nécessaire de jurés pour la session et que ces personnes soient volontaires et qu'elles soient présentes tout au long de la session. »

Or la temporalité du nouveau procès pénal italien influe directement sur la nécessité d'une présence prolongée des jurés aux audiences. Ils doivent se rendre disponibles plusieurs jours par mois, sans savoir longtemps à l'avance quelles seront les dates des audiences. Cette situation peut se prolonger plus d'une année. Il est aisément imaginable que cela représente une contrainte importante tant sur le plan professionnel que personnel. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'un certain nombre d'individus ne se présentent pas et envoient directement un

certificat médical. En demandant des telles disponibilités aux jurés, on comprend également la difficulté des magistrats qui doivent parvenir à convaincre des individus d'accepter de participer et de « jouer le jeu ». Dans ces conditions, il est certain que la place du jury populaire est mise à mal dans la mesure où il a été réalisé un bouleversement complet de la temporalité du procès sans tenir compte de la place réservée aux jurés et des conséquences matérielles qui en découlent pour les individus appelés à siéger.

2 - L'audience criminelle

La description du « monde social » de la justice que nous avons réalisée dans les pages précédentes nous a permis d'avoir un aperçu des caractéristiques de chacune des audiences criminelles. À présent, notre objectif est de rendre compte de la dynamique de ces audiences et de leur dimension sensible. Le théâtre du procès doit être considéré comme un « monde social » fait de riches interactions permettant l'échange d'idées et de points de vue qui donne corps à une justice faite de tensions, de contradictions mais également d'humanité et de moments qui touchent aux méandres de la condition humaine et de ses contradictions.

Après les moments de découverte et de familiarisation, les jurés observent les interactions se jouant sur la *scène*, et développent un regard critique à l'égard de ce qu'ils observent. Au fil des affaires, ils sont en mesure de distinguer les dynamiques interactionnelles ainsi que le poids du rituel judiciaire et de la mise en scène sur le contenu des débats. Ils évoquent également l'immersion singulière qui les projette au cœur d'une expérience qui, dès les premiers jours, se présente comme totalisante.

Le point de vue des jurés nous guidera dans l'étude de l'audience criminelle en France et en Italie. Seul leur regard est en mesure de nous apporter les éléments nécessaires à la compréhension de leur expérience. Puis nous aborderons la question des relations et interactions se déroulant entre jurés et magistrats durant l'audience.

En France

L'audience et ses acteurs

Les débats s'organisent autour de l'étude de la personnalité de l'accusé et des faits. Le président décide de la chronologie des développements pour imposer un fil conducteur et une tonalité à l'audience. Il organise au préalable, dans l'ordre qui lui semble le plus judicieux, les interrogatoires, les auditions d'experts, les dépositions des témoins et les interventions des parties civiles. Selon l'article 310 du Code de procédure pénale, les débats contradictoires devant la cour d'assises suivent une programmation annoncée qui a pour objectif la manifestation de la vérité. Toutefois, cette planification reste suffisamment souple pour laisser place à des imprévus tels que le retard d'un témoin, une déposition plus longue que prévu, des révélations inattendues. Le législateur a donc donné au président un pouvoir réel sur le rythme et le déroulement de l'audience.

Comme nous l'avons déjà énoncé précédemment, l'audience criminelle française se caractérise par l'oralité des débats et le principe du contradictoire. L'étude du rituel judiciaire nous a permis d'en distinguer les caractéristiques symboliques. Il nous faut à présent resituer l'audience criminelle dans ce qu'elle a de pratique et de vivant à travers le regard des jurés, et interroger ces derniers sur leur perception du rituel judiciaire, de la théâtralité du procès ainsi que sur la façon dont ils vivent l'audience.

Quel est le regard des jurés sur le rituel judiciaire et la théâtralité de l'audience criminelle ? La singularité de l'audience française est liée aux caractéristiques que lui confèrent le rituel judiciaire et la mise en scène, l'orchestration minutieuse organisée par le président. L'observateur d'une audience criminelle est en mesure d'évoquer sa fluidité, sa facilité de compréhension ainsi que la force des émotions et le drame qui se déroule sur quelques jours d'audience. C'est en ce sens que l'audience peut apparaître « fascinante » et « captivante ».

La force du rituel est généralement une des premières remarques qui se dégage des entretiens avec les jurés. Le jeu théâtral, la mise en scène, les robes sont le plus souvent, une fois l'effet de surprise dissipé, bien acceptés et même considérés comme ayant une importance et une influence sur le déroulement du procès. Ils sont souvent perçus comme des moyens d'encadrer le drame de la cour d'assises, d'éviter les débordements passionnels et émotionnels qui caractérisent les audiences criminelles.

« La mise en scène est utile. Au départ c'est risible, mais petit à petit on fait avec et on se dit que c'est même nécessaire. Déjà qu'on voit des personnes mentir dans ces conditions, alors sans cérémonial, qu'est-ce que ce serait ? Tout est pensé, tout est bien équilibré, tout le monde a droit à la parole. » (Céline)

« La première chose que l'on remarque c'est l'ordre qui règne dans la salle d'audience. Chacun a une place attribuée et se doit de la respecter. On ne peut pas imaginer qu'un avocat ou que l'accusé ne respectent pas la place qui est la sienne. J'étais impressionné. Je trouve que tout le monde était bien à sa place et que tout était organisé pour donner l'impression que la justice est digne de respect. » (François)

« On sent que c'est solennel, ça a toujours été comme ça, ça doit rester comme ça, et il faut bien montrer que c'est quelque chose de solennel. Je crois que les accusés doivent le ressentir. Le côté solennel joue aussi peut-être pour éviter les esclandres. » (Michel)

« Il y a un côté incontestablement « pièce de théâtre » dans ce lieu, et qu'on le veuille ou non, ça ne laisse pas indifférent. Le cadre est ce qu'il est : beau, imposant... cela fait penser à la tragédie antique où tout est extrêmement ritualisé. » (Maurice)

« Au début on voit toute cette mise en scène, tous ces costumes, c'est un peu surprenant. Et puis au fil des audiences on comprend mieux l'utilité de tout ça. Les robes donnent de la solennité au procès et rappellent que c'est une chose sérieuse. » (Josiane)

« Le rituel judiciaire donne de l'authenticité au procès. Je trouve cela solennel et c'est bien car cela ne donne pas envie de passer de l'autre côté. Cela devrait être obligatoire d'aller suivre un procès en cour d'assises. » (Backhram)

Comment est vécue l'audience par les jurés ? Pour les jurés français, elle est avant tout vécue comme une plongée dans une histoire, l'histoire de l'accusé et des faits qu'il a commis. L'audience devient pour les jurés un monde clos où seul l'instant présent compte. L'immersion totale, inévitable compte tenu de la durée des journées d'audience et de leur continuité d'un jour à l'autre, a une forte influence sur les premières impressions des jurés. L'audience se présente comme une narration très dense qui a pour but de fournir un « tableau » exhaustif de la vie de l'accusé, faisant référence à son enfance, sa scolarité et son passé dans tout ce qu'il peut avoir d'intéressant pour la compréhension de l'acte commis. Quant à l'étude des faits, il s'agit d'un moment plus technique et requérant une écoute plus minutieuse qui nécessite souvent de prendre des notes qui seront utiles par la suite, lors des délibérations. Si l'étude de la personnalité nous introduit dans les méandres de la vie de l'accusé, l'étude des faits

représente le moment clef durant lequel les parties vont s'affronter violemment défendant des thèses opposées. L'interrogatoire de l'accusé sur le déroulement des faits est le plus souvent un moment où la tension est forte puisqu'il s'agit de faire éclater la « vérité judiciaire ». Il n'est d'ailleurs pas rare d'assister à des affaires où l'accusation et la défense s'opposent farouchement sur des questions relatives à l'existence d'un lien de causalité entre les actes commis par l'accusé et le dommage subi par la victime.

« C'est une parenthèse très courte, très dense, extrêmement dense, les journées sont longues... L'histoire d'un être et tout ce qui précède, c'est quand même passionnant de voir comment les gens en arrivent là. » (Maurice)

« On raconte et on rabâche et tu t'endors avec le visage des gens et tu te réveilles avec le visage des gens, soit les visages des coupables, soit les visages des victimes... Mais tu as vraiment une vie et une histoire qui te hantent complètement du matin au soir. Annie disait qu'elle avait l'impression d'être dans une bulle, et c'est quelque chose comme ça. Tu es en dehors du temps et de l'espace, tu es dans un drame sans être vraiment dedans... C'est assez étonnant. » (Florence)

« On se retrouve immergé dans un drame, dans des drames. On oublie le monde extérieur et on ne pense plus qu'à cela. C'est une expérience très étrange tellement on est plongé dedans. » (Philippe)

« Les audiences sont longues, souvent très intéressantes, mais le rythme est soutenu et cela demande beaucoup d'attention car il ne faut rien perdre de ce qui va se dire. On entend des histoires terribles, des parcours de vie qui ont souvent mal tourné, des histoires banales de grande misère sociale. Ce n'est pas toujours facile de se plonger dans ce qu'on va vous coller sous le nez pendant plusieurs jours, c'est parfois tellement loin de votre vie quotidienne. » (Serge)

Le rôle d'observateurs passifs et silencieux des jurés leur permet de nous livrer leur vision des événements se déroulant sur la *scène*. La notion de *rôle* est utile « pour désigner une aptitude ou une fonction »¹. Tout acteur du procès endosse un *rôle* qui lui est attribué le temps de l'audience criminelle et qu'il quitte en même temps que la *scène* du procès. Ce rôle que les jurés adoptent après avoir prêté serment au début de chaque audience leur permet de franchir le seuil symbolique que représente la *cancellà* et de gravir les marches qui vont les mener à l'estrade réservée aux membres de la cour. C'est le moment de « la montée vers la cour » qui transforme, en l'espace de quelques instants, les citoyens en citoyens-juges.

« Lorsque que l'on est tiré au sort, que l'on passe de l'autre côté, il y a un vrai changement par rapport à être installé sur les bancs du public. Physiquement on se retrouve au-dessus, on voit bien l'accusé, on voit l'ensemble des intervenants, on voit la table où sont déposées les pièces à

¹ E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, p. 137.

conviction, on entend les témoins, tous les gens qui passent à la barre. On les entend bien et puis ils s'adressent à nous, ils ne s'adressent pas au public et c'est important. » (Stéphane)

« Lorsque mon nom a été tiré au sort et que je me suis levé en direction de l'estrade, je n'ai pas vraiment réalisé ce qui m'arrivait. En l'espace d'un instant on se retrouve dans une position complètement différente de celle qu'on avait quelques minutes auparavant. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la salle d'audience pour prendre toute la mesure de ce qu'il vous arrive. Je crois que je ne m'étais jamais trouvé dans une situation comme ça... J'ai vraiment le souvenir d'une très forte émotion, très très forte. » (Paul)

Quelle est la perception qu'ont les jurés des rapports entre les professionnels lors des audiences ? Tous les jurés ont conscience d'être entraînés dans un monde où la mise en scène n'a d'autre but que celui de la recherche de la vérité judiciaire, auquel l'ensemble des *interactants* participent activement. La formation d'*équipes*, au sens où Erving Goffman les définit, permet de distinguer deux groupes d'acteurs dans le procès : les acteurs principaux et les acteurs secondaires.

Bien que défendant des intérêts et des positions différents au sein d'un même procès, le greffier, l'huissier, les avocats, l'avocat général et la Cour (le président et les deux assesseurs) forment un groupe. Plus précisément, l'on pourrait distinguer plusieurs *équipes* se formant à partir de ce groupe d'acteurs. Par *équipe de représentation* ou *équipe*, il faut entendre « tout ensemble de personnes coopérant à la mise en scène d'une routine particulière. »¹. La notion d'*équipe* nous permet d'envisager les interactions sur le plan de la coopération, sans changer le cadre de référence fondamental qui repose sur la représentation individuelle. L'analyse des *équipes* donne une dimension supplémentaire de la réalité qu'on ne peut pas exclure pour comprendre bon nombre d'interactions. Comme le précise Erving Goffman, « l'équipe et la représentation d'équipe constituent la meilleure référence de base, lorsqu'on s'attache particulièrement à l'étude de la maîtrise des impressions, à celle des événements imprévus qui se produisent pendant le développement d'une impression, et à celles des techniques permettant de remédier à ces accidents »². Au sein de la pièce ritualisée et théâtralisée qui se joue lors du procès, les signes de coopération entre ces acteurs sont pour partie explicites et pour partie implicites. Ces signes n'échappent pas aux jurés qui deviennent de fins observateurs des interactions se jouant lors de l'audience.

« Non, au départ, je ne voyais pas la complicité entre les professionnels, mais en regardant bien, c'est lors du dernier procès : il y avait une très très forte tension. Je pense que les avocats, le

¹ E. Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, tome 1, p. 81.

² E. Goffman, *ibid.*, pp. 81-82.

président et l'avocat général ont senti qu'il ne fallait pas en rajouter. Ce n'était pas dit mais tous essayaient de faire en sorte que ça se passe le mieux possible. » (Michel)

« Bien qu'ils ne sont parfois pas d'accord sur les questions qui touchent au procès, on remarque souvent qu'il y a un lien qui unit les magistrats, l'avocat général et les avocats. Ils se connaissent bien et ils se respectent, c'est ce qu'on comprend lorsqu'on a l'occasion de parler avec eux. Après tout, ils ont peut-être parfois fait la fac ensemble et cela n'est pas choquant de penser qu'ils peuvent se serrer les coudes dans le procès même s'ils ont des rôles et des responsabilités différentes. » (Bernadette)

Les jurés parviennent à développer un discours critique à l'égard des pratiques et de l'attitude des acteurs durant les audiences. Certains vont même jusqu'à émettre des jugements de valeur, preuve qu'ils sont capables d'évaluer une « bonne » plaidoirie d'une « mauvaise », et qu'ils ont bien assimilé les subtilités du jeu théâtral que nous avons décrit précédemment. Ceci prouve que, suite à la découverte du « monde social » de la justice, ils parviennent à acquérir une certaine acuité du regard et une certaine connaissance de la pratique de la cour d'assises. Les jurés détiennent la faculté de comprendre et d'interpréter la réalité sociale dans laquelle ils se trouvent immergés et à laquelle ils participent. Il s'agit ici de rompre avec les analyses qui considèrent le jury populaire comme un agrégat d'individus manipulés et subordonnés à la seule parole des magistrats. La réalité est bien plus complexe : les jurés, bien qu'indéniablement profanes à leur arrivée à la cour d'assises, vont, au fil de leur expérience, développer un regard qui les place dans une situation intermédiaire, ni tout à fait profanes, ni tout à fait professionnels, mais assurément lucide, critique et éclairé.

« Lors de l'audience, tous mettent en œuvre des stratégies afin de convaincre les jurés et de nous faire basculer d'un côté ou de l'autre. Ils savent jouer sur les mots, maîtrisent à la perfection la langue et ils ont généralement bien préparé le choix des témoins et savent présenter les éléments qui leur conviennent dans les expertises. Les choses ne sont jamais dites de façon objective car chacun poursuit son intérêt. Il faut toujours tenir compte de cela. » (Backhram)

On peut distinguer deux groupes d'acteurs selon le point de vue des jurés. Nous considérons comme faisant partie des acteurs principaux les magistrats, les avocats, l'avocat général, l'accusé et la victime ou ses proches. Cependant les rapports entre jurés et magistrats feront l'objet d'un développement indépendant dans les pages qui suivront. Au fil des entretiens, les jurés évoquent les rôles de chacun en les replaçant dans le contexte de chaque procès. Il est important de rappeler qu'en France, nous avons effectué une partie des entretiens avec des jurés dont il nous a été possible d'assister à l'intégralité des affaires auxquelles ils ont

participé, et nous avons effectué d'autres entretiens avec des jurés dont l'expérience plus ancienne ne nous a pas permis d'assister à l'observation des audiences auxquelles ils se réfèrent.

Après les magistrats, les avocats sont les acteurs professionnels qui suscitent le plus de réactions et de commentaires, tant positifs que négatifs, de la part des jurés. Notons que les avocats de la défense sont beaucoup plus présents dans leur esprit que les avocats de la partie civile qui sont généralement plus discrets et ont un rôle secondaire. Tantôt ils sont admirés parce que perçus comme de grands orateurs et d'excellents acteurs, tantôt ils sont fortement raillés, attaqués ou considérés comme médiocres.

« De temps en temps les avocats en rajoutent un petit peu. Mais je me demande si ce n'est pas leur rôle dans la mesure où c'est tellement solennel, s'il ne faut pas continuer à faire ce jeu-là. »
(Michel)

« Globalement je les ai trouvés brillants, que ce soit les avocats de la défense, les avocats généraux... Je pense que cela fait partie du jeu, je le voyais bien comme ça, il y avait plein de finesse. On sentait le côté théâtral dans certaines circonstances mais je n'ai pas trouvé ça gênant. Plus les audiences passent et plus on apprécie d'assister à différents styles de plaidoiries, aux différents styles des orateurs. » (Estelle)

Beaucoup de jurés le rappellent bien, c'est au fil des audiences et donc à force de voir des avocats, qu'ils se rendent compte à quel point ces derniers personnifient l'essence du jeu et de la mise en scène dans le procès. Quelques soient les considérations portées à leur égard, on sent une certaine crainte de la part des jurés face aux avocats. Ils savent que lors des plaidoiries finales, les avocats cherchent à les convaincre par tous les moyens. Les jurés éprouvent le plus souvent de la méfiance à l'égard des ces acteurs. Ils tentent de garder une juste distance face à leur raisonnement et à la force de persuasion qui s'en dégage. Le rapport de force entre l'accusation et les avocats de la défense peut parfois se répercuter sur l'opinion que les jurés ont d'eux.

« Le but du jeu de l'avocat de la défense, c'est de vous faire plier. Il vous parle en vous regardant droit dans les yeux, c'est son boulot. Moi je trouve qu'ils le font très bien, ils jouent bien leur rôle. »
(François)

« Les avocats, il y en a qui jouaient sur la petite bête, sur des petits détails. Là, j'avoue que je craignais. Au premier procès, l'avocat montrait du doigt, il regardait bien les jurés. » (Michel)

« C'est un drôle de boulot que ce boulot d'avocat. Ils jouent vraiment un rôle. Que ce soit l'avocat de la défense ou celui de la partie civile, on voit qu'ils ont tous tendance à vouloir accentuer la réalité des faits et les traits de caractère de l'accusé, qui dans un sens positif, qui dans un sens négatif. D'un procès à l'autre, on remarque juste qu'il y a des avocats très bons, brillants, et d'autres qui sont beaucoup moins à l'aise, peut-être aussi moins expérimentés. » (Philippe)

L'avocat général, à la différence des avocats, est une figure rassurante. Magistrat, bien qu'accusateur public, sa parole est perçue comme plus « honnête » face aux discours considérés comme peu objectifs des avocats. L'avocat général bénéficie d'une certaine aura puisque sa crédibilité et sa probité sont moins contestables. Il est considéré comme un acteur important de *la mise en scène*, souvent perçu, de par son *rôle*, comme le pendant des avocats de la défense. En fonction des personnalités et des affaires, l'avocat général « joue » tout autant que l'avocat de la défense, et contribue aux joutes oratoires et aux jeux de manches si caractéristiques du procès criminel. Il représente donc une figure importante pour l'ensemble des jurés puisque c'est lui qui, à travers ses réquisitions, donne le premier repère sur la culpabilité de l'accusé et s'il y a lieu, sur la peine.

« L'avocat général situe bien, il vous donne une fourchette. On attend avec impatience les réquisitions de l'avocat général pour avoir le premier point de vue d'un magistrat. » (Jacqueline)

« J'ai beaucoup aimé l'avocat général R. Il était très professionnel, très juste, très paternaliste. C'était quelqu'un de très bien. Il était très humain parce qu'il s'est vraiment placé des deux côtés. Il a vraiment tenu son rôle dans le procès, il était pleinement dans son rôle. » (Backhram)

Quant aux regards portés sur l'accusé et sur les victimes, ils sont très variés. Cependant, tous les discours convergent pour affirmer l'importance de la place de ces acteurs dans le déroulement de l'audience. Les parcours de vie de chacun et la dimension humaine qui s'en dégage ont un poids non négligeable sur les esprits des jurés et sur la construction de leur intime conviction. Ce qui se dégage de la parole des jurés français, c'est avant tout l'importance du contexte, de la tonalité générale du procès et de son impact sur la perception des figures profanes que sont l'accusé et la victime. L'ambiance, qui rendra une situation plus tragique que comique, ou l'inverse, dépend généralement de leur comportement. La personnalité de l'un ou l'autre, la présence ou l'absence de la victime, son comportement ou celui de sa famille, sont déterminants dans la définition de la tonalité du procès. Il est possible qu'une affaire de meurtre perde en intensité aux yeux des jurés quand personne ne s'est constitué partie civile car la victime était une personne « marginale » et isolée ou encore

lorsque l'accusé adopte un comportement qui le rend peu crédible ou réalise de fausses déclarations. Les jurés insistent tout d'abord sur la dignité de comportement des uns et des autres, leur capacité à contrôler leurs émotions, ou parfois au contraire à les exprimer.

« L'accusé, sa dignité... Il y a des moments il prenait vraiment sur lui. Il se tenait très droit... On sentait qu'il faisait un effort de dignité, pas forcément toujours convaincant. C'est-à-dire que c'est vrai qu'à certains moments il était maladroit et puis on sentait que sa nature un peu rustre, un peu violente reprenait le dessus assez facilement. Quand il s'énervait... quand il pleurait on ne savait jamais s'il pleurait sur sa femme, sur ce qu'il avait fait ou sur lui, là maintenant dans la situation présente. C'est pour ça que je n'étais pas très émue... parce que je n'identifiais pas bien ses larmes... Et ses larmes on ne savait pas si c'était la tension présente, si c'était ce qui l'attendait, si c'était ses enfants... si vraiment il aimait sa femme et qu'elle lui manquait... » (Nelly)

« D'un procès à l'autre les victimes ont des attitudes différentes. Je me souviens de ses enfants qui étaient là, assis au premier rang, je ne sais pas s'ils comprenaient ce qu'ils faisaient là... Ils étaient silencieux et ils écoutaient sagement. C'était terrible de les voir devant nous avec le récit des faits dans les oreilles. Dans d'autres affaires, lorsque des proches de la victime passaient à la barre, on savait que cela serait toujours un moment d'intenses émotions. Mais à chaque fois, j'étais impressionné de la retenue, de la justesse des mots et surtout de la tonalité des émotions. La souffrance était là, bien présente mais elle ne semblait pas disproportionnée. » (Marie)

Un sentiment de gêne peut parfois être décrit et certains jurés rappellent avoir cherché à éviter de regarder avec insistance la victime et l'accusé. Ils préfèrent rester en surplomb, ne pas ajouter un poids supplémentaire, de par leurs regards, à celui que le rituel judiciaire et ses acteurs leur assènent déjà. Lors d'une affaire de meurtre, le rapport aux victimes se résume à la présence des proches, tandis que lors des affaires de mœurs, les victimes sont présentes et les deux parties au procès sont plus que jamais amenées à se confronter. C'est dans le second type d'affaire que le regard porté sur les victimes semble le plus difficile pour les jurés. Michel qui n'a assisté qu'à des affaires de ce type, voit ainsi les choses sous un angle bien particulier et il conçoit surtout la nécessité des procès dans un rapport aux victimes :

« J'ai découvert que le procès c'était contre l'accusé mais d'abord pour la victime. Malgré tout, il faut faire un procès, parce que pour les trois procès de viols, j'ai trop vu de victimes en face de moi. De voir les gens pleurer, avec des yeux... Quand ils ne pleuraient pas, ils jetaient un coup d'œil à l'accusé. Je n'avais jamais vu ça. Comme si on voyait des couteaux dans les yeux. C'était impressionnant. On voyait comment la jeune fille se contenait. Son petit copain la retenait. Là j'avoue que c'était vraiment dur. » (Michel)

D'une manière générale, c'est surtout la compassion qui est évoquée dans le regard que les jurés portent sur les victimes, l'intensité de la souffrance est parfois extrêmement

marquante. Mais la distinction accusé-victime n'est pas toujours aussi évidente qu'il y paraît. Selon le contexte et le contenu des affaires auxquelles les jurés participent, les accusés peuvent être perçus à leur tour comme des victimes, dans la mesure où ils sont au centre du procès et sont malmenés par le rituel judiciaire. De plus, la mise à nue de leur vie personnelle au travers de l'enquête de personnalité constitue un élément supplémentaire allant dans cette direction. Parfois les rôles sont même inversés dans les esprits, et l'accusé compte tenu de sa place sur la scène du procès, semble être considéré comme victime du rituel.

« Je n'aurais pas aimé être à sa place (Patrick Dils), en tant qu'accusé, moi, en tant que personne, avec mon vécu, parce que je serais accusé. J'aurais certainement toutes les tares de la terre parce que ce n'est pas possible de ne pas avoir une tare. Et encore, c'est une chance car la psychologue n'a rien trouvé à Dils. Moi j'en aurais dix fois plus que lui, sincèrement. J'ai trouvé ça terrible, perverti à force de décortiquer. » (Léopold)

« Quand tu es accusé, il y a des gens qui te montrent du doigt, qui te reprochent des choses très précises, et bon... Je ne voudrais pas être accusé. On se rend compte des choses qui pourraient être très gênantes si un jour on était accusé. » (Martin)

« C'est important, les expressions physiques, les émotions... J'ai été étonnée de voir que dans le cas de M. il n'y avait rien qui transparaissait. Elle ne laissait rien voir de ses émotions et on ne parvenait pas à savoir ce qu'elle pensait vraiment. En tant qu'accusée je pense que ce qu'elle faisait ne jouait pas en sa faveur, elle était renfermée sur elle-même. Elle faisait de la peine car elle semblait complètement démunie, mais en même temps elle avait une attitude qui témoignait du fait qu'elle n'avait pas l'air de réaliser la gravité des accusations (meurtre) » (Estelle)

« La place de l'accusé doit être très difficile. Malgré tout ce qu'on lui reproche et que bien souvent il a commis, on se dit quand même que cela ne doit pas être facile de se retrouver là, coincé entre deux policiers, avec toute l'attention rivée sur vous. En plus on ressent souvent de la maladresse de la part de l'accusé car certains essaient de s'appliquer et de répondre du mieux qu'ils peuvent aux questions posées par le président mais souvent ils n'y parviennent pas. » (Serge)

Certains jurés insistent également sur le côté sordide et sur la misère sociale qui entourent la majorité des affaires et qui caractérisent, par conséquent, le contexte dans lequel évoluent accusé et victime. Dès lors, le monde social qui est décrit durant le procès apparaît le plus souvent comme très éloigné de celui des jurés et empêche toute forme d'identification possible.

« Tu vois, moi c'est ça par rapport aux accusés... Alors est-ce que quand on est à un autre niveau socio-économique ça se joue dans d'autres endroits, ou ça se joue à l'amiable ou ça se règle de façon autre ? Moi ce qui m'a impressionnée c'est la misère humaine dans laquelle ils évoluaient,

vraiment... Toute la journée on dit on ne peut pas tout expliquer par la misère, mais une misère pareille ; c'est quand même « chronique d'un drame annoncé », quand t'entends l'histoire des gens, t'as quelque part « chronique d'un drame annoncé »... D'une façon ou d'une autre... » (Florence)

« Je vais être très froide et très distante... : pour moi cette femme c'est une affaire. Son corps meurtri et son cœur meurtri aussi... C'est rien, enfin je veux dire c'est une femme à laquelle je ne peux pas m'identifier : on n'a pas le même âge, on n'a pas la même culture, on n'a pas la même vie... Je ne me suis pas identifiée à elle. » (Nelly)

D'autres jurés ont des avis divergents et découvrent qu'accusé et victime sont des personnes comme les autres. Si une identification est alors possible, elle se fait non en référence au contexte socio-économique décrit dans l'affaire mais plutôt en lien avec les caractéristiques personnelles propres à leur biographie, c'est-à-dire sociales, personnelles, professionnelles... En fonction de leur situation personnelle et familiale, les jurés sont plus ou moins touchés par la victime ou l'accusé d'une affaire.

« Je pensais à ma fille. Malgré tout, on s'identifie. » (Jacqueline)

« Lorsque la mère parlait de sa fille qui avait été assassinée, j'avais une boule dans la gorge. On est toujours tenté de s'identifier, que ce soit par rapport à l'accusé ou aux personnes qui ont perdu quelqu'un. On s'identifie et ça, c'est difficile. » (Léopold)

« Cet enfant avait exactement les mêmes lunettes que mon fils et quand j'ai entendu sa date de naissance et qu'il était lui aussi né un 25 avril, j'en avais froid dans le dos. Le soir en rentrant à la maison, lorsque j'ai raconté cette coïncidence à mon mari, j'en avais les larmes aux yeux, c'était plus fort que moi. Durant toute l'affaire, j'ai gardé cela à l'esprit, cette identification à la date de naissance de mon fils. » (Annie)

Accusé et victime se révèlent être plus que les autres, les acteurs principaux du procès. Ils se présentent sans costumes, sans rôle particulier à jouer, si ce n'est celui de convaincre, les uns de la véracité de leur souffrance et de l'injustice subie, les autres de l'authenticité de leur parole, parfois de leur innocence, d'autres fois encore de leur responsabilité relative dans les faits incriminés. Si les regards que les jurés développent face aux acteurs professionnels est sans impact direct sur la décision finale, il n'en va pas de même concernant l'accusé et la victime.

C'est donc dans un va-et-vient continu entre les figures de l'accusé et de la victime que les jurés perçoivent bien les dilemmes éthiques et la difficulté qui se posent à eux à travers la nécessité finale d'émettre un jugement. Le rôle déterminant de ces deux groupes d'acteurs

conditionne plus largement l'ambiance générale du procès, immédiatement palpable en salle d'audience.

Quant aux témoins et aux différents experts, nous les considérons comme des acteurs secondaires. Comme indiqué dans les articles 550 et suivants du Code de procédure pénale, chaque partie au procès peut citer par huissier de justice les personnes qu'elle désire faire entendre en qualité de témoins durant les débats.

Selon les affaires et le nombre d'accusés impliqués, les témoins peuvent être plus ou moins nombreux. Il n'est pas rare que des demi-journées et même des journées entières d'audience soient consacrées à l'audition des témoins. Que ce soit pour l'étude de la personnalité de l'accusé ou celle des faits qui lui sont reprochés, les témoins apportent généralement un point de vue extérieur aux débats permettant d'obtenir des informations supplémentaires dans le processus de recherche de la vérité. Le président procède à leur interrogatoire ayant à disposition le contenu de leur déposition réalisée lors de l'enquête devant le juge d'instruction. Les témoins prêtent serment et ont l'obligation de dire la vérité. Malgré cela, il n'est pas rare de constater que certaines personnes appelées à la barre ne respectent pas cette obligation. Il arrive également que certains témoins ne se rappellent plus des déclarations qu'ils ont rendues devant le juge d'instruction. Cela aboutit le plus souvent à des interactions embarrassantes où le président cherche à raviver la mémoire de la personne qu'il a devant lui sans que celle-ci y parvienne toujours.

Lors des entretiens, les jurés rappellent souvent les incidents qui se sont produits lors des audiences avec différents témoins. Les témoignages n'apportent pas toujours les informations escomptées et un sentiment de frustration est décrit lorsque les témoins ne sont pas en mesure de répondre avec précisions aux questions qu'on leur pose. Certains jurés insistent sur le peu de légitimité de la parole de témoins qui rapportent des informations peu utiles. Les témoins ne sont pas toujours reconnus comme des acteurs « utiles » par les jurés. Soit parce qu'ils semblent ne pas avoir conscience de leur *rôle*, et apportent aux débats des éléments souvent considérés comme sans intérêt, soit parce qu'il semblerait qu'ils ne jouent pas tous le jeu, et malgré leur prestation de serment, ils mentent impunément.

« Lors du deuxième procès, je ne suis pas le seul à l'avoir vu, les témoins, ils ont dit la vérité mais il manquait un petit quelque chose. Ils ont tous caché un petit quelque chose. Je crois que là aussi c'est le jeu de la justice : essayer de faire ressortir la vérité. » (Michel)

« La longueur des témoignages n'apportait parfois pas grand-chose. On pouvait même se demander pourquoi certains d'entre eux avaient été convoqués, sans parler de ceux qui ne se souvenaient plus de rien... D'ailleurs cela agaçait le président, on le sentait au ton de sa voix. » (Annie)

Quant aux experts, ils sont considérés comme des spécialistes, c'est-à-dire comme ayant des compétences professionnelles leur permettant « de procéder à des opérations et examens d'ordre technique et d'en interpréter les résultats »¹. C'est l'article 168 du Code de procédure pénale qui spécifie les modalités de l'intervention des experts et les formes dans lesquelles sont reçues leurs déclarations à l'audience. Le serment qu'ils prêtent ainsi que leur audition sont différents de ceux des témoins ordinaires.

La place des experts au sein du procès criminel est devenue une thématique très discutée dans la mesure où la voix des techniciens a pris de l'importance dans la prise de décision finale. Le rôle des experts et le contenu des expertises psychiatriques, psychologiques, médico-légales ou balistiques divisent les jurés. Le contenu de l'affaire rend également plus ou moins pertinentes les informations que ces acteurs versent aux débats. Les expertises psychiatriques sont généralement directement attachées à la question de l'irresponsabilité pénale de l'accusé, réglée par l'article 349-1 du code pénal. Le risque qui se pose est alors de faire reposer le fondement de la décision finale sur le contenu d'une ou plusieurs expertises. Par exemple, il est souvent demandé au médecin légiste de répondre si la blessure causée par l'accusé a entraîné la mort de la victime ou encore au psychiatre si les traits de personnalité de l'accusé peuvent expliquer son comportement lors du passage à l'acte. Il y a une indéniable tendance à chercher dans les expertises scientifiques des réponses simples et claires alors qu'une évaluation complexe de la réalité s'avère être la seule façon de s'approcher d'une décision juste.

Pour une partie des jurés, les experts sont perçus comme utiles car ils donnent des informations pour comprendre la personnalité de l'accusé et pour ensuite comprendre les actes qu'il a commis et qui lui sont reprochés. Pour l'autre partie des jurés, leur intervention est considérée comme controversée parfois même inutile, et ce, pour différentes raisons. La technicité des termes employés par les experts qui explique l'attitude méfiante de bon nombre des jurés à l'égard des résultats des expertises. Lorsque sont réalisées des expertises contradictoires, le plus souvent concernant la personnalité de l'accusé, il est parfois possible de douter de leur validité et de leur crédibilité car on relève des contradictions sur certains points.

« Dans plusieurs affaires, nous nous sommes retrouvés suspendus aux déclarations des experts car leurs rapports d'expertises semblaient pouvoir nous donner la réponse à des questions cruciales pour

¹ H. Angevin, *op. cit.*, p. 274.

l'issue du procès. C'est vrai que la parole d'un psychiatre ou d'un psychologue pèse différemment que celle des autres témoins. » (Jacqueline)

Relations et interactions entre jurés et magistrats

Quelle est la nature et le contenu des relations et interactions durant le déroulement des audiences criminelles ?

L'expérience des jurés à la cour d'assises est très fortement conditionnée par les relations et interactions qui vont se dérouler dans les coulisses de la salle d'audience. Le président et ses deux assesseurs dirigent, coordonnent et organisent la dynamique du groupe. Ensemble, les magistrats vont donner un visage humain à l'institution judiciaire. Il faut distinguer le président de ses deux assesseurs, qui ensemble constituent la Cour au sens de l'article 240 du Code de procédure pénale. La Cour proprement dite dispose de prérogatives particulières dont ne dispose pas seul le président, ni la Cour associée au jury populaire, telles que la révision de la liste de révision du jury de session, les décisions relatives à tout acte contentieux durant le déroulement de l'audience, ou encore d'autres mesures relatives à des incidents d'audience¹.

Selon le Code de procédure pénale, le président détient des pouvoirs associés à la Cour mais détient également des pouvoirs propres qui font de lui la figure centrale de l'audience tant du point de vue de la direction pratique des débats que de celui de l'autorité formelle dont il dispose au titre du Code de procédure pénale. En effet, selon l'article 309 du Code de procédure pénale, le président a « la police de l'audience et la direction des débats » afin que la discussion contradictoire puisse avoir lieu dans des conditions propices à la poursuite de la vérité judiciaire. De plus, il détient des pouvoirs discrétionnaires que l'article 310 du Code de procédure pénale attribue à « toutes mesures qu'il croit utiles pour découvrir la vérité ». L'interprétation de la cour de cassation est large et considère que les pouvoirs discrétionnaires du président sont donc très étendus et lui permettent d'ordonner les mesures les plus diverses en fonction des besoins qui apparaissent lors de l'audience. Mais la loi pose des limites à ce pouvoir discrétionnaire et le Code de procédure pénale en organise les modalités d'usage².

¹ Pour une liste exhaustive des prérogatives de la Cour, se référer au tableau sur les compétences respectives du président, de la Cour seule, et de la Cour et du jury réunis dans l'ouvrage d'Henri Angevin, *ibid.*, pp. 62-63.

² Pour plus de précisions, se référer à H. Angevin, *ibid.*, pp. 31-42.

De manière plus informelle, le président travaille également à la mise en confiance des jurés et à ce qu'ils bénéficient des informations dont ils ont besoin afin de mener à bien leur rôle de juge. Soit le président donne lui-même ces informations, soit ce sont les assesseurs qui réalisent ce travail. Le Code de procédure pénale ne donne aucune directive ou information concernant les relations entre magistrats et jurés. Le président représente une des figures centrales du procès mais également du groupe puisque, au-delà des réels pouvoirs que lui confère le Code de procédure pénale, il dispose d'un savoir-faire et d'une expérience qui le rendent particulièrement important dans les interactions avec les jurés.

Quant aux assesseurs, ils sont au nombre de deux. Selon l'article 249 du Code de procédure pénale, ce sont des magistrats qui sont soit des conseillers de la cour d'appel, soit des présidents, vice-présidents ou juges du tribunal de grande instance du lieu de la tenue des assises. En tant que magistrats professionnels, les assesseurs doivent remplir un certain nombre de critères pour pouvoir remplir cette fonction¹. Les assesseurs secondent le président, mais comme les jurés, ces derniers n'ont pas connaissance du dossier d'instruction ni avant, ni pendant le procès. À la différence du président, ce ne sont jamais les mêmes magistrats d'une session à l'autre. Il s'agit pour eux d'une activité supplémentaire et qu'ils ne poursuivent pas à plein temps. Pour le président de la cour d'assises du Rhône, les assesseurs ont un vrai rôle d'observateurs que le président n'a pas le temps de mener.

« Les assesseurs voient plus. Comme j'ai longtemps été assesseur je peux vous en parler. Le président n'a pas beaucoup de temps. J'envoie les assesseurs au travail pour aller discuter avec les jurés quand on a des suspensions un peu longues pour ne pas les laisser seuls sans informations. »
(président S.)

Les jurés décrivent généralement de bons rapports avec les assesseurs. Ils se côtoient le temps d'une affaire et établissent une relation plus ponctuelle qu'avec le président.

« Généralement les assesseurs étaient très sympas. Ils nous ont appris des choses. Moi, à chaque fois j'ai appris des choses sur la façon dont se déroule un procès, pourquoi une affaire se passe en correctionnelle plutôt qu'en assises... Pourquoi ils étaient choisis eux... Pourquoi il y avait des jurés... Sur les récusations aussi. Il y avait plein de choses à prendre. Ils discutaient beaucoup pendant les pauses, il y avait certains jurés qui restaient avec eux. » (Stéphanie)

« Les assesseurs étaient très bien, j'ai eu un très bon contact avec eux. Ils étaient là pour répondre à nos questions. Ils étaient très simples, ils parlaient avec nous très simplement, sans nous prendre de haut. » (Céline)

¹ H. Angevin, *op. cit.*, pp. 46-52.

De plus, il semblerait qu'un lien de proximité soit parfois plus facile à créer avec les assesseurs qu'avec le président, ces derniers étant dans une situation « intermédiaire », magistrats, il ont une expérience du jugement et sont professionnels, mais ils sont dans la même posture que les jurés pour juger les affaires en cours.

« Parmi tous les assesseurs que nous avons côtoyés, ils étaient généralement disponibles et un lien de confiance s'instaurait avec eux. Il faut dire qu'ils venaient déjeuner avec nous le midi et ils se mélangeaient vraiment au groupe. C'était pas pareil, pas comme le président qui avait toujours plein de choses à faire... » (Jacqueline)

« Si les assesseurs sont des magistrats, ils ont un rôle qui n'est pas comme celui du président. La cour d'assises ce n'est pas leur quotidien et bien qu'ils soient des juges professionnels, on sent qu'ils sont un peu plus proches de nous. Ils nous aident à comprendre bien des choses et en même temps on partage avec eux nos doutes, nos questions... » (Paul)

Lors des entretiens, la question des relations avec les magistrats est centrale. Le président représente incontestablement le pivot, le leader du groupe. Son rôle est fondamental dans l'image que les jurés auront de leur expérience.

Il nous faut distinguer deux niveaux d'analyse dans la nature des relations entre jurés et magistrats. Le premier niveau d'analyse englobe des interactions à caractère formel, qui témoigne de la relation de travail qui lie jurés et magistrats. C'est essentiellement le contenu juridique des audiences et les questions qui en découlent qui sont au cœur de ces interactions de type « pédagogique ». Le second niveau d'analyse correspond à des interactions plus informelles, marquées par le développement de relations à caractère amical qui visent essentiellement à établir confiance et proximité entre les jurés et les magistrats et qui se traduit par des interactions de type « psychologique ». On remarque que le soutien apporté par les magistrats aux jurés, se révèle fondamental dans le bon déroulement de leur parcours de juge, dans leur « métamorphose » de juré.

En pratique, ces deux niveaux d'analyse se combinent et leur articulation suit logiquement l'évolution de la session et donc du temps passé ensemble. Au fil des audiences et des affaires, les relations « pédagogiques » qui étaient dominantes se font plus rares et plus subtiles, quant aux relations « psychologiques » (de soutien), elles deviennent plus ciblées et plus adaptées aux types d'affaires à juger ainsi qu'aux jurés à qui elles s'adressent.

Les jurés développent un regard critique sur le président et les assesseurs tout en établissant une distinction claire entre eux. D'une part ils admirent leur compétence, tant

professionnelle qu'humaine, d'autre part, ils leur témoignent une grande reconnaissance relative au soutien et à l'encouragement moral et psychologique qu'ils leur apportent. Si la majorité des jurés que nous avons rencontrés ont fait part d'un jugement positif à l'égard des magistrats, quelques-uns, toutefois, ont émis des critiques négatives, bien souvent fondées sur les caractéristiques de la personnalité du président qu'ils ont rencontré, ou encore relatives au rythme que ce dernier a pu donner à l'audience criminelle.

La relation de travail apparaît comme la plus évidente car dès les premières audiences, les interactions se déroulant entre jurés et magistrats ont pour objectif de parvenir à prendre une décision finale et donc de développer des « compétences de juge ». Pour les magistrats, il s'agit de guider et d'expliquer aux jurés la nature de leur rôle ainsi que les tâches qui leur sont imparties. N'oublions pas qu'une coopération active des jurés est indispensable durant toute l'audience et encore plus lors des délibérations. Les magistrats en ont bien conscience. La thématique centrale des interactions est alors focalisée sur les modalités pratiques de « l'acte de juger » et sur les conséquences sur les votes sur la culpabilité et sur la peine. Dès la révision de la liste de session, les magistrats donnent des informations et des conseils concernant le fonctionnement des procès, les règles de procédure et leur expérience du jugement. Selon le président S., les premières informations que les jurés assimilent lors de la projection de la vidéo l'après-midi de la révision de la liste du jury de session sont déjà très utiles et permettent de gagner du temps sur les explications qu'il devra leur fournir par la suite, lors des audiences. Pour les magistrats, il est fondamental que les jurés intègrent le plus de connaissances possibles en matières pénale et juridique afin que la prise de décision finale se déroule dans de bonnes conditions et qu'il soit possible aux jurés de participer activement en comprenant bien qu'elles sont leurs marges d'action et les conséquences de leurs choix. D'ailleurs, lors des entretiens, les jurés mettent en avant cette dimension pédagogique qu'ils entretiennent avec les magistrats. La découverte et l'apprentissage du droit pénal, de la procédure pénale ainsi que la possibilité de partager le quotidien des magistrats, suscite beaucoup d'intérêt.

« C'est un moment idéal pour apprendre un tas de choses sur la justice, le droit et tout ce qui va avec. On baigne dans une ambiance qui nous donne vraiment envie d'apprendre, tout est tellement nouveau... » (Martin)

« Pour moi tout était absolument neuf, je ne connaissais rien, mais alors rien du tout à la cour d'assises et même au droit en général. On se retrouve immergé dans un monde passionnant parce que c'est vraiment prenant et j'étais même étonnée... C'était vraiment intéressant et les magistrats se prêtaient bien au jeu. » (Colette)

La relation « pédagogique » qui en découle se fonde sur un rapport lié à la diffusion d'une connaissance et d'un savoir, suite à la découverte du « monde social » de la justice. La curiosité des jurés et l'intérêt qu'ils peuvent porter à la compréhension du fonctionnement de la cour d'assises et du procès pénal sont contentés par les magistrats qui, en plus de leur *rôle*, s'acquittent généralement avec plaisir de cette tâche. Les magistrats valorisent les compétences des jurés à travers une coopération accrue avec ces derniers. Cette idée d'une transmission d'un savoir entre magistrats et jurés participe activement au développement de la relation de « don » et de « contre-don » entre les acteurs. Les jurés deviennent toujours plus attentifs et intéressés une fois les premières craintes et incertitudes dissipées.

« D'une manière générale, ils sont très curieux. Ils ont envie de voir. Ils prennent en général le bon côté de la chose. On arrive à les convaincre qu'effectivement c'est intéressant. Et ceux qui sont réticents, très vite, ils se prennent au jeu. Ils se passionnent, je n'en connais pas qui vive cela de façon indifférente ! » (président S.)

Ainsi au sein du *cadre primaire* formé par le procès, la relation « pédagogique » constitue une autre réalité sociale qui rentre dans la catégorie des *modalisations*. Il s'agit d'un *processus de transcription* ou « un ensemble de conventions par lequel une activité donnée, déjà pourvue d'un sens par l'application d'un cadre primaire, se transforme en une autre activité qui prend la première pour modèle mais que les participants considèrent comme sensiblement différente »¹.

« J'avoue que je me suis presque régalé à leur poser des questions, à les écouter parler. On était en plein dans l'histoire de la justice et de discuter sur des problèmes techniques, ça change de notre routine de travail. C'était passionnant. » (Michel)

La relation « psychologique », de soutien, qui se noue entre les magistrats et les jurés a des répercussions qui favorisent le développement d'interactions à caractère amical. Les jurés évoquent la vive reconnaissance qu'ils portent à l'égard des magistrats qui savent trouver les mots justes pour les encadrer, les rassurer et les guider. Être mis en confiance, être rassuré et soutenu psychologiquement a, à leurs yeux, une très grande importance. Corrélativement, la disponibilité, l'écoute et l'attention apparaissent pour les jurés comme des marques d'estime et de respect de leur fonction. Ne pas laisser les jurés dans l'ignorance de ce qui va se dérouler, de ce qu'ils vont vivre et voir. Les regards admiratifs le sont essentiellement pour deux motifs : la grande humanité dont font preuve les magistrats ainsi que leur professionnalisme. C'est justement la combinaison de ces deux compétences qui vaut aux magistrats une grande admiration de la part des jurés.

¹ E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, p. 52.

« Le président était tellement humain que cela nous a facilité la tâche. Sa personnalité a beaucoup joué dans notre expérience. On parlait beaucoup avec le président, on lui posait des questions. Les magistrats étaient à l'écoute, ils étaient disponibles. » (Marie)

« Je me souviens surtout de la présidente parce que, vraiment, elle était spécialement sympathique. Elle s'occupait bien de nous, elle nous demandait comment ça allait, si cela ne nous empêchait pas de dormir la nuit, des choses comme ça... On se sentait très à l'aise avec elle. » (Isabelle)

« La présidente était quelqu'un de très très bien. Je pense que c'est une personne exceptionnelle. Elle était très humaine et je pense qu'elle a su aimer les jurés, les aider psychologiquement. Elle nous a énormément aidés. Nous étions un groupe très soudé, très lié. Pour toutes les affaires, madame V. nous expliquait le déroulement du procès. Quelquefois, quand on avait besoin d'un éclaircissement sur un point précis de la procédure, elle prenait le temps de nous l'expliquer, elle sortait même des documents du dossier pour nous les montrer. Elle l'a fait à plusieurs reprises. Elle nous aidait. Personne ne pouvait être dans l'ignorance. » (Isabelle)

« Le président, c'était quelqu'un de très carré, très droit, très agréable. Il en impose, il s'oblige à garder une certaine distance avec les jurés. Il ne laisse rien transparaître, il ne nous juge pas. Mais il était très disponible, pas du tout manipulateur. C'est une personne vraiment exemplaire, il avait une capacité d'écoute... » (Céline)

« Vous savez, avec le président, c'était comme quand vous avez un bon prof. Vous vous attachez, vous travaillez bien pour lui faire plaisir. Ça faisait un peu cette sensation-là. Il n'y a jamais eu de sa part la seule hésitation pour répondre à quelque chose. Il était tellement ouvert. Bien sûr, il y avait sa supériorité et son savoir. Il avait beaucoup d'humanité. Il aimait ce qu'il faisait, il aimait les gens. » (Jacqueline)

L'admiration et l'estime débouchent sur une relation empreinte de respect créant les conditions idéales pour instaurer un rapport amical entre jurés et magistrats, où l'idée d'une hiérarchie entre les uns et les autres s'efface. Cette relation amicale se fonde essentiellement sur le respect mutuel des *rôles*¹ de chacun, c'est-à-dire sur la reconnaissance réciproque des tâches que chacun des acteurs du jury et de la Cour doit accomplir. Il s'agit ici d'inclure l'ensemble des interactions qui dépassent l'acte de juger à proprement parler ainsi qu'à la pédagogie précédemment décrite. C'est donc la capacité de certains présidents et assesseurs à rentrer en contact avec les jurés, à dialoguer avec eux, à les initier au monde de la justice, que

¹ On peut définir le *statut* comme étant l'ensemble des droits et des devoirs associés à une position sociale, et le *rôle* comme étant l'ensemble des droits et des devoirs que l'individu détient réellement.

la majorité des jurés remarquent, reconnaissent et savent apprécier. Beaucoup de présupposés sur les magistrats s'envolent.

« Le premier jour, le président faisait sérieux. Mais il était très abordable, j'ai trouvé qu'il se mettait bien à notre portée. C'était mieux que ce que je pensais. On a toujours l'idée qu'ils sont raides comme la justice, mais non en fait. Il ne faut pas confondre le métier et ce que sont les gens. »
(Michel)

« La présidente n'avait pas du tout des « mots de juge » mais des mots de tous les jours. » (Léopold)

« Le président était une personne très sensible, très aimable et on sentait bien qu'il s'engageait dans son travail. Avec les jurés, on voyait qu'il essayait d'être disponible même s'il n'avait pas toujours le temps de répondre à nos questions. (...) Les assesseurs aussi étaient pour la plupart attentifs à nous, gentils et accessibles... enfin ils nous respectaient, ça se voyait. » (Martin)

En corolaire des relations « pédagogique » et « psychologique », et contrairement à ce qu'affirme Françoise Lombard, l'admiration des jurés envers les magistrats ne se fonde pas exclusivement sur la valeur symboliquement élevée que leur profession leur confère dans la hiérarchie sociale¹. Bien sûr la profession de magistrat demeure dans de nombreux esprits une fonction réservée à des personnes ayant non seulement de bonnes capacités intellectuelles mais également des qualités morales telles que la rigueur, la droiture, la loyauté. Il s'agit d'une admiration plus subtile qui s'élabore au fil du temps passé à la cour d'assises à côtoyer quotidiennement les magistrats. L'admiration concerne tant les compétences professionnelles des magistrats que leurs compétences relationnelles. La grande majorité des jurés sont très enthousiastes à l'égard du comportement adopté par ces hommes et ces femmes endossant la robe judiciaire, ceci étant valable pour les assesseurs et tout particulièrement pour le président. Ils évoquent les a priori et les lieux communs existants sur les magistrats et insistent au contraire sur la sensibilité, l'humanité et la disponibilité dont ces derniers font preuve dans leur pratique professionnelle. Ils distinguent l'image que l'on peut se faire des « gens de justice », et ce qu'ils se révèlent être lorsqu'on les approche et les découvre dans leur pratique professionnelle quotidienne. Le discours de nombreux jurés témoigne d'une prise de conscience de cette distinction.

« J'ai trouvé que le président était très fort, parce que durant tous les procès il ne prenait jamais parti. Il devait surveiller cela, mener un procès, en essayant de ne pas attaquer. Il menait bien les débats dans le calme. Il fallait qu'il soit un peu au-dessus de la mêlée pour diriger les débats. Ça m'a permis aussi de savoir à quoi un président correspondait. » (Michel)

¹ F. Lombard, *op. cit.*, p. 39.

« L'intérêt c'est que la présidente nous faisait part de ses doutes, c'est ça qui était bien. Elle était comme nous. Tout le monde l'a perçue comme ça. Une femme si près de la retraite, avec cette simplicité... Du coup, nous étions très bien, à l'aise, et pas gênés pour lui demander ou lui dire quelque chose. C'était beaucoup plus simple qu'on l'imaginait. » (François)

« Avant le délibéré, lors des suspensions, on discutait déjà beaucoup avec madame V. (la présidente). Si on avait des questions à lui poser, on lui parlait, elle était très à l'écoute. Parfois, elle avait des impératifs donc elle nous disait qu'on verrait cela plus tard ; mais elle avait toujours le respect du juré. J'ai un souvenir extraordinaire d'un moment où elle nous a laissés partir sur une piste alors qu'elle savait, mais elle nous disait que nous verrions cela par la suite. C'est à nous de découvrir et de nous faire notre propre opinion. Ce n'est pas elle qui nous apporte quelque chose, c'est à nous de le trouver. Parce que si elle nous l'avait apporté, je ne sais pas si on aurait fait l'effort d'écouter. » (Laurence)

« Ce sont des gens qui sont très intéressants. Je pense qu'ils aiment bien avoir des contacts, entendre les opinions des jurés. » (Serge)

« La juge était vraiment quelqu'un d'extraordinaire. C'est exactement la personnalité qu'on imagine être juge. Je ne pouvais pas imaginer quelqu'un d'autre. J'ai vu quelqu'un de très simple, ouvert, qui a une vision des choses et de la vie... beaucoup d'humilité, présente, très accessible, et vraiment qui essayait de comprendre, qui analysait. Pour moi, c'est quelqu'un qui a bien refait les choses (dans le dernier procès Dils) : demander une deuxième procédure avec les gendarmes, des choses importantes. Avec beaucoup de patience, dans un procès délicat, il fallait tempérer. Elle a vraiment donné au procès une espèce de plénitude. Elle nous mettait à l'aise, elle était très accessible, tout le monde a discuté avec elle. » (Léopold)

L'observateur extérieur remarque immédiatement une certaine forme de tension existant entre la position des profanes face à celle des professionnels. En effet, si les jurés sont plus nombreux que les magistrats, il est indéniable qu'ils ne possèdent pas la compétence professionnelle et le savoir juridique qui caractérisent les seconds. Cette distinction marque profondément la nature de la relation qu'entretiennent jurés et magistrats.

Le double registre de langage, la proximité, sont autant d'éléments qui nous laissent présager la nécessité de réduire un écart lié au statut de *profane* qui s'oppose à celui de *professionnel* que l'on peut également qualifier d'*initié*. Une telle démarche est favorable à la formation d'un groupe uni, plus à même d'échanger sur les affaires, dont nous verrons l'impact sur l'expérience des jurés dans le chapitre suivant. C'est dans cette perspective que l'on évoque une certaine forme de délégation de la *licence* et du *mandat* des magistrats envers les jurés.

Pour Everett C. Hughes, « un métier existe lorsqu'un groupe de gens s'est fait reconnaître la « licence » exclusive d'exercer certaines activités en échange d'argent, de biens ou de services »¹. Il précise alors que les personnes disposant d'une *licence*, s'ils ont le sens de la solidarité, « revendiqueront un « mandat » pour définir le comportement que devraient adopter les autres personnes à l'égard de tout ce qui touche à leur travail »². Bien que la *licence* puisse être plus ou moins large, selon les professions, elle peut autoriser un mode de vie différent, ou simplement le droit d'accomplir certaines tâches spécialisées. Le *mandat*, quant à lui, légitimise une profession en lui accordant une certaine marge de manœuvre dans son travail et parfois en autorisant une certaine hiérarchie. Everett C. Hughes voit comme intérêt dans l'étude des *licences* et *mandats* des professions, la possibilité de voir ce qui, dans la société, est autorisé à certains groupes de personnes et refusé à d'autres, ni même attendu d'elles³. Les professions établies, dont celle de magistrat fait partie, « revendiquent un mandat légal, moral et intellectuel »⁴. En France, on remarque l'importance pour les individus participant au jury populaire de se sentir proches, de tendre vers l'égalité avec les magistrats. C'est un peu comme si le mythe républicain de l'égalité devait également s'appliquer au sein de la cour et malgré les différences réelles existant en matière de compétences et de connaissances juridiques : tout est mis en œuvre par l'institution judiciaire et par ses acteurs professionnels pour effacer cette dimension au profit d'un idéal démocratique d'égalité dans la fonction de juger.

En contrepartie, et en autorisant des *profanes* à rentrer dans le cercle très fermé des juges ainsi qu'à exercer certaines de leurs prérogatives, l'on peut probablement expliquer pourquoi, selon les mots du président S., le statut de président de cour d'assises n'est pas valorisant au sein de la magistrature :

« Être président de cour d'assises, c'est vraiment un choix, car ce n'est pas valorisé dans la magistrature. On est mal reconnu par rapport au travail que l'on fournit, à nos horaires... C'est un métier de chien. »

Entrer en relation avec des *profanes* serait alors perçu au sein de la profession comme une tâche dévalorisante pour ceux qui s'en chargent. Sur ce point, le discours des magistrats est nuancé, mais il est certain que le contact avec les profanes entraîne des répercussions sur la perception que les acteurs ont de leur propre travail ainsi que sur le regard que leurs pairs peuvent porter sur eux, tout particulièrement au sein d'une profession prestigieuse et hiérarchisée comme la magistrature. Si les présidents de cours d'assises et les assesseurs

¹ E. C. Hughes, *op. cit.*, p. 99.

² E. C. Hughes, *ibid.*, p. 99.

³ E. C. Hughes, *ibid.*, p. 100.

⁴ E. C. Hughes, *ibid.*, p. 100.

dévoilent l'« inconscient collectif » d'une profession désormais respectueuse des jurés et convaincue de l'intérêt de leur présence, il fut un temps où la fracture entre jurés et magistrats était réelle¹.

Ainsi à travers la parole des jurés se dessine l'« idéaltype » du « bon » magistrat, qu'il soit président ou assesseur. Il s'agit d'une personne capable de mener de front les aspects techniques et juridiques, liés à l'essence même de sa profession et à la direction de l'audience, et ayant des compétences relationnelles permettant d'entrer en contact avec les jurés, parvenir à travailler avec eux et à leur transmettre le savoir juridique nécessaire à la réalisation de leur rôle de juge le temps d'une session d'assises.

Il semblerait donc qu'une double exigence soit posée par les jurés à l'endroit du président et des assesseurs: réussir à la fois à bien s'occuper d'eux, à les écouter, à les aider, à entrer en contact avec eux ; et à bien gérer et mener le procès, à rendre la situation supportable. Il se dégage ainsi un profil type du magistrat apprécié et reconnu par les jurés. Cela pourrait revenir à savoir manipuler de façon continue et alternée deux compétences distinctes mais complémentaires : une compétence professionnelle doublée d'une compétence sociale. Comme l'explique le président de la cour d'assise du Rhône :

« Il faut s'occuper des jurés de très près, pas pour les influencer, ce n'est pas du tout ça le but, mais pour les rassurer, les informer, et qu'ils n'aient pas l'impression qu'on les laisse à l'abandon, sans information. » (président S.)

Par conséquent, les magistrats ne possédant qu'une seule de ces compétences s'expose à des critiques négatives de la part des jurés. Pour ces jurés, le président est considéré comme distant. Distance certainement justifiée par la position de leader qui revient au président, même si, comme tous les autres membres de la formation de jugement, il ne compte que pour une voix. La supériorité de la fonction est alors perçue dans une sorte de rapport de subordination.

Pour résumer, on peut donc caractériser le regard des jurés français sur les magistrats de la façon suivante : admiratifs concernant leurs compétences humaines et juridiques, reconnaissants pour leur soutien et leur aide tout au long de l'exercice de leur fonction, et enfin méfiants pour une infime partie d'entre eux quant à une certaine domination que leur confère leur rôle central. Mais n'oublions pas que l'ensemble de ces relations et interactions décrites précédemment ont pour objectif premier le « bon déroulement » de l'audience et l'objectif de

¹ D. Schaffhauser, *op. cit.*, p.17.

travailler dans les meilleures conditions possibles. La bienveillance est réelle, mais elle ne doit pas faire oublier le souci d'efficacité qui la sous-tend.

En Italie

L'audience et ses acteurs

L'audience criminelle italienne est régie par les principes de l'oralité des débats et du contradictoire. Depuis la réforme de 2000 sur le procès équitable qui a rendu constitutionnels ces deux principes, ceux-ci s'ajoutent aux normes du nouveau Code de procédure pénale de 1989. Dès lors, seules les preuves discutées de façon contradictoire durant les débats devant la cour, composée des jurés et des magistrats, pourront être prises en compte pour la décision finale. L'audience criminelle suit les étapes suivantes qu'impose la loi : les actes et questions préliminaires, la déposition des listes d'actes urgents, les dispositions générales du débat, les questions des parties, les différentes questions préliminaires à résoudre, l'admission des preuves, le débat de preuves, les réquisitions ainsi que les plaidoiries et enfin le délibéré.

Tel que nous avons pu y assister, l'audience criminelle italienne ne suscite pas du tout la même première impression que l'audience criminelle française. Ce qui frappe en premier lieu, c'est l'économie de mise en scène et la faiblesse symbolique du rituel judiciaire. Il en découle une plus grande difficulté de compréhension pour l'observateur profane qui assiste pour la première fois à une audience criminelle. L'audience italienne s'apparente plus à une séance de travail qu'à une cérémonie religieuse. Le procès criminel retire sérieux et crédibilité du contenu des interactions ainsi que de l'application des règles de procédure et de leur respect. La solennité est présente, mais sous une autre forme. C'est plus la force des caractéristiques techniques du procès (langage, contenu, procédure) qui lui donne corps.

Quant aux émotions, elles sont présentes et interviennent dans l'audience criminelle mais elles n'occupent pas une place centrale dans le discours des jurés. C'est comme si la forme du rituel judiciaire italien parvenait à atténuer, à éluder la présence et le rôle des émotions dans le procès. Si les affaires criminelles sont généralement propices à la présence d'émotions fortes, ces dernières sont clairement refoulées et atténuées tant par la structure du procès que par le rituel judiciaire. Les émotions sont disqualifiées car elles pourraient entacher le caractère technique et la pureté de la science juridique. Le rituel judiciaire italien recouvre cette fonction

de rupture avec le monde social extérieur. Pour reprendre la métaphore du sacré empruntée à Antoine Garapon, on peut voir dans les émotions un rappel de la trivialité du monde profane qui, par essence, entre en opposition avec le monde social de la justice.

Il est indéniable que l'audience italienne, de par son organisation et sa structure, s'adresse beaucoup plus à la raison que l'audience française, et nous n'avons jamais assisté à des interactions chargées d'émotions et de tensions comme celles observées en France. Si le jeu interactionnel qui se joue sur la scène du procès est plus sobre, quel regard les jurés italiens portent-ils sur l'audience et son contenu ?

Technicité des débats, morcellement temporel de ces derniers, questions techniques... Intérêt pour la pratique judiciaire plus que pour des parcours de vie, on se passionne plus pour le droit en lui-même que pour l'objet des procès, même si les questions de fond relatives aux infractions jugées demeurent centrales dans l'intérêt que les jurés développent pour le procès criminel. Les jurés témoignent de leur difficulté à « entrer » dans le procès, autrement dit à le suivre et à se laisser porter par les débats et leur contenu. Moins de rituel judiciaire rend l'audience criminelle plus aride, et laisse transparaître la nature juridique de ses contenus et leur technicité. Si la grande majorité des jurés conçoivent leur passage à la cour d'assises comme un réel moment d'apprentissage du droit, le procès n'en est pas moins difficile à suivre.

« Il faut du temps pour comprendre ce qui se dit, et parvenir à suivre correctement les débats. Lors des premières audiences, je suivais avec beaucoup d'attention mais je trouvais cela très complexe. Nous étions tous dans la même situation, et on essayait de s'aider le plus qu'on pouvait pour ne rien rater d'important. » (Simona)

« Lorsque l'on arrive à la cour d'assises, on pense qu'il va falloir suivre les débats pour pouvoir ensuite juger et on se dit que ce sera surtout cela qui sera complexe. Or, on sous-estime le fait que les débats ne sont pas si faciles que cela à suivre. Généralement, on a une représentation des procès différente de ce qu'ils sont en réalité. Il est finalement plus difficile de suivre et surtout de comprendre les débats. » (Francesco)

« J'ai été surprise des premières journées d'audience car on ne comprenait pas bien ce qui se passait. Heureusement, les magistrats nous aidaient beaucoup et grâce à eux on parvenait à suivre ce qui se disait. D'une affaire à l'autre j'ai commencé à mieux comprendre l'enchaînement entre les différentes étapes. Au début, cela peut paraître complexe, mais avec un peu d'expérience cela devient même intéressant. » (Maria)

Comment est vécue l'audience par les jurés italiens ? Une présence prolongée dans l'enceinte de la cour d'assises permet aux jurés de développer un regard que l'on pourrait qualifier de plus équilibré et de plus juste par rapport aux jurés français, dans la mesure où une expérience éphémère est souvent idéalisée parce que brève et intense. Pour les jurés italiens, la présence à la cour d'assises comporte un engagement et une organisation de la vie professionnelle et personnelle bien supérieure à ce qui est demandé aux jurés français. Ceci a pour conséquence directe de limiter la représentativité du jury populaire puisque les individus exerçant une activité libérale ou commerçante ne peuvent généralement pas assurer une présence continue à la cour d'assises pour de longs mois. Si l'expérience à la cour d'assises est longue dans le temps mais éparpillée sur quelques courtes journées chaque mois, elle se présente plutôt comme une « tranche de vie » passée à la cour d'assises.

« On nous demande d'être présents dans le temps et c'est une chose surprenante. Je ne pensais vraiment pas que cela se déroulerait de cette manière. Cela fait déjà plus de six mois que nous participons aux audiences des affaires et seulement une seule s'est terminée pour l'instant. Même si nous ne sommes présents que quelques jours par mois, cela demande une bonne organisation, entre le travail et la famille. J'avoue que ce n'est pas toujours facile. » (Giovanna)

« Lorsque l'on discute avec les autres jurés, on se rend compte à quel point nous devons tous nous organiser pour pouvoir venir et être toujours présents aux audiences. C'est vrai qu'il s'agit d'une obligation et que c'est la loi qui nous contraint, mais ce n'est toujours simple à concilier avec notre vie quotidienne. » (Matteo)

« Notre passage à la cour d'assises est plutôt long. Finalement on finit par s'habituer à venir régulièrement au palais de justice, on retrouve les autres et on prend nos habitudes. Flavia (la greffière) nous connaît bien et c'est un bon rapport qui s'instaure entre nous. Je n'aurais jamais pensé avant de venir ici et de vivre cette expérience que cela pouvait se dérouler comme ça. » (Alberto)

Plus encore qu'en France, les jurés ressentent un décalage intense entre le professionnalisme des acteurs, la singularité du monde social dans lequel ils pénètrent, et le monde social auquel ils appartiennent, extérieur au palais de justice. Il existe une ligne de démarcation forte entre les dimensions profane et professionnelle. Si dans le procès français les jurés ressentent fortement la présence du profane à travers les récits de vie de l'accusé et de la victime ainsi que des nombreux témoignages, il n'en va pas de même en Italie. La structure du procès pénal laisse peu d'espace au profane sous toutes ses formes. Accusé, partie civile et témoins sont présents, mais le rituel judiciaire ne leur concède pas une place importante.

L'étude de la personnalité de l'accusé est absente. L'expression de la parole profane, et par son intermédiaire de la vie ordinaire de l'accusé mais également souvent des victimes ou de leurs proches, n'est pas retenue comme utile à la manifestation de la vérité. Cette absence de parole profane, souvent génératrice d'humanité, est absente. Il en découle un phénomène de proximité et d'identification amoindrie par rapport à ce que nous avons pu observer en France. Si les jurés évoquent le contenu des affaires, la souffrance d'un accusé, celle d'une partie civile, leurs propos se concentrent plus fréquemment sur des remarques générales concernant le système judiciaire, la difficulté de juger, le gouffre qui les séparent de ce qu'ils observent lors des audiences.

« On sait peu de choses des accusés, ils prennent la parole lors de leur audition mais ils n'évoquent que les faits qu'on leur reproche. Lorsqu'ils sont dans la cage qui leur est réservée, on a l'impression qu'ils sont très loin de nous, isolés. » (Lucio)

« On est totalement projeté dans un autre monde. C'est à la fois passionnant et inquiétant parce qu'on se demande ce qu'on va bien pouvoir faire. Les magistrats, les avocats sont tous très qualifiés et connaissent bien leur métier. Parfois, on se demande même ce qu'on fait là. » (Caterina)

« J'étais très content de participer au jury populaire, de mettre un pied dans le système et de pouvoir voir de l'intérieur comment cela fonctionne. Mais j'avoue que j'ai d'abord été surpris de la difficulté pour nous, jurés, de se dire qu'on allait participer au jugement des crimes. Lors des premières audiences, j'avais un mal fou à suivre les débats qui ne sont pas toujours intéressants lorsque que l'on passe une heure sur un article du Code de procédure pénale. » (Paolo)

Comment les jurés perçoivent-ils les acteurs du procès et les rapports entre les professionnels ? Nous avons déjà abordé brièvement l'attitude des acteurs professionnels du procès italien dans les pages consacrées au rituel judiciaire.

Le président, figure centrale du procès français, est relégué à un statut intermédiaire, différent de celui du président français. Le principe de la « cross-examination » lui confère le rôle d'arbitre entre les parties et il intervient moins souvent que son homologue français tout en conservant des pouvoirs qui lui sont propres. Les parties au procès, constituées par la défense et le ministère public, ont un rôle majeur puisque ce sont elles qui mènent les interrogatoires durant toute l'audience. Quant aux plaignants et à l'accusé, ils ont un rôle mineur dans le procès italien, tant d'un point de vue du contenu des débats que de leur place dans l'espace. L'accusé, enfermé dans sa cage, déshumanisé à l'extrême, ne prend que très rarement la parole et sa personnalité n'est pas étudiée : en assistant à l'audience, on ne sait presque rien de la

personne qui sera jugée. Quant aux parties civiles, elles n'ont pas d'espace attribué, et lorsqu'elles sont présentes, elles s'installent le plus souvent sur les bancs des avocats aux côtés de leur conseil. Leurs témoignages ne ressemblent en rien à ceux auxquels on peut assister dans les cours d'assises françaises où l'émotion est souvent débordante et généralement tolérée dans la mise en scène du rituel.

« Les premiers jours d'audience, nous nous retrouvons tous ensemble pour suivre le début des procès et nous nous retrouvons projetés dans autre univers, où il est plutôt difficile de s'orienter. »
(Luca)

« C'est très intéressant d'observer la justice de l'intérieur. En salle d'audience nous avons une place de choix pour observer tout ce qui se passe. Mais c'est incroyable comme tout ce qui se dit sous nos yeux est technique et demande une attention particulière. Certaines journées d'audience étaient exclusivement consacrées à débattre de problèmes qu'un avocat soulevait concernant des règles de procédure ou un point de droit. » (Gianni)

« Au début on a l'impression d'être isolé : il y a nous les jurés et puis tout le reste. Les avocats qui vont et viennent, qui discutent entre eux, les journalistes sont parfois aussi présents. Il y a quelques personnes installées sur les bancs du public. Le ministère public ressemble aux avocats. On n'a pas vraiment une perception très claire de ce qui se déroule sous nos yeux dans les premiers temps. »
(Francesco)

Bien qu'ils nouent rapidement des liens avec les magistrats dans les coulisses, la première impression face aux acteurs professionnels est faite d'étrangeté et de distance. Non seulement les jurés décrivent la gêne face à un monde social dont ils ne connaissent pas les codes mais ils évoquent également la proximité qui existe entre les acteurs professionnels et qui accentue l'écart entre profanes et professionnels. Le concept d'équipe, que nous avons mobilisé concernant les professionnels français, est également pertinent dans le contexte italien. Encore plus qu'en France, les jurés, qui sont présents des mois durant à la cour d'assises, développent un regard critique et lucide à l'égard des différents acteurs du procès. De l'ignorance de leur début, ils parviennent à développer une compréhension et une connaissance des mécanismes du déroulement de l'audience, mais également une compréhension et une connaissance des échanges et interactions entre les différents acteurs du procès. Les critiques qu'ils émettent lors des entretiens touchent tout autant le spectacle de l'audience que le contenu des échanges verbaux et le comportement des différents acteurs. De plus, le port obligatoire pour chacun des jurés du tricolore italien, symbole de la représentation du peuple, accentue visuellement l'importance de la place des jurés dans le rituel judiciaire.

« Personnellement, je ne me sentais pas très à l'aise lors des premières audiences. On se retrouve assis en hauteur, face à l'accusé, aux avocats, aux journalistes et on sent que tous les regards se posent sur nous. Le drapeau italien que l'on porte en bandoulière nous donne de l'importance, et c'est un symbole fort qui nous aide un peu à faire face à la situation. Cela représente un peu notre bleu de travail. » (Luisa)

« Dès les premières audiences, il est possible de remarquer les liens qui unissent les avocats et les magistrats. On voit très vite s'ils sont en bons termes, s'ils se connaissent et s'estiment. Lors des premières audiences on est parachuté dans un autre monde très différent de notre quotidien. En plus, le langage juridique ne nous facilite pas la compréhension du procès. » (Marco)

« Au début, nous étions tous un peu gênés à l'idée de porter l'écharpe tricolore. C'est un peu comme si nous nous retrouvions investis d'une mission importante et finalement l'idée que nous représentons le peuple italien est une idée curieuse. Cela donne une certaine responsabilité et personnellement je trouvais cela inutile dans les premiers temps. Par la suite, nous nous en amusions, et enfiler l'écharpe avant d'entrer dans la salle d'audience était devenu une habitude, un geste qui nous permettait de nous remettre dans l'ambiance du procès. Comme les magistrats et les avocats qui portent la robe, nous avons nous aussi notre tenue pour nous présenter à l'audience. » (Paola)

Cette situation incite les jurés à se refermer sur le groupe qu'ils constituent et à développer un rapport de proximité avec les magistrats lorsqu'ils se trouvent en salle des délibérations avant et après les audiences ou lors des suspensions. Nous reviendrons ultérieurement sur la nature de ces liens entre jurés et magistrats.

Comme en France, lors des entretiens, les jurés évoquent les acteurs qui ont le plus d'importance à leurs yeux, qui les ont marqués plus profondément lors des débats. Une distinction entre les professionnels et les profanes semble plus pertinente qu'une distinction entre acteurs principaux et acteurs secondaires. On retrouve d'un côté la greffière, les avocats, le ministère public, et de l'autre les experts, l'accusé, la victime et les témoins. Si le prisme de lecture de l'audience criminelle italienne suit un fil conducteur où la rationalité est forte et où la symbolique est moindre, il se dégage du discours des jurés une certaine lucidité face à la nature des interactions durant l'audience et aux rapports de force qui en découlent. Moins de solennité dans le rituel judiciaire affecte directement la perception que les jurés ont du procès et de leur place en son sein. Au regard du procès français où la solennité est la première composante marquante du procès criminelle sur laquelle tous les jurés s'attardent, le procès

criminel italien se présente comme une séance de travail dans laquelle les jurés s'intègrent lentement afin d'endosser leur rôle.

Le rôle de la greffière est particulièrement important pour les jurés. À la différence de son homologue français, elle ne portait jamais la robe lors des audiences et par conséquent semble plus proche des jurés que des acteurs professionnels. On peut même avancer l'idée selon laquelle elle représentait une figure de « passage » entre le monde des profanes et celui des professionnels. Elle est d'ailleurs souvent mentionnée spontanément lors des entretiens et les jurés l'appellent par son prénom.

« Flavia (la greffière) était très aimable avec nous et nous donnait toujours toutes les informations dont nous avions besoin. Son rôle était fondamental, tant pour les magistrats que pour nous. C'est elle qui s'occupait de tous les problèmes pratiques qui se posaient, tant concernant le déroulement des audiences qu'au sujet des détails pratiques qui nous concernaient. » (Sabrina)

« Lorsque les magistrats étaient trop occupés, Flavia était toujours disponible et on voyait bien qu'elle avait un rôle essentiel dans le bon déroulement des débats. Au moindre problème elle était toujours sollicitée par le président. C'est un personnage dans l'ombre qui a pourtant une grande importance dans l'organisation et le fonctionnement des audiences. » (Giovanna)

« La greffière, Flavia, était plutôt sérieuse et on sentait qu'elle avait un rôle important dans l'organisation pratique de l'audience. Au fil du temps, nous étions souvent en contact avec elle pour régler toutes les questions et problèmes pratiques nous concernant. Elle était toujours très efficace et nous donnait toujours des réponses à nos problèmes. » (Alberto)

Le « combat » que les avocats de la défense et le ministère public se livrent durant les audiences est caractéristique de la procédure à dominante accusatoire. Cette situation propre au procès italien détermine la dynamique et le rythme des interrogatoires et auditions qui se déroulent durant les audiences.

Dans le cadre de ce type de procédure pénale, le ministère public qui représente l'accusation prend une part active au déroulement des interrogatoires. Il dirige l'enquête de la police judiciaire et il détient la connaissance la plus complète du dossier. Pour les jurés, la figure de l'avocat général est perçue comme proche de celle du président et de son assesseur. La majorité des jurés évoquent l'influence et l'autorité de la figure de l'avocat général et de ses interrogatoires durant les audiences, tant à l'égard de l'accusé que des témoins. De plus, en Italie, la figure du ministère public bénéficie d'une aura particulière liée à son statut d'indépendance face au pouvoir politique unique en Europe. La particularité du pouvoir étendu

de ces magistrats les rend très influents et ils sont décrits par les jurés comme des acteurs respectables de part leur professionnalisme.

« Le ministère public est une figure importante du procès, on s'en rend compte très vite puisqu'il prend très souvent la parole et est très actif. Il défend son enquête et ses thèses avec beaucoup d'acharnement. D'une affaire à l'autre on remarque des différences de styles, certains sont plus agressifs que d'autres, plus ou moins sympathiques, mais on se rend bien compte au fil des audiences qu'ils ont à cœur le respect de leur métier et qu'ils recherchent la vérité. On sent une différence de finalité par rapport aux avocats. » (Luca)

« Je me souviens de la clarté des interrogatoires des avocats généraux. Sur l'ensemble des affaires auxquelles j'ai assisté, je peux dire qu'ils ont tendance à être plus méthodiques et organisés dans la présentation des faits par rapport aux avocats de la défense. J'avoue que leur statut de magistrat est important pour évaluer le poids de leurs paroles et de leur démonstration. C'est certain que pour nous, le ministère public est un point de repère différent des avocats. L'accusation a quelque chose en plus par rapport à la défense, elle représente la défense de la société et il est indéniable que l'on y pense. » (Francesco)

Quant aux avocats de la défense et de la partie civile, ils sont perçus par les jurés comme des acteurs versatiles et capables d'une grande influence sur le cours du procès. Le point de vue des jurés italiens est assez semblable à celui des jurés français. Ils insistent immédiatement sur le fait que le choix de l'avocat est un point fondamental pour l'accusé et la victime. Au fil des audiences, les jurés perçoivent l'importance d'un « bon » défenseur et témoignent de différences de compétences existant entre les avocats défilant sous leurs yeux. Ils évoquent en particulier le savoir-faire de ces derniers en insistant sur les enjeux humains attachés à une bonne défense de l'accusé. Comme dans les séries télévisées américaine, dans le procès italien, la figure de l'avocat de la défense apparaît comme prépondérante tout au long de l'audience. Les jurés décrivent les avocats comme les acteurs les plus « à l'aise » puisqu'ils déambulent plus librement que n'importe quel autre acteur du procès, entre les bancs et les différents espaces de la salle d'audience. Mais les regards posés sur les avocats sont toujours ambivalents, beaucoup plus que concernant les magistrats : éloges et critiques négatives se mêlent d'un entretien à l'autre, de l'observation d'une affaire à l'autre.

« La première chose que l'on se dit à propos des avocats, c'est qu'il est important de bien savoir les choisir quand on se retrouve confronté à la justice. Cela me revenait souvent à l'esprit lors des audiences car on a l'occasion de voir la diversité des personnes qui exercent cette profession et je peux vous assurer que le choix d'un bon avocat semble vraiment de première importance. Cela se confirme encore lorsque l'on regarde le verdict. Bref, les avocats sont très nombreux mais il faut

savoir distinguer les bons des moins bons et parfois certains sont même mauvais. Plus on les observe, plus on comprend la façon dont ils travaillent et la manière dont ils se présentent à la cour. Les magistrats en connaissent certains et n'hésitent pas à nous donner leurs avis sur eux. On sent qu'il y a parfois de la complicité entre magistrats et avocats, ministère public inclus, mais ce sont des professions différentes et c'est quelque chose que l'on voit bien lorsqu'on assiste aux audiences et on comprend le rôle de chacun au sein du procès. » (Marco)

« C'est intéressant de voir comment les avocats de la défense sont toujours sur le qui-vive, prêts à réagir afin de ne pas laisser le dernier mot au ministère public. Dans certains procès, l'affrontement avec le ministère public était très intense et l'on sentait bien que chacun défendait un scénario possible et ne voulait pas le lâcher. Dans l'affaire M., les deux avocats de la défense étaient très forts, on voyait bien qu'ils avaient de l'expérience et qu'ils avançaient des arguments convaincants qui alimentaient ensuite nos discussions. Lors des interruptions d'audience, nous discutons souvent entre nous de ce qui s'était dit pendant les débats et surtout de la crédibilité de l'argumentation des parties. On échangeait aussi nos impressions sur les avocats et sur l'audience en général. » (Paolo)

« Les avocats sont des professionnels du droit mais ils donnent l'impression d'être très différents des juges. Dans certaines affaires, on a parfois de sérieux doutes sur la vérité de ce qu'ils avancent, et il arrive que leurs propos ne soient pas très crédibles. Plus on assiste à des affaires plus on parvient à se forger une opinion sur leur travail et sur la manière dont ils se comportent face à leur client, aux magistrats et à nous, jurés. » (Laura)

Dans les procès criminels que nous avons pu observer, l'accusé, la victime ou les parties civiles sont symboliquement relayés au second plan. À la différence du procès criminel français où la place de l'accusé est centrale et où celle des victimes et parties civiles est désormais considérable, l'observateur français est surpris de cette présence en demi-teinte. Par conséquent, la place de ces acteurs dans le discours des jurés italiens est reléguée au second plan.

Comme nous l'avons déjà mentionné, c'est la structure du procès dirigé par la procédure pénale à dominante accusatoire qui donne une tonalité moins attentive aux détails et aux parcours de vie des uns et des autres. Cette situation est accentuée par l'impression d'exclusion des profanes lors des échanges juridiques si techniques des premières audiences. Les efforts d'attention et de concentration des jurés, afin de suivre et de comprendre ce qui se déroule sous leurs yeux, tendent à reléguer au second plan l'attention qu'ils portent à l'accusé et à la victime. Étonnamment, la situation semble être sensiblement la même pour les accusés reclus dans leur cage puisqu'on remarque que très souvent ces derniers s'isolent et ne se gênent pas

pour dialoguer entre eux parfois au mépris des interactions se jouant sur la scène. Sans compter les procès où les cages sont vides puisque les accusés comparaissent libres et s'installent sur les bancs des avocats aux côtés de leur conseil juridique. L'accusé et son avocat donnent alors l'étrange impression de ne faire qu'un. Les victimes ou parties civiles, quand elles sont présentes, sont toujours installées sur les bancs aux côtés de leur avocat et ne disposent pas d'un banc réservé à cet effet, comme c'est le plus souvent le cas en France.

En reprenant l'idée selon laquelle les émotions pourraient entacher le caractère technique et pur de l'audience, on peut interpréter l'enfermement de l'accusé derrière les barreaux d'une cage comme symptomatique du rapport au profane dans le procès criminel italien. L'isolement de l'accusé, sa déshumanisation sont à la mesure du refoulement du profane et des émotions au sein du rituel judiciaire italien. La cage de l'accusé matérialise l'éloignement symbolique entre l'accusé et le reste du monde que le rituel judiciaire français orchestre à travers une mise en scène minutieuse de l'étude de sa personnalité et plus généralement par une mise à mort symbolique de ce dernier. L'accusé italien, dans sa cage, est socialement et humainement anéanti, chosifié au point que la présence de la cage annule la nécessité de toute attaque symbolique à son égard.

Cette présence atténuée des acteurs profanes du procès – spatialement à l'écart de la scène pour les accusés et très rapprochés de leur conseil pour les victimes – accroît la distance avec les jurés. De plus, les avocats effacent le rôle et la place des profanes, et les jurés distinguent de manière beaucoup moins évidente les équipes perceptibles en France entre d'un côté l'avocat de la défense et l'accusé, et de l'autre l'avocat de la partie civile et la victime. Les avocats sont finalement les acteurs les plus visibles aux yeux des jurés, et prenant plus fréquemment la parole que ceux qu'ils représentent.

« Lorsque les accusés sont dans leur cage, ils sont un peu à l'écart de ce qui se passe au centre de la salle d'audience. D'ailleurs, c'est là qu'ils se trouvent la plus grande partie du temps. Il arrive même qu'on oublie leur présence ! Je jetais souvent un coup d'œil, mais parfois on avait l'impression qu'ils n'écoutaient pas vraiment les débats, surtout dans l'affaire de terrorisme, ils étaient tous Égyptiens et on n'était pas vraiment certains qu'ils comprenaient bien l'italien. Il est arrivé qu'ils prennent la parole et d'un coup tous les regards se tournaient vers eux, vers cette cage qui est toujours surprenante lors des premières audiences. » (Oreste)

« M. était assis à côté de ses avocats durant toutes les audiences. Par rapport aux accusés qui comparaissent déjà emprisonnés et donc dans la cage lors de l'audience, il était toujours dans notre champ de vision et on avait l'impression qu'il pouvait mieux suivre les débats. Je veux dire qu'il était très attentif et discutait régulièrement avec son avocat. » (Lucio)

« Il arrivait qu'on en oublie la présence des accusés et de la partie civile. Je veux dire qu'ils n'étaient pas toujours présents d'une audience à l'autre et c'est en fin de compte la présence de leurs avocats qui est vraiment importante. » (Simona)

« Dans l'affaire M., la mère du jeune qui avait été tué est venue témoigner mais elle n'a pas assisté à toutes les audiences. Du coup, il n'y avait personne aux côtés des avocats de la partie civile. La victime était morte et on ne savait presque rien de ce jeune de vingt-deux ans. Sa mère a répondu aux questions que le ministère public et les avocats lui ont posé mais on aurait aimé avoir plus d'informations sur sa vie, sur ce qu'il faisait en Italie, sur qui il était, etc. » (Francesca)

« Dans l'affaire S., il n'y avait aucun proche de la victime. S. aussi n'a eu aucun proche qui est venu témoigner en sa faveur. On jugeait des faits avec très peu d'informations sur l'accusé et la victime. Seuls des témoins du meurtre et des faits étaient présents. » (Giovanna)

De plus, accusé et victime sont interrogés sur les seuls faits relatifs à l'affaire. L'étude de la personnalité, telle qu'elle est pratiquée en France, constitue généralement un moment privilégié d'expression des émotions où la mise à nu des acteurs profanes au cœur du procès induit souvent l'étrange sensation d'entrer dans leur intimité. En Italie, rien de semblable. L'identification des jurés à ces acteurs est par conséquent beaucoup plus réduite et ils témoignent d'une plus grande distance ainsi que d'une empathie moindre face aux accusés et aux victimes. Les jurés peuvent imaginer et supposer le contexte de misère sociale qui constitue l'arrière-fond de certaines affaires, qui peut être évoqué, mais n'est pas présenté comme un élément de compréhension nécessaire pour juger les faits reprochés à l'accusé. L'importance de s'en tenir au jugement des faits, afin de maintenir une plus grande objectivité, a donc pour conséquence immédiate d'accentuer la rationalité de l'approche des infractions, au détriment de l'expression des émotions qui leur sont liées. L'économie d'expression des émotions, leur endiguement par la technicité du droit et la structure même du procès donnent au procès criminel italien une tonalité très différente du procès criminel français. Paradoxalement, les jurés en viennent parfois à déplorer le manque de sensibilité dans le traitement global de l'affaire, et nous verrons comment cette situation se répercute par c'est en partie la non prise en compte de la dimension sensible de leur jugement lors des délibérations.

« M. était d'une arrogance sans égal. Il n'a jamais dit qu'il regrettait son acte, il a juste cherché à se défendre sans jamais nous montrer qu'il avait des remords, des regrets face à ce qu'il avait fait. Nous étions tous extrêmement surpris parce qu'il avait tiré sur une personne et l'avait tuée, tout ça pour une histoire de vol de montres. » (Caterina)

« On pense parfois que la place de la victime ou de l'accusé est difficile, et dans cette situation on se rend compte à quel point il est important de bien choisir son avocat. Mais j'avoue que les accusés ne m'ont jamais vraiment inspiré de sympathie, sauf peut-être S. parce qu'on avait l'impression qu'il était accusé d'un meurtre pour lequel tous semblaient bien contents qu'il puisse être le coupable. » (Roberto)

« Les affaires sont des histoires tristes et c'est vrai que lorsque l'on voyait ces gamins qui s'étaient prostitués venir témoigner, cela faisait mal au cœur. Mais on voyait bien qu'ils restaient plutôt vagues dans leurs réponses et qu'ils ne laissaient passer aucune émotion et puis les parties ne cherchaient pas vraiment à ce que cela sorte, ça aurait été presque déplacé. » (Sonia)

Les témoins qui défilent au centre de l'espace de la *cancella* légèrement surélevé, s'installent sur une chaise qui leur est réservée. À cette place, ils vont se soumettre aux interrogatoires de chacune des parties. À la différence de l'organisation de l'espace en France, les témoins ne sont pas installés face à la cour (et donc tournent le dos au public) mais ils sont installés de manière à pouvoir regarder simultanément une partie des juges et les parties qui les interrogent. La réaction des jurés face aux témoins, elle est semblable à celles des jurés français. Il s'agit toujours de questionner la véracité des déclarations faites malgré le serment que les témoins prêtent. Les jurés évoquent les difficultés qui se posent à la cour pour identifier les déclarations utiles pour se forger une opinion. Avant le débat des preuves, celui de l'admission des preuves est souvent complexe pour les jurés qui se retrouvent une fois de plus confrontés à des échanges hautement techniques entre les parties.

« D'une affaire à l'autre on retrouve les mêmes problèmes avec les déclarations des témoins. Il y a toujours ceux qui ne se rappellent de rien, ceux qui affirment un tas de choses au point que cela en devienne louche, ceux encore qui disent des choses alors qu'on sait pertinemment qu'elles sont fausses ! Évidemment on établit bien une distinction entre les témoins nommés par la défense et ceux nommés par le ministère public. Mais globalement les témoignages nous apportent l'essentiel des informations qui vont nous permettre de forger une intime conviction sur les affaires. » (Gianni)

Enfin, les experts psychiatres et psychologues ont un rôle moindre dans le procès criminel italien, dans la mesure où leur présence n'est pas systématique comme en France. C'est seulement dans les cas où les parties demandent que l'infirmité mentale partielle ou totale soit invoquée afin d'obtenir l'irresponsabilité de l'accusé que les experts entrent en scène. Quant aux médecins légistes et aux experts en balistique, ils sont convoqués lorsqu'on estime leur présence nécessaire dans les affaires jugées. Dès lors, leur présence est moins ressentie par

les jurés comme déterminante dans la réflexion et le cheminement sur la détermination de la culpabilité et le choix de la peine.

Relations et interactions entre jurés et magistrats

Quels sont la nature et le contenu des interactions entre jurés et magistrats durant les audiences criminelles ?

Les magistrats, le président et son assesseur, travaillent à la cour d'assises durant dix années et peuvent également exercer dans d'autres juridictions, notamment dans des formations de jugement à juge unique¹. Le nouveau Code de procédure pénale italien rappelle que la figure du juge est *super partes* et bien que le procès soit considéré comme « choses des parties », le juge demeure un acteur central et prééminent. On retrouve des dispositions concernant son statut à la fois dans le Code de procédure pénale et dans la Constitution italienne². L'indépendance et l'impartialité sont des principes clefs qui caractérisent la fonction du juge. Il est garant de la légalité et du bon déroulement et respect des règles procédurales.

Le président et son assesseur ont tout deux la connaissance des dossiers et des affaires. Si le président est hiérarchiquement d'un grade supérieur à son assesseur, ils se partagent généralement de nombreuses tâches.

Le président est la figure de référence pour les jurés, tant d'un point de vue de leur devoir qu'en tant que leader du groupe. Malgré son rôle atténué par rapport au président français, il demeure le représentant central de l'institution judiciaire pour les jurés. Mais l'assesseur représente le magistrat envers lequel les jurés vont principalement s'adresser lors de difficultés, de doutes ou de questions. Il peut se permettre une plus grande proximité avec les jurés et se montre plus disponible et plus attentionné à leur égard. Cette différence de comportement liée à une différence de rôle entre le président et son assesseur est bien acceptée par les jurés qui

¹ Les magistrats de la première cour d'assises de Milan étaient également juges dans des procès qualifiés de « *giudizio direttissimo* ». Ce type de jugement fait partie des différentes possibilités offertes par la procédure accusatoire afin de désengorger les tribunaux. Le « *giudizio direttissimo* » correspond à la procédure rapide française de « comparution sur reconnaissance préalable de la culpabilité » (CRPC) instaurée par la loi du 9 mars 2004. En Italie, la personne inculpée a la possibilité d'éviter le passage devant le juge de l'audience préliminaire (GUP) et de se présenter immédiatement devant le juge dans le cadre d'une audience semblable à n'importe quelle autre en matière pénale.

² L'article 101 de la Constitution italienne dispose que les magistrats sont soumis uniquement à la loi. L'article 102 spécifie que la fonction juridictionnelle est exercée par des magistrats professionnels ordinaires exceptés le cas de la cour d'assises. L'article 104 pose l'indépendance de la magistrature face aux deux autres pouvoirs de l'État. Quant à l'article 107, il consacre l'inamovibilité des magistrats dans leur fonction.

reconnaissent que chacun d'entre eux a des attributions et des tâches différentes au sein du procès.

« La hiérarchie entre le président et l'assesseur se perçoit surtout lorsque nous nous retrouvons tous ensemble pour les délibérations et que l'ambiance est très sérieuse. À ce moment-là, le président impose sa personnalité mais le reste du temps, les magistrats travaillent ensemble et à part que l'un des deux a le rôle du président, il n'y a pas de grosse différence entre eux, si ce n'est que le président est plus âgé. » (Caterina)

« Les magistrats, le président et l'assesseur travaillent vraiment ensemble et l'on voit que cela fonctionne bien entre eux, qu'ils ont l'habitude d'être ensemble : avec les jurés, ils alternent pour répondre à nos questions et pour être présents à nos côtés. La place de chacun est bien définie et on voit bien qu'ils se respectent et que chacun a un rôle bien défini. » (Marcello)

Les relations et interactions entre jurés et magistrats se déroulent essentiellement lors des moments qui encadrent les audiences, c'est-à-dire dans les coulisses. Chaque matin, ils se retrouvent dans la salle des délibérations et passent ensemble des moments d'une durée variable. Si la discontinuité des audiences ne leur permet pas de se rencontrer pendant plusieurs jours consécutifs, c'est donc dans la durée, de façon ponctuelle, que des liens vont se nouer. La richesse des moments passés ensemble est d'autant plus grande que jurés et magistrats ont la possibilité de se voir dans le temps. En pratique, nous avons pu observer les rapports entre différents groupes de jurés et les deux magistrats de la première cour d'assises de Milan sur une longue période. Nous avons pu assister à de nombreuses interactions dans l'enceinte du palais de justice qui se déroulent sur un mode cordial.

La nature des relations entre jurés et magistrats peut être décrite sur le même modèle que celles observées en France. Certaines sont à caractère formel et d'autres le sont beaucoup moins. Les similitudes sont très fortes avec ce que nous avons pu observer en France concernant les relations « pédagogiques » dans le cadre de la transmission d'une connaissance juridique nécessaire pour suivre les audiences criminelles. Jurés et magistrats entretiennent des relations focalisées sur la compréhension des audiences et du contenu des interactions. Ce sont donc des relations motivées par la perspective du jugement qui aura lieu à la fin de l'affaire. Pour y parvenir, les magistrats informent, expliquent et même « traduisent » de manière constante aux jurés l'ensemble des interactions se déroulant sur la *scène*. L'ensemble de ces interactions appartiennent à des relations que nous qualifions de « travail ». Face à la nécessité de comprendre la technicité des débats et après avoir participé à un certain nombre

d'audiences, les jurés sont inexorablement poussés vers des relations à caractère pédagogique. À ce stade de leur expérience, nombreux sont ceux qui développent un grand intérêt et même un certain goût pour ce qui encore quelques semaines auparavant ne les intéressait guère.

« Quand je suis arrivé à la cours d'assises, je n'avais jamais eu de contact avec la justice et je me suis tout de suite beaucoup intéressé aux procès. Tant qu'à faire d'être présent, je me suis dit qu'il était préférable de s'impliquer et de chercher à comprendre un maximum de choses. Malgré les difficultés que nous avons à faire valoir notre point de vue, les magistrats ont toujours écouté ce que nous leur disions et ils répondaient toujours à nos questions. J'étais surpris que tout soit finalement aussi simple entre nous et eux. » (Alberto)

« Les magistrats nous expliquent dès le début ce qui se déroule durant les audiences. Ils nous rassurent aussi parce lors des premières audiences on a de la peine à bien tout comprendre. Je dois dire que c'est avec la fin du premier procès, plusieurs mois après notre arrivée à la cour d'assises, que l'on parvient à avoir un vue d'ensemble sur les procès et leur déroulement. Le temps passe et on se dit qu'on a appris pas mal de choses ! Le rôle des magistrats est très important car ils nous guident et nous aident beaucoup à chaque fois qu'ils nous voient un peu perdus. » (Sabrina)

« Juger c'est un travail, on le voit bien auprès des magistrats. Je pense vraiment que notre présence à la cour d'assises, aux côtés des magistrats, nous aide à comprendre comment on fait pour rendre la justice, pour écouter, poser des questions, et participer. Même si pour nous participer n'est pas aussi simple que cela, on a quand même la possibilité de voir de l'intérieur comment ça se passe. Les magistrats nous dévoilent leur façon de travailler et partager ça avec eux, ça nous donne la possibilité de connaître la justice de l'intérieur et de nous impliquer du mieux que l'on peut dans notre rôle. » (Sonia)

Pour les magistrats, il est important que les jurés soient en mesure de suivre du mieux qu'ils peuvent les débats. Leur cheminement personnel qui les porte à s'impliquer et à s'intéresser spontanément aux procès va dans le sens d'une meilleure coopération qui favorise les relations au sein du groupe et par conséquent le déroulement sans incident des audiences. Car il est important de rappeler que la présence des jurés est indispensable d'une audience à l'autre pour pouvoir poursuivre les débats. Si un juré vient à manquer de manière définitive, il est remplacé par le premier juré suppléant. Lors des audiences criminelles italiennes, deux jurés suppléants suivent toujours les débats aux côtés des jurés titulaires au cas où un de ceux-ci viendrait à manquer. Remarquons que, dans le cadre du procès pénal italien où la présence des jurés est requise durant de longs mois, l'importance d'une réelle coopération de leur part, à

commencer par une présence assidue malgré l'irrégularité du calendrier des audiences, est fondamentale.

De plus, un président de cour d'appel insiste sur l'importance pratique que recouvre pour lui la règle légale qui impose que les jurés appelés à siéger à la cour d'assises d'appel soient en possession du baccalauréat. Les magistrats sont conscients de la complexité et de la technicité du contenu des débats et d'expérience, ils savent que plus le groupe est compétent plus le travail pédagogique qui leur incombe sera aisé.

« Lors du procès en appel, la cour est amenée à étudier uniquement les points de droit qui ont été contestés et sur lesquels les parties ont fait appel. Il est évident que pour nous, il est préférable que les jurés aient un certain niveau et de bonnes capacités intellectuelles car je leur donne des morceaux du dossier à lire et généralement on discute ensemble des points de droit qui posent problème. » (B., président)

Cet avis est partagé par le président de la première cour d'assises de Milan dont nous avons suivi les audiences :

« Il y a de tout parmi les jurés et ce n'est pas un problème pour nous du moment que l'on a en face de nous des personnes qui comprennent ce qu'on leur demande et qui sont capables de réfléchir. Il m'est arrivé d'avoir des gens qui posent problème, qui nous font perdre beaucoup de temps, mais heureusement ce n'est pas très fréquent. »

Comme en France, les jurés développent un regard critique sur les magistrats. Ils sont conscients des contraintes professionnelles de ces derniers et les observent dans leur pratique quotidienne sur une longue période de temps. Les jurés italiens sont alors unanimes quant aux qualités professionnelles des deux magistrats. Ils évoquent tour à tour leur humanité, leur patience, leur soutien et leur professionnalisme.

« Les magistrats savent nous mettre à l'aise. Ce sont des personnes très humaines, qui ont toujours pris le temps de bien tout nous expliquer. » (Laura)

« Les magistrats ont toujours montré une très grande disponibilité et ils étaient toujours prêts à répondre à nos questions. Ils faisaient de vrais efforts afin de nous rendre accessible un savoir juridique qui fait partie de leur quotidien. » (Luisa)

« Contrairement à ce qu'on imagine les magistrats sont des personnes accessibles. Que ce soit le président ou l'assesseur, tous les jurés leur parlaient librement et les moments où nous nous retrouvions dans la salle des délibérations après et avant les audiences, l'ambiance était très bonne.

On discutait du procès mais aussi de choses de la vie de tous les jours, et on n'hésitait pas à plaisanter. » (Lucio)

« À chaque nouvelle audience, nous nous retrouvions le matin dans la salle des délibérations. Aux suspensions d'audience nous allions souvent boire un café ensemble, mais généralement les magistrats ne venaient pas avec nous, ils le faisaient plutôt à la pause déjeuner, s'ils étaient disponibles, pour manger un sandwich au bar du palais de justice. J'avais l'impression qu'un vrai rapport de confiance s'établissait entre nous et les magistrats. Nous étions toujours plus expérimentés, toujours plus capables de travailler avec eux, de suivre leur travail. » (Francesco)

Mais nous verrons en détail, en abordant le moment du délibéré, que les jurés italiens se trouvent dans l'impossibilité de participer comme il se doit aux décisions finales puisque le cadre légal limite l'expression de leur jugement en les contraignant à se conformer aux nécessités de la motivation en droit du verdict. Dès lors, leurs relations aux magistrats se fondent sur un constat décevant, mais qui ne les dispensent pas pour autant de faire « comme si de rien n'était ». L'inadéquation de la tâche des jurés, telle qu'elle est présentée en théorie, avec la pratique observable dans les cours d'assises est un point fondamental dans la compréhension de l'expérience des jurés. La perception que les jurés ont des magistrats en est logiquement affectée.

Paradoxalement, cette situation entraîne un rapport de confiance particulier avec les magistrats. Si les jurés sont limités par une procédure pénale qui rend presque impossible la prise en compte de leur voix, le rapport de travail teinté de confiance mutuelle et de respect qu'ils nouent au fil des audiences avec les magistrats renforce l'idée d'une image positive des acteurs institutionnels au détriment de l'institution judiciaire et des responsables politiques aux origines des lois et réformes ayant créée une telle situation. Ainsi, les jurés oscillent entre résignation et sentiment d'injustice à l'égard de cette position inconfortable. Malgré une situation qui peut être considérée comme proche du « mépris » de la part de l'institution judiciaire, proche de l'absurde, les jurés tendent à idéaliser l'attitude attentionnée des magistrats à leur égard. Ainsi, le regard des jurés envers les magistrats est partagé entre admiration et reconnaissance, tant des compétences professionnelles que relationnelles. La méfiance que l'on pouvait retrouver chez certains jurés français est absente car elle est redirigée vers les instances invisibles du pouvoir à la tête des choix institutionnels responsables de la situation et non sur les acteurs institutionnels présents sur le terrain.

« Les magistrats ont toujours insisté sur l'importance de notre participation à tous les stades du procès, mais la pratique nous a vite montré que, en réalité, on ne peut pas vraiment participer. C'est comme ça, mais les magistrats ne peuvent rien y faire, ce n'est pas de leur faute, et on se rend bien

compte qu'ils sont plutôt ouverts à notre présence. Je les ai trouvés très bien, très professionnels et très corrects avec nous.» (Maria)

« La situation est ce qu'elle est mais ce n'est pas de la faute des magistrats. J'ai été très surprise de voir que les magistrats étaient des personnes aussi accessibles et disponibles. Et puis avec le temps, on engageait des discussions très intéressantes avec eux, sur leur profession, sur les procès, sur l'actualité aussi... » (Sabrina)

« Comme je n'ai pas participé à des délibérés, ce sont les autres qui m'ont raconté qu'en fin de compte on ne peut pas vraiment agir sur le verdict. Mais les magistrats font tout ce qu'ils peuvent pour nous donner l'impression de participer quand même. Et là-dessus, je suis formel, ils sont très impliqués pour que nous n'ayons pas à regretter d'être ici. » (Roberto)

Pour reprendre l'analyse fondée sur les concepts proposés par Everett C. Hughes que nous avons mobilisé côté français, les magistrats italiens amorcent une forme de délégation de la *licence* et du *mandat* qui caractérisent leur profession auprès des jurés mais dans une moindre mesure puisque l'étape cruciale de la transmission de ces attributs réside dans la capacité pour les jurés à participer aux jugements. Or, l'absence de cette étape cruciale limite la transmission de la *licence* et du *mandat* aux interactions à caractère pédagogique décrites précédemment.

Ainsi, et par la force des choses, les magistrats italiens maintiennent une distance plus forte que leurs homologues français avec les profanes, et malgré la coopération et la grande attention qu'ils portent aux jurés, ils ne partagent pas complètement l'expérience de juge avec eux. On perçoit dans le discours des jurés une certaine forme de déférence et de respect face à l'ampleur du savoir et de la connaissance détenus par les magistrats.

« Le président était un personnage agréable mais on sentait bien qu'il avait un poste élevé dans la magistrature parce qu'il était très compétent et avait beaucoup d'expérience. Il était parfois assez directif quand c'était nécessaire, que ce soit avec nous ou avec les avocats, s'il y avait des écarts pendant les audiences. On peut dire que le président, mais c'est aussi valable pour son assesseur, était très compétent. » (Paola)

Le niveau d'analyse qui caractérisait les relations « psychologiques » entre magistrats et jurés est quasi absent en Italie. À la différence de la situation française décrite précédemment, les émotions sont en retrait dans le discours des jurés. Par conséquent, le besoin de soutien et la demande d'écoute de ces derniers est moindre à l'égard des magistrats. Certes, les affaires contiennent des détails sordides et touchent à des sujets tout aussi sensibles que ceux des

procès criminels français, mais c'est, d'une part, l'écran que constitue le rituel judiciaire et, d'autre part, la faible implication personnelle des jurés dans l'acte de juger, qui rend les interactions informelles souvent sur une tonalité amicale réduite. Des relations amicales s'observent entre jurés et magistrats, mais elles sont dues plus à la présence prolongée des jurés à la cour d'assises qu'au rôle qui leur est réellement imparti.

3 - Les délibérations

Les délibérations constituent le moment clef du déroulement du procès, le moment de « vérité », tant du point de vue des décisions que la cour va prendre que concernant l'expérience des jurés. Si magistrats et jurés sont dans l'obligation de maintenir le secret des délibérations¹, il est néanmoins possible de questionner ses modalités de fonctionnement théorique et de les confronter avec les connaissances pratiques que nous en livrent magistrats et jurés.

Les délibérations représentent l'aboutissement du procès durant lequel la cour va prendre une décision sur la culpabilité et s'il y a lieu, prononcer une peine. En théorie, c'est également le moment où les jurés vont pouvoir exercer directement leurs prérogatives et participer au jugement. Chacun va pouvoir s'exprimer et argumenter afin de répondre aux questions qui se posent sur la culpabilité de l'accusé et sur l'enchaînement des faits. Le délibéré est et demeure « la boîte noire » du procès, c'est-à-dire le moment où le secret rend inaccessible au chercheur et à tout regard extérieur le déroulement des interactions et la dynamique relationnelle du groupe. En France, compte tenu de l'enchaînement des journées d'audience, les délibérations constituent l'aboutissement du procès, mais également celui du cycle effréné que représente l'audience, moment hors du temps où la narration d'un fait criminel remplit l'espace de la salle d'audience. En Italie, les délibérations sont considérées comme le moment le plus complexe par les magistrats car il s'agit de concilier la parole et l'expression de chacun tout en restant dans les cadres imposés par le droit pénal. Quelque soit le pays, chaque affaire est différente, chaque président a son style et sa pratique.

¹ En France, tout magistrat lors de sa nomination et avant son premier poste prête serment selon les termes de l'article 6 de l'ordonnance n°58-1270 du 22 décembre 1958. Quant aux jurés, ils prêtent serment au début de chaque affaire selon les termes de l'article 304 du Code de procédure pénale. En Italie, ce sont les articles 326 et suivants du Code de procédure pénale qui régissent le secret des délibérations dans le cadre du procès pénal.

Comme pour la révision de la liste de service du jury de session et l'audience criminelle, nous aborderons dans une optique comparative les délibérations en France puis en Italie en développant tour à tour leur déroulement et organisation puis les interactions entre les acteurs.

En France

Déroulement et organisation du délibéré

Comment se déroulent les délibérations ? Une fois que la clôture des débats est annoncée par le président, une fois la lecture de l'article 353 du Code de procédure pénale terminée, le jury et la Cour se retire pour délibérer. La procédure pénale veut que jurés et magistrats ne sortent pas de la salle des délibérations avant d'avoir pris leur décision et personne ne peut entrer dans la salle.

Il est dit que le délibéré est une « réflexion en commun entre les jurés et les juges » qui précède le vote. En droit français, aucune règle ne fixe de hiérarchie entre les preuves à examiner. Le président donne la parole à chaque juré qui exprime son opinion et la justifie. Les jurés confrontent alors leurs idées afin que chacun prépare sa décision pour le vote. Le délibéré constitue un moment privilégié d'échanges et d'influences réciproques. La délibération se divise en deux temps : tout d'abord la discussion et le vote sur la « culpabilité », puis si la « culpabilité » est reconnue, on procède aux discussions et à la décision de la « peine ». Pour répondre aux questions posées par le président, la Cour et les jurés délibèrent puis votent à bulletins écrits et secrets, par scrutins distincts et successifs, sur le fait principal puis sur chacune des circonstances aggravantes et chacun des faits. Chaque membre de la cour reçoit un bulletin sur lequel il est inscrit : « sur mon honneur et en ma conscience, ma déclaration est ... »¹. Après y avoir inscrit son vote, chaque juré remettra son bulletin plié au président, lequel le déposera dans une urne. Puis, il procédera au dépouillement en présence des jurés, qui ont le droit de vérifier les bulletins. Jusqu'au 31 décembre 2011, une majorité, dite majorité qualifiée, de huit voix sur douze² (dix sur quinze lorsque la cour statue en appel) était nécessaire pour toute décision défavorable à l'accusé, c'est-à-dire pour prononcer sa culpabilité. Les bulletins blancs ou nuls sont considérés comme favorables à l'accusé. Celui-ci était donc acquitté si sept voix sur douze (neuf sur quinze en appel) seulement se prononçaient pour la condamnation,

¹ Article 357 du Code de procédure pénale.

² Article 259 du Code de procédure pénale.

même dans le cas où les autres bulletins étaient blancs ou nuls. La loi du 10 août 2011 en modifiant le nombre de jurés entraîne la modification du nombre de voix nécessaires pour l'obtention des différentes majorités. Depuis le 1^{er} janvier 2012, il faut désormais sept voix sur neuf (neuf voix sur douze en appel) pour obtenir une majorité qualifiée et déclarer la culpabilité de l'accusé. Ce qui signifie qu'il faut encore une majorité de jurés pour pouvoir condamner un accusé et que la prééminence des jurés est conservée.

Vient ensuite la délibération sur la peine si la culpabilité du prévenu a été retenue. La cour d'assises doit délibérer sur l'application des peines (peines principales et peines complémentaires). Toutes les décisions sur les peines sont prises à la majorité absolue. Jusqu'au 31 décembre 2011, il fallait que sept voix au moins (huit voix au moins en appel) sur la même durée de peine pour que celle-ci soit retenue, mais il fallait une majorité qualifiée de dix voix au moins (douze voix en appel) pour que le maximum de la peine encourue soit prononcée. Il faut désormais une majorité absolue de six voix sur neuf (huit voix sur douze en appel) pour que la même peine soit retenue et une majorité qualifiée de sept voix sur neuf (neuf voix sur douze en appel) pour condamner à la peine maximale. Ce qui signifie qu'il faut encore une majorité de jurés pour pouvoir condamner à la peine maximale.

Après les délibérations, l'audience publique reprend : la cour retourne dans la salle d'audience pour prononcer sa décision, le verdict. Le verdict n'était pas motivé jusqu'au 31 décembre 2011 au nom du principe de l'intime conviction¹. Depuis, une feuille de motivation est remplie par le président et le premier juré, donnant la liste des preuves ayant permis de répondre aux différentes questions auxquelles la cour a répondu lors du délibéré. Cette feuille de motivation est signée par le président et le premier juré et est consignée au greffe immédiatement après avoir rendu le verdict.

Le moment du délibéré se présente comme le point d'orgue du procès. Mais c'est également celui du groupe, puisque, si les discussions sur l'affaire sont déjà bien entamées, ce n'est officiellement qu'au moment du délibéré que tous doivent s'exprimer et échanger sur les débats. Pour beaucoup, il s'agit du moment de l'action qui arrive enfin, après la passivité des moments d'écoute. Le délibéré représente le moment où chacun pourra exprimer son point de vue, et c'est à ce titre, selon les dires d'une grande majorité d'entre eux, le moment le plus important du procès.

« C'est vrai que le délibéré apporte vraiment un point final à beaucoup de choses. C'est lors du délibéré, quand on a beaucoup parlé, que j'ai pu faire mon opinion sur deux ou trois questions sur lesquelles je n'arrivais pas à me décider. » (Laurence)

¹ La loi 2011-939 du 10 août 2011 a introduit la motivation de la peine des verdicts de cours d'assises.

« C'est le moment le plus intéressant, les échanges sont riches. Chacun prend la parole et on a vraiment l'impression que l'on peut s'exprimer sans aucune retenue, au contraire, les magistrats nous y incitent afin que l'on puisse ensuite voter dans les meilleures conditions possibles. » (Céline)

Nombreux sont ceux qui appréhendent le moment des délibérations, mais paradoxalement, beaucoup sont surpris de sa simplicité et de sa rapidité dans certaines affaires, notamment quand il y a peu ou pas de doute sur la culpabilité.

« Il règne une bonne ambiance lors du délibéré. Les gens sont sereins, on a fini de tout écouter, les nerfs se relâchent. » (François)

« Au premier abord, l'ambiance est un peu tendue parce qu'on ne sait pas ce qui nous attend. Mais les magistrats nous expliquent tout en détail on arrive à se détendre un petit peu mais il y a toujours le moment de la décision finale qui est difficile. » (Marie)

« Et en fait je trouve que ça été d'une bonne tenue. Les gens ont pu s'exprimer correctement. Il y a, comme dans tout groupe, des gens qui ne disaient rien, mais il y en avait peu. » (Maurice)

À l'unanimité, les jurés sont d'accord pour reconnaître que les explications que les magistrats leur fournissent sur la marche à suivre et sur le déroulement des délibérations, sont claires et bien menées par le président et ses assesseurs.

« J'ai trouvé ça simple, même trop simple. Je pensais que ça allait durer longtemps. En même temps on ne peut pas changer les choses parce qu'il y a la procédure. Je pensais que ça allait être plus compliqué, plus long. (...) Mais dans mon esprit, le fait de délibérer me paraissait plus important dans l'action, qu'on allait faire plus de choses, qu'on allait prendre plus le temps. » (Léopold)

« C'était plutôt de bons échanges qui étaient quand même très cadrés, c'est normal, par le président. Une discussion de groupe il faut que ce soit cadré sinon ça part dans tous les sens. Je trouve qu'il n'y a pas eu de débordements. C'était peut-être grâce aussi au président. Je trouve qu'il n'y a pas eu d'interventions démesurées, souvent dans des réunions de groupe comme ça il y a des gens qui accaparent la parole. » (Maurice)

« C'est très bien expliqué, au fur et à mesure. La présidente savait très bien nous expliquer, elle demandait bien si on avait compris. Si une personne avait mal compris, elle expliquait à nouveau d'une autre façon. On est obligé de comprendre. » (Laurence)

« On a vraiment un rôle, on n'est pas des pantins, on n'est pas à la solde du président et de ses assesseurs, ce n'est pas du tout ça. On se rend compte qu'ils écoutent nos arguments, on voit bien qu'ils n'ont pas une idée toute faite et qu'ils tiennent compte de nous. C'est très valorisant. On est sur un pied d'égalité et notre voix compte autant que la leur. » (Jacqueline)

C'est toujours le même parcours pour les jurés : avant de pouvoir être « habitué » au déroulement d'un procès, et en particulier au déroulement du délibéré, il est généralement nécessaire de participer à un certain nombre d'affaires. En effet, si le premier délibéré peut sembler impressionnant, complexe ou déroutant, très vite, en participant à d'autres affaires, chacun prend ses aises. On passe de l'ambiance crispée des premiers délibérés à une ambiance décrite comme détendue.

« Je pense qu'il faut faire plusieurs affaires parce qu'on a tendance, pour les questions, à se faire son opinion tout de suite, alors qu'après au fil des affaires, on sait que certaines réponses vont arriver par la suite. Le délibéré permet de décanter cela. » (Laurence)

« Dans l'affaire du Tunisien, vraiment les choses étaient bouclées. Si, il y a eu une position extrémiste, quelqu'un qui a demandé 30 ans. Mais autrement non, moi je n'ai pas eu à me dire « je change mon opinion », elle était faite dès le départ. En revanche, pour les trois filles... là... Là effectivement, pour répondre plus précisément à votre question, il y a un moment où ce qui a été dit m'a influencé. C'est toujours la même chose dans ces discussions-là, vous arrivez avec votre point de vue et il faut faire l'effort de dire « je laisse mon point de vue de côté, j'écoute vraiment calmement, posément », et non pas « j'ai mon point de vue, je vais le dire et je vais essayer de convaincre les autres ». On dit finalement que la délibération dure longtemps, mais finalement elle dure, à la limite, pas assez longtemps. » (Maurice)

« Quand on a participé à deux ou trois procès, on arrive mieux à cibler la chose. Ça devient plus monotone. On prend des repères, même pour les peines. » (François)

Rapidement, les jurés intègrent la nécessité d'une cohésion du groupe et d'une approche plus sereine : la décision finale est une décision de groupe et non une décision individuelle. Face à la peur de juger, le groupe représente une excellente protection et rassure ceux qui ne voudraient pas porter une trop grande responsabilité sur leurs épaules. Cependant, dans certaines affaires, les avis des jurés ou des magistrats divergent, dans la mesure où la culpabilité de l'accusé est difficile à établir. Dès lors, les délibérations sont décrites comme plus complexes et la tâche d'argumentation qui incombe aux uns et aux autres se révèle essentielle. Les jurés distinguent les affaires « sans surprises » où il n'y a pas ou peu de doute sur la culpabilité, des affaires plus délicates (viols, doutes sur la culpabilité...), pour lesquelles les discussions sont généralement plus longues et plus complexes. Ajoutons que lorsqu'il y a plusieurs accusés, les questions auxquelles le jury et la Cour doivent répondre sont plus nombreuses et par conséquent les délibérations durent plus longtemps. En fonction des affaires, le besoin de distance entre soi et le procès se fait alors ressentir.

« Il y avait une certaine prise de distance de notre part, il y a un côté routinier. On arrive beaucoup plus décontracté au délibéré. On prend nos repères, on rigole. On est beaucoup moins sur la défensive qu'au début. On prend beaucoup plus de recul par rapport à ce que dit le président et on sait plus ou moins comment ça va se terminer. » (Céline)

L'enjeu principal des délibérations pour les jurés, réside dans la difficulté à juger les affaires qu'on leur soumet. La question centrale qui les taraude est directement issue de la perception qu'ils ont de l'acte de juger. La peur de se tromper revient régulièrement dans la bouche des jurés.

Pourquoi l'acte de juger est-il aussi peu considéré et perçu comme quelque chose de salissant et de terrorisant ? Incontestablement, l'idée de devoir juger autrui et la façon dont elle est perçue par le sens commun, nous autorise à penser qu'elle est considérée comme une tâche ingrate, un *sale boulot*¹, ou tout du moins comme une tâche difficile, qui demande des qualités de discernement et une certaine rigueur morale. L'idée est paradoxale puisque la profession de magistrat est prestigieuse. Le *sale boulot* « peut correspondre à ce qui va à l'encontre de nos conceptions morales les plus héroïques »². Si l'on reprend les mots d'Everett C. Hughes concernant les professions³ pour les appliquer à une simple façon d'être et de percevoir l'acte de juger, il semblerait que cela implique une « conception du moi, une notion de dignité personnelle », qui soit dévalorisante.

« Heureusement, ce que j'ai jugé m'a paru évident, sinon ce serait plus difficile de délibérer. Mais ça paraissait évident donc on n'a pas trop eu de cas de conscience. » (Léopold)

« L'idéal ça serait d'avoir deux délibérations, si on avait le temps, si la justice avait le temps. Un moment fort pendant lequel on parle, on décompresse, on sort, on décompresse ; je ne sais pas si c'est une demi-journée, j'en sais rien, et on revient. On a mûri les choses, on pose l'ultime question et on vote.

Mais c'est utopique ! (rires) Ou alors, on pourrait faire une interruption de séance, couper pour relâcher. Les gens sortent, s'isolent, peuvent parler ensemble par petits groupes, etc. Mais à ce moment-là, il faudrait que les lieux s'y prêtent. Et puis reprendre après, voilà.

On est un peu pris par l'engrenage des faits, de l'organisation. Parce qu'une fois de plus il s'agit quand même de vies. Je reviens vraiment à ce que je vous avais dit. Je crois que les jurés ne se rendent pas compte, et même moi je ne me rendais pas compte, un peu mieux après avoir discuté avec cette visiteuse de prison, on ne se rend pas assez compte comment une prison peu démolir un

¹ E. C. Hughes, *op. cit.*, p. 81.

² E. C. Hughes, *ibid.*, p. 81.

³ « Dans la mesure où un métier implique une conception du moi, une notion de dignité personnelle, ses membres devront probablement, à certains moments, faire quelque chose qu'ils considèrent comme « infra dignitate ». », E. C. Hughes, *ibid.*, p. 81.

homme, dans la majorité des cas. Bon, ça si les jurés l'avaient vraiment en tête, ça pourrait peut-être influencer plus la clémence.

Ce qui m'a également frappée dans l'histoire, dans le cas de ces trois filles, c'est finalement la difficulté à se dire : « est-ce qu'il y a vraiment eu une instigatrice, un cerveau, quelqu'un de fort qui a entraîné, qui a eu un pouvoir fondamental dans cette affaire ? » Si c'est le cas, à mon avis, 5, 6, 7 c'est pas ça, ça aurait dû être 2, 3 et 7. Alors que la graduation des peines... Elle est d'un an de différence pour chacune, compte tenu de... Mais bon, c'est aussi un malaise moi que j'ai eu. Y a-t-il eu vraiment entre guillemets un super coupable. Alors que bon, ben là on a estimé qu'elles étaient toutes les trois pareilles mais qu'effectivement on a mis un an de différence... » (Maurice)

Interactions et rapports entre jurés et magistrats

Au moment du délibéré, les interactions se précisent et deviennent beaucoup plus formelles que lors du déroulement du procès où il n'y a pas réellement d'espace prévu pour la discussion. Nous allons aborder l'état des interactions dans le délibéré sous forme de trois points. En référence aux travaux de Georg Simmel sur le *conflit*, nous cherchons à comprendre comment l'échange des points de vue se réalise et s'organise sur un mode conflictuel et contradictoire. Se pose ensuite la question de savoir si l'on peut évoquer l'existence d'une influence des magistrats sur les jurés et des jurés entre eux.

Pour Anselm Strauss, « l'affrontement d'opinions peut être considéré comme un jeu dans lequel on trace des cercles qui délimitent des terrains différents de ceux que trace l'adversaire »¹. Cette idée de jeu qui se dégage de « l'affrontement d'opinions » ne va pas sans rappeler la définition sociologique que Georg Simmel donne du conflit. Pour lui, le conflit, au même titre que l'entente ou le compromis, est un élément inhérent aux sociétés. Le conflit peut être envisagé comme une forme de socialisation dans la mesure où l'on peut considérer que toutes les interactions entre des individus sont des formes de socialisation². « Une fois que le conflit a éclaté (...), il est en fait un mouvement de protection contre le dualisme qui sépare, et une voie qui mènera à une sorte d'unité, quelle qu'elle soit, même si elle passe par la destruction de l'une des parties (...) »³. Au regard du groupe formé par les jurés et les magistrats, il est possible d'envisager la délibération sur le mode conflictuel, puisque chaque personne constitue une partie, et tente, en s'opposant ou en adhérant à l'opinion d'autrui, de

¹ A. Strauss, *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, éditions Métailié, Paris, 1992, p. 31.

² G. Simmel, *Le conflit*, éditions Circé poche, Paris, 1995, p. 19.

³ G. Simmel, *ibid.*, p. 19.

convaincre. Ce conflit, bien que toujours tempéré par le président, est entretenu et recherché par les membres du jury puisqu'il est un passage obligé vers l'entente.

Les jurés témoignent de la richesse et parfois même de la véhémence des échanges verbaux qui précèdent le moment du vote. Les scènes du film « douze hommes en colère »¹ de Sydney Lumet, illustrent ce que l'on peut supposer comme étant le déroulement classique d'une délibération, bien que la scène se déroule aux États-Unis, et que les magistrats sont absents lors de la décision sur la culpabilité qui se décide à l'unanimité.

« Ça s'est enflammé plusieurs fois parce qu'il y avait des personnes pas du tout du même avis. Les discussions s'animaient, la présidente était là pour baisser le ton des débats. Il y a des gens qui prennent la parole facilement, donc elle temporisait en disant qu'il fallait laisser la parole à quelqu'un d'autre. » (Laurence)

« J'ai eu à plusieurs reprises des échanges assez houleux avec un autre juré. À chaque délibéré il cherchait la petite bête, il posait encore des questions même lorsqu'il semblait qu'on était déjà tous décidés et qu'on avait éclairci les points de doute. » (Annie)

« En lui-même, le conflit est déjà la résolution des tensions entre les contraires (...). »² Lors du délibéré, les opinions contraires seront en partie harmonisées, cependant rien dans le Code de procédure pénale, ne spécifie que la cour doit obligatoirement tomber d'accord avant le vote. Le conflit au sein du délibéré permet au groupe d'harmoniser les points de vue et de renforcer son unité. Georg Simmel établit un parallèle entre l'unité de la personne et celle de l'unité sociale. Pour lui, l'unité de la personnalité ne se fonde pas uniquement sur une harmonisation de ses contenus « selon des normes religieuses, concrètes ou éthiques, la contradiction et le conflit non seulement précèdent cette unité, mais ils sont aussi à l'œuvre à chaque instant de sa vie »³. L'auteur estime que l'unité sociale se forme à partir de mouvements convergents qui sont inextricablement mêlés à des mouvements divergents. La dynamique de fonctionnement du groupe formé par les magistrats et les jurés répond à cette idée d'une union sociale qui advient dans les coulisses de la salle des délibérations. C'est à ce moment-là que les uns et les autres se dévoilent, à travers l'expression de leur opinion sur l'affaire et l'argumentation en faveur ou contre un fait, une idée, un principe.

« Là où ça a été le plus tendu, c'était pour l'affaire de viol. C'était un peu difficile car les jurés étaient divisés. Dans les autres affaires, on était plus d'accord donc il n'y avait pas trop de tension. » (Isabelle)

¹ S. Lumet, *Douze hommes en colère*, film, 1957.

² G. Simmel, *op. cit.*, p. 20.

³ G. Simmel, *ibid.*, p. 21.

« En entrant en délibération, je pense qu'on n'a pas tous les mêmes opinions, on est pas tous pareils. Là, vraiment, on est différent. Mais au fur et à mesure qu'on s'exprime, qu'on étoffe ce qu'on sait, et bien on évolue dans le même sens. » (Stéphanie)

« Alors pour essayer de revenir à votre question sur la teneur des échanges, sur la forme, donc ça s'est bien passé ; sur le fond, j'ai trouvé quand même que d'une manière générale il y avait un certain bon sens. J'ai l'impression que les gens quand ils ont quelque chose de sérieux à discuter, quand on leur a présenté les choses correctement, quand... Et ben finalement ils donnent des points de vue qui sont assez sensés. Hormis ces deux grands courants : le courant libéral et le courant répressif entre guillemets. (rires) On les retrouvera dans tout jury. Non, j'ai vraiment trouvé dans l'ensemble que les jurés étaient très impliqués. » (Maurice)

La situation est paradoxale dans la mesure où la différence de chacun est affirmée et revendiquée, mais que l'issue des délibérations semble s'orienter vers un accord commun, avant même les votes. On se situe entre une position conformiste du groupe, car les membres s'influencent, et une pensée individuelle qui s'enrichit des différents points de vue.

Dès lors, les magistrats, et principalement le président, sont-ils dans une position susceptible d'influencer les jurés ? Sur ce point, les avis divergent.

Comme le rappelle Dominique Schaffhauser, lui-même président de cour d'assises, « on fantasme beaucoup sur cette place particulière du président qu'on n'hésite pas à soupçonner de toutes les manipulations »¹. En effet, si on ne peut nier l'existence d'une « relation asymétrique », il s'agit de comprendre les raisons de son existence et les stratégies qu'adopte le président afin d'en limiter la portée. Le savoir et l'habitude des uns s'oppose à l'inexpérience des autres. Il est indéniable que les professionnels détiennent un savoir et une pratique que les jurés n'ont pas et que seul le président connaît le dossier écrit. On peut aisément supposer que la tentation de s'en remettre à celui qui connaît le dossier peut être forte. « L'animation d'un groupe de travail n'est jamais neutre. (...) Les mystères du délibéré, lieu de relations des convictions intimes de chacun, de l'exercice de la rationalité et de l'expression des inconscients, laissent planer des zones d'ombres. »² On peut aisément imaginer l'importance des silences, temps-morts et autres moments de rupture lors des discussions précédant le vote.

Mais en pratique, le président dispose de marges d'action importantes au sein du déroulement du délibéré car le code ne règle que les modalités d'organisation du vote. En

1 D. Schaffhauser, op. cit., p.17.

2 J.-M. Fayolle-Noireterre, « Le délibéré aux assises, ultime point aveugle dans l'affaire d'Outreau », Droit et culture, 55, 2008, p.129.

fonction des présidents, l'asymétrie des relations est plus ou moins atténuée ou plus ou moins forte. La lancinante question de l'influence des magistrats sur les jurés se traduit par des discours témoignant d'une certaine méfiance des profanes à l'égard des professionnels.

Il semblerait que ce ne soit pas l'attitude du président en lui-même qui soit critiquable, mais plutôt le fait que la relation n'ait pas dépassé le stade de la mise en confiance pour en venir à une certaine forme de complicité de groupe, semblable à ce qu'ont pu dépeindre d'autres jurés.

« La présidente était une femme apparemment très calme, très posée, ayant le souci qu'au niveau du jury ça se passe bien, elle était prévenante. J'avais l'impression, tout de même, qu'elle était surbookée sur ses affaires. Elle avait la préoccupation que ça se passe bien pour nous mais il fallait que ça avance. (...) Il n'y avait que la présidente qui avait un contact de bien être avec nous. Si elle nous disait ce qu'on allait entendre par la suite, elle avait le souci de nous, mais c'est tout, ça n'allait pas plus loin. » (Stéphane)

« On va dire que le président joue un rôle hyper important, on est bien d'accord. Mais peut-être plus celui-là qu'un autre, je ne sais pas, je ne peux pas comparer. Mais c'est vrai que c'est quelqu'un qui connaît vraiment bien ses dossiers, qui a une très forte personnalité, mais en même temps... C'est vraiment la main de fer dans un gant de velours, mais à bon escient. Et c'est vrai que ça m'a beaucoup aidé parce que moi qui suis un peu... on va pas dire naïve, mais... Avant que je doute de ce que me disent les gens, il faut vraiment qu'ils me fassent des gros mensonges. Et euh... Et autant j'étais pas du tout émue par les larmes de l'accusé, quand il pleurait je ne suis pas du tout rentrée dans ce jeu de l'émotion... » (Nelly)

Dans l'esprit des jurés, ce sont essentiellement deux attitudes qui se dégagent. D'un côté on évoque le président bienveillant et soucieux de laisser aux jurés leur pleine liberté dans leur choix, de l'autre le président plus directif et autocratique. Cependant, rares sont ceux qui ont défendu ce second point de vue, et la distinction entre les deux attitudes n'est pas toujours évidente à percevoir. Sans chercher à nourrir un faux débat au sujet de l'attitude du président et des assesseurs qui peuvent adopter autant de comportements différents selon les types d'affaires ou le type de personne qu'ils trouvent en face d'eux, il s'agit de pénétrer le regard que s'en font les jurés.

De toute évidence, si « les juges profanes disposent de l'avantage du nombre »¹, les magistrats, en contrepartie, « peuvent s'appuyer sur leur cohésion professionnelle, leur connaissance des dossiers, leur familiarité avec les lieux, leur maîtrise des textes et des

¹ La réforme du 10 août 2011, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012 a définitivement modifié cette situation et la composition de la cour est désormais de 9 membres, 6 jurés et 3 magistrats.

tactiques procédurales, et enfin sur l'autorité que leur assure le statut et ses symboles, tel le port de la robe »¹. Entre la définition du rôle assigné au président, défini par le Code de procédure pénale, qui est bien celui d'un leader pour le groupe (c'est le président qui donne la parole, qui rappelle les règles du Code pénal concernant l'application et la modalité des peines), et la perception qu'en ont les jurés, il est difficile de distinguer le sens précis de mots comme « influence » ou « orientation » qui semblent proche dans l'usage qu'en font les jurés. Mais il est indéniable que le président représente la figure du leader au sein du groupe. Il est également hasardeux de savoir si les jurés parlent seulement de l'influence que pourrait avoir le président, ou s'ils évoquent également celle des assesseurs. Si certains reconnaissent une influence de leur part, ils n'y voient aucun mal et vont même jusqu'à affirmer que, dans une certaine mesure, cette influence est recherchée par les jurés qui la considèrent comme une sorte de guide, les aidant dans leur absence de connaissance juridique. Encore une fois, il semblerait que les avis divergents des jurés soient éminemment liés à la teneur de leur expérience à la cour d'assises, selon la nature des liens unissant le groupe, la difficulté des affaires, ou encore la fréquence de tirage au sort... D'autres jurés semblent convaincus qu'on ne cherche pas à les influencer dans leur jugement. Ils reconnaissent une forme d'orientation, mais selon eux, celle-ci n'est pas suffisante pour attaquer « l'intime conviction » de chacun.

« Moi je pense que c'est de l'orientation, parce que le président n'a pas la main mise sur ce que vous écrivez sur votre bulletin. Les autres m'ont raconté que dans l'affaire de viol (le violeur des pentes de la Croix Rousse), a priori, le juge disait que 20 ans, comme l'avait demandé l'avocat général, c'était assez. Ce n'est pas lui qui les a incités à mettre plus. Au bout d'un seul tour, ils ont obtenu 25 ans. Il avait l'air d'avoir été surpris par le verdict général. C'est la preuve qu'il ne maîtrise pas les votes. » (Stéphanie)

« J'en viens aux délibérations du jury : on est quand même fortement influencé par la position du président. Parce que quand on a affaire à quelqu'un dont on sent qu'il a une compétence, une écoute, etc., on se dit : « cette personne-là, c'est pas un facho, c'est quelqu'un qui sent bien les choses. » Donc, quelque part on se dit qu'il connaît admirablement bien le dossier. Forcément, il a une très grande force. Finalement, on trouve qu'il y a très peu de décalage entre ce qui est requis par le procureur et ce qui est jugé en fait. C'est là qu'on sent que le corps des jurés suit, quelque part, suit en donnant un tout petit peu moins. » (Backhram)

« On est quand même, qu'on le veuille ou non, influencé par le président, par les magistrats... Mais ce serait intéressant de savoir si au moment où on délibère, si on mettait chacun dans un isolement disant « vous répondez à telle question », ça serait intéressant de savoir si ça correspondrait à ce qui

¹ L. Gruel, « Des jurés populaires entre Durkheim et Thucydide... » in *Histoire et sociologie*, éditions Logiques, Paris, 1996, p. 126.

s'est passé après la réunion. Parce que quand il y a une espèce de phénomène de groupe, ça peut être dangereux aussi quand ça va dans le mauvais sens. Mais quand on tombe sur une majorité de gens, moi j'ai eu une assez bonne impression, de gens qui étaient sensés, qui avait un certain bon sens... On a un peu tendance à dire : « bon ben il y a une majorité qui se dégage pour tel fait, alors peut-être que ma position personnelle elle n'est pas vraiment bonne, parce que je n'ai pas pensé à ça, alors je la modifie un peu ». D'où l'intérêt d'une confrontation. Mais ce serait intéressant de faire avant et après pour voir s'il y a des différences. » (Maurice)

Il est très probable que les incertitudes des jurés puissent être perçues par les magistrats comme une brèche dans laquelle il leur est possible de s'engouffrer. Si lors de l'entrée dans la salle des délibérations de nombreuses incertitudes sont présentes, on comprend que les jurés soient plus perméables aux conseils et indications donnés par les magistrats. Mais, selon les dires des magistrats, l'influence directe n'est en aucun cas recherchée.

« C'est sûr qu'ils nous influencent, mais c'est normal, ils ont une expérience de la justice qui est autre que la nôtre et c'est sûr qu'on est influencé quand même ; mais je pense qu'on est à la fois influencé tout en étant libre de nos choix. Mais on demanderait presque à être influencé parce qu'on a aucune idée de ce à quoi on peut condamner les gens, c'est un peu gênant quand même. Je pense que c'était surtout fait pour nous informer. Moi, j'avais l'impression qu'elle nous informait, parce qu'elle, elle ne nous donnait son avis que si on lui posait la question, elle ne le disait pas d'emblée. » (Isabelle)

« Les magistrats nous préparent le travail puisqu'il faut répondre à un tas de questions et donc à partir de là il y a des choses qui deviennent plus claires. Pendant les délibérations, je trouve qu'on est quand même un petit peu orienté dans notre décision. Le président nous explique bien que si l'on décide comme ceci, cela aura telles conséquences, et ainsi de suite. Je ne dis pas que c'est dommage, parce que d'un côté cela nous aide mais d'un autre côté, quelque part, cela peut peut-être fausser un peu la décision finale. J'ai tranché comme j'ai voulu mais j'ai quand même senti que j'étais légèrement orientée vers une certaine décision... Mais bon... Comme pour cette affaire je ne savais pas trop ce que j'allais faire et que j'étais vraiment dans le doute, alors j'ai posé plusieurs fois des questions pendant le délibéré parce que je ne parvenais pas vraiment à me décider. » (Marie)

Les extraits d'entretiens illustrent bien les conclusions de Louis Gruel. Il affirme qu'il existe une discordance de normes de jugements entre les jurés et les magistrats. En effet, ce dernier a montré que les jurés jugent différemment des magistrats en ordonnant les faits selon une autre hiérarchie, fondée essentiellement sur des critères non juridiques.

Dès lors il peut être plus pertinent d'évoquer des différences de valeurs et de référentiels entre jurés et magistrats que de simplement vouloir tenter de résumer les échanges à des mécanismes d'influence unidirectionnelle des magistrats envers les jurés. Les subtilités

d'argumentation et d'expression propres aux interactions des délibérations nous laissent penser que la dynamique des échanges porte à une véritable décision de groupe, même si des dissensions peuvent demeurer entre les acteurs. Avant de voter, l'objectif est de parvenir à répondre à toutes les questions que les uns et les autres se posent.

« Pour moi ils ne cherchent pas à nous influencer. Ils peuvent à la limite donner leur idée, comment ils voient les choses, mais j'avoue que quand il y a une décision dans le délibéré, on est chacun... il faut réfléchir. Le président peut dire ce qu'il veut, il a une voix sur douze au final. » (Michel)

« Non, moi je ne pense pas que le président cherche à nous influencer. Il y a une histoire de confiance qui s'établit. Lui il connaît son dossier par cœur, nous on débarque, ce n'est pas pareil. Dire qu'ils font pression, c'est nul de dire ça, ce n'est pas vrai. Et je suis sûre que maintenant c'est pareil. » (Jacqueline)

« Le président nous a aiguillés, il ne nous a pas donné son avis. Je ne pense pas qu'il essaie d'avoir un ascendant. On sent seulement que pour lui il y a des affaires qui paraissent assez claires. » (Estelle)

Mais au-delà de la question de l'influence des magistrats, se pose la question de savoir si une forme d'influence entre jurés semble également possible et si elle est perçue par les jurés. Jean-Marie Fayolle-Noireterre, magistrat honoraire, ancien président de cour d'assises, mentionne l'importance des interactions entre jurés, notamment lors des déjeuners, qui participent de l'avancement de la réflexion et de l'influence mutuelle des uns envers les autres¹. Même s'il est compréhensible que les magistrats aient un rôle plus propice à l'influence, on ne peut pas nier que le premier des jurés qui prend la parole est en position de force pour guider les autres.

« On prend vraiment une décision de groupe, parce qu'avant de voter, l'échange est important. Oui, je trouve qu'on s'influence les uns les autres, c'est le but, c'est le groupe. Et puis quand on vote, il faut bien qu'on se mette d'accord sur quelque chose pour que se dégage une majorité. On est un groupe, la responsabilité du vote repose sur douze personnes, par sur une en particulier. » (Isabelle)

« C'est ça les délibérations, c'est les autres aussi qui peuvent vous apporter cette fameuse pierre qui vous manque. Tout le monde osait. Si dans la demi-heure vous n'osez pas, après ça vient. Et puis quand vous avez quelque chose à défendre, ça donne de l'énergie, du courage, du culot. (...) On compte sur les autres. Le juré n'est pas tout seul. Si quelqu'un est condamné on ne le porte pas sur soi, c'est une décision qui appartient au groupe. » (Colette)

¹ J.-M. Fayolle-Noireterre, *op. cit.*, p. 129.

« Le président a une vision générale du dossier, et je pense que c'est ça qui fait la différence. Et que nous on est témoins au fil de l'eau. » (Nelly)

« Chacun veut bien exprimer ce qu'il a envie de faire. Alors, il y a des gens qui modifient un peu entre le moment où ils ont apporté leur conviction personnelle et puis le vote, mais je pense que beaucoup ont voté comme ils pensaient réellement. » (Maurice)

« On ne peut pas se livrer, c'est terriblement dur. Après deux jours d'audience, ça passe, ça repasse, on mélange tout, on revoit le gamin, son père, on se dit qu'on n'est pas là pour juger son père mais l'accusé. C'était difficile de démarrer ; moi je n'aurais pas pu prendre la parole comme ça, au début de la discussion. Je n'ai jamais regardé mes notes, pendant que les autres parlaient je préparais, et en fonction de ce qui se disait je parlais moi aussi. On prenait la parole assez librement et une vraie discussion se met en place mais ce qui est quand même difficile c'est de fixer la peine. On est influencé, entre guillemets, par rapport aux mimiques de certains, aux soupirs. On arrive un peu à savoir qui a voté quoi. Et en fonction de ces personnes, quand ce sont des personnes qu'on commence à connaître, on se demande si ce qu'on a mis est bien, c'est-à-dire qu'on aime bien que cela soit cohérent parce qu'on a créé des liens avec ces personnes et on est dans le même état d'esprit et qu'on est d'accord sur certains points, alors on peut se demander qui a raison. » (Paul)

Le moment du délibéré est paradoxal. D'un côté, il s'agit de camper ses positions, de les affirmer face aux autres, tout en essayant de convaincre ; de l'autre, les jurés éprouvent un besoin réel de connaître l'opinion des autres et manifestent un désir d'approbation de leur part. Pour Anselm Strauss, « on constate souvent un décalage entre ce que nous attendons des autres et leurs réactions, ce décalage nous oblige à réajuster notre comportement eu égard aux manifestations non équivoques de l'entourage quant à nos actions. »¹ En fonction des réactions des autres membres du jury, chacun réajuste sa pensée et la manière de l'exprimer. Pour beaucoup de jurés, le vote et la façon dont ils vont exposer leur opinion lors de la discussion préalable, seront toujours orientés pour convaincre, ou tout du moins, pour se faire comprendre des autres. S'il existe un véritable souci de « bien faire » qui peut exister à l'égard du président, ce souci n'en demeure pas moins existant à l'égard du groupe, en tant qu'il représente une unité, l'unité porteuse de l'action qui n'appartient pas aux individus en propre.

« On a besoin d'être rassuré, on est tous comme ça. Il faut asseoir sa conviction, qu'on soit sûr, même si on l'est au fond de nous. Mais le regard des autres a aussi son importance. C'est un mélange. On arrive à dire quelle est notre position, à l'affirmer, à dire que c'est notre façon de penser. » (Laurence)

¹ A. Strauss, *Miroirs et masques*, p. 38.

« Chacun juge en fonction du jugement d'autrui. » (Colette)

« Et là je ne voulais pas louper la chose importante donc j'ai pris dix-huit pages recto verso de notes en deux jours. Alors, il y a deux fonctions à ça : effectivement ne rien oublier ; enfin ne pas laisser passer, entre guillemets, l'indice important. Et rester concentrée, parce que c'est dur quand même. C'est dur, c'est intéressant, heureusement, mais... pour moi c'était un moyen de rester concentrée de prendre des notes. » (Nelly)

En Italie

Déroulement et organisation du délibéré

Comme en France, lors des entretiens, nous avons demandé aux jurés de nous raconter la dynamique de déroulement des délibérations, sans pour autant entrer dans les détails du vote des affaires afin de ne pas entraver le secret de ces dernières.

À la fin de la dernière audience, la cour se retire pour délibérer en chambre du conseil. Selon les termes de la loi, jurés et magistrats délibèrent conjointement en fait et en droit, et à chaque juge correspond un vote. L'article 527 du Code de procédure pénale impose que les jurés populaires votent en premier en commençant par le plus jeune afin d'éviter toute influence de la part des magistrats.

La différence majeure entre la France et l'Italie est l'obligation de motiver en droit la décision prise par la cour d'assises. La motivation des sentences de la cour d'assises et de la cour d'assises d'appel a été introduite par la loi du 10 avril 1951, faisant écho à l'article 111 alinéa 1 de la Constitution italienne de 1948 qui pose l'obligation de motiver toute décision de justice. Or, les normes constitutionnelles que posent l'article 111 alinéa 1 et l'article 102 alinéa 3 imposent, d'une part, la motivation de toutes les décisions de justice, et d'autre part, la participation des citoyens à l'administration de la justice qui donne une valeur constitutionnelle au jury populaire. L'importance de ces normes constitutionnelles pour comprendre le déroulement des délibérations ainsi que la nature des rapports entre magistrats et jurés est fondamentale. « Il résulte de l'application cumulative de ces deux dispositions que la seule composition apte à garantir ces principes constitutionnels pour les arrêts d'assises est la composition mixte, qui prévoit la présence dans le procès d'un élément populaire et

l'obligation de motiver, alors que le verdict non motivé apparaît comme un des corollaires principaux des systèmes fondés sur le jury. »¹

En pratique, comment se déroulent les délibérations et en quoi consiste la mise en œuvre de la motivation de la sentence? Les délibérations ont lieu immédiatement après la fin des débats (article 525 CPP²). Seules les preuves qui ont été débattues durant l'audience peuvent être utilisées pour délibérer (article 526 CPP). La délibération est dirigée par le président qui pose les questions relatives à la culpabilité, et s'il y a lieu, à la peine à laquelle magistrats et jurés doivent répondre en votant. Le vote de chaque question est précédé d'une discussion où chacun expose son opinion. Le président recueille oralement le vote des jurés populaires en commençant par le plus jeune des jurés, et vote le dernier (article 527 CPP). Le vote n'est donc pas secret. Le dossier de l'affaire, constitué des seules pièces qui ont été débattues durant l'audience, est disponible et peut être consulté par les magistrats et les jurés durant les délibérations. En pratique, la motivation est donnée immédiatement après la délibération, à nouveau en audience publique, mais la rédaction de la sentence par l'un des deux magistrats doit être faite dans un délai de quatre-vingt-dix jours maximum. Chronologiquement, il y a donc une distinction entre le moment de la décision et celui de l'explication de cette décision.

Les jurés témoignent des difficultés qu'ils rencontrent lors des délibérations. S'ils peuvent exprimer librement leur opinion, ils sont conscients que leur raisonnement n'est pas juridique et ne peut pas être retenu pour la motivation de la décision. Ils se heurtent à la nécessité de fonder la motivation sur des éléments de droit pour condamner ou acquitter l'accusé. Face aux arguments des jurés formulés dans un langage ordinaire et non spécialisé, les magistrats ont un rôle de « traducteur », car pour accueillir l'argumentation des jurés il faut pouvoir la formuler selon les termes de la loi. Il s'agit du problème principal que soulève la mise en œuvre de la motivation en droit. Les magistrats sont contraints de réfuter certains arguments, même s'ils peuvent s'avérer pertinents, en invoquant l'absence de fondement juridique. La notion d'« intime conviction », à laquelle il est fait référence, est donc limitée par l'impératif de la motivation en droit.

« Le problème c'est que même si les magistrats nous écoutent et nous laissent nous exprimer, il n'y a pas vraiment de place pour ce que nous pensons. Le président nous l'a bien expliqué, il faut que la décision soit compatible avec la loi. Alors, même si on discute entre nous, on reprend les points

¹ S. Mogini, « Brèves remarques critiques sur l'expérience italienne de la cour d'assises », in J. Pradel (dir.), « Quelle participation des citoyens au jugement des crimes ? À propos de la réforme de la cour d'assises », *Travaux de l'institut de sciences criminelles de Poitiers*, éditions Cujas, Vol. XVII, Paris, 1997, p. 71.

² *Codice penale e di procedura penale e leggi complementari*.

essentiels du dossier, on s'exprime, c'est difficile de pouvoir se conformer à ce que dit la loi. On ne peut pas savoir ce que veut exactement la loi pour pouvoir condamner ou acquitter, ce sont toujours les magistrats qui doivent nous le dire, nous n'avons pas les moyens de vérifier. On leur fait confiance, mais c'est une situation qui nous met en position de faiblesse. On se retrouve dans une situation où parfois on se demande un peu à quoi on sert. » (Veronica)

« Lors des délibérations on se heurte toujours à la même chose, au même problème. On se retrouve autour de la table et on commence à discuter, à échanger nos points de vue sur l'affaire. Les magistrats commencent par nous expliquer le déroulement du délibéré et puis ils nous laissent parler. Ils ont beaucoup de patience, ils nous écoutent donner notre avis. Ils nous cadrent pour que la discussion reste centrée sur les questions auxquelles il faut répondre. Mais on se rend rapidement compte qu'il y a la façon dont on voit la situation et puis la façon dont on va pouvoir appliquer la loi. Souvent les magistrats nous disent qu'ils sont d'accord avec un argument qu'un juré propose, mais que cela ne peut pas être justifié par un article du code. Face à cela on ne peut rien faire. » (Oreste)

« On est dans une situation contradictoire. On nous demande de juger des affaires, nous suivons les débats, on en discute entre nous mais lorsqu'on arrive au moment de juger, lors des délibérations, on se rend compte que ce que nous pensons ne peut pas vraiment être transformé en jugement. Il y a toujours cette barrière de la loi qui nous limite. Les magistrats nous l'expliquent, ils n'y sont pour rien. » (Simona)

De plus, le vote oral tend à éluder la discussion. Certains jurés décrivent en effet une situation où le vote sur la culpabilité se dilue dans la discussion. Remarquons que les délibérations apparaissent plus brèves qu'en France. Bien qu'il y ait des variations d'une affaire à l'autre, le fait que discussion et vote s'entremêlent permette de réduire considérablement le temps des délibérations. Jurés et magistrats discutent et s'expriment librement jusqu'à ce qu'un consensus conduise à une majorité.

« C'est presque injuste parce que lorsque arrive le moment de décider, après de nombreux mois, on se retrouve en salle des délibérations et on se rend compte que l'on peut parler, dire ce qu'on pense mais que cela ne suffira pas pour autant. Alors, c'est vrai que cela n'enlève rien à la discussion, chacun peut s'exprimer, les magistrats nous écoutent et nous répondent toujours, mais ce qu'il manque c'est de pouvoir décider vraiment. Nous avons une intime conviction, et chacun l'exprime, mais au final nous tombons d'accord sur la façon dont on va condamner en accord avec la loi. » (Paola)

« Les magistrats nous guident dans la décision finale dans la mesure où nous n'avons aucune connaissance du droit et de son application. Nous nous retrouvons dans une situation où il nous faut

nous conformer à ce que dit la loi. C'est dommage mais on ne peut rien y faire. J'aurais aimé pouvoir vraiment participer et pas seulement donner mon avis. » (Gianni)

Quelles sont les conséquences de cette situation ? La pratique en cour d'assises nous révèle, à travers la voix des acteurs, que le jury n'a pas le pouvoir décisionnel que lui attribue la loi¹. Magistrats et jurés convergent sur ce point. Lorsque les jurés évoquent leur expérience, ils le font toujours en des termes positifs, cependant leur enthousiasme est presque systématiquement terni par la déception de n'avoir pas pu participer pleinement aux jugements des crimes. L'explication qu'ils donnent appartient toujours au registre d'un manque de compétence et d'une différence qui existe entre ce que leur regard profane apporte et ce que la justice attend : un regard d'expert, qui n'est autre que celui que détient le juge professionnel. Ces deux regards entrent généralement en contradiction. En somme, leur manque de « savoir-faire » et de connaissance du droit, atout des professionnels, leur fait logiquement défaut. Les jurés se heurtent à cette difficulté dès les premières affaires auxquelles ils participent. Ils comprennent l'ambiguïté de leur rôle. De cette difficulté naît un malaise aisément compréhensible. Bien que cherchant à comprendre les termes de la loi et ses circonvolutions, les jurés questionnent continuellement les magistrats sur le sens et la teneur des débats et se rendent bien compte de la technicité du procès pénal italien. Remarquons que la procédure pénale en cour d'assises est identique à la procédure qui s'applique aux infractions jugées devant la juridiction équivalente de notre tribunal correctionnel (*tribunale*). La complexité de la procédure pénale est un obstacle majeur que confirment les magistrats. Par exemple, lors des suspensions d'audience les magistrats débattent de tel ou tel article du code, qui doit s'appliquer à la requête faite par une des parties, et auquel la Cour doit répondre². Lors des délibérations, le problème est à nouveau présent, mais moins pour la question de la culpabilité, que pour celle du calcul de la peine.

« Du point de vue décisionnel nous n'avons pas vraiment de poids. Nous échangeons nos points de vue pendant les délibérations mais cela n'a pas d'impact, parce que de toute façon c'est eux [les magistrats] qui décident. » (Roberto)

1 G. Conso, « Séance d'ouverture/Opening session », *Revue internationale de droit pénal*, 72, 2001, p. 18.

2 Un exemple fréquent est donné par les différents profils de témoins que les magistrats sont amenés à distinguer, sous peine de vice de procédure. D'après une norme récemment ajoutée au code, l'article 197 bis pose qu'un accusé (pour une autre affaire, connexe ou non) entendu comme témoin doit bénéficier du statut de « témoin assisté ». Il est alors accompagné par le défenseur de son choix, ou bien d'un avocat commis d'office. De plus, il peut refuser de témoigner sur les faits pour lesquels il a subi une condamnation s'il n'a pas été jugé responsable ou n'avait pas rendu de déclarations. Dans la pratique, cette norme complique la distinction des différents profils de témoins.

« Dans le cadre des lois qu'ils [les magistrats] nous expliquent, nous exprimons notre jugement dans la marge qui est la nôtre. Parce que nous devons toujours être dans le cadre de la loi, le respecter, c'est obligatoire, c'est lui qui nous aide à prendre une décision. Nous avons la possibilité d'exprimer notre jugement. Mais, il est clair que ce sera au président de décider si ce que nous disons est juste ou non. » (Sonia)

Quant aux magistrats, ils évoquent également le conflit existant entre la technicité juridique du procès en cour d'assises et la nécessaire ignorance de la matière par les personnes appelées à participer au jury. Cependant, tous les magistrats que nous avons rencontrés ne présentent pas de manière évidente la situation telle qu'elle est présentée par les jurés. Il apparaît que la contradiction inhérente au fonctionnement du jury populaire italien ne soit pas toujours avouable dans la mesure où elle témoigne d'un manque de logique du système juridique actuel. Sur ce point, un magistrat insiste sur les aspects positifs de la présence des jurés dans la formation de jugement sans aborder directement la question de leur rôle direct dans la décision finale.

« La présence des jurés influe sur notre manière de travailler, c'est évident. Ils nous obligent à clarifier l'ensemble de notre pratique professionnelle, à la rendre intelligible et compréhensible à tous. Cela nous oblige à faire un effort de transparence. Il faut parvenir à leur donner les conditions idéales pour émettre un jugement et se sentir pleinement capables de prendre les bonnes décisions avec notre aide. C'est vrai qu'il existe une contrainte puisque nous devons motiver le verdict, mais cela ne les empêche pas de prendre une part active à la discussion et à la décision. » (B., président de la cour d'assises d'appel)

Pour les autres magistrats que nous avons rencontrés, le dysfonctionnement du jury populaire correspond à une absence de conditions légales qui permettrait de créer un espace où la voix des jurés pourrait s'exprimer. Selon eux, le facteur explicatif principal provient du fait que toutes les décisions de la cour d'assises doivent être motivées en droit (article 111-1 de la Constitution). Il s'agit de la différence majeure entre le jury français et le jury italien. Se pose alors la question de la compatibilité entre la présence d'un jury participant au vote en fait et en droit, et l'obligation de motiver juridiquement la décision prononcée.

« Nous [les magistrats] avons les connaissances techniques qu'eux n'ont pas, qu'ils ne peuvent absolument pas avoir. Évidemment si un avocat était choisi, il serait récusé. Donc la loi ordonne qu'ils n'aient aucune connaissance technique. Et donc du point de vue technique, nous pouvons dire ce que nous voulons. Parce que, par exemple, si nous leur disons que la cour de cassation prend en compte la preuve d'une certaine façon, nous, nous disons la vérité par honnêteté personnelle, mais eux ne savent pas si c'est la vérité. Et c'est cette hybridation qui est problématique à la cour

d'assises, en ce sens que le jury populaire dans sa forme pure, décide uniquement entre non professionnels. Moi-même et C. [l'assesseur et le président] nous ne pouvons pas consentir qu'ils construisent toute une décision, parce qu'il se peut que ce soit une décision selon nous correcte, mais si elle n'est pas correcte, il en va de notre compétence professionnelle. Donc, nous devons arriver à une décision correcte, également parce que nous sommes tous coresponsables, et puis il y a la motivation juridique de la décision. Selon moi, la motivation enlève toute crédibilité à la présence des jurés populaires en cour d'assises. Les jurés populaires devraient être appelés pour juger non selon le droit mais selon l'équité et donc sans motiver la décision. Malheureusement chez nous, on a construit la cour d'assises sans créer aucune particularité au noyau central du procès qu'est la décision. Si la décision reste semblable à celle des jugements à juges uniques ou collégiaux, pour lesquels il y a une responsabilité de tous et il y a une motivation, alors d'une certaine manière, en cour d'assises les magistrats devraient aussi permettre aux jurés populaires de devenir des juges professionnels, en leur donnant tous les instruments. En réalité, pour faire participer un jury il faut une particularité de la décision, elle ne doit pas être motivée, et donc on ne doit pouvoir y faire appel. » (S., magistrat assesseur)

« Nous sommes confrontés à un problème majeur. Enfin nous faisons tout pour que cela ne devienne pas un vrai problème mais plutôt une situation avec laquelle nous devons composer et faire de notre mieux pour que les jurés ne souffrent pas trop de cette absurdité qui veut qu'ils ne connaissent pas la loi mais qui en même temps ne leur permet pas de participer vraiment à la décision parce que justement ils ne maîtrisent pas le droit. Il s'agit de concilier l'inconciliable, mais il est important que nous trouvions les moyens de les faire participer quand même. » (M., président de cour d'assises)

Interactions et rapports entre jurés et magistrats

Le moment du délibéré cristallise et concentre, dans un laps de temps bref, l'essence des relations entre les membres de la cour. Il apparaît pour la grande majorité des jurés comme l'aboutissement des audiences qui ont généralement duré de longs mois. Les enjeux liés au jugement et au secret qui lui est attaché attisent les curiosités et concentrent les attentes dont chacun a investi le rôle de juré. Ceci est d'autant plus fort que la première délibération arrive après une présence déjà longue à la cour d'assises.

Les jurés italiens mettent en avant le fait que les délibérations constituent un véritable espace de discussion. Remarquons que, compte tenu de la durée des procès et de leur étalement dans le temps, lorsqu'arrive le moment des délibérations, la réflexion qui portera à la décision finale est déjà bien avancée.

« Lorsque l'on entre dans la salle des délibérations, nous nous installons tous autour de la table et le président nous donne la parole à tour de rôle. Ce qui compte à mon avis c'est que les magistrats nous laissent nous exprimer et généralement nous prenons la parole à tour de rôle. Mais entre nous, les discussions ont généralement commencé bien avant les délibérations. » (Roberto)

« Les délibérations passent très vite lorsque l'on y participe. J'ai pour l'instant participé à trois délibérés et cela n'a jamais duré plus de deux heures, deux heures et demie. Il faut dire que compte tenu de l'étalement dans le temps des audiences, on a le temps de bien réfléchir et de discuter de l'affaire entre nous et avec les magistrats avant le jour du délibéré. » (Lucio)

Face à la situation problématique qui est décrite par les jurés et les magistrats, nombreux sont les jurés qui adoptent une position compréhensive et protectrice afin d'éviter de *perdre la face*¹. Pour eux, si la situation est imparfaite, compte tenu des exigences pour les magistrats de rédiger une motivation répondant à des critères juridiques précis, ils préfèrent interpréter cet état de fait en le tournant soit en dérision, soit en cherchant à minimiser le désagrément causé, en insistant sur l'importance de la discussion entre les membres de la cour ou encore sur l'effectivité de leur participation tout au long des audiences.

« Nous ne pouvons pas nous exprimer librement parce que nous ne connaissons pas le détail de la loi et c'est en même temps pour cela qu'on nous demande d'être juré. La contradiction est surprenante, je pense que les autres jurés vous l'auront fait remarquer. Comment faire pour que le jury populaire fonctionne dans ces conditions ? » (Sabrina)

« Pour moi, le plus important et le plus intéressant, c'était les discussions que nous avions pendant les délibérations. Cette possibilité qui nous est donnée d'assister et d'être présents aux côtés des magistrats c'est déjà beaucoup. Alors, si pour ce qui est de la décision finale nous ne sommes pas vraiment en mesure d'imposer notre point de vue, je pense que ce n'est pas si grave que cela. C'est un peu comme si on était les juges des juges car nous observons et écoutons avec beaucoup d'attention ce que nous exposent les magistrats. Il se crée un rapport de loyauté entre nous. S'ils doivent faire en sorte que le verdict soit conforme à la loi, ils ne sont pas responsables de cette situation. On peut tout de même dire que l'on participe à d'autres niveaux du procès, je pense aussi que notre présence modifie la façon de travailler des magistrats et les oblige à appliquer plus de transparence dans leur activité de juge. » (Paola)

« La situation est ce qu'elle est et on ne peut pas y faire grand-chose. Mais on se contente de ce qu'on nous donne. Je veux dire que si la loi a prévu que nous ne puissions pas avoir plus d'influence sur le jugement c'est une situation qu'il faut accepter et il faut peut-être même savoir en tirer partie

¹ E. Goffman, *Les rites d'interaction*, p. 10.

et concentrer nos énergies sur d'autres choses. Je pense en particulier aux discussions que nous avons avec les magistrats et Flavia la greffière, et puis aussi entre nous. Tout ce qui se déroule sous nos yeux est matière à réflexion, et nous échangeons beaucoup bien avant les délibérations. Personnellement je pense que toutes ces discussions sont très importantes et nous apportent beaucoup, tant concernant le jugement en tant que tel qu'individuellement. On préfère faire comme si de rien n'était et penser que notre voix compte autant que celle des magistrats. Même si nous ne sommes pas dupes de la place qu'on nous réserve, c'est plus facile de jouer le jeu et de s'impliquer le plus possible. Je crois que c'est l'attitude que choisit d'adopter la majorité d'entre nous.» (Veronica)

À la lumière de ces paroles, il est frappant de voir comment une discordance entre rôle et statut est en mesure de créer un malaise pour les jurés italiens. Ils décrivent une discordance forte entre d'un côté le motif officiel qui les amène à la cour d'assises et de l'autre côté la réalité de la pratique qui réduit considérablement la portée de leur présence.

L'intérêt qui se dégage pour nous des notions de rôle et de statut, est qu'elles marquent pour l'individu « le point d'insertion dans la vie du groupe »¹. Selon Jean Cazeneuve, « les notions de rôle et de statut sont à la charnière de la psychologie et de la sociologie, et elles sont au centre de la psychologie sociale »². La distinction entre le statut et le rôle constitue « des points de repère pour comprendre comment l'individu devient une personne aux yeux de son entourage et dans sa propre conscience de lui-même »³. Dans le cas des jurés, elle permet d'expliquer et de comprendre la difficulté d'adhérer pleinement au *rôle* qu'on leur attribue puisqu'il n'est pas pleinement respecté dans la pratique. Jean Stoetzel définit ces deux notions de la façon suivante : « Si l'on prend pour centre d'observation un individu, la place qu'il occupe détermine son statut et son rôle. Son statut est l'ensemble des comportements à quoi il peut s'attendre légitimement de la part des autres ; son rôle est l'ensemble des comportements à quoi les autres s'attendent légitimement de sa part »⁴.

La place que l'institution judiciaire leur attribue au sein de la juridiction de jugement définit autant leur rôle que leur statut. Officiellement, le rôle qu'occupe les jurés peut être défini comme étant celui d'un non technicien du droit à qui l'on confie la tâche de juger les infractions les plus graves à la lumière de leur expérience personnelle et de leur connaissance de l'homme et de la vie. Le serment que les jurés italiens prêtent, rappelle précisément la nature de ce rôle. Quant à leur statut, il peut être défini comme l'ensemble des comportements qu'ils peuvent légitimement attendre de la part de tous les acteurs du procès (magistrats,

¹ J. Cazeneuve, *La personne et la société*, éditions PUF, Paris, 1995, p. 76.

² J. Cazeneuve, *ibid.*, p. 76.

³ J. Cazeneuve, *ibid.*, p. 77.

⁴ J. Stoetzel, *Psychologie sociale*, éditions Flammarion, 1963, p. 178.

personnels de justice, avocats, « accusé », « victime », témoins...). Leur rôle correspond à l'ensemble des comportements et des attitudes qu'ils vont réellement adopter durant les audiences, mais aussi lors des suspensions de séances et lors du délibéré. Être juré implique donc tout un ensemble de normes auxquelles il faut se conformer et ne pas transgresser. Ces normes, implicitement posées, prédéfinissent ce qu'une personne peut penser au sujet de ce qu'elle devra faire ou ne pas faire pour respecter la fonction de juré. En pratique, les magistrats leur rappellent régulièrement quelles sont les attitudes et marges d'action dont ils disposent lors des suspensions d'audiences et lorsque la cour se retrouve dans la salle des délibérations avant et après les audiences. Il s'agit, par exemple, du contrôle de l'attitude corporelle et des expressions durant les audiences, du comportement qu'ils doivent adopter dans l'enceinte du palais de justice, des efforts d'attention durant les débats ou encore de leur présence à toutes les audiences.

Le *statut* de juré, bien que temporaire, nécessite, comme pour les professions où l'on traite de difficultés humaines, de problèmes physiques ou moraux, une certaine prise de distance, de maîtrise de soi et de ses émotions. « La maîtrise des impressions »¹ constitue un point important dans la façon dont les jurés doivent gérer et mettre en scène leur *personnage* à travers le *rôle* qui leur est attribué.

Les jurés, à qui l'on demande d'apporter leur expérience des choses de la vie, doivent être en mesure de mobiliser des *ressources*² personnelles leur permettant de s'adapter à la situation. Mais aucune préparation particulière n'est prévue à cet effet. Leur expérience est considérée comme la seule garantie pour parvenir à remplir leur fonction. En mobilisant différentes *ressources*, les jurés parviennent à adopter un rôle approprié au statut qu'on leur attribue. On peut dire du juré qu'il est *un acteur discipliné* dans la mesure où il doit « se détacher affectivement de sa représentation, de façon à rester disponible pour faire face aux aléas dramaturgiques qui peuvent se produire »³. De plus, « il doit donner l'apparence d'adhérer intellectuellement et émotionnellement à l'activité qu'il présente »⁴. Sur la *scène*, l'adhésion des jurés à leur statut se traduit par une attitude adaptée à *la définition de la situation* : ils sont impassibles.

¹ E. Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, tome 1, chapitre 6.

² Michel Pollak évoque la mobilisation de ressources pour rendre compte de l'expérience vécue par les déportés des camps de concentration. Il conceptualise des *ressources physiques et incorporées, relationnelles et cognitives (compétences certifiées et savoir-faire pratiques)*. Même si aucune expérience ne peut être comparée à celle décrite par Pollak, et nous n'y prétendons en aucun cas, le concept de *ressources* est utile pour penser les différentes formes d'adaptation aux contraintes institutionnelles au travers de la mobilisation de ressources de natures différentes. *L'expérience concentrationnaire*, éditions Métailié, Paris, 2000.

³ E. Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*, tome 1, p. 204.

⁴ E. Goffman, *ibid.*, p. 204.

Les jurés italiens se retrouvent dans une situation singulière où la notion de *distance au rôle* permet d'expliquer la posture qu'ils adoptent, car elle constitue finalement la seule posture envisageable afin de ne pas perdre la face et de continuer à donner du sens à leur présence au sein de la cour d'assises. Il s'agit d'un processus ambivalents, souvent contradictoire. Ces moments de contradictions provoquent des sentiments de *dilemmes de statut*¹ (telles que les hésitations liées aux problèmes d'identification aux « victimes » et aux « accusés »), de mépris de soi. Les mécontentements et contentements, la manière dont les jurés peuvent se sentir satisfaits ou non de leur participation, éprouver des sentiments de reconnaissance ou de distance, sont directement liés aux *dilemmes de statut*. Une discordance entre statut et rôle est en mesure de troubler la personne, et par opposition, une bonne concordance entre les deux apporte satisfaction à l'acteur. En cas de trouble, l'acteur passe alors par une impossibilité de maintenir une seule et même *définition de la situation*² puisque des ruptures, perceptibles dans le comportement d'autres acteurs ayant une place centrale dans les interactions (les magistrats), l'en empêchent.

C'est comme si les interactions entre les acteurs du jury avaient été envisagées dans deux perspectives, autrement dit, deux *définitions de la situation* : d'un côté, celle intégrée par les jurés donnée en théorie, de l'autre, celle appliquée dans la pratique par les magistrats. Or selon Erving Goffman, le facteur décisif dans la structure des rencontres sociales, « est constitué par le maintien d'une définition unique de la situation, définition que l'on doit exprimer et dont on doit maintenir l'expression en dépit d'une foule de ruptures possibles »³. Ainsi, les jurés se plaignent d'une toute puissance de la loi qui, malgré la bonne communication qui s'est instaurée avec les magistrats, ne laisse pas de place à leur propre opinion. Ils estiment ne pas avoir été respectés dans leur statut, bien qu'ils soient en droit de s'attendre à participer pleinement à l'acte de juger lors des délibérations. La nécessité de motiver en droit la décision finale prise par la Cour et le jury, limite de manière irréversible l'influence et le poids des jurés.

Le rôle à adopter par les jurés doit être redéfini, tout comme *la définition de la situation*, dans la mesure où les magistrats s'attendent à un autre comportement que celui légitimement prévu par le serment des jurés et la loi d'avril 1951. Une redéfinition du statut, du rôle et de *la définition de la situation* entraîne une certaine forme de suspicion, de méfiance à l'égard de ceux qui ne respectent pas les codes sociaux préétablis. Le malaise que peut causer un tel

¹ E.C. Hughes, *op. cit.*, p. 187-197.

² E. Goffman, *op. cit.*, p. 240.

³ E. Goffman, *ibid.*, p. 240.

événement pour celui qui voit son statut et son rôle redéfinis, peut conduire ce dernier à *perdre la face*.

Dans « calmer le jobard »¹, Erving Goffman fait allusion au problème d'adaptation à l'échec auquel les acteurs peuvent être confrontés, et qui a pour conséquence la perte de leur rôle social. « Victimes de manœuvres frauduleuses, il nous arrive de découvrir subitement que nous devons nous adapter à une perte : nous sommes privés des fondements d'une sécurité et d'un statut que nous considérons comme allant de soi. »² Par l'usage de cette métaphore, Erving Goffman évoque la situation d'un individu qui a été victime d'une escroquerie, d'une tromperie. Cette situation peut être assimilée à ce que vivent et décrivent les jurés italiens.

Malgré les *méthodes d'apaisement*³ que les magistrats utilisent (sympathie, mise en confiance, valorisation du statut...) ayant pour but le maintien de la *face* des jurés, ces derniers ne sont pas dupes et évoquent leur déception face à cette situation. De leur point de vue, celui du perdant, *l'apaisement* représente « un processus d'ajustement à une situation impossible – une situation liée à une définition qu'il s'est donné de lui-même et qui se trouve contredit par les faits »⁴. Dès lors, ils ressortent insatisfaits de leur place, surtout pendant le délibéré.

Deux issues sont alors possibles : soit la perte du rôle social est sans répercussion sur l'acteur, soit celle-ci le touche directement, auquel cas, il y a humiliation. Face à ces deux possibilités, la très grande majorité des jurés italiens parviennent à éviter la perte de leur rôle social. Pour beaucoup d'entre eux, la situation d'impuissance à participer pleinement au jugement des crimes est réinterprétée comme étant finalement une situation « normale ». En d'autres termes, l'idée selon laquelle les jurés ne seraient pas aptes à participer aux jugements est reprise par certains jurés. Cette idée qui est un argument des opposants au jury populaire que dénonce Lucia Corso⁵, permet de justifier une situation inconfortable pour les jurés. Elle est fortement intériorisée par les jurés que nous avons rencontrés.

« Finalement on en vient à se demander si cette situation n'est pas une bonne chose. Nous ne connaissons pas la loi, et les magistrats sont mieux placés que nous pour juger. C'est plus dans l'ordre des choses que nous ne puissions pas avoir une influence directe sur la décision finale. »
(Maria)

¹ E. Goffman, « Calmer le jobard », in I. Joseph, *Le parler frais d'Erving Goffman*, éditions de Minuit, collection « Le sens commun », Paris, 1989, pp. 277-300.

² E. Goffman, *ibid.*, p. 277.

³ E. Goffman, *ibid.*, p. 287.

⁴ E. Goffman, *ibid.*, p. 287.

⁵ L. Corso, *Giustizia senza toga. La giuria e il senso comune*, pp.17 et suivantes.

« Bien que l'expérience soit très intéressante, il est décevant pour nous que notre avis ne puisse pas être pris en compte comme il le devrait. Mais en y réfléchissant bien, et après la déception due à cette situation, je pense qu'en fin de compte ce n'est pas plus mal comme ça. Nous avons eu l'occasion d'en discuter à plusieurs reprises entre nous. Passés les premiers moments où nous étions tous surpris de constater qu'on ne nous demandait pas de connaître le droit mais qu'en même temps la loi posait des limites à l'expression de notre point de vue, cette situation a quand même des avantages. D'abord parce qu'on se sent moins responsable de la décision finale, ensuite parce qu'effectivement on peut se demander si on serait vraiment capable de bien juger et de faire aussi bien que les magistrats. » (Simona)

« On nous demande de juger mais on ne nous en donne pas les moyens. Tout compte fait cela n'est pas si mal. On assiste aux procès, on participe à notre manière et on n'a finalement pas le poids de la décision sur nos épaules. Nous donnons aux magistrats notre point de vue et, en fonction des limites que pose la loi, ils prennent ou non en compte notre avis. C'est un peu frustrant mais on en vient à se dire que les magistrats sont les personnes les plus aptes à juger, bien plus que les jurés. Juger c'est un métier et cela ne s'improvise pas. » (Paolo)

« Pour moi, c'est mieux comme ça. La motivation juridique est de toute manière trop compliquée pour que nous puissions y participer. Les magistrats doivent s'en tenir aux articles du code et traduire notre opinion en termes juridiques, ce qui est quasiment impossible. Ils nous expliquent en détail leur raisonnement et nous confrontons nos opinions durant la discussion qui précède la décision. Nous arrivons à un accord et la décision finale n'est prise que lorsque toutes les questions ont été posées, lorsque tous les doutes ont été soulevés. Les magistrats se montrent très attentifs et prennent le temps de nous écouter. Mais ils nous expliquent aussi que certains arguments ne peuvent pas être pris en compte parce qu'ils ne pourraient pas les justifier dans le cadre de la loi. » (Roberto)

Cependant, le bien-fondé et l'intérêt du maintien et du jury populaire se retrouve tant dans la parole des magistrats que dans celle des jurés. Les deux groupes d'acteurs ont chacun des justifications différentes. La situation est paradoxale puisque d'un côté, la participation du jury populaire est mise à mal, et de l'autre côté, le sentiment de la nécessité de la présence du jury est présente dans le discours des acteurs institutionnels. Ce paradoxe révèle une tension entre le fonctionnement difficile de l'institution du jury populaire et l'intuition de l'ensemble des acteurs qui ne cessent de penser que le jury a quelque chose à apporter au fonctionnement de la cour d'assises. Les acteurs montrent cependant des difficultés à justifier de façon objective cette position.

Pour les magistrats, la présence des jurés représente un bouleversement dans l'exercice de leur profession puisqu'elle modifie radicalement leur pratique quotidienne. En effet, ils

doivent expliquer chaque étape de la procédure, traduire les interventions techniques des parties en termes intelligibles pour les jurés ou encore expliquer clairement les détails de leur raisonnement. Le contact avec les profanes peut être envisagé comme la rencontre entre deux « mondes sociaux » qui généralement s'ignorent. D'un magistrat à l'autre, l'intérêt de la présence des citoyens dans la formation de jugement des cours d'assises trouve une justification d'ordre pédagogique, personnel, professionnel... Tous convergent dans la mise en avant des aspects positifs de la présence des profanes. La relation humaine qui se tisse dans les coulisses des salles d'audience semble primer sur toutes autres considérations d'ordre pratique et c'est finalement la reconnaissance unanime des magistrats italiens qu'il faut garder à l'esprit.

« Si l'on me demande si le jury est pour moi une bonne chose ou une erreur... Il est vrai qu'il y a toutes ces difficultés... mais une coresponsabilité, une participation des citoyens, même dans ces conditions... Si quelqu'un me demandait d'un point de vue théorique « toi est-ce que tu enlèverais le jury en cour d'assises ? », moi je ne l'enlèverais pas. Je sais que c'est un peu contradictoire avec tout ce que j'ai dit précédemment, mais tout compte fait cette participation des citoyens, qui chez nous ne donne pas grand-chose, tout de même, nous en retirons un petit quelque chose. Cela ne fait pas de mal. » (S., magistrat assesseur).

« Selon moi, c'est une expérience intéressante pour un juge parce que cela lui impose d'apprendre à utiliser un langage simple, claire et surtout cela lui impose de vérifier s'il a les idées claires dans la mesure où il est capable de faire comprendre aux autres sa manière de penser, de conceptualiser. » (M., présidente de cour d'assises)

« La présence des jurés à nos côtés est très positive. Il s'agit d'un travail d'équipe dans lequel nous nous efforçons de clarifier le plus possible les aspects techniques du procès afin qu'ils puissent se forger une intime conviction et décider ensuite lors de la délibération. » (C., président de cour d'assises)

« Même si la place et le rôle des jurés sont limités par la nécessité de motiver la décision, nous cherchons à leur donner le plus d'informations possible afin qu'il leur soit possible de se forger une opinion et de participer à la décision finale. Ce n'est pas toujours évident compte tenu de la complexité de certains points de droit mais cela fait partie de notre travail. » (V., président de cour d'assises)

« Lorsque l'on explique bien aux jurés quelle va être leur tâche, ils sont généralement satisfaits d'être là. La très grande majorité d'entre eux s'appliquent et je n'ai jamais été déçu ou encombré par leur présence. J'ai du plaisir à travailler avec eux. » (B., président de cour d'assises d'appel)

Les jurés, malgré les limites précédemment décrites, soutiennent également l'idée d'un intérêt à la présence de profanes dans le jugement des crimes en cours d'assises. Cet intérêt se situe principalement au niveau des deux aspects de l'expérience vécue à la cour d'assises : celui de juge auquel ils pensaient participer et celui qui découle de la socialisation au sein du groupe.

Synthèse

En réalisant une ethnographie d'une session de cour d'assises en France et en Italie, nous avons souhaité mettre l'accent sur le point de vue des acteurs tout au long de leur présence dans l'enceinte du palais de justice. Notre objectif étant de faire entrer le lecteur dans l'univers de chaque procès criminel. Quels éléments fondamentaux s'en dégagent pour notre recherche ?

Premièrement, la révision de la liste de service du jury de session, qui marque officiellement la prise de fonction des jurés dans leur rôle de juge, correspond également à leur entrée symbolique dans le monde social de la justice. En France comme en Italie, il s'agit d'une journée qui vise à sélectionner et à préparer les futurs jurés à leur rôle de juge.

Deuxièmement, l'audience criminelle à proprement parler représente le cœur de l'expérience des jurés, c'est à ce moment-là qu'ils vont découvrir le contenu des affaires à juger ainsi que tous les acteurs présents dans la salle d'audience.

Troisièmement, lors des délibérations qui marquent l'aboutissement de l'audience, les jurés et les magistrats vont entamer la confrontation des points de vue dans une discussion qui aboutira au prononcé du verdict.

En France, la métamorphose du juré s'effectue en l'espace de quelques semaines aux côtés des magistrats. Au fil de la session, ils acquièrent des compétences et parviennent à participer aux délibérations en exerçant leur intime conviction selon les prérogatives qu'on leur accorde.

En Italie, la présence des jurés aux côtés des magistrats se caractérise par une discordance entre le statut et le rôle des jurés qui entraîne pour eux des difficultés dans le maintien et la *définition de la situation*. Le désagrément principal de cette expérience est étroitement lié au fait que la grande majorité des jurés estiment avoir été lésés puisque, dans la pratique, le rôle dans le procès n'est pas celui qu'on leur a annoncé. Mais la mise en place de stratégies d'adaptation leur permet d'accepter leur rôle et de se focaliser sur d'autres aspects de leur expérience à la cour d'assises.

Conclusion partie

Ni tout à fait libres, ni tout à fait contraints par les règles de procédure qui règlent le procès et par extension leur rôle de juge profane, les jurés, français comme italiens, peuvent être qualifiés d'« acteurs faibles »¹. Cette terminologie qui peut sembler paradoxale permet d'envisager les marges d'action et les interstices dans lesquels les jurés parviennent à se mouvoir, tant sur le plan pratique, au fil de la session, que sur le plan intellectuel. Appliqué au jury populaire, ce concept permet de penser le statut intermédiaire et parfois même précaire des jurés, profanes face aux professionnels, dans un monde social dont ils ne maîtrisent ni la langue, ni les codes, ni les rythmes. Comme nous avons tenté de le montrer dans cette partie, à travers les extraits d'entretiens, les jurés développent des capacités d'observation, de critique et de jugement à l'égard de ce qu'ils perçoivent du « monde social » de la justice et de ses acteurs. Pourtant, malgré des circonstances qui leur sont plus ou moins favorables d'un pays à l'autre, les jurés font preuve de discernement et exercent avec sagacité leur regard sur l'institution judiciaire en tentant de remplir leur rôle de juge, le temps d'une session à la cour d'assises.

¹ J.-P. Payet, D. Laforgue, « Qu'est-ce qu'un acteur faible ? Contribution à une sociologie morale et pragmatique de la reconnaissance », in J.-P. Payet, D. Laforgue, F. Giuliani, *La voix des acteurs faibles, de l'indignité à la reconnaissance*, éditions PUR, Rennes, 2008, p. 10.

Troisième partie :

Le jury populaire aujourd'hui, une institution moderne capable de créer du lien social en démocratie ?

« Le jury apprend à chaque homme à ne pas reculer devant la responsabilité de ses propres actes (...). Il revêt chaque citoyen d'une sorte de magistrature ; il fait sentir à tous qu'ils ont des devoirs à remplir envers la société, et qu'ils entrent dans son gouvernement. En forçant les hommes à s'occuper d'autre chose que de leurs propres affaires, il combat l'égoïsme individuel, qui est comme la rouille des sociétés. Le jury sert incroyablement à former le jugement et à augmenter les lumières naturelles du peuple. »

Alexis de Tocqueville¹

Ces mots d'Alexis de Tocqueville, écrits il y a plus de deux cents ans, reflètent à merveille ce qu'ont toujours affirmé et défendu les partisans du jury populaire : il s'agit d'une institution utile, tant pour la société que pour les individus qui y participent. Dans cette dernière partie, notre objectif est de parvenir à démontrer que les mots d'Alexis de Tocqueville sont encore pertinents et que l'observation du droit en mouvement lui donne raison. Cependant,

¹ A. de Tocqueville, *op. cit.*, p. 407.

à la lumière des pages précédentes, il nous est désormais possible d'affirmer que la traditionnelle fonction politique du jury populaire n'est plus suffisante pour expliquer l'influence qu'il a sur les individus qui y participent. À présent, il nous faut démontrer que la logique de ces mots est toujours d'actualité mais avec d'autres fondements.

Pour cela, nous tenterons dans un premier temps d'explicitier les éléments qui font du jury populaire une institution socialisante pour ceux qui y participent. Les liens interpersonnels qui unissent les membres du jury durant la session favorisent la formation d'un groupe restreint, qui entraîne le développement d'une socialisation forte. Ainsi l'expérience des jurés français et italiens est marquée par le sceau des audiences et de ce qui s'y joue, mais également par ces interactions qui se développent en retrait des procès et de la salle d'audience. En France comme en Italie, jurés et magistrats vivent une expérience parallèle au déroulement des audiences. Si la dimension socialisante du jury populaire s'observe sur nos deux terrains de recherche, elle est différente et nous verrons selon quelles modalités.

Dans un second temps, nous reviendrons sur les notions clefs que sont l'« acte de juger » et la participation d'individu représentatif du « sens commun », tels que les jurés. Nous aborderons ensuite les enjeux de reconnaissance observables dans les interactions entre jurés et acteurs institutionnels, la pertinence des notions de « démocratie participative » et « démocratie délibérative » pour notre étude, ainsi que les liens unissant démocratie et jury populaire. Enfin, nous esquisserons l'intérêt d'une prise en compte des liens entre les notions de culture juridique et de mœurs démocratiques. Le fil conducteur qui nous permettra d'articuler ces trois axes, est contenu dans la question suivante : si le jury populaire demeure un outil de « passage » entre des « mondes sociaux » que la politique cherche à unir souvent avec difficulté, un outil capable de créer du lien entre l'individu et la société, quelle est sa place dans nos démocraties ?

Chapitre 1: La dimension socialisante du jury populaire

Si les *coulisses* et la *scène* du procès sont indissociables, la majorité des règles qui régissent l'univers de la *scène* ne s'appliquent pas dans les *coulisses* où la « vie sociale normale » reprend son cours. Un jeu permanent s'organise entre ce qui est autorisé lors du procès et ce qu'il est nécessaire de mettre en œuvre pour reprendre cette « vie sociale normale » dès que l'on quitte la *scène* et son théâtre. « Comme au théâtre, il y a deux spectacles, Guignol, l'apparent, et celui, plus occulte, des machinistes et des figurants qui auront leur grand rôle plus tard. »¹

C'est un autre versant de l'expérience des jurés français et italiens qui se joue alors au niveau du groupe. Ce sont dans ces espaces que jurés et magistrats vont, dans la plupart des cas, former un groupe, ou plus exactement un *groupe restreint*. Par *groupe restreint*, il faut entendre « un ensemble d'individus dont l'effectif est tel qu'il permet à ceux-ci des communications explicites et des perceptions réciproques, dans la poursuite des buts communs »². L'existence du groupe et de ses effets vont, du début à la fin d'une affaire et parfois même durant toute une session, avoir des conséquences remarquables sur l'expérience des jurés, en dehors de ce qui peut être vu, entendu ou vécu lors du procès.

Le vocable « groupe » est entendu dans le sens d'« ensemble de personnes réunies »³. Son étymologie « groppo », qui vient de l'italien, avait pour sens premier « nœud », avant de devenir « réunion », « assemblage ». « Le sens premier de « nœud » est peu à peu revenu dans « groupe » jusqu'à connoter le degré de cohésion entre les membres. »⁴ L'idée de cohésion du groupe restera centrale pour la grande majorité des jurés. Comme le remarquent Didier Anzieu et Jacques-Yves Martin, « les phénomènes de groupes sont méconnus dans ce qu'ils ont de spécifique : tout se ramène à des questions de personnes »⁵. On n'a pas suffisamment cherché à montrer ce qu'il y avait de spécifique au particularisme de l'action, du fonctionnement et des conséquences sur les membres, engendrés par les groupes. « Les faits de groupe se distinguent des faits psychiques individuels parce qu'ils se rapportent à une pluralité ou à un conglomerat

¹ Autin-Monsat, *Un juré en marge*, édition Hots, Paris, 1984, p. 26.

² D. Anzieu, J.-Y. Martin, *op. cit.*, p. 161.

³ Il faut distinguer cette définition du terme « groupe » des définitions sociologiques de « groupes sociaux » qui désignent par exemple des « classes sociales » ou des « catégories socio-économiques ».

⁴ D. Anzieu, J.-Y. Martin, *ibid.*, p. 18.

⁵ D. Anzieu, J.-Y. Martin, *ibid.*, p. 19.

d'individus »¹. Ce qui se déroule au sein du groupe et la façon dont les entités se comportent les unes envers les autres pour aboutir à un verdict est très différent des prises de décisions individuelles qu'on ajouterait les unes aux autres. Dans le cas du jury populaire, cette dimension se révèle fondamentale pour comprendre le regard et les représentations de chacun sur ce qui se joue sous leurs yeux. La formation du groupe apparaît comme un des éléments clefs du déroulement du procès et de son orientation. Si Émile Durkheim² pensait trouver dans la religion la source du lien social entre les individus, le procès et les relations qu'il engendre dans les *coulisses* apparaissent, dans le cas présent, comme source d'une union quasi mystique entre les membres du *groupe restreint*.

Au regard de ces considérations et compte tenu de l'unité des résultats obtenus entre nos deux terrains, nous mêlerons au fur et à mesure du texte les extraits d'entretiens des jurés français et italiens. S'il nous a été indispensable de bien distinguer précédemment lors de l'ethnographie de la session de cour d'assises les terrains français et italien, l'expérience individuelle et de groupe se révèle être très proche.

Nous aborderons donc dans un premier temps le cadre et la formation du *groupe restreint*, ses implications organisationnelles et structurelles. Puis, nous montrerons que la dynamique du *groupe restreint* aboutit à des interactions qui, en dépit de la raison première qui réunit les jurés, sont à la base d'un processus de *sociabilité*³ entre les jurés. *Sociabilité* qui, en France, pour la majorité du groupe, est ressentie et vécue comme un moyen d'alléger les difficultés de la métamorphose de citoyen-profane à citoyen-juge. En Italie, la fonction de la *sociabilité* se révèle plutôt utile pour accepter la longue présence requise à la cour d'assises et pour comprendre, s'intéresser et éventuellement adhérer au fonctionnement de l'institution judiciaire et au travail des magistrats.

Dans nos deux contextes de recherche, l'existence du *groupe restreint* devient peu à peu un élément indépendant qui se détache inexorablement du contenu des affaires : la *sociabilité* est à l'œuvre, le groupe en vient presque à se suffire à lui-même. Enfin, si l'expérience de groupe est centrale pour les jurés, elle n'en est pas moins une étape importante dans la pratique professionnelle des magistrats, en particulier du président. Pour les uns et les autres, il s'agit de témoigner d'une expérience personnelle où enseignements individuels et collectifs se mêlent. La parole des jurés français et italiens nous permet d'aborder la dimension profonde de l'expérience du passage à la cour d'assises, qui aboutit à des enseignements

¹ D. Anzieu, J.-Y. Martin, *ibid.*, p. 28.

² E. Durkheim, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*.

³ G. Simmel, « La sociabilité, exemple de sociologie pure et formale » in *Sociologie et épistémologie*, éditions PUF, Paris, 1981, pp. 121-136.

touchant les sphères individuelles et collectives mais également des enseignements relatifs au droit et au « monde social » de la justice.

1 - La formation du « groupe restreint »

Qu'est-ce que le groupe restreint ?

Le premier constat que nous pouvons réaliser au sujet des groupes, est que « *les faits de groupe sont différents des faits sociaux en ce que la pluralité des individus est, dans le premier cas, une pluralité d'individus qui sont présents ensemble. La coprésence entraîne des effets particuliers.* »¹ Ceci constitue le fait majeur de la relation qui se crée entre les membres du jury. Tant en France qu'en Italie, pour la grande majorité des jurés, l'expérience de groupe qu'ils vont vivre a cela de surprenant qu'elle reste, dans bien des cas, au centre de leurs souvenirs et n'est pas moins importante que la découverte d'un nouveau monde social ou la confrontation avec des affaires qui sont souvent difficiles sur le plan affectif. La vie du groupe se développe parallèlement au déroulement de la session, et s'organise autour de caractéristiques propres à tout groupe de ce type, comme détachées partiellement des événements principaux. Le but premier demeure : devenir juge le temps d'une session. Mais petit à petit l'existence du groupe et les interactions qui lient ses membres vont devenir tout aussi important aux yeux de chacun des membres. On remarque une autonomisation de l'existence du groupe ainsi qu'une forte cohésion interne.

Selon Didier Anzieu et Jacques-Yves Martin, les *groupes restreints* se divisent en deux classes, suivant que l'objectif est lié à l'entretien (du groupe) ou à la décision. Dans le cas du jury, nous avons affaire à un *groupe d'action*, où les membres ont une attitude active, même si un minimum d'entretien est nécessaire².

Didier Anzieu et Jacques-Yves Martin réalisent une synthèse des classifications faites à partir des travaux les plus divers et dégagent cinq types de groupes : *la foule, la bande, le groupement, le groupe primaire ou groupe restreint et le groupe secondaire ou organisation*. Le jury populaire correspond au *groupe primaire* ou *groupe restreint*. Les auteurs distinguent

¹ D. Anzieu, J.-Y. Martin, *op. cit.*, p. 29.

² D. Anzieu, J. Y. Martin, *ibid.*, p175.

cinq caractéristiques pour ce type de groupe mais précisent qu'elles ne sont pas nécessairement toutes présentes à la fois pour pouvoir parler de *groupe restreint*¹ :

- Tout d'abord, le nombre de ses membres est restreint de façon à ce que « chacun puisse avoir une perception individualisée de chacun des autres, être perçu réciproquement par lui et que de nombreux échanges interindividuels puissent avoir lieu ».

- Les membres du groupe « poursuivent en commun et de façon active des mêmes buts, dotés d'une certaine permanence, assumés comme buts du groupe, répondant à divers intérêts des membres, et valorisés ».

- Le *groupe restreint* crée des relations affectives pouvant devenir intenses entre les membres et peuvent constituer des sous-groupes d'affinités.

- Il se crée alors « une forte interdépendance des membres » et des sentiments de solidarité qui perdurent en dehors des réunions et des actions en commun.

- Enfin, le groupe se constitue ses propres normes, croyances et rites.

Dans le cas du jury populaire, trois rôles sont prédéfinis : celui de président, celui d'assesseur et celui de juré. Implicitement, ces trois rôles représentent l'ordre de la hiérarchie qui va du président aux jurés. Au sein du jury, chaque voix est égale dans les votes de la culpabilité et de la peine, même si les rôles sont différents. Reprenons chacune de ces caractéristiques pour les confronter au *groupe restreint* formé par le jury.

En France, le jury, anciennement composé de douze ou quinze membres (dorénavant six et huit), permet des interactions à deux ou plus. Lors d'une session, il n'est pas rare que des jurés se retrouvent plusieurs fois dans le jury, ce qui facilite et améliore la perception réciproque et les échanges. Tous les jurés, et a fortiori les magistrats, ont officiellement un but commun : être juge des faits et du droit pour un crime. Ceci constitue l'idée maîtresse du procès, du moins celle qui est la raison d'être du groupe et qui est censée demeurer à la conscience de tous. Pour eux, c'est en effet un point central puisque c'est bien la tâche qu'on leur délivre qui les fait parler de responsabilité, d'honneur et de fierté. Dans de nombreux cas, une relation affective, parfois intense, se crée entre les jurés et il arrive que des sous-groupes d'affinité apparaissent. De ces relations naît l'idée de solidarité très forte entre les jurés (ce point sera traité dans la sous-partie suivante).

En Italie, la formation d'un groupe plus réduit, généralement composé de neuf ou dix jurés, accentue encore plus les interactions interpersonnelles. En effet, étant donné que le groupe formé au début de la session reste inchangé durant toute la durée de cette dernière et que les jurés sont amenés à se côtoyer quelques jours par mois durant de nombreux mois, les

¹ D. Anzieu, J. Y. Martin, *ibid.*, pp. 36-37.

liens qui se nouent sont remarquablement forts. Si l'on peut parler d'une plongée immédiate dans l'expérience de l'acte de juger et de groupe concernant les jurés français, il n'en va pas de même pour les jurés italiens. Pour ces derniers, le lien qui les unit apparaît moins intense dans les premiers temps mais plus semblable à une relation amicale qui unit des individus se retrouvant régulièrement dans le temps et ayant une activité commune à partager.

Dès lors, la relation vécue par les membres du *groupe restreint* se fonde sur une expérience commune qui entraîne l'apparition de normes et de codes appartenant au groupe. Une telle définition du groupe débouche sur deux types de conduites adoptées par les membres. D'une part une attitude d'*entretien* qui « vise à la conservation du groupe comme réalité physique et comme image idéale »¹, et d'autre part une attitude de *progression* qui amène à la fois la transformation des relations entre les membres, de l'organisation interne et du secteur de la réalité physique ou sociale dans lequel le groupe a choisi ses buts.

Pour Georges C. Homans, « un petit groupe consiste en un certain nombre de personnes qui communiquent entre elles pendant une certaine période, et assez peu nombreuses pour que chacune puisse communiquer avec toutes les autres, non par personne interposée, mais par face à face »². Les jurys français et italiens sont organisés sur ce modèle. Les interactions en face à face sont privilégiées dans la mesure où les jurés disposent d'un espace où ils se retrouvent avant chaque début de reprise et à chaque suspension d'audience. De même, avec les magistrats, les interactions en face à face sont privilégiées d'une façon sensiblement égale puisque les assesseurs sont, lors des suspensions de séance ou avant les reprises, presque toujours avec les jurés. Le président, quant à lui, est le membre du groupe le plus sollicité de par son rôle, et, par conséquent, n'est pas toujours présent avec les jurés et les assesseurs dans la salle des délibérés, lors des suspensions. Cela ne signifie pas qu'il ne participe jamais à des interactions, mais plutôt que ces dernières sont probablement moins fréquentes que pour les autres membres du groupe.

Dans la même perspective, pour le sociologue américain Charles H. Cooley, les groupes primaires se caractérisent par « une association et une coopération intime et face à face. (...) Le résultat de cette association intime est, du point de vue psychologique, une certaine fusion des individus en un tout commun, de sorte que la vie commune et le but du groupe deviennent la vie et le but de chacun. (...) La façon la plus simple de décrire cette totalité est de dire qu'elle est un « nous » ; ceci implique l'espèce de sympathie et d'identification mutuelle dont « nous »

¹ Georges C. Homans, *The human group*, Harcourt & Brace, New-York, 1950 ; cité par D. Anzieu, J. Y. Martin, *ibid.*, p. 37.

² D. Anzieu, J. Y. Martin, *ibid.*, p. 38.

est l'expression. Chacun vit dans le sentiment de ce tout et trouve dans ce sentiment les buts principaux que se fixe sa volonté. Les groupes primaires sont primaires en ce sens qu'ils apportent à l'individu son expérience la plus primitive et la plus complète de l'unité sociale ; ils le sont aussi en ce qu'ils ne sont pas changeants au même degré où le sont les relations plus élaborées, mais qu'ils forment une source relativement permanente d'où le reste coule toujours... Ainsi, ces groupes sont des sources de vie non seulement pour l'individu mais pour les institutions sociales »¹.

« Chacun peut développer sa capacité à élargir le champ de sa perception en prenant une part active à la vie de groupes de personnes aussi différentes de lui-même que possible. S'il reste parmi ses pairs, il a peu de chance de faire évoluer radicalement ses conceptions (...). »² Le groupe apporte une dimension supplémentaire à l'expérience individuelle. Émile Durkheim, bien que n'ayant pas établi de distinction entre les groupes de grandes ou de petites tailles, a jeté les bases d'une théorie du groupe. Pour lui, le groupe social se définit comme étant plus que la somme de ses membres, c'est-à-dire comme une totalité. Il émet l'hypothèse de l'existence d'une *conscience collective* qui intègre les individus dans un groupe et les rend moins vulnérables et plus forts par rapport à l'individu anémique qui est en dehors du groupe. L'idée d'une *conscience collective*, qui peut être définie comme l'ensemble des croyances et des sentiments partagés par la majorité des membres d'une société, semble, dans le cas du *groupe restreint* formé par les jurés, s'appliquer à leurs sentiments. Émile Durkheim³ établit un lien entre le concept d'effervescence groupale et le domaine du religieux. Pour lui, l'effervescence groupale existe essentiellement dans l'apparition du religieux. De l'association des individus en groupe émerge un phénomène nouveau, transcendant chacun des individus et tirant sa force propre des interactions qui se produisent dans le groupe. Un tel mécanisme semble très proche des états décrits précédemment par les anciens jurés. En effet, la *conscience collective* du *groupe restreint* formé par le jury se rapproche des croyances et des sentiments partagés, évoqués par Émile Durkheim, dans la mesure où il y a véritablement un processus de fusion et d'union des membres du groupe. Célestin Bouglé remarque qu'il s'agit d'un point central de la sociologie d'Émile Durkheim. Il estime que pour ce dernier, « l'idée maîtresse, l'idée modèle est celle de la synthèse chimique qui fait apparaître des phénomènes que les

¹D. Anzieu, J. Y. Martin, *ibid.*, p. 39.

²A. Strauss, *Miroirs et masques*, p. 32.

³E. Durkheim, *op. cit.*

propriétés des éléments isolés ne pouvaient faire prévoir »¹. Il y aurait dans le tout, plus que la partie. Le groupe aide, renforce et finalement agit là où l'individu n'aurait peut-être pas pu s'adapter à la situation et définir sa place.

En référence à la notion de *mana*, qui serait la sacralité portée en chaque individu (notion reprise par Erving Goffman pour élaborer le concept de *self*), Émile Durkheim émet l'idée d'une fonction idolâtrique du groupe : « un groupe uni et efficient a tendance à adorer, à diviniser la force qu'il sent en lui et qui n'est autre que sa cohésion liée à son code de valeurs »². C'est cette force qui se dégage du groupe, et que les jurés évoquent, qui, petit à petit, va transformer la forme même de leur expérience. On passe d'une expérience perçue comme individuelle, pour ceux qui y participent, à une expérience de groupe, c'est-à-dire d'une totalité d'acteurs, pour a posteriori en retirer personnellement le fruit : le bien-être et le souvenir d'une totalité qui pénètre chaque vie.

Jean-Paul Sartre, dans *La critique de la raison dialectique*, publié en 1960, propose une vision des groupes s'inscrivant dans la lignée d'Émile Durkheim. Mais pour lui, le groupe n'est pas appréhendé comme une totalité mais plutôt comme une totalisation en cours. Pour ce dernier, la dialectique est « la démarche de la pensée humaine dans son affrontement à la nature et à la société afin de les transformer : c'est la logique de l'action »³. Cette logique procède par contradictions, négations constructives et synthèses partielles, toujours remises en question dans un mouvement de dynamique. Cette logique rappelle les effets et la façon dont s'organise le conflit que nous avons vu précédemment. Ainsi, pour Jean-Paul Sartre, le groupe ne représente pas une donnée statique mais un « tout dynamique, en mouvement, à faire, avec des rapports dialectiques d'intériorité entre les parties »⁴. À l'aide de cette approche, Jean-Paul Sartre établit une distinction fondamentale entre le groupe et le rassemblement. Les groupes, à la différence des rassemblements, ne sont pas donnés, ils proviennent d'un rassemblement. Dans le cas du rassemblement, les individus n'ont aucun rapport entre eux, ils sont un tout formé par une somme d'entités autonomes qu'on ajouterait les unes aux autres. « Ils constituent une foule passive et résignée qui subit son destin, une juxtaposition de solitudes, une unité sérielle, c'est-à-dire de type arithmétique. »⁵ Jean-Paul Sartre dénombre trois conditions pour que le passage du rassemblement au groupe soit possible. Premièrement, l'intérêt de ses membres doit être suffisamment puissant pour que ceux-ci l'intériorisent et

¹ C. Bouglé, *Préface* in E. Durkheim, *Sociologie et philosophie*, éditions PUF/Quadrige, Paris, 1996 (1924).

² D. Anzieu, J.-Y. Martin, *op. cit.*, p. 54.

³ D. Anzieu, J.-Y. Martin, *ibid.*, p. 54.

⁴ J.-P. Sartre, *Critique de la raison dialectique I*, éditions Gallimard, 1980 (1960), p. 458.

⁵ D. Anzieu, J.-Y. Martin, *op. cit.*, p. 56.

puissent en faire un intérêt commun. Lorsque cela a lieu, les membres, en entrant en communication, se rapprochent et sympathisent. Deuxièmement, du rassemblement au groupe, les communications passent d'indirectes à directes entre les membres. Enfin, la dernière condition est l'existence de groupes qui seraient antagonistes et qui défendraient des buts différents.

Il précise que la naissance du groupe est perçue comme une *surprise* pour les membres du groupe. Le groupe en train de naître est un groupe en fusion où l'étrangeté de chacun disparaît face à l'expérience commune, expérience vécue par beaucoup de jurés. En prenant l'exemple des émeutes révolutionnaires de 1789, Jean-Paul Sartre dégage trois caractéristiques que vont vivre les membres du groupe en fusion. Si le groupe formé par le jury se distingue par son origine du groupe que représentent les émeutes, les trois caractéristiques n'en sont pas moins pertinentes. C'est tout d'abord l'expérience de la *solidarité*, puis de l'*appartenance* à une réalité collective nouvelle et enfin la prise de conscience d'autrui en tant que « tiers régulateur de mon action dans l'action commune »¹. En France et en Italie, les jurés vont, à partir de sentiments semblables, se rapprocher et créer une cohésion de groupe qui s'apparente à une *totalisation en cours*, dynamique, bien que provisoire.

Ces deux approches théoriques nous donnent la possibilité d'appréhender la notion de groupe et plus précisément de « groupe restreint » comme un concept pertinent pour l'analyse du jury populaire sur nos deux terrains de recherche. Entre la France et l'Italie, l'expérience du groupe se forge à l'aune des mêmes mécanismes mais il est important de noter certaines différences.

L'idée durkheimienne selon laquelle le passage d'une expérience individuelle à une expérience de groupe se matérialise dans l'apparition d'une conscience collective, demeure plus évidente en France qu'en Italie. Si l'alchimie du groupe est présente en Italie, le fait que les jurés soient mis à l'écart dans la prise de décision finale réduit et limite la fonction du groupe dans ce qu'il peut apporter de soutien face à l'épreuve de l'acte de juger. En Italie, l'union mystique du groupe permet le transfert d'une expérience individuelle à une expérience de groupe qui a des vertus socialisantes mais qui se limite à cela. Si en France, la fonction idolâtrique du groupe apporte une plus-value concernant la prise de décision finale, il n'en va pas de même en Italie.

Ajoutons que, bien que pertinente sur les deux terrains de recherche, l'approche sartrienne du groupe semble plus proche de la réalité observée en France. L'intérêt commun

¹ D. Anzieu, J.-Y. Martin, *ibid.*, p. 58.

qui unit les membres du jury apparaît comme plus fort côté français dans la mesure où les jurés se sentent investis d'une mission là où leurs homologues italiens se voient relégués à un rôle d'observateur. Cependant, l'idée selon laquelle le groupe est « une totalisation en cours » permet d'insister sur l'importance de la vivacité et de la dynamique des interactions qui unissent les membres du groupe restreint en France comme en Italie.

L'apparition d'un « noyau » : impact sur le groupe

Lorsque la relation de groupe s'intensifie, apparaît ce que certains jurés appellent un « noyau », c'est-à-dire un groupe composé des jurés qui sont le plus fréquemment tirés au sort. Petit à petit, le groupe prend une dimension supplémentaire et forme un tout ; le pronom « nous », symbole d'unité du groupe, se répand dans tous les discours. En France comme en Italie, les jurés témoignent de l'apparition d'un noyau au sein du groupe qui transmet du dynamisme à chacun de ses membres et qui simultanément donne un sens nouveau à leur présence dans le jury populaire.

« À l'intérieur de la session, il y avait vraiment une espèce de noyau, ça vivait énormément et puis après c'était bien parce que certains restaient le midi et mangeaient ensemble, ça refaisait un noyau de gens qui mangeaient ensemble et puis d'autres qui partaient. » (Léopold)

« On avait pris nos habitudes, on mangeait tous les jours ensemble. Le matin, ceux qui arrivaient plus tôt, ils buvaient un coup ensemble. Ou quand on n'était pas tiré au sort, on allait aussi boire un coup ensemble. (...) C'est vrai qu'on avait un noyau. On devait être sept ou huit, après il y avait d'autres personnes qui venaient se greffer facilement mais il y avait un noyau. » (Stéphanie)

« Nous, on s'est très vite fait un petit groupe meneur avec Annie, Bernadette, Backhram et Stéphane, du coup, je me suis concentrée sur la découverte de ces personnes, les autres je les ai un peu laissées de côté. » (Florence)

En Italie, la formation de jugement forme un groupe de huit personnes, moins nombreux qu'en France où on dénombre un total de douze individus. On observe le même phénomène de groupe, à savoir la formation d'un groupe uni mais qui englobe cette fois la quasi-totalité des jurés puisque leur nombre est moins important qu'en France. Les jurés sont amenés à se côtoyer quelques jours par mois pendant plusieurs mois voire même pendant plus d'une année. Les rapports qui se nouent entre les jurés apparaissent comme moins intenses de prime abord

mais plus durables dans le temps. En effet, c'est seulement après plusieurs audiences que les jurés commencent à se rapprocher et à expérimenter la cohésion du groupe et ses effets.

« Le groupe que nous formons s'est très vite soudé. Au début nous étions convoqués deux ou trois fois par semaine et cela nous a permis de nous connaître mieux. Mais avec le temps, je dois dire qu'on crée vraiment des liens particuliers. C'est comme lorsque vous nouez de bonnes relations avec vos collègues de travail. » (Sabrina)

« On se connaît pas et puis on va être amenés à se voir souvent, très souvent et dans le temps. C'est étrange mais cela vous incite à cultiver de bons contacts avec les autres jurés. On voit bien que certaines personnes créent des liens d'amitié forts, c'est le cas dans notre groupe de P. et S. Je crois d'ailleurs qu'elles se téléphonent et se voient en dehors des procès. » (Paolo)

Un autre facteur de la cohésion du groupe provient du particularisme du *monde social* dans lequel les jurés évoluent. Le contexte singulier des procès est mal connu par le monde extérieur où les représentations que beaucoup s'en font sont erronées. Parler de ce qu'ils vivent et de ce qu'ils découvrent à l'extérieur semble difficile, et plusieurs d'entre eux évoquent l'incompréhension qu'ils rencontrent dans leur entourage. Cette barrière imaginaire qui semble se dresser soudainement avec le monde extérieur, le monde profane, accentue encore le besoin de se confier entre individus partageant les mêmes moments d'une expérience qui devient chaque jour plus attrayante et plus prenante.

« Je trouve qu'on fait quand même vite connaissance. On parle quand même pas mal entre nous les jurés, parce que c'est difficile de faire partager ça aux autres gens qui sont extérieurs, ce qu'on a vécu la journée. On peut leur dire « voilà, ça m'angoisse, je sais que je vais mal dormir cette nuit », mais eux, ils ne l'ont pas vécu et ne ressentent pas les choses pareil. Alors qu'entre jurés, vraiment, il se passe des choses importantes même si on ne se reverra pas. Il y a vraiment quelque chose qui se passe et qui est très intéressant, parce que ce sont quand même des gens qui sont très divers du point de vue de l'âge, du milieu social aussi ; il y avait par exemple une dame qui était femme de ménage, très simple et puis des types qui étaient PDG. » (Isabelle)

« C'est avec le groupe des jurés que l'on partage cette expérience unique et c'est donc normal qu'il se passe quelque chose entre nous. On a vite formé une bonne équipe et on était généralement plutôt tous contents de se retrouver le matin pour une nouvelle audience. Et puis c'est vrai que plus on avance dans les procès plus on se comprend entre nous et on a du mal à expliquer autour de nous, en famille, ce qu'on fait à la cour d'assises et pourquoi c'est si intéressant. » (Caterina)

Le procès prend alors une double dimension, un double sens pour les jurés. On distingue d'un côté l'expérience de la *scène* et la découverte du *monde social* de la justice, de l'autre côté, celle de la vie du groupe qui se présente comme un refuge loin des turbulences et de la

violence symbolique des audiences criminelles. En France, le groupe permet à chacun de ses membres de se distancier de son *rôle* de juge, que tous adoptent avec sérieux. Paradoxalement, le groupe revêt la fonction de lieu d'échange privilégié pour discuter et débattre des affaires. Une seconde dimension de l'expérience, celle créée par le groupe, va alors rythmer la vie des jurés. Cette dimension représente une forme de dynamique propre au groupe, créée et entretenue au fil des journées d'audience, où le rire et la décontraction ont une place importante. En Italie, la cohésion du groupe permet de donner du sens à une expérience qui se révèle partiellement satisfaisante. La nature des liens unissant les jurés est d'autant plus forte qu'ils sont six plus un ou deux jurés supplémentaires, qui assistent aux débats mais ne participent pas aux délibérations. Si l'étalement dans le temps des audiences est une donnée complexe à gérer du point de vue de l'organisation de l'emploi du temps de chacun, il s'agit d'un point bénéfique concernant l'entretien et le maintien des relations de groupe. La satisfaction des jurés est d'autant plus grande que des amitiés durables se créent et que rien ne laissait présager de telles rencontres à la cour d'assises.

« On était un groupe et il fallait se soutenir... moralement. De parler, ça nous aidait. D'ailleurs, à la fin on était tous un peu déçus, à la limite, de ne pas faire une séance de sortie pour se retrouver tous. À la fin du dernier procès, tous les jurés qui étaient là, on est allés boire un coup ensemble. C'était la fin. On regrettait que les autres qui n'avaient pas été tirés au sort soient déjà partis depuis deux jours. C'est vrai que le fait d'être confronté à quelque chose, ça soude. C'est tout à fait normal. »
(Michel)

« On parlait beaucoup, on se racontait ce qui nous avait fait rire pendant les audiences. On s'est bien amusé, enfin par rapport à la fonction. On était solidaires... enfin peut-être pas solidaires mais il y avait une contrepartie, on était pas là pour rien. J'ai eu l'impression de rencontrer des gens, de m'être bien entendue avec eux, d'avoir partagé des choses, d'avoir apprécié des gens. On a partagé quelque chose, c'était agréable, c'était sympa, j'aurai bien voulu continuer pour ça aussi. Le plaisir de se revoir. Mais c'est vrai qu'on est contents des deux, des affaires et du groupe. Quand on était ensemble sur une affaire on était contents de se dire qu'à midi on allait manger ensemble, on allait en parler ensemble. » (Stéphanie)

« Les relations entre jurés étaient excellentes. Ça nous soude. Vous êtes dans un groupe, avec plus ou moins d'affinité pour les uns et pour les autres. Vous avez l'impression de retourner à l'école. On est content que certains soient tirés au sort. Il y a des personnes que vous êtes triste de quitter et de ne plus revoir. » (Céline)

« Nous avons très rapidement fait connaissance et nous formons un groupe où l'ambiance est très bonne. Je ne sais pas si c'est toujours comme ça, mais vraiment, on sent que les magistrats apprécient notre compagnie et ces conditions profitent à tout le monde. La cour d'assises, les procès

et l'importance de la tâche à accomplir... tout ça fait qu'on se rapproche assez facilement des autres, alors que certaines personnes n'ont pas grand-chose à voir avec vous... C'est une drôle de sensation, mais sur le moment vous ne vous posez pas de question. Ce qui est sûr, c'est que vous vous levez le matin pour venir à la cour d'assises et que l'on vous attend pour assister aux audiences. Si l'un de nous manque, l'audience du jour ne peut pas commencer. Chacun d'entre nous est important. » (Alberto)

« Nous étions d'horizons différents mais le fait de se retrouver tous ensemble et de se rencontrer souvent nous a donné l'occasion de nous connaître et des liens se sont créés petit à petit. On se retrouvait le matin et on était contents de passer du temps ensemble. Les audiences devenaient elles aussi plus intéressantes parce que nous savions que nous allions pouvoir en discuter entre nous autour d'un café. » (Paola)

« C'est une chose à laquelle on ne pense pas du tout lorsque l'on arrive à la cour d'assises... Le groupe qui se forme est une bonne surprise. C'est même difficile à expliquer autour de soi car nous nous retrouvons à passer du temps ensemble alors que quelques jours avant nous ne nous connaissions pas. Dans un autre contexte je ne sais pas si cela se déroulerait de la même façon... Car c'est surprenant, très rapidement on a l'impression de connaître les autres depuis longtemps et on est content de revenir à la cour d'assises pour se revoir. » (Oreste)

De plus, surtout en France, le groupe permet de parvenir à se distancier émotionnellement du contenu des affaires à juger. Dans le discours des jurés, le groupe demeure la seule entité capable de porter le poids des décisions, il s'agit d'une totalité distincte de la somme des unités qui va de pair avec la possibilité d'une véritable implication, mobilisation de chacun lors des débats et du délibéré. La responsabilité de l'acte de juger ainsi que les émotions relatives au spectacle des audiences sont comme « absorbées » par le groupe qui remplit une fonction protectrice pour chacun de ses membres. Si en France l'accent est mis sur l'importance du groupe dans le processus décisionnel final, en Italie, le groupe revêt une fonction non moins importante. Il permet de mieux accepter la routine et la technicité des audiences ainsi que le rôle secondaire des jurés. Le groupe donne la possibilité à chacun de ses membres de se confronter et de se rassurer quant à la posture à adopter afin d'obtenir une définition de la situation commune : les profanes forment un tout qui, bien que se sentant exclu de la prise de décision finale, possède la capacité de juger. Le contenu des interactions entre les jurés est en grande partie consacré à des discussions sur la culpabilité et sur la peine dans les affaires auxquelles ils assistent. Lors des délibérations, une discussion intense avec les magistrats, semblable à celle décrite par les jurés français, a lieu. C'est dire comme le groupe parvient à combler le vide et l'absence de prise de décision réelle.

« On arrivait à juger des affaires graves mais sans être moroses. (...) Avant de rentrer dans la salle d'audience, lorsque l'on est dans cette toute petite salle avant la sonnerie, la présidente nous racontait parfois une petite anecdote. Ça nous arrivait d'entendre la sonnerie, alors qu'on venait juste de prendre un fou rire. Mais je crois qu'on en avait besoin. Après il fallait retrouver son sérieux quand on entrait dans la salle d'audience. Les gens devaient être loin d'imaginer que deux minutes avant, on était... on rigolait. » (Colette)

« Lorsque la sonnerie retentissait on était pas toujours prêts à entrer en salle d'audience. Il fallait d'abord ne pas oublier d'enfiler l'écharpe, et puis il fallait reprendre notre sérieux... Se remettre dans l'ambiance du procès. Parfois on passait du temps à discuter de choses qui n'avaient rien à voir avec le procès, d'autres fois on plaisantait sur une des parties du procès ou sur ce qui s'était dit la dernière fois. Le plus souvent on devait faire un effort pour changer de décor. Le groupe que nous formions était à la fois une aide pour affronter les audiences et en même temps parfois nous préférions rester entre nous à discuter plutôt que de retourner en audience. » (Gianni)

Schématiquement, en France comme en Italie, le groupe formé et réuni par des conditions qui lui sont imposées devient un groupe autonome dans sa raison d'être, puisque les jurés font de leurs retrouvailles régulières un plaisir et une nécessité. En France, au fur et à mesure des tirages au sort, le premier souhait de participer est rapidement doublé par l'envie de retrouver les autres, le groupe, pour revivre cette ambiance, ce partage des émotions et des sensations. En Italie, la présence aux côtés des magistrats est acquise une fois pour toutes lors de la révision de la liste de session du jury. Les jurés évoquent des moments qu'ils qualifient d'intenses et de forts, car le contenu des affaires, bien que technique, est parfois touchant sur le plan émotionnel et donc propice au rapprochement et à l'entraide morale. Ils ont bien conscience que le contexte, les procès, la cour d'assises, justifient une telle proximité entre eux. En France, le groupe devient un rempart entre soi et le procès. Il crée du sens là où il est parfois difficile d'en trouver. L'idée de se protéger, de former un tout qui pourra protéger chaque élément qui le constitue, est récurrente. En Italie, le groupe donne un prétexte pour revenir à la cour d'assises et retrouver les autres jurés.

« On a tout de suite un sentiment de confiance les uns envers les autres. On était obligés de se protéger les uns les autres, comme quelqu'un d'une même famille, du fait de ce qui se passait autour. Il fallait qu'on se mette une carapace mais ensemble, pas chacun individuellement. On faisait partie du même bateau, de la même galère. Il fallait se sauver ensemble. » (Marie-Thérèse)

« Moi je suis impressionnée par ce lien de groupe, parce qu'on est aussi dans l'essentiel, ça te fait te poser des questions. On a beaucoup parlé de la relation mère-fils, ça te renvoie à la vie, à la mort, à ta famille, à tes parents... Un peu sur tous les fondements. Du coup, forcément, ça lie. » (Florence)

« En général, je suis assez solitaire, je ne mange pas toujours avec mes collègues, je vais manger et quand je trouve quelqu'un je m'installe avec lui mais je ne vais pas toujours manger avec les mêmes. Et bien là-bas pour rien au monde je serais allée manger seule, il fallait que je mange toujours avec les autres. Et je me souviens un jour, Florence n'avait pas été tirée au sort et elle a dit qu'elle allait partir parce qu'elle n'avait pas été tirée au sort. Je lui ai pris le bras car il fallait qu'elle vienne manger avec nous. Le repas était un moment important. » (Annie)

« Ce qu'on avait trouvé d'extraordinaire (...), c'est qu'il y avait une écoute de tous les jurés quand on était en session, une écoute de tout le monde, une ouverture. Je l'ai dit à d'autres gens et ils l'ont redit un peu de la même façon avec d'autres mots. Ce que je trouvais incroyable, c'est qu'à l'inverse de ce que je pensais quand je suis arrivé, où je me suis dit que sur quatorze ou quinze personnes qui vont être jurés, ce n'est pas possible, il y aura des gens qui ont des idées toutes faites ; il faudra se battre et puis en même temps on ne peut pas aller contre l'avis de quelqu'un. Et en fait, tous les gens étaient très tolérants, très ouverts, très perméables à ce qui se disait... Les gens étaient très ouverts : effectivement il y avait des choses qui se disaient, des avis qui se montraient, et puis d'un coup, il y avait autre chose qui se disait et certains changeaient d'avis. Il y avait d'autres choses nouvelles alors on ne restait pas sur un premier avis. J'ai vraiment trouvé ça extraordinaire, je pensais vraiment que cela n'allait pas se passer comme ça, qu'il allait y avoir des caractères, des gens ou trop forts ou trop faibles. Malgré tout, il y avait des gens qui avaient un peu de personnalité, ce qui fait qu'on les sentait un peu plus, mais ils n'étaient jamais directifs, comme souvent ça se fait et ça se dit, à diriger la situation. Tout le monde était là avec beaucoup d'humilité, vraiment les gens étaient... C'est vraiment le souvenir qui me reste de la session, de cette ambiance, de cette très bonne ambiance. » (Léopold)

« Notre groupe étant très soudé, on était très à l'écoute de ce qui allait se passer. On se disait que pour l'instant c'était comme ça. Et après, on se disait que cela maintenant on pouvait en être sûr. Mais cela n'a jamais été dit dans la précipitation. Il y a toujours l'attente. Ça je pense que nous l'avions bien compris que tout ne se jouait pas la première fois. (...) Ce qui est très drôle, c'est que chacun avait le respect de l'autre et chaque fois on s'encourageait même si on ne pensait pas de la même façon. Ça je pense que c'est important car il y a des personnes qui se sont mises à parler au fur et à mesure, en dehors du délibéré, quand on était à table par exemple, et qui disaient : « moi je n'ai pas osé dire ça ». Et bien, non, on lui disait il faut que tu parles parce que cela va lancer une idée chez un autre, qui va lui-même lancer une idée chez un autre. Et c'est là où on s'est rendu compte que le groupe pouvait faire des choses extraordinaires. On était un groupe homogène, je pense que c'est pour ça. Chacun doit être humble et se dire l'autre peut m'apporter. Et on était dans ce contexte-là. L'autre a une expérience de la vie que l'on a pas. » (Laurence)

« L'effort d'écoute de chacun d'entre nous est remarquable. La complexité des procès fait que nous devons demander beaucoup d'explications aux magistrats mais avec le temps on finit par comprendre comment ça fonctionne. J'ai été agréablement surprise de la richesse de la diversité du jury. Il y avait dans le groupe des personnes avec qui je n'aurais probablement pas eu l'occasion de parler à l'extérieur, et avec qui je ne pensais pas pouvoir m'entendre. C'est étonnant comme certains a priori que l'on peut avoir sur les autres tombent. Je n'étais pas la seule à penser ça. Finalement les discussions étaient très riches et je crois que les magistrats appréciaient avoir différents avis, avoir des personnes de différents horizons. C'est un peu comme si le fait d'être dans ces lieux, d'assister aux audiences, de voir les efforts et le travail des magistrats, des avocats... On est bien obligé de prendre tout cela au sérieux et on en ressort quand même content. » (Maria)

« Entre nous, les discussions sur les procès étaient très intenses. Parce que malgré tout, on est là pour ça, en principe, on est là pour juger. On est tous d'accord là-dessus : on discute de nous, on rit, mais on sait aussi s'intéresser à ce qu'on nous montre, et c'est très intéressant. On préfère jouer le jeu et c'est comme ça, on ne perd rien des procès, on continue à s'intéresser à tout, à poser des questions aux magistrats. De leur côté c'est la même chose : ils jouent le jeu, même s'ils savent bien que nous ne comptons pas vraiment. C'est appréciable qu'ils se comportent comme ça, je pense que c'est même nécessaire pour que les choses se passent bien entre nous. » (Simona)

« C'est surprenant la proximité qui se crée entre nous. On ne s'est jamais vu avant et tout à coup on passe des journées ensemble, on ne se quitte plus et on est très contents de se revoir régulièrement. Cela donne vraiment une dimension supplémentaire à notre présence à la cour d'assises, d'autant plus que les relations que nous avons avec les magistrats sont très bonnes. C'est difficile à expliquer autour de soi car lorsque l'on dit qu'en fin de compte ce sont les magistrats qui décident, on se demande ce que l'on peut bien faire à la cour d'assises. Mais ce n'est pas une perte de temps. » (Matteo)

« Lorsque nous n'étions pas d'accord avec des choses qui s'étaient dites durant les audiences, nous en parlions beaucoup entre nous. Dans l'affaire M., on sentait qu'il y avait une pression médiatique très forte sur les magistrats et l'accusé était vraiment détestable. C'était révoltant et nous en parlions beaucoup entre nous. En plus de passer de bons moments ensemble nous formions un groupe de discussion où presque tous prenaient part. Les magistrats se trouvaient en bonne compagnie, ils nous le disaient souvent. » (Marco)

« Nous formons un groupe assez homogène, assez uni. Je ne sais pas si c'est toujours comme ça, mais dans notre cas, nous passons de bons moments ensemble et ce n'est pas impossible que nous nous revoyions après la fin des procès. » (Luca)

En résumé, nous avons pu constater une similitude forte entre le fonctionnement des groupes de jurés français et italiens. Malgré les différences contextuelles que nous avons décrites, le développement d'une double expérience entre scène et coulisses, est présente dans chaque jury.

Si le groupe naît des circonstances et du contexte particulier du procès criminel, nous pouvons supposer que le jury populaire ne pourrait fonctionner pleinement sans la création du groupe, ainsi que sans l'aplomb et la stabilité qu'il offre aux individus. Les jurés sont des acteurs, au sens goffmanien du terme, c'est-à-dire que la personne agit par le biais du *rôle* qu'elle adopte et qu'elle adapte selon les circonstances, selon les interactions. Le groupe permet dans bien des cas aux jurés de mobiliser un *répertoire de rôles* suffisamment diversifiés pour que ces derniers puissent s'adapter aux interactions tout en *gardant la face*¹. Seule l'union des individus pour former un *groupe restreint* permet d'obtenir des individus/ acteurs, capables d'agir et de s'investir dans une réflexion de groupe. En France, chacun est amené à prendre une décision personnelle à bulletin secret. En Italie, malgré l'aspect purement consultatif de la voix des jurés, le vote à main levée rend encore plus forts l'importance et le poids du groupe face aux magistrats professionnels durant les délibérations. La cohésion du groupe permet de faire entendre une ou plusieurs voix « profanes » face à celles des professionnels, en dépit du peu d'incidence concrète du vote des jurés.

2 - De la socialisation à la sociabilité

La *scène* et les *coulisses*, qui structurent le *monde social* du procès et de la cour d'assises, constituent à eux deux le nouvel espace de socialisation des jurés. En France comme en Italie, la découverte d'un nouveau *monde social* a pour conséquence d'apporter et de permettre aux jurés de s'appropriier les normes, valeurs et rôles qui régissent le fonctionnement du procès et d'une manière plus générale, de celui de la justice criminelle.

Cette découverte peut être qualifiée de processus de socialisation. Georg Simmel distingue dans toute société humaine une *forme* et un *contenu* qui « représente globalement l'action réciproque des individus qui la composent »². Ce sont ces *actions réciproques* qui rappellent que les individus, en s'associant et en interagissant, forment une unité : la société. Il définit alors la matière de la socialisation comme étant « tout ce qui se manifeste dans les

¹ E. Goffman, *Les rites d'interaction*, p. 10.

² G. Simmel, « La sociabilité, exemple de sociologie pure et formale », p. 121.

individus, lieux immédiats et concrets de toute réalité historique, sous formes de tendances, intérêts, fins, inclinations, conformité et mobilité psychique, à partir de quoi ou à propos de quoi ils exercent une influence sur autrui ou bien en subissent une »¹. Ces éléments décrits ne constituent la socialisation que dans la mesure où ils exercent une capacité à structurer « la juxtaposition solitaire des individus par des formes d'existence commune et solidaire, qui relèvent du concept général d'action réciproque »². Georg Simmel définit la socialisation comme étant « la forme qui se réalise suivant d'innombrables manières différentes, grâce auxquelles les individus, en vertu d'intérêts – sensibles ou idéaux, momentanés ou durables, conscients ou inconscients, causalement agissant ou téléologiquement stimulants – se soudent en une unité au sein de laquelle ces intérêts se réalisent »³. La fonction socialisante du jury sur ses membres se révèle être une conséquence qui se dégage des actions réciproques induites entre des profanes, dans le but de participer à des jugements.

Dans son raisonnement, Georg Simmel développe alors l'idée selon laquelle les individus, poussés par des raisons liées à leur intelligence, à leur sensibilité ou encore à leur volonté et en vue des *fins de la vie*, en viennent à donner aux *actions réciproques* une autre dimension. Selon lui, cette dimension est telle, que les forces et les intérêts premiers qui constituent le contenu de la socialisation « se soustraient alors d'une manière singulière à l'utilité au service de l'existence, qui à l'origine les avait fait naître et s'imposer »⁴. Ce processus qu'il décrit représente avec beaucoup de justesse la dynamique particulière qui se dégage du *groupe restreint* que constitue le jury. Ces *fins de la vie* qu'il évoque peuvent être appréhendées comme étant les éléments nécessaires pour supporter certaines circonstances et difficultés qui se dégagent du contexte. Par *utilité au service de l'existence*, il faut probablement entendre l'utilité première et nécessaire qui a causé la réunion des individus entre eux. Cette nécessité correspond à ce que Georg Simmel nomme le *contenu* de la *socialisation*.

Dans le cas des jurés, on peut avancer l'hypothèse qu'il est utile pour eux de se détacher du *contenu* de la *socialisation* qui se déroule au sein du *groupe restreint* (être réunis pour juger des crimes et rien que cela), en France afin de se protéger, de se préserver d'une expérience éprouvante sur le plan émotionnel, en Italie afin de mieux accepter un rôle secondaire qui ne correspond pas à leurs attentes de départ. Autrement dit, ils en viennent à se détacher de la *forme* que le *contenu* de la socialisation exige pour, dans une certaine mesure, ne laisser exister

¹ G. Simmel, *ibid.*, pp. 121-122.

² G. Simmel, *ibid.*, p. 122.

³ G. Simmel, *ibid.*, p. 122.

⁴ G. Simmel, *ibid.*, p. 122.

que la *forme* dans le fonctionnement du *groupe restreint*¹. Les *énergies considérables* appartenant à chacun des membres du *groupe restreint* « trouvent ainsi leur autonomie en se détachant de l'objet qu'elles avaient formé et ordonné aux fins de l'existence ; elles jouent désormais librement pour elles-mêmes et en elles-mêmes et elles créent ou appréhendent une matière qui ne leur servira désormais qu'à leur propre action et réalisation »². C'est ce que nous avons pu décrire précédemment concernant la relation qui unit les jurés entre eux. Avec des modalités différentes dans les deux pays, le groupe devient une fin en lui-même, et entretient son existence par ses propres forces³. Georg Simmel qualifie de *jeu* le mouvement de rotation qui s'effectue lorsque la *sociabilité* se met en place. Par le *jeu*, tout ce qui le constitue aboutit à « des contenus et des stimulations autonomes ». Ce processus de *sociabilité*, Georg Simmel le définit comme étant la « *forme ludique de la socialisation* »⁴. Pour les jurés, la *sociabilité* apparaît donc comme une certaine mise à distance du but premier de leur regroupement. Le *groupe restreint* en vient à exister presque en dehors du contexte du procès, c'est-à-dire hors du *contenu* et les interactions de la *sociabilité* deviennent à la fois la *forme* et le *contenu*.

Effets de la sociabilité sur le groupe

Au-delà des intérêts humains qui poussent les individus à se regrouper, Georg Simmel nous rappelle que toute *socialisation*, quel que soit son contenu, s'accompagne « d'un sentiment propre et de la satisfaction qu'il procure, du fait justement qu'on est socialisé (...) ». En parallèle avec ce qu'on pourrait appeler l'impulsion artistique, l'on peut alors parler d'*impulsion de sociabilité* qui a pour action de délier « par sa propre force le simple processus de socialisation de l'ensemble des réalités de la vie sociale pour en faire une valeur en soi et un bonheur »⁵. Selon lui, c'est cette impulsion qui caractérise la sociabilité au sens étroit du terme. L'essentiel pour les individus devient alors un travail d'entretien, de conservation et d'accentuation de la *pure forme*, autrement dit du « lien de réciprocité, qui flotte en quelque

¹ « Ce processus s'accomplit également dans la séparation de ce que j'appelais le contenu et la forme de l'existence sociale », G. Simmel, *ibid.*, p. 124.

² G. Simmel, *ibid.*, p. 122.

³ « Toutefois, dès que ces formes deviennent des fins en soi, qu'elles deviennent agissantes par leur propre force et en vertu de leur droit propre, sur la base d'un choix et d'une création autonome en dehors de leur insertion dans l'existence – nous nous trouvons en présence de l'art, totalement séparé de la vie – l'art emprunte à la vie ce qui peut le servir, la recréant pour ainsi dire une seconde fois, bien que les formes dans lesquelles il accomplit son œuvre et dans lesquelles il consiste pour ainsi dire soient nées des exigences et de la dynamique de la vie. », G. Simmel, *ibid.*, p. 123.

⁴ G. Simmel, *ibid.*, p. 125.

⁵ G. Simmel, *ibid.*, p. 125.

sorte librement entre les individus ». Pour les membres du jury, l'apport de la *sociabilité* se traduit sous forme de bien-être, de *plénitude de vie*. La *sociabilité* ne vise à aucun résultat se situant en dehors du groupe au sein duquel elle se réalise et par conséquent, tous ses effets sont orientés sur les personnes et résident en elles, dans leur satisfaction. Pour Georg Simmel, justement, le fait que « tout converge vers les personnalités » conduit à ce que ces dernières ne s'affirment pas outre mesure dans la relation de *sociabilité* et que seuls « les qualités personnelles d'amabilité, d'éducation, de cordialité, les charmes de toutes sortes décident du caractère de la rencontre purement sociable »¹. C'est uniquement la *forme* de la rencontre qui importe, et non pas les caractéristiques objectives des individus tels que le statut social, l'instruction, la réputation ou encore la richesse, pour ne citer qu'eux, qui n'ont ici aucun rôle à jouer. Ainsi, lorsque la *sociabilité* apparaît au sein d'un groupe comme celui des jurés, les distinctions liées à des milieux sociaux différents, d'âge ou de profession, n'ont pas d'impact sur celle-ci. Tout cela n'a pas sa place dans la *sociabilité*. De la même façon, est exclu de la *sociabilité* tout ce qui serait trop intimement lié aux personnes. Ces caractéristiques se retrouvent précisément telles quelles dans les relations décrites par les jurés français et italiens.

« Introduire dans la sociabilité sa bonne ou sa mauvaise humeur personnelle, ses irritations ou dépressions, la lumière ou l'obscurité de sa vie »² serait un manque de tact. Cette notion de tact nous rappelle les concepts de « la tenue » et de « la déférence » développés par Erving Goffman. Ce dernier émet l'hypothèse que dans nos sociétés, l'individu est au centre « d'une espèce de sacralité qui se manifeste et se confirme au travers d'actes symboliques »³. En reprenant et en modernisant cette idée, déjà présentée par Émile Durkheim, qui envisage la personnalité individuelle comme « une parcelle de la mana collective », les rites établis pour la société sont en réalité faits à l'intention de l'individu. Pour Erving Goffman, nous nous révérons les uns les autres comme des petits dieux. La notion de « self », qu'il définit comme la part sacrée présente en chacun de nous, que l'on doit respecter, démontre la nécessité du respect entre les individus. Il définit la déférence comme « une composante symbolique de l'activité humaine dont la fonction est d'exprimer dans les règles à un bénéficiaire l'appréciation portée sur lui, ou sur quelque chose dont il est le symbole, l'extension ou l'agent. »⁴. Parmi les différentes sortes de déférence, on remarquera « les rites d'évitement » et « les rites de présentation ». « Les rites d'évitement » sont définis par Erving Goffman comme « cette forme de déférence qui incite l'offrant à se tenir à distance du bénéficiaire, afin de ne

¹ G. Simmel, *ibid.*, p. 125.

² G. Simmel, *ibid.*, p. 126.

³ E. Goffman, *Les rites d'interaction*, p. 43.

⁴ E. Goffman, *ibid.*, p. 50.

pas violer ce que Georg Simmel appelle la « sphère idéale » qui entoure celui-ci »¹. « Les rites de présentation » comprennent « tous les actes spécifiques par lesquels l'individu fait savoir au bénéficiaire comment il le considère et comment il le traitera au cours de l'interaction à venir. »² Cette notion de tact ne s'applique qu'entre les membres du groupe restreint, et s'étend occasionnellement aux membres de l'institution. Rien de semblable ne peut être décrit en ce qui concerne les « accusés » et les « victimes » car, comme nous l'avons vu, pour eux tout se joue sur la scène, là où les règles du jeu social sont différentes.

L'individu qui entre dans la *sociabilité* au sein d'un groupe se voit remodelé par la tournure particulière qui va caractériser l'ensemble du groupe, sa raison d'être et son fonctionnement. Georg Simmel insiste sur le fait que l'homme reste une « élaboration construite ad hoc » qui prend forme selon différentes expériences³. En n'entrant dans la « forme de la sociabilité qu'avec les aptitudes, les attraites et les intérêts de sa pure humanité »⁴, l'individu entre dans ce que Georg Simmel nomme le *principe de sociabilité*, c'est-à-dire que tous les individus se conforment à un principe : « chacun doit « accorder » à l'autre le maximum de valeurs sociables (en joie, aide et vivacité), compatible avec le maximum de valeurs qu'il peut lui-même recevoir »⁵. De ce principe, qui permet un accord presque parfait entre les individus, on comprend pourquoi la *sociabilité* est en mesure de créer *un monde sociologiquement idéal*, du fait que le bien-être d'un des membres du groupe est totalement lié au fait que les autres membres partagent cette même sensation. La cohésion du groupe dans ce qu'il ressent est un élément clef de la mise en place de la *sociabilité* ; l'égalité est de rigueur. « Il s'agit du jeu au cours duquel « on fait » comme si tous étaient égaux, comme si l'on honorait chacun spécialement. »⁶ Le monde de la *sociabilité*, au-delà de son fonctionnement particulier, reste un *monde « artificiel »*, le seul où « une démocratie de l'égalité en droit est possible », « constitué d'êtres qui souhaitent établir exclusivement entre eux des actions réciproques entièrement pures, qui ne soient perturbées pour ainsi dire par aucune référence matérielle »⁷. Pour Georg Simmel, les individus qui recherchent et entrent dans la *sociabilité*, le font essentiellement pour le contenu subjectif qu'elle représente, en opposition à la masse des contenus objectifs qui remplissent nos vies. La *sociabilité* permet de se débarrasser de ces

¹ E. Goffman, *ibid.*, p. 56.

² E. Goffman, *ibid.*, p. 56.

³ « L'homme dans sa totalité n'est pour ainsi dire jamais qu'un complexe informel de contenus, de forces, de possibilités, et ce n'est que suivant les motivations et relations changeantes de l'existence qu'il prend la figure d'un être différencié et délimité. » G. Simmel, *op. cit.*, p. 127.

⁴ G. Simmel, *ibid.*, p. 127.

⁵ G. Simmel, *ibid.*, p. 127.

⁶ G. Simmel, *ibid.*, p. 129.

⁷ G. Simmel, *ibid.*, p. 128.

contenus, et a pour effet de faire croire à l'individu qu'il retourne à son être personnel et naturel. C'est cette croyance qui permet de rester dans le champ de la *sociabilité*, hors des intentions et des événements de la réalité. Par conséquent, les interactions et le dialogue s'organisent de façon à ce que « la matière du discours ne soit plus que le support indispensable des attraits que l'échange vivant de la parole déploie comme tel »¹. Dans le cas du *groupe restreint* formé par les jurés, « le double sens de la « conversation » » prend corps et trouve ses droits. L'échange se réalise afin de se satisfaire et de se suffire à lui-même², jusqu'à un certain point. Ce *jeu* oscille entre une dimension sociable (subjective) et une dimension fonctionnelle (objective).

En France et en Italie, pendant le déroulement des affaires, lors de tous les moments de conversation informelle que les jurés peuvent passer ensemble, mais également avec les magistrats, les *actions réciproques* se situent plus dans une forme de conversation subjective qu'objective, même si des éléments d'objectivité ne peuvent être totalement occultés. C'est grâce aux moments où les *actions réciproques* ne sont que de la conversation sociable (suspensions, déjeuners, pauses...) que le *groupe restreint* s'organise et la *sociabilité* se met en place. Le délibéré, quant à lui, bien que toujours soutenu par une partie subjective des actions réciproques, est indéniablement inscrit au cœur d'une forme objective de communication. Georg Simmel insiste sur le fait que « dès que la discussion devient objective, elle n'est plus sociable. Elle retourne à sa pointe téléologique sitôt que la recherche d'une vérité – qui peut tout à fait constituer son contenu – devient son but. Dans ce cas elle détruit son caractère de conversation sociable, tout comme si elle se développait en un conflit sérieux.»³ Toutes les interactions se situent dans cette ambivalence d'actions réciproques tantôt autonomes de tout contenu, tantôt résolument attachées à un but, à la recherche d'une vérité. L'auteur caractérise bien l'ambiguïté existant entre ces deux phases possibles de la conversation qui font qu'il y a ou non *sociabilité*⁴. L'humour, les rires et les plaisanteries, que de nombreux jurés ont évoqués,

¹ G. Simmel, *ibid.*, p. 132.

² « Toutes les formes dans lesquelles cet échange se réalise, le conflit et l'appel aux normes dont les deux parties se réclament, la conclusion de la paix par le compromis et la découverte de convictions communes, l'accueil reconnaissant du nouveau et le rejet de tout ce sur quoi il n'y a pas d'espoir d'entente, toutes ces formes d'actions réciproques par la communication, qui sont pour le reste au service d'innombrables contenus et fins du commerce humain, prennent ici une signification pour elle-même, ce qui veut dire l'attrait du jeu des relations qu'elles suscitent en nouant ou en dénouant, en vainquant ou en se soumettant, en donnant et en recevant. » G. Simmel, *ibid.*, p. 132.

³ G. Simmel, *ibid.*, p. 132.

⁴ « C'est ainsi que deux entretiens peuvent, vu de l'extérieur, se dérouler de façon tout à fait identique, mais celui-là seul aura le « caractère de la sociabilité », d'après son sens intrinsèque, qui par ses contenus, avec toutes ses valeurs et attraits, trouve son droit, sa place, son but uniquement dans le jeu fonctionnel de l'entretien comme tel, donc dans la forme de l'échange verbal avec sa signification particulière qui se donne à elle-même ses normes. » G. Simmel, *ibid.*, p. 132.

illustrent bien que l'on se situe dans le *jeu* de la *sociabilité*¹. Au-delà des justifications en lien avec la réalité des procès, on trouve des éléments qui participent pleinement des intérêts de la *sociabilité*. Il s'agit « d'un simple moyen au service de la communication, de la compréhension mutuelle et de la conscience de former ensemble une agréable compagnie »².

Effets de la sociabilité sur l'individu

Il appartient à la nature de la sociabilité d'ôter « la réalité dans les actions réciproques réalistes des êtres humains et d'ériger son royaume aérien d'après les lois formelles avec les relations qui tournaient sur elles-mêmes et qui n'avaient en dehors d'elles aucune autre fin. Toutefois la source profonde à laquelle ce royaume alimentait sa mobilité n'est cependant pas à rechercher dans ces formes qui se déterminent elles-mêmes, mais seulement dans la vitalité des individus réels, dans leurs sensations et attractions, dans l'abondance de leurs impulsions et convictions »³.

De cette distance au contenu de la socialisation, c'est-à-dire à des éléments de réalité, la sociabilité permet à la vie de révéler avec plus de justesse cette réalité première⁴. Pour les individus, la sociabilité a des effets de délivrance, de satisfaction et de soulagement face à une réalité pesante et oppressante, grâce aux « royaumes construits sur les simples formes de l'existence (...), nous sommes libérés de la vie, et pourtant nous y sommes quand même plongés »⁵. La sociabilité permet d'accéder au réel et de le vivre pleinement par le biais de la distance et du détachement⁶. Tout le bien-être qui peut se dégager d'une telle forme de vie prend toute sa valeur et son sens lorsqu'il est partagé avec autrui. Il ne s'agit pas d'une fuite du réel mais bien plutôt d'une découverte profonde de ce qui le constitue, d'une « sérénité libératrice » contre « la pression de la vie », dans une relation à l'autre. Cette libération et ce soulagement que crée la sociabilité « consistent dans le fait d'être ensemble avec d'autres et

¹ « (...) Même le fait de raconter des histoires, des anecdotes, de faire des plaisanteries, peut manifester un tact raffiné, dans lequel on retrouve tous les motifs de la sociabilité, bien qu'on y voit souvent que du remplissage et un témoignage d'indigence. » G. Simmel, *ibid.*, p. 133.

² G. Simmel, *ibid.*, p133.

³ G. Simmel, *ibid.*, p135.

⁴ « Grâce à cette distance par rapport à la réalité immédiate, la vie peut davantage mettre en évidence, de façon plus parfaite, plus cohérente et plus significative, l'essence profonde de cette réalité que ne pourrait le faire une tentative pour la comprendre d'une manière plus réaliste qui ne prendrait pas de distance par rapport à elle-même. » G. Simmel, *ibid.*, p. 135.

⁵ L'auteur insiste sur le parallèle qui existe entre ce que l'art peut apporter à l'individu, au même titre que la *sociabilité*.

⁶ « Nous ne nous libérons pas simplement de la vie parce que nous détournons nos regards, mais justement du fait que, dans le jeu apparemment magnifique par lui-même des formes, nous construisons et vivons le sens et les forces de sa réalité la plus profonde, mais en faisant abstraction de la réalité elle-même. » G. Simmel, *ibid.*, p136.

d'échanger des impressions au cours desquelles toutes les tâches et tout le poids de la vie sont pour ainsi dire appréciés comme un jeu artistique. »¹

Tout l'intérêt de la sociabilité réside dans sa capacité à réunir deux mouvements contradictoires que sont la sublimation et l'atténuation. Sublimation du lien unissant le groupe, par le biais d'interactions entre les individus qui n'auraient d'autre fin qu'elles-mêmes. Atténuation du réel et du poids de la vie, autrement dit du contenu qui est la source d'existence même du groupe restreint. Les jurés atténuent l'impact de la réalité du procès au profit de la sublimation de l'existence du groupe.

La sociabilité semble être le concept le plus approprié pour expliquer le particularisme des phénomènes que nous avons décrits précédemment. Les effets de la sociabilité expliquent l'importance de cette deuxième dimension marquante de l'expérience des jurés. La découverte d'un nouveau monde social est dès lors doublée par l'expérience de la sociabilité et du groupe restreint : se détacher du réel comme pour mieux l'approcher dans un rapport d'échange et de satisfaction réciproque.

C'est entre sublimation et atténuation que « les forces riches en contenu de la réalité ne se manifestent que de façon lointaine, par volatilisation de leur pesanteur dans un certain charme »². Charme qui est présent dans bien des esprits, après avoir été membres du groupe des jurés, et qui le restera. Une « alchimie de groupe » est à l'œuvre où l'on distingue une expérience qui dépasse les relations sociales « normales ». Les membres du jury font, dans ce cas précis, « l'expérience de « plus de société » qu'auparavant »³, en vivant un moment emblématique, « un instant fugitif où la société prend »⁴.

Pour mieux marquer la différence entre le vécu des jurés français et italiens, seul l'extrait d'une jurée française mérite d'être cité, car il résume à lui seul tous les développements précédemment écrits et permet de comprendre l'importance de l'impact sur l'expérience des acteurs que revêt une participation effective à la décision finale.

« Quand on est sortis du tribunal, sur cette affaire, ce qui est extraordinaire, c'est qu'on ne pouvait pas se quitter, nous, les jurés. Ah mais c'était incroyable ! Ce n'était pas possible, on ne pouvait pas partir chacun de notre côté, comme ça, le soir du verdict. Alors ceux qui n'avaient pas d'impératifs d'horaires, on est restés ensemble. On a traversé le pont, on est allés boire un verre ensemble, pas pour fêter quoi que ce soit, c'était seulement pour rester ensemble ; c'était impossible de se dissocier.

¹ G. Simmel, *ibid*, p136.

² G. Simmel, *ibid*., p. 136.

³ G. Simmel, *Le problème de la sociologie*, (1908) éditions Kurt Wolf, Ohio University Press, 1959, p. 320.

⁴ P. Chanial, *op. cit*.

On avait fait ensemble quelque chose de déterminant et ça ne pouvait pas partir comme ça, c'était impossible. On était... Là, par contre, tout s'est libéré, on a beaucoup discuté, l'affaire c'était terminé. On avait rendu notre verdict, on avait fini notre travail et on a parlé de soi, de ce qu'on aimait, de ce qu'on faisait dans la vie... « On va se revoir, on va projeter un repas ensemble... ». Comme les deux assesseurs étaient avec nous, on s'est intéressés à leur travail. Eux se sont intéressés au nôtre. C'était une relation amicale qui avait germé pendant ces trois semaines de procès. C'était incroyable, jamais de ma vie je n'avais ressenti ça ! Je suis quelqu'un d'assez... seule, cela ne me dérange pas, les groupes j'aime bien mais je trouve que la vie de groupe c'est pesant au bout d'un moment. Et là, c'était la première fois où c'était palpable. Chacun le ressentait. On s'est attendu au pied de la passerelle. Chacun sortait par les portes dérobées parce qu'il y avait toute la presse... Nous, on était là, on regardait. La nuit tombait déjà et on voyait tous ces projecteurs, toutes ces caméras ; et on s'est dit : « C'est nous qui sommes la cause de ça, c'est le verdict qu'on a rendu. » On était tous là comme des pantins à regarder, on ne se disait rien. Les flashes, les caméras... C'est affreux, parce que c'est comme tout, chaque médaille a ses revers. Il y a Dils d'un côté et ces enfants qui sont morts de l'autre côté. (...) » (Laurence)

3- Une expérience aux multiples facettes

La notion d'expérience est centrale dans notre recherche. Si elle revient très fréquemment dans le discours des jurés français et italiens que nous avons rencontrés, elle est également la mieux adaptée pour caractériser du point de vue sociologique le passage des jurés à la cour d'assises, tant en France qu'en Italie.

François Dubet définit l'expérience sociale comme un concept permettant de comprendre les conduites des acteurs sociaux là où « les conduites sociales n'apparaissent pas réductibles à de pures applications de codes intériorisés ou à des enchaînements de choix stratégiques faisant de l'action une série de décisions rationnelles »¹. Le passage à la cour d'assises provoque, chez les acteurs qui y participent, une forte remise en question des codes intériorisés jusque-là. Certes, les jurés tentent de rationaliser l'ensemble des émotions, découvertes et enseignements qui nourrissent quotidiennement leur présence à la cour d'assises. Leurs conduites sociales se réorganisent autour de cette expérience, autrement dit autour de « principes stables mais hétérogènes »² qui se caractérisent par la combinaison de trois logiques d'action : une logique d'intégration, une logique stratégique et enfin une logique de

¹ F. Dubet, *Sociologie de l'expérience*, éditions Seuil, Paris, 1994, p 91.

² F. Dubet, *ibid.*, p. 91.

subjectivation. La logique d'action peut être définie comme une manière de concevoir les relations aux autres. Du point de vue des acteurs, l'expérience n'est pas unifiée et elle oscille entre ces trois logiques d'action que l'on retrouve sous des formes plus ou moins pures dans la pratique. L'expérience sociale est tout à la fois manière d'éprouver, activité cognitive et construction du réel. Dans le cas des jurés, il leur faut parvenir à s'intégrer au groupe en répondant aux exigences que leur statut de juré leur impose ; à trouver la meilleure stratégie afin d'endosser le rôle de juré tout en parvenant à respecter leurs engagements personnels et professionnels se situant en dehors du « monde social » de la justice ; et enfin, ils doivent travailler à se construire comme sujets capables d'évaluer les avantages et les inconvénients d'une telle mission, ainsi que les bénéfices personnels et les enseignements relatifs au droit et à la justice qu'ils en retirent. C'est aux acteurs de donner du sens à leur expérience et de savoir intégrer chacune des logiques d'action à leur vie quotidienne afin de poursuivre leur expérience sociale suivant le fil qu'ils auront su tisser. L'expérience sociale est alors envisagée comme un prisme au travers duquel les acteurs sociaux livrent l'intelligibilité du monde social qu'ils habitent. Cette approche apparaît pertinente pour comprendre l'importance et la complexité de l'enchevêtrement des expériences individuelles et collectives observées à la cour d'assises en France comme en Italie.

Dans chacun des contextes, l'expérience sociale des jurés peut être appréhendée selon trois types d'enseignements que nous divisons en deux catégories : d'un côté, les enseignements collectifs et individuels de l'expérience, de l'autre, les enseignements relatifs à la justice et au droit.

En France

Enseignements individuels et collectifs

«Lorsque tout est accompli, je peux évidemment faire le bilan et juger des résultats. On éprouve souvent le besoin de réfléchir sur ce qu'on vient de faire parce qu'on en est soi-même déconcerté. »¹ Si la très grande majorité des jurés sont satisfaits d'avoir pu participer à une telle expérience, l'engouement va généralement au-delà de la simple satisfaction. La complexité des sentiments et des impressions dépasse de loin un bilan qui pourrait être donné en termes d'avantages et d'inconvénients.

¹ A. Strauss, *Miroirs et masques*, p. 35.

Dans sa finalité, l'expérience peut être envisagée selon plusieurs effets, cumulatifs ou non. Les découvertes liées à un *monde social* inconnu, à la formation du *groupe restreint* et l'expérience de la *sociabilité*, sont autant d'éléments qui amènent les acteurs sociaux à interroger leur propre condition ainsi que leur rapport au monde. L'engagement personnel, la remise en cause de nombreux a priori, la découverte de l'existence d'autres mondes, d'autres vies que les leurs, poussent à développer un regard nouveau sur ce qui les entoure. On peut dire que nombreux sont ceux qui se découvrent, entre le début et la fin de la session, une *ligne d'action*¹ modifiée par le cours des événements. Il y a là une tendance générale des individus à évaluer ce qu'ils ont fait ; on peut, avec Anselm Strauss, aller jusqu'à parler « du moi qui se construit lui-même. (...) Le moi n'est pas plus qu'un autre objet exempt de remise en question sous de nouvelles perspectives. »² On remarque une reconstruction partielle du moi. En plus d'avoir pu observer le fonctionnement de la justice de l'intérieur, c'est principalement sur deux plans que les individus retirent un enseignement personnel de l'expérience : d'une part concernant leur propre personne, d'autre part, concernant leur regard sur autrui.

Pour certains, cette expérience marque un changement personnel important. Se retrouver dans une situation différente de celle de la vie quotidienne, souvent empreinte d'habitudes et de répétitions, peut révéler une face cachée de l'individu. *L'identité pour soi*, qu'Erving Goffman définit comme « la représentation que se fait de lui-même l'individu »³, peut en être profondément affectée.

« Cela a été une découverte, ça m'a enrichie et ça a peut-être fait voir une face de moi que les autres voyaient mais moi non. Ça c'est très drôle. À un niveau personnel, il y a vraiment un changement. J'ai découvert des choses que les autres voyaient en moi et que je n'étais pas capable de comprendre. Je me suis rendu compte que j'étais capable d'autres choses, de changer de point de vue. » (Marie)

« Maintenant je suis beaucoup plus tolérante, beaucoup plus humaine, plus à l'écoute des gens, beaucoup moins dure. C'est presque religieux. Avec l'humanité et l'amour que ça nous donne, si tout le monde était comme ça, le monde serait bien meilleur. Quand vous vivez cette expérience, vous devenez meilleure. Ça je me le dis tout le temps. Il y a eu un déclic. Pour moi, il y a un avant et un après. C'est une expérience qui est forte. » (Jacqueline)

¹ Erving Goffman définit la ligne d'action d'un individu comme étant « un canevas d'actes verbaux et non verbaux qui lui sert à exprimer son point de vue sur la situation, et, par là, l'appréciation qu'il porte sur les participants et en particulier sur lui-même », *Les rites d'interaction*, p. 9.

² A. Strauss, *op. cit.*, pp. 35-36.

³ E. Goffman, *Stigmate*, éditions de Minuit, Paris, 1996 (1963), p. 67.

« Oui, je pense que c'est une expérience dont on ressort changé quand même. Moi, j'ai l'impression d'être plus tolérante. Je pense que ça oblige à réfléchir sur des choses dont on sait qu'elles se passent, mais tant qu'on ne les voit pas, on ne sait pas ce que c'est. » (Isabelle)

Certains anciens jurés mentionnent comme conséquence de leur expérience, le fait de « s'être dépassé » dans une tâche nouvelle qu'ils sont parvenus à accomplir. Au regard des considérations précédentes, l'hypothèse selon laquelle le fait d'être juré cause, pour certains individus, un remaniement « identitaire », semble en grande partie vérifiée. Par remaniement « identitaire » il faut entendre une influence réelle sur ce qui constitue sa *personne*, son *moi* profond. La plupart du temps, ceux qui le vivent en ont conscience soit au fur et à mesure de l'expérience, soit immédiatement après. Cette indétermination du *moi*, perpétuellement en construction, fait que « le « je » sujet, qui remet en question ses « moi » objets, progresse continuellement et pénètre dans un avenir aux contours incertains ; c'est ainsi qu'émergent nécessairement de nouveaux « je » et de nouveaux « moi », actes critiquants et actes critiqués »¹. Beaucoup de jurés évoquaient une certaine déprise de leurs repères habituels qui allait de paire avec le temps qui s'écoulait lors de la session. La découverte d'une autre facette de soi est un événement suffisamment rare pour que l'on s'en souvienne. Cette redéfinition de soi semble être l'élément central de l'impact de l'expérience, tant dans les cœurs que dans les esprits.

« Chacun doit se dépasser, chacun doit donner ce qu'il est vraiment et pas l'image qu'il veut donner de lui. Être soi. Oser dire ce qu'on pense et ne pas chercher à séduire. C'est un bon exemple de travail sur soi. On en sort différent, on ne peut être qu'amélioré. » (Laurence)

Une autre des conséquences de l'expérience du passage à la cour d'assises réside dans le regard nouveau, plus tempéré, que les acteurs développent à l'égard d'autrui. Le fait de voir des « accusés » amène un grand nombre de jurés vers des considérations qui vont dans le sens de la tempérance, de la modération. Beaucoup se retrouvent alors tiraillés par des dilemmes qu'ils ne pensaient pas pouvoir éprouver avant d'assister aux procès. Là où François Lombard affirme que les jurés reproduisent, au sein du jury et dans leur façon de juger, les rapports de force et de domination présents dans la société, nous découvrons qu'il se produit un changement, parfois radical, de la façon de juger et de percevoir autrui. Cette idée est déjà confirmée par Louis Gruel dans les conclusions de son ouvrage. Pour lui, « dans un jury d'assises, les membres d'un groupe particulier sont plus incités à se détacher de leur

¹ A. Strauss, *op. cit.*, p. 37.

appartenance qu'à la représenter : un ouvrier n'y est pas, ou du moins pas principalement, un ouvrier »¹. Par ailleurs, aujourd'hui, il est rare qu'un individu n'appartienne pas à différents réseaux, n'ait pas différentes affinités. S'identifier totalement à sa catégorie sociale est de moins en moins fréquent.

Tous décrivent leur évolution personnelle face à des affaires, qui, bien que parfois limpides sur le plan de la culpabilité, n'en sont pas moins difficiles à juger compte tenu des circonstances et du parcours de vie de l'accusé ou de la victime. Les jurés décrivent l'apparition d'une double empathie envers ces deux figures antagonistes. Beaucoup reconnaissent être entrés à la cour d'assises pensant qu'on ne pouvait pas avoir de pitié ou de compassion pour un meurtrier, et en ressortir avec un tout autre point de vue. Les autres craignaient de trouver uniquement des personnes fermées et incapables de sortir des préjugés et d'une pensée conformiste. Voir et vivre le fonctionnement de la cour d'assises, a un réel intérêt : celui d'ouvrir les esprits aux méandres de l'acte de juger sans occulter l'essentiel, à savoir la complexité de ce que l'on doit juger.

Un nouveau regard se dessine alors, tant sur les « autres » qui peuvent être des proches ou les membres du groupe, envers qui il y a une prise de conscience de l'effet quasi général d'ouverture d'esprit, que sur les « autres », c'est-à-dire les « accusés » que l'on a vus lors du procès. Certains jurés montent en généralité certains points directement en lien avec ce qu'ils ont pu voir dans des affaires, pour en retirer des leçons de vie, des leçons personnelles.

« C'est vraiment étrange, après, de reprendre son travail et d'entendre les commentaires des gens et de savoir qu'on y était. Bien sûr, moi je n'allais pas dire que j'y étais. C'était des clients habitués qui disaient : « Moi j'aurais fait ceci, moi j'aurais fait cela... ». Je pensais : « Toi tu aurais fait ça mais tu n'y étais pas, tu ne te rends pas compte. » Dans le jury justement il y avait un monsieur qui disait : « Moi, mon opinion sur les affaires juridiques et sur la durée des peines a complètement changé. Dire « lui on lui coupe la tête », c'est terminé. » Il nous disait qu'il en avait discuté avec sa mère et qu'elle lui avait dit qu'il avait complètement changé, que ce n'était plus lui. » (Laurence)

« Il y a une réelle prise de conscience. Cela relativise beaucoup de choses parce qu'on a toujours tendance à être un peu simpliste dans nos jugements ; à dire, celui-là il est du côté des mauvais, mais finalement, quand on voit comment ça s'est passé, quand les gens racontent leur vie, comment les choses se sont déroulées... Même si tous les gens qui vivent dans ces conditions-là ne terminent pas à la cour d'assises... Leurs gestes s'expliquent par beaucoup de choses. » (Martin)

¹ L. Gruel, *Pardons et châtements*, p. 111.

« Pendant les débats, le plus noir des individus devient nettement plus gris. Une personne qui a fait les pires choses... Au fur et à mesure, on raconte sa vie, on le fait parler... Bon, c'est vrai que vous changez mille et une fois d'avis. Si au départ on se dit qu'il est déjà jugé, à la fin ce n'est plus pareil du tout. Entre temps vous avez changé cents fois d'idées, cent fois d'opinions. » (Jacqueline)

Enseignements sur la justice et le droit

Le troisième aspect de l'enseignement que retirent les jurés de leur passage à la cour d'assises peut être qualifié d'apprentissage du droit et du fonctionnement de la justice. La découverte du « monde social » de la justice précède tout type d'apprentissage à proprement parler. Après les craintes et les a priori des premiers jours, les jurés évoquent tous un vif intérêt pour les affaires à juger.

À la différence des enseignements individuels et collectifs décrits précédemment, les jurés retirent une connaissance et un savoir objectif de la procédure criminelle et de son application à travers une participation et une observation continue du travail des magistrats. Cette connaissance est tout d'abord utile aux magistrats qui visent, dès la formation des jurés lors de la journée précédant le début des audiences, à inculquer aux futurs juges les rudiments nécessaires pour parvenir à un bon déroulement des audiences et des délibérations. Au-delà de cette nécessité d'une connaissance pratique du fonctionnement de la cour d'assises et de l'application du droit pénal, les jurés évoquent l'intérêt qu'un tel apprentissage suscite au fil de leur présence. Car c'est précisément le fait d'être au cœur d'une justice « en train de se faire » qui éveille la curiosité des uns et des autres.

En corollaire de l'ensemble des enseignements évoqués, les jurés développent un intérêt marqué pour des valeurs et problématiques plus vastes que leur expérience personnelle. La réflexion des acteurs se dirige vers les notions de société, démocratie, de légitimité du jugement... Aux angoisses des premiers jours, nourries par les incertitudes et l'ignorance du fonctionnement de la cour d'assises, les jurés témoignent de leur capacité à développer un regard critique, complexe, à l'image de ce qu'ils ont rencontré en devenant juré. Leur réflexion est riche et l'enseignement majeur qui s'en dégage est justement la profondeur, la justesse et la sensibilité de leurs propos.

« En participant au jury populaire, on a la sensation d'appartenir pleinement à la société. Voir fonctionner la justice de l'intérieur, au travers des affaires que l'on juge, cela permet de comprendre que la justice est nécessaire pour la démocratie et que notre rôle est important. On est transporté dans un autre monde et voir cela de l'intérieur en donne une tout autre vision. » (Backrham)

« On est confronté à la violence d'une réalité qu'on n'imagine pas toujours et il n'y a finalement rien qui vous prépare à une telle expérience. Il s'agit de juger et de condamner un être humain, souvent pour des peines très lourdes. Cette tâche demande un sérieux tout particulier et une vraie prise de conscience de la situation, tant concernant les faits que l'on vous expose que de l'accusé et de la victime. » (Florence)

« Je me suis rendu compte de l'horreur des affaires même si on est habitué à entendre des horreurs, mais on ne va jamais au fond des choses. Et puis j'étais persuadée que je ne pourrais pas regarder l'accusé et puis finalement cela ne m'a pas gênée de regarder l'accusé, regarder la victime, de regarder sa famille. Cela ne m'a pas gênée qu'on donne ma profession, qu'on donne mon nom. J'étais à ma place. Quand je dis que j'étais à ma place ; effectivement je ne sais pas si j'avais le droit de juger quelqu'un et c'est une question que je me suis posée tout au long des affaires. Est-ce que c'est vraiment en mon âme et conscience ? Mais j'étais là, j'avais quelque chose à accomplir, il fallait que je le fasse. C'était douloureux d'entendre les affaires, mais j'étais là et j'avais quelque chose à accomplir. J'étais assez sereine par rapport à ça. » (Annie)

En Italie

Enseignements individuels et collectifs

Dans un mouvement d'aller-retour constant entre un ressenti collectif et un vécu individuel, les jurés italiens nous rappellent que leur passage à la cour d'assises est avant tout une expérience « heureuse », une étape intéressante dans leur parcours personnel.

« Il s'agit d'une expérience nouvelle, intéressante, instructive. De l'intérieur, tu vois quelque chose d'autre. » (Simona)

« Si l'on doit tirer les conclusions de cette expérience, et même s'il y a beaucoup de choses qui devraient être améliorées, je suis convaincu qu'on en retire vraiment quelque chose de positif. C'est une belle expérience, même si ce n'est pas toujours facile. » (Paolo)

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la singularité de l'expérience des jurés italiens par rapport aux jurés français tient essentiellement au fait qu'il existe une forte discordance entre la théorie et la pratique, autrement dit entre la place officiellement réservée au jury populaire et les limites intrinsèques au fonctionnement du procès et à l'application de la loi. Cette situation d'entre-deux que nous avons décrite instaure une posture incertaine pour les jurés qui se retrouvent dans l'obligation de définir une place différente de celle qu'on leur avait annoncée. Là où les jurés français n'ont pas à chercher le sens de leur présence dans l'enceinte

de la cour d'assises, les jurés italiens sont confrontés à une inéluctable remise en question de leur rôle ainsi que de la « mise en scène » d'une participation citoyenne difficile à mettre en œuvre.

Avec Michel Pollak, on peut reconnaître que « la maîtrise du jeu social et la compréhension réciproque évacuent tout questionnement sur sa propre identité, questionnement que provoque, par contre, le fait de se trouver dans une situation imprévisible, étrange, à laquelle on n'a pas été préparé »¹. Au-delà de la nouveauté de l'expérience et de la découverte du « monde social » de la justice que les jurés français partagent avec les jurés italiens, ces derniers sont confrontés à une discordance manifeste entre leur rôle et leur statut qui entraîne une absence de repères.

Sur le plan personnel, les remarques faites précédemment concernant le jury français s'applique dans une moindre mesure concernant la situation italienne. Si l'expérience est « satisfaisante », la déception de ne pas pouvoir participer effectivement au jugement revient très fréquemment. Les jurés évoquent leur sentiment d'être simplement consultés par les magistrats, malgré l'écoute et l'attention qui caractérisent leurs relations. Il est moins aisé de distinguer nettement, comme en France, les changements individuels des changements liés à autrui. Les jurés livrent des propos plus généraux où la tension propre à l'acte de juger est absente. La thématique de l'acte de juger n'est pas complètement évacuée, mais leur rôle d'observateurs plus que d'acteurs dans la phase finale et décisionnelle du procès rend la participation à proprement parler caduque et ses conséquences en sont logiquement réduites. Les jurés réfèrent essentiellement de la découverte de la complexité des procès et des enjeux qui y sont liés. L'importance du groupe et des interactions qui s'y déroulent apporte également une forte valeur ajoutée à l'expérience sociale des jurés italiens. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le groupe joue un rôle de premier ordre pour accepter les difficultés liées à la longue présence demandée à la cour d'assises ainsi que pour atténuer la frustration générée par l'impossible participation des jurés lors des délibérations.

En revanche, le discours que développent les jurés italiens sur les enseignements au niveau collectif est très proche de celui des jurés français. Si l'étude de la personnalité et du parcours personnel de l'accusé est inexistant, les jurés savent développer de l'empathie à l'égard de l'accusé, en revanche, ils développent un regard lucide sur les rapports de force et de domination se jouant lors du procès. La possibilité d'observer, sur une longue durée,

¹ M. Pollak, *op. cit.*, p. 10.

différentes affaires, leur donne les moyens critiques pour distinguer les enjeux sociaux et politiques liés aux affaires et qui dépassent les parcours de vie des parties au procès.

« Personnellement cette expérience m'a permis de réfléchir sur beaucoup de choses. Le fait de passer des journées à écouter toutes ces histoires ça vous donne matière à réflexion. On s'interroge en profondeur sur des thèmes sensibles et profonds, qui ne nous effleurent même pas dans notre vie de tous les jours. On apprend à adapter son regard, à chercher à comprendre plutôt que de juger rapidement sans chercher à distinguer le vrai du faux. » (Marco)

« Cette expérience est magnifique car elle m'a donné la possibilité de connaître des situations que je ne connaissais pas, qui m'ont formée. J'ai appris tellement de choses ! J'ai acquis une certaine maturité grâce à cette expérience. Je regrette que cela ne me soit pas arrivé lorsque j'étais plus jeune. » (Veronica)

« Je considère que ma participation au jury populaire est avant tout très positive, c'est ma première impression. Après réflexion, c'est vrai qu'il y a des choses à redire et que ce n'est pas parfait, mais je vois plus de positif que de négatif. Et puis entre ce que l'on s'imagine avant de venir et ce qui se passe en réalité... c'est très différent. J'ai beaucoup appris et réfléchi sur le jugement, on a tous réfléchi ensemble sur tout ce que l'on voyait pendant les affaires. Cela permet de relativiser ce qui se passe dans votre vie personnelle, les problèmes du quotidien, la routine. Je crois que participer au jury permet vraiment de sortir de soi et de chercher à mieux comprendre les autres. » (Sabrina)

Enseignements sur la justice et le droit

Comme en France, la participation au jury populaire est l'occasion pour les jurés de découvrir le fonctionnement de la cour d'assises et plus généralement de la justice criminelle et de ses rouages.

Lors de notre présence sur le terrain, nous avons observé de fréquents échanges de nature pédagogique entre magistrats et jurés. Pour ces derniers, leur présence à la cour d'assises est, encore plus qu'en France, synonyme d'une occasion de s'immiscer dans les coulisses de la justice au sens propre comme au sens figuré. Voir, observer et écouter semblent constituer l'activité principale des jurés italiens compte tenu de leur faible possibilité d'intervenir dans la prise de décision, bien qu'ils le fassent tout au long des audiences concernant des questions de procédure sur lesquelles ils se prononcent aux côtés des magistrats.

Il faut distinguer deux aspects de l'enseignement sur la justice et le droit que retirent les jurés. Premièrement, il s'agit d'un apprentissage que l'on peut qualifier d'immédiat et de pratique, directement lié à la nécessité de comprendre, d'intervenir et de discuter avec les

magistrats dans les décisions que la cour doit prendre au fil des audiences (exclusion faite du verdict). Cette connaissance pratique de la cour d'assises et de ses dynamiques leur permet de se familiariser avec la justice criminelle et de parvenir à une posture intermédiaire, que l'on peut qualifier de « profane averti ». Cette posture suscite généralement un intérêt nouveau et durable chez les jurés pour la justice pénale et le droit en général. Deuxièmement, les jurés italiens insistent sur les liens qu'ils établissent au fil du temps passé à la cour d'assises entre l'intérêt de leur présence à la cour d'assises, et les effets qui en découlent sur la société, la démocratie. Ils présentent leur passage à la cour d'assises comme une façon efficace et utile d'inculquer aux acteurs sociaux des valeurs souvent trop abstraites pour être intégrées individuellement.

« En étant ici, on se pose des questions sur toutes les conséquences du jugement. C'est vraiment le lieu qui nous incite à y penser. Par rapport à ce qu'on peut voir à la télévision, par rapport à ce qu'on peut lire dans les journaux, la réalité est bien différente. Je pense que c'est vraiment très important de pouvoir venir voir sur le long terme comment un procès se déroule, comment les magistrats travaillent. Ça a complètement modifié ma vision de la justice et cela redonne pas mal d'espoir et de confiance. » (Oreste)

« Chaque jour on apprend de nouvelles choses sur le déroulement du procès, sur le droit pénal et aussi sur certains milieux sociaux, en fonction des affaires. J'ai été très impressionné de voir des repentis de justice de près, des personnes qui appartenaient à des réseaux criminels et d'écouter leur témoignage. En ayant passé déjà plus d'une année à la cour d'assises, je crois que j'ai vraiment changé mon point de vue sur beaucoup de choses, à commencer par la façon dont la justice fonctionne. Non seulement on voit les problèmes qui se posent de l'intérieur mais on voit aussi comment la justice y fait face. » (Roberto)

« J'ai vraiment changé de point de vue entre le début de ma présence à la cour d'assises et aujourd'hui, après bientôt un an. Les choses se passent lentement mais c'est quelque chose de profond qui change en vous. On apprend beaucoup, on écoute, on discute. Finalement on se forge un jugement sur les procès et on prend conscience de la chance qu'on a d'être ici et on se rapproche des autres, mais pas seulement des autres qui sont là avec nous dans le jury, aussi les autres qui forment la société. » (Maria)

L'expérience que décrivent les jurés prend la forme d'une expérience directe, sans procuration. Leurs propos n'évoquent pas du voyeurisme mais plutôt une réelle capacité à éprouver de l'empathie à travers la compréhension des enjeux qui caractérisent le procès criminel.

Synthèse

La formation du « groupe restreint », observable sur nos deux terrains, révèle l'importance des liens interpersonnels se nouant entre les jurés. Ces relations qui se développent dans les coulisses des salles d'audience et se prolongent à l'extérieur du palais de justice, nous rappellent que participer au jury populaire signifie vivre une expérience sociale intense où s'entremêlent différentes tâches : suivre un procès, juger, participer à une vie de groupe, argumenter, discuter... S'interroger sur la formation du groupe restreint et étudier sa dynamique nous permet de percevoir la dimension pleinement sociologique de notre objet d'étude. Le jury populaire peut donc être qualifié d'« institution de sociabilité ».

Les similitudes observables entre nos deux terrains sont frappantes. Malgré les différences notoires existant entre le fonctionnement des procès français et italiens ainsi que les différences relatives aux marges d'action des jurés au sein de la juridiction de jugement, les jurés témoignent d'une expérience de groupe très semblable. Dans un mouvement permanent de va-et-vient entre ce qui se déroule à l'audience, sur la scène, et les moments de sociabilité du groupe dans les coulisses, les jurés français et italiens décrivent une expérience sociale complexe, qu'ils tentent de s'appropriier, avec plus ou moins de facilité selon les contextes.

La dimension socialisante du jury populaire apparaît donc comme fondamentale dans la compréhension de leur expérience et opère comme une clef de lecture facilitant leur implication et leur engagement dans leur rôle de juré. Sur les deux terrains de recherche, les enseignements personnels touchant à soi et à autrui sont complétés par l'apprentissage d'une connaissance du droit et de la justice telle qu'elle est pratiquée au quotidien

Chapitre 2 : Le jury populaire, une institution démocratique « utile » ?

Dans cet ultime et dernier chapitre, nous souhaitons à présent articuler les résultats microsociologiques de la comparaison aux grandes questions macrosociologiques relatives au jury populaire.

Les jurés français et italiens insistent sur une prise de « conscience de la société » directement dans leur « chair », où l'empathie et la compréhension à l'égard du contenu des affaires judiciaires ainsi que, côté français, des parcours individuels des accusés et des victimes, sont omniprésentes. Comment le passage à la cour d'assises des jurés peut-il avoir autant de sens pour eux ? Comment cette expérience peut-elle avoir un impact sur l'institution judiciaire et ses acteurs ? Comment dépasser une expérience individuelle et en faire une expérience qui imprègne le social dans son ensemble ?

Sur nos deux terrains de recherche, l'impact socialisant de cette expérience doit être envisagé selon le point de vue des acteurs : les jurés mais également les magistrats. Si pour les jurés, il s'agit d'une expérience qui permet de renouer avec le social et qui suscite un attachement particulier à des valeurs ayant souvent perdu de leur sens (civisme, citoyenneté...), pour les magistrats, on remarque un engouement particulier à l'égard du jury populaire, qui témoigne de l'intérêt qu'ils retirent de leur présence à la cour d'assises. Ainsi, les acteurs institutionnels trouvent du sens à travers l'expérience des individus qui est partagée au sein du groupe. On peut supposer qu'ils parviennent à redonner du sens à une profession qui est malmenée par les bouleversements que subit l'institution judiciaire pour se conformer aux impératifs réformateurs de rentabilité et de célérité.

Cette dernière partie de la recherche s'organisera autour de trois points principaux qui nous permettront de faire émerger les tensions qui traversent notre objet de recherche à l'aune des débats actuels qui entourent le jury populaire et la cour d'assises. Premièrement, nous engagerons une réflexion sur l'impact de l'« acte de juger », ainsi que sur la place et la valeur du regard de « sens commun » qui caractérise le jury populaire dans le processus de jugement. Nous étudierons également les phénomènes de reconnaissance esquissés précédemment qui travaillent en profondeur le jury populaire. Deuxièmement, l'étude comparative des jurys populaires français et italien nous conduit à interroger le lien existant entre cette institution et

son avenir en démocratie. Nous discuterons de la pertinence des thématiques de la « démocratie participative » et de la « démocratie délibérative » appliquées au jury populaire. Si les jurés passent du statut de simple citoyen à celui de citoyen juge, le passage de l'un à l'autre nous amène à élaborer une réflexion sur les conséquences qui s'en dégagent sur le lien social et sur l'idée même de démocratie. Troisièmement, nous interrogerons les conceptions française et italienne du « fait démocratique », pour reprendre une expression chère à Alexis de Tocqueville. Existe-t-il un lien entre les conceptions nationales de mise en œuvre de ce type de participation citoyenne et les spécificités culturelles de chacun des pays ?

1 - Une institution « utile » pour les acteurs

La notion d'« utilité » de l'institution du jury populaire émane directement de la voix des jurés, quel que soit le terrain de recherche. Pour comprendre cette notion, il nous semble intéressant de discuter à présent de l'activité centrale attribuée aux jurés, l'acte de juger, et de la particularité de leur regard, un regard de « sens commun ». Il importe également d'étudier les effets de reconnaissance qui ont une influence décisive sur l'issue de l'expérience et sur le déroulement des relations entre jurés et magistrats.

L'acte de juger et le sens commun

En revenant brièvement sur le cœur de l'activité officiellement impartie aux jurés, notre ambition est d'interroger les mécanismes qu'implique l'acte de juger tant du point de vue individuel que dans la relation que nous avons décrite précédemment entre magistrats et jurés. De plus, nous souhaitons mettre en lumière l'argumentation des théories qui défendent la justesse et la pertinence des jugements considérés de « sens commun » dans les décisions de justice. Avant cela, il nous faut exposer en quoi le vote des jurés est un vote singulier, distinct de celui des professionnels.

Pour Louis Gruel, la singularité des votes des jurés provient du fait qu'ils jugent en dehors des catégories juridiques établies par le droit et spécialement par le code pénal. Pour les magistrats professionnels, la norme pénale prévaut dans toutes les décisions, alors que pour les

jurés, la norme sociale semble être le point de référence qui va conditionner l'acte de juger. S'il n'est pas difficile de comprendre le point de vue des magistrats et de comprendre leur logique rattachée à une logique d'ordre professionnel, il est nécessaire d'expliquer plus en détail ce que Louis Gruel entend par « norme sociale ». La conclusion majeure qui se dégage de son travail est l'idée selon laquelle « le jury n'individualise pas les sentences, il les « personnalise » ».¹ Selon lui, on peut dire que le jury populaire résiste aux valeurs individualistes puisqu'il privilégie un jugement de la *personne* au détriment d'un jugement de l'*individu* et du *personnage*. Le jugement des individus revient à « un jugement d'êtres égaux équivalents mais nuancé par la prise en compte de différences singulières, à la limite incommensurables (...) ».² Le jugement des *personnages* est en lien direct avec l'idée d'une transgression des rôles sociaux. « On juge des « personnages », c'est-à-dire des porteurs de titres et de fonctions, des occupants d'un rang et des membres d'une lignée, parce que c'est la différence de ces titres, fonctions, rangs et lignées qui assigne à chacun son épaisseur humaine, sa reconnaissance comme être culturel »³. Entre ces deux positions, les jurés adoptent un point de vue singulier, un regard qui se démarque d'une part d'une logique égalitaire des rôles sociaux et d'autre part, d'une logique statutaire où la sanction serait fonction de la place de l'individu dans la hiérarchie sociale. Les jurés « jugent des hommes particuliers dont la valeur ne tient ni au rang, comme dans les sociétés d'ordres, ni à une figure singulière de la condition humaine, comme le veut l'individualisme démocratique moderne, mais la pure insertion dans l'échange, la solidarité des rôles, l'ajustement familial des positions et contre positions sociales »⁴. La notion de *personne* semble donc être la plus appropriée et la plus à même d'approcher avec exactitude l'homme que jugent les jurés. En effet, le concept de *personne* peut être défini par opposition à celui de *personnage*, où est confondue la valeur sociale avec le titre, le rang, et par opposition à celui d'*individu* moderne, dont la valeur n'aurait aucun lien avec un rang hiérarchique. En ce sens, les jurés, de par leurs décisions, réalisent un rappel à l'ordre social.

¹ L.Gruel, *op cit.*, p. 123.

² L.Gruel, *ibid.*, p. 125.

³ L.Gruel, *ibid.*, p. 127.

⁴ L.Gruel, *ibid.*, p. 130.

Ce que juger fait aux jurés

Nous souhaitons présenter une réflexion fondée sur la pensée de Paul Ricœur¹ qui nous propose une phénoménologie de l'acte de juger, afin de mieux comprendre les enjeux liés à cet acte auquel participent les jurés et ses conséquences dans les rapports entre les acteurs sociaux et le fonctionnement de la démocratie.

Paul Ricœur précise qu'au sein du procès la place de l'acte de juger se situe au moment du délibéré, et plus précisément lors de sa fin. Dans le cas des jugements en cour d'assises, c'est bien lors du délibéré que le jury populaire et la cour vont être amenés à voter et donc à juger en fait et en droit. Paul Ricœur situe l'acte de juger entre « une finalité courte », « juger c'est trancher » qui s'oppose à « une finalité large » où le jugement contribue à la paix publique. Puis, en essayant de regrouper les différentes acceptions usuelles que peut recouvrir l'acte de juger, il en vient à donner la définition suivante : « non seulement opiner, estimer, tenir pour vrai, mais en dernier ressort prendre position. » Pour lui, cette définition usuelle rejoint celle judiciaire de l'acte de juger où « le jugement intervient dans la pratique sociale, au niveau de cet échange de discours que Jürgen Habermas rattache à l'activité communicationnelle, à la faveur du phénomène central de cette pratique sociale que constitue le procès. C'est dans le cadre du procès que l'acte de juger récapitule toutes les significations usuelles : opiner, estimer, tenir pour vrai ou juste, enfin prendre position. » Il pose alors les conditions qui font que l'acte de juger sous sa forme judiciaire peut être considéré comme autorisé ou compétent² :

1. l'existence de lois écrites ;
2. la présence d'un cadre institutionnel ;
3. l'intervention de personnes qualifiées, compétentes, indépendantes, que l'on dit « chargées de juger » (ce point nous intéresse tout particulièrement) ;
4. un cours d'action constitué par le procès dont le prononcé du jugement constitue le point terminal.

Selon lui, ces conditions font la validité de l'acte de juger dans la sphère judiciaire. Si le procès est la forme codifiée du conflit, il importe de le replacer « avec ses procédures précises, sur l'arrière-plan d'un phénomène social plus considérable, inhérent au fonctionnement de la société civile et situé à l'origine de la discussion publique ». De cette idée de lien étroit entre procès et conflit, Paul Ricœur affirme que « toutes les opérations auxquelles nous avons fait

¹ P. Ricœur, « L'acte de juger », in *Le juste I*, éditions Esprit, Paris 2001, pp. 185-192.

² P. Ricœur, *Lectures I. Autour du politique*, Seuil, 1991, pp. 176-195.

allusion, depuis le délibéré jusqu'à la prise de décision, jusqu'à l'arrêt, manifestent le choix du discours contre la violence ». Par violence, il faut entendre tout ce qui relève des agressions physiques mais surtout tout ce qui appartient à la forme la plus tenace de violence, autrement dit la vengeance. « En ce sens, l'acte fondamental par lequel on peut dire que la justice est fondée dans une société, c'est l'acte par lequel la société enlève aux individus le droit et le pouvoir de se faire justice à eux-mêmes (...). » Il interroge alors « la finalité la plus ultime de l'acte de juger ». Selon lui, « l'horizon de l'acte de juger, c'est finalement plus que la sécurité, « la paix sociale » ». En reprenant la définition initiale, usuelle, de l'acte de juger, Paul Ricœur rapproche l'idée de trancher, qui signifie séparer, tirer une ligne entre le « tien » et le « mien » et la lie avec cette finalité ultime en avançant l'idée selon laquelle « la finalité de la paix sociale fait apparaître en filigrane quelque chose de plus profond qui touche à la reconnaissance mutuelle (...) ». Il s'agit de la « reconnaissance » entendue comme mutuelle acceptation par les parties au procès de leur existence comme sujet de droit, ainsi que la valeur accordée à la sentence (n'étant pas un acte de violence). Quelle vision de la société est proche de cette conception ? Paul Ricœur reprend la notion de *schème de coopération* qu'il emprunte à John Rawls dans la *Théorie de la justice*¹, afin d'envisager la société comme système de distribution où chaque individu aurait droit à sa part propre. Il cherche alors dans la métaphore du partage les deux aspects qu'il tente de coordonner dans cette conception de la société : « dans partage il y a part, à savoir ce qui nous sépare : ma part n'est pas votre part ; mais le partage c'est aussi ce qui nous fait partager, c'est-à-dire, au sens fort du mot : prendre part à... » Ainsi parvient-il à formuler une définition précise de l'acte de juger qui trouve son équilibre fragile entre les deux composantes du partage précédemment exposées. L'acte de juger s'articule entre « d'un côté, trancher, mettre fin à l'incertitude, séparer les parties ; de l'autre, faire reconnaître par chacun la part que l'autre prend à la même société que lui, en vertu de quoi le gagnant et le perdant du procès seraient réputés avoir chacun leur juste part à ce schème de coopération qu'est la société ».

Que nous apportent ces éléments de réflexion proposés par Paul Ricœur concernant l'activité de jugement propre au jury criminel ? C'est dans le contexte du procès que les jurés découvrent ce que signifie juger, et prennent conscience de la nature de cet acte que décrit Paul Ricœur. En effet, les individus participant au jury sont amenés à comprendre, par la charge qui leur est attribuée, la signification judiciaire de l'acte de juger (complémentaire à son sens usuel). Paul Ricœur rappelle bien que le procès dans sa proximité avec le conflit s'inscrit « sur

¹ J. Rawls, *Théorie de la justice*, éditions Poche, Paris, 2009.

l'arrière-plan d'un phénomène social plus considérable, inhérent au fonctionnement de la société civile et situé à l'origine de la discussion publique ».

La participation au jury criminel permet aux *profanes* de prendre la mesure de ce que représente l'acte de juger. Un des points centraux dans l'exposé de Paul Ricœur est le lien qu'il dessine entre l'idée philosophique attachée à l'acte de juger et son sens plus large pour la communauté des citoyens. « Considéré dans les limites étroites du procès, l'exercice de l'acte de juger prend place aisément dans un fonctionnement général de la société, considérée par Rawls comme un vaste système de distribution de parts. » Autrement dit, nous pensons que les deux caractéristiques auxquelles Paul Ricœur aboutit, et que nous avons détaillées précédemment, ainsi que la finalité de l'acte de juger (la paix sociale et la reconnaissance mutuelle), sont intégrées par toute personne amenée à pratiquer légitimement cet acte. Toute personne qui est un jour chargée de rendre la justice, se trouve confrontée aux enjeux centraux de cet acte et elle est en mesure de prendre conscience de l'équilibre fragile qu'il constitue. Les jurés en devenant des juges sont amenés à découvrir le difficile équilibre existant entre d'un côté, trancher, émettre un jugement, et de l'autre, reconnaître mutuellement les parties.

S'impliquer dans un rôle revient « à se concevoir comme le (ou les) type(s) de personne(s) que les autres et soi-même s'attendent à voir agir d'une certaine façon dans certaines situations »¹. C'est comme si l'implication personnelle et le bénéfice que chacun en retire (fierté, assurance, valorisation personnelle, dépassement de soi...) agissaient l'un sur l'autre, dans un mouvement constant. « Investir un homme d'une fonction officielle, c'est lui donner l'occasion de s'investir à fond dans le rôle correspondant, au point de ne pas souffrir qu'un autre lui succède tant il a mis de lui-même dans cette charge »².

Dans cette perspective, la différence majeure observée entre les jurys français et italien nous permet d'affirmer qu'une participation réelle et active a plus d'intérêt et d'effet qu'un simple rôle d'observateur du procès et des pratiques professionnelles, comme observé dans le cas italien.

Les apports d'un jugement de « sens commun »

« Le moi profond du juge murmure secrètement qu'il n'a besoin de personne pour juger, qu'il lui suffit d'être lui-même, c'est-à-dire tout seul, qu'il porte la justice en lui comme l'arbre

¹ A. Strauss, *op. cit.*, p. 43.

² A. Strauss, *ibid.*, p. 43.

porte les fruits, et que les autres, accusateurs et avocats, ne sont là que pour l'empêcher de bien juger, c'est-à-dire de juger comme il l'entend, pour l'amener à décider comme eux l'entendent. »¹ Juger, exprimer son intime conviction, constitue le point ultime qui se pose à la figure du juge, qu'il soit professionnel ou profane.

S'interroger sur l'apport d'une pensée de « sens commun » dans les décisions de justice peut sembler superflu lorsqu'il s'agit d'étudier le fonctionnement du jury populaire, car son existence même présuppose que la présence des profanes dans la formation de jugement soit acceptée et considérée comme bénéfique. Pourtant, partisans et opposants au jury populaire s'affrontent toujours sur ce thème. C'est finalement l'utilité même du jury qu'il convient d'interroger à nouveau. Pourquoi introduire des profanes là où des magistrats professionnels sont déjà présents ?

Pour Lucia Corso², le scepticisme de fond qui existe en Italie concernant la participation des jurés populaires témoigne d'un scepticisme plus général à l'endroit de la capacité morale des acteurs sociaux. Une sentence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme³ se référant expressément à l'Italie confirme son approche en affirmant que des juges professionnels, à la différence des jurés, disposent d'une expérience en matière de jugement et sont formés à cette fonction pouvant ainsi éviter tout type de pression extérieure.

Lucia Corso, à travers l'étude des sentences de la Cour suprême américaine, présente la position antagoniste, adoptée par les juges constitutionnels américains, qui conçoit le jury populaire comme capable de garantir impartialité et indépendance dans les jugements. Pour les juges suprêmes américains, c'est bien le sens commun des jurés qui représente la meilleure des possibilités pour rendre la justice en démocratie. Pour eux, le sens commun des jurés peut être défini par quatre critères « négatifs » :

- Il s'agit premièrement du regard particulier que développent les jurés en étant investis d'une charge publique de façon occasionnelle. L'expression la mieux adaptée est celle du « fresh look », du regard ingénu des individus qui non seulement n'ont jamais exercé une telle fonction dans le passé et sont donc libres de tout préjugé, et qui, de plus, ne peuvent pas faire de cette fonction un travail de routine. La dimension occasionnelle de la fonction de juge accroît le sentiment de responsabilité chez les individus appelés à être jurés. Si la Cour

¹ R. Badinter, *op. cit.*, p.107.

² L. Corso, *op. cit.*, pp. 375-378.

³ CEDH, sentence du 5 décembre 2002.

suprême reconnaît la grande difficulté que constitue une participation au jury populaire, c'est justement le sens des responsabilités doublé du sentiment d'indépendance qui donne aux jurés la possibilité de se démarquer des dogmes juridiques. Cette situation est d'ailleurs admise par la jurisprudence américaine qui les autorise même à faire intervenir des sentiments de sympathie au côté des principes de droit et de leur expérience. Le « fresh look » des jurés se distingue donc par une faible attention accordée aux règles de droit mais surtout par une plus grande empathie des jurés dans le mode d'évaluation des preuves qui leur sont soumises et des éléments subjectifs des faits qu'ils doivent juger.

- Deuxièmement, le sens commun des jurés correspond à un regard qui n'est en rien attaché à des logiques de castes ou de groupes d'intérêt, comme cela peut être le cas pour des magistrats professionnels. Autrement dit, à la différence des magistrats, les jurés n'ont donc aucune difficulté et ne montrent aucune résistance pour écarter des précédents juridiques¹ ni pour ne pas se concentrer seulement sur l'accusation. Pour les juges de la Cour suprême américaine, le sens commun des non experts en droit se présente comme un antidote efficace face à des magistrats dont la répétitivité de l'exercice d'application de la loi ne peut qu'avoir des effets négatifs.
- Troisièmement, le sens commun des jurés correspond au sentiment de justice que l'on peut retrouver dans une société à une époque donnée. Il faut considérer que les jurés sont en mesure de donner une image fidèle d'une certaine forme de moralité publique qui permet de définir les standards de droit de la communauté (*community standards*). Le sens commun des jurés constitue donc un excellent moyen de mesurer les valeurs partagées à une période donnée dans une société donnée. Dans certains cas, des innovations jurisprudentielles ou, à plus long terme, la modification de lois, sont même possibles. Louis Gruel évoquait déjà cette thèse de l'influence des jurés sur la loi pénale².
- Enfin, le sens commun des jurés correspond à l'opposé de ce qu'on l'on s'imagine, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de la voix de la majorité, entendue comme celle d'une masse aveugle sans discernement, mais bien plutôt du sentiment de personnes qui s'expriment rarement au sujet des questions

¹ Dans le système juridique de common law, la règle des précédents impose aux tribunaux de rendre des décisions qui sont conformes aux décisions antérieures.

² Louis Gruel évoque le cas des acquittements scandaleux qui ont entraîné la modification des peines pour des infractions comme le montre l'exemple de l'infanticide. L. Gruel, *op. cit.*, p. 20.

publiques. Parmi les exemples issus des sentences de la Cour suprême américaine, on retrouve les exemples de l'expression de minorités ethniques, de catégories socioprofessionnelles souvent effacées au niveau politique.

L'analyse de Lucia Corso nous rappelle que la confiance dans le sens commun est à rechercher dans la culture philosophico-juridique des États-Unis. Par conséquent, la défiance à l'égard du sens commun est également à rechercher dans les mœurs et la culture des pays étudiés. Que pouvons-nous en déduire ? Selon elle, il semble important de mettre l'accent sur un point essentiel caractéristique de la société italienne qui dépasse la sphère juridique et le jury populaire : la profonde défiance envers la capacité de jugement – politique, juridique et moral – des individus, doublée d'un « léger mépris pour la pensée de sens commun »¹.

Étroitement proche des conclusions énoncées par Louis Gruel, Lucia Corso insiste sur la singularité « positive » du regard et du jugement des acteurs sociaux profanes amenés à se prononcer dans le cadre de procès criminels. Pour la Cour suprême américaine, la participation des citoyens au jugement des infractions présente l'avantage de protéger les accusés des maux pouvant toucher les magistrats professionnels : sensibilité à l'opinion publique, à la pression politique, instauration d'une routine dans l'acte de juger... Il est important de bien comprendre que lorsqu'il se combine avec celui d'autres personnes, le « bon sens » de chacun devient ce que l'on nomme le « sens commun » qui se démarque, de par son contenu, de la connaissance professionnelle des magistrats.

Mais c'est en fin de compte la dimension anthropologique qui sous-tend l'idée même de l'existence du jury populaire que Lucia Corso met en avant. À la différence d'une pensée empreinte de préjugés et de méfiance à l'égard des capacités et des intentions humaines, elle insiste sur les œuvres classiques de la pensée politique qui ont inspiré la Cour suprême américaine pour qui l'homme n'est pas simplement dominé par des passions, des pulsions aveugles et du ressentiment. Il s'agit plutôt de le considérer comme un individu, certes capable d'erreurs, qui peut être tenté par l'ambition du pouvoir, mais qui se montre sensible et en mesure d'écouter ses semblables, de remettre en question son propre point de vue, et de s'intéresser aux questions publiques avec un regard impartial, en adoptant une juste distance, si importante pour ceux qui sont directement concernés par l'issue des verdicts. C'est en somme deux conceptions de la participation des individus aux décisions de justice, et par extension aux questions publiques, qui s'opposent. Cependant, l'observation du « droit en mouvement », tel

¹ L. Corso, *op. cit.*, p. 378.

que notre recherche s'y attèle, apporte une dimension supplémentaire à une simple confrontation de théories qui défendent des points de vue antagonistes. Les quatre points énoncés précédemment, fruits de la jurisprudence de la Cour suprême américaine, nous semblent correspondre aux résultats de notre recherche et nous apporter des outils d'interprétation de grande valeur pour l'analyse et la comparaison de notre objet d'étude.

Les processus de reconnaissance à l'œuvre

Le terme de reconnaissance apparaît comme un outil conceptuel capable de nous permettre de comprendre et d'analyser les relations et interactions entre magistrats et jurés décrites dans les pages précédentes, et plus largement, de comprendre les changements politiques et juridiques qui ont accompagné l'institution du jury populaire au fil de son histoire.

Si ce concept peut être envisagé comme une « nouvelle forme de croyance sociale », issu de la philosophie politique, il nous importe de définir les deux types de reconnaissance observables lors de l'étude du jury populaire pour pouvoir ensuite « sociologiser » ce concept afin d'en faire une grille de lecture pertinente pour l'interprétation.

Les débats sur la notion de reconnaissance ont été au cœur des réflexions d'auteurs proches de la philosophie politique tels qu'Axel Honneth, Michel Walzer, Charles Taylor ou encore Will Kymlicka. Ce sont des interrogations portant sur la redéfinition des conflits sociaux, les revendications des minorités ethniques, ou encore le multiculturalisme, qui ont porté ces auteurs à amorcer une réflexion sur les causes et les effets de la reconnaissance. Selon Axel Honneth¹, la reconnaissance peut être envisagée selon trois modèles que sont l'amour, le droit et la solidarité. Ces trois modèles « définissent les conditions d'interactions dans le cadre desquelles l'être humain peut trouver l'assurance de sa « dignité » ou de son intégrité »². Ces trois formes de reconnaissance posent les fondements, les infrastructures morales que la société doit pouvoir offrir aux individus afin de les protéger. Il en découle que le sujet peut se rapporter à lui-même sur un mode positif où confiance en soi, respect de soi et estime de soi vont de pair. À partir de cette réflexion, Axel Honneth laisse entrevoir les conséquences des enjeux de la reconnaissance au niveau du social puisque, en référence aux travaux d'Ernst

¹ A. Honneth, *op. cit.*, 1999.

² A. Honneth, *ibid.*, p.19.

Bloch¹, il affirme que les motivations morales liées à la reconnaissance sont à la source de changements sociaux. Si le mépris social peut être considéré comme un moteur du changement, il est également possible de supposer que la valorisation par la reconnaissance des compétences et des capacités des acteurs sociaux de la part de l'institution peut engendrer des effets positifs sur la vie sociale. L'auteur précise bien qu'il s'agit là d'un cadre interprétatif et théorique qui ne définit en rien les conditions pratiques de mise en œuvre des différentes formes de reconnaissance.

L'analyse précise de situations montre que la reconnaissance dont l'institution judiciaire est capable à l'égard du jury populaire n'a pas pour fondement des modèles purs tels qu'ils sont présentés en philosophie : l'institution judiciaire produit une reconnaissance des jurés qui se révèle *imparfaite, hybride et émergente*. Les formes de reconnaissance que nous avons pu observer, n'existent qu'en lien étroit avec les enjeux internes de l'institution judiciaire ainsi que les contextes structurels dans lesquels se déroulent les interactions.

Il faut revenir dans un premier temps sur les deux formes de reconnaissance observables pour pouvoir, dans un second temps, approfondir les phénomènes de reconnaissance tels qu'ils sont vécus et perçus par les jurés dans la pratique.

Les deux formes de reconnaissance

La première forme de reconnaissance est politique et se joue à un niveau symbolique.

Aujourd'hui, en France, la forme atteinte par le jury, fruit d'un long processus de réforme, semble satisfaire tant l'institution judiciaire que les professionnels du droit travaillant avec eux. Les présidents de cours d'assises sont les premiers à défendre les mérites du jury populaire. Il est intéressant de remarquer que ce qui était finalement reproché aux jurés, à savoir leur regard inexpérimenté et leur méconnaissance du droit, est désormais considéré comme les raisons mêmes de la nécessité d'une présence d'un regard profane dans le jugement des crimes en cour d'assises. L'encadrement du jury populaire, ainsi que ses prérogatives et marges d'action, ont été modifiés, mais il n'y a pas eu de véritable changement dans la façon de juger et de percevoir les affaires de la part du jury. C'est le point de vue de l'institution judiciaire qui s'est déplacé. L'acte de juger était conçu comme réservé aux professionnels et

¹ E. Bloch, *Droit naturel et dignité humaine*, éditions Payot, Paris, 1961, cité par A. Honneth, *op. cit.*, p.19.

difficilement compatible avec un regard profane. La pratique nous montre qu'on est passé à une conception de l'acte de juger beaucoup plus ouverte : désormais le mélange des points de vue profane et professionnel semble être considéré comme le système le plus complet et le plus légitime pour le jugement des crimes.

La reconnaissance de la valeur de la présence des jurés dans la formation de jugement des cours d'assises s'explique par un déplacement qui s'est opéré au niveau des enjeux inhérents au jury criminel. Deux siècles de débats et de réformes ont pacifié et ont permis de maîtriser les rapports de l'institution judiciaire et de son jury. La compétence du jury criminel a été fortement réduite par la correctionnalisation (toujours plus d'affaires sont soumises aux juges professionnels) et les modalités de son maintien ne sont plus des débats d'actualité. Aujourd'hui, « la cour d'assises n'absorbe qu'une place résiduelle des affaires criminelles par rapport à ce qu'elle connaissait au siècle dernier »¹. L'enjeu n'est donc plus politico-judiciaire puisque le jury n'est plus en mesure de menacer les instances du pouvoir. À l'origine de cette politique de reconnaissance, on trouve donc un travail critique de l'institution sur elle-même et en ce sens, elle se renouvelle. Il y a donc un déplacement de la problématique et des attentes symboliques à l'égard de la cour d'assises et par là même du jury populaire. Aujourd'hui, comme le précise Denis Salas, « nous demandons à nos cours d'assises avant tout de bien juger »².

En Italie, la reconnaissance de la présence des jurés est confirmée par son maintien au fil du temps et surtout par la valeur constitutionnelle qui lui est conférée. Au-delà des limites qui sont posées aux jurés dans la pratique, la reconnaissance officielle de l'institution judiciaire demeure puisque lors de l'introduction du nouveau code de procédure pénale en 1989, le jury populaire a été maintenu. L'exemple de la Suisse, qui en 2011 a unifié les vingt-six codes de procédure pénale des cantons pour adopter une procédure pénale proche de celle des Italiens (passage d'un modèle à dominante inquisitoire à un modèle à dominante accusatoire) et a supprimé le jury populaire dans les cantons où il était encore présent³, témoigne de l'incompatibilité qui existe entre le cadre juridique accusatoire et le maintien du jury populaire, bien que dans certains cantons la participation des citoyens aux jugements des crimes était inscrite dans la constitution cantonale. Il faut ajouter que certaines règles particulières, telles que la nécessité de connaître l'affaire pour les juges avant de siéger ou encore le fait que ce

¹ D. Salas, « Juger en démocratie », *op. cit.*, p. 11.

² D. Salas, *ibid.*, p. 11.

³ Jusqu'au premier janvier 2011, le jury populaire existait encore dans les cantons de Genève, de Zurich, de Vaud, de Neuchâtel et du Tessin. À l'heure actuelle, seul le canton du Tessin a souhaité maintenir la participation des citoyens aux jugements des infractions pénales les plus graves et a obtenu l'autorisation par les autorités fédérales.

sont les mêmes juges qui doivent siéger en deuxième instance s'il est fait appel de la décision, rendent impossible le maintien du jury.

Dès lors, l'existence d'une volonté politique des gouvernants italiens pour maintenir le jury populaire est indéniable. Mais, de la même manière qu'en France, le jury populaire n'est plus en mesure de menacer les instances du pouvoir et l'on peut même supposer que c'est pour cette raison que le jury n'a pas été supprimé (multiplication des modes alternatifs de jugement qui évite le passage devant la cour d'assises).

La seconde forme de reconnaissance se joue dans les interactions décrites précédemment entre jurés, et entre jurés et magistrats, autrement dit à un niveau microsociologique. Il revient aux acteurs institutionnels, magistrats et personnels de justice, de mettre en œuvre la reconnaissance pratique que l'institution judiciaire offre aux jurés lors de leur passage à la cour d'assises.

Les membres du jury populaire français et italien sont sensibles à la reconnaissance que l'institution judiciaire, à travers le contact direct et les interactions avec les magistrats et le personnel de justice, leur offre. C'est en valorisant la « face » des jurés que les acteurs professionnels parviennent à donner de l'importance au rôle qu'ils leur proposent et à insuffler aux jurés une forme d'implication personnelle et de volonté de participer activement aux tâches qui leur incombent. Cette affirmation doit toujours être nuancée concernant le jury populaire italien. « La peur de la sanction semble suffisante pour empêcher l'individu d'accomplir ou de ne pas accomplir certains actes. Mais il faut, semble-t-il, des stimulants positifs si l'on veut obtenir un effort personnel soutenu et de longue portée. »¹

C'est cette forme de reconnaissance, perceptible à une échelle microsociologique que nous souhaitons à présent étudier plus en détail. Le point de vue des acteurs demeure le prisme de lecture principal que nous souhaitons valoriser, car il nous permet de percevoir la complexité, la fragilité et la réversibilité des mécanismes de reconnaissance observables sur nos deux terrains.

¹ E. Goffman, *Asiles*, p. 235.

La reconnaissance produite et vécue par les jurés

En prenant le contre-pied d'un important courant de la sociologie¹ qui affirme que les institutions étatiques modernes, malgré leurs prétentions, sont incapables d'offrir de la reconnaissance aux personnes, nous souhaitons analyser les formes, les conditions et les limites de la reconnaissance que l'institution judiciaire offre aux jurés².

L'idée avancée par Émile Durkheim selon laquelle l'État est à la fois une instance qui protège les individus en préservant leurs droits, mais est également capable de leur offrir les possibilités pratiques d'être des personnes³, nous intéresse tout particulièrement. Accorder de la crédibilité à la reconnaissance qu'offre l'institution judiciaire aux individus par le biais de la participation au jury populaire s'inscrit dans le prolongement de la pensée durkheimienne qui nous autorise à dépasser l'idée que les institutions sont uniquement des « appareils de domination ». Il s'agit de montrer en quoi l'institution judiciaire offre une forme de reconnaissance concrète aux jurés, quelles sont ses origines et enfin quels processus situés permettent d'obtenir une reconnaissance réelle, bien que contingente et limitée.

En premier lieu, le jury populaire se présente dans les deux pays comme un lieu d'ouverture aux compétences profanes. En France comme en Italie, la participation au jury est censée donner une existence institutionnelle à des singularités individuelles et doit permettre leur expression pratique.

En France, le jury criminel permet officiellement la reconnaissance des citoyens à juger des crimes en cour d'assises et en cour d'assises d'appel. Plus précisément, ce qui est reconnu, ce n'est pas seulement l'« être de raison » que constitue tout citoyen, c'est plutôt l'authenticité de chaque personne qui est reconnue et instituée socialement comme ressource lui permettant de produire un jugement sur une affaire, de « juger selon son intime conviction ».

En Italie, en dépit du peu de place accordée à la voix des jurés dans la pratique, indéniablement identifiables comme des « acteurs faibles », le maintien du jury est soutenu par l'institution judiciaire mais également par les acteurs professionnels. Ce qui est valorisé par les acteurs institutionnels, et donc reconnu, ce sont les compétences des individus à comprendre et à observer plus qu'à participer. Le modèle du « bon citoyen » qui assiste et participe à différentes décisions mais pas à la décision finale est considéré comme étant un modèle qui

¹ P. Bourdieu, *La noblesse d'Etat*, éditions de Minuit, Paris, 1989.

² F. Giuliani, A. Jolivet, D. Laforge, « La reconnaissance des personnes : ce dont les institutions sont capables », in J.-P. Payet, A. Batteguay, *La reconnaissance à l'épreuve. Explorations socio-anthropologiques*, éditions Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2008.

³ E. Durkheim, *Leçons de sociologie*, éditions PUF, Paris, 1950 (1922).

fonctionne et qui, une fois l'étonnement et la déception des jurés dissipés, est partagé par les professionnels et les profanes eux-mêmes.

En second lieu, il semble que la prise en compte des aspirations individuelles et des compétences profanes au sein du jury populaire ne résulte pas d'une évolution endogène de l'institution judiciaire. La combinaison d'une pluralité de facteurs hétérogènes semble avoir imposé peu à peu à l'institution judiciaire la nécessité de prendre en compte les aspirations individuelles, les compétences profanes ainsi que les ressources personnelles. Lorsque les éléments contextuels entrent en résonance avec les enjeux internes de l'institution, les conditions sont réunies pour donner du sens à des attentes de reconnaissance, qui n'étaient jusqu'alors, pour l'institution, que des éléments de contexte non pertinents au regard du fonctionnement de l'institution.

En France, le jury populaire n'est plus considéré comme un regard inexpérimenté, il est désormais présenté comme une expression subjective mais authentique, une sorte de jugement épuré de savoirs experts. Le jugement des jurés, fondé sur la subjectivité, est considéré comme valable dans la mesure où d'une part, il constitue un exercice de responsabilité citoyenne en acte, à travers le fait de devoir juger un semblable, et d'autre part, il permet d'« instituer » le fait que la condamnation des crimes implique la société toute entière.

En Italie, la présence des jurés, bien qu'imparfaite dans ses modalités de fonctionnement, impose la présence des citoyens profanes au cœur de l'institution judiciaire et doit être considérée comme un moyen de créer du lien entre les individus et l'institution dans un contexte de méfiance à l'égard de la justice et de ses représentants. L'enjeu principal ne se situe pas dans la participation en tant que telle puisqu'elle est réduite, mais bien plutôt au niveau du lien social et de l'enseignement réciproque dont bénéficient magistrats et jurés. La reconnaissance s'adresse aux magistrats dont les jurés admirent les compétences et la disponibilité. La reconnaissance s'adresse également aux jurés dont les magistrats valorisent les capacités, et ceux-ci les incitent à développer leur jugement critique sur les affaires quand bien même la procédure pénale impose la conformité du verdict à la norme juridique. L'attitude des magistrats italiens est alors comparable à celle de leurs homologues français mais dans un contexte où le regard des profanes est encore considéré comme un regard inexpérimenté et donc qualitativement inférieur à celui des professionnels. Les jurés sont présents pour contrôler le processus décisionnel, plus que pour y participer. Ce contrôle peut être considéré comme l'introduction du regard profane des membres de la société dans un monde social où il est systématiquement disqualifié. Le choc de la rencontre des mondes

sociaux est certes complexe à organiser dans la pratique mais il permet de créer un espace inédit d'échanges et de relations qui ne pourraient jamais exister dans la vie sociale normale.

En troisième lieu, il importe de rendre compte de la mise en œuvre pratique de la reconnaissance des individus au sein du jury populaire tant en France qu'en Italie. Précisons qu'au départ il n'y a pas de demande de reconnaissance de la part des individus participants. La reconnaissance s'élabore au fil des interactions et c'est justement à travers un mécanisme réciproque de don et de contre-don, que nous avons pu observer sur le terrain, qu'elle se met en place. Dans les faits, il revient aux acteurs professionnels le soin de « concrétiser » la mise en œuvre de la reconnaissance. On ne peut donc qu'imputer faiblement au niveau politique les formes de reconnaissance sur le terrain. Ce n'est que dans et par le déroulement d'une situation sociale que les acteurs institutionnels produisent des formes pratiques de reconnaissance à partir des aspirations, des compétences et des ressources des personnes.

En France, la formation des jurés est entièrement laissée à la libre appréciation des présidents de cours d'assises. Certains organisent des visites de maisons d'arrêt, d'autres engagent dès le premier jour un dialogue intense avec les futurs jurés. Le discours des magistrats est orienté sur l'expérience individuelle, l'épanouissement personnel, l'« authenticité » de l'individu-juré, autrement dit, il s'agit d'un discours producteur de reconnaissance. Plus précisément, dans un premier temps, les professionnels présentent le « bon juré » comme celui capable d'écouter et de respecter les règles de comportement qu'on lui impose conformément à ce rôle. Dans un second temps, lors des interactions qui vont se jouer pendant les discussions, tout au long de l'audience, et lors des délibérations, ce rôle de « bon juré » va pouvoir être négocié et modifié. Le « bon juré » devient alors celui qui sait participer aux délibérations tout en respectant la place de chacun et qui parvient à remplir avec justesse son nouveau rôle. Les acteurs institutionnels attendent des jurés qu'ils adoptent une attitude active, que la « métamorphose du juré » s'accomplisse de façon à permettre une prise de décision en groupe où l'acte de juger repose sur l'ensemble des membres.

En Italie, les magistrats sont également libres d'organiser l'accueil des jurés lors de la révision de la liste de session du jury. Cependant, étant donné leur rôle secondaire dans la décision finale, il n'y a pas la même nécessité de les « former » et de les encadrer comme en France. Si la reconnaissance semble plus évidente côté français, elle n'en est pas moins présente côté italien dans la mesure où, malgré les contraintes imposées par la procédure pénale et la motivation en droit, les magistrats considèrent que la présence des profanes représente un plus pour leur pratique professionnelle ainsi que pour la crédibilité et la qualité des décisions rendues. La crédibilité provient du visa que la présence des jurés apporte à leurs

décisions ; la qualité, quant à elle, émane directement des efforts de clarté que les magistrats doivent faire pour expliciter leur raisonnement lors des délibérations afin de le rendre intelligible aux jurés et de les convaincre. Au quotidien, la reconnaissance des acteurs professionnels s'exprime envers les jurés à travers un discours orienté sur l'expérience individuelle et personnelle mais également par le biais d'un discours relatif aux valeurs morales liées à l'acte de juger, aux raisonnements juridiques ainsi qu'au nécessaire respect de la loi qui doivent être les objectifs principaux à atteindre. La reconnaissance se joue au niveau de la capacité des jurés à atteindre l'idéal du « bon juré » qui serait proche du « bon citoyen » pour qui le respect de l'institution judiciaire et l'adhésion à la parole de la loi sont fondamentaux.

Pour que le jugement et l'action de l'acteur institutionnel débouchent sur une forme de reconnaissance, il faut que ce dernier catégorise l'individu selon un cadrage émergent en situation¹. Ce cadrage situé des individus est un des fondements de la reconnaissance, car c'est lui qui permet aux acteurs de l'institution de « se décentrer » par rapport à leurs propres normes professionnelles, voire personnelles, et de faire l'expérience du point de vue d'autrui nécessaire à la reconnaissance de son engagement. Un tel cadrage ne tient en situation qu'à la condition que l'individu manifeste, dans et par ses actes, qu'il « correspond » bien au cadrage de l'institution. En particulier, la situation débouche sur de la reconnaissance si l'individu répond aux attentes de rôle normatives de l'institution. En France comme en Italie, les professionnels attendent de la part des jurés un comportement correspondant à l'image de l'« être authentique » qu'ils recherchent, il n'est donc pas permis de présenter une « ligne d'action » qui ne correspondrait pas à l'idéal attendu, sous peine d'être exclu du jury. Par exemple, les personnes se présentant le premier jour dans le but de se faire dispenser en invoquant des motifs relatifs à l'incapacité de juger autrui apparaissent comme de mauvais joueurs qui ne correspondent pas à l'idéal de l'« être authentique » et qui pourront nuire à la cohésion et au travail du groupe. Selon les motifs précis et le degré d'insistance avec laquelle ils demandent à être dispensés, ils y parviendront avec plus ou moins de succès. Plus ces personnes insistent dans cette direction, plus elles seront considérées comme gênantes et moins les magistrats voudront les avoir au sein du jury.

En fin de compte, la reconnaissance observable au sein du jury populaire sur nos deux terrains, étant donné son cadre de production, se révèle fragile, car elle est beaucoup plus liée à

¹ L. Quéré, « Présentation » in B.Fradin, L. Quéré & J. Widmer, *L'enquête sur les catégories*, Raisons pratiques, éditions de l'EHESS, Paris, 1999.

la teneur et à la tonalité des interactions qu'à des normes et règles stabilisées. Remarquons qu'elle l'est d'autant plus en Italie compte tenu de la discordance entre les normes juridiques et leur application, qui en pratique, laisse peu de place à l'expression de la voix des jurés.

Entre les deux terrains de recherche, la reconnaissance produite est sensiblement différente dans la mesure où l'institution judiciaire et ses acteurs poursuivent des modèles marqués par les cultures nationales de chacun des pays, qui influencent directement les cultures juridiques et les façons de concevoir la participation des individus au jury populaire.

2- Jury populaire et démocratie : pertinence des liens et enjeux actuels

Pour interroger la pertinence des liens unissant le jury populaire à la question de la démocratie, nous souhaitons réaliser un détour par les thématiques de la démocratie participative et de la démocratie délibérative, revenir sur la question du « lien social » et des motifs qui font du jury populaire un bon moyen de le préserver, de l'entretenir et même de le renouveler, et enfin rappeler les apports qui se dégagent de l'étude des cultures juridiques et ce qu'elles révèlent sur la question des mœurs démocratiques et de la citoyenneté.

Avant cela, revenons brièvement sur les contestations et critiques qui sont actuellement adressées au jury populaire. Les détracteurs du jury populaire s'attaquent essentiellement au symbole démocratique qu'il représente. Pour Benoît Frydman¹, si l'on s'interroge sur les arguments des opposants du jury par-delà le temps et l'espace, l'on peut en dégager principalement de deux ordres.

La première série d'arguments traditionnels mobilisent une idée classique des opposants de la démocratie. Pourquoi s'en remettre à des profanes lorsque des professionnels sont formés et disposent de compétences adéquates pour rendre la justice ? Cette argumentation désormais irrecevable dans une culture où la démocratie est considérée comme le seul mode de gouvernement légitime, reçoit encore un certain écho au sujet du jury populaire. Antoine Vauchez et Laurent Willemenez effectuent le même constat concernant le courant réformateur

¹ B. Frydman, « La contestation du jury populaire. Symptôme d'une crise rhétorique et démocratique », *Questions de communication*, 12, 2007, p. 111.

français qui tente d'éradiquer l'anomalie que constitue la présence de non professionnels à la cour d'assises¹. Ces positions du monde juridique sont fortement portées par un courant réformateur qui néglige inconsciemment ou non l'impact politique de telles positions. Quoiqu'il en soit, une telle argumentation est récurrente dans l'histoire des luttes entre partisans et opposants du jury populaire.

La seconde série d'arguments porte sur la manière dont la justice est rendue. Dans la continuité de l'argument précédent, lorsque la procédure pénale est modifiée pour rendre le procès adapté à la présence du jury populaire, comme c'est le cas en France et non en Italie, les opposants au jury dénoncent la rhétorique de la procédure pénale mise en œuvre. Ils renforcent leur argumentation antidémocratique. C'est pourtant cette même procédure qui permet, grâce aux débats contradictoires et à la confrontation directe des parties en public, d'obtenir une version plus proche de la réalité face à la construction souvent factice que représente généralement le dossier. Pour Benoît Frydman, ce sont finalement deux conceptions de rendre la justice qui s'opposent. L'une est partisane d'une procédure pénale « fondée sur la parole vivante et donc sur l'oralité, sur les témoignages et les plaidoiries, sur l'argumentation et aussi sur l'émotion »², alors que l'autre est une procédure pénale fondée sur « l'accumulation des pièces et la mise à distance par le recours à la technique juridique et aux notions du droit savant »³.

Démocratie participative, démocratie délibérative

La démocratie participative⁴ peut être définie comme un paradigme de science politique qui considère la participation directe du public à la prise de décision au sein d'instances publiques comme la meilleure réponse à la triple crise que traverse la démocratie représentative : « crise de l'autorité politique et scientifique, crise de la participation démocratique et crise de la délibération publique »⁵. La théorie de la démocratie délibérative « met l'accent sur les capacités de jugement ordinaire des citoyens tout en insistant sur le fait que celles-ci ne sauraient se développer que dans un cadre procédural précis »⁶.

¹ A. Vauchez, L. Willemenez, *op. cit.*, pp. 181-216.

² B. Frydman, *op. cit.*, p. 114.

³ B. Frydman, *ibid.*, p. 114.

⁴ Y. Sintomer, *Le pouvoir au peuple, jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, éditions La Découverte, Paris, 2007.

⁵ L. Blondieux, « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout. Un plaidoyer en faveur de l'innovation démocratique », *Mouvements*, 50, 2007.

⁶ Y. Sintomer, J. Talpin, « La démocratie délibérative face au pouvoir », *Raisons politiques*, 42, 2011, p. 5.

Si aujourd'hui, la « démocratie d'opinion », dans laquelle les médias jouent un rôle central, occupe le devant de la scène politique, le fléau qu'elle constitue ne semble pas s'être installé de façon irréversible. On oublie trop souvent que le propre de la démocratie est d'être en perpétuelle réinvention et il existe des signes de résistance à la « démocratie d'opinion » : des mouvements sociaux de divers types ayant une forte dimension participative ainsi que des dispositifs inédits marqués par l'idée de démocratie délibérative laissent présager un nouvel esprit de l'« action publique » ainsi que l'existence d'un « impératif délibératif »¹. Alors que les thématiques de la démocratie participative et de la démocratie délibérative ont fait figure de concepts dominants dans le champ théorique de la politique internationale, le cas de la présence des jurys populaires en cour d'assises est souvent invoqué comme un modèle puisqu'il se fonde sur le tirage au sort à partir des listes électorales et représente un vestige de participation directe des citoyens au jugement des infractions les plus graves.

En France, ce regain d'intérêt pour ce type de dispositif coïncide avec un déplacement des notions de référence concernant la question des fondements et du maintien du jury populaire. Désormais, les notions de civisme et de citoyenneté concurrencent l'idée d'un jury populaire fondé exclusivement sur la souveraineté nationale². On peut donc avancer l'idée d'une revalorisation de la fonction d'ouverture « démocratique » du jury populaire en référence à l'apport des théories de la démocratie participative et délibérative. « Le jury est probablement l'institution la plus radicalement démocratique qui subsiste dans les États de droit contemporains. À l'heure où l'on parle beaucoup de démocratie participative, on notera que le jury constitue l'institution participative par excellence, puisque des citoyens, des électeurs tirés au sort, exercent directement le pouvoir de juger des crimes les plus graves. »³

Daniel Weinstock⁴ définit la délibération comme un « échange de raisons entre citoyens aux horizons axiologiques divers ». Selon les partisans de la « démocratie délibérative », là où une raison univoque ne peut plus espérer justifier les principes de justice sociale de manière à obtenir le consentement de tout citoyen rationnel, la délibération, normée par des contraintes substantielles, pourrait permettre d'obtenir un consensus autour de certains principes, même s'il existe un contexte de pluralisme axiologique profond.

C'est dans la pratique, autrement dit lors de la confrontation des opinions et des raisons, lors des délibérations, qu'il est possible de trouver les fondements d'un consensus normatif.

¹ L. Blondieux, Y. Sintomer, « L'impératif délibératif », *Politix*, 57, 2002 ; Y. Sintomer, *Le pouvoir au peuple, jurys citoyens, tirages au sort et démocratie participative*, éditions La Découverte, Paris, 2007.

² M. David, « Jury populaire et souveraineté », *Droit et Société*, 36-37, 1997.

³ B. Frydman, *op. cit.*, pp. 105-106.

⁴ D. Weinstock, « Démocratie et délibération », *Archives de philosophie*, 63, 2000.

Contre les a priori des théoriciens libéralistes à l'encontre de la pratique démocratique et de l'intervention des citoyens dans le fonctionnement des institutions, les théoriciens de la « démocratie délibérative » estiment qu'« il est nécessaire pour que l'expression de la volonté démocratique soit pleinement justifiée qu'elle soit le résultat d'une véritable « délibération » »¹. Ainsi on peut avancer qu'« il y a délibération dès qu'il y a échange de « raisons », plutôt que simplement mise en présence d'« intérêts » divergents ». À partir de cette conception de la « démocratie délibérative », nous pouvons donc établir un parallèle avec la pratique des délibérations du jury populaire.

Bien que le contexte ne soit pas semblable, les délibérations constituent le temps fort de chaque affaire pour les jurés. En France et en Italie, en gardant à l'esprit les différences majeures que nous avons décrites précédemment, les jurés vont échanger, de manière formelle et réciproque, leur point de vue et leur opinion sur la culpabilité et, lorsque cette dernière est reconnue, sur la peine. Les délibérations constituent le terrain de la prise de décision où va se dérouler un échange de « raisons », puisque chaque membre du jury et de la Cour va être amené à exposer son point de vue sur la trame de l'affaire qui a été présentée. Comme dans la pratique démocratique, des normes doivent être clairement définies. Ces normes ont « pour effet de neutraliser tout ce qui dans les forums démocratiques ne relève pas de l'échange de raisons. Il s'agit de définir des contraintes institutionnelles correspondant à ces normes qui auront comme fonction de filtrer les interventions, ou, à la limite, d'interdire que certaines formes d'intervention puissent être faites. »² Ces normes relèvent « purement de l'ordre de la « procédure » ».

Dans le cadre de l'expérience des jurés français et italiens, on retrouve l'idée selon laquelle les délibérations démocratiques pourront permettre aux citoyens de « se hisser à une perspective commune à partir de laquelle ils seront en mesure de définir des valeurs partagées à même de servir de fondements à des principes de justice sociale acceptables pour tous les citoyens, indépendamment de leur conception personnelle du bien vivre »³. Plus précisément, dans le cas du jury populaire, il ne s'agit pas tant du « bien vivre » que du « bien juger » et du « juste ». L'idée majeure, tant du point de vue de la participation démocratique que du point de vue du fonctionnement du jury populaire, est que les individus qui expriment leur opinion lors de la délibération doivent le faire en lien avec un idéal commun. Pour les jurés français, cet

¹ D. Weinstock, *ibid.*, p. 5.

² D. Weinstock, *ibid.*, p. 6.

³ D. Weinstock, *ibid.*, p. 7.

idéal leur est rappelé avant l'entrée dans la salle des délibérations, lors de la prestation de serment.

La participation au jury populaire, telle qu'elle existe en France, peut alors être considérée comme un exemple précurseur fonctionnant selon des modalités proches des expériences de démocratie délibérative. Les jurés se retrouvent dans une situation où les contraintes procédurales de la délibération les amènent à s'investir d'une façon particulièrement forte, à la recherche d'un idéal commun, d'un consensus concernant l'accusé, la victime et la société, afin de rendre au mieux la justice. Quant à l'exemple du jury populaire en Italie, il constitue un contre-exemple et nous permet de confirmer l'importance de l'existence de normes procédurales précises pour encadrer le déroulement des délibérations. Leur absence, dans un contexte où la voix des jurés n'a pas sa place, confirme une volonté de ne pas créer les conditions nécessaires pour obtenir une participation réelle et effective au jugement des infractions.

La différence majeure entre les jurys français et italien réside dans le rôle des jurés lors des délibérations. En Italie, la voix des jurés est consultative, alors qu'en France ils participent à la prise de décision. Or, d'après les théories de la démocratie délibérative, il semblerait que c'est justement la participation aux délibérations, autrement dit la participation à la prise de décision, qui détermine l'impact personnel sur les jurés, l'intensité de l'engagement ainsi que le sérieux et l'attention qui caractérisent leur rapport à l'acte de juger. Le point de vue des acteurs sociaux confirme cette approche.

Renouveler la démocratie, créer du lien social

Le modèle présenté par la « démocratie délibérative » conforte l'idée selon laquelle le jury criminel en cour d'assises serait un espace où a lieu un échange de « raisons » à la recherche d'un idéal commun. Se pose alors la question suivante : comment les figures du citoyen et de l'individu se rencontrent-elles durant cette expérience ? Ou, pour le dire autrement, comment s'effectue, dans un contexte de crise de l'institution, le ré-enchantement de la justice et de ses acteurs grâce à la présence du jury populaire ? La modernité du jury populaire tient justement à sa capacité à induire la possibilité pour l'institution judiciaire de se réincarner dans l'expérience directe de l'individu. De quelle façon les jurés sont-ils des opérateurs d'un ré-enchantement de la justice pour les professionnels ?

La présence du jury populaire permet de modifier la perception que les magistrats ont de leur travail en humanisant la justice, en apportant une plus-value sous forme d'un « supplément d'humanité ». Cette thèse, qui se confirme surtout côté français, représente l'autre versant du contact avec les profanes. Les magistrats se trouvent dans une situation où ils doivent expliquer, corriger leur pratique professionnelle et être attentifs à la bonne image qu'ils donnent de la justice en valorisant les aspects les plus louables de la fonction de juge (honnêteté, droiture, loyauté...). Le contexte d'hyper rationalisation de la justice et la quête de rentabilité et d'efficacité qui est désormais omniprésente dans l'institution judiciaire impose aux magistrats de négliger les impératifs qui constituaient jusque-là l'essence de leur mission de service public. Il s'agit, en quelque sorte, d'un retour aux sources pour les professionnels de la justice.

La présence des jurés aurait alors une double fonction pour les magistrats : donner plus de sens, un sens retrouvé à leur pratique professionnelle quotidienne, et rendre à leur profession le prestige du passé en leur rappelant qu'il est encore possible de travailler dans de « bonnes » conditions en prenant le temps nécessaire, autrement dit où rendre une « bonne » justice prime sur tout autre aspect.

Pour les individus appelés à participer au jury, leur passage à la cour d'assises constitue une expérience personnelle, intime : une « expérience authentique ». Comme l'explique Charles Taylor, « la culture contemporaine de l'authenticité encourage une compréhension exclusivement personnelle de l'épanouissement de soi et n'accorde aux diverses associations et communautés auxquelles participe l'individu qu'une signification purement instrumentale. Au niveau social le plus large, cela va à l'encontre de tout engagement ferme envers la communauté. En particulier, cela rend la citoyenneté, avec les devoirs qu'elle implique et l'exigence de loyauté envers la société politique, de plus en plus marginale. À un niveau plus intime, cela favorise une conception des relations personnelles qui les subordonne à l'épanouissement du moi. La relation reste secondaire par rapport à la réalisation de soi de chaque partenaire »¹. L'appropriation de cette expérience par les jurés comme une « expérience authentique » se perçoit dans les deux pays. Elle est proposée par les acteurs institutionnels dès la journée d'accueil des jurés en France comme en Italie. Elle devient un argument « vendeur » dans les deux pays. Si le discours des acteurs professionnels est proche dans les deux pays, en France il émane de l'institution judiciaire et est relégué par les magistrats, alors qu'en Italie,

¹ C. Taylor, « Le besoin de reconnaissance » in *Le malaise de la modernité*, éditions Cerf, Paris, 2002.

c'est l'observation de la pratique par les magistrats qui leur permet de promouvoir cet aspect de l'expérience des jurés.

Appréhender, sous l'angle de l'« expérience authentique », la participation au jury populaire, quelle soit plus ou moins satisfaisante pour les jurés, peut constituer un exemple intéressant d'exercice de la citoyenneté par le biais de l'apprentissage de l'acte de juger. En mobilisant les compétences des individus et en leur présentant cette tâche sous l'angle d'une expérience bénéfique, l'institution judiciaire parvient à créer une « situation environnementale puissante »¹ qui participe à l'éducation civique des individus.

Il est possible de réaliser un parallèle entre les effets de la participation au jury populaire sur les individus et ceux de l'enseignement des humanités. Pour Martha Nussbaum, les fondements des démocraties modernes sont le respect et l'attention, qualités qui dépendent de la capacité de voir les autres comme des êtres humains et non comme de simples objets. Dans l'enseignement des humanités, on recherche « la pensée critique, une imagination audacieuse, une compréhension empathique des expériences humaines dans toute leur diversité et une compréhension de la complexité du monde où nous vivons »². Ces enseignements correspondent aux capacités³ dont doivent disposer les individus pour promouvoir une démocratie moderne, soucieuse des individus et respectueuse des droits individuels. Ces caractéristiques rappellent les différents effets de la participation au jury populaire sur les jurés. Le jury populaire serait une « institution vertueuse » en mesure d'enseigner la démocratie à travers l'acte de juger.

Remarquons que cette approche permet de minimiser le constat négatif concernant la « participation manquée » des jurés italiens. Leur expérience est marquée par cette insatisfaction finale mais elle n'en est pas moins positive si on la considère dans sa globalité compte tenu des effets de la sociabilité, de la découverte du monde social de justice et de la mise en situation de participer aux jugements.

Ce qui semble être fondamental dans les rapports entre l'institution judiciaire et les « citoyens jurés », c'est bien la question du processus de passage de la figure du citoyen à celle

¹ M. Nussbaum, *op. cit.*, p. 60.

² M. Nussbaum, *ibid.*, p. 16.

³ Ces capacités sont : raisonner, argumenter adéquatement sur les questions politiques sans se référer à l'autorité et à la tradition ; reconnaître ses concitoyens comme des personnes dotées de droits égaux quelques soient les différences sociales, culturelles et religieuses ; se préoccuper de la vie des autres et comprendre l'impact des décisions politiques sur les différents groupes qui composent la société ; imaginer une variété de problèmes complexes qui affectent l'histoire d'une vie humaine dans son ensemble ; juger les décideurs politiques avec un esprit critique ; penser au bien du pays dans son ensemble et pas seulement à son groupe d'appartenance ; et enfin, voir ensuite son propre pays comme une fraction d'un ensemble mondial où se posent des problèmes de différents ordres. M. Nussbaum, *ibid.*, p. 37-38.

de l'individu. On remarque que les acteurs de l'institution judiciaire mobilisent un double point de vue pour qualifier et présenter l'expérience de juré : c'est une fonction « citoyenne », mais c'est également une expérience humaine très riche. C'est-à-dire que l'institution reprend à son compte le point de vue des jurés. Paradoxalement, l'institution joue donc sur un double registre et participe au renforcement de l'idée selon laquelle le jury serait bien un espace de « démocratie délibérative », d'échange et de discussion, qui en même temps est considéré comme bénéfique et riche pour le celui qui y participe.

Pour l'institution, la participation des citoyens serait donc renforcée par le détour opéré par l'épanouissement personnel de l'individu. Si la participation au jury populaire permet de gratifier l'individu à travers une « expérience authentique » (don), en retour ce dernier s'implique et accepte de participer (contre-don). On remarque l'existence d'une tension créatrice entre une vision politique de la citoyenneté et une vision vécue de la citoyenneté. Le passage de la figure du citoyen à celle de l'individu semble être une clef de lecture possible de la fonction de « ré-enchantement » de la justice par le jury, et de renouvellement de la citoyenneté et du lien social en démocratie.

Dominique Schnapper rappelle que la citoyenneté moderne a à la fois un sens juridique, le citoyen est un sujet de droit, et est également source du lien social, car « vivre ensemble, (...) c'est être citoyen de la même organisation politique »¹. Cependant, une telle conception de la « citoyenneté » est le produit d'un long processus historique. La citoyenneté moderne se distingue de la citoyenneté grecque, qui elle, en revanche, privilégie une forme de participation politique proche de celle de la participation des jurés au pouvoir judiciaire. « C'est la cité grecque qui a inventé le « citoyen » comme membre de la communauté des citoyens libres et égaux. »² Les citoyens athéniens étaient politiquement actifs en plus de leur rôle d'électeur. Mais cette participation politique recouvrait tous les domaines des affaires publiques. Les citoyens, entre eux, étaient libres et égaux, ce sont des semblables³. Au fil des réformes institutionnelles, la loi d'*isonomia* devient l'expression la plus à même de référer de ce lien d'égalité entre les citoyens. Comme l'explique Jean-Pierre Vernant, « sous la loi d'« isonomia », le monde social prend la forme d'un cosmos circulaire et centré où chaque

¹ D. Schnapper, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, éditions Folio actuel, Paris, 2000, p. 11.

² D. Schnapper, *ibid.*, p. 12.

³ « Cette similitude fonde l'unité de la « polis », parce que, pour les Grecs, seuls des semblables peuvent se trouver mutuellement unis par la « philia », associés en une même communauté. Le lien de l'homme avec l'homme va prendre ainsi, dans le cadre de la cité, la forme d'une relation réciproque, réversible, remplaçant les rapports hiérarchiques de soumission et de domination. Tous ceux qui participent à l'État, vont se définir comme des « homoioi », des semblables, puis, de façon plus abstraite, comme des « isoi », des égaux. En dépit de tout ce qui les oppose dans le concret de la vie sociale, les citoyens se conçoivent, sur le plan politique, comme des unités interchangeables à l'intérieur d'un système dont la loi est l'équilibre, la norme, l'égalité. », J. P. Vernant, *Les origines de la pensée grecque*, éditions PUF, Paris, 1962, p. 56.

citoyen, parce qu'il est semblable à tous les autres, aura à parcourir l'ensemble du circuit, occupant et cédant successivement, suivant l'ordre du temps, toutes les positions symétriques qui composent l'espace civique »¹. Pour les Grecs, la démocratie directe était la seule forme de gouvernement susceptible de préserver la liberté de chacun. La citoyenneté doit se penser comme le fait d'appartenir à la cité et de participer à sa gestion. La citoyenneté se définit comme potentialité et activité : participer aux actes décisionnels de la cité qui sont essentiellement liés au pouvoir délibératif ou judiciaire.

3 – Culture juridique, culture, mœurs démocratiques et citoyenneté

Définition des notions de culture et de culture juridique

Si le jury peut être envisagé comme une « institution vertueuse » pour la démocratie, la question des cultures juridiques permet d'avancer des pistes de réflexion concernant l'état actuel du fonctionnement du jury en France et en Italie. Pourquoi l'institution judiciaire française fait-elle une plus grande place au jury populaire que l'institution judiciaire italienne ? Une approche en termes de culture juridique et de culture semble en mesure de nous apporter des éléments de réflexion afin d'esquisser les définitions du citoyen pour les sociétés française et italienne. Si le statut de l'individu au sein de chacune des sociétés ainsi que les sociétés elles-mêmes sont différentes, l'expérience que nous rapportent les individus diffère. La confirmation de cette intuition a nécessité un détour important par une connaissance approfondie des cultures et cultures juridiques de chacun des deux pays étudiés.

En anthropologie, la culture peut être définie comme « un ensemble de représentations et/ou de comportements significativement partagés par un ensemble défini d'acteurs sociaux dans un contexte donné »². Autrement dit, la culture est constituée par l'ensemble des connaissances qui, dans un milieu donné, forment le creuset où viennent puiser, pour enrichir leur sens critique, leur goût, leur jugement, les membres de la communauté. « En ce sens, la culture dicte des comportements acquis propres aux sociétés humaines et, spécifiquement, à

¹ J. P. Vernant, *op. cit.*, p. 99.

² J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, p. 33.

chacune d'entre elles. »¹ En parlant de culture juridique, l'utilisateur de l'expression visera donc aussi bien, au sens large, l'ensemble des connaissances, des valeurs, des principes, des idéologies liés au Droit, que, dans un sens plus restreint, les techniques d'exposition et d'interprétation employées par les opérateurs publics sur le Droit². « (...) Chaque société, par ailleurs, a ses propres valeurs sociales, éthiques, esthétiques. Ce sont autant de modèles de référence correspondant aux normes idéales d'un groupe social, à l'aune desquelles chacun peut ainsi mesurer son propre jugement. Ces valeurs ne sont pas la culture, mais contribuent à la former. Appliquées au droit, elles ne dictent pas la pensée juridique, mais, mises en rapport avec elles, elles permettent de la comprendre, dans la mesure où elles influencent nécessairement comportements juridiques et jugements sur le Droit. »³

Sans pour autant se dispenser de l'usage du concept clef de « culture », il s'agit de se démarquer des conceptions idéologiques du culturalisme qui incitent généralement à des abus. Historiquement, l'approche culturaliste représente une « idéologie scientifique » où les représentations, comportements, relèveraient de « valeurs communes » ou d'une « vision du monde » unique, propre à une société. Le risque majeur qui se pose à tout chercheur mobilisant la notion de culture provient du fait qu'elle soit considérée comme une « fiction commode »⁴ qui se manifeste en « une essence surplombante, en une catégorie naturalisée et tenue pour allant de soi, dominant les acteurs sociaux et leur imposant représentations et comportements »⁵. Il est donc important de savoir utiliser la notion de « culture » avec précaution en cherchant à ne pas en faire un usage générique capable d'expliquer l'inexplicable, et en sachant l'appliquer à des domaines circonscrits selon les contextes étudiés.

Esquisse d'une approche des mœurs démocratiques

Si nous avons mentionné l'importance de la prise en compte de la culture juridique dans les pages précédentes, nous souhaitons à présent approfondir l'importance de cette notion qui nous fournit la possibilité de comprendre les différences structurelles dans la mise en place du jury populaire en France et en Italie. Le lien entre d'un côté les modèles théoriques de mise en place du jury populaire et de l'autre la pratique des cours d'assises, telle que nous l'avons

¹ H. Peretz, « Sociologie de la culture », *Encyclopaedia Universalis*, Paris.

² G. Rebuffa, voir « Culture juridique », *Dictionnaire encyclopédique de Théorie et de Sociologie du Droit*, éditions LGDJ, Paris et Bruxelles, 1988.

³ A.-J. Arnaud, *Pour une pensée juridique européenne*, éditions PUF, Paris, 1991, pp. 22 à 24.

⁴ E. Sapir, *Anthropologie*, éditions de Minuit, Paris, 1967, cité par J.-P. Olivier de Sardan, *op. cit.*, p. 34.

⁵ J.-P. Olivier de Sardan, *ibid.*, p. 34.

observée sur nos terrains français et italiens, nous permet d'esquisser une série d'arguments où la culture juridique des deux pays offre une grille de lecture et une approche possible des différences et points communs observés.

Nous avons avancé l'hypothèse que les cultures juridiques de chacun des deux pays sont en mesure de nous aider à comprendre les modalités de fonctionnement du jury populaire en France et en Italie. C'est plus précisément l'inverse que nous sommes parvenus à obtenir : c'est l'observation des deux modèles de fonctionnement du jury populaire qui nous donne les clefs de compréhension des cultures juridiques et par extension des mœurs démocratiques françaises et italiennes. Sans pour autant réaliser une description de ces mœurs, en nous inspirant du raisonnement d'Alexis de Tocqueville, nous souhaitons esquisser les grandes lignes des conceptions française et italienne de la citoyenneté telles qu'elles transparaissent lors de l'étude comparative du jury populaire. C'est à travers une approche sociologique de la démocratie et non politique que nous souhaitons reprendre l'approche d'Alexis de Tocqueville qui distingue les sociétés aristocratiques des sociétés démocratiques.

En définissant l'« état social » idéalisé de chacune des deux sociétés, il nous fournit une définition extrême des deux modèles sociaux aristocratique et démocratique. La société aristocratique « renvoie à une société d'ordre stable, organisée et particulièrement fermée ; la hiérarchie sociale et les inégalités y sont inscrites dans les mœurs »¹. La société démocratique « dévoile une société ouverte dans laquelle la force de l'« égalité des conditions » élimine les distinctions de classe ; les individus qui se vivent et se voient comme des égaux y sont plongés dans un mouvement perpétuel ; leur niveau et mode de vie s'homogénéisent »².

À partir de ces deux types idéaux de sociétés, et en reprenant les caractéristiques du fonctionnement des jurys français et italien, il est possible d'établir un parallèle entre les descriptions des jurys populaires français et italien et l'« état social » duquel ils sont le plus proches. Les cultures juridiques, ainsi que la culture dans son acception la plus générale, modèlent, imprègnent les conceptions que l'institution judiciaire, les acteurs institutionnels ainsi que les jurés ont de la citoyenneté. Loin de tout jugement de valeur, il s'agit de faire converger la voix des acteurs et celle de l'institution judiciaire afin de restituer les conceptions française et italienne de la citoyenneté entendue comme conception du lien social à une époque et sur un territoire national donnés.

Les prérogatives accordées au jury français ainsi que le discours des acteurs institutionnels semblent rapprocher la conception française de la citoyenneté du modèle de

¹ E. Keslassy, *Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique, pour une sociologie de la démocratie*, éditions Ellipses, Paris, 2012, p. 27.

² E. Keslassy, *ibid.*, p. 27.

société démocratique. Les compétences des jurés ainsi que l'intérêt de leur présence sont perçus par les acteurs professionnels et sont revendiqués par les profanes. Quelques caractéristiques du fonctionnement du jury populaire italien rappellent l'« état social » d'une société plus aristocratique que démocratique. La disqualification des jurés en est la principale cause. Cette situation de fait est acceptée et reléguée dans le discours institutionnel et dans celui des acteurs.

Ce rapprochement entre les modèles de sociétés observables dans la pratique des cours d'assises et les conceptions nationales de la citoyenneté constitue une piste de réflexion qui mériterait d'être plus amplement approfondie.

Synthèse

Dans ce dernier chapitre, à mi-chemin entre bilan de la comparaison et approfondissement des grands thèmes qui sous-tendent notre réflexion, nous avons souhaité débattre du « sens caché » de l'institution du jury populaire et de ses apports pour nos sociétés démocratiques. Le jury populaire offre un espace de discussion et d'expression qui permet aux individus qui y participent d'en retirer une satisfaction personnelle, mais pas seulement. Au-delà de la dimension socialisante du jury, l'« expérience authentique » vécue par les jurés détient un caractère collectif qui est au centre de notre étude.

À travers l'analyse des effets de l'exercice de l'acte de juger et des théories qui défendent les bienfaits des jugements des profanes, ainsi que de l'approche proposée par les théories de la démocratie délibérative, il est possible de comprendre en quoi le moment du délibéré, et plus largement des échanges concernant l'issue du procès, sont fondamentaux dans l'impact global de l'expérience des jurés. Malgré les distinctions entre nos deux terrains, la reconnaissance observable entre jurés et magistrats témoigne des enjeux sensibles attachés à l'existence du jury populaire et des aspects positifs qui émanent des interactions entre les acteurs sociaux. Des problèmes existent, les modèles français et italien sont imparfaits, mais dans les deux cas on remarque que le passage à la cour d'assises suscite de la satisfaction et entraîne une réflexion des acteurs institutionnels sur leur pratique ainsi qu'une réflexion sur l'engagement et le sens individuel et collectif de la participation au jury populaire pour les jurés.

L'étude comparative des jurys populaires français et italien nous permet enfin d'amorcer une réflexion fondée sur la culture juridique et la culture, qui nous permet d'esquisser à grands traits les caractéristiques de la citoyenneté française et italienne.

Conclusion partie

Au-delà des différences perceptibles entre les modèles italien et français du jury populaire, participer au jury populaire est présenté par l'institution judiciaire comme un rôle citoyen, et c'est finalement dans le cadre des discussions lors des audiences et surtout des délibérations qu'un espace de « démocratie délibérative » s'instaure. Ce qui se joue dans cet espace va avoir des répercussions directes sur la nature des rapports entre les membres du jury populaire. Une relation intense se crée entre les jurés. On remarque que les liens interpersonnels et les interactions dans le groupe se développent au point d'avoir une forte répercussion sur ses membres. L'existence d'un *groupe restreint* et de ses effets vont, du début à la fin d'une affaire et parfois même durant toute une session, avoir des conséquences sur l'expérience de juré, en dehors de ce qui peut être vu, entendu ou vécu lors du procès. La dynamique du *groupe restreint* aboutit à des interactions qui, en dépit de la raison première qui réunit les jurés, sont à la base d'un processus de *sociabilité* entre les jurés. La question du passage de la figure du citoyen à celle de l'individu peut s'expliquer par la combinaison de la *sociabilité* au sein du *groupe restreint* dans un espace de « démocratie délibérative ». La réunion de ces éléments accentue la dynamique que nous venons de décrire puisque des mécanismes de reconnaissance se mettent en place.

L'intensification de la présence et de la participation au mécanisme de la « démocratie délibérative » renforce les liens entre les membres du groupe. Dès lors, l'impact sur les jurés agit sur un plan individuel : d'une expérience citoyenne, présentée comme telle, on se dirige peu à peu vers une autre dimension de l'expérience, de l'ordre de l'« expérience authentique ». C'est l'idée que « l'expérience est toujours plus tournée vers et pour l'individu ». C'est comme si l'individu était de plus en plus visible et présent au sein même de l'institution judiciaire pour lui donner une dimension plus humaine, une dimension pouvant s'inscrire dans le registre des expériences authentiques. Mais l'authenticité de cette expérience provient également du fait de sa rareté : dans un monde saturé d'informations et d'images, une « expérience directe » de la souffrance d'autrui, d'une part, et de la démocratie, d'autre part, apparaissent d'autant plus remarquables¹. N'est-ce pas cette possibilité qu'elle offre aux individus qui caractérise la modernité du jury populaire ?

¹ L. Boltanski, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, éditions Métailié, Paris, 1993.

Conclusion

« La compréhension sociologique se donne pour ambition de substituer à l'incohérence du monde humain des images intellectuelles, des relations intelligibles ou, en d'autres termes, de remplacer la diversité et la confusion du réel par un ensemble intelligible, cohérent et rationnel ».

Dominique Schnapper¹

À l'heure de clore cette recherche, loin d'avoir réalisé un travail exhaustif, nous espérons être parvenus à développer une approche sensée et cohérente de notre objet d'étude. La comparaison du jury populaire en France et en Italie rend compte des modalités d'organisation et de fonctionnement de la participation des citoyens à la fonction de juger dans deux contextes nationaux différents.

Alors que la justice pénale est au cœur de tous les débats d'actualité, et « répond ou tente de répondre aux multiples attentes qui l'assaillent émanant des victimes, de l'État et de la société »², s'intéresser au fonctionnement du jury populaire en France et en Italie, ne peut se résumer à une approche des décisions de ces juges profanes. Il a été démontré³ que les jurés perçoivent ce qui est condamnable en rapport aux rôles sociaux de chacun, et non en fonction de ce qui est pénalement répressible. Leurs décisions nous donnent à voir l'essence même de ce que sont les rôles sociaux à une époque donnée. Participer au jury populaire a des conséquences sur les individus qui participent, sur ce qu'ils sont ainsi que sur leurs conceptions du « lien social » et de la démocratie.

Pour aborder ces questions, nous avons tenté de décrire l'ensemble des éléments constitutifs de l'expérience des individus appelés à être jurés, avant, pendant et après cette période dans les deux contextes nationaux. En inscrivant délibérément la description d'une telle expérience dans une perspective temporelle, nous avons voulu montrer la dimension dynamique et processuelle qui la caractérise. La négociation et les arrangements dans les

¹ D. Schnapper, *La compréhension sociologique. Démarches de l'analyse typologique*, éditions PUF, Paris, 2012 (1999), p.1.

² J. Danet, *op. cit.*, p. 11.

³ L. Gruel, *op. cit.*

relations entre représentants de l'institution – les magistrats et le personnel de justice – et les jurés sont permanents.

L'approche socio-anthropologique nous a guidés vers une étude où la place du terrain est centrale dans l'élaboration des questions de recherche, et l'étude du « droit en action » nous a permis d'apporter un regard neuf sur une institution rarement étudiée avec de tels outils de recherche. Au regard des hypothèses que nous avons posées, nous exposerons les résultats de la comparaison puis nous verrons tour à tour les points suivants : le déplacement des enjeux politiques et juridiques de l'institution du jury populaire, sa dimension socialisante, les enjeux démocratiques inhérents à sa présence en cours d'assises et enfin les perspectives d'avenir en France et en Italie.

Les résultats de la comparaison

La difficulté principale réside dans la réalisation d'une analyse lucide des différences et points communs qui unissent et séparent les réalités française et italienne. Si la dimension socialisante de la participation au jury populaire se révèle être la convergence la plus évidente entre nos deux terrains de recherche, il s'agit de regrouper l'ensemble des caractéristiques des jurys populaires étudiés en les mettant en relief avec le plus de justesse possible, afin de ne pas trahir les nuances et les subtilités de la réalité sociale observée.

Du point de vue anthropologique, le procès et l'audience criminelle français sont très ritualisés et les émotions occupent une place importante. La force des émotions est encadrée par le rituel judiciaire, mais le procès criminel français marque profondément les jurés par sa solennité et la mise en scène qui entoure le crime et sa réparation.

L'expérience du passage à la cour d'assises constitue pour les jurés une expérience socialisante forte puisqu'en l'espace de quelques semaines, ils vont devenir juges aux côtés des magistrats. La découverte du « monde social » de la justice demeure une étape importante dans leur parcours. Leurs prérogatives de jugement sont réelles, autrement dit, on peut affirmer que les jurés participent activement à la prise de décision finale aux côtés des magistrats, sur la culpabilité comme sur la peine. Face à la force du rituel judiciaire et à la présence d'émotions fortes, la relation magistrats-jurés s'inscrit dans une dynamique de

groupe où la création d'espaces informels permet le développement d'interactions à caractère professionnel mais également amical oscillant entre des relations d'ordre pédagogique et psychologique. Il est de l'intérêt des magistrats de cultiver la transmission d'un savoir juridique et d'informer le mieux possible les jurés afin d'obtenir une équipe de travail compétente pour prendre des décisions. La coopération entre jurés et magistrats s'avère fondamentale et elle permet, d'une part, aux magistrats de travailler dans de « bonnes » conditions, et d'autre part, aux jurés de satisfaire leurs attentes en matière de participation stricto sensu. La participation citoyenne telle qu'elle est présentée par l'institution judiciaire et les acteurs professionnels correspond aux prérogatives effectives des jurés dans la pratique.

L'expérience individuelle apparaît centrale dans la compréhension du fonctionnement actuel du jury populaire. La formation d'un *groupe restreint* va orienter la tonalité des interactions entre les acteurs. Inclus au sein de ce *groupe primaire*, l'individu va découvrir une autre dimension du fonctionnement de la cour d'assises, le pendant de la *scène* : les *coulisses*. C'est justement dans les *coulisses* que le processus de *socialisation* propre à toute *action réciproque* va se transformer en un processus de *sociabilité*. Dès lors, le rapport à la structure du procès, au *monde social* de la justice, va être modifié dans la perception qu'en ont les jurés. La vie du groupe va se développer parallèlement à celle des procès. La *sociabilité* devient le moteur du groupe, l'élément dynamique qui confère à chaque membre du jury la satisfaction de la réciprocité entre les acteurs. La *définition de la situation* est alors plus évidente, et l'expérience première de la *scène* se trouve doublée d'une autre dimension tout aussi importante. L'expérience du *groupe restreint* et de la *sociabilité* devient un excellent moyen de tempérer ce qui, sur la *scène*, pourrait être considéré comme difficile à gérer sur le plan de l'affect et de la sensibilité.

On constate que l'adhésion des jurés au maintien du jury populaire à travers l'« expérience authentique » qu'ils vivent à la cour d'assises permet aux acteurs institutionnels de travailler dans de bonnes conditions. Une adhésion de la part des jurés semble être aux fondements du bon fonctionnement actuel de ce système de participation citoyenne. Ainsi la fonction socialisante du jury populaire converge avec les objectifs de l'institution judiciaire pour qui la présence de citoyens au jugement des crimes se fonde sur des principes politiques différents de ceux qui encadrèrent la naissance du jury. La présence du jury offre une meilleure crédibilité aux décisions de justice. Il y a en cour d'assises une recomposition du travail des professionnels ainsi que du « monde social » de la justice dans la mesure où la procédure criminelle a été modelée afin de donner aux profanes une place acceptable et réaliste pour parvenir à une participation citoyenne digne de ce nom.

Du point de vue anthropologique, le procès et l'audience criminelle italiens sont marqués par une faible formalité du rituel judiciaire qui s'apparente à une séance de travail entre professionnels du droit. Le caractère technique du contenu des débats et la structure de l'audience criminelle renforcent cette impression qui est décisive dans la perception qu'ont les jurés du procès criminel.

La réalité de l'incapacité des jurés à participer à la décision finale lors des délibérations transforme profondément leur expérience et marque une différence fondamentale avec le jury populaire français. Le modèle de participation citoyenne devient alors plus un espace où les individus sont invités à venir observer, comprendre et partager l'expérience des professionnels dans leur quotidien. Pour reprendre la terminologie goffmanienne, il n'y a pas de « modalisation » du cadre primaire, autrement dit il n'y a pas d'aménagements qui sont réalisés pour accueillir et composer avec la présence des profanes au sein de la formation de jugement. Malgré le statut légal qui leur est attribué, les jurés italiens sont plus dans une situation qui s'apparente à celle de stagiaires où la participation est limitée à certaines tâches de moindre importance et où l'observation demeure une tâche fondamentale. Les représentants de la société civile semblent donc plus invités à « regarder » la justice se faire sans impliquer une recomposition des enjeux et des modes d'action du monde judiciaire et de ses acteurs semblable à ce qui est observable en France.

Si le discours officiel ne donne pas à voir d'emblée la réalité de cette situation, la réaction des jurés italiens face à cette situation inconfortable mérite d'être soulignée. Bien qu'ils ne soient pas dupes de ce qu'on leur refuse, les jurés italiens adoptent une posture de résignation et de retrait. Ils justifient leur propre mise à l'écart de la prise de décision finale. S'ils sont considérés comme incapables de juger et donc de participer pleinement au fonctionnement de la cour d'assises et de la cour d'assises d'appel, c'est parce qu'ils n'en sont pas capables et que juger est une profession.

En contrepartie, l'importance du groupe et de son impact sur chaque acteur est fondamentale. La dimension socialisante de l'expérience prend corps à travers l'existence du *groupe restreint*. Comme en France, l'« expérience authentique » vécue par les jurés italiens est enrichie par la découverte du « monde social » de la justice et par l'expérience de groupe qui s'inscrit dans une durée bien plus longue.

Lorsque les jurés évoquent leur expérience, ils le font toujours en des termes positifs. Cependant leur enthousiasme est terni par la déception de n'avoir pas pu participer aux jugements comme ils l'espéraient. L'explication qu'ils donnent appartient toujours au registre d'un manque de compétences et d'une différence qui existe entre ce que leur regard profane

apporte et ce que la justice attend : un regard d'expert, qui n'est autre que celui que détient le juge professionnel. Ces deux regards entrent généralement en contradiction. En somme, leur manque de « savoir-faire » et de connaissance du droit, atout des professionnels, leur fait logiquement défaut. Les jurés se heurtent à cette difficulté dès les premières affaires auxquelles ils participent, et surtout à la prise de conscience de l'ambiguïté de leur rôle.

Le déplacement des enjeux politiques et juridiques du jury

Déplacer le regard, changer de perspective pour étudier le jury criminel, telle a été notre première intention en utilisant l'outil comparatif entre la France et l'Italie. Observer et comprendre ce qui se trame dans chacun des deux pays étudiés afin d'ouvrir des pistes de recherche et d'améliorer notre compréhension de la participation citoyenne à travers le cas du jury populaire constituaient notre premier objectif.

La France et l'Italie ont mis en place des cours d'assises où la place des jurés populaires est très sensiblement la même. La proximité des systèmes juridiques se révèle être un point positif pour réaliser une comparaison de la participation des citoyens à la fonction de juger au sein de la juridiction criminelle. Du point de vue des textes législatifs, le fonctionnement de l'institution du jury populaire est très proche. Mais l'observation du « droit en mouvement » nous révèle une tout autre réalité.

Notre première hypothèse se confirme : on constate des principes théoriques de mise en œuvre du jury populaire similaires et des mises en pratique distinctes dans chacun des deux pays. En Italie, les jurés participent à un procès pénal marqué par la réforme du code de procédure pénale où les rythmes de la procédure accusatoire s'imposent. Par rapport à ce que nous avons pu observer en France, l'audience criminelle est morcelée, se déroule sur plusieurs mois tandis que le rituel judiciaire est rationalisé et réduit à sa plus simple expression. La tonalité de l'audience criminelle italienne est différente de celle de l'audience française, beaucoup plus solennelle et respectueuse du rituel judiciaire. Fort de ce premier constat, il est possible de comprendre que les modalités de fonctionnement du jury populaire et les prérogatives qui lui sont imparties dépendent directement du contexte dans lequel il s'inscrit, autrement dit de l'audience criminelle à proprement parler.

Le rapport de l'institution judiciaire au jury a changé au fil du temps et n'est plus le même : d'une situation conflictuelle nous sommes passés à une situation pacifiée et raisonnée. La problématique de l'efficacité du jury et de sa conformité à la norme pénale semble petit à petit avoir été reléguée au second plan. Ces deux affirmations demeurent pertinentes dans nos deux contextes de recherche, bien que le cas italien doive être nuancé par rapport au cas français. En France, la singularité et la différence qui fondent le vote des jurés ont été d'une part encadrées et d'autre part tolérées puis valorisées. En Italie, la place du jury populaire dans les cours d'assises et les cours d'assises d'appel fait désormais partie d'un cadre stable depuis 1951, au point qu'aucune réforme n'a été entreprise pour adapter son fonctionnement lors de l'introduction du nouveau code de procédure pénale en 1989.

En ce qui concerne le rôle du jury populaire français, on remarque qu'il a acquis, au fil de plus de deux cents ans d'histoire, reconnaissance et respectabilité auprès des acteurs institutionnels qui sont désormais favorables à sa présence. Après de nombreuses réformes et des luttes politiques qui ont jalonné son passé, il est aujourd'hui possible d'affirmer que l'institution du jury populaire a atteint une certaine forme d'équilibre qui peut être évalué par le niveau de satisfaction de ceux qui y participent. Jurés et magistrats s'accordent sur le fait que le mélange de juges profanes et professionnels est bénéfique, tant par la qualité de réflexion et décisionnelle de l'ensemble des personnes impliquées dans la prise de décision que comme expérience humaine et professionnelle. Du point de vue des jurés, ils décrivent leur passage à la cour d'assises comme une expérience riche où le rôle de juge est tout aussi important que la sociabilité qui se développe au sein du groupe restreint des jurés.

Quant à la place du jury populaire italien, bien que sa présence soit garantie constitutionnellement, il semble que depuis l'introduction du nouveau code de procédure pénale en 1989, il est impossible de garantir aux jurés leur rôle de juge aux côtés des magistrats professionnels. Si les jurés suivent scrupuleusement l'audience, y participent activement ou encore s'expriment lors des délibérations, ils n'en sont pas moins dans une impasse. Les magistrats sont conscients de la place ambiguë que le code de procédure pénale assigne aux jurés et de la difficulté dans laquelle ils se trouvent. Il semblerait donc qu'il existe une contradiction fondamentale liée aux modalités de fonctionnement du jury populaire en Italie. D'un côté, l'institution judiciaire souhaite la présence de citoyens « profanes », c'est-à-dire n'ayant pas de connaissance en matière juridique, et de l'autre, la structure du procès et sa procédure ne permet pas aux non professionnels de prendre part aux décisions de justice comme ils le devraient. Ils parviennent cependant à tirer profit de leur présence à la cour

d'assises par la dimension socialisante du jury, les enseignements juridiques et l'intérêt pour la chose publique. Cette situation peut être interprétée comme une expression de la conception nationale de la citoyenneté. En adhérant à l'idée selon laquelle la justice est une affaire de professionnels et qu'il est préférable que les citoyens aient un rôle mineur dans les verdicts de cours d'assises, les jurés laissent transparaître une idée répandue et intériorisée sur l'incapacité des individus à participer à la prise de décision dans la cité.

La dimension socialisante du jury populaire

L'ensemble des mécanismes décrits précédemment relèvent d'une même dimension socialisante de l'institution du jury populaire. L'expérience de groupe s'apparente à celle d'une « conscience collective » où l'alchimie du social prend corps. Malgré les différences structurelles pointées précédemment, il existe une convergence manifeste entre nos deux terrains concernant l'expérience de socialisation que vivent les jurés. Tant en France qu'en Italie, le jury populaire apparaît comme un des rares lieux où l'individu peut éprouver la force d'une expérience socialisante riche et singulière. La socialisation vécue à la cour d'assises par les jurés se répercute durablement sur eux à travers des enseignements d'ordre personnel et collectif ainsi que sur le droit et le monde de la justice.

On peut donc caractériser l'expérience des jurés par le biais d'une double dimension : l'implication personnelle à la fonction de juger, le rapport direct à ce qui se joue sur la scène, et l'appartenance au groupe restreint, dont nous avons montré la formation dans les coulisses. Au travers de ces deux versants se dessinent l'ensemble des éléments qui vont imprégner, envelopper l'individu au cœur du monde social de la justice.

Remarquons que l'expérience de juré est avant tout tournée vers soi, et pour soi, comme une expérience presque égoïste et narcissique. Mais là où beaucoup pensent avoir vécu quelque chose d'unique et d'exceptionnel, il ne s'agit en réalité que de la métaphore d'une expérience « citoyenne » qui est requalifiée en une expérience personnelle. Ce type d'expérience semble parfaitement s'inscrire dans le registre moderne de valorisation de l'expérience individuelle. Se réalise alors le passage du citoyen à l'individu, de l'expérience civique à l'expérience authentique. Ainsi nous avons tenté de montrer comment la relation entre l'institution judiciaire et le jury populaire est désormais fondée sur un modèle proche du

don et du contre-don dans la mesure où la valorisation de l'expérience des jurés est devenue la garantie d'un bon fonctionnement de la cour d'assises pour les acteurs professionnels.

L'institution du jury populaire serait devenue un espace de « démocratie délibérative » qui est de plus en plus tourné vers et pour l'individu, parallèlement à la raison d'être du jury : le jugement des crimes. Le jury populaire n'est pas seulement une institution symbole de la démocratie, un devoir citoyen, où l'individu est appelé à juger, il s'agit également d'une expérience de groupe et d'une expérience individuelle marquante.

Une institution « bonne » pour nos démocraties

Par institution « bonne »¹ nous souhaitons nous démarquer de l'idée selon laquelle les institutions étatiques seraient uniquement dans des rapports de force avec les acteurs, coercitives et contraignantes à leur égard.

Du point de vue de l'institution, le jury populaire représente une possibilité de redonner de la crédibilité à l'institution judiciaire et d'en garantir l'intégrité. Du point de vue des acteurs professionnels, le jury populaire donne un « supplément d'âme » à une profession qui est exposée aux critiques de la politique, à celles induites par la démocratie d'opinion et qui ressent de plein fouet les effets négatifs de l'« impératif réformateur » qui imposent les standards de la gestion et du management au cœur de l'institution judiciaire. Les répercussions sont donc observables à différents niveaux.

Enfin, le récit de l'expérience des jurés à la cour d'assises nous rappelle que participer à l'acte de juger, ou simplement être impliqué dans le processus décisionnel des jugements criminels, permet de mobiliser les acteurs sociaux et de leur faire prendre conscience de leur place dans la société et de l'importance de leur participation pour le maintien du lien social.

¹ Nous faisons ici allusion aux concepts de « vie bonne » développée par Charles Taylor ainsi qu'à la manière dont Avishai Margalit définit les institutions décentes. C. Taylor, *Les sources du moi. La construction de l'identité moderne*, éditions Le Seuil, Paris, 1998 ; A. Margalit, *La société décente*, éditions Climats, Paris, 1999.

L'avenir du jury populaire

L'avenir du jury populaire dépend de choix politiques souvent dictés par des impératifs réformateurs déconnectés de la pratique quotidienne des acteurs. Pour Lucia Corso¹, face à la défiance croissante et au manque de confiance de la société à l'égard du jury populaire, l'institution judiciaire répond de deux façons : par la « technicisation » juridique qui passe par l'accentuation de la place des professionnels au détriment des profanes, et par le développement du pouvoir de la « bureaucratie » au sein de l'institution. Indissociables l'une de l'autre, ces deux réponses des institutions judiciaires contemporaines témoignent des préjugés qui dominent actuellement nos sociétés, loin des conceptions où la participation des citoyens à la fonction de juger est synonyme de garantie démocratique et de progrès social. « La justice est au cœur du politique. En démocratie, elle est donc l'affaire de tous et on ne peut prétendre sans risque la confisquer au citoyen. (...) La justice est une affaire trop sérieuse pour la laisser aux seules mains des professionnels du droit. En dépit de son aspect symbolique, la bataille pour le maintien du jury populaire et de la cour d'assises est essentielle car elle a pour enjeu le maintien d'une justice démocratique face à un modèle technocratique, voire corporatiste, le maintien de la délibération et de l'argumentation face à une conception technique, voire scientifique, de l'art de juger. »²

Nous ne pouvons nier l'actualité et encore moins la réalité judiciaire qui tend actuellement à réduire la place accordée à la participation citoyenne en France comme en Italie. En effet, aujourd'hui le jury « n'est plus qu'une institution vénérable et délicieusement démodée »³ qui a perdu la place qu'il occupait dans les débats publics.

Si aujourd'hui dans de nombreux pays « le procès et l'oralité des débats semblent l'emporter et que la société réclame sa part de souveraineté dans l'acte de juger »⁴, toute la difficulté réside dans la réalisation de réformes concrètes et sensées pour les acteurs, qu'il s'agisse de *profanes* ou de *professionnels*. L'exemple italien nous enseigne à nous méfier de « l'impératif réformateur »⁵ qui sévit actuellement et imposant la rationalisation

¹ Lucia Corso analyse sous l'angle de la philosophie juridique l'institution du jury populaire et fonde son approche sur les nombreuses jurisprudences de la Cour suprême américaine qui constitue une source de réflexion d'une extrême richesse sur le sujet. L. Corso, *op. cit.*, p. 17.

² B. Frydman, *op. cit.*, p. 115.

³ B. Schnapper, « Le jury français au XIX^e et au XX^e siècle », *op. cit.*, p. 312.

⁴ D. Salas, A. Garapon, *op. cit.*, p. 132.

⁵ A. Vauchez et L. Willemez, *op. cit.*

administrative et les standards du procès équitable et où la figure du juge professionnel est dominante.

En France, une nouvelle loi entrée en vigueur le 10 août 2011, a réduit le nombre de jurés aux côtés des magistrats et a introduit la motivation des décisions de la cour d'assises. Or, la motivation des verdicts de cour d'assises telle qu'elle a été introduite semble plus être une formalité qui répond aux impératifs européens du procès équitable qu'une véritable révolution qui sonne le glas du jury populaire. De plus, il n'est pas certain que la motivation réponde aux attentes du courant réformateur initiateur de cette réforme. Il semblerait qu'une fois de plus, les modalités de la participation citoyenne soient modifiées, à l'image de sa longue histoire, mais qu'elle est loin d'avoir dit son dernier mot.

On sait combien le jury populaire est à la fois une « institution politique » qui influe sur les décisions de justice¹, une « institution sociale » qui révèle l'état du lien social et des conceptions d'une société², et enfin une « institution de sociabilité »³ pour les personnes qui y participent. « Le jury représente ainsi une manière très intelligente de faire face au risque de discrédit qui pèse sur toute justice dans une démocratie d'opinion, réactive au scandale, versatile et apeurée. »⁴ Dès lors, le choix d'un rapprochement avec la procédure de type accusatoire semble aller de pair avec une plus grande ouverture et une revalorisation de l'institution du jury populaire. Car si cette dernière peut avoir une réelle fonction d'ouverture de l'institution judiciaire à l'endroit des citoyens et donner ainsi une forme de légitimité aux décisions de justice, tout l'enjeu réside dans la capacité des gouvernants à mettre en œuvre les conditions pratiques d'une telle participation citoyenne.

En Italie, l'avenir du jury populaire n'est pas menacé puisque la participation citoyenne est un principe constitutionnel. Cependant, l'étude de son fonctionnement révèle des contradictions et des inadéquations liées à la procédure pénale. Les jurés italiens vivent également une expérience socialisante forte et disposent d'un espace de discussion afin de discuter des infractions qui leur sont soumises mais ils ne disposent pas des prérogatives que les textes leur attribuent et par conséquent ne participent pas vraiment au jugement. Ils observent plus qu'ils participent. Jurés et magistrats s'accordent pour affirmer que le jury populaire constitue une institution utile mais qui ne bénéficie pas des marges d'action

¹ L. Gruel, *Pardons et châtiments*.

² L. Gruel, *ibid.*

³ A. Jolivet, *op. cit.*

⁴ D. Salas, A. Garapon, *op. cit.*, p. 94.

nécessaires pour fonctionner comme il devrait. Il existe un paradoxe entre d'un côté un jury populaire dont la participation réelle sur le jugement des crimes est mise en doute, et de l'autre, un sentiment de nécessité de la présence de ce jury. Ce paradoxe révèle une tension entre le fonctionnement difficile de l'institution du jury populaire et l'intuition de l'ensemble des acteurs qui ne cessent de penser que le jury a quelque chose à apporter au fonctionnement de la cour d'assises et de la justice en général.

« (...) Le jury inscrit dans la justice la marque de la fondation de notre démocratie. Il témoigne de ce geste par lequel les hommes de la Révolution ont inventé une autre manière de vivre ensemble pour affronter le destin. Il fut, à n'en pas douter, l'acteur d'un « âge de l'identité démocratique » où les droits du sujet ne résultent plus de son appartenance à un ordre fixe une fois pour toutes mais d'une dynamique de l'identification. À nous de réassumer cet héritage pour en garder la mémoire active de la fondation. À nous aussi de garder à l'esprit que cette nouvelle économie de l'altérité est née d'une alliance menacée mais jamais rompue de la justice avec la société démocratique. Mais la démocratisation du jury est achevée. (...) Un nouveau cycle s'amorce où les droits – le droit d'appel notamment – expriment le regard que nous portons aujourd'hui sur notre justice et notre démocratie. Regard moins porté par la fiction de la souveraineté. Plutôt guidé par l'attente moins exaltante d'une prestation de qualité. Plus résolument placé dans la dynamique d'une distribution juste des droits. »¹

Dans un contexte où les standards du procès équitable défini par les normes européennes s'imposent un peu plus chaque jour, le défi majeur qui se pose au jury populaire est de parvenir à se conformer à ces nouvelles exigences et de perdurer dans le temps. Les enjeux propres à une justice démocratique ont laissé la place aux enjeux qui interrogent les rapports entre la justice et son public, entre la justice et les citoyens.

¹ D.Salas., *op.cit.*, p. 20.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et articles

ABRAMSON J., *We, the jury, the jury system and the ideal of democracy*, Harvard University Press, New York, 1994.

AMODIO E., « Giustizia popolare, garantismo e partecipazione » in Amodio Ennio (a cura di.), *I giudici senza toga, esperienze e prospettive delle partecipazione popolare ai giudizi penali*, Giuffrè editore, Milano, 1989.

AMODIO E., « Prefazione », in AMODIO E., (a cura di), *I giudici senza toga*, Giuffrè editore, Milano, 1989.

ANGEVIN H., *La pratique de la cour d'assises*, éditions Litec, Paris, 2004.

ANIMAT M., DESCHAMPS M.-F., DREVON F., *Les jurés*, éditions « Que sais-je ? », Paris, 1980.

ANSART P., *Les sociologies contemporaines*, éditions Points, Paris, 1990.

ANZIEU D., MARTIN J.-Y., *La dynamique des groupes restreints*, éditions PUF, collection Le psychologue, 10^e éd., Paris, 2000.

ARNAUD A.-J., *Critique de la raison juridique. Où va la sociologie du droit ?*, éditions LGDJ, Paris, 1981.

ARNAUD A.-J., *Pour une pensée juridique européenne*, éditions PUF, Paris, 1991.

ARNAUD A.-J., *La justice*, éditions Seghers, Paris, 1977.

ARON R., *Les étapes de la pensée sociologique*, éditions Gallimard, Paris, 1976.

ARON R., *Les sociétés modernes*, éditions PUF, Paris, 2006 (1972).

ASSIER-ANDRIEU L., *Le droit dans les sociétés humaines*, séries sciences sociales, éditions Nathan, Paris, 1996.

ASSIER-ANDRIEU L., « Le juridique des anthropologues », *Droit et société*, 5, 1987.

- ATTAL F., *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, éditions Armand Colin, Paris, 2004.
- AUTIN-MONSAT, *Un juré en marge, trois semaines au procès de Mesrine*, éditions Hots, Paris, 1984.
- BADINTER R., *L'exécution*, éditions Livre de Poche, Paris, 2002 (1973).
- BANAKAR R., TRAVERS M., *An introduction to law and social theory*, Hart publishing, Oxford and Portland, 2002.
- BERGER P., LUCKMAN T., *La construction sociale de la réalité*, éditions Méridiens Klincksieck, Paris, 1986 (1966).
- BERHTELOT J.-M., « Avant-propos », in *La sociologie française contemporaine*, éditions PUF, Paris, 2003.
- BERHTELOT J.-M., *La sociologie française contemporaine*, éditions PUF, Paris, 2003.
- BESNIER C., « La notion spatio-temporelle dans le processus judiciaire : l'exemple du procès criminel » in E. RUDE-ANTOINE (dir.), *Le procès, enjeu de droit, enjeu de vérité*, éditions PUF, Paris, 2007.
- BESNIER C., *Une ethnographie de la cour d'assises, la construction de l'intime conviction*, thèse de doctorat, Université Paris V, soutenue le 23 novembre 2005.
- BESNIER C. (dir.), « Parole(s) : l'affaire d'Outreau. Approche pluridisciplinaire d'une construction judiciaire », *Droit et Cultures*, n°55, 2008.
- BETHOUX E., MIAS A., « Faire avec le droit » (avant propos), *Terrains & travaux*, 6 : les terrains du droit, cahiers du département de sciences sociales École Normale Supérieure, 2004.
- BLAISON C., CHASSAR D., KOP J.-L., GANA K., « L'IAT (*Implicit association Test*) ou la mesure des cognitions sociales implicites : revue critique de la validité et des fondements théoriques des scores qu'il produit », *L'année psychologique*, 106, 2006.
- BLOCH E., *Droit naturel et dignité humaine*, éditions Payot, Paris, 1961.
- BLONDIEUX L., « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout. Un plaidoyer en faveur de l'innovation démocratique », *Mouvements*, 50, 2007.
- BOBBIO N., « Il diritto », in BABOLIN A. (a cura di), *Le scienze umane in Italia, oggi*, edizione Il Mulino, 1971.

BOLTANSKI L., *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, éditions Métailié, Paris, 1993.

BONICCO C., « Rigidité et souplesse de l'ordre de l'interaction chez Erving Goffman », *Klesis-revue Philosophique*, 2, 2008.

BONICCO C., « Goffman et l'ordre de l'interaction. Un exemple de sociologie compréhensive », *Philonsorbonne*, 1, 2006-2007.

BOUCOBZA I., « Italie : indépendance du parquet. Le cas de l'opération *Mani Pulite* », *Mouvements*, 29, 2004.

BOUDON R., BOURRICAUD F., *Dictionnaire critique de la sociologie*, éditions PUF, Paris, 2006 (1982).

BOUDON R., *Renouveler la démocratie, éloge du sens commun*, éditions Odile Jacob, Paris, 2006.

BOUGLÉ C., « Préface », in DURKHEIM E., *Sociologie et philosophie*, éditions PUF/Quadrige, Paris, 1996 (1924).

BOURDIEU P., *La distinction, critique sociale du jugement*, éditions de Minuit, Paris, 1996.

BOURDIEU P., *La noblesse d'État*, éditions de Minuit, Paris, 1989.

BOURDIEU P., *Ce que parler veut dire, l'économie des échanges linguistiques*, éditions Fayard, Paris, 1982.

BOURDIEU P., CHAMBOREDON J.-C., PASSERON J.-C., *Le métier de sociologue*, éditions Mouton & Co, Paris, 1983.

BRICE C., « La difficile citoyenneté italienne », in BELLENGER H. (dir.), *Le civisme*, éditions Autrement, Paris, 2002.

BRIQUET J.-L., « Italie : un système de pouvoir en procès », *Critique Internationale*, 3, 1999.

BRIQUET J.-L., « « Juges rouges » ou « mains propres » ? », *Critique Internationale*, 15, 2002.

BURNETT D. G., *A trial by jury*, Bloomsbury, London, 2001.

BURGELIN J.-F., « Un faux problème : accusatoire contre inquisitoire », *Regard sur l'actualité*, 300, 2004.

CACCIANI M., « Lo stereotipo del giudice popolare in una ricerca francese », *Sociologia del diritto*, anno IV, 2, 1977.

CASORLA F., « Inquisitoire-accusatoire : un écroulement des dogmes en procédure pénale ? Le cas français. L'approche du magistrat », *Revue internationale de droit pénal*, 68, 1997.

CAPOGRASSI G., *Studi sull'esperienza giuridica*, edizione Giuffrè, Roma, 1923.

CARBONNIER J., *Sociologie juridique*, éditions PUF/Quadrige, Paris, 1994.

CARBONNIER J., « Préface », in TREVES R., *Sociologie du droit*, éditions PUF, Paris, 1995.

CAZENEUVE J., *La personne et la société*, éditions PUF-le sociologue, Paris, 1995.

CHAMOISEAU P., GLISSANT E., *Quand les murs tombent. L'identité nationale hors la loi*, éditions Galaade, Paris, 2007.

CHANIAL P., « « L'instant fugitif ou la société prend. » Le don, la partie et le tout », *Revue du Mauss*, 36, 2010.

CHAPAR F., *Petit guide à l'usage des jurés de la cour d'assises*, éditions LGDJ, Paris, 1979.

COLLIOT-THELENE C., *Max Weber et l'histoire*, éditions PUF, Paris, 1990.

COLOMBO G., *Sulle regole*, edizione Feltrinelli, Milano, 2008.

COMMAILLE J., « Dossier la justice d'en bas », *Droit et Société*, 51-52, 2002.

COMMAILLE J., PERRIN J.-F., « Le modèle de Janus de la sociologie du droit », *Droit et Société*, 2, 1985.

CONSO G., Séance d'ouverture/Opening session, *Revue internationale de droit pénal*, 72, 2001.

CORNISH W., *The jury*, Piguin books, London, 1968.

CORNU G., *Vocabulaire juridique*, éditions PUF, Paris, 4^e édition, Paris, 2003 (1987).

CORSO L., *Giustizia senza toga. La giuria e il senso comune*, edizione Giappichelli, Torino, 2008.

CORSO L., « Giustizia senza toga. Giuria, democrazia e senso comune », *Criminalia*, 2008.

COSTE F.-L., *Réquisitoire de l'avocat général de l'affaire Patrick Dils*, Lyon, 23 avril 2002.

COTTA S., *Montesquieu e la scienza della società*, edizione Ramella, Torino, 1953.

CRAMER R., « Éléments biographiques et bibliographiques pour une étude de l'apport de Georges Gurvitch à la théorie et à la sociologie du droit », *Droit et Société*, 4, 1986.

DANET J., *Justice pénale le tournant*, éditions Gallimard, Paris, 2006.

D'ANS A.-M., « La cour d'assises en examen. Réflexion-témoignage d'un juré sociologue », *Droit et Société*, 54, 2003.

DAVID M., « Jury populaire et souveraineté », *Droit et Société*, 36-37, 1997.

DAVID R., JAUFFRET-SPINOSI C., *Les grands systèmes de droit contemporains*, éditions Dalloz, 11^e édition, Paris, 2002.

DECOQ A., « Préface », W. Roumier, *L'avenir du jury criminel*, éditions LGDJ, Paris, 2003.

DELMAS-MARTY M. (dir.), *Procédures pénales d'Europe*, éditions Thémis, PUF, Paris, 1995.

DELVIN P., *Trial by jury*, The Hamelyn lectures, London, 1966.

DE SINGLY F., *Nouveau manuel de sociologie*, éditions Armand Colin, Paris, 2010.

DE TOCQUEVILLE A., *De la démocratie en Amérique*, tome 1 et 2, éditions GF-Flammarion, Paris, 2011, (1835).

DOGAN M. et PELASSY D., *La comparaison en sociologie politique ; une sélection des textes sur la démarche du comparatiste*, éditions Litec, Paris, 1980.

DOGAN M., PELASSY D., *Sociologie politique comparative : problèmes et perspectives*, éditions Economica, Paris, 1982.

DOUGLAS M., *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, éditions Maspero, Paris, 1981.

DUBET F., *Le déclin des institutions*, éditions du Seuil, Paris, 2002.

DUBET F., *Sociologie de l'expérience*, éditions Seuil, Paris, 1994.

DUPRÉ M., JACOB A., LALLEMENT M., LEFEBVRE G, SPURK J., *Les comparaisons internationales : intérêt et actualité d'une stratégie de recherche*, introduction, in LALLEMENT M., SPURK J (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*, CNRS Éditions, Paris, 2003.

DURKHEIM E., *Leçons de sociologie*, éditions PUF, Paris, 1950 (1922).

DURKHEIM E., *De la division du travail social*, éditions PUF, Paris, 1997 (1893).

DURKHEIM E., *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, éditions PUF, Paris, 1968 (1912).

DURKHEIM E., *Le suicide. Étude de sociologie*, éditions PUF, Paris, 1986 (1897).

DURKHEIM E., *Les règles de la méthode sociologique*, éditions PUF, Paris, 1997 (1895).

ERLICH E., *Fondements de la sociologie du droit*, 1913.

EISMEIN A., *Cours élémentaire d'histoire du droit*, éditions Sirey, Paris, 1919.

FAYOL-NOIRETERRE J.-M., « Le délibéré aux assises, ultime point aveugle dans l'affaire d'Outreau », *Droit et culture*, 55, 2008.

FERRARI V., *Lineamenti di sociologia del diritto, I- Azione giuridica e sistema normativo*, edizione Laterza, Roma, 2004 (1997).

FERRARI V., *Diritto e società. Elementi di sociologia del diritto*, edizione Laterza, Roma, 2004.

FERREOL G. (dir.), *Dictionnaire de sociologie*, éditions Armand Colin, Paris, 2011.

FINDLAY M., DUFF P., *The jury under attack*, Sidney Butterworths, London, 1988.

FOUCAULT M., *Sécurité, territoire, population*, éditions Gallimard-Seuil, Paris, 2004.

FRIEDMAN L. M., « La sociologie du droit est-t-elle vraiment une science ? », *Droit et Société*, 2, 1986.

FRYDMAN B., « La contestation du jury populaire. Symptôme d'une crise rhétorique et démocratique », *Questions de communication*, 12, 2007.

GALLINO L., *Dizionario di sociologia*, edizione UTET, Torino, 1978.

GARAPON A., « Les fonctions rituelles de la justice », in Université de tous les savoirs, *La société et les Relations sociales*, volume 12, éditions Odile Jacob, Paris, 2002.

GARAPON A., *L'âne portant des reliques, essai sur le rituel judiciaire*, éditions Le Centurion, Paris, 1985.

GARAPON A., *Bien juger, essai sur le rituel judiciaire*, éditions Odile Jacob, Paris, 1997.

GARAPON A., PAPADOPOULOS I., *Juger en Amérique et en France, culture juridique française et « common law »*, éditions Odile Jacob, Paris, 2003.

GARFINKEL H., « Conditions of successful degradation ceremonies », *American journal of sociology*, 6, 1956.

GIDE A., *Souvenirs de la cour d'assises*, éditions Gallimard, Paris, 1914.

GINSBORG P., *L'Italia del tempo presente, Famiglia, società civile, Stato*, edizione Einaudi, Torino, 1998.

GINSBORG P., *Il tempo di cambiare, politica e potere della vita quotidiana*, edizione Einaudi, Torino, 2004.

GIRAUD O., « La comparaison comme opération de réduction de la complexité. Le cas de la formation professionnelle », *Revue internationale de politique comparée*, 3, 2004.

GIULIANI F., JOLIVET A., LAFORGUE D., « La reconnaissance des personnes: ce dont les institutions sont capables », in PAYET J.-P., BATTEGUAY A., *La reconnaissance à l'épreuve. Explorations socio-anthropologiques*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Asque, 2008.

GLASER B., STRAUSS A., *The Discovery of Grounded Theory : Strategies for Qualitative Research*, Hawthorne, Aldine de Gruyter, 1967.

GOFFMAN E., « Calmer le jobard. Quelques aspects de l'adaptation à l'échec » in JOSEPH I., *Le parler frais d'Erving Goffman*, éditions de Minuit, collection « le sens commun », Paris, 1989 (1969).

GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, tome 1, éditions de Minuit, collection « le sens commun », Paris, 1996 (1973).

GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. Les relations en public*, tome 2, éditions de Minuit, collection « le sens commun », Paris, 1996 (1973).

GOFFMAN E., *Les cadres de l'expérience*, éditions de Minuit, collection « le sens commun », Paris, 1991.

GOFFMAN E., *Les rites d'interaction*, éditions de Minuit, collection « le sens commun », Paris, 1993 (1967).

GOFFMAN E., *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Editions de Minuit, Paris, 1993 (1968).

GOFFMAN E., « L'ordre de l'interaction » in Yves Winkin, *Des moments et leurs hommes*, éditions du Seuil, Paris, 1988.

GOFFMAN E., *Stigmate*, éditions de Minuit, collection « le sens commun », Paris, 1996 (1963).

GRENIER R., *Le rôle de l'accusé*, éditions Gallimard, Paris, 1949.

GROSCLAUDE J., « Introduction », in M. Weber, *Sociologie du droit*, éditions PUF, Paris, 2007 (1986).

GRUEL L., *Pardons et châtiments*, série sciences sociales, éditions Nathan, Paris, 1991.

GRUEL L., « Des jurés populaires entre Durkheim et Thucydide... » in *Histoire et sociologie*, éditions Logiques, Paris, 1996.

GUMPERZ J., *Engager la conversation*, éditions de Minuit, Paris, 1991.

GURVITCH G., *Éléments de sociologie juridique*, éditions Aubier, Paris, 1940.

GURVITCH G., « Mon itinéraire intellectuel ou l'exclu de la horde », in *Les lettres nouvelles*, Paris, 1958.

GURVITCH G., « Éléments de sociologie juridique (extraits) », *Droit et société*, 4, 1986.

GURVITCH G., « Problème de sociologie du droit », in *Traité de sociologie*, éditions PUF, Paris, 2007 (1958/1960).

HANS V. P., *Business on trial: the civil jury and corporate responsibility*, Yale University Press, New Haven, 2000.

HANS V. P., *The jury system: Contemporary scholarship*, Ashgate publishing, Hampshire, 2006.

- HANS V. P., VIDMAR N., *American juries, the verdict*, Prometheus Book, New York, 2007.
- HEGEL F., *Principes de la philosophie du droit*, éditions Gallimard, collection Tel, Paris, 1999.
- HOMANS G. C., *The human group*, Harcourt & Brace, New-York, 1950.
- HONNETH A., « Intégrité et mépris : Principes d'une morale de la reconnaissance », *Recherches sociologiques*, 2, 1999.
- HOSTETTLER J., *The criminal jury old and new, jury power early times to the present day*, Waterside Press, London, 2004.
- HUGHES E. C., *Le regard sociologique*, éditions de l'EHESS, Paris, 1996 (1961).
- HUGO V., *L'homme qui rit*, éditions Gallimard, 2002.
- ISRAËL L., SACRISTE G., VAUCHEZ A., WILLEMEZ L., « Introduction », in L. ISRAËL, G. SACRISTE, A. VAUCHEZ, L. WILLEMEZ (dir.), *Sur la portée sociale du droit*, Paris, PUF, Paris, 2005.
- IZZO F., *Compendio di diritto processuale penale*, 17^e édition, edizione Simone, Napoli, 2006.
- JEAN J.-P., « Dix ans de réformes pénales : une recomposition du système judiciaire », *Regard sur l'actualité*, 300, 2004.
- JOLIVET A., *Personne et personnage, le cas de l'avocat*, mémoire de Licence, Université Lumière Lyon 2, Lyon, 2001.
- JOLIVET A., *Dilemmes moraux et contradictions de rôles de la profession d'avocat*, mémoire de Maîtrise, Université Lumière Lyon 2, Lyon, 2002.
- JOLIVET A., *Juré en cours d'assises : expérience de sociabilité au sein d'un « groupe restreint »*, mémoire de DEA, Université Lumière Lyon 2, Lyon, 2003.
- JOLIVET A., « Juré en cour d'assises: découverte d'un monde social et expérience de sociabilité au sein d'un groupe restreint », *Droit et Société*, 62, Lyon, 2006.
- JONAKAIT R. N., *The American jury system*, Yale University Press, New Haven, 2003.
- JOSEPH I., *Erving Goffman et la microsociologie*, éditions PUF philosophies, Paris, 1998.

JUCQUOIS G., « Le comparatisme, éléments pour une théorie », in JUCQUOIS G., VIEILLE C. (dir.), *Le comparatisme dans les sciences de l'homme. Approches pluridisciplinaires*, éditions De Boeck université, Bruxelles, 2000.

KALVEN H., ZEISEL H., *The American jury*, University of Chicago Press, Chicago, 1971 (1966).

KAUFFMANN J.-C., *L'entretien compréhensif*, éditions 128, Paris, 1996.

KESLASSY E., *Lire Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique, Pour une sociologie de la démocratie*, éditions Ellipses, Paris, 2012.

LALLEMENT M., « Raison ou trahison ? Éléments de réflexion sur les usages de la comparaison en sociologie », in LALLEMENT M. et SPURK J. (dir), *Stratégies de la comparaison internationale*, CNRS Éditions, Paris, 2003.

LALLEMENT M., « Pragmatique de la comparaison », in LALLEMENT M. et SPURK J. (dir), *Stratégies de la comparaison internationale*, CNRS Éditions, Paris, 2003.

LALLEMENT M. et SPURK J. (dir), *Stratégies de la comparaison internationale*, CNRS Éditions, Paris, 2003.

LASCOUMES P., SERVERIN E., « Le droit comme activité sociale : pour une approche wéberienne des activités juridiques », *Droit et Société*, 8, 1985.

LAPLANTINE F., *La description ethnographique*, collection 128, éditions Nathan université, Paris, 1996.

LAPLANTINE F., NOUSS A., *Le métissage*, éditions Flammarion, Paris, 1997.

LAPLANTINE F., *Le social et le sensible, introduction à une anthropologie modale*, éditions Tétraèdre, Paris, 2005.

LATOURET B., *La fabrique du droit, une ethnographie du Conseil d'État*, éditions La Découverte, Paris, 2002.

LATOURET B., *Changer de société – refaire de la sociologie*, éditions La Découverte, Paris, 2006.

LAZAR M., *L'Italie à la dérive*, éditions Perrin, Paris, 2006.

LAZAR M. (dir.), « Introduction », in *L'Italie contemporaine, de 1945 à nos jours*, éditions Fayard, Paris, 2009.

LE BRETON D., *Les passions ordinaires, anthropologie des émotions*, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 2001 (1998).

LE BRETON D., *L'interactionnisme symbolique*, éditions PUF/Quadrige, Paris, 2004.

LEVI-STRAUSS C., *Anthropologie structurale*, édition Plon, Paris, 1985 (1958).

LEVY-BRUHL H., *Anthropologie juridique*, éditions Que Sais-Je ?, Paris, 1978.

LEVY L. W., *The Palladium of Justice, Origins of Trial by Jury*, Ivan R. Dee Publisher, Chicago, 1999.

LIMA L., STEFFEN M., « Comparaison internationale en politiques publiques : stratégies de recherche, méthodes et interprétation », *Revue internationale de politique comparée*, 3, 2004.

LOMBARD F., *Les jurés : justice représentative et représentations de la justice*, éditions l'Harmattan, Paris, 1993.

LUHMANN N., *Das recht der Gesellschaft*, Suhrkamp, Frankfurt, 1983.

MALINOWSKI B., *Les argonautes du pacifique occidental*, Gallimard, Paris, 1963 (1922).

MARGALIT A., *La société décente*, éditions Climats, Paris, 1999.

MARTUCCELLI D., *Grammaire de l'individu*, éditions Folio essais, Paris, 2002.

MAURICE M., « À propos de comparaisons internationales et d'interdisciplinarité : questions théoriques et méthodologiques », *Sociologie du travail*, 45, 2003.

MAURICE M., « Méthode comparative et analyse sociétale. Les implications théoriques des comparaisons internationales », *Sociologie du travail*, vol. XXI, 2, 1989.

MAUSS M., « Essai sur le don », in *Sociologie et anthropologie*, éditions PUF/Quadrige, Paris, 1997 (1950).

MIAILLE M., « Le droit constitutionnel et les sciences sociales », *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 2, 1984.

MILLY B., *Soigner en prison*, éditions PUF, Paris, 2001.

MOGINI S., « Brèves remarques critiques sur l'expérience italienne de la cour d'assises », in PRADEL J. (dir.), « Quelle participation des citoyens au jugement des crimes ? À propos de

la réforme de la cour d'assises », *Travaux de l'institut de sciences criminelles de Poitiers*, éditions Cujas, Vol. XVII, Paris, 1997.

MONTESQUIEU, « Préface », in *L'Esprit des lois*, éditions Folio, tome I, Paris, 1995.

MUIR WATT H., « La fonction subversive du droit comparé », *Revue Internationale de Droit Comparé*, 3, 2000, pp. 503-527.

MUNDAY R., « Le jury criminel en Angleterre » in PRADEL J. (dir.), *Quelle participation des citoyens au jugement des crimes?*, Éditions Cujas, Paris, 1997.

NICOLEAU P., *Dicojuris*, éditions Ellipses, Paris, 1996.

NUSSBAUM M., *Les émotions démocratiques, comment former le citoyen du XXI^e siècle ?*, éditions Climats, Paris, 2011.

OLIVIER DE SARDAN J.-P., *La rigueur du qualitatif - Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, éditions Bruylant, Paris, 2008.

O'REILLY J., « Les comparaisons internationales des systèmes d'emploi : méthodes, controverses et renouvelaux », in LALLEMENT M. et SPURK J. (dir), *Stratégies de la comparaison internationale*, CNRS Éditions, Paris, 2003.

OST F., VAN DE KERCHOVE M., « De la scène au balcon. D'où vient la science du droit ? », in CHAZEL, F., COMMAILLE J., *Normes juridiques et régulation sociale*, Paris, 1991.

PAYET J.-P., LAFORGUE D., « Qu'est-ce qu'un acteur faible ? Contributions à une sociologie morale et pragmatique de la reconnaissance » in PAYET J.P., GUILIANI F., LAFORGUE D., *La voix des acteurs faibles, de l'indignité à la reconnaissance*, éditions PUR, Rennes, 2008.

PAYET J.-P., BATTEGAY A., « La reconnaissance, un concept de philosophie politique à l'épreuve des sciences sociales », in PAYET J.P., BATTEGAY A., *La reconnaissance à l'épreuve. Explorations socio-anthropologiques*, éditions Presses Universitaires du Septentrion, Paris, 2008.

PENEFF J., « Note sur E. C. Hughes et la pédagogie du fieldwork dans la sociologie américaine », *Sociologie du travail*, 2, 1984.

PERETZ H., « Préface », in W. F. WHITE, *Street corner Society*, éditions la Découverte, Paris 1995.

PERETZ H., « Sociologie de la culture », *Encyclopaedia Universalis*, Paris.

PISANI M., « La corte d'assise e il giudizio d'appello », *Rivista italiana di diritto e procedura penale*, 1, 2010.

POLLAK M., *L'expérience concentrationnaire*, éditions Métailié, Paris, 2000.

POLLAK M., « La place de Max Weber dans le champ intellectuel français », *Droit et société*, 9, 1988.

PONS A., « Montesquieu », in *Gradus Philosophique*, édition GF-Flammarion, Paris, 4^e édition, 1996.

PRADEL J., « Défense du système inquisitoire », *Regards sur l'actualité*, 300, 2004.

PRADEL J. (dir.), « Quelle participation des citoyens au jugement des crimes ? À propos de la réforme de la cour d'assises », *Travaux de l'institut de sciences criminelles de Poitiers*, éditions Cujas, Vol. XVII, Paris, 1997.

PRADEL J., « Le procès du jury. Étude comparée des systèmes français et canadien » in *Quelques aspects des sciences criminelles. Travaux de l'Institut des Sciences Criminelles de Poitiers*, éditions Cujas, Vol. X, Paris, 1990.

QUÉRÉ L., « Présentation » in FRADIN B., in QUERE L., WIDMER J., *L'enquête sur les catégories*, Raisons pratiques, éditions de l'EHESS, Paris, 1999.

RAGIN C., *The comparative method – Moving Beyond Qualitative and Quantitative Strategies*, University of California, Berkeley, 1987.

RAWLS J., *Théorie de la justice*, éditions Poche, Paris, 2009 (1987).

REBUFFA G., « Culture juridique », *Dictionnaire encyclopédique de Théorie et de Sociologie du Droit*, éditions LGDJ, Paris et Bruxelles, 1988.

RICOEUR P., *Le juste I*, éditions Esprit, Paris, 1995.

RICOEUR P., *Lecture I. Autour du politique*, éditions Seuil, Paris, 1991.

ROSANVALLON P., *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, éditions du Seuil, Paris, 2006.

ROSTAING C., « On ne sort pas indemne de prison. Le malaise du chercheur en milieu carcéral », in PAYET J.-P., ROSTAING C., GIULIANI F., *La relation d'enquête. La sociologie au défi des acteurs faibles*, éditions PUR, Rennes, 2010.

ROULAND N., *Anthropologie juridique*, éditions PUF, Paris, 1988.

ROULLEAU-BERGER L., « « Voir, « savoir – être avec », rendre public : pour une ethnographie de la reconnaissance », *Cahiers internationaux de Sociologie*, Vol. CXVII (261-283), 2004.

ROUMIER W., *L'avenir du jury criminel*, Bibliothèque des sciences criminelles, éditions L.G.D.J., 2003.

ROTH R., « Le « nouveau procès pénal italien » et son évolution : un système accusatoire à la recherche de son équilibre » in *Revue pénale suisse*, CIXIV, 2, 1996.

ROTH R., « Nouvelle procédure pénale italienne : l'esprit de système et l'esprit du système » in *Procédure pénale, Droit pénal international. Entraide pénale*, Études en l'honneur de Dominique Poncet, éditions, Genève, 1997.

ROYER J.-P., *Histoire de la justice en France*, éditions PUF, Paris, 2001.

RUDE-ANTOINE E., « Vers un dépassement de la frontière sur l'objet « droit » entre le juriste et le sociologue », in RUDE-ANTOINE E., ZAGANIARIS J.(dir.), *Croisée des champs disciplinaires et recherches en sciences sociales*, éditions PUF, Paris, 2005.

SALAS D., *La volonté de punir, essai sur le populisme pénal*, éditions Hachette, Paris, 2005.

SALAS D., *Le tiers pouvoir, vers une autre justice*, éditions Hachette, Paris, 1998.

SALAS D., « Juger en démocratie », in Association française pour l'histoire de la justice (ed.), *La cour d'assises. Bilan d'un héritage démocratique*, La Documentation française, Paris, 2001.

SALAS D., *La justice dévoyée, critique des utopies sécuritaires*, éditions Les arènes, Paris, 2012.

SALAS D., GARAPON A., *Les nouvelles sorcières de Salem, leçons d'Outreau*, éditions du Seuil, Paris, 2006.

SAPIR E., *Anthropologie*, éditions de Minuit, Paris, 1967.

SARTRE J.-P., *Critique de la raison dialectique*, édition Gallimard, Paris, 1980.

SARZOTTI C., « Égalité et modèles de procès pénal », *Déviance et société*, 20, 3, 1996.

SCARANO J.-P., *Institutions juridictionnelles*, 10^e édition, édition Ellipses, Paris, 2007.

SCHAFFHAUSER D., « L'échevinage en cour d'assises : la démocratie à l'épreuve », *Les cahiers de la justice*, 1, 2012.

SCHLUCHTER W., « La sociologie du droit comme théorie empirique de la validité », in J.-HEURTIN P., MOLFESSIS N., *La sociologie du droit de Max Weber*, éditions Dalloz, Paris, 2006.

SCHNAPPER B., « Le jury criminel, un mythe démocratique (1791-1980) », *Histoire de la justice*, 1, 1988.

SCHNAPPER B., « Le jury français au XIX^e et au XX^e siècle » in « Voies nouvelles en Histoire du droit : la justice, la famille », *La répression pénale*, éditions PUF, Paris, 1991.

SCHNAPPER D., *Qu'est-ce que la citoyenneté*, éditions Gallimard, Paris, 2000.

SCHNAPPER D., *Sociologie de l'Italie*, éditions Que sais-je ?/PUF, Paris, 1974.

SCHNAPPER D., *La compréhension sociologique. Démarches de l'analyse typologique*, éditions PUF, Paris, 2012 (1999).

SCHÜTZ A., *L'étranger, un essai de psychologie sociale*, éditions Allia, Paris, 2003.

SEIGNOBOS E., *La parole judiciaire, mises en scène rhétoriques et représentations télévisuelles*, éditions Ina, Paris, 2011.

SERVERIN E., *La sociologie du droit*, éditions La Découverte, Paris, 2000.

SHI P., *Le jury criminel, l'étude comparée en Angleterre, France et Chine*, éditions Universitaires Européennes, Sarrebruck, 2010.

SIENA S., « Hans Zeisel e la sociologia del diritto », *Sociologia del diritto*, anno IV, 2, 1977.

SIMMEL G., *Le conflit*, éditions Circé poche, Paris, 1995.

SIMMEL G., « La sociabilité, exemple de sociologie pure et formale » in *Sociologie et épistémologie*, éditions PUF, Paris, 1981.

SIMMEL G., *Sociologie et épistémologie*, éditions PUF, Paris, 1981.

SIMMEL G., *Sociologie*, éditions PUF, Paris, 1999.

SIMMEL G., *Le problème de la sociologie*, (1908) éditions Kurt Wolf, Ohio University Press, 1959.

SIMMEL G., « Digressions sur l'étranger », in Y. GRAFMEYER, I. JOSEPH, *L'École de Chicago – Naissance de l'écologie urbaine*, éditions Aubier, Paris, 1979.

SIMON R. J., LYNCH J. P., « The sociology of law: where we have been, and where we might be going », *Law and society review*, 5, 1989.

SINTOMER Y., *Le pouvoir au peuple, jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, éditions La Découverte, Paris, 2007.

SINTOMER Y., « Weber, Habermas et la sociologie du droit », in HEURTIN J.-P., MOLFESSIS N., *La sociologie du droit de Max Weber*, éditions Dalloz, Paris, 2006.

SINTOMER Y., TALPIN J., « La démocratie délibérative face au pouvoir », *Raisons politiques*, 42, 2011.

SOULEZE-LARIVIERE D., « Les nécessités de l'accusatoire », *Pouvoirs*, 55, 1990.

SPURK J., « Épistémologie et politique de la comparaison internationale : quelques réflexions dans une perspective européenne » in LALLEMENT M. et SPURK J.(dir), *Stratégies de la comparaison internationale*, CNRS Éditions, Paris, 2003.

STEFANI G., LEVASSEUR G., BOULOC B., *Procédure pénale*, 19^e édition, éditions Dalloz, Paris, 2004.

STOETZEL J., *Psychologie sociale*, éditions Flammarion, Paris, 1963.

STRAUSS A., *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, éditions Métailié, Paris, 1992.

STRAUSS A., *La trame de la négociation, sociologie qualitative et interactionnisme*, éditions L'harmattan, Paris, 1996.

SUSCA V., « Phénoménologie de Silvio Berlusconi », *Sociétés*, 84, 2004.

TINTI B., *Toghe rotte*, edizione Chiarelettere, Torino, 2007.

TOURAINE A., *Pour la sociologie*, éditions du Seuil, Paris, 1974.

TARDE G., *Philosophie pénale*, éditions Cujas, Paris, 1972.

TAYLOR C., « Le besoin de reconnaissance », in *Le malaise de la modernité*, éditions Cerf, Paris, 1994.

TAYLOR C., *Les sources du moi. La formation de l'identité moderne*, éditions du Seuil, Paris, 1998.

TREVES R., *Sociologie du droit*, éditions PUF, Paris, 1995.

TREVES R., « Bilan actuel de la sociologie du droit », *Sociologia del diritto*, vol. XLI, 1966.

TREVES R., *Sociologia del diritto, Origini, ricerche, problemi.*, edizione Einaudi, Torino 2002 (1987).

TREVES R., « Tre concezioni e una proposta », *Sociologia del diritto*, 1, 1974.

TREVES R., « Insegnamento interdisciplinare, diritto e sociologia del diritto », *Sociologia del diritto*, IV, 1977.

VALLINI A., HOUILLON P. (dir.), *Au nom du peuple français. Juger après Outreau*, Commission d'enquête n°3125, Assemblée Nationale, Paris, juin 2006.

VANDENBERGHE F., *La sociologie de Georg Simmel*, éditions La Découverte, Paris, 2001.

VAN HOUTTE J., « La sociologie du droit ou les limites d'une science », *Droit et société*, 3, 1986.

VAUCHEZ A., *L'institution judiciaire remotivée. Le processus d'institutionnalisation d'une « nouvelle justice » en Italie (1960-2000)*, éditions L.G.D.J., Paris, 2004.

VAUCHEZ A., « Entre droit et sciences sociales. Retour sur l'histoire du mouvement « Law and society » », *Genèses*, 44, 2001.

VAUCHEZ A., WILLEMENEZ G., *La justice face à ses réformateurs (1980-2006)*, éditions PUF, Paris, 2007.

VERNANT J.- P., *Les origines de la pensée grecque*, éditions PUF, Paris, 1962.

VERNIER D., *Jury et cour d'assises : une liaison fructueuse ?*, thèse de doctorat, Paris, 2007.

VIDMAR N., *World jury systems*, Oxford University Press, New York, 2000.

WACQUANT L., *Les prisons de la misère*, éditions Raison d'agir, Paris, 1999.

WEBER M., *Sociologie du droit*, éditions PUF, Paris, 2007 (1986).

WEBER M., *Économie et Société*, éditions Plon, Paris, 1995 (1922).

WEBER M., *Economia e società*, edizione Comunità, Milano, 1974 (1922).

WEINSTOCK D., « Démocratie et délibération », *Archives de Philosophie*, 63, 2000.

Actes de colloques

« Le jury face au droit pénal moderne », *Travaux de la III^e journée d'études juridiques, J. Dabin (19-20 mai 1967)*, Bibliothèque de la Faculté de droit de l'université catholique de Louvain, éditions Bruylant, Bruxelles, 1967.

Travaux de l'institut de sciences criminelles de Poitiers, éditions Cujas, Vol. XVII, Paris, 1997. « Le jury dans le procès pénal au XXI^e siècle », *Revue Internationale de Droit Pénal*, Conférence internationale, Syracuse, 26-29 mai 1999, éditions Erès, Paris, 2001.

Articles de presse, rapports, codes et lois

« André Gide et le droit de punir », in *La plume et la parole*, Mélanges offerts à Roger Merle, éditions Cujas, Paris, 1993.

CEPJ, Rapport 2010 (chiffres 2008), *Systèmes judiciaires européens, efficacité et qualité de la justice*, consultable en ligne :
http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/evaluation/2010/2010_pays_comparables.pdf.

Cifre della Giustizia italiana (chiffres de la Justice italienne), consultable en ligne :
<http://giustiziaincifre.istat.it>.

Citoyen juré, guide à l'usage des jurés.
http://www.cdad-moselle.justice.fr/article.php3?id_article=243.

Code Pénal, 100^e édition, éditions Dalloz, Paris, 2003.

Code de Procédure Pénale, éditions Dalloz, Paris, 2003.

Codice penale e di procedura penale e leggi complementari, edizione giuridiche Simone, Napoli, 2006.

Costituzione della Repubblica Italiana (1947), edizione UTET, Torino, 2006.

« Istat, la metà degli italiani è ferma alla licenza media », *La Repubblica*, 14 avril 2008.

Legge n°287 del 10 aprile 1951.

Les chiffres clefs de la Justice française, consultable en ligne :
http://www.justice.gouv.fr/art_pix/1_stat_chiffrescles09_20091116.pdf

Service des affaires européennes du Sénat, Division des études de législation comparée, « La participation des citoyens aux décisions des tribunaux criminels », in *Les documents de travail du Sénat*, série L.C. n°13, février 1996.

WIEVORKA M., « La sociologie doit penser « global » », *Le Monde*, 12 mai 2006.

Films et vidéos

LUMET S., Douze hommes en colère, 1952.

Vidéo de formation des jurés français disponible en ligne à l'adresse suivante :
<http://www.vos-droits.justice.gouv.fr/index.php?rubrique>.

Table des matières

REMERCIEMENTS	3
PLAN.....	5
INTRODUCTION.....	6
 CONSTRUCTION DE L'OBJET DE RECHERCHE	14
1 - Fondements théoriques et disciplinaires	15
L'interdisciplinarité	17
La sociologie du droit	19
Qu'est-ce que la sociologie du droit ?	24
Histoire de la sociologie du droit.....	32
Méthodologie, champs de recherches actuelles et perspectives.....	39
La sociologie compréhensive	49
Les paradigmes de la société et de l'individu	49
L'interactionnisme et la microsociologie	53
Georg Simmel	54
Erving Goffman et l'ordre de l'interaction.....	56
2 - La comparaison internationale : pourquoi comparer ? Comment comparer ? Quelle méthodologie choisir ?	63
Conditions préalables	64
Le choix d'un cadre théorique et d'une méthode de comparaison	68
Limites et difficultés de la comparaison	73
3 - Problématique et hypothèses	75
Problématique.....	76
Hypothèses	79
Première série d'hypothèses	79
Deuxième série d'hypothèses.....	79
Troisième série d'hypothèses	81
Synthèse.....	82
 PREMIERE PARTIE : LE JURY POPULAIRE EN FRANCE ET EN ITALIE, L'EXPLORATION D'UNE COMPARAISON	83
CHAPITRE 1 : UNE MÊME INSTITUTION, DEUX PAYS, DEUX CONTEXTES	84
1 - Les contextes de la recherche	84
L'État, la justice et la société.....	85
Les rapports entre État et justice	86
La société et la politique.....	92
Procès criminel et procédure pénale	96
Modèle inquisitoire contre modèle accusatoire	97
En France	99
En Italie	103
2 - Le jury populaire en France et en Italie.....	109
Les fondements historiques	109
En France	109
En Italie	111
Les modalités actuelles de fonctionnement	113
En France	113
En Italie	116
3 - Études antérieures sur le jury populaire	118
Études françaises et italiennes	119
Le jury populaire français	119
Le jury populaire italien	122
Études anglo-saxonnes	125
Synthèse.....	127

CHAPITRE 2 : D'UNE SALLE D'AUDIENCE À L'AUTRE. RETOUR SUR LES TERRAINS ET LA MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE.....	128
1 - L'approche socio-anthropologique.....	131
Le regard de l'ethnologue.....	132
Le chercheur, cet « étranger ».....	133
Subjectivité et sensibilité du chercheur face au terrain étranger.....	136
La découverte d'une autre culture.....	138
Les biais inhérents à cette approche.....	139
Les risques de la subjectivité du chercheur.....	140
Les difficultés de langage et de traduction.....	142
2 - Les terrains de la recherche.....	144
L'accès et l'entrée sur le terrain.....	144
En France.....	144
En Italie.....	146
Le rapport au terrain.....	147
Le drame de la cour d'assises.....	147
Savoir négocier sa place.....	149
Le statut du chercheur sur le terrain.....	150
3 - Les méthodes d'enquête.....	151
Les observations.....	154
La révision de la liste de session.....	154
En salle d'audience.....	156
En salle des délibérations et dans d'autres lieux épars.....	158
Les entretiens.....	159
Nécessité et difficultés de l'entretien.....	159
La confiance dans la parole des acteurs.....	160
La « réalité » de la parole des acteurs : comment y accéder ?.....	162
La réalisation des entretiens en France.....	163
La réalisation des entretiens en Italie.....	165
Synthèse.....	168
Conclusion partie.....	169

DEUXIEME PARTIE : UNE IMMERSION CONCRETE DANS L'EXPERIENCE PROFANE DE L'ACTE DE JUGER170

CHAPITRE 1 : LE « MONDE SOCIAL » DE LA JUSTICE.....	172
1 - Description des lieux.....	173
En France.....	173
Le palais de justice de Lyon : les 24 colonnes de Baltard.....	173
La salle d'audience et la salle des délibérations.....	174
En Italie.....	176
Le palais de justice de Milan : une architecture imposante.....	176
La salle d'audience et la salle des délibérations.....	179
2 - Interactions et éléments constitutifs du cadre théâtral.....	181
Organisation et fonctionnement du jeu interactionnel.....	181
L'espace et le temps.....	185
Le geste et la parole judiciaires.....	190
3 - Le rituel judiciaire.....	196
Les acteurs.....	196
Les professionnels : les officiants.....	197
Les profanes : l'accusé et le public.....	200
Ce que le rituel judiciaire nous apprend.....	202
Une approche sensible de la justice.....	202
Regards sociologiques sur le procès.....	204
Rituel français, rituel italien.....	205
Synthèse.....	208
CHAPITRE 2 : ETHNOGRAPHIE D'UNE SESSION DE COUR D'ASSISES.....	209
1 - La révision de la liste de service du jury de session.....	209
En France.....	210
Déroulement et interactions.....	210
Ce qu'en pensent les acteurs.....	222
En Italie.....	224
Déroulement et interactions.....	224
Ce qu'en pensent les acteurs.....	229

2 - L'audience criminelle.....	231
En France.....	232
L'audience et ses acteurs.....	232
Relations et interactions entre jurés et magistrats.....	244
En Italie.....	254
L'audience et ses acteurs.....	254
Relations et interactions entre jurés et magistrats.....	266
3 - Les délibérations	272
En France.....	273
Déroulement et organisation du délibéré.....	273
Interactions et rapports entre jurés et magistrats	278
En Italie.....	286
Déroulement et organisation du délibéré.....	286
Interactions et rapports entre jurés et magistrats	291
Synthèse.....	300
Conclusion partie.....	301
 TROISIEME PARTIE : LE JURY POPULAIRE AUJOURD'HUI, UNE INSTITUTION MODERNE CAPABLE DE CREER DU LIEN SOCIAL EN DEMOCRATIE ?... ..	302
CHAPITRE 1: LA DIMENSION SOCIALISANTE DU JURY POPULAIRE.....	304
1 - La formation du « groupe restreint »	306
Qu'est-ce que le groupe restreint ?	306
L'apparition d'un « noyau » : impact sur le groupe.....	312
2 - De la socialisation à la sociabilité	319
Effets de la sociabilité sur le groupe	321
Effets de la sociabilité sur l'individu	325
3- Une expérience aux multiples facettes	327
En France.....	328
Enseignements individuels et collectifs.....	328
Enseignements sur la justice et le droit	332
En Italie.....	333
Enseignements individuels et collectifs.....	333
Enseignements sur la justice et le droit	335
Synthèse.....	337
CHAPITRE 2 : LE JURY POPULAIRE, UNE INSTITUTION DEMOCRATIQUE « UTILE » ?.....	338
1 - Une institution « utile » pour les acteurs	339
L'acte de juger et le sens commun.....	339
Ce que juger fait aux jurés.....	341
Les apports d'un jugement de « sens commun ».....	343
Les processus de reconnaissance à l'œuvre.....	347
Les deux formes de reconnaissance.....	348
La reconnaissance produite et vécue par les jurés.....	351
2 –Jury populaire et démocratie : pertinence des liens et enjeux actuels.....	355
Démocratie participative, démocratie délibérative.....	356
Renouveler la démocratie, créer du lien social	359
3 – Culture juridique, culture, mœurs démocratiques et citoyenneté.....	363
Définition des notions de culture et culture juridique	363
Esquisse d'une approche des mœurs démocratiques.....	364
Synthèse	367
Conclusion partie.....	368
 CONCLUSION.....	369
Résultats de la comparaison	370
Le déplacement des enjeux politiques et juridiques du jury	373
La dimension socialisante du jury populaire	376
Une institution « bonne » pour nos démocraties.....	377
L'avenir du jury populaire	377

BIBLIOGRAPHIE.....	380
OUVRAGES ET ARTICLES	380
ACTES DE COLLOQUES	398
ARTICLES DE PRESSE, RAPPORTS, CODES ET LOIS	397
FILMS ET VIDEOS	398
 TABLE DES MATIERES	 399
 ANNEXES	 403
FRANCE.....	403
ANNEXE 1 : ECHANTILLONNAGE.....	403
ANNEXE 2 : CANEVAS D'ENTRETIEN.....	405
ANNEXE 3 : ROLES DE LA COUR D'ASSISES, CONVOCATION.....	407
ANNEXE 4 : PHOTOS.....	415
ITALIE.....	419
ANNEXE 1 : ECHANTILLONNAGE.....	419
ANNEXE 2 : CANEVAS D'ENTRETIEN.....	421
ANNEXE 3 : SERMENT, CONVOCATION, ROLES DE LA COUR D'ASSISES.....	423
ANNEXE 4 : PHOTOS.....	432

ANNEXES

France

Annexe 1 : échantillonnage

Céline, 27 ans, commerciale, vit en concubinage, juré en janvier 2003, cour d'assises du Rhône, 3 affaires.

Colette, 36 ans, agent du trésor public, mariée, trois enfants, juré en avril 2002, cour d'assises du Rhône, 3 affaires (dont le procès Dils).

Estelle, 37 ans, directrice artistique, mariée, juré en janvier 2003, cour d'assises du Rhône, 3 affaires.

François, 47 ans, vendeur, marié, deux enfants, juré en 1992, cour d'assises du Rhône, 9 affaires.

Martin, 51 ans, vétérinaire, marié, juré en 1997, cour d'assises de la Drôme, 1 affaire.

Isabelle, 42 ans, éducatrice, mariée, juré en 2001, cour d'assises du Rhône, 4 affaires.

Jacqueline, 60 ans, secrétaire de direction, mariée, juré en 1984, cour d'assises du Rhône, 5 affaires.

Laurence, 40 ans, serveuse, mariée, juré en avril 2002, cour d'assises du Rhône, 3 affaires (dont le procès Dils).

Léopold, 42 ans, électricien, marié, juré en avril 2002, cour d'assises du Rhône, 2 affaires (dont le procès Dils).

Marie, 55 ans, clerc de notaire, célibataire, juré en avril 2002, cour d'assises du Rhône, 3 affaires (dont le procès Dils).

Michel, 55 ans, employé de caisse d'épargne, marié, juré en janvier 2003, cour d'assises du Rhône, 3 affaires.

Stéphanie, 28 ans, chargée d'étude, vit en concubinage, juré en janvier 2003, cour d'assises du Rhône, 3 affaires.

Annie, 43 ans, directrice des ressources humaines, mariée, juré en mars 2004, 4 affaires.

Florence, 36 ans, médecin urgentiste, célibataire, juré en mars 2004, 4 affaires.

Backrham, 33 ans, institutrice, mariée, juré en mars 2004, 4 affaires.

Maurice, 61 ans, retraité, marié, juré en mars 2004, 3 affaires.

Paul, 45 ans, orthophoniste, célibataire, juré en mars 2004, 3 affaires.

Bernadette, 64 ans, retraitée, mariée, juré en mars 2004, 4 affaires.

Philippe, 42 ans, cadre, marié, juré en mars 2004, 2 affaires.

Nelly, 35 ans, cadre, mariée, juré en mars 2004, 3 affaires.

Stéphane, 39 ans, cadre commercial, marié, juré en mars 2004, 3 affaires.

Serge, 37 ans, chômeur, marié, juré en mars 2004, 4 affaires

Josiane, 62 ans, retraité, mariée, juré en mars 2004, 2 affaires.

Annexe 2 : canevas d'entretien

AVANT... CONCERNANT LA PÉRIODE ANTÉRIEURE À VOTRE EXPÉRIENCE DE JURÉ :

- Quelle connaissance aviez-vous de la justice, de la cour d'assises et du jury populaire ?
- Quelles ont été votre réaction, vos premières pensées lorsque vous avez été appelé à être juré ?
- Qu'avez-vous pensé de l'accueil des jurés et de la projection de la vidéo ?

PENDANT... CONCERNANT LA PÉRIODE OÙ VOUS AVEZ SIÉGÉ EN TANT QUE JURÉ :

L'audience :

- Qu'avez-vous pensé des débats ?
- Quel regard portiez-vous sur les acteurs du procès ?
- Qu'avez-vous pensé de l'ambiance des affaires que vous avez été amené à juger ? Y avait-il des différences d'une affaire à l'autre ?

Relations et interactions avec les autres acteurs :

- Quelles relations aviez-vous avec les autres jurés ?
- Quelles relations aviez-vous avec les magistrats ?
- Quelle était l'ambiance dans la salle de délibérations lorsque vous vous y retrouviez chaque matin et à chaque levée de session ?
- Entre jurés, quels étaient les sujets de discussion ?

Lors du délibéré :

- Quelle était l'ambiance lors des délibérés ?
- Comment se passaient les débats qui précédaient le vote ?
- Quel était le rôle du président et des assesseurs ?
- Quel était votre sentiment une fois la culpabilité et la peine décidés ?

APRÈS... BILAN PERSONNEL DE L'EXPÉRIENCE DE JURÉ.

- Comment qualifieriez-vous, a posteriori, cette expérience ?
- Qu'en avez-vous retiré sur un plan personnel ?
- Quel regard avez-vous à présent sur la justice ?

- Quelles critiques feriez-vous au système ayant vous-même participé au jury ?

Âge

Profession

Situation familiale

Quand avez-vous été juré ?

Dans combien d'affaires avez-vous siégé ?

Avez-vous été récusé ? Si oui, combien de fois ?

Annexe 3 : rôles de la cour d'assises, convocation

COUR D'ASSISES DU DEPARTEMENT DU RHONE

TEL : 04.72.77.30.70.
FAX : 04.78.42.83.26.

Session ordinaire du troisième trimestre 2002
Du Lundi 23 septembre 2002 au Vendredi 18 octobre 2002

Date des fixations des affaires	Noms et Prénoms des accusés et des Parties Civiles	Accusations	Ministère Public	Défense
---------------------------------	--	-------------	------------------	---------

Lundi 23 septembre 2002 à 9 H 00 : Révision de la liste de service du Jury de Session

Lundi 23 septembre 2002 à 13 H 30	TOKATIAN Noëlle	Empoisonnement.	M. RICARD Substitut Général	Me CASTELLI
Mardi 24 septembre 2002 à 9 H 30	1) DIDI Abdelhak 2) THOMAS Nicolas Parties Civiles : - Consorts BOYAUD	Vol avec arme, séquestration, escroquerie.	M. BONPAIN Substitut Général	Me DEBRAY Me DEBBAH Me ARFI
Mercredi 25 septembre 2002 à 9 H 30	DUPUY Grégory Parties Civiles : - Mme Frédérique DUBOST représentante légale de Julie GAIZZO - Fonds de Garantie	Viol sur personne particulièrement vulnérable.	M. REYNAUD Substitut Général	Me CHEBBAH Me SAUVAYRE
Jeudi 26 et Vendredi 27 septembre 2002 à 9 H 30	MOREL Alain	Violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner, en état de récidive légale.	M. ETIENNE Substitut Général	Me ABAD
Lundi 30 septembre 2002 et Mardi 1er octobre 2002 à 9 H 30	BENAZZOUZ Abdelkader Parties Civiles : 1) Mlle Anaïs COMBE 2) Mlle Marie-Laure RAMUET	Viols sous la menace d'une arme, viol, vol.	M. RAYBAUD Avocat Général	Me MALIBA Me FILLIOUD Me GIOUD
Mercredi 2, Jeudi 3 et Vendredi 4 octobre 2002 à 9 H 30	1) DIAZ François 2) NOGUIER Philippe Parties Civiles : 1) M. Moïse ONANINA 2) LA POSTE 3) Mmes VIGNAND et BOURBON	Vols avec arme, vols avec dégradation, vol.	X	Me PAILLARET Me MORTIMORE Me LONGUET Me BRULIN-LANG Me PALAZZOLO
Lundi 7, Mardi 8 et Mercredi 9 octobre 2002 à 9 H 30	1) CIURLEO Stéphane 2) COMANDE David Parties Civiles : - Consorts MARTINS RUFO	Tentatives de meurtres (1), entrave à saisine de la justice (2).	X	Me AMRAM Me MORTIMORE Me BURDEYRON
Jeudi 10 et Vendredi 11 octobre 2002 à 9 H 30	1) BENHAMED Omar 2) BARHOUMI Oualid Partie Civile : - M. Jacques RUCHON	Vol avec arme, séquestration, violences avec arme en état de récidive légale.	M. PONSARD Avocat Général	Me DEBRAY Me SAUVAYRE Me BONNARD F.
Du lundi 14 au Vendredi 18 octobre 2002 à 9 H 30	HURLET Jean-Christophe Parties Civiles : - M. Henri RIVIERE - Mme Monique RIVIERE - Mme Danièle RIVIERE épouse. COUDE du FORESTO	Meurtre.	M. COSTE Avocat Général	Mes FORT et PELLETIER Mes IMBERT et FERRAN

COUR D' ASSISES DU DEPARTEMENT DU RHONE

TEL : 04.72.77.30.70.
FAX : 04.78.42.83.26.

Session ordinaire du premier trimestre 2003
Du Lundi 13 Janvier 2003 au Vendredi 31 Janvier 2003

Date de fixation des affaires	Noms et Prénoms des accusés et des Parties Civiles	Accusations	Ministère Public	Défense
-------------------------------	--	-------------	------------------	---------

Lundi 13 Janvier 2003 à 9 H 00 : Révision de la liste de service du Jury de Session

Lundi 13 Janvier 2003 à 13 H 30	INTERETS CIVILS			
Mardi 14 et Mercredi 15 Janvier 2003 à 9 H 30	1) OUBEDDA Myriam 2) BENCHAAAR Salim <u>Partie Civile :</u> - Mme Josiane LOUP	Vol avec violence, meurtre ayant pour objet de faciliter un délit ou de favoriser la fuite ou assurer l'impunité de l'auteur, recel de criminel.	M. COSTE Avocat Général	Me DEBRAY Me H. BANBANASTE Me SABATIER Me REMIZE
Jeudi 16 et Vendredi 17 Janvier 2003 à 9 H 30	KHERMICHE Ali <u>Partie Civile :</u> - Mlle Amel KHERMICHE	Assassinat.	M. ROUSSEL Avocat Général	Me JALLOT Me PREVOT-SAILLER
COUR D' ASSISES DES MINEURS				
Lundi 20 et Mardi 21 Janvier 2003 à 9 H 30	G..... M..... <u>Parties Civiles :</u> - Mme Nadia MAGNIN - M. Gérard MAGNIN	Vol avec violences ayant entraîné la mort, violences commises pour favoriser la fuite ou assurer l'impunité de l'auteur du vol, vol.	M. PIETTON Substitut Général	Me SCREVE Me DENARD Me DENARD
Mercredi 22, Jeudi 23 et Vendredi 24 Janvier 2003 à 9 H 30	1) HASNI Choukri 2) LAVIGNE Pascal <u>Partie Civile :</u> - Mlle Naïma LAOUDI	Vol avec arme.	M. DAGES-DESGRANGES Substitut Général	Me DJOUDI Y. Me CASTELLI Me CHOURLIN O. Me PEYRON Franck
Lundi 27 Janvier 2003 à 9 H 30	PEIXOTO Adriano <u>Partie Civile :</u> - Mlle Nathalie COGNAT	Viols avec arme en état de récidive légale.	M. BONPAIN Substitut Général	Me BONTEMS Me CHAZELLE
Mardi 28 et Mercredi 29 Janvier 2003 à 9 H 30	BLANC Jean-Pierre <u>Parties Civiles :</u> 1) Mme Rebah HAMMAMI 2) Mme Aïcha ERRAHMOUNI	Viols.	M. RICARD Substitut Général	Me LUCIANI Me NABUCET Me PICOT
Jeudi 30 et Vendredi 31 Janvier 2003 à 9 H 30	DI STURCO Antoine <u>Parties Civiles :</u> 1) Mlle Marilynne ARNAUD 2) M. Philippe ARNAUD 3) Mme Nicole ARNAUD 4) Mlle Clarisse PETIT	Viols sur mineures de 15 ans par personne ayant autorité.	Mme HUGO Substitut Général	Me CASTELLI Me PICOT Me PICOT Me PICOT Me REVELLIN

COUR D' ASSISES DU DEPARTEMENT DU RHONE

TEL : 04.72.77.30.70.

FAX : 04.78.42.83.26.

Session supplémentaire du premier trimestre 2003

Du Lundi 17 février 2003 au Vendredi 7 mars 2003

Date de fixation des affaires	Noms et Prénoms des accusés et des Parties Civiles	Accusations	Ministère Public	Défense
-------------------------------	--	-------------	------------------	---------

Lundi 17 février 2003 à 9 H 00 : Révision de la liste de service du Jury de Session

Lundi 17 février 2003 à 13 H 30 et Mardi 18 février 2003 à 9 H 30	DUPUY Christian <u>Parties Civiles :</u> 1) Mme Maryse DUPUY 2) Mlle Céline DUPUY	Viol avec arme par ascendant, agressions sexuelles sur mineure de 15 ans par ascendant.	M. REYNAUD Substitut Général	Me DEL VECCHIO ZINSCH Me FRERY Me FRERY
Mercredi 19, Jeudi 20 et Vendredi 21 février 2003 à 9 H 30	1) LOUIS ETIENNE Johnny 2) ZOUAOUI Farid 3) MARCON Julien <u>Partie Civile :</u> - Mme DE LARA LACERDA Célia	Viols en réunion (1,2), vol en réunion ayant entraîné plus de 8 jours d'I.T.T. (1,2,3), complicité de viol en réunion (3).	M. PONSARD Avocat Général	Me PILOIX P.L. Me PILOIX P.L. Me JABOULAY Me NABUCET

<u>COUR</u>	<u>D' ASSISES DU DEPARTE-</u>	<u>MENT DU RHONE</u>	<u>STATUANT</u>	<u>EN APPEL</u>
Lundi 24, Mardi 25 février 2003 à 9 H 30	GUERINOT Brigitte <u>Partie Civile :</u> - M. NAMBOTIN Guy	Tentatives d'assassinats.	M. PIETTON Substitut Général	Me LUCIANI Me CORIOLAND
Mercredi 26, Jeudi 27 et Vendredi 28 Février 2003, Lundi 4, Mardi 5, Mercredi 6 mars 2003 à 9 H 30	BELKACEM Jamila <u>Parties Civiles :</u> -Consorts BRUNET	Assassinat, escroqueries.	M. ROUSSEL Avocat Général	Me CASTELLI Me ROBERT

Jeudi 6 et Vendredi 7 mars 2003 à 9 H 30	CHAABOUNI Abdallah <u>Partie Civile :</u> - Mme Najet GSOUMA	Assassinat.	M. ETIENNE Substitut Général	Me PHILIP DE LABORIE Me ABAD
--	--	-------------	---------------------------------	--

COUR D' ASSISES DU DEPARTEMENT DU RHONE

TEL : 04.72.77.30.70.
FAX : 04.78.42.83.26.

Session supplémentaire du quatrième trimestre 2002 Du Mardi 12 novembre 2002 au Vendredi 6 décembre 2002

Date de fixation des affaires	Noms et Prénoms des accusés et des Parties Civiles	Accusations	Ministère Public	Défense
Mardi 12 novembre 2002 à 9 H 00 : Révision de la liste de service du Jury de Session				
Mardi 12 novembre 2002 à 13 H 30 et Mercredi 13 novembre 2002 à 9 H 30	BOUGHANEMI Hasane Parties Civiles : 1) M. Remy BURDY 2) Mme Christiane MORNAY épouse BURDY 3) M. Youri FRECHET 4) Mme Doris FRECHET	Violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner.	M. BONPAIN Substitut Général	Me DOVEZ Me SABATIER Me SABATIER Me DUSSART-HAAG
Jeudi 14 et Vendredi 15 novembre 2002 à 9 H 30	CHARCOSSET André Parties Civiles : 1) Mme Corinne CHARCOSSET 2) Mlle Stéphanie CHARCOSSET 3) Madame Sandrine CHARCOSSET épouse VOISIN	Viols sur mineurs de 15 ans par ascendant légitime, viol.	M. BAGES-DESGRANGES Substitut Général	Me GUYENARD Me DAMIANO Me MINODIER Me MINODIER
Lundi 18 novembre 2002 à 9 H 30	MORAIS Adelfino Partie Civile : - Mlle Céline MORAIS	Viols et agressions sexuelles sur mineure de 15 ans par ascendant, viols et agressions sexuelles par ascendant.	M. RAYBAUD Avocat Général	Me SAYN Me BERGER-BONAMOUR
Mardi 19 et Mercredi 20 novembre 2002 à 9 H 30	1) DIOT Joffrey 2) MORALES Nélicia	Violences habituelles sur mineur de 15 ans ayant entraîné la mort (1), omission d'empêcher la commission d'un crime contre l'intégrité corporelle de la personne (2).	M. PIETTON Substitut Général	Me NEKAA Me BAICHE
Jeudi 21 et Vendredi 22 novembre 2002 à 9 H 30	MASSE Guillaume Parties Civiles : 1) Mme Emmanuelle LEZIN 2) M. Lionel LEZIN 3) M. Samuel DUPONT	Meurtre.	M. RICARD Substitut Général	Me SAUVAYRE Me BANBANASTE H.
Lundi 25 et Mardi 26 novembre 2002 à 9 H 30	FAUCONNET Didier Parties Civiles : 1) Mme Martine BENGUENNA BISSOLOTTI 2) Mlle Sonia BENGUENNA 3) Fonds de Garantie	Viols sur mineure de 15 ans.	Mme HUGO Substitut Général	Me GIUDICELLI Me JOLY
Mercredi 27, Jeudi 28 et Vendredi 29 Novembre 2002 à 9 H 30	SIMOES Philippe Parties Civiles : 1) M. Idir MANKOUR 2) M. Islem TAIBI 3) Mme Josette TAIBI 4) Mlle Lydia KHEMLICHE 5) Camoeta DEHARA 6) Mme Suzanne TUFFERY 7) M. Jean-Pierre ALCARAZ 8) M. Jean-Robert TAIBI 9) Mlle Anne-Cécile TAIBI	Assassinat, tentative d'assassinat.	M. COSTE Avocat Général	Mes NEKAA et THEVENET Me LALLIARD Me LALLIARD Me SAUVAYRE Me BROSSEAU Me LAVOCAT Me HUET Me HUET Me HUET
Lundi 2 décembre 2002 à 9 H 30	LASRY Salomon Partie Civile : - Mlle Joëlle AOREY	Viol sur mineure de 15 ans.	M. REYNAUD Substitut Général	Me LEVY-ALLALI Me PICOT

COUR	D'ASSISES DU DEPARTEMENT DU	RHONE STATUANT EN	APPEL	
les : Mardi 3 et Mercredi 4 décembre 2002 à 9 H 30	CALLOT Pierre Parties Civiles : 1) M. et Mme José COELHO 2) Mme Violente MARTINAND 3) Mlle Tadiana MARSEGUERRA	Tentative de viol, viols et agressions sexuelles sur mineurs de 15 ans, viols sur mineurs de 15 ans.	M. ROUSSEL Avocat Général	Me BANBANASTE H. Me BLOJSE Me BERENGER Me GOSSWEILER

Jeudi 5 et Vendredi 6 décembre 2002 à 9 H 30	GANI Rachid Parties Civiles : 1) Mme Christine DESFOSSEZ 2) Mlle Anne-Laure CONVERT	Viol en état de récidive légale, tentatives de viols en état de récidive légale.	M. PONSARD Avocat Général	Me GUYENARD Me GAZZO Me COLOMB
--	--	--	------------------------------	--

COUR D'APPEL DE LYON

**COUR D'ASSISES DU DEPARTEMENT DU RHONE
69321 LYON CEDEX 1**

**Le Président de la Cour d'Assises
du Département du RHONE**

à

**Mme, Mr
Juré**

Madame, Monsieur,

**Vous venez de recevoir une "CITATION" à comparaître en qualité de
JURE.**

**Ainsi que cette citation l'indique, vous devez vous présenter, le
Lundi 13 Janvier 1992 à neuf heures précises, à la Cour d'Assises du
RHONE, Palais de Justice de LYON, Place Paul Duquaire (Quai de Saône).**

**La citation que vous avez reçue porte un numéro dans la première
case à gauche du tableau :**

1er cas : Votre citation comporte un numéro seul :

**Vous êtes Juré Titulaire, ce qui signifie que vous devrez vous
présenter à 13 H 30 précises au début de chaque nouvelle affaire, et ce
durant toute la session, dont le rôle vous sera remis le premier jour.**

**La session à laquelle vous allez participer va se dérouler du
Lundi 13 Janvier 1992 au Vendredi 31 Janvier 1992 inclus.**

**Il importe que vous preniez toutes dispositions pour être
disponible pendant toute cette période, votre présence étant
indispensable.**

**Cependant, j'attire votre attention sur le fait que neuf jurés
seulement sont tirés au sort au début de chaque affaire et que ceux dont
le nom n'a pas été tiré peuvent disposer de leur temps jusqu'à l'affaire
suivante.**

T.S.V.P.../...

Si toutefois vous êtes dans l'impossibilité de remplir vos fonctions pour raison médicale, je vous prie de m'en aviser par lettre et d'y joindre tous certificats utiles.

Dans l'hypothèse où vous vous trouveriez dans l'impossibilité d'exercer vos fonctions pour une autre raison, il vous sera loisible, lors de votre venue à la Cour, de demander à celle-ci de vous en dispenser. La production de justificatifs sera utile à la Cour pour se prononcer sur la légitimité de l'excuse invoquée.

Pendant la durée de la session, votre employeur peut vous retenir le montant de vos rémunérations pour la durée de votre absence. Dans ce cas, en fin de session, celui-ci vous établira une attestation de perte de salaire mentionnant le nombre d'heures perdues. Au vu de cette attestation, vous serez indemnisé.

Vous percevrez par jour de présence une indemnité forfaitaire indépendante de la perte de salaire, d'un montant de 295,52 F ; vos frais de transport vous seront remboursés dans les conditions qui vous seront expliquées en détail lors de votre arrivée à la Cour.

2ème cas : Votre citation comporte un numéro et la mention "Suppléant"

Vous êtes Juré Suppléant, c'est-à-dire que vous ne serez appelé à siéger que dans le cas où le nombre des jurés titulaires présents serait inférieur à VINGT TROIS.

Vous devez cependant vous présenter à la Cour d'Assises aux jour et heure indiqués au début de la présente lettre.

Vous serez indemnisé dans les mêmes conditions que des Jurés titulaires, et toutes explications utiles vous seront données à votre arrivée à la Cour.

Comptant sur votre présence, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma parfaite considération.

Le Président de la Cour d'Assises



P.S. Une association d'anciens jurés et un groupe de recherche sur la fonction de juré vont prendre contact avec vous prochainement par lettre. Chacune de ces organisations va vous inviter à une séance d'information sur les fonctions de Juré.

J'attire votre attention sur le fait que ces deux organisations ont un caractère purement privé, qu'elles ne relèvent pas du Ministère de la Justice et votre assistance à ces séances de formation est facultative.

DÉPARTEMENT

Assises du 1^{er} trimestre de 1932

ou Rhône

CITATION

L'AN 19 91 et le 28 du mois de NOVEMBRE
d RHONE résidant à LYON
à la requête de M. le Préfet du département
titre 267 du Code de procédure pénale, nous agissant en vertu des ordres de nos chefs, notifions à M. consieur
gendarme-sousigné, délégué à la brigade de Commissariat de VENIS LEUX
(indiquer ici Monsieur, Madame ou Mademoiselle)

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	DATE DE NAISSANCE	LEU DE NAISSANCE	QUALIFICATION	DEMEURE
31		05/12/1935	LYON 7 ^e (69)		

le présent extrait de la liste des jurés appelés à concourir à la formation du jury, pour la session des assises qui s'ouvrira à LYON
le 13 Janvier 1932, ladite liste formée conformément aux articles 259 à 266 du Code de procédure pénale et comprenant le juré ci-dessus désigné.
Ce faisant, nous citons M. à se rendre, le jour précité, à 9 heures précises, au Palais de Justice
de la ville de LYON, l'informant que, faute par lui de s'y trouver, il sera condamné à l'amende prévue par l'article 288 du
Code de procédure pénale.

La durée prévisible de la session des assises est de 19 jours (voir acte ci-joint)
Et pour que le juré dénommé ci-dessus ne l'ignore, nous lui avons remis la présente citation en parlant à lui.

la quel a signé l'original.
COMMISSARIAT DE POLICE fait à VENIS LEUX le 28/11/1931.

9, avenue Marcel Houll
69200 VENISIEUX
Téléph. 22 50 04 74

Signature

Signature



NOTA. — L'éloignement du département où le jury doit se réunir est une cause d'excuse que peut faire valoir tout juré qui n'y habite plus ou qui ne s'y trouve pas. L'intéressé doit en référer au chef du Parquet de la Cour d'Assises et attendre un nouvel ordre avant de répondre à la citation.
ARTICLE 288 du Code de procédure pénale (extrait). — Tout juré qui, sans motif légitime, n'a pas défilé à la citation qui lui a été notifiée est condamné par la Cour à une amende, laquelle est, pour la première fois de 100 F., la Cour ayant la faculté de la réduire de moitié, pour la seconde fois de 200 F. et pour la troisième fois de 500 F.
Les peines portées au présent article sont applicables à tout juré qui, même ayant défilé à la citation, se retire, avant l'expiration de ses fonctions, sans une excuse jugée valable par la Cour.
ATTENTION. — Les jurés peuvent prétendre aux indemnités prévues par les articles R139 et suivants du Code de procédure pénale.

ORDONNANCE DE TAXE

Taxe, sur sa réquisition, à M.

d

canton d

arrondissement d

juré, domicilié dans la commune

- 1° Pour indemnité de session journée . la somme de
- 2° Pour indemnité de séjour journée . celle de
- 3° Pour indemnité de voyage kilomètres parcourus, celle de

Soit au total la somme de

CERTIFICATION

Nous, Greffier, après avoir vérifié la réalité de la dette et procédé aux redressements nécessaires, certifions le montant du présent état à la somme de (en toutes lettres) :

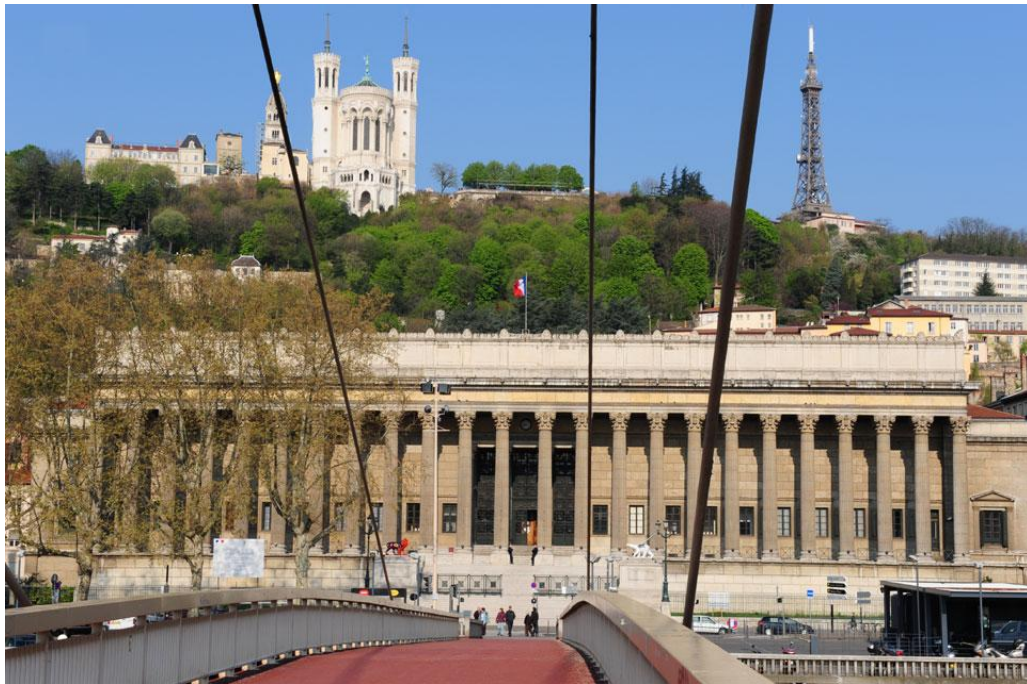
Cette somme sera payée comme frais de justice criminelle, correctionnelle et de police, conformément aux dispositions des articles R 222 à R 235 du Code de Procédure Pénale.

Reçu le
Par chèque bancaire N°

Le Receveur de la Cour d'Appel de Lyon.

Signature.

Annexe 4 : photos



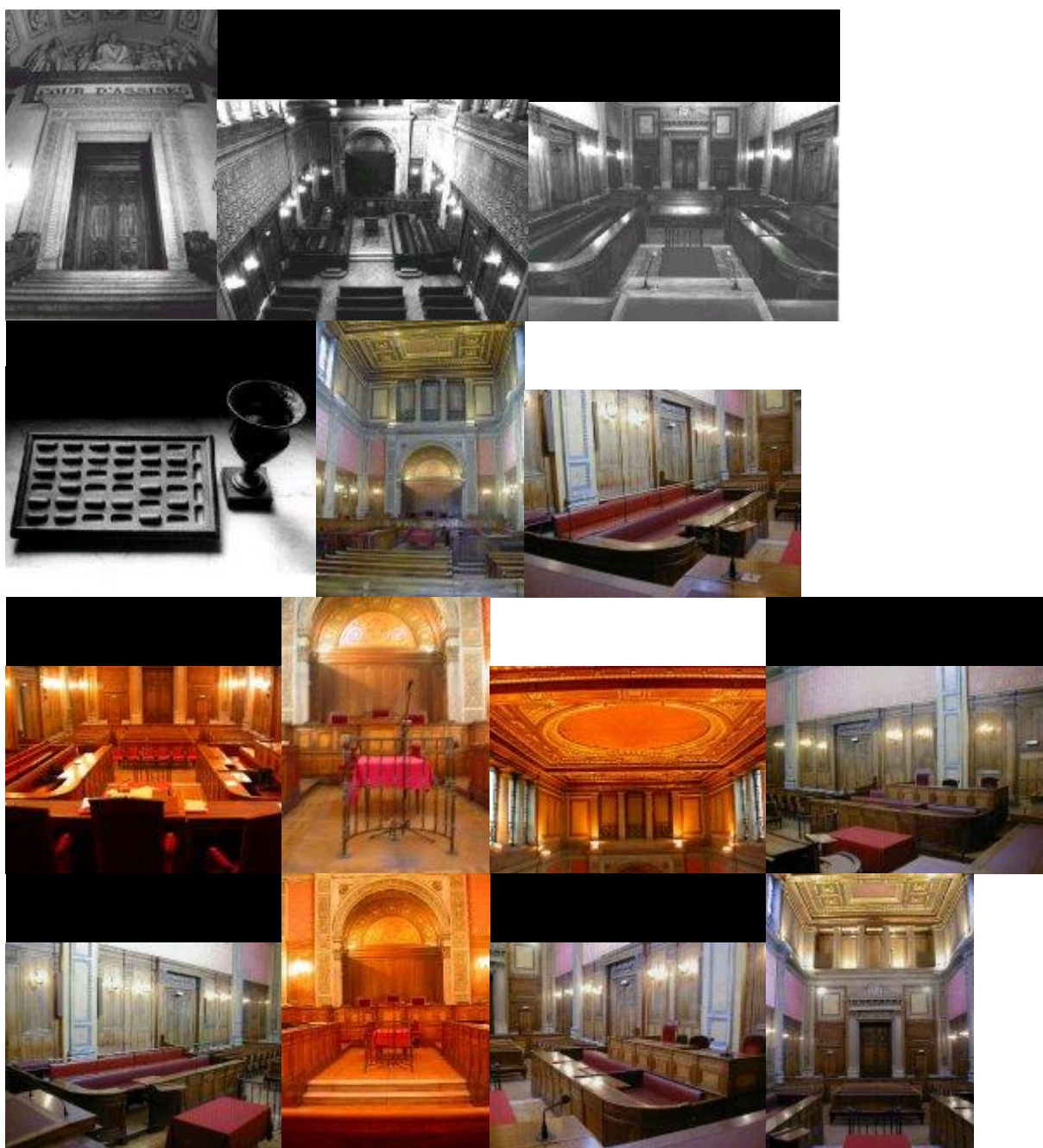
Les 24 colonnes



Les 24 colonnes



Les 24 colonnes



Intérieur de la salle d'audience de la cour d'assises



Intérieur de la salle d'audience de la cour d'assises

Italie

Annexe 1 : échantillonnage

Paolo, 45 ans, enseignant, marié, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de juin 2007.

Matteo, 48 ans, ouvrier, marié, un enfant, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de juin 2007.

Simona, 38 ans, commerçante, célibataire, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de juin 2007.

Caterina, 51 ans, employée, mariée, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de juin 2007.

Veronica, 37 ans, secrétaire, mariée, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de juin 2007.

Francesco, 55 ans, pharmacien, marié, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de juin 2007.

Marcello, 42 ans, chauffeur de bus, célibataire, juré suppléant à la cour d'assises de Milan à partir de juin 2007.

Alberto, 58 ans, divorcé, juré suppléant à la cour d'assises de Milan à partir de juin 2007.

Maria, 42 ans, aide-soignante, divorcée, juré suppléant à la cour d'assises de Milan à partir de juin 2007.

Lucio, 54 ans, architecte, marié, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de mars 2007.

Gianni, 46 ans, employé, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de mars 2007.

Laura, 35 ans, ouvrière, célibataire, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de mars 2007.

Paola, 57 ans, femme au foyer, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de mars 2007.

Luca, 38 ans, facteur, célibataire, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de décembre 2006.

Sabrina, 43 ans, commerçante, célibataire, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de décembre 2006.

Roberto, 51 ans, artisan, marié, juré titulaire à la cour d'assises de Milan à partir de septembre 2006.

Marco, 61 ans, artisan, marié, retraité, juré titulaire à la cour d'assises de Milan de septembre 2006.

Luisa, 40 ans, infirmière, juré titulaire à la cour d'assises de Milan de septembre 2006.

Sonia, 36 ans, fonctionnaire, juré titulaire à la cour d'assises de Milan d'octobre 2007.

Oreste, 65 ans, retraité, juré titulaire à la cour d'assises de Milan d'octobre 2007.

Giovanna, 60 ans, retraitée, juré titulaire à la cour d'assises de Milan d'octobre 2007.

Annexe 2 : canevas d'entretien

PRIMA... RISPETTO AL PERIODO ANTERIORE ALLA SUA ESPERIENZA DI GIURATO.

- Che conoscenza aveva lei della giustizia, della Corte d'Assise e della giuria popolare?
- Qual è stata la sua prima reazione di fronte alla chiamata a prendere parte alla Giuria popolare?
- Che cosa ha pensato della accoglienza dei giudici popolari il primo giorno?

DURANTE ... RISPETTO AL PERIODO DURANTE IL QUALE LEI HA RICOPERTO IL RUOLO DI GIURATO.

L'udienza:

- Che cosa ha pensato dei dibattimenti?
- Che impressione le hanno fatto gli protagonisti del processo?
- Che tipo di relazioni lei ha avuto con gli altri giurati?
- Che tipo di relazione lei ha mantenuto con i magistrati?

Relazioni e interazioni con gli altri protagonisti:

- Come si comportavano i magistrati con lei e, più generalmente, con gli altri giurati?
- Lei ha preso appunti durante l'udienza? Che cosa ha annotato?
- Qual era l'atmosfera che si respirava attorno agli avvenimenti che lei era stato chiamato a giudicare? C'erano delle differenze da un avvenimento all'altro?
- Tra giurati, di cosa parlavate più frequentemente e con più facilità durante le pause?

Nel momento della deliberazione:

- Nel momento della prima deliberazione, lei ha compreso subito il procedimento della votazione?
- Qual era l'atmosfera nel momento della deliberazione del giudizio?

- Come si svolgevano i dibattiti che precedevano il voto?
- Che sensazione ha provato una volta accertata la colpevolezza e decisa la pena?

DOPO ... BILANCIO PERSONALE DELL'ESPERIENZA:

- Come qualificherebbe lei, a posteriori, questa esperienza?
- Che cosa ne ha tratto sul piano personale?
- Quale è il suo sguardo sulla giustizia dopo il suo passaggio alla corte d'assise?
- Quali critiche si sentirebbe di fare al sistema dopo aver partecipato alla giuria?

Età

Professione

Situazione familiare

Quando lei è stato giurato?

Quanti procedimenti l'hanno visto membro della giuria?

Annexe 3 : serment, convocation, rôles de la cour d'assises

VERBALE DI GIURAMENTO DI GIUDICE POPOLARE DI CORTE DI ASSISE CHIAMATO PER ESTRAZIONE AD ASSUMERE IL SUO UFFICIO (artt. 25 e 30 l. 10.4.1951 n. 287)

L'anno 2007 il giorno 26 del mese di giugno alle ore _____, previo invito del Presidente, debitamente notificato nei termini di legge, in esecuzione degli artt. 25 e 30 legge 10 aprile 1951 n. 287, ad ogni giudice popolare chiamato per estrazione ad assumere il suo ufficio nella 3^a sessione 2007 di questa Corte di Assise.

Nell'aula d'udienza della 1^a Corte di Assise: innanzi a noi dr. Enrico Scarlini, giudice a latere della 1^a Corte di Assise di Milano, alla presenza del Pubblico Ministero _____ con l'assistenza del sottoscritto Cancelliere C1 Flavia Fabi, è comparso

il Signor _____ giudice popolare estratto, chiamato ad assumere il suo ufficio per la 3^a sessione 2007 di questa Corte d'Assise.

Noi Presidente abbiamo deferito al giudice popolare predetto il prescritto giuramento che il medesimo ha prestato ripetendo la seguente formula:

“Con la ferma volontà di compiere da persona d'onore tutto il mio dovere, cosciente della suprema importanza morale e civile dell'ufficio che la legge mi affida, giuro di ascoltare con diligenza e di esaminare con serenità prove e ragioni dell'accusa e della difesa, di formare il mio intimo convincimento giudicando con rettitudine ed imparzialità e di tenere lontano dall'animo mio ogni sentimento di avversione e di favore, affinché la sentenza riesca quale la società deve attenderla: affermazione di verità e di giustizia. Giuro altresì di conservare il segreto”

Del che si è redatto il presente verbale sottoscritto come segue dal giudice popolare e dall'ufficio.

Il Giudice popolare

Il Pubblico Ministero

Il Presidente

Il Cancelliere



CORTE DI ASSISE - MILANO

SEZIONE PRIMA

5456730

TEL. 02/54333682 - FAX 02/

I Signori Giudici Popolari sono pregati di far pervenire presso la Cancelleria della 1^a Corte di Assise di Milano la seguente documentazione:

- 1 - Certificazione di rapporto di lavoro del proprio datore di lavoro in cui risulti la seguente dicitura: "Per il periodo in cui è impegnato quale Giudice Popolare presso la 1^a Corte di Assise di Milano è retribuito (oppure non è retribuito)".
- 2 - Per i lavoratori "AUTONOMI" autocertificazione specificando l'attività svolta.
- 3 - Segnare nell'apposito modulo, che verrà consegnato a cura della Cancelleria, l'aliquota massima I.R.P.E.F. ricavabile dallo statino della busta paga se lavoratore attivo - oppure dallo statino della pensione se non più lavoratore attivo - e per i lavoratori autonomi dal mod. 740.-
- 4 - I Giudici Popolari donne che non lavorano e non usufruiscono di alcuna pensione, una propria autocertificazione in cui dichiarino semplicemente di essere "casalinghe".
- 5 - I Giudici Popolari uomini se non lavoratori, una propria autocertificazione in cui dichiarino di essere "disoccupati".

Inoltre si prega depositare presso la detta Cancelleria:

- a) codice fiscale;
- b) numero di telefono (o cellulare) ove reperibili (quindi anche numero di ufficio o di parenti utili allo scopo);
- c) consegnare i biglietti ferroviari o del pullman per i residenti fuori Milano.

(Non ci sono rimborsi per quanti usufruiranno dei propri mezzi di locomozione).

Alla Cancelleria della 1^ Corte di Assise di Milano

Io sottoscritto/a _____, nominato/a giudice popolare
della 1^ Corte di Assise,

comunico,

ai fini del pagamento delle indennità dovute per la funzione svolta, le coordinate del
mio conto corrente presso:

BANCA/UFF. POSTALE: _____

AGENZIA: _____

CIN EU _____ **CIN IT** _____ **ABI** _____ **CAB** _____

N. c/c – c/p _____

Milano, _____



CORTE DI ASSISE – MILANO

ufficio spese di giustizia – mod. 12

DICHIARAZIONE SOSTITUTIVA DI CERTIFICAZIONE

(ART. 2 LEGGE 4/1/1968, N. 15, MODIFICATO DALL'ART. 3, CO. 10 DELLA LEGGE 15/5/1997 N. 127 E DALL'ART. 1 D.P.R. 28/10/1998 N. 403)

Cognome: _____ Nome: _____
Nato a: _____ Il _____
Res. in via: _____ Città: _____
C.A.P.: _____ Provincia: _____
N. telefono: _____ N. fax: _____
Codice fiscale: _____ N. partita IVA: _____
☐ PERITO ☐ INTERPRETE ☐ C.T.U. ☐ DIFENSORE ☐ GIUDICE POP. / CONSIGLIERE ON.RIO

TIPO DI PRESTAZIONE

☐ LAVORO DIPENDENTE ☐ LAVORO AUTONOMO ovvero ☐ LIBERA PROFESSIONE ☐ ESERCIZIO FUNZIONE PUBBLICA

REGIME FISCALE DELLA PERSONA FISICA

A) LAVORO DIPENDENTE

Informazioni sul datore di lavoro:

PUBBLICA AMMINISTRAZIONE - denominazione

AZIENDA PRIVATA - ragione sociale

23%
~~29%~~

27%

34%

☐ 41%

OLTRE

(ALIQUOTA MASSIMA - CIOE' QUELLA APPLICATA DAL DATORE DI LAVORO SULLO SCAGLIONE DI REDDITO PIU' ELEVATO)

B) LIBERA PROFESSIONE ovvero ALTRO:

☐ MEDICO ☐ INGEGNERE ☐ COMMERCIALISTA ☐ PENSIONATO ☐ CASALINGA

Dichiaro sotto la mia responsabilità che le notizie fornite nella presente dichiarazione sono complete e veritiere (art. 26 legge n. 15/68).

FIRMA _____

1^ CORTE DI ASSISE DI MILANO

Calendario Udienze Anno 2007

Febbraio

1	gio.	PALMISANO F.	1^ sessione 2007
5	lun.	SILVESTRE + 1	1^ sessione 2007
6	mar.	BIRCEA I. ed altri	4^ sessione 2005
8	gio.	RADU	1^ sessione 2007
12	lun.	EL KAFLAOUI A. + 2	2^ sessione 2006
13	mar.	CALABRESE M. ed altri	2^ sessione 2006
15	gio.	EL KAFLAOUI A. + 2	
19	lun.	EL KAFLAOUI A. + 2	2^ sessione 2006
21	mer.	BESTETTI L.	2^ sessione 2006
22	gio.	BIRCEA I. ed altri	4^ sessione 2005
26	lun.	BESTETTI L.	2^ sessione 2006
28	mer.	CALABRESE M. ed altri	2^ sessione 2006

Marzo

1	gio.	SERGI F. ed altri	2^ sessione 2006
2	ven.	SERGI F. ed altri	2^ sessione 2006
5	lun.	BIRCEA I. ed altri	4^ sessione 2005
7	mer.	BIRCEA I. ed altri	4^ sessione 2005
8	gio.	SILVESTRE + 1	1^ sessione 2007
9	ven.	EL KAFLAOUI A. + 2	2^ sessione 2006
12	lun.	SERGI F. ed altri	2^ sessione 2006
14	mer.	udienza dd. dr. Scarlini	
15	gio.	BIRCEA I. ed altri	4^ sessione 2005
16	ven.	BIRCEA I. ed altri	4^ sessione 2005
19	lun.	PAPALIA D. + 2	1^ sessione 2007
20	mar.	MILAZZO D.	1^ sessione 2007
21	mer.	udienza dd. dr. Cerqua	
22	gio.	SERGI F. ed altri	2^ sessione 2006
27	mar.	LO NARDO	2^ sessione 2006
28	mer.	EL KAFLAOUI A. + 2	2^ sessione 2006
30	ven.	MILAZZO D.	1^ sessione 2007

- dr. Manfrin -

Aprile

2	lun.	CONESE G. + 1	4^ sessione 2006
3	mar.	SERGI F. ed altri	2^ sessione 2006
4	mer.	CONESE G. + 1	
6	ven.	<u>dr. Cerqua disponibile per direttissime</u>	
<u>dal 5 al 10 dr. Scarlini in ferie</u>			

11	mer.	PETRALI C.	2^ sessione 2007
12	gio.	PALMISANO F.	1^ sessione 2007
13	ven.	EL KAFLAOUI A. + 2	2^ sessione 2006
16	lun.	PALMISANO F.	1^ sessione 2007
17	mar.	PALMISANO F.	
18	mer.	RADU C.	1^ sessione 2007
19	gio.	PAPALIA + 2	1^ sessione 2007
20	ven.	PETRALI	2^ sessione 2007
21	sab.	convegno dr. Cerqua	

23 - 24 - 26 - 27 e 28 aprile 2007 ferie dr. Cerqua

Maggio

2	mer.	PAPALIA + 2	1^ sessione 2007
3	gio.	PALMISANO F.	2^ sessione 2007
4	ven.	EL KAFLAOUI A. + 2	2^ sessione 2006
7	lun.	CONESE G. + 1	4^ sessione 2006
8	mar.	ADAMS G. + 1 e PUNTORIERI G.	2^ sessione 2007
9	mer.	CONESE G. + 1	
10	gio.	visita medica dr. Cerqua	
14	lun.	PALMISANO F.	1^ sessione 2007
15	mar.	PAPALIA + 2	1^ sessione 2007
16	mer.	GERRAGA	2^ sessione 2007
17	gio.	SALI I. + 1	2^ sessione 2007
18	ven.	impegno dr. Cerqua	
19	sab.	impegno dr. Cerqua	
21	lun.		2^ sessione 2007
22	mar.	RADU C.	1^ sessione 2007
23	mer.	PETRALI	2^ sessione 2007
24	gio.	RADU C.	1^ sessione 2007
25	ven.	PETRALI	2^ sessione 2007
30	mer.	GERRAGA	2^ sessione 2007
31	gio.	SALI + 1	2^ sessione 2007

1^ CORTE DI ASSISE DI MILANO

GIUGNO 2007

4	lun.	BESTETTI L.	2^ sessione 2006
5	mar.	direttissime dr. Scarlini	
6	mer.	SERGI F. ed altri	2^ sessione 2006
7	gio.	BEZZON A.	2^ sessione 2007
11	lun.	BEZZON A.	2^ sessione 2007
13	mer.	direttissime dr. Cerqua	
14	gio.	BESTETTI L.	2^ sessione 2006
18	lun.	BESTETTI L.	2^ sessione 2006
18	lun.	SILVESTRE P. + 1 (dr. Manfrin)	1^ sessione 2007
19	mar.	PAPALIA D. + 2	1^ sessione 2007
22	ven.	BESTETTI L.	2^ sessione 2006
25	lun.	BEZZON A.	2^ sessione 2007
25	lun.	SILVESTRE P. + 1 (dr. Manfrin)	1^ sessione 2007
26	mar.	Convocazione Giudici popolari	
27	mer.	SERGI F. ed altri	2^ sessione 2006
28	gio.	BESTETTI L.	2^ sessione 2006
29	ven.	SERGI F. ed altri	2^ sessione 2006

LUGLIO 2007

2	lun.	LO NARDO N.	2^ sessione 2006
3	mar.	direttissime dr. Scarlini	
4	mer.	PAPALIA D. + 2	1^ sessione 2007
6	ven.	SERGI F. ed altri	2^ sessione 2006
9	lun.	MILAZZO Davide	1^ sessione 2007
10	mar.	LO NARDO N.	2^ sessione 2006
11	mer.	direttissime dr. Cerqua	
13	ven.	SILVESTRE P. + 1 (dr. Manfrin)	1^ sessione 2007
13	ven.	SERGI F. ed altri	2^ sessione 2006
16	lun.	MILAZZO Davide	1^ sessione 2007
17	mar.	SERGI F. ed altri	2^ sessione 2006
21	sab.	direttissime dr. Scarlini	

SETTEMBRE 2007

24	lun.	SILVESTRE P. + 1 - dr. Manfrin	1^ sessione 2007
26	mer.	udienza	
28	ven.	BEZZON A.	2^ sessione 2007

OTTOBRE 2007

1	lun.	RADU C.	1^ sessione 2007
3	mer.	BAKA Roland	4^ sessione 2007
3	mer.	PALMISANO F.	1^ sessione 2007
4	gio.	PETRALI Giovanni	2^ sessione 2007
5	ven.	udienza	
8	lun.	udienza	
10	mer.	PALMISANO F.	1^ sessione 2007
11	gio.	PETRALI Giovanni	2^ sessione 2007
12	ven.	udienza	
15	lun.	udienza	
17	mer.	ADAMS G. + 1	2^ sessione 2007
18	gio.	PETRALI Giovanni	2^ sessione 2007
19	ven.	udienza	
24	mer.	SILVESTRE P. + 1 – dr. Manfrin	1^ sessione 2007
25	gio.	PETRALI Giovanni	2^ sessione 2007
29	lun.	SALI Iulika + 1	2^ sessione 2007

NOVEMBRE 2007

5	lun.	BAJA Ilir + 1	4^ sessione 2007
8	gio.	ADAMS G. + 1	2^ sessione 2007
9	ven.	GERRAGA V.	2^ sessione 2007
9	ven.	SILVESTRE P. + 1 – dr. Manfrin	1^ sessione 2007
12	lun.	RADU C.	1^ sessione 2007
15	gio.	ADAMS G. + 1	2^ sessione 2007
16	ven.	udienza	
19	lun.	LA ROSSA Rocco	4^ sessione 2007
20	mar.	GERRAGA V.	2^ sessione 2007
21	mer.	RADU C.	1^ sessione 2007
23	ven.	SILVESTRE P. + 1 – dr. Manfrin	1^ sessione 2007
26	lun.	GERRAGA V.	2^ sessione 2007
30	ven.	udienza	

DICEMBRE 2007

3	lun.	PAPALIA D. + 2	1^ sessione 2007
4	mar.	udienza	
6	gio.	PAPALIA D. + 2	1^ sessione 2007
10	lun.	LUNA N.	4^ sessione 2007
12	mer.	PAPALIA D. + 2	1^ sessione 2007
14	ven.	udienza	
18	mar.	udienza	
19	mer.	udienza	
20	gio.	udienza	

Annexe 4 : photos de la cours d'assises de Milan



Face principale du palais de justice de Milan



Face principale du palais de justice de Milan



Cour intérieure
du palais de justice de Milan



Face secondaire
du palais de justice de Milan



Couloirs du palais de justice de Milan



Salle d'audience de la cour d'assises de Milan
et robes d'avocats



Salle d'audience de la cour d'assises de Milan



Cage des accusés